

**CAHIERS AFRICAINS
AFRIKA STUDIES**

n° 72

2006

© L'HARMATTAN, 2006
5-7, rue de l'École-Polytechnique ; 75005 Paris

L'HARMATTAN, ITALIA s.r.l.
Via Degli Artisti 15 ; 10124 Torino
L'HARMATTAN HONGRIE
Könyvesbolt ; Kossuth L. u. 14-16 ; 1053 Budapest
L'HARMATTAN BURKINA FASO
1200 logements villa 96 ; 12B2260 ; Ouagadougou 12
ESPACE L'HARMATTAN KINSHASA
Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives
BP243, KIN XI ; Université de Kinshasa – RDC
L'HARMATTAN GUINEE
Almamy rue KA028
En face du restaurant Le cèdre OKB Agency
Conakry - Rép. de Guinée BP 3470
harmattanguinee@yahoo.fr

<http://www.librairieharmattan.com>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-296-02662-9
EAN : 9782296026629

B. Verhaegen

avec la collaboration de

J. Omasombo, E. Simons et F. Verhaegen

Mulele

et la révolution populaire au Kwilu
(République démocratique du Congo)

n° 72

2006

Africa
TERVUREN

KONINKLIJK MUSEUM
VOOR MIDDEN-AFRIKA
MUSÉE ROYAL
DE L'AFRIQUE CENTRALE



Éditions L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris

Benoît Verhaegen, docteur en droit de l'université de Gand et docteur en sciences économiques de l'université de Louvain, a créé, en 1960, le Centre d'études politiques (CEP) à Léopoldville (RD Congo). Il a été directeur du Centre d'étude et de documentation africaine (CEDAF) à Bruxelles. Il a enseigné à l'université Lovanium à Léopoldville et à l'université du Congo à Kisangani jusqu'en 1987. Dès 1959, il se consacra à l'histoire politique du Congo, et publia, au CRISP, la série annuelle des *Congo* et ensuite *Les Rébellions au Congo*. Il travaille depuis plusieurs années à la réalisation des biographies des trois principaux chefs révolutionnaires du Congo : Patrice Lumumba, Pierre Mulele et Che Guevara. Le présent Cahier constitue la biographie politique de P. Mulele.

Jean Omasombo est politologue. Il est chercheur à la Section d'Histoire du temps présent du Musée royal de l'Afrique centrale, directeur du Centre d'études politiques de Kinshasa (RD Congo) et professeur à l'université de Kinshasa. Il est l'auteur, avec Benoît Verhaegen de *Patrice Lumumba. Jeunesse et apprentissage politique. 1925-1956* (Cahiers africains n°33-34, 1998) et de *Patrice Lumumba, acteur politique. De la prison aux portes du pouvoir. Juillet 1956-février 1960* (Cahiers africains n° 68-70, 2005).

Edwine Simons est la secrétaire de rédaction des *Cahiers africains* publiés par la Section d'Histoire du temps présent du Musée royal de l'Afrique centrale (MRAC).

Françoise Verhaegen est l'épouse de Benoît Verhaegen.

CAHIERS AFRICAINS – AFRIKA STUDIES

MRAC/KMMA

Section d'Histoire du temps présent
(Anciennement Institut africain/CÉDAF)
Afdeling Eigentijdse Geschiedenis
(Voorheen Afrika Instituut-ASDOC)

Secrétaire de rédaction : Edwine Simons

Leuvensesteenweg 13, 3080 Tervuren
Tél. : 32 2 686 02 75 Fax : 32 2 686 02 76
E-mail : africa.institute@africamuseum.be
Site : http://www.africamuseum.be/research/dept4/research/dept4/africanstitute/index_html
Conditions de vente : voir p. 370 ou <http://www.africamuseum.be/publications> ;
publications@africamuseum.be

Couverture : Conception graphique : Sony Van Hoecke

Illustration : Céline Pialot

Photographie : Pierre Mulele, 1959. Archives Rébellion au Kwilu, Section d'Histoire du temps présent, MRAC. (*Malgré nos recherches, l'auteur de cette œuvre n'a malheureusement pas pu être identifié. L'auteur ou ses ayant-droits qui peuvent prouver leur qualité sont invités à se faire connaître auprès du MRAC.*)

Les activités de la Section d'Histoire du temps présent (anciennement Institut africain/CÉDAF) sont financées par le SPP Politique scientifique et par la Coopération belge au développement.

Les *Cahiers africains* sont publiés avec l'aide financière de la Communauté française.

SOMMAIRE

Avant-propos	7
Introduction	11
Chapitre I. Introduction à la connaissance du Kwilu	17
1. La région et ses caractéristiques	20
2. La population et ses activités	21
3. Les mouvements sociaux et religieux	30
La révolte des Pende de 1931	30
Sectes et mouvements religieux	34
4. Mouvements et vie politiques : le Parti solidaire africain et la nouvelle province	37
5. La situation des masses au Kwilu	49
Chapitre II. Préparation de l'insurrection (août 1963-janvier 1964)	55
1. L'organisation du mouvement par Mulele : juillet-octobre 1963	55
2. Décentralisation du maquis et formation des équipes locales	72
3. Les premières opérations et la répression	74
4. Caractéristiques de l'action muleliste au Kwilu	84
Chapitre III. La rébellion et les missions	87
1. Attaques et évacuation des missions	90
2. Bilan des attaques et de l'évacuation	105
3. Eugène Biletsi et Adolphe Lankwan : deux abbés dans la rébellion	108
4. Essai d'interprétation	119
Chapitre IV. Tactiques et stratégies de la rébellion	135
1. Nature des opérations mulelistes : janvier-février 1964	135
2. Recrutement, entraînement et organisation : 1963-1966	142
Recrutement et participation	142
Entraînement et formation	148
Organisation du maquis	152
3. Activités, tactiques et armement des partisans	162
Activités	163
Équipement et armement	169
Tactiques	176
4. Le code des partisans	180
5. Règles et croyances magiques	184
6. Témoignage d'un habitant	188

Chapitre V. Désintégration et échec du mouvement rebelle	201
1. De mars à octobre 1964	203
2. D'octobre 1964 à janvier 1965	207
3. De janvier 1965 à février 1966	213
4. De février 1966 à la fin 1968	216
Chapitre VI. Placide Tara : témoin et acteur de la rébellion au Kwilu	223
1. Rencontre avec Placide Tara.....	224
2. L'abbé Tara informé de la préparation de la révolte.....	229
3. La mission de Totshi pillée par les soldats (avril 1964)	233
4. Entrée et vie dans le maquis.....	234
5. Sortie du maquis et intégration dans l'armée nationale	250
6. Synthèse et appréciation de la rébellion du Kwilu par Placide Tara.....	259
Conclusions	261
La mort de Mulele.....	261
Épilogue. Mulele, l'impérialisme et la Révolution	264
Remarques finales.....	265
Caractéristiques particulières de la rébellion au Kwilu.....	266
Caractéristiques communes avec les rébellions de l'Est.....	268
Chronologie de la rébellion au Kwilu.....	271
Documents.....	281
Notices biographiques des acteurs.....	327
Index.....	355
Bibliographie	357
Liste des sigles.....	365
Liste des cartes.....	366

AVANT-PROPOS

L'histoire du Congo a été marquée depuis 1960 par les personnalités de trois héros tragiques dont l'Histoire offre peu d'exemples : Patrice Lumumba, Pierre Mulele et Che Guevara¹. Tous les trois offrent l'exemple d'engagements politiques révolutionnaires dont l'avenir du Congo et plus largement celui de l'Afrique et du monde étaient l'enjeu. Ce n'étaient pas des patriotes au sens étroit du terme. L'humanité était leur patrie.

Un point les sépare : leur origine géographique. Mulele et Lumumba sont originaires de deux régions du Congo que l'on peut considérer comme marginales si l'on met l'accent sur l'influence qu'y a eu le colonisateur belge et la réussite économique de son action coloniale : le Kwilu oriental pour Mulele et le Sankuru pour Lumumba. Le colonisateur, dans son entreprise coloniale, a eu en effet comme principaux points d'appui régionaux et ethniques les Kongo à l'ouest du Congo et les Luba du Kasaï au centre. C'est parmi les peuples de ces régions que le colonisateur a puisé une grande partie des élites qui furent ses principaux auxiliaires. Kasa-Vubu, chez les Kongo, et Kalonji, pour les Luba du Kasaï, furent les représentants les plus connus de cette future classe dirigeante. Ils perdront leur pouvoir au courant de leur mandat, mais cet échec ne leur fit pas perdre la vie, comme ce fut le cas pour des dirigeants plus déterminés. Guevara, en revanche, est non seulement étranger au Congo, à son histoire, à sa langue et à ses coutumes, mais il appartient à une nation et à un continent qui dominèrent et exploitèrent depuis des siècles le continent africain et le Congo en particulier.

Ce qui les rassemble c'est que Lumumba, Mulele comme Che Guevara perdirent à la fois le pouvoir et la vie. Bien que la mort de Guevara, originaire d'un autre continent, n'ait pas été liée à son action politique au Congo, ce qui fait la singularité et la similitude de ces trois décès, est leur caractère héroïque. Tous trois sont morts en se dirigeant volontairement vers leur destin. Ils connaissaient les risques qu'ils encouraient. Ils choisirent pourtant de rester fidèles à leur engagement initial. Jusqu'au dernier moment, ils eurent le choix entre, d'une part, la vie et leur carrière politique – dont le prix était la trahison de leur idéal révolutionnaire – et, d'autre part, une mort cruelle. Mais ils voulaient demeurer fidèles à leur idéal de liberté et d'indépendance et ne pas trahir le peuple qui les avait conduits au pouvoir, ce qui les mena à la mort.

Le peuple congolais a souffert plus que beaucoup d'autres peuples africains. Des centaines de milliers d'hommes et de femmes perdirent la vie

¹ Une biographie de Che Guevara traitant en particulier de son action au Congo en 1965-1966 est en préparation aux éditions L'Harmattan.

au cours des luttes nationales et sociales d'origine politique ou autres, mais peu sont morts pour un idéal purement politique choisi explicitement et volontairement. Ils mourront le plus souvent en victimes innocentes et souvent dans l'ignorance des risques encourus et des enjeux réels des luttes fratricides dont ils étaient l'objet.

Le but de cet ouvrage est modeste. Il relève de la simple biographie. Ce qui en fait peut-être l'originalité, c'est le recours à la méthode de l'histoire immédiate. Celle-ci est fondée sur une association entre les sources écrites et les sources orales, entre le récit le plus proche possible du vécu et l'utilisation de sources écrites et documentaires. Il importe peu qu'elles aient fait l'objet de publications ou de simples recueils fondés sur l'écriture ou la mémoire écrite. L'édition des textes d'histoire n'ajoute rien à leur intérêt ou à leur authenticité. Elle est souvent due au renom de leur auteur ou à ses moyens financiers

C'est la confrontation et l'association de ces deux techniques qui font l'originalité de la méthode tout en entendant respecter l'usage des règles de la connaissance historique universelle. L'écrit possède un atout précieux. Il peut être lu et utilisé par plusieurs personnes et être confronté à la fois à la durée et à une critique d'origine fort diverse, du simple lecteur occasionnel au « spécialiste » de la question. L'oral, qui est souvent le principal fondement de l'écrit, crée des relations particulières et souvent affectives entre les auteurs des différentes sources et surtout entre les acteurs et ceux qui ensuite écrivent et publient. Parfois ce sont les mêmes qui agissent et qui écrivent, mais cela n'apporte en soi aucune garantie d'objectivité ou d'exactitude ; au contraire, c'est souvent source de parti pris et de partialité. L'acteur défend souvent par l'écriture la justesse de son action et de l'engagement du groupe dont il fait partie plus ou moins consciemment.

Ce sont à la fois les limites et la fécondité de la méthode : l'histoire, le récit historique, quels que soient les auteurs et la forme qu'ils adoptent, doivent de toute manière être soumis à une critique permanente. Celle-ci peut être féconde, neutre ou négative, et compléter ou amputer l'histoire selon la personnalité de celui qui écoute et ses relations avec celui qui parle ou écrit.

Le présent ouvrage est un prolongement du tome I de *Rébellions au Congo*, publié par le CRISP en 1966² mais il comporte une dimension sociologique et méthodologique que la première publication n'avait pas et un ancrage plus précis dans la région et la population.

La méthode de l'histoire immédiate utilise, entre autres, des questionnaires. Ils ont souvent été administrés par des personnes qui avaient

² Verhaegen B., *Rébellions au Congo*, tome I, Bruxelles-Léopoldville, CRISP-IRES-INEP, 1966, 568 p.

vécu la rébellion et connaissaient la région (N'Swal Floribert, N'Diang Godefroid, Alongh Alexis, l'abbé Tara...). L'administration du questionnaire et la collaboration des acteurs ont commencé avant que le souvenir de la rébellion ne s'estompe dans les mémoires. Elles ont été poursuivies ensuite, ce qui a permis à la fois de suivre l'évolution des opinions des acteurs à l'égard de leur participation et de comparer les jugements émis par les personnes enquêtées. Au cours des enquêtes, les questions ont pu être modifiées et complétées en fonction des premières réponses et de la personnalité de celui qui répondait.

Parmi les acteurs qui ont répondu au questionnaire et aux interviews, citons Maurice Zanga et Théophile Bula-Bula, qui ont été des lieutenants de Mulele et qui partageaient avec lui la responsabilité des événements, surtout en ce qui concerne la gestion du maquis. Parmi les missionnaires et les prêtres qui ont témoigné, il y a les pères Gabriel Houyoux, Robert Delhaze, Eugène Biletsi, Placide Tara et Bartholomé Sheita.

Les travaux d'étudiants réalisés comme épreuve de fin d'étude ou comme travail pratique dans le cadre d'un cours de critique historique ou d'histoire politique ont permis de compléter et de critiquer les premières informations et de recueillir les opinions des jeunes à l'égard d'un événement qui les mobilisait et les attirait. Pour beaucoup, Mulele était un héros.

Parmi les ouvrages qui nous ont le plus impressionné et introduit à l'étude de la rébellion de Mulele, nous en citerons trois : les deux ouvrages de Ludo Martens, *Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba* (EPO, Dossier international, 1985) et *Une femme du Congo* (EPO, 1991) et celui de C. N'Dom, *P. Mulele assassiné, La révolution congolaise étranglée* (CEP, 1984). Ces ouvrages sont une introduction irremplaçable à la connaissance de la vie et de la mort de Mulele.

D'autres textes ont leur intérêt, mais souvent limité, et ils sont parfois sujet à caution. Nous citons le *Journal d'une rébellion, les Mulelistes* de Cyrille Kharkevitch (Clepsydre, 1998) et le témoignage de René Toussaint, évêque *d'une transition* par Jean-Marie Ribaucourt (Baobab, 1997).

Il restait à situer l'action de Mulele dans l'ensemble des révolutions congolaises, à la comparer aux autres révolutions africaines et à en évaluer l'importance et surtout la spécificité.

Cette lacune n'est que très partiellement comblée par ce texte. À d'autres de poursuivre cette tâche à partir des nouvelles méthodes de l'histoire immédiate, de nouveaux récits et documents qu'elle a suscités, de la critique et de la confrontation des sources tant orales qu'écrites qui ont constitué son originalité.

Le terme « révolution » est souvent utilisé indifféremment pour désigner des événements fort différents et même contradictoires. En simplifiant la

réalité et la terminologie, on peut confondre la révolution bourgeoise et la révolution populaire et prolétarienne et utiliser l'une pour l'autre. La première conduit au changement de la classe politique au pouvoir, la seconde à un changement de société et de toutes les structures sociales. Au Congo, comme dans toute l'Afrique colonisée, le changement est d'abord politique, il remplace la domination de la minorité blanche étrangère, par celle d'une classe politique africaine. Le système de domination et d'exploitation économique est maintenu même s'il est accommodé pour réaliser un nouveau partage des bénéfices et des prébendes.

Mulele a évité dès le début la confusion entre les deux révolutions. Il ne se limita pas à une simple prise de pouvoir appuyée par l'armée et les forces étrangères des anciens ou nouveaux colonisateurs. Il voulut confier le pouvoir au peuple et limiter celui de la nouvelle bourgeoisie africaine. C'est ce qui le conduisit à sa perte car il eut face à lui deux adversaires solidaires dans leur opposition au nouveau pouvoir révolutionnaire : la nouvelle bourgeoisie congolaise associée à la nouvelle armée et les forces étrangères ex-coloniales.

INTRODUCTION

Avant d'entamer les récits concernant la rébellion, nous tenterons de situer l'idéologie et la doctrine du mulelisme et de préciser le « vocabulaire » révolutionnaire.

Idéologie du mulelisme

De tous les aspects du mulelisme, les plus difficiles à connaître sont sans doute l'idéologie et la doctrine. En l'absence de toute déclaration ou programme officiel émanant de Mulele, on est obligé de reconstituer ce qu'elles pourraient avoir été à l'aide de témoignages et de fragments de textes.

Nous disposons d'un carnet de « leçons politiques³ », d'un « vocabulaire » en usage parmi les partisans, de quelques tracts de propagande à destination des soldats de l'armée nationale, d'autres éléments d'informations éparses et de trois lettres dont nous résumerons le contenu.

Le carnet de « leçons politiques » fut rédigé en kikongo de l'État (*ikeleve*), mais à l'aide d'une terminologie française en ce qui concerne les notions politiques⁴.

Il s'agit d'une introduction sommaire à la doctrine communiste. Trois thèmes sont développés. Le premier, celui de la lutte des classes, est conforme à la conception dichotomique de Marx : il existe deux classes dans la société capitaliste : d'une part les riches – ou capitalistes – et d'autre part les pauvres, c'est-à-dire les paysans et les ouvriers. Au Congo, les capitalistes se subdivisent encore en deux groupes : les étrangers – ou impérialistes – et les « gens du mauvais gouvernement » ou réactionnaires.

Le deuxième thème est d'inspiration léniniste. Il y a deux sortes de luttes : les luttes réformistes qui ne font qu'alléger la souffrance des pauvres, et les luttes révolutionnaires par lesquelles les masses elles-mêmes prennent leur sort en main et suppriment leurs souffrances.

³ Ce carnet de « leçons politiques » est reproduit intégralement en annexe en pages 311 et suivantes. Un texte similaire fut trouvé à Bolobo après l'attaque du mois de juillet sur cette localité. Voir au sujet de la similitude entre les documents du Kwilu et ceux de Bolobo le chapitre III de la 2^e partie de *Rébellions au Congo*, tome I, *op. cit.*, pp. 197-204.

⁴ *Ibidem*.

Le troisième thème est plus moderne encore. Il est conforme à la pensée révolutionnaire chinoise et algérienne : les paysans et les villageois « *sont comme l'eau et tous les autres sont comme les poissons au milieu de l'eau* » : cela signifie que l'adhésion des villageois à la révolution et l'intégration des partisans au milieu paysan sont les conditions indispensables du succès⁵.

Le vocabulaire que nous reproduisons ici littéralement confirme les développements doctrinaux des « leçons politiques » :

- avancé : rebelle actif et très engagé en brousse ;
- intermédiaire : les non encore engagés, à persuader et à soumettre ou, en voie de l'être ;
- arriéré : à recruter. Les hommes se trouvant entre deux camps ;
- masse populaire : toutes les populations civiles ;
- PNP : gouvernement légal et armée nationale ;
- camarade : tout homme à qui les partisans peuvent faire confiance ;
- partisan : militaire de l'Armée populaire ;
- mission : extermination ou tuerie criminelle ;
- protocole : bureau d'immigration ou Sûreté ;
- comité : tout vieillard faisant partie du tribunal coutumier pour les intérêts des habitants ;
- président : celui qui dirige l'organisation du comité ;
- régional : est au-dessus du président et contrôle les affaires de l'organisation du comité.

Les tracts et les lettres du maquis⁶, bien que datés d'avril 1965, font plusieurs fois état de Soumialot et de l'aide que celui-ci fournira au maquis du Kwilu à partir de Stanleyville. Les informations contenues dans les tracts n'ont aucune valeur objective. Ce sont des déclarations de propagande. Tout au plus témoignent-elles du fait que les partisans et certains de leurs chefs ne semblaient pas, en avril 1965, douter de leur victoire prochaine.

Quelques témoignages concernent l'influence communiste dans la rébellion. Un missionnaire américain de la mission de Kintshua eut le temps de converser avec certains dirigeants mulelistes. Ceux-ci lui dirent « *qu'ils avaient vu des photos de la Russie, de la vie qu'on mène là-bas et que toutes ces choses leur seraient offertes également lorsque les colonialistes auront été chassés*⁷ ».

Théophile Bula-Bula, qui fut responsable du tribunal des combattants dans le maquis, insiste sur sa proximité avec Mulele, Kafungu, Bengila...

D'abord tout le monde s'appelait camarade, Mulele était appelé commandant en chef seulement lorsqu'il se trouvait au bureau. Pour le

⁵ *La Libre Belgique*, 1-2 février 1964.

⁶ Certains tracts sont reproduits en annexe en pages 306 et suiv.

⁷ *La Libre Belgique*, 1-2 février 1964.

*repas préparé dans de gros récipients et pour lequel très peu de soins étaient apportés (souvent sans sel ni huile), Mulele exigeait que soient servis d'abord les malades, les femmes enceintes et celles qui allaitaient. Venaient alors ceux qui étaient en embuscade et les gardes, enfin les combattants de bataillon suivis de ceux de l'état-major général. Les commandants étaient servis les derniers et lui-même Mulele était la toute dernière personne à manger*⁸.

Il semble qu'au début de la rébellion, ses dirigeants s'en prenaient principalement aux politiciens congolais et à la bourgeoisie nationale. La richesse et la corruption des fonctionnaires, les injustices et le tribalisme des dirigeants politiques et le pillage des richesses du Congo étaient les thèmes d'accusation les plus fréquents. Le rôle néfaste des étrangers n'était évoqué que de manière générale ou comme une modalité de la corruption des politiciens nationaux. Plus tard, après les premiers échecs de la rébellion et l'intervention d'avions pilotés par des Cubains, les attaques contre les étrangers se firent plus précises et plus virulentes⁹. À ce sujet, Fox, De Craemer et Ribaucourt¹⁰ font remarquer que les étrangers étaient classés par nationalité : « *Les Belges, les Américains, les Portugais, les Hollandais et les Allemands sont tous accusés de "voler les richesses du pays [...] nos arachides, nos noix de palmiers ; notre maïs et notre coton [...] et la terre où ils sont plantés", et d'enrichir leurs pays avec ce qu'ils volent au Congo* ».

Une parabole muleliste exprime le ressentiment à l'égard de l'exploitation étrangère. Le Congo y est comparé à la viande d'éléphant. « *Lorsqu'on tue un éléphant, beaucoup d'hommes viennent pour le dépecer. Parmi eux, les uns volent en cachant ce qu'ils prennent, les autres volent en envoyant la viande chez leurs parents. Notre pays est grand comme l'éléphant. Son chef est*

⁸ Théophile Bula-Bula interrogé à Kinshasa en mai et septembre 2002.

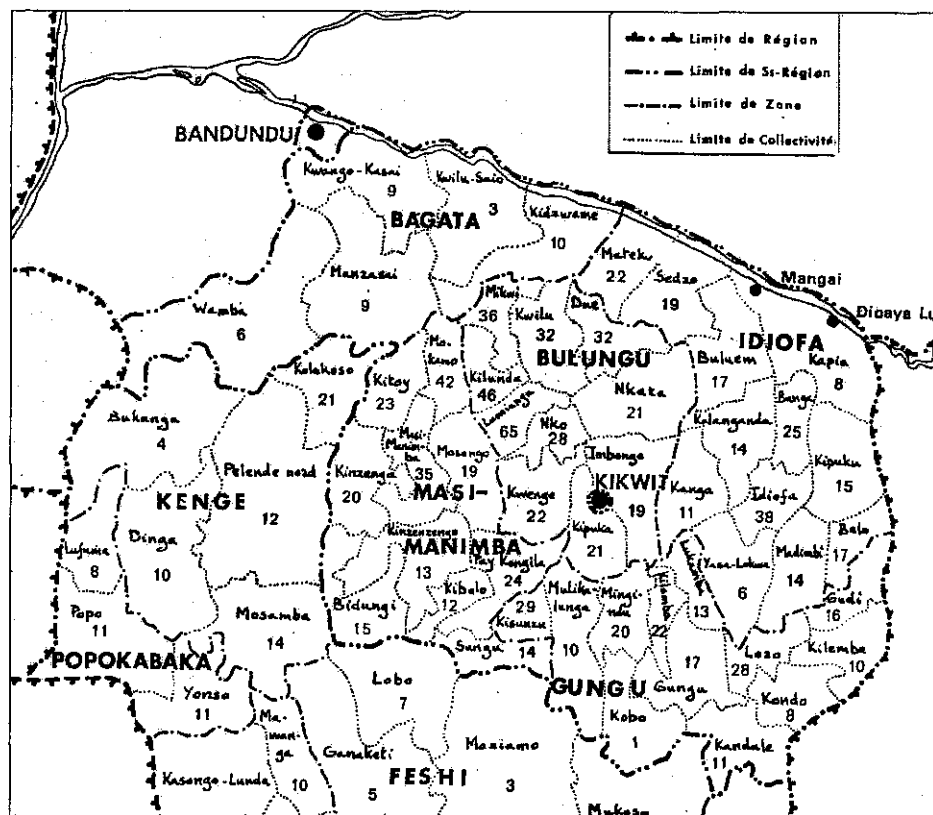
⁹ Il faut noter cependant que l'anti-impérialisme fut un thème idéologique utilisé depuis le début par les dirigeants du PSA au Kwilu. En 1960, Gizenga et Mulele se distinguaient déjà des autres dirigeants nationalistes par le radicalisme de leurs convictions en ce domaine. En 1962, après la formation du gouvernement Leta, une campagne violente fut déclenchée dans des organes de presse locaux, tel *Le Réveil*. La « *démocratie bourgeoise* », « *le monde libre des capitalistes où la liberté n'existe pratiquement pas* », une « *société basée sur l'oppression* » étaient dénoncés en termes virulents par le directeur du journal. Le journal s'en prenait également aux « *missionnaires catholiques* » qu'il accusait de détenir Gizenga en prison. L'évêque d'Accra qui venait d'être expulsé du Ghana, était traité de « *mercenaire en soutane* ». Enfin, le journal ne cachait pas ses convictions idéologiques en publiant le slogan suivant : « *Qu'on le veuille ou pas, le communisme triomphera ; cette victoire, Lénine lui-même l'a prévue* » (*Le Réveil*, 10 novembre 1962, n° 1, p. 11).

¹⁰ Fox R. C., De Craene W. et Ribaucourt J.-M., « La deuxième indépendance – Étude d'un cas : la rébellion au Kwilu », *Études congolaises*, vol. 8, n° 1, janvier-février 1965, p. 31.

mauvais. Beaucoup de voleurs sont venus : l'Amérique, la Belgique, le Portugal, la Hollande et l'Allemagne. Ils sont venus pour voler nos richesses et les transporter chez eux. Nos richesses sont partout dans le monde parce qu'il n'y a personne pour en prendre soin. Notre pays est un éléphant dont le propriétaire n'existe pas¹¹. »

¹¹ *Ibidem.*

Carte du Kwilu



Légende : • Centre • VILLE 8 Nombre d'habitants au km²
 Échelle : 1 cm = 35 km

Source : de Saint Moulin L., *Atlas des collectivités du Zaïre*, Kinshasa, PUZ, 1976, p. 24.

N.B. : À l'époque de la rébellion, la province du Kwilu, devenue une sous-région (district) intégrée dans la région (province) de Bandundu, comprenait cinq territoires (zones) : Bulungu, Bagata, Idiofa, Masi-Manimba et Gungu. Plus tard, les villes de Bandundu et de Kikwit ont été détachées des zones (territoires) de Bagata et de Bulungu (ordonnances 69/275 et 70/095 du 21 novembre 1969 et du 15 mars 1970).

CHAPITRE I

INTRODUCTION À LA CONNAISSANCE DU KWILU

La province du Kwilu fut créée par la loi du 14 août 1962. Ses frontières sont celles du district du Kwilu, situé dans la partie orientale de l'ancienne province de Léopoldville. Il s'agit de la rivière Kasai au nord, du Kwango à l'est et de la rivière Loange à l'ouest. La province du Kwilu comprend cinq territoires : Kikwit, Idiofa, Gungu, Masi-Manimba, Banningville, qui seront transformés en préfectures par l'édit organique n° 4 du 13 mai 1963¹². Une sixième préfecture, celle de la Kamtsha-Loange, est créée en juin 1963 afin de rencontrer les tendances particularistes des Ngoli, dont les chefs coutumiers et les élus n'avaient accepté de se rallier à la province du Kwilu que moyennant l'assurance qu'une subdivision administrative nouvelle serait installée¹³. La création d'une nouvelle préfecture satisfaisait également les Dinga qui s'estimaient brimés par les Mbunda.

Sur les six préfectures de la province, deux furent complètement touchées par l'insurrection muleliste : celles d'Idiofa et de Gungu ; deux partiellement : celles de Kikwit et de la Kamtsha-Loange, et deux ne connurent que des pénétrations ou une agitation sporadique : celles de Masi-Manimba et de Banningville.

La région couverte par l'insurrection est relativement bien connue. Plusieurs études ethnographiques ont été consacrées aux Pende, Mbunda, Dinga, Yanzi, Shilele, entre autres par de Sousberghe, de Decker, de Beaucorps, Douglas et Mertens¹⁴. Un important ouvrage, *Le Kwilu*, d'Henri Nicolai, édité par le Cemubac, introduit à la géographie physique et humaine et à l'économie de la région.

¹² Le texte de l'édit du 13 mai 1963 ainsi que celui de la loi du 14 août 1962 sont reproduits dans l'ouvrage de J.-C. Willame, *Les Provinces du Congo. Structure et fonctionnement. I. Kwilu – Luluabourg – Nord Katanga – Ubangi*, Collection d'études politiques n° 1, Léopoldville, IRES, 1964, pp. 55-65.

¹³ Sur le particularisme des Ngoli et sur l'« affaire » de la Kamtsha-Loange, on trouvera des précisions dans *La Voix du Kwilu*, n° 8, 11 mai 1963, p. 4. L'importance de cette préfecture, charnière entre la province du Kwilu et celle du lac Léopold II, sera soulignée par la rébellion.

¹⁴ Les principaux ouvrages et articles consacrés à la région du Kwilu sont repris dans l'annexe bibliographique en fin de volume.

Nouvelle configuration administrative du Kwilu en 1963

Préfectures et arrondissements	Entités composantes
Ville de Kikwit	Communes de Plateau, de Nzinda et de Lukeni
Préfecture de Gungu	
Arrondissement du Haut-Kwilu	Commune de Gungu et secteurs de Kiboba-Matadi, Lukamba et Kilamba
Arrondissement de Lutshima	Secteurs de Mul(d)ikalunga, Mungindu et Kisunzu
Arrondissement de Kandale	Secteurs de Kandale, Kobo et Kondo
Arrondissement de Kilembe	Secteurs de Kilembe, Lozo et Ngudi
Préfecture d'Idiofa	
Arrondissement d'Idiofa	Commune d'Idiofa et secteurs de Banga et Kalanganda
Arrondissement de Katembo-Lubwe	Secteurs de Mbelo, Kipuku et Madimbi
Arrondissement d'Isiem	Secteurs de Kanga, Yassa-Lukwa et Musanga
Préfecture de Kamtsha-Loange	
Arrondissement de Piopio	Communes de Mangai et Dibaya-Lubwe et secteurs de Kapia et Bulwem
Arrondissement de Mokala	Secteurs Mateko et Sedzo
Préfecture de Banningville	
Arrondissement de Bas-Kwilu	Commune de Bandundu et secteurs de Kwilu-Sayo, Kwango-Kasai et Kidzue
Arrondissement d'Inzia-Wamba	Secteurs de Wamba et Manzasai
Préfecture de Bulungu	
Arrondissement de Kipuka	Commune de Lusanga et secteurs de Kipuka, Kwenge et Sedimbumba
Arrondissement de Pindi	Secteurs Lunungu, Kilunda et Nko
Arrondissement de Kwilu	Secteurs Kwilu et Mikwi
Arrondissement de Niadi	Secteurs Nkara, Imbongo et Due
Préfecture de Masi-Manimba	
Arrondissement de Mokamo	Secteurs Mokamo et Kitoyi
Arrondissement de Masi-Manimba	Secteurs Masi, Mosango et Kinzenga
Arrondissement de Pay	Secteurs Pay-Kongila et Sungu
Arrondissement de Bindungi	Secteurs Kinzenzenzo, Bindungi et Kibolo

Source : de Beaune R. J., *Introduction à l'étude de l'organisation de la province du Kwilu d'après les textes législatifs*, 37 p. Document stencillé, publication autorisée par Paul Kakwala, président de l'Assemblée provinciale du Kwilu. Archives Rébellion.

L'aspect politique et la période de la décolonisation ont été analysés par Herbert Weiss dans un ouvrage intitulé : *A Case Study of a Congolese Political Party: The Parti Solidaire Africain*¹⁵. Cette étude, à caractère sociologique et historique, s'appuie, entre autres sources, sur un recueil de documents concernant l'histoire du Parti solidaire africain (PSA) du Kwilu pendant les années 1959-1960, édité par le Centre de recherche et d'information socio-politique (CRISP) de Bruxelles¹⁶. La revue *Études congolaises* de l'Institut national d'études politiques (INEP) de Léopoldville a reproduit régulièrement, depuis 1961, des informations et des documents relatifs à la situation politique de la province du Kwilu, notamment certains textes attribués à Mulele. Le numéro de mars 1964 de cette revue comprend la première étude systématique de la rébellion du Kwilu rédigée par Ilunga et Kalonji. Quatre numéros du *Courrier africain* du CRISP ont été consacrés, en février, mars et avril 1964, aux événements du Kwilu et à l'histoire politique de la province de 1960 à 1964. L'Institut de recherches économiques et sociales (IRES) de l'université de Léopoldville a publié, en 1964, dans sa *Collection d'études politiques*, une étude sur les provinces du Congo dont 65 pages sont consacrées aux structures et à la vie politique de la nouvelle province du Kwilu et dont un chapitre traite des structures de base et de leur évolution : économie, démographie, ethnographie, histoire administrative et politique. L'étude comprend plusieurs annexes reproduisant les principaux textes politiques relatifs à la province et des cartes ainsi que des biographies sommaires des principaux dirigeants.

La rébellion du Kwilu a fait l'objet d'une analyse plus approfondie due à la collaboration de deux sociologues, Renée C. Fox et Willy De Craemer, et d'un missionnaire oblat, Jean-Marie Ribaucourt. Leur travail a été publié dans la revue *Études congolaises* en janvier-février 1965, sous le titre *La deuxième indépendance. Étude d'un cas : la rébellion au Kwilu*, et contient une introduction aux données de base de la province : économie, ethnographie, religion, éducation et histoire politique récente. Enfin, la collection des *Congo*, publiée par le CRISP depuis 1959, et, plus particulièrement, *Congo 1964* (éditions CRISP-INEP) contient une information et une documentation politiques essentielles relatives à la province et au contexte politique national.

De cette énumération des travaux consacrés à la province du Kwilu, en particulier à l'aspect politique, on peut conclure, à juste titre, que celle-ci est

¹⁵ Pour son édition de 1967, le titre sera quelque peu modifié : *Political Protest in the Congo. The Parti Solidaire Africain during the Independance Struggle*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press, 1967 ; pour son édition française, le titre en sera : *Radicalisme rural et lutte pour l'indépendance au Congo-Zaïre. Le Parti solidaire africain (1959-1960)*. Préface de I. Wallerstein, Paris, L'Harmattan, 1994, 353 p.

¹⁶ Weiss H. et Verhaegen B., *Parti solidaire africain (P.S.A.). Documents 1959-1960*, Bruxelles CRISP, 1963.

une des mieux connues du Congo. L'introduction à la connaissance du Kwilu de 1964 réalisée dans ce premier chapitre sera donc fort brève et se limitera, sans viser à être complète, à des éléments significatifs pour introduire à la rébellion du Kwilu.

1. La région et ses caractéristiques

La rébellion muleliste au Kwilu s'est déroulée principalement dans les territoires de Gungu (14 757 km²) et d'Idiofa (18 672 km²).

Le territoire de Gungu est borné, à l'est, par la rivière Loange. Il partage, au nord, sa frontière avec le territoire d'Idiofa. Au sud, il est borné par les territoires de Feshi et de Kahemba et, à l'ouest, par les territoires de Masi-Manimba et de Bulungu. Quant à celui d'Idiofa, il est borné, au nord, par la rivière Kasaï et, à l'est, par la rivière Loange. Elle partage sa frontière avec le territoire de Bulungu à l'ouest et avec le territoire de Gungu, au sud.

Les deux territoires sont couverts par un ensemble de vastes plateaux coupés par un réseau de vallées dans lesquelles coulent des rivières. De nombreux villages se sont installés le long de leurs berges¹⁷. Parmi les principales rivières, citons la Loange, la Loandji, la Lubwe et la Kamtsha¹⁸. La Loange est une rivière à courant rapide, peu profonde, dont les bancs de sable nombreux changent constamment de place. Les rives en sont boisées. Son cours, entre les villages Muhete et Kipita, est parsemé de lacs. Le plus important d'entre eux est le lac Matshi¹⁹, ramassé en forme d'étoile. Le Lupemba, en revanche, mesure plusieurs kilomètres de long et a, par endroits, plus de 200 mètres de large²⁰.

Dans ces territoires où l'eau est omniprésente, les populations accordent aux rivières un pouvoir particulier. Sikitele écrit, à propos de la Loange et de la Lukwila :

¹⁷ Dans le territoire de Gungu, plusieurs villages des secteurs Lukamba, Kilamba, Gungu, Lozo, Kondo, Kilembe et Ngudi se situent le long des cours d'eau. Dans le territoire d'Idiofa, c'est le cas pour les secteurs de Mateko et Sedzo où les villages longent la rivière Kasaï.

¹⁸ Chaque territoire compte par ailleurs d'autres rivières : les rivières Piopio, Punkulu, Luano, Katembo, Musanza, Ifwanzondo et Kasaï dans le territoire d'Idiofa ; les rivières Musanza 1, 2 et 3, Manza, Lukako, Punza, Lubula, Loniania, Kiwa, Kabolotota et Lukwila dans le territoire de Gungu.

¹⁹ Il s'agit des lacs Mpemba (en amont de Matshi), Birila (sur la rive droite de la Loange, en face du Mpemba) ; en aval, près de Muhete, des lacs Kori, Kulu, Ibendi et Malombe ; près du village Kama, des lacs Bunga, Makoko et Masusu ; en amont du village de Mbanzi : des lacs Yiwele, Mburi et Mosôo ; en aval de Matshi à environ 4 km de Simba, des lacs Tsombi, Ilungu et Ndunga.

²⁰ Vleeschouwers M., *Rapport de prospection*, du 22 mai 1944.

[Ce] sont des rivières légendaires. L'opinion populaire veut que l'on ne tente jamais de les traverser quand on se trouve en état de « péché ». Autrefois, disent les anciens, on devait se soumettre à des cérémonies d'exorcisme avant de les traverser. En effet, ces rivières coulent sur des sables mouvants et plusieurs légendes, dont certaines se rattachent aux temps des migrations lors de la conquête du pays, font état de la disparition de certaines personnes qui s'y seraient englouties²¹.

Plus de la moitié du territoire de Gungu et la partie sud du territoire d'Idiofa s'étendent sur d'immenses savanes planes. Certaines vallées sont longées, par endroits, de galeries forestières généralement de faible importance ; leur épaisseur ne dépasse guère un ou deux kilomètres²². Mais il y a des forêts denses dans le territoire d'Idiofa et l'extrême nord-est de celui de Gungu et plus particulièrement dans le secteur de Gudi.

2. La population et ses activités

Le Kwilu est, à l'exception de sa partie septentrionale, une des régions à la population la plus dense du Congo. Au moment des élections de mai 1960, le district du Kwilu comptait 1 200 000 habitants et sa densité était de 16 habitants au km², contre 6 pour l'ensemble du Congo. Le Kwilu a bénéficié du mouvement d'expansion démographique qui s'est manifesté dans tout le Congo après la guerre en 1945 et qui s'est accéléré encore à partir de 1954-1955. Toutefois l'accroissement net de la population du Kwilu fut légèrement moindre que dans le reste de la province de Léopoldville. Ceci tient, d'une part, à l'attraction exercée par la ville de Léopoldville sur les populations du Kwilu qui formaient, après les Kongo, la principale minorité de la capitale et, d'autre part, à la situation démographique moins favorable de certaines ethnies du Kwilu, tels les Mbunda.

La République démocratique du Congo n'ayant organisé de recensement de la population qu'en 1958 et en 1970, nous ne possédons guère de données détaillées concernant les populations des territoires de Gungu et d'Idiofa. L'analyse et la comparaison des résultats des deux recensements précités permettent cependant d'évaluer grossièrement la population de ces deux territoires et leur densité au moment de la rébellion. Le tableau ci-dessous fournit des données chiffrées sur la population totale des territoires de Gungu et d'Idiofa en 1958 et en 1970, la densité de population dans les deux territoires pour les deux mêmes années ainsi que l'accroissement de

²¹ Sikitele Gize a Sumbula, *Histoire de la révolte Pende de 1931*, thèse de doctorat en histoire, université de Lubumbashi, T. 1, 1986, pp. 15-17.

²² *Idem*, p. 20.

population observé au cours des onze années et demie qui séparent le recensement de 1958 de celui de 1970. Le territoire de Gungu possédait une densité de population de respectivement 15,7 habitants au km² en 1958 ; elle atteignait 14,1 habitants au km² en 1970. Quant au territoire d'Idiofa, il connaissait une densité de 13,6 habitants au km² en 1958 et de 16,2 en 1970.

La population des territoires de Gungu et d'Idiofa en 1958 et en 1970

Subdivision	Superficie en km ²	Population totale		Taux annuel d'accrois- sement**		Densité (hab./km ²)	
		1958*	1970	naturel prévu	global supposé	1958*	1970
Territoire de Gungu	14 757	232 236	208 369	2,2	-1,0	15,7	14,1
Territoire d'Idiofa	18 642	257 841	303 359	1,7	2,1	13,6	16,2

Sources :

* Les données correspondant à l'année 1958 sont extraites de : L. de Saint Moulin, « Les statistiques démographiques en République démocratique du Congo », *Congo-Afrique*, n° 47, août-septembre 1970, p. 380 ; les autres données chiffrées sont extraites de : L. de Saint Moulin, *Atlas des collectivités du Zaïre*, Kinshasa, PUZ, 1976, pp. 24 et 42.

** Taux annuel d'accroissement naturel résultant de la différence entre celui de la natalité et celui de la mortalité, exprimé en pourcentage ; taux d'accroissement annuel global supposé pendant les onze années et demie qui séparent le recensement de 1958 de celui de 1970.

Sur le plan ethnographique, le Kwilu se caractérise par la multiplicité des ethnies, par leur imbrication les unes dans les autres²³ et par l'absence de toute structure politique traditionnelle centralisée au niveau des groupes et même des sous-groupes ethniques.

Si les chefs traditionnels ont le plus souvent conservé une autorité réelle et un prestige parfois considérable, ils n'exercent leur pouvoir que dans un espace et sur des communautés restreintes de quelques dizaines ou de quelques centaines – rarement de quelques milliers – d'individus²⁴. C'est la raison pour laquelle au Kwilu toutes les forces politiques centralisées, que ce soit le pouvoir colonial de jadis, le parti PSA en 1959, ou même le mouvement muleliste en 1964, ont trouvé en face d'elles un pouvoir politique

²³ Un simple examen de la *Carte des groupements ethniques du Kwango-Kwilu* publiée par Nicolaï en annexe de son ouvrage sur le Kwilu, révèle l'extrême confusion de la répartition ethnique dans la partie centrale de la province.

²⁴ Les Ngoli faisaient exception. Une femme, Mfumu Nkengo Ansenge Nsenge, avait autorité sur tous les Ngoli, sauf sur ceux de Mangai. Pour les Ngoli et Lori de Mangai, voir Willame J.-C., *Les Provinces du Congo. Structure et fonctionnement. III. Nord-Kivu – lac Léopold II*, Collection d'études politiques n° 3, Léopoldville, IRES, 1964, pp. 108-109. Pour les Mbunda, voir la thèse d'Awak Ayom Bis Entsum, *Histoire de l'évolution de la société Mbuun de l'entre-Kwilu-Lubwe (RDC)*, Paris, université de Paris-I, Panthéon-Sorbonne, 1975.

coutumier sans possibilité réelle de résistance et, par conséquent, obligé de collaborer, sous peine d'être anéanti.

À l'époque, six ethnies principales totalisent à elles seules plus de 80 % de la population du Kwilu : les Mbala, localisés principalement dans le territoire de Kikwit autour de la ville et à l'ouest de celle-ci et dans le territoire de Masi-Manimba, mais dont des clans sont éparpillés dans toute la région entre le Kwango et le Kasai²⁵, les Yanzi, qui occupent au nord de la province le territoire de Banningville, les Dzing (ou Dinga), installés le long du fleuve et regroupés avec les Ngoli et les Lori dans la nouvelle préfecture de la Kamtsha-Loange, les Suku qui habitent le territoire de Feshi dans la province du Kwango, les Pende divisés entre deux provinces, celle de l'Unité Kasaienne et celle du Kwilu, où ils se localisent principalement dans le territoire de Gungu mais s'étendent jusque dans ceux d'Idiofa (où ils occupent tout le secteur de Belo et une partie du secteur Kipuku) et de Kikwit, les Mbunda qui occupent le territoire d'Idiofa mais constituent également, après les Mbala, la minorité la plus importante de l'agglomération de Kikwit et occupent, dans le territoire de Gungu, tout le secteur de Lukamba. Les Pende et les Mbunda sont au nombre d'environ 550 000 au Kwilu, soit un peu moins de la moitié de la population de la province²⁶.

Les diverses ethnies du Kwilu ont été regroupées par Van Bulck en deux régions linguistiques nettement différentes, ce qui pourrait laisser supposer des origines distinctes : les Yanzi, Mbunda et Dzing appartiennent à la section du Nord-Ouest avec les Teke du fleuve Congo, les Humbu de Léopoldville et les Sakata du lac Léopold II, tandis que les Pende, Mbala et Suku, les Kongo de la province du Kongo central et les Yaka de la province du Kwango font partie de la section de la côte occidentale dont l'aire d'extension est celle des deux anciens royaumes kongo qui tombèrent sous l'influence portugaise au XVI^e siècle²⁷. L'homogénéité linguistique et culturelle relevée par Van Bulck ne signifie aucunement que ces diverses ethnies soient de même souche, mais seulement qu'à un moment de leur histoire elles ont été soumises à la domination d'un même groupe qui imposa sa langue et sa culture, comme ce

²⁵ Les Ngongo, auxquels appartient C. Kamitatu, président provincial du PSA, ont été inféodés aux Mbala. Au départ, ils parlaient une langue proche de celles des Mbunda, Songo, Pindi et Teke.

²⁶ Une description des différentes ethnies du Kwilu suivant la subdivision adoptée par Van Bulck et de leurs principales institutions a été faite par J. Vansina dans un ouvrage intitulé *Introduction à l'ethnographie du Congo* paru en 1966 aux éditions de l'IRES, université Lovanium, Léopoldville.

²⁷ Van Bulck G., *Manuel de linguistique bantoue*, Bruxelles, IRCB, 1949, pp. 214-220 et 181-194.

fut le cas de la caste aristocratique qui fonda le royaume Kongo et dont la langue s'étendit ultérieurement aux ethnies voisines²⁸.

²⁸ Nicolai a relevé l'anomalie que constituait le cas des Mbunda qui ont la même tradition que les Pende, c'est-à-dire une tradition kongo et une provenance de l'Angola, et que l'on range dans le groupe Dzing pour des motifs de parenté linguistique. Nicolai suppose que c'est au contact des Pende que les Mbunda ont été « pendisés » et qu'ils ont adopté la tradition de leurs voisins méridionaux (*Le Kwilu, op. cit.*, p. 121).

Ainsi, un Pende se fait comprendre lorsqu'il parle sa langue chez les Mbala. Un Mbunda comprend sans trop de difficultés la langue des Ngongo, des Yanzi, des Dinga, des Songo et des Pende. Les Kweze, quant à eux, parlent une langue proche de celle des Pende et des Mbala. Mais cette proximité linguistique ne se traduit pas nécessairement par une entente entre ethnies. Si Pende et Mbunda entretiennent de bonnes relations, d'autres ethnies ont des rapports soit conflictuels (c'est le cas des Ngongo opposés aux Mbunda, qui se rattachent plutôt aux Mbala), soit neutres (les Yanzi), soit fluctuants (les Kweze se retrouvent tantôt avec les Pende tantôt avec les Mbala, selon qu'ils se trouvent proches géographiquement de l'un ou l'autre de ces groupes ethniques). Quant aux Ngoli et aux Dinga, ils adoptent les positions des Mbunda, mais les récusent dès qu'ils perçoivent le danger d'un assujettissement. Les Wongo, situés au milieu de diverses ethnies, ne se distinguent que très peu des Mbunda. Quant aux Shilele du Kwilu, qui vivent en bonne entente avec les Dinga et les Wongo, leurs liens avec les Mbunda dépendent en partie des rapports qu'entretiennent ceux-ci avec les Dinga Mbetshie (ceux qui ont fui la brousse).

La position géographique des ethnies dans les deux territoires est la suivante :

Dans le territoire de Gungu :

- les Pende occupent entièrement neuf secteurs sur les douze que comprend ce territoire, à savoir : Gungu, Kilembe, Kilamba, Mungindu, Kobo, Gudi, Kandale, Kondo et Lozo ;
- les Kweze peuplent entièrement le secteur Mulikalunga et une partie du secteur Kisunzu ;
- les Mbala occupent la partie orientale du territoire Kisunzu ;
- les Wongo sont situés dans une petite partie du secteur Kilembe et possèdent quelques villages le long de la rivière Loange dans le secteur Gudi ;
- les Tshokwe occupent l'extrême sud du secteur Kandale ;
- les Mbuun (Mbunda) peuplent entièrement le secteur Lukamba ;
- les Lunda habitent l'extrême sud des secteurs Kandale et Kondo ainsi que des poches dans les secteurs Gungu et Kobo.

Dans le territoire d'Idiofa :

- les Mbuun (Mbunda) occupent exclusivement les secteurs Banga, Idiofa (Musanga), Kanga et Kalanganda. Dans ce dernier néanmoins, l'on trouve quelques villages dinga. Avec leurs voisins pende et wongo, les Mbuun se partagent les secteurs Belo, Kipuku, Madimbi et Yassa-Lukwa ;
- les Dinga peuplent la rive gauche du Kasai, à partir de l'embouchure de la Loange jusqu'à la ligne de crête qui sépare le bassin du Kwilu de

- celui de la Kandale et de celui du Kasaï. Ils sont localisés dans les secteurs Kapia, Buluem, Mateko et Sedzo ;
- les Pende habitent les secteurs Belo, Kipuku, Madimbi et Yassa-Lukwa ;
 - les Ngoli sont situés dans les secteurs Sedzo et Kipuku ;
 - les Lori occupent la partie comprise entre les rivières Kamtsha et Mobila dans les secteurs Mateko et Sedzo ;
 - les Lele constituent une infime minorité du territoire d'Idiofa située dans les secteurs Kapia et Kipuku. Ils se situent donc à la frontière du territoire d'Idiofa et, en majorité, dans le territoire d'Ilebo dans la province voisine du Kasaï-occidental.

Les Pende et les Mbunda, principales ethnies des territoires de Gungu et d'Idiofa, furent aussi les ethnies principalement concernées par la rébellion.

Antoine Gizenga, président général du PSA, est un Pende et Pierre Mulele, chef incontesté de l'insurrection du Kwilu et secrétaire général du PSA, était un Mbunda.

Les Pende et les Mbunda appartiennent à deux familles linguistiques différentes. Il ne faudrait cependant pas en conclure qu'il existe actuellement une opposition entre les deux ethnies liée à leur diversité culturelle. Au contraire celle-ci semble s'être graduellement estompée et avoir fait place à une cohésion et à une entente dont les débuts remonteraient à une date antérieure à leur arrivée à leur emplacement actuel. Au moment de l'envahissement de leurs terres par les Tshokwe, des Pende trouvèrent refuge chez les Mbunda, mais leur furent soumis. Le processus d'assimilation qui s'ensuivit, s'opéra à l'avantage de la culture pende. La différence de la langue est actuellement surmontée par le fait que tous les adultes connaissent deux langues. De nombreux mariages « mixtes », ainsi que la présence d'enclaves et de minorités pende parmi les Mbunda, ont, en outre, créé un réseau intense de relations et d'affinités personnelles entre les deux groupes voisins.

Les Pende et les Mbunda présentent une caractéristique sociopolitique commune : l'importance accordée aux vieux, appelés « *lemba* », dans la vie politique, conformément à la tradition²⁹. Les *lemba* sont les responsables, ceux qui répondent des autres. Les nouveaux dirigeants politiques ont dû fréquemment avoir recours à l'appui des *lemba* pour être acceptés par la population des villages. Ceci fut exprimé en 1959 par le PSA sous forme d'un

²⁹ L. de Sousberghe précise d'ailleurs que « *lemba* » signifie à la fois « un titre de parenté désignant l'ainé, l'homme d'une génération précédente » et « un titre d'autorité s'appliquant à celui qui est chef de clan ou qui exerce des fonctions importantes qui l'investissent d'une part d'autorité ». « Les Pende – Aspects des structures sociales et politiques » in *Miscellanea ethnographica, Annales*, n° 46, Tervueren, Musée royal de l'Afrique centrale, 1963, p. 37.

slogan à l'adresse des militants du parti : « *Les intellectuels conçoivent, les vieux appuient et la jeunesse exécute*³⁰ ». Il faut préciser cependant que les *lemba*, qui ne savaient ni lire ni écrire, furent le plus souvent utilisés par les politiciens qui devaient se faire accepter par une population rurale qui ne les connaissait pas. Après la création de la province, les *lemba* s'allièrent, lorsqu'ils en eurent l'occasion, avec le gouvernement et les autorités provinciales pour se maintenir au pouvoir sur le plan local. Ils espéraient compenser ainsi le déclin de leur puissance traditionnelle à fondement magique. Des observateurs nous ont rapporté que lorsque la rébellion éclata, l'opposition entre les jeunes et les *lemba* allait croissant.

Tout en possédant de nombreuses affinités, Pende et Mbunda conservent cependant des traits socioculturels distincts. Selon Pauwels, les Pende tranchent sur leurs voisins « *par leur caractère, par leur dynamisme, par la dignité de leurs attitudes*³¹ ». Ceci confirme l'observation de L. de Sousberghe, qui écrit : « *Au nom de Pende s'attachent, en effet, d'après les traditions solides et précises de nombreuses autres peuplades, des souvenirs d'un passé brillant et d'un niveau culturel et artisanal très élevé* ». Mais l'auteur conclut, un peu hâtivement sans doute, que « *personne n'a pu relever chez eux quelque souvenir ou tradition précise de ce niveau matériel et artisanal très supérieur à leur niveau actuel et à celui des peuplades qui les entouraient*³² ».

À l'arrivée du colonisateur belge, la situation des Pende était extrêmement précaire : refoulés et menacés par les guerriers tshokwe, ils n'échappèrent à une défaite complète que par l'intervention du colonisateur qui non seulement chassa et fixa les envahisseurs tshokwe mais aussi s'efforça de faire libérer les minorités pende déjà réduites en esclavage. Il se produisit alors chez les Pende un phénomène analogue à celui qui eut lieu chez les Luba du Kasai : après avoir bénéficié d'une protection initiale de la part du colonisateur et recouvré grâce à lui leur autonomie et leur sécurité, les populations pende se développèrent avec rapidité tant démographiquement qu'économiquement et culturellement. La prospérité revint chez les Pende grâce, d'une part, à leur production agricole – selon de Sousberghe, le territoire de Gungu, fait assez rare, exportait régulièrement d'importants surplus agricoles vers Kikwit, Leveville ou le Kwango – et, d'autre part, à la valorisation de l'huile de palme et à l'élevage. Les Pende étaient particulièrement appréciés comme coupeurs de fruits de palmier, ce qui leur permit d'être embauchés par les

³⁰ Weiss H. et Verhaegen B., *Parti solidaire africain (PSA) – Documents*, Bruxelles, CRISP, 1963, p. 51.

³¹ Pauwels J., *La répartition de la population dans le territoire de Gungu*, Bruxelles, CEMUBAC, 1962, p. 124.

³² de Sousberghe L., *op.cit.*, pp. 3-4.

Plantations Lever au Congo (PLC) pour la station de Leverville³³. En revanche, l'émigration pende vers Léopoldville était très faible. C'est au cours de ce mouvement d'expansion économique et sociale que les Pende s'insurgèrent contre l'administration coloniale une première fois en mai 1931.

Un de nos informateurs pende avait été frappé, lors d'un passage dans la région de Gungu, par la résurgence de certaines coutumes, notamment des rites d'initiation et de circoncision. Selon lui, la structure fondamentale chez les Pende était demeurée la classe d'initiation, qui est en même temps une classe d'âge. Les élèves et les étudiants pende étaient contraints de se soumettre à l'initiation et interprétaient cela comme une tentative de la part des *lemba* de restaurer leur autorité³⁴. Le fait que les Mbunda ne pratiquaient pas la circoncision accentuait le sentiment de supériorité des Pende, qui considéraient que quiconque n'était pas circoncis n'était pas un homme digne de ce nom.

Les Mbunda apparaissent moins bien connus³⁵. J.-M. de Decker a réuni, d'après leur littérature orale, certains éléments de leur culture et de leur organisation sociale, qu'il a résumés de la manière suivante :

Ils ne reconnaissent aucun chef, mais sont divisés en plusieurs tronçons dont le principe d'unité est la langue, encore que celle-ci ait des variantes considérables [...].

L'administration les a groupés en plusieurs chefferies ; limitrophes des Bapende et des Badinga, ils ont été parfois réunis à ceux-ci et font avec eux bon ménage, semble-t-il, tout en conservant assez de dédain pour ces frères d'un jour [...].

³³ *Ibidem*, p. 14. Un rapport intitulé *District de Leverville*, édité par les Plantations Lever au Congo (PLC), 1963, indique que sur 3510 coupeurs de fruits recrutés pour Leverville en 1962, il y en avait 2372 en provenance du seul territoire de Gungu (p. 30).

³⁴ Archives Rébellion au Kwilu, Interview n° 3 et Document.

³⁵ Différents travaux universitaires leur ont cependant été consacrés dans les années 1970 et 1980 parmi lesquels la thèse d'Awak Ayom, déjà mentionnée. Relevons aussi : Kizobo O'Bweng-Okwess, *Histoire ancienne des Ambuun du Kwilu d'après leurs plantes alimentaires : des origines à 1892*, mémoire de licence en histoire, Unaza, campus de Lubumbashi, 1977 ; Mundeke Otom's, *Esquisse grammaticale de la langue mbuun*, mémoire de licence en langues et littératures africaines, Unaza, campus de Lubumbashi, 1979 ; Mbwas Mpib-Etul, *Esquisse panoramique de la littérature orale mbuun : genres et essai d'analyse*, mémoire de licence en langues et littératures africaines, Unaza, campus de Lubumbashi, 1980 ; Ibili Akwer E., *Les « Lwim l'endib » dans la littérature orale mbuun : approche stylistico-sémantique*, mémoire de licence en langues et littératures africaines, université de Lubumbashi, 1982 ; Mazinga Mashin, *Engong et Langong. Étude comparative de deux formes de dramaturgie populaire chez les Ambuun du Zaïre*, thèse de doctorat en information et arts de diffusion, université de Liège (sans date) ; Ibili Akwer E., *Les Chants des Ambuun du Kwilu (RDC). Modes de communication*, thèse de doctorat en langues et littératures africaines, université de Lubumbashi, 1998.

*Grand et fort, la tête arrondie, plutôt lourd, le Mumbunda n'a pas la finesse de traits ni le brillant en société de ses voisins Bambala et Bapende, mais il est travailleur, et son calme, sa constance lui attirent la sympathie*³⁶.

Notons encore, en ce qui concerne les Mbunda, que ceux-ci ont fourni un contingent particulièrement important de la population émigrée dans les centres urbains du Kwilu : Kikwit, Mangai, Dibaya-Lubwe, et qu'ils représentaient en 1962, après les Pende, la principale main-d'œuvre des Plantations Lever au Congo pour le siège de Leverville³⁷.

Au nord des Mbunda, les Dzing (ou Dinga) eurent une position ambiguë à l'égard de la rébellion. Un de leurs clans, celui de Tsi-Tsiri (Mateko), se rangea du côté de Mulele. Les autres hésitèrent, puis, après avoir essayé de rester neutres, s'opposèrent finalement aux rebelles. Les Ngoli, localisés le long du fleuve et enclins à se rattacher à la province du lac Léopold II, furent immédiatement hostiles à la rébellion. Les Lori qui forment de petites enclaves sans importance numérique au milieu des Dinga, n'eurent aucune influence sur le déroulement des événements. Au moment où la force de l'offensive rebelle commença à décliner, les Ngoli et les Lori auraient repris leurs luttes tribales traditionnelles contre les Dinga³⁸.

3. Les mouvements sociaux et religieux

Au début de la colonisation, les populations du Kwilu acceptèrent sans résistance notoire la colonisation belge parce que plusieurs d'entre elles étaient menacées directement par la pénétration tshokwe dans le sud de la région ; nous avons vu également que l'émiettement des structures politiques jusqu'au niveau des clans et des petites chefferies, ne favorisait pas une résistance concertée.

La révolte des Pende de 1931

La première manifestation d'une opposition d'envergure dans le Kwilu fut la révolte populaire des Pende, en mai 1931. Des circonstances d'ordre économique – la crise mondiale qui provoqua un abaissement brutal du prix

³⁶ de Decker J.-M., *Les Clans Ambuun (Bambunda) d'après leur littérature orale*, Bruxelles, IRCB, 1950, p. 12. Une note très détaillée sur la sorcellerie et le fétichisme chez les Mbunda, « Sorcellerie et réaction chez les Ambuun de la Kamtsha-Loange » a été publiée par Bwantsa Kafungu dans *Voix Muntu*, vol. 2, cahiers 2 et 3, 1965. Awak Ayom contredit cependant sur certains points cette étude.

³⁷ *District de Leverville, op. cit.*, p. 30.

³⁸ Archives Rébellion au Kwilu, Interview.

des matières premières et notamment de l'huile – et la détérioration des conditions de travail qui en résulta, furent à l'origine du soulèvement. Nicolaï, qui consacre quelques pages aux conditions qui entourèrent la révolte des Pende, souligne le fait que la crise économique de 1930 fut précédée dans les dernières années par le développement rapide d'une économie fondée sur l'elæis dont la production était favorisée par les prix élevés de l'huile et des palmistes. La récolte des palmistes ne se faisait pas contre salaire mais à la pièce, ce qui rendait les revenus des travailleurs particulièrement sensibles à la détérioration des cours. L'impôt personnel étant demeuré inchangé, les travailleurs se trouvèrent pris entre, d'une part, la chute brutale de leurs revenus et, d'autre part, la pression de l'impôt et les mesures de coercition exercées par les sociétés commerciales. En résumé de cette situation, Nicolaï cite le passage suivant d'un rapport de l'administration : « *Le coupeur mis à bout se décourage, abhorre son métier et hait l'Européen qui le lui impose*³⁹ » et conclut :

Le mécontentement gronde parmi les Africains. Car tout s'accumule : la baisse des prix, les impôts maintenus ou accrus, les recrutements parfois forcés des HCB [Huileries du Congo belge] en pays pende, les exigences des agents de la CK [Compagnie du Kasai] et des commerçants portugais qui veulent de plus en plus de palmistes, le regroupement et le déplacement des villages qu'impose le service médical pour lutter contre la maladie du sommeil et qu'exécute l'administration, la construction des routes. Un vieux chef de village que nous avons connu près de Kikwit nous a résumé emphatiquement cette période en disant : « Nous avons beaucoup souffert »⁴⁰.

La révolte éclate en mai 1931. M. Balot, un agent territorial chargé d'enquêter sur les incidents ayant mis aux prises un agent de la Compagnie du Kasai et des villageois, est abattu et dépecé. Son corps est partagé entre les chefs et les notables pende⁴¹. Entraînée par un chef, toute la région des Pende se soulève.

L'administrateur territorial de Kandale, L. Van Imput, qui prit part aux affrontements, décrit les circonstances de la mort de l'agent territorial M. Balot, telles que les lui a rapportées Lufuji, le planton de M. Balot :

³⁹ Nicolaï H., *op. cit.*, p. 324.

⁴⁰ *Ibidem*, p. 325

⁴¹ Le partage des morceaux du corps entre les chefs ne relevait aucunement de l'anthropophagie. On espérait ainsi s'approprier les qualités et la force de la victime. C'était également un moyen de créer entre les différentes chefferies pende une solidarité dans la rébellion. Nicolaï raconte que plusieurs chefs purent conserver des morceaux du corps de l'agent territorial et qu'ils en auraient tiré une grande fierté (Nicolaï H., *op. cit.*, p. 326). Sans doute peut-on également évoquer à ce sujet la coutume pende qui voulait qu'on réserve au chef certaines parties des bêtes cheffales et les crânes des ennemis tués (de Sousberghe L., *op. cit.*, pp. 53 et suiv.).

s'approchant du village de Kilamba, le chef Yongo de cette chefferie, investi par l'État, l'y avait précédé et l'attendait pour le mettre en garde, ajoutant que les villageois étaient très montés contre les Blancs et prêts à la guerre.

M. Balot aurait pris une allumette, l'aurait allumée, puis soufflé, disant à Yongo : « Etumba ye, adjali pamba » (cette guerre, ce n'est rien du tout, soit en traduction libre : « Ta guerre, voilà ce que j'en fais », en soufflant et éteignant la flamme de l'allumette). Puis M. Balot a marché sur la large avenue menant vers le temple local de la secte, symbole de la révolte. Autour de ce temple, il y avait un grand nombre de Pende assis chantant des mélopées. En voyant marcher M. Balot vers eux, quelques Pende se sont levés. En tête, il y avait Mateno, le meneur principal. Mateno s'est arrêté à quelques mètres de Balot et a crié : « Tue-moi ou je te tue ».

L'escorte de M. Balot voulant intervenir, M. Balot a crié : « Attention Kumfwa bantu ve, juge ikele » (Attention, ne tuez pas des hommes, il y a un juge). Et il fit tirer en l'air une salve croyant effrayer les Pende. [...]

Mateno (appelé aussi Mundele Fundji = maître du vent) s'approchant plus près de Balot, celui-ci, pour se défendre, prit son fusil personnel de chasse à deux coups, et tira sur Mateno. [...]

M. Balot, au lieu de crier à son escorte d'abattre Mateno, hésita ; celui-ci en a profité pour donner un coup de machette à l'épaule droite de M. Balot qui est tombé. Les suivants se sont rués sur M. Balot et, comme devait le révéler plus tard une prisonnière Pende, ont commencé à le dépecer vivant.

L'escorte et la caravane se sont enfuies vers Kandale⁴².

Informé de la mort de son adjoint, l'A.T. de Kandale organise une poursuite des Pende au combat à Kandale⁴³. La description de l'attitude des Pende est intéressante, car elle présente des similitudes avec l'attitude qu'auront les rebelles trois décennies plus tard.

Si, au lieu d'avancer lentement en dansant, les Pende s'étaient tous rués vers nous jusqu'au corps à corps, c'eût été un désastre. Les Pende avaient une majorité écrasante.

Leurs vociférations « mea, mea » (littéralement « eau, eau », signifiant : « vos balles sont de l'eau, ne servent à rien et ne nous arrêtent pas, grâce à nos féticheurs, nos meneurs, à l'esprit des ancêtres surtout ») étaient fort impressionnantes. La troupe noire forte

⁴² Van Inthout L., « La révolte des Pende. 1931 », *Bulletin du Cercle royal des anciens officiers des campagnes d'Afrique*, n° 2, juin 1993, p. 81.

⁴³ *Ibidem*, pp. 79-81.

de plus ou moins deux cent septante militaires a paniqué. Au lieu de tirer sur les Pende, ils vidaient leurs magasins en l'air, comme s'ils tiraient à l'arc. [...]

Ce qui a décidé du sort de la journée, c'est le sang-froid des cadres. Leurs voix criant « halte, halte » étaient couvertes par « mea » et le bruit des détonations. Ils ont tiré eux-mêmes sur les vagues silhouettes entrevues dans les herbes hautes de deux mètres de la saison sèche.

C'est ainsi que moi-même j'ai pu abattre Mateno, le principal meneur. [...]

Mateno et quelques autres étant tombés, il y eut un flottement chez les Pende. J'en ai profité avec d'autres Blancs pour rameuter quelques soldats et pour contre-attaquer. L'hésitation des Pende se changea bientôt en une fuite éperdue jusque dans la vallée de la rivière Kwilu, puis dans les bois. [...]

Le (lieutenant) Robin ordonna la mise en batterie de la mitrailleuse reçue en renfort et l'ouverture du feu.

Le mitrailleur tira un coup. Après un court silence impressionnant, suivi d'un « mea » hurlé par des centaines de voix, suivi d'une avancée dansante des premiers assaillants, l'attaque commença.

La répression fera 550 morts. Dès la fin 1931, on pouvait lire le passage suivant dans un document officiel cité par Vandervelde : « *L'exploitation continue ; elle est même plus intense que jamais, la répression militaire ayant eu pour effet d'augmenter la production en huile dans toutes les factoreries*⁴⁴. »

À la révolte des Pende de 1931, il ne faut donc pas rechercher des causes historiques ou anthropologiques particulières à la société et à la culture pende. De ce point de vue, rien ne prédestinait les Pende à la révolte ; au contraire, leur passé récent et le morcellement de leur structure politique leur assignaient plutôt une attitude de tolérance et de collaboration avec l'occupant européen⁴⁵. Le conflit est né d'une exploitation économique rendue insupportable par la détérioration des revenus et par la collusion évidente entre l'administration territoriale et les sociétés commerciales⁴⁶.

⁴⁴ Nicolai H., *op. cit.*, p. 327.

⁴⁵ L'A.T. du territoire de Kandale, L. Van Inthout, affirme que les Kwese (dont ceux de Kazansa, Mwandu et Mulikalunga) paraissaient plus opposés aux Blancs que les Pende. Il déclare : « *Contrairement aux Pende, les Kwese manifestaient leur opposition à l'autorité en faisant le vide devant elle* ». (p. 85) « *Pour les tenir de plus près en mains, on y avait même installé un poste détaché de l'État administré par un agent territorial, dépendant du territoire de Kandale. À cause de la crise économique et de l'arrêt du recrutement blanc, ce poste avait été abandonné depuis le décès louche du chef de poste titulaire et les Kwese étaient devenus fort turbulents* ». Cf. art. cité, pp. 83-84.

⁴⁶ Lire pour une analyse détaillée de la révolte des Pende, Sikitele Gize a Sumbula, *Histoire de la révolte Pende de 1931*, *op. cit.*

Sans doute les formes de la révolte et l'utilisation de pratiques magiques particulières à la société pende, ont elles marqué le phénomène d'une empreinte tribale spécifique, mais on aurait tort d'y rechercher l'origine du soulèvement.

La révolte laissa pendant longtemps des séquelles. Vingt ans après, un observateur notait : « *Il y a un malaise grave dans la région des Pende. Une douloureuse révolte générale ne date que de vingt ans. Elle a laissé des souvenirs dans la mentalité des indigènes et des incidents récents les ont peut-être ravivés*⁴⁷ ». Le même observateur ajoutait que les Pende travaillant comme coupeurs de fruits dans les palmeraies de la région des Mbala, s'opposaient violemment à la population locale.

Le retour en 1947 des Pende relégués ou emprisonnés après la révolte coïncida avec l'apparition d'une nouvelle société secrète, les Lupambula, qui aurait ultérieurement donné naissance à la secte des Mpeve.

Sectes et mouvements religieux

Le Kwilu semble avoir été une région relativement peu fertile en sectes religieuses surtout si on le compare au Kasaï, au Bas-Congo et à l'Angola qui l'entourent.

Le premier grand mouvement prophétique de l'ère coloniale, la secte d'Epikilipikili datant de 1904, se répandit au Kasaï et influença sans doute la rébellion du Sankuru en 1905⁴⁸. Lanternari, s'appuyant sur De Jonghe, signale qu'à la même époque d'autres mouvements fondés sur le même culte fétichiste se manifestèrent dans la région de la Lukenie, au nord du fleuve Kasaï, et au Kwango ; mais il ne semble pas que la partie orientale du Kwilu, peuplée de Pende et de Mbunda, ait été touchée directement par ces mouvements.

Vers 1932-1933 apparut, aux confins du Kasaï et du Kwilu, chez les Shilele, une nouvelle secte, celle du « Serpent parlant » (ou homme-serpent) issue d'une société secrète. L'objet original de la secte était de fournir « *un fétiche (nkisi) dont l'absorption par les initiés était censée les immuniser contre les maladies et les effets pernicioeux des sorciers (ndoki)*⁴⁹ ». La conception d'un homme-animal, dont le pouvoir magique devait protéger les initiés contre les forces hostiles, était fort répandue en Afrique ; mais dans le cas des Shilele, le mythe du fétiche protecteur se développa dans le sens d'une

⁴⁷ Renier M., « Pour un essai de paysannat indigène chez les Pende et les Suku sur la base de plantations de bambous », *Zaire*, VI, 4, 1952, pp. 363-378.

⁴⁸ V. Lanternari évoque sommairement cette secte dans son ouvrage *Les Mouvements religieux des peuples opprimés*, Paris, Maspero, 1962, p. 22.

⁴⁹ *Idem*, p. 23.

idéologie anticoloniale : du Serpent devaient naître des prophètes qui « *lutteraient contre la nation dominante et chasseraient les Blancs du pays*⁵⁰ ». Dans cette lutte, les Noirs auraient pu s'assurer « *un pouvoir invincible contre les Blancs en buvant dans des tasses spéciales, chargées de vertu magique*⁵¹ ». Cependant la secte du Serpent parlant ne connut pas de diffusion particulière parmi les populations pende et mbunda. On sait, par ailleurs, que les Shilele dans leur majorité non seulement ne participèrent pas à la rébellion de 1964 mais encore la combattirent.

Tout au plus peut-on mentionner que, dans les années qui suivirent l'éclosion de la secte du Serpent parlant et la révolte des Pende, il y eut dans le territoire d'Idiofa, parmi les chefferies mbunda, de nombreux refus d'exécuter les obligations légales et notamment le paiement de l'impôt ; mais la crise économique et la chute brutale des revenus des ruraux suffirent pour expliquer à elles seules une telle attitude.

Le kimbanguisme, né dans le Bas-Congo en 1921, commença à se répandre au Kwilu après 1945 sous la forme d'un mouvement local appelé Nzambi-Malembe. Le territoire d'Idiofa fut plus particulièrement touché, mais il ne semble pas que ce mouvement ait revêtu un caractère singulièrement virulent ou, plus nettement, politique dans le Kwilu⁵².

Une secte politico-religieuse appelée Mpeve (« Esprit ») connut un grand succès au Kwilu, entre 1959 et 1962.

Il semble que l'essor de la secte date de la fin de l'année 1959. Elle se serait propagée parmi les populations dinga et mbunda, à mesure que les perspectives de l'accession à l'indépendance devenaient plus précises.

Fondamentalement la secte répondait à un réflexe profond des populations rurales, celui de l'anxiété devant les forces du mal et les esprits hostiles, et au besoin d'être protégées⁵³. Les adeptes du Mpeve croyaient à la possibilité d'entrer en contact avec les esprits pacifiques pour neutraliser et chasser les forces spirituelles hostiles. De ce point de vue, la secte était une forme collective de réaction contre les sorciers malfaisants. Sa fonction essentielle était de protéger ses membres, fonction que les féticheurs remplissaient traditionnellement, mais de manière individuelle et aléatoire. Les adeptes

⁵⁰ *Ibidem*, p. 23.

⁵¹ *Ibidem*, p. 23.

⁵² Au sujet de l'expansion du kimbanguisme et des sectes, on trouvera des indications annuelles sommaires dans les *Rapports sur l'Administration du Congo belge*, édités chaque année jusqu'en 1960, à l'usage de la Chambre des représentants à Bruxelles.

⁵³ Sur le combat entre esprits et sorcellerie maléfique dont le sorcier est appelé Olotch, d'une part, et les forces pacifiques et salvatrices – le contre-sorcier ou devin est appelé Ngang – d'autre part, on peut se référer à l'excellente note de S. Kafungu : « Sorcellerie et réaction chez les Ambuun... », *op. cit.*

pouvaient par exemple détecter les mauvais sorciers, anéantir les fétiches et les substances maléfiques.

Le caractère politique de la secte se manifesta lorsqu'il apparut que les Européens étaient assimilés aux forces hostiles et que l'indépendance signifiait l'accès à une vie nouvelle dans laquelle disparaîtraient les vestiges de la présence des Blancs. Les ancêtres, et principalement les anciens chefs que les Blancs avaient écartés ou supprimés, ressusciteraient le jour de l'indépendance et chasseraient les mauvais chefs et tous ceux qui avaient collaboré avec les Blancs. Pour préparer la venue des Ancêtres, la population leur construisait une hutte, nettoyait les cimetières et préparait les sentiers qui y conduisaient. Les Mpeve avaient pour mission d'enlever les obstacles sur « la route de l'indépendance ». Le jour même de l'indépendance, dès le retour des Ancêtres, la population serait riche comme l'étaient les Blancs, et ceux-ci auraient disparu⁵⁴.

À mesure que la date de l'indépendance approchait, toute la population des villages, y compris les chrétiens et les moniteurs, était totalement acquise au Mpeve.

Le 30 juin, la déception des villageois fut totale : les Ancêtres n'étaient pas revenus, les Blancs (principalement les missionnaires) étaient toujours là, et eux-mêmes restaient aussi pauvres qu'avant.

Il n'est pas interdit de penser que c'est dans la déception de ce jour-là que se situent les racines lointaines du mythe de la « deuxième indépendance » que les mulelistes se chargèrent de concrétiser trois ans plus tard.

La secte survécut à l'échec de ses prévisions. Au début de 1962, elle connaît un nouveau développement dans la région de Mangai parmi les populations dinga et lori. Les adeptes semblent cependant avoir modifié son orientation. Une organisation est créée ; ses membres interviennent activement pour contraindre la population à y adhérer et utilisent la violence contre ceux qui s'y opposent. Les Ngoli auraient été particulièrement visés. À Iseme près de Mangai, les membres de la secte avaient même un camp fortifié, dans lequel était organisée une prison. Les opposants y étaient enfermés et, selon certains, torturés ou parfois exécutés.

Les dirigeants de la secte avaient incité la population des environs de Mangai à ne plus payer les impôts, à boycotter la politique de l'administration et à s'opposer d'une manière générale à l'État.

Le 7 avril 1962, l'administrateur de territoire de Mangai, un Yanzi du nom de Mayilamene, qui faisait une enquête sur les agissements de la secte à Iseme, est arrêté par les adeptes, malmené et incarcéré. Il demeure 36 heures

⁵⁴ Au sujet de l'attente messianique chez les adeptes du Mpeve, nous avons eu recours à des interviews de témoins directs. Voir : Archives Rébellion au Kwilu, Interviews n° 3 et 3 bis.

en détention pendant qu'un contingent de soldats, envoyé à son secours, encercle le camp fortifié. Après une nuit de négociations infructueuses pour libérer l'administrateur, un coup de feu est tiré du camp, tuant un soldat. Le camp est attaqué aussitôt et la population est presque entièrement massacrée⁵⁵.

Cet événement suscita une émotion d'autant plus vive dans la région qu'il se greffait sur des oppositions tribales et que s'y posaient des problèmes politiques relatifs à la formation des nouvelles provinces. En juillet de cette même année, une commission parlementaire d'enquête fut désignée mais ne put remplir sa mission⁵⁶. La secte fut interdite et l'administrateur de territoire révoqué.

4. Mouvements et vie politiques : le Parti solidaire africain et la nouvelle province

Le Parti solidaire africain (PSA), qui allait devenir, lors des élections de mai 1960, le « parti unique » dans la plupart des territoires du Kwilu, ne fut fondé à Léopoldville qu'en février 1959 par des personnalités originaires du Kwango et du Kwilu, mais résidant à Léopoldville. Son activité et son rayonnement demeurèrent confinés à Léopoldville jusqu'en mai 1959. Les principaux dirigeants étaient, à cette époque, Sylvain Kama, président et fondateur, et Pierre Mulele, vice-président⁵⁷.

En mai, le parti acquiert une base régionale en s'assurant la collaboration d'un groupe d'intellectuels de Kikwit réunis dans l'Association des anciens élèves des pères jésuites (ASAP), sous l'influence de Cléophas Kamitatu.

H. Weiss, qui a étudié de manière approfondie le PSA, le classe parmi les partis régionaux, polyethniques et à direction collégiale, ce qui lui donne une place à part parmi tous les partis politiques congolais de l'époque⁵⁸. Mais la caractéristique la plus remarquable du PSA en 1959-1960 fut sa cohérence, malgré son hétérogénéité ethnique, malgré la dualité des organes du pouvoir à l'intérieur du parti (un échelon provincial à Kikwit et un échelon national à Léopoldville) et malgré les pressions et les tiraillements de toutes sortes exercées sur lui par l'administration coloniale et les autres partis.

⁵⁵ Archives Rébellion au Kwilu, Interview n° 3 bis, Musée royal de l'Afrique centrale, Section d'Histoire du temps présent. Pour une version différente de l'incident, voir *Le Réveil*, n° 1, 10 novembre 1962, p. 11.

⁵⁶ La commission se rendit à Kikwit, mais fut empêchée de poursuivre sa mission du fait de l'obstruction des autorités provinciales. Voir le *Rapport de la commission parlementaire*, Compte rendu analytique, Chambre, 25 juillet 1962, pp. 556 et suiv.

⁵⁷ Voir au sujet des débuts du parti : Weiss H., préface de *Parti solidaire africain (PSA)*, *op. cit.*, pp. 5-8.

⁵⁸ Weiss H., *op. cit.*, p. 7.

On retrouve cependant, depuis le début, les germes d'un schisme au sein du parti entre les instances provinciales, issues de l'ASAP et contrôlées par Kamitatu, et les instances nationales dirigées effectivement par deux personnes originaires de la partie orientale du Kwilu : Antoine Gizenga, président général, et Pierre Mulele, secrétaire général. L'échec relatif du parti sur le plan national où il ne put concurrencer le MNC de Lumumba et s'implanter réellement en dehors du Kwilu, fut un élément supplémentaire de tensions entre les deux échelons, l'échelon national et l'échelon provincial. Les dirigeants nationaux furent contraints de se rabattre sur le plan régional où ils vinrent concurrencer les instances provinciales du parti.

À cette dualité initiale s'ajoutaient d'autres facteurs de division : Gizenga et Mulele appartenaient aux deux ethnies *pende* et *mbunda*, localisées dans la partie orientale et entre lesquelles s'étaient forgés, au cours des temps, des liens relativement étroits qui les distinguaient des autres ethnies du Kwilu. Leur position excentrique par rapport à Kikwit, capitale de la province, ne leur permit pas d'exercer une pression efficace sur les organes politiques et administratifs de la province comme purent le faire les *Mbala* et les *Ngongo*. Pour reprendre la terminologie de Balandier, leur position de minorité numérique dans la capitale provinciale les transforma en minorité sociologique et politique au sein des institutions provinciales avant de les rejeter dans l'opposition totale⁵⁹.

Une démarcation idéologique séparait également les deux échelons du parti. Tandis que Kamitatu cherchait plutôt ses conceptions idéologiques parmi les idéaux de la social-démocratie, Gizenga et Mulele penchaient pour une doctrine politique radicale, plus « à gauche », inspirée d'un modèle marxiste. Ces options, relativement floues au début, furent rapidement durcies par le jeu des influences et des appuis extérieurs.

Le parti connut une première crise ouverte lors de la formation des gouvernements provincial et national en juin 1960. Le conflit put s'apaiser par un partage des zones d'influence : Kamitatu et son équipe obtinrent le pouvoir

⁵⁹ Balandier utilise les concepts de minorité et de majorité numériques et sociologiques dans la situation coloniale. Nous pensons que ces concepts conviennent parfaitement pour décrire, après l'indépendance, les relations entre les groupes ethniques en milieu urbain dans leur compétition pour le pouvoir politique. On a pu constater qu'au Congo les capitales provinciales furent rapidement dominées par les ressortissants de l'ethnie localisée aux environs immédiats de la capitale.

Forte de ses acquis fonciers, après avoir fait immigrer plusieurs de ses ressortissants en ville, l'ethnie qui bénéficiait de l'avantage du site parvint à contrôler d'abord les organes du pouvoir urbain et, ensuite, les instances politiques et administratives provinciales localisées dans la ville jusqu'au moment où la rupture de l'unité provinciale consacra le déséquilibre des groupes ethniques au sein de la ville et provoqua l'émigration des minorités ethniques étrangères à la province.

provincial ; Gizenga et Mulele devinrent vice-Premier ministre et ministre de l'Éducation du gouvernement central, présidé par Lumumba⁶⁰.

L'unité du parti se refit, du moins en apparence, pendant la crise constitutionnelle de septembre 1960 qui opposa le chef de l'État au chef du gouvernement. Kamitatu et Gizenga se solidariserent avec Lumumba. Gizenga et Mulele furent révoqués par le président Kasa-Vubu le 5 septembre 1960. L'unité du PSA fut maintenue jusqu'à la conférence de la Table Ronde de Tananarive (en mars 1961) à laquelle Kamitatu n'accepta de se rendre qu'après avoir reçu l'assurance formelle – de la part des fonctionnaires de l'ONU – que Gizenga avait également décidé d'y aller. En juin et juillet 1961, Kamitatu se rendit plusieurs fois à Stanleyville pour convaincre Gizenga de regagner Léopoldville sous la protection de l'ONU.

Le 9 juin, R. Gardiner, fonctionnaire ghanéen représentant civil de l'ONU au Congo, rencontra lui aussi Gizenga à Stanleyville. Celui-ci accepta d'envoyer une mission à Léopoldville pour y négocier la convocation du parlement. Le 13 juin, la délégation formée de J. Massena (PSA), E. Kihuyu (MNC/L) et S. Malago (RECO) se rendit dans la capitale et accepta que la réunion du parlement se tint à Léopoldville. Du Caire, première étape d'un voyage qui le mènera jusqu'en Chine, Mulele aurait d'abord vainement tenté de s'opposer au projet⁶¹. Il fit le voyage à Stanleyville pour en discuter avec Gizenga mais, finalement, il assista au conclave de Lovanium.

Le 2 août, les Chambres réunies approuvaient la formation du gouvernement Adoula dans lequel Gizenga occupait – pour la seconde fois – le poste de vice-Premier ministre.

Mulele regagna le Caire dès le 4 août, persuadé que la lutte devait se poursuivre dorénavant en dehors du cadre parlementaire. Il y retrouva ses compagnons de départ, Th. Bengila et F. Mukulubundu, que Gizenga avait rappelés de Chine, où ils avaient suivi une formation à la lutte révolutionnaire. Il est probable que c'est à ce moment que furent jetées par les trois hommes les bases du mouvement insurrectionnel du Kwilu.

Gizenga mit encore plusieurs semaines à se laisser convaincre par Gbenye d'accepter le poste de vice-Premier ministre et de se rendre à Léopoldville, où il arriva le 3 septembre.

⁶⁰ La popularité des principaux dirigeants du PSA lors des élections de mai 1960 peut être appréciée au moyen du nombre de voix de préférence recueillies par chacun : Kamitatu : 60 511 voix ; Gizenga : 52 442 ; Iba : 28 346 ; Mukwidi : 24 251 ; Kinkie : 10 418 ; Kama : 8342 ; Kimpiobi : 6281 ; Mulundu : 6181 ; Mulele : 5520 ; Bula : 2345 ; Masena : 2200 ; Mwasipu : 16 641 ; Kimvay : 5726. Sept députés nationaux sur treize firent partie de l'opposition. Voir *Congo 1960* (2 volumes), Bruxelles, CRISP, 1961.

⁶¹ Sur ce point voir Martens L., *op. cit.*, chap. VI, p. 31.

Il ne tarda pas à s'opposer au chef du gouvernement, C. Adoula, auquel il reprochait ses tergiversations à l'égard de la sécession katangaise. Il quitta Léopoldville en octobre 1961 pour tenter de reconstituer autour de sa personne un régime plus radical à Stanleyville, demeurée le fief du nationalisme intransigeant et de la fidélité à Lumumba. Après que la tentative d'offensive militaire contre le Katanga eut abouti au massacre des aviateurs italiens à Kindu et des missionnaires belges à Kongolo, le régime gizengiste s'effondra au mois de janvier 1962. À ce moment, le conflit entre l'aile modérée du PSA dirigée par Kamitatu et l'aile gizengiste éclata au grand jour. Le parti se scinda en deux ailes dont les dirigeants se révoquèrent mutuellement. Les conseillers pende et mbunda se regroupèrent presque tous au sein du PSA/Gizenga, alors que les conseillers mbala, yanzi et ceux des petites ethnies se solidarisaient avec le PSA/Kamitatu. Tandis que Gizenga était arrêté, révoqué comme vice-Premier ministre et emprisonné pour deux ans dans l'île de Bula-Mbemba à l'embouchure du fleuve Congo⁶², et que Mulele s'exilait au Caire puis à Pékin, Kamitatu acceptait, en février 1962, la charge de ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Adoula. Ceci consacrait pour trois ans la prédominance de l'aile modérée sur l'aile gizengiste tant sur le plan national, au sein du gouvernement Adoula, que sur le plan provincial, à Kikwit, où Kamitatu put favoriser, en tant que ministre de l'Intérieur du gouvernement central, l'installation d'un gouvernement présidé par Norbert Leta et composé de personnalités dont plus de la moitié lui étaient favorables⁶³.

La déception des populations pende et mbunda fut d'autant plus vive qu'elles étaient conscientes d'avoir pris une part capitale à la victoire du PSA en 1960. Cette rancœur fut exprimée par un ressortissant de cette région dans un texte adressé à la presse en février 1964 et intitulé *Pourquoi tant de sang au Kwilu ?* Nous en citons l'extrait suivant :

À l'est du Kwilu vit un peuple dont le cran a fait le beau jour du PSA. Ce sont les Ambuun d'Idiofa et les Apende de Gungu. Ce peuple, après avoir donné le meilleur de lui-même pour la cause du PSA, a malheureusement été déçu. C'est étonné qu'il se rend compte qu'au sein du parti il ne fut qu'un simple tremplin politique. Cet affront, il le digérera mal. En effet, une hostilité ouverte est déclenchée à l'endroit du gouvernement provincial. Celui-ci, au lieu de revoir sa position et ouvrir ainsi la porte à la plus importante région de sa province, fait la

⁶² *Congo 1961 et Congo 1962*, Bruxelles, CRISP, 1962 et 1963.

⁶³ Au sujet de la formation du gouvernement Leta, un communiqué de l'UGEC du 2 mars 1964 parlait de « *machination téléguidée de Léopoldville par M. Kamitatu* ». Ce communiqué est reproduit dans : Kanza-Dolomingu et Malu, « L'UGEC et les événements du Kwilu », *Remarques congolaises et africaines*, Bruxelles, n°8, 18 avril 1964, p. 171. Voir également un article de C. Kikodi dans *L'Étoile du Congo*, 15-16 février 1964.

*sourde oreille. Il y mène au contraire une politique de privation et d'intimidation, tandis qu'ailleurs et plus spécialement à Masi-Manimba, c'est le paradis terrestre. Tout, relève économique, quotas, nouvelles constructions, absorption du chômage, nivellement des routes, nominations importantes tant dans l'administration qu'à la police, véhicules TPM etc., n'était réservé qu'à cette préfecture et à ses environs*⁶⁴.

La composition du gouvernement provincial est reproduite à la page suivante.

Les Pende et les Mbunda qui formaient la moitié de la population de la province n'obtenaient que 3 postes ministériels sur 12, parmi lesquels celui du président Leta, qui appartenait à la tendance Kamitatu. À ce moment le groupe gizengiste était composé de deux ministres (Mungul-Diaka et Shiffele) et de 5 conseillers, dont Katshunga, Pombo et Mwefi étaient les chefs de file. Les Mbunda, en particulier, manifestèrent leur mécontentement de ne se voir attribuer que le portefeuille de l'agriculture qu'ils estimaient de moindre importance. Dès l'investiture du gouvernement provincial, ils menèrent une vive opposition contre lui, « *qualifiant ce gouvernement d'une hutte construite sur le sable et d'un gouvernement non représentatif* »⁶⁵.

Composition du gouvernement provincial

Fonction	Nom	Parti	Ethnie	Préfecture
Président	N. Leta	PSA	Pende	Gungu
Vice-président	M. Ilunga	PSA	Mbala	Bulungu
Intérieur	I. Lukoky	PSA	Ngongo	Masi-Manimba
Finances	V. Belenge	ABAZI/PRA	Yanzi	Banningville
Plan et dével.	B. Mungul-Diaka	PSA/G	Mbala	Bulungu
Enseignement	L. Shiffele	PSA/G	Pende	Gungu
Travaux publics	S. Ndala	PSA/G	Ndinga	Kamtsha- Loange
Information	G. Midu	ABAZI/PRA	Yanzi	Bulungu
Affaires économiques	A. Ganzumba	PSA	Kwese	Gungu
Fonction publique	B. Zikudieka	PSA	Mbala	Masi-Manimba
Agriculture	T. Intshime	PSA	Mbunda	Idiofa
Santé publique	R. Munungu	PSA	Yanzi	Bulungu

⁶⁴ *Le Courrier d'Afrique*, 14 février 1964.

⁶⁵ D'après un rapport adressé par un ressortissant mbunda sur le *Rôle joué par l'élite mbunda au cours de la première législature*, Archives Rébellion au Kwilu.

De manière prophétique, le président du gouvernement provincial déclarait à l'Assemblée, le 8 novembre 1962 déjà :

Ou bien vous prenez conscience des problèmes qui se posent à vous et des responsabilités que vous assumez pour trouver des solutions qui s'imposent et qui apporteront un soulagement aux misères des populations, ou bien celles-ci ayant compris qu'au fond vous les exploitez, elles se retourneront alors contre vous et dans un mouvement pareil à celui du 4 janvier 1959, plus aucune institution ne résistera. Ceux-là qui passent pour être des messies ne seront pas épargnés⁶⁶.

Le 1^{er} décembre 1962, *Présence congolaise* publiait une lettre des notables d'Idiofa se plaignant du sort réservé aux Mbunda.

La mèche brûle au Kwilu. En effet, depuis l'installation à Kikwit du gouvernement Kamitatu présidé par M. Norbert Leta, la population de la région d'Idiofa est continuellement victime de mesures arbitraires, d'injustices inadmissibles.

Le bouc émissaire est évidemment le paisible « Mumbunda », tribu très importante du Kwilu.

[...]

La densité de la race mumbunda est aussi l'une des raisons de la crainte du Mungongo, qui, malheureusement, voit en elle une puissance dominante qui pourrait un jour imposer sa loi.

C'est ainsi que pour représenter une région très peuplée et riche en productions diverses, le gouvernement présidé par M. Leta s'est permis de ne faire appel qu'à deux ministres au lieu de trois ou quatre comme l'exige la répartition équitable proposée par la population.

Le bureau de l'Assemblée ne compte, lui aussi, qu'un seul représentant du vaste territoire qu'est Idiofa.

Dans l'administration, même son de cloche. Les ressortissants d'Idiofa sont soit limogés, soit négligés tout simplement⁶⁷.

La répression de l'opposition politique se fit graduellement. En février 1963 le bureau de l'Assemblée provinciale confirme la mise en résidence surveillée de Marc Katshunga, vice-président du PSA et chef de file de l'opposition gizengiste à l'Assemblée provinciale. Le président provincial Leta juge la situation explosive et lance un appel au calme à la radio de Kikwit. Il y déclare notamment :

Des brebis galeuses désirent voir l'anarchie, qui règne dans certaines provinces, s'établir au Kwilu. Nous ne les laisserons pas réaliser leurs desseins machiavéliques.

⁶⁶ *La Voix du Kwilu*, n° 25, 28 septembre 1963, p. 3.

⁶⁷ *Présence congolaise*, 1^{er} décembre 1962, p. 5.

Le temps de la démagogie et des promesses irréalisables est révolu à jamais. Les jours qui vont suivre, vous entendrez plusieurs de ces ennemis du Kwilu qui viendront vous annoncer la venue prochaine des messies. Certains essayeront de créer ou de ressusciter des mouvements tribaux du genre de l'Apende, de l'Assambun, de Gifuti Giedu et tant d'autres qu'en son temps, nous avons combattus et dont se sont servis les colonialistes pour essayer de nous diviser.

Méfiez-vous de ces éléments dangereux qui cherchent votre malheur, car les hommes passent, mais le peuple est éternel⁶⁸.

En mars, Sylvain Kama, fondateur du PSA et rallié à Gizenga, accuse certains membres du gouvernement provincial de fomenter un complot contre lui, tandis qu'un autre dirigeant gizengiste, Thomas Mukwidi, affirme dans une déclaration à l'Agence congolaise de presse (ACP) que le gouvernement du Kwilu a arrêté les chefs coutumiers d'Idiofa, après les avoir convoqués à Kikwit. La tension est déjà suffisamment perceptible au Kwilu dès le mois de mars pour y justifier un voyage du ministre de la Défense nationale, Jérôme Anany, qui se rend notamment à Gungu avec le président du gouvernement, Norbert Leta.

C'est à cette époque que Katshunga ouvre le bureau du PSA/Gizenga à Kikwit et qu'il organise une « jeunesse » à laquelle se joindront les policiers révoqués et refoulés de Léopoldville en mai 1963, après leur mutinerie contre le pouvoir de Léopoldville jugé hostile au Kwilu. Les « jeunesses » politiques issues du PSA n'ont d'ailleurs à aucun moment cessé complètement leurs activités au Kwilu. Les missionnaires sont périodiquement en butte à leur hostilité. C'est ainsi qu'en décembre 1962, à la mission de Ngoso, un missionnaire est pris à partie par une bande de jeunes parce qu'il distribuait du lait américain en poudre à la population. Les jeunes évoquent l'amitié des Chinois et traitent les Américains de capitalistes. Ils interrogent le père pour savoir ce que veut dire le mot communiste.

Dans une affiche du PSA datée de 1963 trouvée entre les mains des partisans (jeunesses), on peut lire ces slogans⁶⁹ :

Le Congo est vendu aux Américains.

Les Américains font la loi.

L'argent est dans les poches des présidents, ministres et gouvernants.

Les petits croupissent dans la pauvreté, la faim, la misère.

⁶⁸ Déclaration publiée par le ministère de l'Information et des Affaires culturelles du Kwilu (Service des nouvelles), n° 901, 15 février 1963, et reproduite dans le *Courrier africain* du CRISP, n° 32, 13 mars 1964, pp. 13-14. On notera la menace à l'intention des associations ethniques pende et mbunda. L'association des Bambala « Gifuti Giedu » tombait également sous cette menace.

⁶⁹ Dossier ONUC, Archives du capitaine Von Bayer, Section d'Histoire du temps présent (MRAC).

Dehors les Américains, les colonialistes, pas besoin de leur argent.

Notre terre est à nous, c'est-à-dire notre terre est à nous, ntoho na beto, ntoho na beto.

Instituons un ordre nouveau où tous les citoyens jouiront du bien-être et de l'abondance.

Cherchons l'aide chez ceux qui ne nous enchaîneront pas.

Seul le grand frère Gizenga et son équipe sont capables de réaliser ce programme. Votez PSA Gizenga.

En avril 1963, la reconduction du bureau de l'Assemblée provinciale est une nouvelle occasion de heurts entre partisans du gouvernement provincial, qui soutiennent la candidature de Paul Kakwala, et les conseillers gizengistes. Les premiers, qui peuvent compter sur les voix de 26 députés sur 38, l'emportent. À cette occasion, le président du gouvernement, Norbert Leta, lance un nouvel avertissement solennel : « *Je tiens à vous annoncer que vous n'êtes qu'au début de vos malheurs. Plusieurs de vos frères cherchent en effet à étouffer et anéantir la province du Kwilu...* »⁷⁰.

Le 13 mai, l'Assemblée provinciale vote la création de la nouvelle préfecture de la Kamtsha-Loange, ce qui revient à diviser le territoire d'Idiofa en deux. Ce vote est interprété par les Mbunda et les Pende comme une manœuvre pour les affaiblir. Quelques jours plus tard, un nouveau coup est porté à l'aile radicale du PSA par la création du Parti de regroupement africain (PRA) qui est issu du parti des Yanzi (Abazi), mais est ouvert aux autres ressortissants du Kwilu.

L'ouverture du congrès du PSA à Kikwit, le 3 juin, fait monter la tension⁷¹. La grande majorité des délégués (chefs coutumiers, chefs de secteur et chefs de village) de Gungu, Idiofa et Banningville refusent, sous l'instigation de Katshunga et des autres conseillers gizengistes, de se rendre à Kikwit ou, pour ceux de Gungu qui y sont déjà, de participer au congrès, voulant ainsi protester contre l'absence de Gizenga, dont la Chambre à Léopoldville venait, une semaine auparavant, de rétablir l'immunité parlementaire et de réclamer, une fois de plus, la libération immédiate⁷².

Le congrès, présidé par Kamitatu, se termina par la victoire de son groupe. En l'absence de ses principaux opposants, Kamitatu fut réélu président provincial, Leta fut placé à la direction du bureau politique et Kimvay élu

⁷⁰ Déclaration reproduite dans *La Voix du Kwilu*, n° 5, 1963, p. 3.

⁷¹ Il semble qu'un des objectifs du congrès était de tenter une réconciliation entre les deux fractions du parti. Mais l'absence de Gizenga et de Mulele rendait une telle tentative *a priori* suspecte aux yeux des dirigeants de l'opposition.

⁷² Concernant l'obstruction apportée au congrès par les membres de l'opposition gizengiste, lire le rapport politique de Kakwala, reproduit dans le *Courrier africain* du CRISP, n° 32, 13 mars 1964, p. 5.

vice-président général. Gizenga, bien qu'absent, était malgré tout reconnu en tant que président général⁷³. Après le congrès, Katshunga déclara :

*Nous sommes dans une phase décisive de notre lutte, de notre politique au Kwilu. La lutte sera de brève durée. C'est depuis 1962 que les néocolonialistes nous provoquent. Nous sommes décidés maintenant d'employer toutes les méthodes de lutte pour en finir une fois pour toutes avec cette histoire*⁷⁴.

L'échec du congrès sur le plan de l'unité du parti et de la province confirme la scission des conseillers en deux groupes qui se définissent de plus en plus nettement par leur appartenance ethnique. Tous les conseillers pende sauf deux (le président Leta et le deuxième vice-président de l'Assemblée, Kasende) et quasi tous les conseillers mbunda sont dans l'opposition. La province est dès lors virtuellement scindée en deux régions qui se valent à peu près du point de vue numérique, car les Pende et les Mbunda totalisent au Kwilu, à eux seuls, environ 550 000 habitants. Mais l'autre camp a l'avantage de détenir le pouvoir politique et l'appareil de l'État et de s'appuyer sur le gouvernement central.

Au courant du mois de juin 1963, se répandent des rumeurs à Kikwit et dans les territoires d'Idiofa et de Gungu selon lesquelles les militaires exigeraient des civils la carte du PSA/Gizenga pour pouvoir circuler librement. Il apparaît au gouvernement qu'il s'agit d'une campagne systématique de l'opposition à laquelle il répond par l'arrestation de quatre propagateurs⁷⁵. Dans un rapport politique sur l'origine du mulelisme, le président de l'Assemblée, Kakwala, décrit la situation dans le Kwilu au courant du mois de juin en ces termes :

Mais plus grave encore, les gizengistes imprégnaient dans la préfecture de Gungu et d'Idiofa l'esprit de désobéissance civile et de rébellion ouverte. En passant par ces régions, un langage déplacé à l'égard des autorités légalement investies devenait monnaie courante. Partout également on demandait la libération de M. Gizenga. Des réunions clandestines furent organisées et des tracts subversifs distribués. Le groupe PSA/Gizenga incitait la population à exiger un changement de régime. Le secrétaire général de l'Assemblée, M. Mulengamungu Eloï, fut menacé par la jeunesse gizengiste lorsqu'il était de passage devant leur bureau ; il déposa plainte au parquet, mais jusqu'à présent, l'affaire n'a pas connu de suite.

⁷³ Sur le Congrès du PSA, voir *Études congolaises*, vol. V, n° 7, 1963, pp. 80-99, et *La Voix du Kwilu*, n°15, 1963, p. 2.

⁷⁴ Déclaration faite au *Courrier d'Afrique*, 9 juin 1963.

⁷⁵ Concernant ces faits, on peut consulter *La Voix du Kwilu*, n° 17, juin 1963, p. 2, ainsi que le rapport politique de Kakwala du 14 février 1964, reproduit dans le *Courrier africain* du CRISP, *op. cit.*, pp. 18-21.

*Lorsque Mulele Pierre s'est introduit dans la région ainsi préparée à toute action subversive, il y trouve un terrain d'action de premier choix*⁷⁶.

Le gouvernement provincial, poursuivant sa politique de répression, arrête deux conseillers gizengistes, Marc Katshunga et Germain Mwefi, après que l'Assemblée eut levé leur immunité parlementaire. D'autres arrestations suivent ce qui entraîne les protestations du président du PRA, Vincent Mbwankiem, et celles du député national, Gabriel Yumbu. Au courant du mois de juillet 1963, les membres du gouvernement provincial multiplient les tournées d'inspection dans les préfectures de Gungu et d'Idiofa. Une délégation de l'Assemblée visite, du 13 au 15 juillet, l'arrondissement de Kindende (préfecture de Gungu) pour enquêter sur le mécontentement de la population⁷⁷, tandis que le ministre de l'Intérieur, Ignace Lukoky, se rend avec une délégation de conseillers à Léopoldville chez le ministre de la Défense nationale, Jérôme Anany, pour le mettre au courant de la situation.

C'est également au courant du mois de juillet que les élections communales ont eu lieu dans les chefs-lieux des préfectures : Banningville, Bulungu, Gungu, Idiofa, Mangai. L'organisation même des élections et le recensement préliminaire donnèrent lieu à de nombreuses exactions et violences de la part des policiers et des militaires. À Idiofa et Mangai, où les élus appartenaient en majorité à l'aile gizengiste du PSA, les élections furent annulées par le président de la province.

À Kikwit, cependant, plusieurs membres du gouvernement provincial hésitent encore à s'engager dans une épreuve de force. Le 25 juillet, le chef du gouvernement provincial prend un arrêté proclamant une trêve politique. Un éditorial de *La Voix du Kwilu* défend l'attitude de Leta et rejette la responsabilité de la tension politique sur les partis, y compris le PSA⁷⁸. L'aile gizengiste et (Mungul) Diaka sont particulièrement visés, mais non la personne de Gizenga qui « veut le bonheur du peuple congolais ». C'est à ce moment que le gouvernement provincial prend un arrêté suspendant l'activité des partis politiques pour trois mois et interdisant les associations tribales.

Mulele qui, depuis avril 1962, suivait en compagnie de Bengila des cours de formation politique et militaire en Chine, avait préparé son retour en envoyant dès le mois de mars 1963 Bengila à Léopoldville pour y créer un noyau révolutionnaire. Avec les députés PSA Yumbu et Mukwidi, Bengila rédige un manifeste au nom du Parti solidaire africain intitulé *Message du Parti solidaire africain au peuple congolais*⁷⁹ daté du 9 juin 1963.

⁷⁶ Rapport politique de Kakwala du 14 février 1964, *op. cit.*, p. 19.

⁷⁷ *La Voix du Kwilu*, n° 18, juin 1963, p. 3.

⁷⁸ *La Voix du Kwilu*, n° 19, 3 août 1963, pp. 1-2.

⁷⁹ Ce message est reproduit en page 256.

Ce texte, d'allure nettement révolutionnaire, tranche avec la littérature politique conventionnelle en cours à Léopoldville. L'impérialisme et le capitalisme y sont dénoncés en termes clairs, mais également la corruption de la classe dirigeante congolaise et sa collusion avec les étrangers. Bien qu'il ait reçu une certaine publicité, il n'en est pas fait mention dans l'action répressive du gouvernement provincial. Le nom de Bengila n'est cité par personne.

Le retour de Mulele à Léopoldville, le 3 juillet, passe inaperçu. Il est vrai que Mulele est muni d'un faux passeport d'origine voltaïque et qu'il est revêtu d'un boubou. Il bénéficie de complicités au ministère des Affaires étrangères du Congo⁸⁰ et est accueilli par le noyau révolutionnaire formé par Bengila. Mulele était d'ailleurs protégé jusqu'à un certain point par sa qualité de député qu'il avait recouvrée en décembre 1962 par un vote de la Chambre⁸¹.

Bien que les informations sur les préliminaires du mulelisme soient peu fournies, il s'en dégage deux conclusions : la première, c'est que dans le camp gouvernemental à Kikwit, il y a de fortes dissensions entre diverses fractions et que les opinions diffèrent totalement sur les mesures à adopter à l'égard de l'opposition gizengiste en général et du retour de Mulele en particulier. Jusqu'au mois d'octobre 1963, certains membres du gouvernement et hauts fonctionnaires donnent l'impression de mener des négociations personnelles secrètes avec l'opposition et avec Mulele dans l'espoir, soit de raffermir leur position dans leur groupe, soit d'éviter un conflit violent dont ils redoutent à juste titre l'issue.

La deuxième conclusion est que l'opposition est également, avant l'action de Mulele, un amalgame hétéroclite, que seul le nom de Gizenga et les persécutions communes dont elle est la victime de la part du pouvoir unifient plus ou moins. Parmi l'opposition on retrouve, certes, la plupart des conseillers pende et mbunda, mais également les ministres. Certains membres

⁸⁰ À ce sujet, il faut lire – tout en les accueillant avec un esprit critique – les déclarations de Kamitatu et de Kakwala concernant les débuts du mulelisme au Kwilu. Le premier de ces textes est reproduit en annexe (C. Kamitatu, « La vérité sur le maquis Mulele ») ; le second, intitulé « Rapport politique établi le 14 février 1964 par M. Paul Kakwala, président de l'Assemblée provinciale du Kwilu, à l'intention de M. le commissaire général extraordinaire pour la province du Kwilu » a été reproduit dans le *Courrier africain* n° 32, 1964, pp. 18-22.

⁸¹ Le 14 décembre 1962, la Chambre, sur proposition des députés gizengistes Yumbu et Kama, avait approuvé à une majorité écrasante le rétablissement de Mulele dans son mandat de député dont il avait été déchu en février de la même année. Cependant « dans un communiqué remis à la presse, le cabinet du président de la Chambre des représentants oppose un démenti catégorique aux informations parues dans la presse locale sous le titre 'Qui a dédouané Mulele ?', informations selon lesquelles le président de la Chambre des Représentants aurait délivré attestation à M. Mulele en juillet 1963. Le bureau de la Chambre ne se souvient n'avoir vu M. Mulele qu'en août 1961 lors du conclave de Lovanium. Depuis lors l'intéressé n'est jamais apparu à l'enceinte du Parlement moins encore au bureau de la Chambre des représentants pour obtenir un document quelconque » (*Le Courrier d'Afrique*, 11 février 1964).

de l'opposition sont partisans d'une action violente : quelques incidents, la propagation systématique de rumeurs et de mots d'ordre et la création de *Jeunesses Katshunga* sont une indication dans ce sens ; d'autres se contentent de faire pression sur le gouvernement pour infléchir sa politique, ou sur l'Assemblée pour qu'elle sanctionne le gouvernement. L'opposition localisée à Léopoldville, constituée notamment de parlementaires du PSA/Gizenga et du noyau formé par Bengila, ne donne pas l'impression de coordonner son action avec celle du Kwilu.

Malgré les allusions fréquentes au nom de Gizenga et l'action unanime menée en faveur de sa libération, rien ne prouve que Gizenga dirigeait ou même contrôlait effectivement les différentes fractions de l'opposition qui se réclamaient de son nom. Une chose est certaine en tout cas, c'est que le nom de Mulele n'était jamais invoqué dans le camp de l'opposition et que celui-ci apparut en juillet-août comme un élément nouveau. Aucune déclaration, aucune prise de position émanant de lui ne vinrent dissiper, avant son retour, l'incertitude quant à ses intentions. Il est probable que c'est ce qui explique qu'il ait pu bénéficier, au début de son action, d'une grande tolérance et même d'un certain soutien de la part des autorités gouvernementales, qui virent peut-être dans une alliance avec Mulele, la possibilité de faire contrepoids aux autres fractions de l'opposition.

Pour qualifier la nature de l'opposition politique au Kwilu à cette époque, on peut dire que plusieurs groupes de personnes, dont le principal dénominateur commun était l'appartenance ethnique, étaient en situation d'opposants et que le pouvoir les traitait comme tels, mais qu'ils ne constituaient pas encore une force d'opposition.

Le développement de la scission progressive de la province du Kwilu en deux fractions dont les contours étaient simultanément politiques (PSA/Gizenga contre PSA/Kamitatu), ethniques (Pende et Mbunda contre les autres ethnies du Kwilu), régionaux (les trois préfectures du Kwilu oriental contre les autres) et même idéologiques (radicaux favorables à l'Est contre modérés pro-occidentaux), a été résumé par le président général a.i. du PSA/Gizenga, Bernardin Mungul-Diaka, dans une réponse qu'il adressa à Kamitatu pour réfuter les accusations de mulelisme et de communisme portées contre lui. Nous en extrayons le passage suivant :

[...] ayant perdu le contrôle politique sur les territoires de Gungu et d'Idiofa, M. Kamitatu et sa clique au pouvoir au Kwilu ont mené pendant une année, une politique d'hostilité sur l'ensemble de la population de ces deux régions.

1° Le 30 septembre 1962, date de l'installation officielle des institutions provinciales, M. Leta, en présence de M. Kamitatu, a procédé à l'arrestation de tous les chefs coutumiers et chefs de secteur du territoire d'Idiofa, invités par le gouvernement provincial à prendre part aux festivités.

2° Contre le gré de tous les habitants d'Idiofa, le gouvernement provincial a divisé le territoire en deux territoires appelés aujourd'hui « Idiofa et Kamtsha-Loange ».

3° Pour mater l'opposition de l'ensemble de la population de l'ancien territoire, le gouvernement Leta a invité à Kikwit tous les chefs de ces régions. Arrivés au Bac du Kwilu, le gouvernement les a déclarés « jeunesse Katshunga » et a procédé à leur arrestation. Ils étaient battus, molestés et ils ont passé 48 heures au cachot.

4° De nombreux leaders de la région et députés, ont, à plusieurs reprises, été arrêtés et fouettés.

5° La rébellion des populations d'Idiofa et de Gungu contre le pouvoir provincial s'est manifestée en avril 1963 quand les chefs de village, y compris celui de M. Leta, secrétaire général adjoint du PSA/K, chefs coutumiers et chefs de secteur ont refusé d'assister au congrès du PSA/Kamitatu malgré qu'ils étaient invités à ce congrès par des convocations émanant du Parquet, de la police ou directement par des convocations du chargé de l'Intérieur provincial.

6° En juillet 1963, le gouvernement provincial a annulé les élections communales de deux centres de l'ancien territoire d'Idiofa, c'est-à-dire à Mangai et Idiofa, uniquement parce que les élus n'étaient pas du PSA/Kamitatu.

Voilà le climat politique que M. Mulele a trouvé dans ces deux régions avant d'installer sa milice⁸².

5. La situation des masses au Kwilu

L'évolution de la crise politique au Kwilu entre 1962 et 1963, telle qu'elle est retracée au paragraphe précédent, en révèle une caractéristique fondamentale : sa base rurale et son cadre ethnique. Ce ne sont pas seulement les politiciens, les élus provinciaux ou nationaux, la minorité immigrée dans les centres urbains qui sont dans l'opposition et exposés à la répression du pouvoir, mais également les autorités locales, les chefs coutumiers, les notables et les chefs de villages. L'ensemble de la population rurale se sent concernée par l'enjeu du conflit politique, soit par l'intermédiaire des autorités qui lui sont proches : chefs coutumiers et chefs de village, soit directement lors de l'exécution de mesures de contrainte ou de répression par l'administration de la province. Les occasions ne manquent pas, que ce soit

⁸² Réponse de M. Mungul-Diaka Bernadin à M. Kamitatu (31 janvier 1964), reproduite dans le *Courrier africain* du CRISP, n° 31, 27 février 1964, pp. 18-19. On remarquera dans ce texte l'insistance sur le rôle du facteur ethnique dès l'origine de la scission. Le témoignage de B. Mungul Diaka acquiert toute sa valeur dans ce domaine, si l'on sait que l'auteur, d'origine mbala, appartient à l'ethnie voisine de celle de Kamitatu (Mungongo).

lors de la perception de l'impôt, de l'enrôlement électoral ou simplement lors du passage d'un contingent de policiers ou de militaires. Dans la mesure où la population rurale est entraînée dans le cercle vicieux de la répression et de l'agitation, le conflit entre l'opposition et les dirigeants en place perd le caractère d'une lutte entre politiciens et devient peu à peu un phénomène d'oppression totale ressenti par une société ethniquement circonscrite. L'instrument de cette oppression est l'ensemble de l'appareil de l'État, aux mains des ressortissants d'autres ethnies ou d'une couche bourgeoise locale détachée de la masse. L'enjeu de la lutte devient la survie même du groupe, qui se sent menacé dans son identité tribale et dans ses intérêts les plus intimes et les plus concrets.

Des étudiants originaires du Kwilu et des observateurs étrangers qui séjournèrent longuement dans les préfectures de Gungu, d'Idiofa et de la Kamtsha-Loange en 1962 et pendant le premier semestre de 1963, ont décrit la situation de la population rurale et son état d'esprit. Nous résumons leurs témoignages de la manière suivante : depuis la création de la nouvelle province en 1962, l'hostilité à l'égard de l'Administration et du nouveau gouvernement est devenue générale. On leur reproche d'imposer des taxes nouvelles alors que la population n'a plus de numéraire à cause du chômage, de rendre obligatoires des laissez-passer illicites – à un certain moment il faut aux villageois des autorisations pour aller cultiver leurs champs –, de saisir certains biens économiques essentiels aux villageois (poules, cochons, chèvres), de maltraiter et d'emprisonner les personnes sous des prétextes futiles⁸³. Les jeunes gens redoutent particulièrement les fonctionnaires parce que ceux-ci s'emparent des jeunes femmes pour leur plaisir personnel. Seule la fuite en brousse permet d'échapper à la tyrannie des petits fonctionnaires. L'arrivée d'un camion dans un village suffit à faire disparaître tous les habitants à l'exception des plus âgés et des impotents. Les villageois redoutent autant les militaires que les policiers. Les gendarmes qui accompagnent les fonctionnaires dans leur tournée d'inspection se livrent à toutes sortes d'exactions que les fonctionnaires sont obligés de couvrir, ce qui les discrédite à leur tour, même s'ils sont originaires de la région. Ces traitements étaient d'autant plus choquants que la masse rurale vivait dans une grande misère⁸⁴.

⁸³ Un exemple illustre les pratiques de l'Administration dans ce domaine : à Idiofa, des professeurs européens, appartenant au service de l'extension universitaire de Lovanium, se firent arrêter pendant 24 heures parce qu'ils avaient critiqué, au cours d'une conférence, le fonctionnement de l'administration congolaise.

⁸⁴ Les salaires – déjà très bas – perdirent encore davantage de leur valeur après la proclamation de l'indépendance. En 1963, un coupeur de noix recevait 25 francs pour une caisse de fruits. Son revenu mensuel maximum était de 800 francs, ce qui représentait le prix d'une chemise pour homme. Celui d'une pièce d'étoffe pour femme revenait trois fois plus cher. Cette situation provoqua une grève – vite calmée – des coupeurs PLC au Kwilu, en janvier 1963.

qui contrastait avec les attentes mythiques de la période précédant l'indépendance.

Un missionnaire belge relate en ces termes ce qu'il a constaté dans le diocèse d'Idiofa à la même période :

Dans la région de Laba, le commissaire se montrait beaucoup plus dur que l'administration coloniale, portant à plus de huit jours par mois les corvées collectives, se montrant sans pitié pour les amendes très lourdes ; emprisonnant à qui mieux mieux (la semaine dernière le secteur Banga comprenait près de 50 prisonniers, alors qu'en temps normal, il n'y en avait que 4 ou 5), rançonnant les villages, humiliant les chefs, ne craignant pas de les frapper sans pitié ! À côté de ces responsabilités directes et constatables de visu, interviennent – ici, avant les autres parties du Congo, tout aussi mûres pour le Grand Soir ! – les pourritures du régime dans tous les domaines ; la misère des gens dans les campagnes allait croissant, quoique de notre côté la nourriture traditionnelle est abondante sauf pour la viande ; mais tous les articles commerciaux atteignent des prix fabuleux comparés aux revenus réels des gens ; les médicaments sont pratiquement introuvables⁸⁵.

Un prêtre congolais, le père Ekwa, se déclare littéralement horrifié par les agissements des policiers et des administrateurs qui procèdent, en 1963, au recensement de la population à Idiofa.

À partir de septembre 1963, les militaires font des incursions fréquentes dans toute la région mbunda à la recherche de Mulele. Des sévices sont perpétrés contre les chefs afin de les forcer à parler. Il arrive que les chefs soient ligotés et traînés derrière un camion. Pendant ce temps, les villageois sont obligés de ravitailler les militaires et de leur procurer des jeunes filles.

Si des exactions se produisirent dans toute la province du Kwilu – pas seulement dans les régions pende et mbunda –, on peut supposer, cependant, qu'elles furent beaucoup plus fréquentes dans ces dernières régions. Non seulement, en effet, le pouvoir politique n'y faisait aucun contrepoids à l'autorité abusive de l'Administration et aux caprices des forces de l'ordre, mais il poursuivait sa propre politique de répression contre les dirigeants politiques pende et mbunda. La passivité de la population, due en partie à l'absence de centres urbains de quelque importance et d'une classe intellectuelle locale, renforçait encore l'agressivité de l'Administration et des militaires à l'égard de la masse.

Un facteur qui a également aggravé, dans le cas du Kwilu, le caractère oppressif de la nouvelle Administration est précisément son efficacité, bien

⁸⁵ Archives Rébellion au Kwilu.

supérieure à celle de la plupart des autres provinces. Dans la mesure où le Kwilu, province « pilote » du Congo, disposait d'un gouvernement actif, décidé à s'imposer à toute la population, à réaliser l'unité de la province et à transformer les structures politiques anciennes en vue de les moderniser et de les adapter au changement politique, les occasions de heurts entre la population et l'Administration devaient inévitablement se multiplier. Les notables et les chefs n'acceptaient pas sans résistance de voir restreindre leur compétence ou modifier une structure administrative dont ils connaissaient le fonctionnement. La construction et l'entretien des routes, le fonctionnement des écoles et des services administratifs, l'organisation efficiente du service de santé, le recensement de la population et l'enrôlement sur les listes électorales impliquaient, en contrepartie, des sacrifices de la part de la population et fournissaient d'innombrables risques de conflits entre administrés et fonctionnaires. Les impôts et les taxes furent accrus et leur perception fut rendue plus efficiente : ceci nécessita un accroissement parallèle des forces de police. Nous avons vu que de nombreux abus en résultèrent. On peut supposer qu'une administration plus passive, moins efficiente, moins « présente » aurait été mieux tolérée par la population⁸⁶.

Les contraintes administratives et la répression politique étaient d'autant plus insupportables qu'elles contrastaient totalement avec les promesses faites et les attentes de la masse concernant l'indépendance. Au Kwilu comme ailleurs, mais sans doute avec une intensité et une conviction plus grandes, les leaders politiques avaient, au cours de leur propagande, fait de l'indépendance un âge d'or et une période d'abondance. L'« indépendance immédiate », slogan du nationalisme congolais en 1960, devait, aux yeux des masses, non seulement satisfaire les nécessités du développement collectif du groupe, mais également combler les aspirations de chaque individu en particulier⁸⁷. Les masses rurales du Kwilu, qui avaient soutenu totalement le PSA dans sa lutte contre l'administration coloniale et qui avaient vu leurs efforts aboutir à la victoire électorale de mai 1960 et à l'indépendance, ne purent ni comprendre ni accepter la détérioration brutale de leurs conditions de vie et la prolongation du système de coercition administrative. En contraste avec leur misère, elles constatèrent que certaines couches de la population avaient largement profité de l'indépendance. Elles reportèrent alors sur cette nouvelle bourgeoisie de la fonction publique le ressentiment qu'elles avaient éprouvé à l'égard des Belges au temps de la colonisation.

⁸⁶ Il convient de rappeler, à ce propos, qu'un des facteurs qui aggrava le mécontentement des Pende avant la révolte de mai 1931, fut le zèle excessif dont faisaient preuve les fonctionnaires coloniaux en luttant contre la maladie du sommeil par le déplacement ou le regroupement de villages. À ce sujet, lire Nicolai, *op. cit.*, pp. 146 et suiv. et p. 325.

⁸⁷ La relation entre nationalisme et promotion individuelle a été soulignée par A. Touraine dans « Mobilité sociale, rapports de classes et nationalisme en Amérique Latine », *Sociologie du Travail*, vol. VII, n° 1, janvier-mars 1965, pp. 71-82.

En application de la politique du nouveau gouvernement provincial, qui visait à unifier toutes les régions de la province et à lutter contre le tribalisme, les fonctionnaires avaient été répartis dans les préfectures sans tenir compte de leur appartenance tribale. Étant étrangers par rapport à la société qui les environnait, la plupart des fonctionnaires utilisaient leurs revenus à leur profit exclusif, ce qui contribua à creuser encore plus le fossé entre la masse et l'Administration ; les revenus élevés parurent d'autant plus scandaleux qu'ils n'étaient pas redistribués par le jeu de la solidarité clanique.

Les chefs de secteur, en revanche, et l'administration subalterne étaient d'origine locale. Ils étaient peu considérés par la population, car il s'agissait souvent de gens sans titre ni compétence, installés dans leurs fonctions par la nouvelle Administration dont ils suivaient docilement les directives à l'encontre des intérêts de la masse. Les territoriaux pende et mbunda n'étaient pas plus acceptés ; au contraire, la frustration de la masse était d'autant plus grande à leur égard qu'elle était heurtée dans son sentiment fondamental de fraternité et de solidarité tribale. C'est d'ailleurs moins aux personnes qu'allait ce ressentiment qu'à la fonction administrative elle-même.

Les directeurs d'écoles étaient, dans l'ensemble, particulièrement détestés. On leur reprochait de refuser des élèves, de donner un enseignement sans valeur puisqu'il ne menait à aucune promotion, de s'enrichir en vendant les objets scolaires et surtout d'être les complices de l'Administration qu'ils renseignaient pour la perception des impôts. Les moniteurs, quant à eux, étaient relativement bien vus de la population qui voyait en eux également des victimes du régime et les avait soutenus lors de leur conflit avec le gouvernement provincial⁸⁸.

Quant aux missions, elles étaient en général très mal vues par les jeunes qui, pour la plupart, n'avaient pas pu y achever leurs études. Leur richesse tranchait sur la pauvreté générale. Les missionnaires détenaient les seuls objets qui symbolisaient la puissance : un camion, une habitation en matériaux durables, des biens importés⁸⁹. Mais le principal grief de la masse à l'encontre des missions était qu'elles s'étaient compromises avec l'Administration.

À l'opposition majeure entre l'ensemble de la population et l'Administration, vint s'en ajouter une autre, dont il est cependant difficile de

⁸⁸ Quelques moniteurs avaient déjà adhéré au mouvement muleliste pendant la période d'organisation du maquis. Ceci facilita les relations de l'ensemble du groupe avec des jeunes.

⁸⁹ « L'Église n'a pas su se mettre du côté des malheureux, reconnaissait un missionnaire du Kwilu, [...] l'organisation européenne des missions a fortement joué contre nous ; c'est très bien d'avoir des comptes bien en ordre, de réussir en bons Belges à se débrouiller pour bien manger, boire, s'habiller, se loger, voyager dans de bons véhicules... mais avec tout cela, on n'a plus le temps de parler aux gens, de se mettre à la tâche avec les gens [...] c'est en partant de leurs possibilités qu'il fallait réaliser nos plans ! » Archives Rébellion au Kwilu.

dire jusqu'à quel point elle a influencé le mouvement de la rébellion. Il s'agit de l'opposition entre jeunes et vieux, que nous avons déjà signalée. Il semble qu'une partie des vieux s'appuyaient sur l'Administration pour conserver les privilèges de leurs fonctions traditionnelles. Le pouvoir les flattait afin de s'en faire des alliés contre les jeunes et d'obtenir, par eux, des renseignements sur leurs activités. Ces divergences au sein de la population des villages n'étaient cependant pas suffisantes pour paralyser la montée du mouvement de protestation.

CHAPITRE II

PRÉPARATION DE L'INSURRECTION

(AOÛT 1963-JANVIER 1964)

L'organisation des forces mulelistes et leur entrée en action se sont déroulées en trois phases. Durant la première, les groupes de « jeunesses⁹⁰ » se sont organisés dans les villages et dans les camps d'entraînement, mais sans déclencher d'action. La deuxième phase, qui débute à la fin octobre 1963, s'accompagne d'actions sporadiques qui devinrent plus nombreuses et plus violentes après le 31 décembre. Avec l'attaque de la mission de Kilembe, le 22 janvier 1964, commence la troisième phase, celle de la lutte ouverte et de l'occupation effective d'une vaste région par les rebelles.

Les deux premières phases font l'objet chacune d'une section de ce chapitre dans laquelle est retracée la séquence des événements⁹¹. La troisième phase, celle de la lutte ouverte, est décrite au chapitre suivant.

1. L'organisation du mouvement par Mulele : juillet-octobre 1963

Mulele est rentré au Kwilu à la fin juillet 1963, grâce à la complicité de nombreuses personnalités politiques et à l'aide d'un petit noyau d'amis fidèles.

Au moment où il rentre, la tentative de réconciliation des deux ailes du PSA a échoué. Les délégués pende, mbunda et dinga n'ont pas participé au congrès PSA de juin, obéissant aux consignes d'abstention données par le président provincial du PSA/Gizenga, Marc Katshunga, qui était, avant l'arrivée de Mulele, le leader incontesté de l'opposition gizengiste au Kwilu. Le 25 juillet, le conseil des ministres décrète une trêve politique, ce qui

⁹⁰ Le terme « jeunesses » désigne, en fait, les partisans rebelles. Ceux-ci se recrutèrent en majorité parmi les jeunes, mais pas exclusivement.

⁹¹ Parmi les premiers travaux consacrés au déroulement de la rébellion du Kwilu sur lesquels nous nous sommes appuyés, il faut mentionner plus spécialement *Congo 1964, Le Courrier africain* du CRISP, les deux articles d'*Études congolaises* que nous avons cités au début du chapitre I, et plusieurs témoignages inédits. Signalons également trois ouvrages plus tardifs : N'Dom C., *Pierre Mulele assassiné. La révolution congolaise étranglée*, t. 1, Louvain-la-Neuve, éd. CEP, 1984 ; Martens L., *Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba*, Berchem (Anvers), EPO, 1985 et Martens L., *Une femme du Congo*, Bruxelles, EPO, 1991.

revient à suspendre toute activité politique dans la province. Il interdit également toutes les associations ethniques, dont celles des Mbunda et des Pende, qui étaient les plus actives. Aucun parti ne peut ouvrir ses bureaux dans les trois mois qui suivent. Les partis d'opposition PSA/Gizenga et PRA protestent vainement contre ces mesures. Ainsi donc, même si Mulele avait eu l'intention de se livrer à une quelconque action politique publique à son retour, il n'aurait pu l'entreprendre ouvertement.

Il existait avant l'arrivée de Mulele au Kwilu, tant à Kikwit qu'à l'intérieur, des organisations de « jeunes » dépendant de l'opposition gizengiste, dont le principal animateur était le conseiller Marc Katshunga.

Dans son rapport sur la situation au Kwilu, Kakwala accuse Katshunga d'avoir formé, durant le premier semestre 1963, « *une jeunesse policière composée en majeure partie des anciens policiers révoqués et refoulés de Léopoldville*⁹² ». Kakwala fait allusion ici à la mutinerie des 2000 policiers de Léopoldville de mai 1963. Un grand nombre étaient effectivement originaires du Kwilu et y furent refoulés après avoir été révoqués. La déclaration menaçante que Katshunga fit après l'échec du congrès du PSA en juin et que nous avons citée au chapitre précédent, semble confirmer l'hypothèse selon laquelle il préparait une action violente pour renverser le gouvernement dont la « jeunesse » aurait été le principal instrument.

Tous les témoignages des premiers compagnons de Mulele dans le maquis convergent cependant pour affirmer que Mulele est reparti à zéro et qu'il a organisé lui-même le recrutement de ses premiers partisans sans utiliser les embryons d'opposition existants dont il se méfiait. En revanche, il eut recours à Katshunga, dont la réputation et le prestige étaient établis, pour recruter de nouveaux partisans et assurer la liaison entre l'opposition urbaine et les partisans en milieu rural. Katshunga assumait cette fonction importante jusqu'à son arrestation.

Selon le récit bien documenté et précis de Joyce Lussu, journaliste au périodique *Mondo Nuovo*, une première réunion secrète se serait tenue en brousse déjà le 2 août. Cinq hommes y assistent qui seront les premiers chefs de la rébellion : Pierre Mulele, Théodore Bengila (son chef de cabinet, qui fut également chargé d'affaires du gouvernement Gizenga au Caire et secrétaire du PSA à Léopoldville), Thomas Mukwidi (député du Kwilu), Léonard Mitudidi (ex-étudiant à la Sorbonne, qui avait rejoint Gizenga à Stanleyville en 1961 pour y organiser le PSA) et Félix Mukulubundu (originaire d'Idiofa et ex-capitaine de l'ANC, homme de confiance de Gizenga à Stanleyville, qui avait été arrêté en même temps que lui pour avoir déclenché une tentative de coup de force militaire à Stanleyville en janvier 1962).

⁹² Kakwala, *Rapport sur la situation au Kwilu*, 14 février 1964, reproduit partiellement dans le *Courrier africain* du CRISP, *op. cit.*

Selon ce récit :

Pendant que Mulele, Bengila et Mukulubundu avaient à organiser une solide base d'action au Kwilu, Mukwidi recevait la mission de parcourir toutes les régions du Congo et de prendre contact avec les éléments politiques les plus conscients. Par après, ceux-ci eurent des conversations avec Mulele et retournèrent dans leur zone pour y mettre sur pied une organisation politique et militaire. Politique d'abord, militaire ensuite : tel était le principe du nouveau mouvement de libération qui s'inspirait totalement de la doctrine de Lumumba. Mitudididi avait, de son côté, reçu la mission d'aller frapper à nouveau à la porte des gouvernements africains. Il reçut, cette fois, des marques de sympathie mais aucune aide. Un mois après la naissance de ce mouvement, la police d'Adoula était déjà informée de son existence. Les patriotes, en effet, faisaient leur recrutement de partisans en négligeant les mesures de sécurité qu'exige un mouvement clandestin. Dès lors la gendarmerie de Mobutu commença à pourchasser Mulele, l'obligeant à se déplacer sans cesse et à hâter le début de l'insurrection armée⁹³.

Cette version des débuts des maquis de Mulele recoupe pour l'essentiel le récit très précis qu'en a fait Ludo Martens d'après les témoignages des premiers compagnons de Mulele. Nous en reproduisons les extraits suivants :

Tard dans la nuit du 1^{er} août, les cinq compagnons opèrent leur jonction aux environs de Nkata. Le 2 août, à quatre heures du matin, ils tinrent, non sans émotion, la première réunion du maquis.

Mukwidi, habile négociateur, reçut pour mission de contacter à Léopoldville les cadres nationalistes susceptibles de s'engager dans la lutte armée et de les envoyer à Nkata pour y suivre une formation militaire. Ensuite, il regagnerait le maquis pour rendre compte des réactions que suscitait son initiative. Des négociations laborieuses dans lesquelles Mukwidi s'enfoncera à Léo sortira le 3 octobre le regroupement pour lequel il avait imaginé le nom de « Conseil national de libération⁹⁴ », le CNL. À ce moment, l'armée verrouillait les voies d'accès au Kwilu. [...]

Mitudididi fut donc chargé de faire rapport en Chine et dans les pays africains progressistes sur les préparatifs de l'insurrection ; il devait aussi récupérer quatre valises pleines de documents et de matériel ainsi qu'une maquette pour la fabrication d'explosifs laissée en Guinée. Les autorités de Conakry ne permirent pas que Mitudididi les ramène.

⁹³ Lussu Joyce, « Les débuts de l'insurrection congolaise », *Mondo Nuovo*, article paru en traduction néerlandaise dans *Links*, n° 41, 12 septembre 1964, p. 8.

⁹⁴ Martens L., *op. cit.*

À 7 h du matin, Mitudidi et Mukwidi prirent congé de Mulele. Ils ne se reverraient plus jamais. [...]

Durant 4 jours, Mulele, Bengila et Mukulubundu dressèrent le camp et mirent au point les cours de formation politique et militaire. Valère Etinka, un petit frère de Bengila, les rejoignit et les aida. Dès le 6 août, Mulele entreprit de recruter ses premiers partisans. [...]

Un émissaire de la direction provinciale du PSA-Gizenga, accompagna ce premier groupe de partisans. Lors d'une petite cérémonie, il exprima solennellement, au nom du PSA, le soutien du Parti à la révolution dont Mulele venait d'allumer le feu. L'émissaire promit que le PSA contacterait dans chaque village des éléments fidèles à la cause nationaliste. [...]

Mulele avait demandé à Valère Mukubu, chef de secteur de Lukamba, de lui envoyer des jeunes pour l'entraînement au camp. Il avait adressé la même demande à Marc Katshunga.

Chaque jour, de petits groupes de 3 à 5 garçons arrivèrent au camp [...]

Dès les premiers jours, deux instituteurs rejoignirent Mulele : Pascal Mundelengolo venant de Mulembe, en compagnie de Casimir Malanda. Ils amenèrent deux fusils de chasse calibre 16. Quelques jours plus tard, un troisième instituteur se présenta : Louis Kafungu qui enseignait à Kiyaka. [...]

Entre-temps, la rumeur selon laquelle Mulele recrutait des jeunes combattants s'étant répandue dans tous les villages, ce fut par dizaines que les adolescents quittèrent leur maison. Il y eut bientôt quelques centaines de maquisards. Parmi eux se trouvaient de nombreux Bambunda et Bapende, des Batshokwe, des Bamputu ainsi que 5 Baluba du Kasai⁹⁵.

Les premiers camps étaient, semble-t-il, tous localisés en zone mbunda et plus précisément dans le triangle compris entre les localités de Lukamba en territoire de Gungu, de Yassa-Lukwa en territoire d'Idiofa et d'Imbongo en territoire de Kikwit, région de forêts relativement denses. Le premier recrutement se fit dans la région d'Imbongo, secteur mbunda en territoire de Bulungu, anciennement Kikwit. Deux raisons majeures expliquent le choix de cette région. D'abord le secteur d'Imbongo était le seul secteur mumbunda disposant d'une forêt dense ; ensuite, ce secteur était celui de Théodore Bengila.

C'est dans la forêt de Nkata, du nom d'un village du secteur d'Imbongo, que Mukulubundu organise l'entraînement militaire des premières recrues du mouvement rebelle. Le village Nkata est situé à la frontière des secteurs

⁹⁵ *Idem*, pp. 141-143.

Imbongo et Lukamba d'une part, des secteurs Kilembe et Imbongo d'autre part et est également proche du secteur Kanga. C'est surtout dans ces quatre secteurs que Mulele recrute ses premiers partisans. En septembre, ceux-ci iront propager dans leurs villages et le reste de la région mbunda quelques idées simples : « *Mulele se sacrifie pour le bien de la population. Mulele donne du travail aux chômeurs. Mulele a besoin de travailleurs, il faut rejoindre Mulele en forêt* ».

Vers le début septembre, des camps sont créés chez les Pende et un peu plus tard chez les Dinga.

Kamitatu relate l'organisation des camps d'entraînement de la manière suivante⁹⁶ :

Lorsqu'au mois de septembre, on rapporta les premiers bruits sur une organisation secrète de Mulele, il s'agissait des camps d'entraînement. [...]

Dès qu'il aperçut que ses premiers camps d'entraînement étaient découverts, Mulele changea de tactique. Il décida de ne plus grouper les jeunes gens sous des tentes ou des bivouacs, mais plutôt de les entraîner au fond des vallons, au bord des rivières.

Son action, qui, au début, visait apparemment à organiser des milices entraînées à se battre, se porta aussitôt sur l'apprentissage des méthodes ignominieuses : tuer, détruire. C'est surtout par ces deux moyens qu'il exerce sa violence sur tout ce qui est organisé.

Pour qu'une telle action réussisse, il faut s'assurer de l'appui des populations. C'est ce qui a déterminé Mulele à n'entreprendre au début son action que dans des régions qui lui étaient favorables. [...]

Il fut secondé dans cette action par des chefs de secteur, des chefs et des capitas de village qui, tous Bambunda, retrouvaient le messie qui était revenu après trois ans d'absence. En peu de temps, de septembre à novembre, le mouvement gagna tous les secteurs bambunda. Dès lors, il devint une force, car il jouissait d'un appui populaire. Mulele avait ainsi atteint le premier stade : convaincre les Bambunda que toute collaboration avec le gouvernement provincial ou avec le gouvernement central était une trahison, parce que leurs dirigeants étaient des impérialistes, que le vrai gouvernement ne viendrait qu'après la révolution à laquelle chaque Mumbunda devait prendre une part active.

En homme intelligent Mulele comprit que, seuls, les Bambunda ne pouvaient pas réussir une révolution qui a des prétentions à l'échelon

⁹⁶ Kamitatu C. , *La Vérité sur le maquis Mulele*, texte ronéotypé reproduit dans le *Courrier africain* du CRISP, n° 30, 20 février 1964, pp. 9-10 et en annexe.

national. Il décida d'associer, comme premiers partenaires, les Bapende, ethnie de Gizenga.

Il réussit à convaincre facilement les Bapende que sa révolution tendait à instaurer un régime dont Gizenga serait le grand patron et que s'opposer à sa révolution équivalait à la condamnation de Gizenga. Il déclencha ainsi l'adhésion totale des Bapende, qui, se rappelant leur révolte de 1931-32, saisirent l'occasion de recommencer. [...]

Les trois premières semaines du mois d'août se passèrent sans incident notoire et sans qu'aucune mesure particulière ne fût prise soit à l'encontre de Mulele, soit à l'égard des camps de jeunesse. Le gouvernement du Kwilu développa toutefois une activité politique intense. Le 4 août le président Leta rentre de Léopoldville et entreprend, avec deux de ses ministres yanzi, une tournée d'inspection dans la préfecture de Banningville pour y régler un conflit électoral entre Yanzi et Boma. Le ministre de l'Enseignement, Shiffele, visite la préfecture d'Idiofa le 8 août, tandis que Diaka part pour un voyage de 10 jours en Israël. Le 13 août le président Leta retourne à Banningville. Pendant ce temps le ministre de l'Intérieur visite la préfecture de Masi-Manimba. Le 14 août un conseil des ministres est consacré à la situation politique de la province, mais aucune mesure n'est prise.

À Brazzaville pendant ce temps, le président Youlou démissionne sous la pression des syndicats et du peuple. Il est remplacé par un gouvernement provisoire révolutionnaire présidé par Massemba-Debat. À Léopoldville le gouvernement redoute la contagion révolutionnaire. Le Premier ministre fait patrouiller l'armée et dénonce « un complot lumumbiste ».

Au Kwilu, le ministre de l'Intérieur Lukoky visite en tournée d'inspection la préfecture d'Idiofa, du 22 au 30 août et celle de la Kamtsha-Loange jusqu'au 5 septembre. Si le calme règne au Kwilu où les camps de jeunesse peuvent s'organiser sans incidents, il n'en est pas de même au Kwango. Des incidents éclatent à Feshi « où s'étaient introduits des éléments de la jeunesse du Kwilu » pendant qu'à Kenge, capitale du Kwango, la police doit être désarmée et neutralisée⁹⁷.

Le 26 août, Kamitatu est mis au courant par le ministre de l'Intérieur Lukoky de ce que Mulele recrute des jeunes gens dans les villages pour les entraîner dans des camps en forêt. Lukoky a été informé lors de sa tournée d'inspection par un notable du secteur Lukamba qui avait assisté aux réunions d'information et de recrutement données par le chef de secteur Valère Mukubu.

⁹⁷ *Courrier africain* du CRISP, n° 33, 13 avril 1964, p. 11.

Mulele est informé de cette trahison et décide fin août de déménager son premier camp de Nkata vers la forêt de Kimbanda. À ce moment l'effectif des partisans s'élève à plus de cinq cents, dont 150 jeunes filles et femmes.

À partir du 24 août, la répression s'organise. Des recherches sont entreprises afin de localiser Mulele. La police et l'armée commencent à contrôler les villages et brutalisent les habitants suspects de sympathie pour les partisans. Tout le monde, petit ou grand, est soupçonné d'être rebelle. C'est à cette époque que les parents apprirent à leurs enfants à répondre par « *Ayi* » (non) ou par « *Ndo* » (je ne sais pas) à toute question des soldats. Formulée en lingala, langue des soldats, la question devenue célèbre chez les Mbunda était en effet « *Oyebi Mulele te ?* » (Connais-tu Mulele ?)⁹⁸.

Le 3 septembre, le Conseil des ministres de la province traite de « l'affaire Mulele ». Les mesures suivantes sont décidées :

- organisation d'expéditions militaires vers les régions troublées ;
- mise en état d'alerte de la compagnie de gendarmerie du Kwilu ;
- campagne d'information par le président N. Leta, dans les régions soulevées ;
- mise à prix de la tête de Mulele, par une résolution de l'Assemblée provinciale⁹⁹.

La portée de ces mesures est limitée par l'extrême faiblesse des effectifs de gendarmerie : il n'y a qu'une seule compagnie pour l'ensemble de la province.

Le 4 septembre, le bourgmestre de Kikwit, F. Kompani, instaure le couvre-feu et le lendemain le gouvernement réquisitionne la gendarmerie pour arrêter Mulele.

Le 7 septembre, le supérieur de la mission catholique de Lushisha signale à la gendarmerie que la voiture de Mulele est cachée chez un fermier aux environs de Pomongo. Dans son témoignage recueilli en 1966, l'abbé Eugène Biletsi précise :

Le premier camp de Mulele (fut installé) dans la Ntshaka, pas à Mulembe. (Mais) en septembre Mulele était déjà à Mulembe. Alors, un fermier (un certain Malanda) qui, tôt, (avait) rejoint Mulele, est parvenu à cacher sa voiture dans sa maison. [...] Mulele (était) arrivé en voiture. Cette voiture fut transportée du village jusqu'à la ferme de cet homme. On mit cette voiture tout près de la cuisine et on construisit par-dessus. On construisit très bien ; on ne pouvait pas voir qu'on avait

⁹⁸ Ce type de récit est aussi raconté dans l'ouvrage de L. Martens, *Une femme du Congo*, op. cit., p. 224.

⁹⁹ *Études congolaises*, vol. VI, n° 3, mars 1964, p. 19.

rajouté (un morceau) et on ne soupçonnait pas [...] que dans cette cuisine il y avait [...] une voiture bien cachée.

Quand les militaires sont venus, ils sont arrivés à cette ferme [...] ils n'ont pas songé à ce truc [...] employé pour cacher la voiture. (Ce n'est que lorsqu'ils eurent) attrapé un jeune homme déjà au maquis [...] (et que celui-ci) leur eut montré le truc, (qu')ils ont découvert la voiture ; ils l'ont prise.

Le 14 septembre, le ministre de l'Intérieur Lukoky tient une conférence de presse pour annoncer qu'une « *opération militaire est déclenchée contre Mulele et sa milice* ». C'est au cours de cette opération militaire que fut anéanti Lukamba, le village natal de Mulele.

Le 20 septembre, Kamitatu, au retour d'un voyage d'information à Kikwit, relate comment échoua une opération contre un camp d'entraînement :

Depuis trois semaines, le député national Mulele, dont on connaît les activités, s'était rendu clandestinement dans la région et avait tenté d'organiser dans la forêt de petits camps d'entraînement. Le député Mulele était aidé dans cette opération par des conseillers militaires.

Deux camps furent construits et malgré toutes les mesures de discrétion imposées par lui, les populations purent informer le gouvernement, qui décide aussitôt d'organiser une opération de police dans la région citée.

L'organisation secrète ayant été prévenue des mesures préconisées se dispersa et les forces de l'ordre n'arrivèrent que 24 heures plus tard, découvrant sur les lieux des huttes, des pièces d'identité, des cartes du PSA/Gizenga, une copie dactylographiée « d'un règlement de la Révolution »¹⁰⁰.

Ces informations, Kamitatu les a recueillies auprès des membres du gouvernement provincial du Kwilu. Elles sont contenues dans deux rapports de mission fort détaillés et précis sur les opérations qui ont conduit Lukoky et les gendarmes jusqu'aux maquis de Mulele. Le premier rapport a été rédigé par Ignace Lukoky, ministre de l'Intérieur, le second par Joseph Kikolo, préfet de Gungu. Nous reproduisons ces deux rapports en annexe. Au-delà de leur caractère répétitif et de leur style narratif, ces premiers rapports de terrain contribuent en effet à la compréhension de l'action de Mulele. On y décèle déjà les principaux traits de celle-ci, qui vont contribuer, tout à la fois, à son implantation mais aussi, à sa décomposition rapide. Ils montrent les conditions dans lesquelles s'opère le recrutement des partisans. Ils révèlent en particulier que Mulele et la direction de l'insurrection n'ont rien à procurer à leurs recrues, ni moyens matériels, ni armement et que la mise en forme et le

¹⁰⁰ Extrait d'un récit paru dans *Le Courrier d'Afrique*, sous le titre « Mulele, le maquisard », 22 septembre 1963.

mode d'organisation du mouvement s'appuient presque exclusivement sur l'organisation villageoise. Ils éclairent par ailleurs la manière dont l'administration est informée de la présence de Mulele et de ses difficultés à le localiser.

Le second rapport de mission sur la présence des milices privées dans la C. I./Lukamba-préfecture de Gungu, rédigé par Joseph Kikolo, préfet de Gungu, en septembre 1963, se conclut par une « note » que nous reproduisons ci-dessous, en dépit d'une rédaction maladroite rendant parfois la lecture difficile. L'auteur y évoque un accrochage où, par un seul coup de feu, 6 militaires auraient mis en fuite une bande de 150 personnes, dont on ne sait pas très bien s'il s'agit d'une foule villageoise ou d'une milice rebelle, à la tête de laquelle se trouve un « monsieur » qui est peut-être Mulele.

Nous avons ainsi arrêté les interrogatoires et avons invité le sous-lieutenant monsieur Makunga François à réunir toutes les troupes occupant la région afin de nous rendre le vendredi 20/9/1963 au début de la matinée sur les lieux indiqués.

Vendredi 20/9/1963 : Il est 7 h 30 lorsque nous quittons Lukamba pour la forêt de Luano, conduit par M. Luwungu Gilbert en compagnie du sous-lieutenant Makunga François, des adjudants Mboliko et Mobikay Joseph ainsi que des militaires. Arrivés au village Mulembe, il a été procédé au contrôle des identités et les individus dont les noms suivent furent arrêtés pour avoir appartenu à la milice privée.

Village Mbanda Muzimbidi : Mumvay Bruno (Mbanda Papi) ; Musala, Kasansa (chef village), Lembas, Mukwasasa, Kambika, Ikanga, Ikosa, Lakwansa, Kandolo, Kandongi, Odotshi Lambert, Omunindambi Odon (Mbanda Butini).

Village Mbelambomo : Mundeke, Iyama, Munonso, Kasongo, Munanga, Kayaba (chef village), Mundenge, Nzungu, Fumbamba.

Village Mulembe : Palata Lambert, Mulaloto, Langongo.

Village Impundu : Kunzanzu, Macaire, Mufunzilu, Kikwanza, Kalonga, Mukwala Kayonge.

Village Nsiomo : Mundambu Gabriel, Ngatshi Ermenegela, Langongo, Mandangu.

Le nommé Malala [Malanda ?] Casimir qui est chargé de nourrir la bande a échappé à nos recherches. Ses deux femmes ne parviennent pas à nous faire connaître l'endroit où se trouve leur mari. Il fut procédé à l'arrestation de monsieur Mundeke Rostand lequel a été trouvé en possession d'une couverture, de deux assiettes, deux fourchettes, deux cuillères, deux vieilles culottes déchirées, deux chemises déchirées. Les informations reçues dans ce village révélaient que la bande avait quitté la forêt de Luano et se trouverait dans la forêt de Lueme. Conduits par Luwungu Gilbert et Palata Lambert, nous sommes arrivés au confluent où le ruisseau se jette dans la Lueme,

rivière très marécageuse [...]. Nous avons atteint une case appartenant probablement à un tireur de vin de palme où nous avons ramassé un paquet contenant plusieurs effets. De là, nous voyions de l'autre côté de la Lueme, sur les montagnes, une bande de gens en train de s'enfuir.

L'ordre fut donné à la troupe de se mettre à sa poursuite avec instruction de ne pas tirer si aucun de nos militaires n'était attaqué. Les troupes ont été réparties en trois groupes conduits respectivement par le sous-lieutenant et les deux adjutants. Cette forêt de la Lueme constitue vraiment une embuscade et nos troupes arrivèrent de l'autre côté tardivement et avec beaucoup de peine en traversant leurs emplacements où l'on remarque des cases construites au-dessus des eaux. Avant d'atteindre la brousse, le sous-lieutenant plus 6 militaires, sur une distance à peu près de 70 mètres sur une pente d'à peu près 90°, la bande de la milice privée au-dessus et nos militaires en dessous, la bande a ouvert le feu en reculant. Ceci a permis à nos 6 militaires, les autres restés en train de traverser l'embuscade, d'atteindre la brousse laquelle se trouvait sur une distance de 100 mètres devant une foule de 150 personnes environ.

L'on remarquait un monsieur bien costumé et cravaté, entouré de ces 150 types. Ce monsieur ordonna à sa bande de tirer, ce qu'elle a fait. Cette fois, le sous-lieutenant invita ses soldats à se coucher. Le Monsieur costumé, demanda encore à la bande d'avancer pour appréhender les soldats. Nous précisons que les 150 personnes avançaient en direction de nos soldats et la personne qui les dirigeait recommença de nouveau à tirer avec ses vigneron. À ce moment nos 6 soldats ne savaient pas se défendre et le sous-lieutenant a invité le soldat qui se trouvait à sa droite à tirer sur un seul type. Ce qui fut fait et les balles touchèrent l'une des personnes de la bande qui fut gravement blessée. En voyant cela, la bande s'est dispersée en s'enfuyant alors qu'on entendait le fameux monsieur crier : « Ne fuyez pas, sinon je serai arrêté et tirez toujours ». Mais personne ne l'écoula. Nos 6 militaires ont poursuivi ces personnes mais 11 seulement furent arrêtées. Ce manquement est dû au fait que nos autres soldats ne sont arrivés qu'en retard.

La tombée du jour étant proche, nous avons commencé à évacuer tous les effets qui se trouvaient aux endroits découverts.

Il y a beaucoup de chance que le soi-disant monsieur soit Mulele Pierre qui commandait la bande, sans exclure toutefois des messieurs qu'on n'a pu reconnaître et qui n'ont fait que tirer pendant qu'ils s'enfuyaient. Il y a aussi des ex-militaires en tête.

Cette bande possédait précisément 4 vigneron, 4 revolvers, et 4 fusils à piston. Ceci s'est passé entre 3 h 30 et 4 h 30.

[...]

Parmi les effets que nous avons pris, il y a une sacoche spéciale contenant des articles de luxe que nous croyons appartenir à Mulele Pierre.

L'évacuation a pris fin à 9 h du soir.

Nous supposons que la bande est définitivement dispersée et il y a lieu de rattraper ces gens dans les villages à l'aide de la liste [...] que nous a dressée la préfecture [sur base] de livrets d'identité saisis¹⁰¹.

Il est nécessaire que les autorités supérieures viennent immédiatement visiter ces emplacements afin de se rendre compte de la situation.

Un rapport du préfet François Mangala daté du 4 octobre, qui signale la présence de Mulele près d'Idiofa, met en lumière les complicités dont il bénéficie :

Le maître Lamesse Oscar a reçu des informations rassurantes [sic] dignes de foi de la part de Pwanga André, boy lavandier au service des sœurs. Le sieur Pwanga dénonce la présence de Mulele et ses milices dans la forêt du village d'Ingunu : il y a environ 300 jeunes gens confiés à Mulele par les chefs d'Ingunu et Impini. Le nommé Antinkongo Odon du village d'Idiofa assure la liaison communicative entre Mulele et le député Mwifi Germain, tandis que Nkwasa Célestin d'Ingunu, celle du camp secret au chef du village Ingunu. L'oncle de Nkwasa Célestin, nommé Kasai Alexandre, est le messenger porteur des vivres à la troupe. Mulele de passage ici a logé chez Kalwanga Célestin, d'ailleurs Kalwanga comme Makoloni Rémy connaissent pertinemment bien Mulele. Makoloni, en plus lui a confié sa deuxième femme nommée Léonie Abo qui exerce les fonctions d'infirmière au camp de la milice secrète. Pour plus de précisions, Pwanga André ajoute que Mulele se déguise en vieillard pour se rendre méconnaissable. Les milices utilisent pour signal un sifflet¹⁰².

Depuis le mois de septembre, les forces militaires disponibles dans la région, si elles sont limitées, quadrillent néanmoins le territoire rebelle. Dix gendarmes ont été affectés à Imbongo, cinq gendarmes à Pomongo, commandés par le lieutenant F. Eale, dix à Kanga, dirigés par l'adjudant Mbikayi, le même effectif à Mbanda-Papa et vingt à Lukamba, désigné pour être la « réserve rebelle » et la région centre de la zone de la milice muleliste avec pour commandant le sous-lieutenant Makungu. Dix gendarmes ont été affectés à Nkata-Nzilomoki, dix gendarmes à Kimbinga, sous le commande-

¹⁰¹ Parmi les documents et biens trouvés par les gendarmes le vendredi 20 septembre, il y a le permis de conduire, la photo et la carte PSA de Théodore Bengila.

¹⁰² Mangala François, *Rapport administratif sur l'arrestation des adeptes de Mulele Pierre chef de la milice privée*, Idiofa, 4 octobre 1963, p. 1, Archives Rébellion au Kwilu.

ment de l'adjudant Mboliko, dix à Kiyaka et vingt à Yassa-Lokwa, commandés par l'adjudant Ebabu. Chaque gendarme dispose de soixante cartouches.

Les partisans de Mulele se recrutent facilement. Mais sans moyens de défense, ils ne présentent aucune résistance aux patrouilles des militaires qui, prenant conscience de leur supériorité, deviennent arrogants. Au courant du mois de septembre, quelques policiers ou gendarmes arrêtent 32 jeunes gens sans arme ni uniforme portant sur eux un document intitulé : « *Ordre de mission des partisans*¹⁰³ ». Ceux-ci déclarent avoir commencé à suivre un entraînement. Des rapports de l'administration indiquent que les maquis évitaient les accrochages avec les forces gouvernementales mais qu'ils disposaient d'un réseau de complicités leur permettant d'être informés à temps des opérations dirigées contre eux.

À chaque patrouille militaire, Mulele perd plusieurs recrues, qui sont soit tuées, blessées, ou arrêtées ou qui prennent la fuite, parmi lesquelles des notables villageois. Ainsi, le conseiller de secteur, Justin Kabula, et le chef du village Nkata-Nzilamokinda, Muluanzi, ont été arrêtés le 6 septembre, de même que le chef de groupement du village Nkata-Luala. Le 7 septembre à Bokundu, un villageois a été dénoncé par le chef du village, 4 personnes ont été arrêtées à Mbanda-Yanzi et 2 personnes à Mbanda-Papa. Le 9 septembre, 2 personnes ont été arrêtées à Kimbinga ; un policier partisan, Célestin Ndondo, a été arrêté à Lukamba ; le 10 septembre des parents d'enfants absents au recensement ont été arrêtés à Nkata, etc.

Les partisans arrêtés sont exposés en public et jugés dans les villages par les agents de l'Administration qui confortent ainsi leur autorité dans la région. Ainsi le préfet et le sous-préfet de Gungu, Joseph Kikolo et Ignace Kawele, font comparaître les partisans arrêtés : 77 à Lukamba et un à Bwalenge. Tous les partisans affirment que la nouvelle de l'existence des jeunes gens provient « *de tous les habitants de la région* » et que personne n'a tenu à informer les autorités de l'affaire.

À la lecture des listes de partisans arrêtés, qui mentionnent leur provenance, on observe que l'ensemble des villages du secteur Lukamba se trouvent représentés. Parmi les 107 autres partisans de Mulele que le préfet Kikolo fait arrêter à Lukamba, figurent Urbain Wafutshi, chef de secteur, Kingoma Sheita, chef du groupement Lukamba, Munene, chef du groupement Mangai, Mulita, chef du groupement Matende, Mampoto Mbuku, chef du groupement Ebiala, Louis Belesi, chef du groupement Impundu-Idiofa.

Mulele semble ne pas pouvoir protéger ses recrues des opérations menées par l'Administration et les militaires. Une fois arrêté, le partisan – même lorsqu'il s'agit d'un notable – ne doit attendre son salut que de lui-même.

¹⁰³ Ce document est reproduit en annexe p. 290.

Aucun secours ne lui est fourni par les équipes proches ou par d'autres partisans. Mulele, le concepteur de la rébellion, ou sa direction ne semblent pas avoir songé à apporter une quelconque assistance aux partisans arrêtés. Dès le début du mouvement se pose ainsi le problème de la responsabilité du leader de la rébellion tant en matière de protection de l'organisation qui se met en place que des conséquences dramatiques qu'elle pourrait avoir sur ses membres et sur la région

Le 23 septembre, Mungul Diaka qui faisait fonction de président du PSA/Gizenga et venait de rentrer d'Israël où il avait été envoyé en mission par le gouvernement, se désolidarise de Mulele et le suspend en tant que membre du PSA¹⁰⁴. Le même jour, Katshunga est arrêté à Kikwit sur ordre du président Leta. Le 25, Leta menace de révoquer les chefs des secteurs de Kanga, Imbongo, Yassa et Lukamba et les accuse de troubler l'ordre public.

À Léopoldville, la tension s'est accrue. Les chambres qui avaient été convoquées par le chef de l'État en assemblée extraordinaire, le 26 août, pour élaborer et voter une constitution, sont mises en congé le 29 septembre, après de multiples incidents qui opposent les parlementaires MNC/L et PSA/Gizenga au gouvernement. Les chefs de l'opposition, les députés Bocheley et Yumbu, sont arrêtés¹⁰⁵. Les partis nationalistes (MNC/L, PSA/Gizenga, PNCP et UDA) se réunissent à Brazzaville en assemblée extraordinaire, le 30 septembre et le 2 octobre ; ils constituent le Conseil national de libération (CNL).

Au Kwilu, le gouvernement Leta poursuit la répression sur le plan politique. Le 9 octobre, l'Assemblée provinciale lève, sur l'insistance du président du gouvernement, l'immunité parlementaire du député gizengiste Mwefi inculpé dans l'affaire Mulele. Mais sur le plan militaire, les opérations entreprises n'aboutissent pas à grand chose si ce n'est à déceler l'ampleur du mouvement et la manière dont est organisé le maquis. C'est ainsi que le 29 septembre, un peloton de gendarmes en opération dans le secteur de Lukamba (préfecture de Gungu) a tenté d'encercler un maquis dans lequel Mulele était signalé¹⁰⁶. Les jeunes et leur chef ont réussi à s'échapper. Les soldats n'ont saisi que quelques armes, des vivres et des documents dans le camp abandonné.

¹⁰⁴ Le texte portant suspension de Mulele est reproduit en annexe p. 293.

¹⁰⁵ Ils s'évadèrent le 9 octobre de la prison de Makala et se réfugièrent à Brazzaville. Selon un témoignage que nous n'avons pu confirmer, il y avait un plan prévu par l'opposition gizengiste pour s'emparer de Kikwit, le 28 septembre, et en faire un bastion nationaliste.

¹⁰⁶ L'arrestation de Yumbu à Léo aurait déjoué ce plan.

¹⁰⁶ Voir le *Rapport de mission sur la présence des milices privées dans la C.I./Lukamba-Préfecture de Gungu*, rédigé par Joseph Kikolo, préfet de Gungu, septembre 1963, reproduit en annexe, en pages 286 et suiv.

Vers le 10 octobre, 210 personnes avaient déjà été arrêtées. Parmi elles, se trouvent peu de très jeunes et quelques hommes d'âge mûr. La moyenne d'âge est de 30 ans. Mais rien ne prouve, même s'ils furent capturés en brousse, qu'il s'agissait de partisans, car la population rurale avait pris depuis plus d'un an l'habitude de s'enfuir hors des villages à l'arrivée des militaires et des policiers.

Le 19 octobre, devant l'échec des efforts entrepris pour capturer Mulele, le président Leta, accompagné des ministres Shiffele et Ganzumba, se rend à Léopoldville pour informer le gouvernement central, se concerter avec celui-ci sur les mesures à prendre et demander des renforts militaires. Il trouve une situation politique confuse à Léopoldville où l'état d'exception vient d'être proclamé ; le ministre de la Défense Jérôme Anany est nommé commissaire extraordinaire, Damien Kandolo et Victor Nendaka « coordinateurs ». Leta retourne à Kikwit les mains vides.

Le 25 octobre, l'Assemblée provinciale du Kwilu adopte à l'unanimité une résolution accordant une gratification de 10 000 F « à la personne ou au groupe de personnes arrêtant M. Mulele et le traduisant devant les autorités chargées de la poursuite judiciaire¹⁰⁷ ». Le 3 novembre, l'Assemblée démet de leurs fonctions les ministres gizengistes Mungul Diaka et Shiffele.

À Léopoldville cependant, Mungul Diaka, loin d'être désavoué, obtient l'accord du Premier ministre pour fonder un comité provincial du Parti démocrate congolais (PDC), parti gouvernemental dont Adoula est le promoteur. Parmi les membres du comité on retrouve plusieurs personnalités du PSA/Gizenga : A. Pombo, C. Mafuta, V. Nzamba, R. Akariko et C. Nzuzi. Cette initiative, dirigée contre le PSA/Kamitatu et l'équipe au pouvoir à Kikwit, demeura sans conséquence, mais elle montre que la division au sein du camp gouvernemental persistait malgré l'approche de l'explosion muleliste.

L'attaque d'un camp de Mulele par l'ANC, le 31 octobre, dans la forêt de Mbembele Busongo, à 45 km de la grande route I. G. de Kalanganda, et la suite de l'opération sont décrites par un commissaire d'arrondissement, Ignace Kalwele, dans une lettre au préfet d'Idiofa et au ministre Lukoky à Kikwit envoyée de Musenge-Munene où il se trouve le 2 novembre :

Mulele a été le premier à tirer. 2 morts côté Mulele, 1 blessé grave (hospitalisé à Idiofa), 3 blessés légers, d'autres traces de sang de blessés en fuite ont été découverts. 36 militaires de Mulele arrêtés et dirigés sur Kikwit avec le lieutenant Eyala. Malanda Casimir fut arrêté et sa vie a été épargnée par mon intervention. Mulele Pierre fut

¹⁰⁷ Résolution de l'Assemblée provinciale du Kwilu, CRA, n° 17/63, pp. 10-11, reproduite dans *Le Courrier africain* du CRISP, n° 33, 13 avril 1964, p. 16.

introuvable et, très probablement, il n'était plus au camp le moment de l'attaque.

Opération militaire :

i) l'opération continue vers l'est du secteur Kalanganda et dans les secteurs Kanga, Yassa-Lukwa-Mulemba ;

ii) d'après les déclarations d'un adepte de Mulele et celles de Malanda Casimir, un groupe de 200 militaires de Mulele est parti à la direction de Mulemba d'où il a payé un bœuf pour ses militaires ; Mukulubundu est en tête. Lui-même Mulele, Malanda Casimir, Ngondo Louis, l'ex-militaire Ngwesungu Pierre [...] sont restés pour la région de Kalanganda. [...]

Ordre de marche proposé :

Stationnement : Musenge-Munene

Visite : région Kalanganda et nettoyage de toutes forêts et vallées.

Grouper le chef et C.I, chefs de groupements et chefs des villages leur demandant d'arrêter eux-mêmes Mulele et ses militaires. Ce que j'ai proposé, et dans les délais de 10 jours encore sans doute, tous ceux qui ont cédé leur forêt à Mulele seront considérés comme partisans et complices.

Je crois que dans 10 jours, si Mulele séjourne encore dans cette région, il sera arrêté et amené devant nous. Au cas où il est sorti pour Yassa-Lukwa ou Mulemba, nous le suivrons bien et jusqu'à l'arrêter.

Je tiens à vous signaler et suivant les renseignements reçus de Malanda Casimir, Mulele a formé déjà 400 militaires + 30 jeunes femmes dont 200 sont dirigés par le S/L Mukulubundu du village Laba, secteur Kalanganda et les 200 + 30 femmes sont dirigés par lui-même.

J'attire votre bonne attention à bien lire la copie de son programme et, en plus, je vous signale que le percepteur des postes d'Idiofa est la main droite de Mulele. Donc il y a lieu de muter cet élément. Je suis prêt à le diriger sur Kikwit. Bien plus, Kalavanda Fernand est toujours à Léo, le poste émetteur de Mulele est avec lui, vu qu'il est allé le chercher. Si ce dernier est stationné à Léo, c'est parce que nous avons arrêté leurs partisans (Mwefi, Kalwanga et Makoloni).

J'attire également l'attention de monsieur le commissaire adjoint de Bwalenge, à très bien veiller sur le poste et qu'il ne se livre plus dans les mains de Mulele vu que Yassa-Lukwa est au milieu de la famille Mulele ainsi que le passage direct de Kalanganda à Mulemba. Je leur commande d'effectuer immédiatement la mutation du policier territorial Camille pour Idiofa ou Kikwit pour le remplacer par un autre tout de suite. Dimanche passé, j'ai rencontré ce policier la nuit vers 11 heures dans le village Insungu lequel [héberge] 15 militaires

Mulele et son recruteur Ngondo Louis. Donc d'après moi ce policier fait partie des partisans de Mulele.

Je passerai à Yassa-Lukwa dans 3 jours pour les vallées d'Inkasambu, Mbeleboma et Kimpata Lukwa. Je ne veux jamais voir une jeune fille de Yassa-Lukwa à peine arrivée. La maison de Ngondo Louis doit être surveillée par la police, sans quoi le chef de secteur sera dirigé sur Kikwit¹⁰⁸.

Si ces expéditions ne paraissent pas suffisantes pour aboutir à une victoire militaire, elles ont toutefois pour effet d'exacerber le mécontentement des villageois de la région mbunda contre les soldats de l'ANC qui se livrent sans plus aucune retenue à des exactions en tout genre¹⁰⁹.

Ces opérations sont l'occasion, par ailleurs, de confirmer le soutien dont bénéficie Mulele de la part des villageois. « *C'est difficile d'obtenir les informations des chefs mbunda, la population est très têtue* », dit le père Delhaze.

Dans un rapport rédigé le 7 novembre 1963, Nestor Mutunzambi relate que le chef de secteur de Kanga, F. Impata, est accusé par les partisans arrêtés d'être en contact avec Mulele et de lui avoir envoyé, par son garçon de course nommé Kadime, dans le camp en forêt une chèvre et un carton de limonade¹¹⁰. Des 27 partisans arrêtés qui lui sont présentés, 25 sont du secteur Kanga, un de Lukamba et un autre d'Imbongo. Tous affirment avoir rejoint le maquis en octobre 1963, ce qui montre que malgré les brimades de l'ANC, le mouvement rebelle résiste. Ces partisans disent avoir été dans les camps de Nkata ou de Mulemba. Muntunzambi poursuit :

Le nombre des partisans arrêtés s'élève à : i) premier convoi : à peu près 132 plus une fille soit 133 arrêtés ; ii) nous détenons 64 plus cinq filles soit 69 arrêtés. Total : 202 arrêtés.

En plus des milices de Mulele, nous avons arrêté le chef de groupement Kashongo Bulibala, celui qui nourrissait les milices Mulele et celui qui a déclaré à tous les hommes de chez lui : « Celui qui désire changer son livret d'identité doit venir chez moi, il y a un agent de l'État ; j'aimerais que tous les hommes viennent ». Tous sont venus et l'agent de l'État était Mulele Pierre, c'est pour cela que plusieurs garçons et filles sont partis. Le chef Kashongo est considéré comme complice.

¹⁰⁸ Kalwele Ignace, *Lettre adressée au préfet d'Idiofa et au ministre de l'Intérieur du Kwilu*, Musenge-Munene, 2 novembre 1963, p. 1. Archives Rébellion au Kwilu.

¹⁰⁹ Voir à ce sujet *La Relève*, 1^{er} février 1964, ainsi que les témoignages reproduits plus loin.

¹¹⁰ Mutunzambi Nestor, *Rapport sur l'affaire Mulele (C. I. Kanga)*, Musenge-Munene, 7 novembre 1963, p. 2. Archives Rébellion au Kwilu.

Plusieurs milices sont arrêtées par les chefs de village. Nous espérons que Mulele aussi sera arrêté par les villageois eux-mêmes.

La préfecture doit être alertée, surtout l'arrondissement de Kilembe, Haut-Kwilu et Kandale.

Quant à ce qui concerne le chef Impata Frédéric, c'est un léopard à la peau de brebis. Ce chef doit partir et [être] arrêté, si Kadime n'est pas retrouvé.

Quant aux habitants, ils commencent à comprendre ce que voulait Mulele. Maintenant, personne ne peut les tromper. L'opération militaire se déroule dans le calme absolu et la bonne compréhension¹¹¹.

Assez naïvement, l'Administration locale croyait avoir le contrôle de la situation et espérait pouvoir mettre fin rapidement au mouvement rebelle.

Le 18 novembre, le policier Mumbunza Donatien, du secteur Yassa-Lukwa, est battu au village Dibanda par les mulelistes. Il est traîné dans la forêt et présenté à Mulele, mais il réussit à s'enfuir. Le rapport établi par le préfet qui a instruit cette affaire fournit sur Mulele et sa bande et sur le soutien qu'ils reçoivent des informations intéressantes, recueillies auprès des chefs coutumiers de la région :

Déclaration du chef de groupement Madiamba [de Dibanda]:

[...] il y a trois de mes hommes qui ont nourri Mulele. [...] Ils ont fourni un cochon, un bouc, un coq et de la farine et du manioc. Mulele a fait deux jours dans ma forêt et fut chassé par moi après avoir frappé le policier Donatien. Mulele nous a dit qu'il va former le gouvernement. C'est de ma faute de ne pas avoir révélé cela et de m'être laissé tromper par nos chefs de village.

Déclaration du chef du clan Etsipa Lubumu du village Dibanda :
Mulele a fait 4 jours dans notre forêt. J'ai été commandé par le chef de groupement Madiamba de nourrir la bande Mulele malgré la défense formelle du commissaire d'arrondissement. Le chef de groupement m'a dit que si je refusais la bande de Mulele, on aurait incendié ma maison. Les chefs de groupement Madiamba, Mukoso ainsi que Sieta Alphonse ont donné un cochon à Mulele et l'ont nourri pendant 4 jours. Les 3 chefs ont très bien su l'arrestation du policier par Mulele.

Question (commissaire d'arrondissement J. Kalwele) : Où serait-il [Mulele] avec sa bande pour le moment ?

Réponse (Chef Etsipa) : Il a quitté hier pour Kimbembele en secteur Madimbi.

Question : Combien d'hommes avait-il ?

Réponse : Il y en avait beaucoup.

¹¹¹ Mutunzambi Nestor, *op. cit.*, pp. 3-4.

Question : Il y avait aussi des partisans dans votre village ?

Réponse : Oui, plusieurs de notre village le suivent.

Question : Mulele ne vous a-t-il pas dit le but de son travail ?

Réponse : Il fallait demander ça au chef Madiamba qui fréquentait son camp ; malgré ses exigences j'ai toujours refusé d'y aller.

Question : Les deux autres chefs des clans fréquentaient-ils aussi son camp ?

Réponse : Oui. [...]

Chef de clan Bushibongo Bisunsimi Nzaba :

Il ignore la doctrine Mulele.

N.B. Les gens de Bushibongo et Dibanda ont la même forêt séparée par la rivière Masanga, située à 4 km entre les deux villages, donc le bivouac Mulele se trouvait entre les deux villages¹¹².

2. Décentralisation du maquis et formation des équipes locales

Dès le début du mois d'octobre, après deux mois seulement d'activités et de formation, le camp de Lukamba compte plus de 940 recrues. Mulele décide de scinder les partisans en trois groupes, ce qui fut réalisé le 10 octobre. La répartition se fit de la manière suivante, selon Martens :

Un premier groupe de 380 combattants dirigé par Félix Mukulubundu et Valère Munzamba¹¹³, partit vers le nord, dans la région située entre Kalanganda et Bulwem.

À la tête de 350 hommes, Mulele et Bengila occupèrent la Direction centrale, à une bonne trentaine de kilomètres au nord d'Idiofa, non loin d'Iseme et Impasi.

Un troisième groupe placé sous le commandement de Louis Kafungu et Eugène Munvudi, établit son camp d'abord aux environs de Yassa-Lukwa, pour se déplacer ensuite en direction de Kilembe.

Durant le mois d'octobre, des groupes mulelistes se constituèrent aux quatre coins des territoires d'Idiofa, Kikwit, Gungu et même au-delà¹¹⁴.

¹¹² Lettre rédigée à Yassa-Lukwa le 19 novembre 1963 par le commissaire d'arrondissement de Bwalenge, J. Kalwele, adressée au lieutenant de la compagnie de gendarmerie à Kikwit, 4 pages. Archives Rébellion au Kwilu.

¹¹³ Isidore Ngyun, qui fut enseignant avant d'intégrer le maquis de Mulele où il devint chef d'équipe à Musenge-Mputu, parle plutôt de Valère Munzele. Il avance le chiffre de 940 partisans dont 210 constituèrent le troisième groupe. Interview accordée à Kinshasa en mai 2003.

¹¹⁴ Martens L., *Pierre Mulele...*, op. cit., p. 149.

Nestor Mutunzambi, dans un rapport sur l'affaire Mulele rédigé le 7 novembre 1963 à Musenge-Munene, fournit une version légèrement différente¹¹⁵. Selon des partisans arrêtés par lui, Mulele aurait divisé les partisans en trois équipes : l'équipe centrale (1^{re}) dirigée par lui-même¹¹⁶, faisant route vers Impashi, une deuxième équipe avançant en direction d'Ibubu sous la direction de Mukulubundu et une troisième équipe commandée par Katumba Louis progressant vers Mulemba.

Une deuxième réorganisation des maquis eut lieu après que les militaires eurent attaqué pour la deuxième fois le camp de la Direction générale de Mulele. Celui-ci refusa une nouvelle fois d'engager le combat, mais trois partisans furent tués au moment de l'évacuation du camp. Mulele se rendit compte de la vulnérabilité d'un camp de trop grande dimension et décida de renvoyer dans leur village les partisans les mieux formés pour y constituer des équipes locales. Cette importante décision, prise sous le coup de la nécessité, entraîna deux conséquences pour l'avenir du maquis : 1° la formation de nouveaux chefs d'équipe laissés à eux-mêmes se révéla insuffisante au moment de l'action, ce qui affaiblit la cohésion idéologique du mouvement ; 2° les liaisons entre la direction centrale et les équipes furent difficiles à maintenir. Il en résulta une certaine dislocation de l'organisation et un affaiblissement du dispositif militaire.

Nous empruntons à Martens le témoignage d'un de ces partisans envoyés dans son village :

Nous étions sept jeunes originaires du même village à revenir ensemble de la Direction générale. Nous en informons immédiatement le chef de village qui rassemblait toute la population. Nous lui donnâmes la première leçon politique que Pierre nous avait enseignée. Tous les villageois, le chef y compris, eurent des griefs à formuler : les routes étaient dans un état déplorable, il était devenu impossible d'acheminer les produits aux centres ; ils croulaient littéralement sous les impôts et les taxes ; leurs enfants étaient renvoyés parce qu'ils étaient soupçonnés de suivre Lumumba et Gizenga.

Les villageois nous posèrent des questions pertinentes : avant l'indépendance, nous connaissions la paix et nous pouvions vendre nos produits ; aujourd'hui, nous souffrons. Vous voulez partir dans la forêt et lutter, mais dites-nous ce que cela va changer ?

Nous leur répondîmes : Mulele est retourné aux villages pour nous demander de lutter, ceux qui nous gouvernent sont des traîtres à la cause du peuple. Pour accéder au bonheur, il faut chasser les traîtres

¹¹⁵ Muntunzambi Nestor, *Rapport sur l'affaire Mulele* (C. I. Kanga), Musenge-Munene, 7 novembre 1963, p. 3. Archives Rébellion au Kwilu.

¹¹⁶ D'après le témoignage de Casimir Malanda du 11 novembre 1963, Mulele serait parti rejoindre l'autre équipe vers Malela.

et leurs maîtres. C'est pourquoi nous devons mener une nouvelle lutte pour l'indépendance.

Comment nos flèches pourront-elles arrêter l'ennemi qui dispose d'armes et de munitions ?

Ce qui compte avant tout, c'est l'homme et sa détermination ; notre cause est juste et mérite d'être défendue. En nous montrant déterminés, nous saurons nous emparer des armes de l'ennemi.

Certains furent rapidement convaincus et rejoignirent le mouvement, d'autres refusèrent de nous suivre. Le chef nous indiqua un endroit où installer notre bivouac et il nous accompagna. Cent trente volontaires, originaires des villages Mpangu, s'y présentèrent. Le lendemain, nous commençons à leur transmettre les leçons politiques et militaires que Mulele venait de nous apprendre¹¹⁷.

3. Les premières opérations et la répression

Aux mesures de répression et aux opérations militaires et policières commencent à répondre, vers la fin du mois d'octobre, quelques coups de main mulelistes plus importants : destruction d'un pont, route barrée, incendies de bâtiments publics, destruction d'un véhicule, liquidation d'un policier ou d'un traître. La plupart de ces coups de main sont coordonnés et répondent à des objectifs précis : intimider les collaborateurs et les forces de répression, retarder l'avance des policiers ou des militaires, s'emparer d'armes ou de matériel, etc. Parfois également il s'agit d'initiatives spontanées de la part de partisans ou même de villageois excédés par la brutalité de la répression. En effet, les témoignages abondent dès le mois de novembre pour relater les sévices infligés à la population des villages mbunda par les policiers et les militaires à la recherche de Mulele ou de ses camps.

Le commissaire Nestor Mutunzambi écrit dans un rapport daté du 17 novembre¹¹⁸ :

au village Idzimi [...] le bouclage se fait dans le calme. Les militaires sont sages au moment du bouclage, ne brutalisant personne. Mais en vérité, on brutalise quelques oncles dont les enfants ne sont pas au village, ceux dont les noms figurent sur la liste des fuyards des camps Mulele.

Muntunzambi continue :

La région de Kalanganda, c'est une région peureuse, les villageois ne résistent pas à exhiber leurs pièces devant l'autorité civile et

¹¹⁷ *Idem*, p. 150.

¹¹⁸ Mutunzambi Nestor, *Rapport sur l'affaire Mulele, région Kalanganda*, établi à Musenge-Munene le 17 novembre 1963, 3 pages. Archives Rébellion au Kwilu.

militaire. Les villageois sont compréhensifs et disent au moment où Mulele a été dans la région de Mulembe et Matende ; s'il était dans la région de Kalanganda, il serait arrêté. Nous sommes des Badinga, nous ne sommes pas des Bambunda, pourquoi garder Mulele dans nos maisons ?

Un enseignant étranger résidant au Kwilu durant cette période écrit dans un journal de bord :

Les Ba-Mbunda de la rive est du Kwilu sont toujours sur le qui-vive parce qu'ils ont beaucoup à souffrir des soldats ; mais chez les Ba-Pende tout est calme.

Le 8 décembre 1963, je suis allé dans un village du territoire d'Idiofa. Les gens m'avaient demandé de venir. Mais pas de chance : les soldats étaient passés la veille et avaient tout razié : manioc, légumes, cochons, poules. Ils dévastent ainsi tous les villages Ba-Mbunda à la recherche du fameux Mulele. Les pauvres gens de cette région ont beaucoup à souffrir. Ils cherchent à vendre tout ce qui leur reste de poules, de chèvres, etc. [...]

On persécute pour le moment les Ba-Mbunda. Un jour viendra le tour des Ba-Pende car les Ba-Mbala de Kamitatu veulent s'imposer dans le Kwilu. Le président provincial est un Mu-Pende, mais il est de la tendance Kamitatu. C'est à cause de cela qu'il a pu rester au pouvoir¹¹⁹.

Le 1^{er} janvier, le père Ekwa, directeur du Bureau de l'enseignement catholique (BEC), se rend dans son village natal à Gomena, à 40 km de Kikwit en zone mbunda. Il est témoin de la scène suivante :

Des dizaines d'indigènes allongés face contre terre étaient matraqués par des soldats de l'armée. À la question du père Ekwa, le chef lui répondit qu'il s'agissait là de tous des partisans de Mulele. C'est à ce moment que le directeur du BEC reconnut son frère et qu'il fit remarquer aux militaires qu'il est impensable que le frère d'un prêtre soit un muleliste. « Vous le frappez aujourd'hui parce qu'il est un muleliste et dans un mois, lorsque les jeunes seront ici, il sera frappé parce qu'il est le frère d'un prêtre¹²⁰ ».

Un missionnaire, le père Ricaille, relate les débuts de la rébellion en soulignant que le succès de Mulele parmi les villageois fut, en partie, une réaction contre les excès des militaires :

¹¹⁹ Récit publié dans *La Relève*, 1^{er} février 1964, p. 10.

¹²⁰ *La Cité*, 3 mars 1964, p. 10.

Au début de l'insurrection, ces jeunes de Mulele circulaient dans les villages pendant le jour. C'est pendant la nuit qu'ils faisaient leurs coups, semant la terreur dans les localités, s'attaquant aux agents congolais de l'Administration et à ceux qui vivaient dans l'aisance.

Ces terroristes qui n'ont encore que des armes primitives, arcs, flèches, machettes, sont évidemment traqués par des soldats du gouvernement, dont la répression fut souvent terrible et maladroite.

Ces soldats pillent les villages, enlèvent les biens et les quelques chèvres que possèdent les habitants. Ils sont ainsi parvenus à dresser les populations contre eux et à rendre encore plus sympathique le mouvement de Mulele¹²¹.

Dans une lettre publique collective, un groupe de techniciens belges exprime son écœurement à l'égard de la politique menée au Kwilu :

Pendant toute la période durant laquelle la jeunesse muleliste était formée aux techniques de la guérilla dans les camps soigneusement camouflés au fond des forêts, les seules marques d'intérêts ont été :

1° une mise à prix de la tête de Mulele ;

2° des menaces de représailles sanglantes (or, n'importe qui comprend, après deux mois passés au Congo, qu'il ne faut rien promettre à longue échéance, en bien ou en mal, il faut donner immédiatement ou se taire) ;

3° des simulacres de contrôles militaires sur les routes. Grand divertissement des soldats qui pouvaient brimer à leur aise la population locale : les coups de matraque pleuvent, les rapines (nourriture, biens, argent, etc.) étaient la rançon presque obligatoire, les razzias dans les villages étaient fréquentes, et combien d'autres vexations¹²².

La missionnaire américaine Irène Ferrel, qui sera assassinée quelques jours plus tard, écrit à cette époque à ses parents :

Les soldats gouvernementaux sont venus dimanche dernier dans nos villages pour emporter les chèvres, les cochons et les poulets. Il semble qu'il y ait nombre de fidèles de Mulele dans ces villages et le gouvernement tente de les démasquer, mais les soldats font beaucoup de malheureux avec leurs pillages¹²³.

Dans une lettre envoyée la veille du massacre de Kilembe, une institutrice belge travaillant au Kwilu écrit à son frère, prêtre en Belgique :

¹²¹ *L'Avenir du Luxembourg*, 30 janvier 1964.

¹²² *La Dernière Heure*, 8-9 mars 1964.

¹²³ Bulletin d'Information ronéotypé. Archives Rébellion au Kwilu.

Les autorités nous ont envoyé des soldats de Banningville afin de renforcer le maintien de l'ordre. Il y en a quelques-uns dans chaque village. Ensemble avec la police, ils rendent la vie très difficile aux gens. À chaque heure de la journée, la population est rassemblée pour être comptée et contrôlée. Pour chaque absence, ils réquisitionnent tantôt une chèvre, ou un otage, ou encore 2500 F. Il arrive que les hommes comme les femmes sont roués de coups et piétinés. Les habitants des villages sont morts de peur. Ils ne peuvent plus quitter leurs villages sans laissez-passer.

L'arbitraire est grand. Il est arrivé que les soldats déchiraient purement et simplement les laissez-passer de nos élèves, des filles des deuxième et troisième années d'études, et enfermaient ces enfants pour qu'elles servent de « jouets » aux militaires et policiers¹²⁴.

Une vieille femme qui vécut la rébellion apporte le témoignage suivant sur les sévices infligés par les militaires aux villageois mais aussi sur la vie quotidienne éprouvante des partisans et les souffrances subies en forêt : maladies, déplacements continuels, mauvais temps, etc. :

Je suis partie au village [de Lungu] pour voir mon frère malade. J'ai vu effectivement qu'il agonisait. Quelques heures plus tard, mon frère remit son âme à Dieu. On commençait à le pleurer lorsqu'on vit arriver des soldats sur des camions.

Avant qu'ils n'arrivent là où nous étions, donc au village, en cours de route, ils ont tué un homme et 3 femmes à Luse. Voulant partir pour Mombele, ils durent rebrousser chemin à cause du pont cassé. Ils revinrent au village demander au chef du village Mbansi d'aller réparer le pont avec ses villageois, ce qui fut fait. Ils traversèrent la rivière et allèrent à Idiofa. À ce moment, tous les gens qui pleuraient durent quitter le matanga pour rentrer chez eux par frousse. Au retour des militaires d'Idiofa, ces derniers mirent feu au village et nous nous dirigeâmes tous vers la brousse d'Esing (une rivière de notre village).

Les soldats se fâchèrent.

Nous quittons Esing pour aller dans la brousse de Nto Emen, du côté d'Iseme toujours. Quand il pleuvait, nous étions sous les arbres. Nous quittons Enku pour Ebubu, village de Kasongo du côté de la mission catholique de Ngoso. Nous quittons Ebubu pour aller dans la forêt d'Ebubu. Après la forêt d'Ebubu nous allons à Miwum du côté de Ngoso toujours. À ce moment, les partisans étaient dans la forêt de Nkien village de Kalulu. Après, nous partons à Olong, village de Yam que nous quitterons après pour aller à Ebiel, village de Michel Otshul.

¹²⁴ Archives Rébellion au Kwilu.

Nous restons là-bas. À ce moment, quand nous apprenons que les soldats sont au village, nous revenons en forêt. Quand ils partent, nous revenons aux bivouacs préparer, manger, etc.

Dans la forêt nous vivions difficilement, des moustiques, la pluie, etc. Les bivouacs restaient toujours allumés, c'est-à-dire ils contenaient du feu du matin au soir et ainsi de suite. Quand quelqu'un mourait, nous le pleurions dans les bivouacs. Dès qu'un coup retentissait, nous partions des bivouacs pour ailleurs. Lorsque quelqu'un mourait, on laissait parfois le cadavre sans l'enterrer, à cause des coups de feu. À Nto Emen, une femme Olem qui était gravement malade fut abandonnée à cause des coups de feu ; elle mourut après et dut pourrir sans être enterrée. Les gens étaient enterrés dans ce qu'on appelle Epon (Ebala = tissu de raphia).

En forêt, pour éviter la fumée qui aurait mis les militaires sur nos traces, on devait creuser un petit trou pour mettre le feu dedans. Partout où on partait, nous les femmes, nous restions par terre et les hommes allaient au-dessus des arbres pour la reconnaissance.

Au premier chant du coq, on commençait à [se] préparer. Quand il commençait à faire un peu clair on quittait.

Les maladies dont nous étions victimes étaient la gale, le labwak (maladie qui rend les gens d'un teint assez brun pâle) et aussi les poux des habits. Les aliments que nous mangions étaient sans sel.

Eugène Mpwambel, administrateur adjoint de la préfecture d'Idiofa fit appel à maintes reprises par voie de tracts aux gens en forêt, [pour les convaincre de] regagner Idiofa. Nous refusions.

Quand on devait traverser une route, on employait toute sorte de procédures pour dérouter les militaires : soit (marcher) faire marche arrière, soit utiliser des feuilles pour marcher.

En forêt, quand un coup de fusil retentissait, on se mettait par terre.

Lors de l'arrivée de Mulele, tout le monde était d'accord parce que nous savions qu'on devrait se débarrasser une fois pour toute des Blancs pour les remplacer par des frères congolais¹²⁵.

Le 2 décembre, le président du gouvernement, Norbert Leta, dresse un bilan des principaux attentats mulelistes du mois écoulé : deux écoles brûlées et un pont détruit à Kakobola, des immeubles brûlés à Bwalenge ; des bâtiments brûlés ou endommagés, des ponts détruits à Mungindu, Kilembe, Yassa-Lukwa et Kanga. Un conseil extraordinaire des ministres provinciaux étudie les mesures à prendre contre « les milices privées de Mulele en préfectures de Gungu et Idiofa¹²⁶ ». En guise de représailles, Leta, qui s'était

¹²⁵ Archives Rébellion au Kwilu.

¹²⁶ Dépêche DIA, n° 1406, 7 décembre 1963.

rendu avec Lukoky et Munungu à la préfecture d'Idiofa le 3 décembre, suspend pour trois mois les chefs des secteurs responsables du fait que « *la population n'apporte pas sa collaboration à la lutte contre les mulelistes* » et les remplace par un personnel administratif¹²⁷. L'état d'exception est décrété dans cette préfecture pour inciter la population à livrer Mulele ; les magasins seront fermés par après, le 26 janvier 1964, le jour de l'évacuation d'Idiofa¹²⁸.

La préfecture de Gungu en revanche est jusqu'alors épargnée par la répression, bien que des camps de jeunesses y existent. Les secteurs, même si certains étaient cités comme menacés, ne furent pas attaqués avant janvier 1964. Jusqu'au mois de décembre, les rebelles fuyaient tout agent de l'ordre, mais semaient la terreur parmi la population qui collaborait avec les soldats.

Le 7 décembre, un communiqué du ministre provincial de l'Information annonçait que des « *bandes terroristes auraient procédé à l'assassinat d'un chef de groupement et incendié des écoles et des immeubles dans la préfecture d'Idiofa*¹²⁹ ». Voici ce qui est dit sur les premiers assassinats perpétrés par des mulelistes :

*Si beaucoup de gens de la région se sont engagés dans la rébellion, n'oublions pas que certains l'ont refusée catégoriquement. C'est alors que les premières menaces de jeunesses se firent sentir. La première victime dans le territoire d'Idiofa fut Ruffin Mandangu à Banda-Masamba. Le chef de groupement de Banda, Gabriel Mundende, était un homme généralement entêté, imposant et souvent en contradiction avec ses sujets. Il fut le premier à s'opposer à la clique de Ngondo Louis. Il envoya, au début de novembre 1963, deux jeunes gens de son village identifier l'endroit où se cachaient les partisans de Ngondo. Les deux émissaires furent capturés. L'un d'eux, Mandangu Ruffin, fut tué, tandis que l'autre plus jeune que lui, Lamwanga Romuald opta pour l'adhésion à l'équipe. Le chef de groupement entra en forêt avec les militaires à la poursuite des mulelistes. Mais, dommage, le 28 novembre, ce fut lui que les rebelles parvinrent à égorger dans sa propre maison*¹³⁰.

Une dépêche de l'Agence DIA du 7 décembre établissait le bilan suivant :

À Kakobola, dans la préfecture de Gungu, deux écoles ont été brûlées et un pont détruit. À Bwalenge, dans la préfecture d'Idiofa, un

¹²⁷ *Courrier africain* du CRISP, n° 33, 13 avril 1964, p. 13, et *La Presse Africaine*, 21 décembre 1963, p. 7.

¹²⁸ *La Relève*, 1^{er} février 1964, p. 10.

¹²⁹ *La Libre Belgique*, 11 décembre 1963.

¹³⁰ Notons que *La Relève* du 1^{er} février 1964 situe, de manière erronée, cet événement dans les jours qui suivent la nuit du 31 décembre 1963 au 1^{er} janvier 1964. Par ailleurs, certaines sources font référence à la mort de ce chef de groupement en parlant de celle d'un chef de secteur. Voir Archives Rébellion au Kwilu.

*chef de groupement a été assassiné, tandis que trois personnes étaient enlevées et plusieurs immeubles brûlés. En plusieurs autres points de la province du Kwilu, des incidents semblables sont signalés*¹³¹.

Le 8 décembre, Leta repart en mission à Gungu, cette fois afin d'exhorter la population de son ethnie d'origine, les Pende, à ne pas suivre les mulelistes. Il est accompagné du ministre de l'Intérieur Lukoky, du 2^e vice-président de l'Assemblée, Kasende (un Mupende) et du conseiller provincial, C. Mafuta¹³². La mission demeure dans la préfecture de Gungu jusqu'au 18 décembre.

Le 19 décembre, le général Mobutu, accompagné des colonels belges Marlière et Noël et du colonel Bosango, arrive à Kikwit. À l'issue de cette visite, le colonel Bosango menace d'envoyer trois bataillons au Kwilu si la population ne dénonce pas Mulele¹³³.

Fin décembre, les attentats mulelistes changent d'allure. Tout en demeurant sporadiques, ils deviennent beaucoup plus fréquents et plus spectaculaires et font des victimes parmi les policiers. Des missions et des techniciens étrangers sont attaqués. Les moyens mis en œuvre par les mulelistes sont plus complexes (cocktails Molotov, embuscades, sabotages...), les dégâts prennent une ampleur réelle. Il s'agit dès lors d'opérations de guérilla qu'il n'y a plus moyen d'imputer à une réaction spontanée de partisans impatients de déclencher une action et, encore moins, de villageois énervés par la répression.

Selon Martens, Mulele n'avait, à la fin du mois de décembre, toujours pas organisé la riposte :

*Il s'était exclusivement préoccupé de la préparation politique des partisans dont le nombre total était déjà supérieur à 5000. Lui qui comptait préparer ses cadres pendant plusieurs années, savait désormais que l'action armée était devenue inévitable. Des milliers de jeunes ne pourraient supporter que les sauvageries auxquelles ils avaient assisté restent longtemps sans vengeance*¹³⁴.

Nous relaterons les principales actions des partisans mulelistes selon un plan chronologique en nous étendant sur celles pour lesquelles il existe des témoignages précis et dignes de foi.

La première attaque a lieu une nuit de pleine lune, du 29 au 30 décembre, contre le séminaire de Laba, dans la préfecture d'Idiofa. Deux cocktails Molotov sont lancés. Les engins n'ayant pas pris feu, les dégâts sont minimes.

¹³¹ *L'Étoile du Congo*, 10 décembre 1963.

¹³² *Le Progrès*, 14-15 décembre 1963.

¹³³ *Le Courrier d'Afrique*, 2 janvier 1964.

¹³⁴ Martens L., *Pierre Mulele...*, op. cit., p. 154

Pour éviter toute opération de répression, les missionnaires n'avertissent pas les autorités de la région.

Dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier 1964, un nouvel attentat au cocktail Molotov a lieu. Cette fois ce sont les professeurs européens de l'école technique agricole de l'INEAC à Kiyaka, une localité fort distante de Laba sur la rive droite du Kwilu, au sud de Kikwit, qui sont visés. Les cinq enseignants européens, indemnes, sont évacués vers Kikwit avec leurs familles.

Dans les jours qui suivent, les attentats se multiplient : à Kikongo un dépôt d'essence de 60 000 litres de la compagnie Lever est incendié ; des bacs sur la rivière Kwilu sont sabotés et coulés ; à Banda le chef de secteur est tué.

Le 3 janvier deux policiers en civil sont capturés dans la région de Mulembe par un groupe de partisans qu'ils espionnaient et sont exécutés. Une femme qui vécut les événements raconte comment fut tué Jacques Musumari, ex-commissaire en chef de la police nationale de l'ex-province de Léopoldville.

Musumari Jacques s'en alla avec des policiers. Quand on incendia le village, il alla chez Minampala (chef du village Idiofa). Quand on mit feu à la maison de Minampala, Musumari profita de la fumée pour fuir. Dès qu'il arriva à Lungu, il demanda de l'eau à boire à une fille. Cette fille s'exclama et demanda à Musumari si ce n'était pas lui le vrai Jacques Musumari [...] venu nous amener des policiers pour détruire nos villages. Il nia d'une façon assez drôle.

Les hommes accoururent, ils pourchassèrent Musumari qui tomba dans l'eau et traversa. Il vit une femme, Marie Louise Abim de Lungu. Cette femme lui donna un coup de bâton qui le fit s'écrouler car, d'après les dires des villageois, il (Musumari) avait un talisman qui le protégeait des coups des hommes mais non [de ceux] des femmes. Musumari à terre, les gens du village lui lancèrent des flèches qui le tuèrent sans pitié. On le coupa en petits morceaux, chaque morceau fut envoyé dans chaque région du groupement Panalime (Lungu, Ntomoti, Iseme, etc.)¹³⁵.

Le 6 janvier, à Mungindu, le centre administratif est attaqué et incendié ; des personnes auraient été brûlées vives. À Lutshima, le 8 janvier, les établissements portugais Madail sont attaqués : cinq camions de la compagnie sont brûlés ; il y aurait deux tués et deux blessés. À Lukamba, un sous-lieutenant de la gendarmerie est blessé le 6 janvier. Le même jour, une pompe à essence de la Compagnie du Kasai est incendiée.

Une deuxième attaque contre une mission a lieu dans la nuit du 7 janvier à Laba-Fatima en préfecture d'Idiofa. Les cocktails Molotov prennent feu et

¹³⁵ Archives Rébellion au Kwilu.

causent des dégâts dans le bureau du père supérieur et dans la maison du directeur et d'un instituteur.

Le 9 janvier, des partisans coupent le pont de la Bwele, sur la route de Gungu et Mulwa, et interceptent en plein jour un camion de policiers dont ils tuent le chauffeur et capturent le commissaire et les policiers. Un second camion de policiers s'enfuit sans oser intervenir. Dès ce moment, se manifestent les premiers indices de la peur panique qui paralysera de plus en plus les soldats réguliers et les forces de police face à ces bandes de partisans pourtant à peine armés.

Dorénavant les partisans se manifestent en plein jour sur les routes principales qu'ils contrôlent virtuellement dans toute l'étendue de la préfecture d'Idiofa. Ils opèrent par bandes de 20 à 100 hommes. Deux religieuses étrangères arrivées à Idiofa le 12 janvier témoignent avoir été arrêtées par des bandes de jeunes gens au visage peint et masqué qui les laissèrent passer en leur affirmant ne pas en vouloir aux Européens, mais seulement aux Congolais « arrivés », à tous ceux qui gagnent beaucoup¹³⁶.

Le 19 janvier, les partisans se manifestent dans la province du Kwango en secteur de Mukoso dans le territoire de Feshi. Il s'agit d'une région pende. Les bâtiments, sauf l'église et l'école, sont incendiés ; le chef de secteur et les autres fonctionnaires, au nombre de huit, sont tués. Le chef des partisans déclare au supérieur de la mission de Kisandji : « *Les hommes de l'État, nous les tuons, les moniteurs, nous brûlons leur maison parce qu'ils bouffent l'argent de l'État, les missions, nous les laissons tranquilles* »¹³⁷.

Le 20 janvier, les mulelistes lancent un mot d'ordre de grève générale et affichent l'avis suivant : « *Tous ceux qui travaillent avec les Blancs, partiront avec les Blancs !* ». Ce fait marque la fin des coups de main sporadiques. L'insurrection générale commence le 21 janvier.

Durant la période allant de la fin décembre 1963 au 20 janvier 1964, les forces gouvernementales, bien que peu nombreuses, conservent une grande liberté d'action dans toute la zone rebelle et y exercent une répression de plus en plus dure. À Mungindu, une expédition punitive est organisée par les policiers pour venger leurs camarades exécutés par les partisans. Le sous-préfet de Gungu, L. Nkieri, consigne dans son rapport :

Le matin du 11 janvier 1964 à 5 heures du matin, le 1^{er} brigadier chef Muyu Laurent [...] est venu me trouver à la maison où je passe les nuits à Mungindu et m'a fait la déclaration suivante : « Mon préfet, il y a quelques 'jeunesses' qui sont morts cette nuit dans la prison, je voudrais aller les jeter dans la rivière Lutshima et je suis venu vous demander le camion pour le transport.

¹³⁶ *La Relève*, 1^{er} février 1964, p. 10.

¹³⁷ *La Relève*, 8 février 1964, p. 14.

[...] hier 10 janvier 1964 à 15 heures, moi et le lieutenant Eale François [avons vu] tous les détenus [qui] se trouvaient présents et bien portants ; le sous-commissaire d'arrondissement Gimafu, qui était resté au poste d'ailleurs, a vu jusqu'au soir du 10 janvier 1964 tous les prisonniers [qui] se portaient bien. » [...]

La responsabilité incombe donc au 1^{er} brigadier-chef, Muyu Laurent, avec ses policiers.

La cause qui incite les policiers d'agir ainsi c'est [...] que 3 policiers ont trouvé la mort dans ces événements et 5 sont portés disparus. Par vengeance, ils ont tué les prévenus qui se trouvaient incarcérés à la prison et dont nous avons besoin pour interrogatoire et enquête¹³⁸.

Sur l'identité des prisonniers, le nombre des morts et la scène de cet événement, le correspondant de *La Relève* rapporte :

Un camion est arrivé de Mungindu, centre de la bagarre. La benne était maculée de sang. Le chauffeur [Mr. Katululu Clément] a raconté qu'il a dû emporter 87 cadavres pour les faire enterrer : tous des prisonniers. Ils ont péri asphyxiés, parce qu'ils étaient entassés à 124 dans un local trop petit. Cela rappelle certaines horreurs de la persécution des nazis contre les Juifs. Parmi eux, il y avait quelques « Ba-jeunesses ». Tous les autres avaient été ramassés au hasard : des notables des villages, des pointeurs, des coupeurs d'huilerie. [...] Au cours de leurs expéditions répressives, les soldats et les policiers tuent sans distinction et tirent comme pour s'amuser. Il paraît qu'un médecin et un magistrat sont sur place et que tous les policiers responsables ont été arrêtés.

Les pauvres gens des villages se trouvent pris entre deux feux. D'un côté, il y a les jeunes bandits qui tiennent la forêt et, de l'autre, les soldats et les policiers, qui, faute de pouvoir capturer les rebelles, s'en prennent aux villageois qui n'en peuvent rien. Si la subversion triomphe, la chose sera due plus à la carence des autorités qu'à l'activité des maquisards. Les autorités civiles et militaires ne songent qu'à fuir¹³⁹.

À Gungu, le président Leta qui est originaire de la région, tente une dernière fois, par des mesures spectaculaires, d'empêcher la population pende de se joindre aux Mbunda dans la rébellion ; il libère les prisonniers politiques et destitue le préfet et le sous-préfet. Ces mesures achèveront de paralyser les

¹³⁸ Nkieri L., *Rapport administratif* : « Sur 87 personnes trouvées mortes dans la prison du secteur Mungindu en date du 11 janvier 1964 », Archives Rébellion au Kwilu.

¹³⁹ *La Relève*, 1^{er} février 1964, p. 10.

autres fonctionnaires provinciaux chargés du maintien de l'ordre, qui ne songeront plus dès lors qu'à se réfugier à Kikwit ou à Léopoldville.

Différents arrêtés sont pris : le 11 janvier, le couvre-feu est instauré dans toutes les régions atteintes par l'action de Mulele ; le 18 janvier, le couvre-feu est étendu à la ville de Kikwit. Mais ces initiatives paraissent dérisoires par rapport à l'ampleur que manifeste le mouvement muleliste depuis la fin du mois de décembre.

Cependant, pour la première fois, le gouvernement central semble s'émouvoir. Le 13 janvier, une dépêche d'Associated Press annonce que le ministre congolais de la Défense nationale, Anany, prend la direction des opérations antimulelistes. Le 14, une compagnie de l'ANC arrive en renfort à Kikwit, à la suite des démarches entreprises auprès du gouvernement de Léopoldville par Lukoky, ministre provincial de l'Intérieur, et Kamitatu. Ce dernier revenait d'une mission au Kwilu, au cours de laquelle il avait pu constater la faiblesse du dispositif du maintien de l'ordre.

De son côté, le PDC du Kwilu, qui représentait l'opposition gizengiste non violente, adressait une lettre ouverte au Premier ministre affirmant que

seul un comité chargé d'une mission de pacification peut ramener le calme et l'ordre, car il s'avère qu'il y a carence d'autorité au Kwilu.

Ce comité serait composé des représentants influents des partis politiques du Kwilu, en l'occurrence du PDC, du PRA et du PSA/Kamitatu.

Le comité serait présidé par un haut représentant du gouvernement central. Son rôle consisterait à mener une action de persuasion auprès des populations des régions troublées.

Des réunions d'information avec les chefs coutumiers et les notables d'une part, les masses populaires d'autre part, amèneraient incontestablement la paix et le calme dans le Kwilu¹⁴⁰.

Le 18 janvier, le chef de l'État, se basant sur les rapports du ministre de la Défense nationale, décrète l'état d'exception sur toute l'étendue de la province du Kwilu¹⁴¹.

4. Caractéristiques de l'action muleliste au Kwilu

Après avoir décrit cette deuxième phase de l'action muleliste au Kwilu, on peut en dégager les caractéristiques principales.

D'abord, la rébellion demeure circonscrite dans les limites ethniques : seuls les Mbunda et les Pende y participent massivement. L'origine et le

¹⁴⁰ *Courrier d'Afrique*, 15 janvier 1964.

¹⁴¹ Le texte de l'ordonnance est reproduit en annexe en page 294.

centre de gravité du mouvement sont localisés jusqu'au début janvier 1964 chez les Mbunda. Ceux-ci fournissent les principaux dirigeants de la rébellion sur le terrain (Mulele, Bengila, Mukulubundu) et supportent le poids principal de la répression politique et militaire. Les Pende ne semblent s'engager qu'avec retard et réticences. Ils bénéficient jusqu'à la mi-janvier d'une relative tolérance de la part du président Leta, qui tente à plusieurs reprises de les dissocier du mouvement muleliste. C'est cependant grâce aux Pende que la rébellion peut prendre pied dès cette époque dans les deux provinces voisines : à Makoso au Kwango et à Kitangwa dans l'Unité Kasaienne. Gizenga ne semble pas être intervenu en faveur de la rébellion chez ses partisans, ce qui pourrait expliquer l'hésitation des Pende à joindre le mouvement¹⁴².

Ensuite, les partisans déclenchent, à partir de novembre et surtout à partir de la fin décembre, des opérations systématiquement conduites avec efficacité et discernement. Il ne s'agit plus d'initiatives locales non coordonnées. On en a la preuve dans le fait que les partisans ne subissent presque aucune perte ni aucun échec et qu'ils se limitent à un certain type d'action et à des objectifs identiques partout : c'est l'Administration qui est visée dans ses bâtiments, dans ses biens, dans ses archives et dans son personnel. Les écoles et les missions ne subissent pas de dégâts importants. Il s'agit manifestement, en ce qui les concerne, d'actions d'intimidation probablement destinées à provoquer l'évacuation spontanée des étrangers. Les autorités locales (chefs de village, chefs coutumiers, chefs de groupement) qui refusent de soutenir le mouvement et les villageois qui ne coopèrent pas sont éliminés. Les cas sont peu nombreux mais suffisent à inspirer la terreur.

Troisièmement, contrairement à ce qui se produira au début des autres rébellions, aucune proclamation, aucun texte ne sont diffusés qui permettraient de connaître les buts, les dirigeants et l'idéologie du mouvement. Cependant, la nature des opérations entreprises, le choix des objectifs et des personnes à attaquer, l'utilisation de la violence, ainsi que certaines déclarations fragmentaires de partisans, suffisent pour conclure qu'il s'agit dès ce moment d'un mouvement de type entièrement nouveau dans le contexte du Congo. Son radicalisme s'exprime tant dans le choix des méthodes (constitution de maquis, actions de sabotage et destruction du potentiel de la région, recours à la violence) que dans la définition des objectifs. On en retire l'impression que les dirigeants de la rébellion ont, dès le départ, choisi une stratégie de révolution totale en coupant tous les ponts

¹⁴² Un intellectuel pende nous a expliqué que, selon la tradition, les Pende, s'ils peuvent collaborer avec les Mbunda, ne peuvent cependant leur être soumis. C'est au contraire aux Pende à prendre la direction des entreprises communes. Mais cette explication n'est pas partagée par tous les Pende.

derrière eux. L'absence même de toute déclaration d'intention ou de doctrine renforce encore l'impression qu'aucune négociation n'est possible.

Enfin, en ce qui concerne le leadership, un seul chef émerge : Mulele, dont la légende s'empare immédiatement. Il apparaît très vite comme un être insaisissable et doué d'ubiquité. Il attache son nom au mouvement. Ses partisans deviennent des mulelistes. Son autorité est incontestée. On dit de lui : « *Mbey olela la mpur enker atswat*¹⁴³ ».

Les gens de Bembele Busongo lui adressent même une prière¹⁴⁴ :

Ô Mulele, vous êtes le meilleur des chefs.

Je n'aime que vous, donnez-moi du courage.

Je désire combattre à vos côtés.

Je suis votre enfant.

Je ne connais qu'une vérité, celle que vous enseignez.

Jamais Kasa-Vubu ne me reverra.

S'é Mungoy Gabriel, délégué du PSA

Son prestige réussit même à éclipser les autres figures légendaires de la révolution congolaise. Il est peu question de Lumumba. Quant à Gizenga, symbole de la résistance du Kwilu aux forces gouvernementales, il n'y est plus guère fait allusion¹⁴⁵.

¹⁴³ Expression kimbunda signifiant : « Ami (cher ou chéri), amène ce que l'on aime tant » ou « Bien aimé, ce que l'on aime tant entraîne toujours des conséquences ».

¹⁴⁴ Texte traduit du kikongo parlé dans la région.

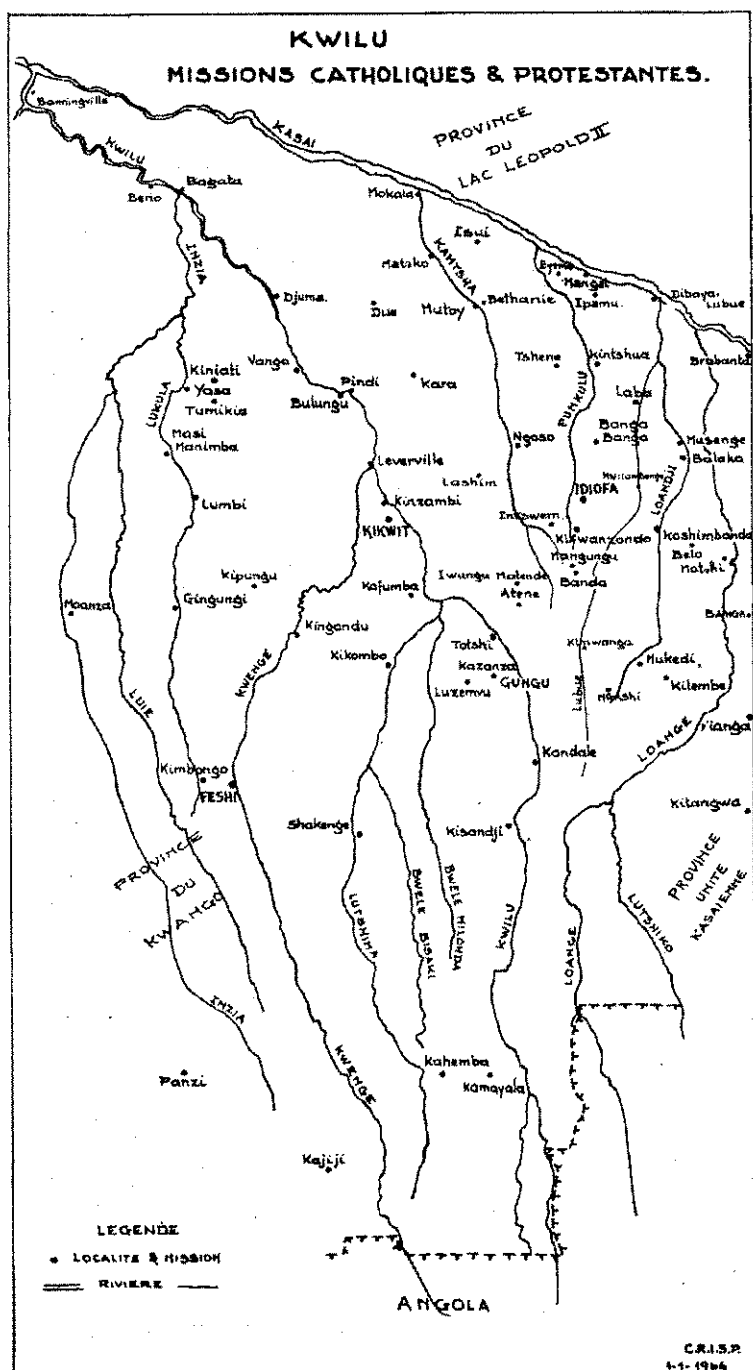
¹⁴⁵ Lorsque Tshombe aura libéré Gizenga, en juillet 1964, celui-ci ne se ralliera pas au mouvement muleliste. Il choisira une autre voie en créant un nouveau parti nationaliste à Léopoldville : le PALU (Parti lumumbiste unifié). Mulele s'était cependant présenté, au début, en « émissaire de Gizenga », prétendant que c'était Gizenga qui l'avait envoyé à Moscou pour y apprendre les méthodes révolutionnaires.

CHAPITRE III

LA RÉBELLION ET LES MISSIONS

Ce chapitre fait la part belle aux témoignages et aux informations. Une première section est consacrée à la description des attaques de missions et à l'évacuation des missionnaires en janvier 1964. Une deuxième section établit un bilan de la situation des missions. Une troisième section livre le témoignage et le parcours de deux abbés du diocèse d'Idiofa qui ont approché les rebelles de près. Les conclusions et une tentative d'interprétation formeront la quatrième section.

Pour compléter ce chapitre, on se référera à la chronologie des faits et des événements du Kwilu, de 1962 jusqu'à l'extinction de la rébellion et l'assassinat de Mulele et Bengila début octobre 1968 publiée en annexe. Plusieurs des pièces, rassemblées, couvrant la période pendant laquelle la rébellion du Kwilu atteignit son niveau le plus élevé en terme d'organisation et d'actions offensives, sont uniques. Elles sont assez systématiques. Elles décrivent un conflit dont les adversaires sont organisés et conscients des objectifs de leur lutte. Elles proviennent de la Direction générale de la rébellion, de l'armée ou de l'Administration et de l'Église catholique ; plusieurs d'entre elles sont jusqu'ici inédites. Elles apportent notamment des précisions importantes sur la réalité quotidienne de la rébellion, vécue de l'intérieur.



Source : Verhaegen B., *Rébellions au Congo*, tome I, Bruxelles, CRISP, 1966, p. 180.

La partie orientale du Kwilu, qui sera fortement affectée par la rébellion, fut évangélisée plus tardivement que les autres régions du Kwilu où la présence missionnaire protestante et catholique débuta vers 1910 avec l'installation des stations de Vanga, Moanza, Djuma, Leverville... Dans le territoire d'Idiofa, la première mission protestante de Mukedi date de 1923. Côté catholique, ce furent d'abord les jésuites qui occupèrent le terrain de 1923 à 1931 – ils avaient trois postes : Ipamu (créé en 1923), Kilembe (créé en 1924), Mwilambongo (créé en 1931) – puis les oblats, qui étendirent fortement les activités missionnaires et créèrent en 1937 la préfecture apostolique d'Ipamu qui devint vicariat apostolique en 1948 et diocèse en 1959¹⁴⁶. Ce n'est cependant qu'à partir de 1950 que les oblats ouvrirent des établissements d'enseignement secondaire : le collège d'Idiofa et le petit séminaire de Laba. Jusqu'alors les jeunes de la région qui désiraient poursuivre leurs études devaient aller dans un des trois établissements d'enseignement secondaire du diocèse de Kikwit dirigés par les jésuites : le petit séminaire de Kinzambi fondé en 1937, le collège de Kiniati fondé en 1948, et Makungika, une école d'humanités techniques et scientifiques fondée en 1952. C'est la raison pour laquelle les principaux dirigeants du Kwilu, et notamment Gizenga, Kamitatu et Mulele, firent leurs études secondaires dans le même établissement, le petit séminaire de Kinzambi.

¹⁴⁶ Le diocèse d'Idiofa a une superficie de 60 000 km² et est situé sur deux provinces : le Kwilu et la province de l'Unité Kasaienne. Il a, en 1963, une population d'environ 450 000 habitants, dont 400 000 au Kwilu et comprend quatre ethnies principales : les Dinga et les Ngoli au nord, les Mbunda au centre et les Pende au sud. Le diocèse compte 30 postes de missions répartis en 6 doyennés : Idiofa, Mwilambongo, Ipamu, Mateko et Kilembe au Kwilu ; Brabanta dans l'Unité Kasaienne. 212 personnes étaient au service du diocèse : 102 prêtres, dont 18 Congolais ; 18 frères, dont 8 oblats congolais ; 71 religieuses et 21 professeurs européens. Selon les statistiques officielles catholiques, il y avait 180 000 catholiques, soit 40 % de la population totale du diocèse (M^{gr} Toussaint, *Rapport sur la situation du diocèse d'Idiofa : événements du Kwilu, janvier-février 1964*, document ronéotypé).

1. Attaques et évacuation des missions

Dans la nuit du 22 au 23 janvier 1964 une bande rebelle attaque la mission des pères oblats à Kilembe¹⁴⁷. Trois pères de nationalité belge sont tués ; un oblat congolais, le père Macream, réussit à s'enfuir ; la mission est pillée et en partie incendiée. Un récit de l'attaque a été fait par une religieuse rescapée de la mission de Kilembe, mère Lutgarde¹⁴⁸ :

Vers 23 heures, deux hommes s'approchèrent de la résidence et jetèrent en direction de la chambre du supérieur un cocktail Molotov, qui d'ailleurs ne prit pas feu. Aux cris poussés par le père Defever, les deux bandits s'enfuirent. Une demi-heure plus tard, deux hommes s'approchèrent à nouveau de la mission. Le père Defever sortit pour les interpellier et fut alors assailli par une troupe de gens armés, au nombre d'une cinquantaine.

Attirés par les cris, les pères Hardy et Macream sortirent à leur tour de leur chambre. Tandis que le prêtre congolais, après avoir essuyé des coups de feu, parvenait à s'enfuir dans les broussailles environnantes, ses confrères étaient attaqués à coups de fusil et d'armes de tous genres. Quant au père Laebens, il fut sans doute traîné hors de sa chambre et massacré à son tour. Après s'être acharnés sur les cadavres de leurs trois victimes, les assaillants répandirent dans la résidence de la paille et de l'essence auxquelles ils mirent le feu. Puis ils poursuivirent leur route en direction du centre administratif, situé à environ 4 km, et l'incendièrent également.

Pendant que se déroulait ce rapide drame, les sept religieuses qu'avaient réveillées les hurlements et les coups de feu, s'étaient réfugiées dans le magasin scolaire de l'école ménagère où elles restèrent jusqu'à l'aube, craignant le pire. Il semble d'ailleurs bien qu'à aucun moment les bandits n'aient eu l'intention de s'attaquer aux sœurs.

Au petit jour, n'entendant plus rien, les sœurs se risquèrent à sortir.

La résidence des pères n'était plus que ruines fumantes, ainsi que les bâtiments immédiatement voisins. Devant la porte de la chambre du supérieur, de larges flaques de sang et, derrière le bâtiment en ruines, côte à côte, les corps tailladés à coups de haches et de couteaux des

¹⁴⁷ La mission catholique de Kilembe, à 120 km au sud d'Idiofa, est une des plus importantes du diocèse. Elle fut fondée par les jésuites, mais reprise par les oblats en 1933.

¹⁴⁸ *La Dernière Heure*, 29 janvier 1964. Ce récit fut confirmé ultérieurement par le père Macream. Ces deux témoignages concordent quant à la description du massacre des pères. Les corps furent mutilés et des membres emportés par les rebelles.

trois missionnaires. Autour d'eux, des débris d'un fusil cassé, des haches et des flèches gisaient dans le sang des victimes.

Cet événement fut l'une des scènes les plus dramatiques de la rébellion et, certainement, celle qui conféra à l'action de Mulele le plus d'échos sur le plan international. Cela mérite qu'on s'y attarde pour le circonscrire davantage et pour pouvoir le comparer à des situations similaires vécues dans les missions voisines. Un autre missionnaire oblat, Jean-Marie Ribaucourt¹⁴⁹, retrace le film des derniers événements jusqu'à l'assassinat des pères :

Le [...] dimanche 19, à 7 km de la mission de Kilembe, dans le poste d'État du même nom, les mulelistes attaquèrent, brûlant quelques maisons du camp des policiers ; tous les agents s'enfuirent : le commissaire d'arrondissement vint alors laisser sa moto à ma mission de Kilembe. Ce qui, le lendemain, fit dire, en classe, au père Nicolas : « L'État qui doit nous protéger est venu réfugier sa moto chez nous. Alors, que deviendrons-nous ? » [...] À la paroisse de Kilembe, lundi soir 20, arriva de nouveau, venant d'Idiofa en VW, le père Pierre Laebens, invité pour réparer le moteur de la menuiserie. Il raconta l'arrivée à Idiofa, la veille, des pères de Banda, fuyant leur paroisse menacée par les rebelles. [...] Le mercredi 22, un collégien, Zéphyrin Sindani, originaire de Kimbembele-Ndolomingi, rentrait de son village, où il était allé chercher le complément de son minerval. De passage à Mukedi, quelqu'un lui dit : « Rentre chez toi ; inutile d'aller à la mission, car, ce soir, les rebelles vont détruire la mission et tuer les pères. » L'élève répondit : « S'il en est ainsi, puisque ce sont nos pères missionnaires, je suis obligé d'aller à la mission pour les mettre en garde, de façon qu'ils puissent fuir. » Arrivé à Kilembe, il avertit le « bidèle » (responsable) de sa classe, Godefroid Yamba, qui le mena aussitôt chez le père directeur Macream, devant qui Zéphyrin répéta son message. Le père Paul alla aviser ses confrères. Les trois pères rejetèrent la proposition de fuir : « Nous deux, dirent le père Gérard et le père Nicolas, nous pouvons fuir en forêt sans problème, étant bien portants, mais le père Pierre, comment va-t-il fuir ? Il sera alors tué seul ; que dirons-nous en Europe ? Que l'on nous tue tous ! »

[...]

La nuit venue, chaque père se retira dans sa chambre, tout en restant habillé, et même chaussé, sauf le père Pierre. Brusquement, vers 23 heures, un premier groupe d'assaillants surgit, mais qui se retira, comme s'ils étaient venus reconnaître les lieux et les personnes ; une demi-heure plus tard, ils reprirent plus nombreux et avec, à la main, arc et flèches, machette et une torche enflammée, l'un ou l'autre,

¹⁴⁹ J.-M. Ribaucourt, *op. cit.*, pp. 294-297.

un « Pupu » (fusil de fabrication locale rechargé par le canon) ainsi que des cocktails Molotov. Tout ce brouhaha, une voix le domine, que certains attribueront à Antoine Fimbo, et qui clamait : « Que personne n'aille toucher aux sœurs ni aux élèves ; notre mission est à la cure, et vous les élèves, ne sortez pas, ne bougez pas, restez dans vos dortoirs ».

Le père Paul Macream, habitant la dernière chambre de la maison, parvint à s'échapper et à se réfugier dans un arbre, derrière la cuisine. Le premier assailli fut le supérieur Gérard Defever ; pour l'empêcher de fuir, ses assaillants lui cassèrent la cheville, ce qui le fit crier et pleurer, s'adressant notamment au directeur Mamputu¹⁵⁰ : « Directeur, sauvez-moi ! » ; à ses assaillants : « Laissez-moi avec mes chevilles cassées ; je rentrerai en Europe ! » Peine perdue ! Roué de coups, touché d'une décharge de « Pupu », il s'effondra. Le père Pierre, malgré sa jambe allongée et plâtrée, opposa une vive résistance : du premier assaillant, il saisit l'arc et les flèches et les brisa comme des allumettes, mais, finalement, il succomba sous les coups de ses agresseurs drogués ; il eut même l'avant-bras gauche coupé ; et ce trophée, dira-t-on plus tard, parvint à Kikwit. Ni le père Pierre ni le père Nicolas, on ne les entendit crier. Pendant que se déroulaient ces forfaits, d'autres assaillants s'adonnaient au pillage comme une armée de fourmis rouges agitées ; les corps des trois victimes furent tirés à l'extérieur. Torches enflammées et cocktails Molotov incendièrent la maison dont le toit tout entier finit par s'effondrer.

À l'extérieur, devant la chambre du père Pierre, la VW qui l'avait amené d'Idiofa fut aussi brûlée. Autour des assaillants fanatisés étaient accourus, à distance, beaucoup de spectateurs qui apparaissaient, par moment, dans le rougeoiement de l'incendie.

Avant l'aurore du jeudi 23, les fils des ténèbres commencèrent à se disperser, presque tous se dirigeant vers la rivière Loandji proche, soit pour s'y laver avant de rentrer chez eux, soit pour continuer jusqu'au centre administratif de Kilembe, pour en achever l'incendie. Qui a tué les pères ? Trois meurtriers sont cités, tous trois protestants : l'un, Denis Mulenda, originaire de Mukedi ; le deuxième – décédé depuis lors – Matala, originaire de Ngunda Minengo dans la mission de Ngashi, et le troisième, Baudouin Wenze, natif de Munzombo ; ce dernier réside, actuellement, à Mingandji, à 35 km d'Idiofa ; il fait partie d'un groupe de prière ; mais, interrogé sur les faits de Kilembe, il prétend ne pas s'être trouvé là, à ce moment. Le gros de la troupe semble bien être venu de Mukedi, comme l'avait annoncé l'élève Sindani.

¹⁵⁰ Tharcisse Mamputu est arrivé à Kilembe comme directeur des écoles primaires en octobre 1963.

Les sept religieuses de Kilembe purent être évacuées le jour même vers la mission protestante de Mukedi, à 18 km et de là, par avion, sur Kikwit. Avant l'arrivée de l'avion, les missionnaires protestants et catholiques furent entourés par une foule d'hommes en armes à l'attitude menaçante. Après que le chef de la mission protestante eut pu convaincre la foule que les missionnaires n'étaient pour rien dans l'envoi de troupes de l'ANC, un chef coutumier prit les religieuses et les missionnaires sous sa protection et les fit conduire à l'aérodrome par une escorte armée.

Selon le témoignage de la mère Lutgarde, les religieuses avaient été averties depuis le 19 janvier que la situation devenait dangereuse. Elles entendaient raconter que plusieurs fonctionnaires avaient été exécutés. Ceux de Kilembe s'étaient d'ailleurs enfuis au début de la semaine. En partant, ils s'étaient arrêtés à la mission catholique pour y déposer certains de leurs biens qu'ils ne pouvaient emmener avec eux. Parmi eux se trouvaient quatre jeunes gens, appartenant aux milices mulelistes, qu'ils avaient arrêtés. Le mardi 21 janvier, des habitants de Munga, un village des environs, vinrent chercher à la mission un abri contre les menaces des « jeunes gardes ». Peut-être faut-il y voir la source du drame qui allait suivre ?¹⁵¹ Cependant la population rassura les religieuses en leur disant : « *Ce n'est pas dirigé contre vous, mais contre les gens de l'Administration ; ils doivent être éliminés* »¹⁵².

Une autre religieuse qui était également à la mission de Kilembe lors du massacre raconta, elle, que ce furent les villageois de Kilembe qui attaquèrent la mission. Elle ajouta : « *Ils étaient armés de machettes, de couteaux et de fusils. Certains portaient le casque peint en rouge, tel qu'il était porté à Stanleyville par les forces gizengistes* »¹⁵³.

Dans la nuit du 22 au 23 janvier et dans les deux jours qui suivirent, plusieurs autres missions, tant catholiques que protestantes, furent attaquées, mais, à la différence de Kilembe, les missionnaires eurent l'occasion d'être évacués, sauf à Mangungu où une missionnaire baptiste, Miss Ferrel, fut tuée par une flèche empoisonnée.

Nous reproduisons dans les pages qui suivent des extraits des principaux témoignages concernant les événements du 22 au 30 janvier 1964, de manière à dégager une image relativement précise du comportement et de la tactique des partisans.

À Banda, les missionnaires furent attaqués de jour : un des missionnaires rescapés fit le récit suivant au correspondant d'Inbel¹⁵⁴ :

¹⁵¹ *La Cité*, 27 janvier 1964.

¹⁵² *Oblaten*, n° 2, mars-avril 1964, p. 21 (traduit du néerlandais).

¹⁵³ *La Libre Belgique*, 25-26 janvier 1964.

¹⁵⁴ *L'Essor du Katanga*, 29 janvier 1964, p. 2.

Nous avons été attaqués par une bande de mercenaires. Nous avons dû courir pieds nus pendant plusieurs heures dans la cour de la mission. Puis nous avons palabré. Nous avons montré la cachette où se trouvaient nos réserves de vivres et de vêtements. Nous avons profité de la confusion qu'a provoquée le pillage pour nous enfuir. Nous avons été poursuivis pendant plusieurs kilomètres et j'ai échappé de justesse à une flèche. Nous nous sommes terrés dans la brousse. Nous avons mis près de trois jours pour arriver à Idiofa, trois jours pendant lesquels nous n'avons pu manger que de l'herbe et boire de temps à autre de l'eau de rivière. Il faut entendre par « mercenaires », de véritables tueurs, spécialistes du crime à l'arme blanche qui exécutent les gens pour une somme déterminée. Ces gens opéraient naguère au Kasai et étaient employés successivement par les Lulua et les Baluba dans les luttes sanglantes du Kasai.

Ce sont des mercenaires qui ont tué les trois pères de Kilembe. Ce sont encore eux qui ont attaqué plusieurs autres missions.

Le Rassemblement du peuple luba (RPL) protesta contre ce récit qui accréditait l'idée d'une participation luba à la rébellion. L'auteur du communiqué du RPL fit remarquer avec pertinence qu'une partie des Pende parlait tshiluba ce qui a pu faire croire à une participation luba¹⁵⁵. On se rappellera cependant que les Pende avaient fait cause commune avec les Luba lors des incidents sanglants de Tshikapa en 1960 qui les opposèrent aux Lulua. Une certaine solidarité avait pu continuer à se manifester. Selon une des interviews que nous avons recueillies, le massacre de Kilembe aurait bien eu pour auteurs des « tueurs à gages » venus du Kasai, mais travaillant pour le compte des mulistes. Ceux-ci auraient voulu « faire un exemple » pour obliger les missionnaires « à décrocher »¹⁵⁶.

En fait, l'action des partisans de Mulele contre la mission de Banda apparaît plutôt comme une réaction à une situation vécue précédemment. Ribaucourt écrit en effet :

Le mercredi 22 janvier, l'aumônier du « savoir-vivre » se rendit à Idiofa pour quelques achats ; il y rencontra notamment les pères Joseph Ricaille et Roger Vivier, qui, le dimanche soir 19, avaient dû fuir la paroisse de Banda, à 70 km au sud d'Idiofa ; quelques jours plus tôt, la gendarmerie avait réquisitionné leur véhicule pour une expédition punitive contre les « jeunes ». Celles-ci, en représailles, avaient annoncé « une attaque imminente de la mission »¹⁵⁷.

¹⁵⁵ Voir *Courrier d'Afrique*, 30 janvier 1964.

¹⁵⁶ Archives Rébellion au Kwilu, Interview.

¹⁵⁷ Ribaucourt J.-M., *op. cit.*, pp. 292-293.

Mis à part les assassinats des trois pères de Kilembe et de la missionnaire américaine, les mulelistes ne semblent pas, par la suite, avoir fait preuve de violence à l'égard des missionnaires. Ils laissèrent aux missions le temps d'être évacuées. Même après l'attaque de la mission de Kilembe, ils permirent aux sœurs d'ensevelir les corps des trois missionnaires assassinés avant de partir. Selon J.-M. Ribaucourt, le transfert des sœurs de Kilembe à Mukedi dans la camionnette des protestants venus à la rescousse se passa sans ennui. C'est à l'arrivée à Mukedi que le chef de village dut intervenir pour calmer ces gens armés de couteaux et de bâtons. Mais même là, la pression ne fut pas trop importante. Les petits porteurs de la communauté protestante qui évacuèrent les pasteurs et les sœurs furent autorisés à faire plusieurs rotations, parce qu'ils ne pouvaient prendre que deux à trois personnes (et encore, sans aucun bagage) à la fois. D'autres missionnaires, non au courant des événements de Kilembe, continuèrent à circuler dans la région sans être inquiétés. J.-M. Ribaucourt écrit :

Juste avant de monter dans l'avion à Mukedi, les sœurs eurent la surprise de voir le père Louis Sebreghts, en itinérance dans cette contrée ; la nuit de mercredi à jeudi, il l'avait passée à Nioka-Munene. Et c'est au matin qu'il fut averti du drame de Kilembe, par le chef de Kimbunze, venu tout exprès à vélo. Le père refusait de croire la nouvelle, il se rendit aussitôt à Mukedi. Outre les sœurs, il vit aussi le père Macream et Prosper Kalunzu, chauffeur du père Laebens, originaire de Bundo. Le père Louis ne voulut pas partir ; mais en compagnie du père Paul et de Prosper, il gagna la paroisse du lac Matshi, sur la Loange. De là, le père Paul et Prosper finirent par rejoindre à pied Idiofa. L'abbé Daniel Bwalungu refusa d'abord de quitter son poste de curé de Matshi ; quand la situation devint intenable, il réussit à rejoindre Brabanta. Le père Louis, en passant à Matshi, prit avec lui M. Clovis Brogniez, gérant de la C. K. (Compagnie du Kasai) ; ensemble, ils rejoignirent la paroisse de Belo où se trouvaient le père Daniel Delabie et son vicaire, le P. Léon De Visscher, tout fraîchement arrivé, ainsi que trois demoiselles ; tout ce groupe de sept personnes, après bien des péripéties (où intervient, pour aider, Antoine Fimbo devenu chef de la région), put descendre et traverser la rivière Loange jusqu'à Bwau et de là gagner les paroisses de Mwebe et Brabanta¹⁵⁸.

Les deux postes de missions de Koshimbanda et Belo, desservis par des missionnaires laïques (institut de la Vierge-Marie-Immaculée) sont attaqués les 23 et 24 janvier. Une des missionnaires de Koshimbanda relate l'attaque

¹⁵⁸ Ribaucourt J.-M., *op. cit.*, pp. 298-299.

de la mission le 23 janvier, à la même heure que celle de Kilembe, de la manière suivante :

Les jours qui précédèrent le massacre de Kilembe, des jeunes gens sont venus à plusieurs reprises au poste de Koshimbanda. Il s'agissait d'inconnus qui se montraient fort arrogants et menaçants. Ils exigeaient des choses impossibles et ne parlaient que de Mulele, l'ancien ministre de Lumumba, qui était devenu un véritable mythe.

L'anxiété grandissait. Un beau jour les enfants des écoles sont venus nous raconter qu'il existait un plan pour massacrer tous les missionnaires du poste. Nous ne pouvions le croire, mais les femmes qui sortaient de la forêt pour venir au foyer disaient la même chose, les domestiques également nous racontaient cela. Les pères en sont avertis par des instituteurs fidèles.

Un soir les chrétiens du village sont venus passer la nuit devant la maison des jeunes missionnaires laïques pour les protéger contre une éventuelle agression. La nuit commence pleine d'angoisse. À deux heures du matin, nous entendons des cris et du bruit chez les pères. Nos gardiens nous conduisent dans la forêt par mesure de sécurité. Lorsque nous rentrons le lendemain, la maison est en partie pillée. Les pères furent conduits en forêt par d'autres chrétiens¹⁵⁹.

La mission fut évacuée le jour même¹⁶⁰.

Le lendemain, dans la nuit du 23 au 24 janvier, ce fut au tour du poste de Belo d'être attaqué.

Des jeunes gens armés de gourdins étaient venus les jours précédents faire quelques brèves apparitions. Dans la nuit du 23 au 24, arrivent deux camions de « jeunesses ». Ils se dirigent vers la maison des jeunes filles missionnaires laïques. Elles doivent donner : montres, lunettes, chaussures, machine à écrire, provisions, tout ce qui était utilisable.

Dès qu'ils sont partis, survient une deuxième bande. Tout ce qui subsistait est pillé et détruit. Sous les yeux des jeunes filles, tout est démoli systématiquement : carreaux, portes, conduites d'eau. Tous les missionnaires, y compris le supérieur de la mission, sont alignés contre le mur et menacés. Ils demeurent ainsi pendant des heures et entendent les partisans se dire entre eux : « La terre doit boire du sang pour être fertile ».

¹⁵⁹ Oblaten, n° 2, mars-avril 1964, p. 24 (traduit du néerlandais).

¹⁶⁰ Mais si le père, l'abbé et les demoiselles, soit un total de huit personnes, prirent place à bord de la VW qui leur restait comme unique véhicule, le frère Célestin Ivami gagna, quant à lui, Idiöfa à pied avec une trentaine d'élèves, le dimanche 26.

Pour finir, cette bande-là s'en va aussi. La population vient ravitailler les missionnaires. Une nouvelle bande survient qui fera évacuer de force les missionnaires. Sur le camion qui les conduit à l'endroit où ils s'embarqueront (Katembo) est hissé un drapeau rouge. Leur voyage par pirogue durera 24 heures. Ils sont déposés de l'autre côté du fleuve dans une autre province¹⁶¹.

La mission de Ngoso, au nord d'Idiofa, située en territoire mbunda, constituait, avec ses 1300 élèves, un centre important d'enseignement. Elle était dirigée par un abbé congolais et se composait de cinq missionnaires et de quatre religieuses blancs, de deux sœurs et d'un frère noirs. Son attaque est décrite en ces termes par l'une des religieuses de la mission, la sœur Alberta :

Le 23 janvier, le père Heim, qui était allé chercher des vivres pour la mission, rapporte de mauvaises nouvelles : les « jeunesses » vont arriver...

Le 24, les mulelistes ordonnent la fermeture de la mission et les pères et les sœurs se voient contraints de renvoyer les jeunes élèves dans leurs foyers par leurs propres moyens, à travers les forêts.

Le 25, dans l'après-midi, les mulelistes reviennent dans la mission chez les sœurs et procèdent à un pillage monstre.

Le 26, de nouvelles bandes arrivent et cette fois, ils prennent tout ce qui reste.

Le 27, un avion de l'ONU survole Ngoso et repère la mission envahie.

Le 28, rien à signaler. Le 29 une nouvelle rafle. Les mulelistes s'attaquent aux pères et laissent, disent-ils, une montre aux pères et une montre aux sœurs... Dans l'après-midi, un hélicoptère survole la mission.

Le 31, des chefs de villages voisins, de connivence avec les mulelistes, arrivent vers 7 heures du matin ; ils sont accompagnés de mulelistes. « Cette fois c'est la fin », dira tout en larmes l'abbé Ngunza, le directeur de la mission. À 9 heures, un camion rempli de « jeunesses » s'amène et les occupants s'apprêtent à arrêter tout le personnel de la mission pour les fusiller, mais au même moment, un avion de l'ONU rase les palmiers et lance des tracts sur lesquels on peut lire : « Nous sommes l'ONU. Nous venons délivrer les missionnaires en danger. Il faut les laisser partir. Avis à la 'jeunesse' : retirez-vous à plus de 500 mètres et surtout ne tirez pas, car si vous tirez, on ripostera ». Puis à l'encre : « S'il n'y a pas de 'jeunesse' dans les environs, levez les bras » (suit une caricature montrant une personne levant les bras).

¹⁶¹ Ibidem, pp. 25-26.

*Les mulelistes prirent peur et s'enfuirent à travers les bois*¹⁶².

Un chef rebelle de la région donne de cette attaque une tout autre version :

Lorsque Pierre [Mulele] quitta son camp de Bembele Busongo après l'attaque des militaires du 30 octobre, il passa dans les environs de la mission de Ngoso. Les militaires, au courant de sa présence, occupèrent et pillèrent tous les villages avoisinants. Ils vinrent même prendre les bêtes à la mission.

À ce moment, nous avions déjà de nombreux contacts clandestins dans la mission. Joseph Okwono, qui dirigeait l'équipe d'Iseme, avait noué des relations avec un grand nombre de moniteurs et d'instituteurs enseignant à Ngoso. Le soir, après les cours, ils quittaient secrètement la mission pour se rendre en forêt et y suivre les leçons politiques. Ils arrivaient vers 19 h-19 h 30 et rentraient à 22 h, parfois même à minuit. Le supérieur de la mission, un abbé dinga nommé Victor Ntsunganza, sympathisait avec nous, il nous donnait même de l'argent. Les sœurs aussi savaient que nous campions dans la forêt et elles nous envoyaient du sel, du savon et de la viande.

Pierre fut prévenu par des informateurs à Idiofa que l'armée avait l'intention d'occuper la mission de Ngoso. Il nous donna comme directive de prendre les devants. Nous prévinmes les missionnaires de ce qui se préparait du côté de l'ANC. L'abbé Victor ne voulait pas de ces troupes de tueurs et les sœurs blanches prirent peur parce qu'elles savaient comment les militaires malmenaient les femmes.

Un jour, des bruits présagèrent de l'arrivée imminente des militaires. Nous chargeâmes une équipe de mettre le père noir et les sœurs européennes en sécurité dans le camp des partisans. Moi, je n'ai pas vu de missionnaires blancs. Il s'avéra après deux jours qu'on avait réagi à une fausse alerte. L'abbé Ntsunganza dit qu'il serait plus prudent d'occuper nous-mêmes la mission.

À ce moment, nous avions réuni 13 équipes de la région pour coordonner notre action. Des combattants de ces équipes élirent une direction pour les opérations communes. Joseph Okwono, chef d'équipe d'Iseme, Dieudonné Ndabala, chef d'équipe de Mpangu et Joseph Olun, chef d'équipe de Muefu, furent choisis.

Nous avons détruit le bac Obala sur la route Kikwit-Ngoso. Dans la direction opposée, vers Musenge-Munene et Kalanganda, la route fut également rendue impraticable par des fosses profondes bien camouflées et par de grands arbres abattus. Nous nous déplaçons toujours à pied, nous ne possédions aucun véhicule.

¹⁶² La Cité, 3 mars 1964, p. 10.

L'abbé Victor appela les trois dirigeants mulelistes. Il dit : « La lutte sera de longue durée : les missionnaires européens se regroupent à Idiofa, il vaudrait mieux évacuer les sœurs. » Nous lui demandâmes une lettre que les équipes feraient parvenir à Idiofa.

Une semaine plus tard, des hélicoptères de l'ONU sont venus prendre les sœurs. Joseph Okwono avait fait des signes avec un tissu blanc pour qu'ils atterrissent dans la plaine. Des partisans portèrent les valises des sœurs. L'abbé Ntsunganza nous avait prévenus qu'il comptait rester au maquis, mais après une discussion avec un supérieur venu avec l'ONU – je crois qu'il s'agissait de monseigneur Toussaint – il décida de partir aussi.

Les deux sœurs noires nous ont rejoints. La première, une infirmière mbala, soignait nos blessés et nos malades. La sœur Sidonie Ahumari, institutrice, donnait des leçons politiques à nos partisans. Plus tard, elle fut affectée à la Direction générale¹⁶³.

Comment expliquer que ces deux récits, qui portent pourtant sur les mêmes événements, se contredisent autant ? D'une part, on peut penser que les missionnaires qui, jusqu'il y a peu de temps encore, avaient une réelle autorité dans la région, prennent peur. Face à une aide des pouvoirs publics locaux (arrondissements et province) qui laisse à désirer, et à une aide du pouvoir central de Léo qui tarde à arriver, ils sont peut-être tentés de dramatiser ce qu'ils vivent, afin d'accélérer et/ou d'obtenir au plus vite des appuis¹⁶⁴. Cette tactique sera payante puisque assez vite Léopoldville et les pays d'origine des missionnaires s'entendront pour restaurer une situation permettant aux missionnaires de retrouver au plus vite leurs postes. D'autre part, on peut imaginer que du côté des partisans, même si ceux-ci cherchaient dans l'ensemble à respecter les instructions reçues de leur hiérarchie, certains d'entre eux ont pu commettre, sous l'effet de l'excitation, des exactions et se servir des événements pour piller.

Le raid de sauvetage des missionnaires de Ngoso eut lieu le 31 janvier, un jour après celui d'Iwungu. Les quatre avions engagés dans l'opération bénéficièrent d'une escorte de l'ANC composée de deux T-6 armés de roquettes qui tiraient sur les rebelles.

¹⁶³ Archives Rébellion au Kwilu. Ce récit est cité par L. Martens, *Pierre Mulele...*, op. cit., pp. 181-182.

¹⁶⁴ On peut citer ici M^{gr} Toussaint qui affirme que les bandes « selon un plan bien établi occupent rapidement tous les points stratégiques de la région, ont reçu des consignes bien précises : créer la terreur en massacrant quelques missionnaires, immobiliser toute la région en détruisant les ponts et les routes, piller et incendier les centres administratifs, religieux et économiques, tuer les Congolais qui jouissent d'un certain prestige et qui pourraient s'opposer à l'implantation d'un nouveau régime : bref, laisser derrière elle le 'vide' le plus complet » (Rapport déjà cité de M^{gr} Toussaint, p. 9).

Dans certains des récits qui vont suivre, on constate parfois que des groupes de partisans s'opposent entre eux, ce qui accrédite la thèse selon laquelle la rébellion a été vite confrontée à des débordements. L'on constate, par ailleurs, des résistances villageoises, qui, en dehors de toute influence de l'Administration ou de l'armée, visent à empêcher les rebelles d'occuper certains lieux.

À la mission d'Intshwem, le père supérieur et cinq religieuses espagnoles furent protégés par les « jeunesses » d'Intshwem, qui disaient être prêtes à se battre pour défendre les missionnaires contre les « extrémistes ». Après cinq jours passés dans le calme, le chef des jeunesses ayant appris que des bandes importantes s'apprêtaient à attaquer la mission, fit reconduire les missionnaires en voiture jusque sur la route d'Idiofa, qu'ils atteignirent sains et saufs peu après¹⁶⁵.

En revanche, les missionnaires du poste de Ngashi et du poste de Kimwanga (quatre Européens et deux Congolais) qui se dirigeaient vers Banda, après avoir appris le massacre de Kilembe, furent capturés par les jeunesses au pont de Banda sur la rivière Lubwe à 70 km d'Idiofa. Après avoir été délestés de tous leurs objets personnels, ainsi que de leurs chaussures, ils furent obligés de rebrousser chemin vers Ngashi sous les injures et les menaces. Ils durent demander pardon pour leurs fautes, notamment pour la mort de Lumumba et l'incarcération de Gizenga. C'est au terme d'une marche harassante qu'ils durent leur salut au chef du village de Banda qui renvoya les mulelistes et leur permit de s'échapper. En route vers Idiofa, ils furent accablés d'injures par la population qui leur criait : « *Mort aux Blancs !* », « *Père, je vous souhaite une mort heureuse !* »¹⁶⁶. Ils furent frappés par le fait que les mulelistes utilisaient entre eux constamment le mot « camarade ».

La mission de Mbeo au nord du Kwilu fut attaquée le lundi 27 vers 3 h du matin. Un père fut pris par les partisans tandis que l'autre réussissait à se cacher en brousse. Les mulelistes partirent après avoir pris quelques biens, mais sans avoir brutalisé le missionnaire. La mission fut évacuée le jour même. Les pères atteignirent la mission de Mokala d'où ils partirent en convoi avec leurs confrères en direction de la mission de Djuma.

Les missions de la partie centrale du diocèse d'Idiofa, telles Banga-Banga, Lakas, Laba, Ipamu et Mangai furent évacuées par le Kasaï vers Banningville puis Léopoldville, hormis quatre pères qui rejoignirent Brabanta par la route,

¹⁶⁵ *Récit des événements du Kwilu*, rapport rédigé par K. Vergote, provincial des oblats, et M^{gr} Toussaint, évêque d'Idiofa, ronéotypé, Léopoldville, 10 février 1964, pp. 4-5 (traduit du néerlandais).

¹⁶⁶ D'après un récit publié dans *Oblaten*, n° 2, mars-avril 1964, p. 30 ; *De Standaard* et *De Nieuwe Gids*, 27 février 1964 ; *Dépêche de l'agence DIA*, 30 janvier 1964, p. 121.

le dimanche 26, juste avant que la compagnie PLC ne retirât son bac sur la Loange.

Les missions protestantes ne furent pas épargnées non plus. Entre le 23 et le 25 janvier, 75 missionnaires durent être évacués.

À Mangungu, mission de la Baptist Mid-Mission (BMM), Miss I. Ferrel fut tuée, le 26 janvier, par une flèche empoisonnée. Sa collègue, Miss R. Hege, qui fut également blessée par une flèche, relata l'attaque de la mission :

Nous avons été réveillées samedi à 2 heures du matin par une bande qui entourait la mission. Dès que nous avons ouvert la porte, nous avons été criblées de flèches. Miss Ferrel a été tuée par une flèche en plein front et s'est écroulée sur moi. J'avais reçu un projectile dans le bras. J'ai été laissée pour morte¹⁶⁷.

Kandale, mission très importante de la Congo Island Mission (CIM), fut complètement incendiée. Un avion privé de la MAF survola le 23 janvier cette mission située à 65 km de Gungu. Le pilote Eiseman signala par radio que les bâtiments étaient en feu et que les missionnaires avaient agité les bras à son passage. À la demande des ambassades américaine et belge et des autorités ecclésiastiques, le QG/ONUC engagea une partie de ses moyens pour une « opération de sauvetage ». Le 24, neuf missionnaires protestants furent évacués sur Tshikapa et le 25, c'était au tour des missionnaires catholiques. Trois sœurs furent évacuées l'avant midi. L'un des pilotes des hélicoptères, le sergent Jeppesen, arrosa les mulelistes de son arme PM Gustavson. Les avions vinrent rechercher deux missionnaires l'après-midi. Lorsque le capitaine Von Bayer descendit de l'hélicoptère et s'aperçut que les deux Belges couraient vers lui poursuivis par une bande de mulelistes armés de flèches, il les arrosa avec son PM. Il en était à son sixième chargeur lorsque les deux missionnaires s'engouffrèrent dans l'appareil avec son aide. Il ajoute : « *les balles ne semblaient pas avoir d'effets sur les partisans drogués qui poursuivaient leur course, même blessés* ». À ce moment, les deux autres avions qui faisaient la ronde dans le ciel jetaient des grenades tandis qu'une arme automatique tirait par la porte d'un hélicoptère¹⁶⁸.

Deux stations de la Baptist International Mission (BIMI) au nord d'Idiofa, Tshene et Kintshua, furent également entièrement détruites. Un des rescapés de la mission de Kintshua déclara :

¹⁶⁷ *Courrier d'Afrique*, 30 janvier 1964.

¹⁶⁸ Sonck J.-P., « Béréts bleus de l'ONU au Kwilu », *Tam Tam Ommengang*, n° 114, premier trimestre 2002, pp. 53-64.

Près de 50 terroristes ont abattu la palissade qui entoure le siège de la mission et l'un d'eux a jeté un cocktail Molotov. Dans la soirée, deux hommes plus âgés sont arrivés au siège de la mission. Ils ont déclaré : « Il n'y a pas de place pour les Blancs ici. Les Américains seront épargnés parce qu'ils sont protestants et américains. Les Belges et les catholiques seront décapités »¹⁶⁹.

Un missionnaire baptiste de la mission de Mukedi, qui demeura 30 heures aux mains des rebelles, relata son aventure de la manière suivante :

un collègue et moi fûmes entraînés de poste en poste, par une bande de terroristes, pour arriver finalement devant le « vice-président » de la région d'Idiofa. Au cours du trajet, nous marchâmes les mains en l'air, sous la menace des flèches pointées sur nos dos.

Les deux missionnaires disent avoir été longuement interrogés par le « vice-président », un leader politique du Kwilu qui, selon eux, aurait fait partie du gouvernement Leta. Finalement, l'interrogateur ordonna à ses hommes de leur lier les mains derrière le dos et de conduire les deux missionnaires sur la route d'Idiofa pour les libérer.

Au début, dit le Rév., je croyais bien que notre dernière heure avait sonné. Les gens qui nous avaient arrêtés venaient de détruire la mission de Mukedi. Il était impossible de leur adresser la parole. Ils étaient comme fous. Tous ces hommes avaient une machette à la ceinture et tenaient un arc et une seule flèche. Plus tard, ils nous ont dit qu'une seule flèche pouvait tuer neuf hommes et qu'ils avaient reçu le médicament qui empêche les balles de tuer. Ces bandes sont relativement bien organisées. Nous avons d'abord été conduits devant des sous-ordres, puis devant le chef régional.

Les terroristes ont peu d'armes automatiques, mais eux-mêmes sont très nombreux et manifestement tout le pays leur obéit, soit par conviction, soit par crainte¹⁷⁰.

Le 4 février, les hélicoptères de l'ONU appuyés par les avions Harvard pilotés par des Cubains anti-castristes avaient évacué 24 missions religieuses et transporté 106 rescapés. Un hélicoptère dut être abandonné à Kisandji, le 3 février, son réservoir ayant été transpercé à la suite de tirs de flèches.

Les missions furent au départ des lieux d'occupation faciles pour les mulelistes. Le 23 février, le commissaire d'arrondissement de Kidemba dans la préfecture de Gungu, Th. Muvundi, demandait au commandant et au commissaire général extraordinaire quatre sections de militaires parce que,

¹⁶⁹ *La Libre Belgique*, 31 janvier 1964.

¹⁷⁰ *La Libre Belgique*, 28 janvier 1964.

entre autres, la mission catholique Kikongo était occupée par les mulelistes et que celle de Kasanza devenait même leur principal camp dans la région.

Mais la progression des rebelles va rapidement décroître. Ils connaissent leurs premiers graves échecs du côté de Gungu, Kikwit et Idiofa. Les partisans apparaissent comme fort faibles. La moindre résistance rencontrée de la part de la population entraîne leur débâcle. Le 25 février, le commissaire de police Fidèle Kasaby écrit dans son rapport :

La mission Kingindu a reçu la visite d'une quarantaine de jeunes. Mais, comme on s'y attendait, les élèves et ouvriers de la mission les ont laissés entrer librement. Mais au moment où la bande allait atteindre le bâtiment des pères, les ouvriers et les élèves surgirent de toute part et parvinrent à capturer une bonne trentaine des jeunes. Comme appréciation, l'officier de police judiciaire estime : « L'équipe Mulele, très réduite, mais décisive, semble s'intéresser spécialement aux endroits faibles et surtout aux missions. »

Les mulelistes subissent un autre échec à Nkara. Ils y sont repoussés par les villageois. Jusqu'à l'arrivée des soldats, ceux-ci, aidés d'élèves, armés de machettes défendent en effet la mission de Pindi. 39 partisans seront arrêtés.

Le représentant légal des jésuites et inspecteur diocésain du Kwilu, l'abbé Joseph Nguya, demande à la fin du mois de février aux militaires la protection des missions de Kingandu, Pindi, Tango, Kinzambi, Leverville, Soa et Bulungu. Se servant d'une lettre datée du 27 février, signée par le père André Delhaze, supérieur de la mission de Soa, il ira, le 1^{er} mars, jusqu'à solliciter auprès du commissaire général extraordinaire une intervention des militaires dans les villages mbunda :

Le père Jean-Marie Pauwels, rentré d'une tournée, est fort impressionné par la détérioration des esprits dans certains villages. Les jeunes gens attendent l'arrivée des émissaires du « saint, du pur, du tout-puissant, de l'invulnérable Mulele ». Ils attendent impatiemment le signal qui leur permettra de piller la mission et plus particulièrement son bétail. Le troupeau (500 têtes de gros bétail) excite la convoitise de beaucoup et, s'il y a insurrection ici, ce sera évidemment un excellent centre de ravitaillement.

Les villages des environs immédiats sont calmes. Les ouvriers de la mission sont rassurants. Toutes les classes fonctionnent normalement mais les maîtres ont très peur. Il ne semble pas y avoir de danger dans l'immédiat. Mais il est vrai que lorsque nous remarquerons le danger, c'est que nous serons en plein dedans.

On souhaite que l'ordre soit établi le plus vite possible. C'est un souhait général parmi les Bambuta des villages. Mais le mythe Mulele grandit, se gonfle. Il n'est même pas nécessaire que Mulele envoie ses gens : la guerre des nerfs se fait toute seule... les jeunes des villages feront le reste.

Il serait fort utile, pensons-nous, qu'une promenade militaire ait lieu pour montrer aux Bambuta des villages qu'ils peuvent compter éventuellement sur les forces de l'ordre. Cela les rassurerait. Les gens qui ont pillé le poste C.K. de Mulila (à une vingtaine de km de Soa) s'attendent à ce que les militaires viennent leur demander des comptes et vivent en forêt.

On peut craindre, semble-t-il, que les jeunesses ne se regroupent pour envahir le territoire de Banningville. Des reconnaissances par avion en suivant les limites des préfectures d'Idiofa et Banningville constitueraient une surveillance fort utile.

L'attaque manquée de la mission de Kikwit Sacré-Cœur, le 7 mars, traduit encore un peu plus clairement la détermination de certains partisans contre les missions. Alors qu'elle n'est pas occupée, qu'elle ne se situe pas dans la partie directement menacée, cette mission est cependant, malgré la présence de soldats, l'objet d'une attaque par quelques personnes. Une telle action, presque suicidaire, suscite le questionnement sur la présence, au sein de la rébellion, de partisans fanatisés.

*La mission de Kikwit-S.C. attaquée par ses propres travailleurs*¹⁷¹

Incroyable, mais vrai et conséquente a été l'attaque dont la mission de Kikwit-S.C. a fait l'objet de la part de ses propres travailleurs d'ethnies bambunda et bapende, ce mercredi 7 mars 1964.

En effet, alors que tout le monde [...] sortait de la messe à 6 heures 25, un ancien travailleur de la mission, déjà converti au mulelisme, un ex-militaire, armé d'un « Poupou » et d'une machette, qui a réussi à se mêler dans la foule des élèves, s'est précipité sur la révérende mère Marie-Françoise Lowie, une réfugiée de la mission d'Atene, la frappa à coups de crosse et la blessa à la tête.

Un petit groupe d'anciens travailleurs de la mission, qui ont, eux aussi, réussi à se mêler aux élèves pris de panique, après avoir arraché voile, lunettes et souliers de la mère supérieure Marie-Luc, l'ont frappée assez rudement.

Alertée, l'armée a immédiatement fait irruption sur les lieux et les soldats ont réussi à abattre l'un des malfaiteurs.

Un autre petit groupe d'anciens travailleurs de la mission à la tête desquels on a pu reconnaître l'ex-moniteur des sœurs, un certain Bambunda du nom de Pascal Nguya, disparu de la mission depuis janvier dernier, a été mis en fuite par les soldats de l'ANC alors qu'il

¹⁷¹ Communiqué de presse n° 013 du cabinet du commissaire général extraordinaire Milton pour la province du Kwilu établi à Kikwit le 7 mars 1964 par l'attaché de presse Pl. Pengi, approuvé par le commissaire général extraordinaire pour la province du Kwilu, A. Milton, document ronéotypé, 2 pages. Archives Rébellion au Kwilu.

tentait vainement de mettre le feu à la camionnette des frères à l'aide d'une bombe Molotov.

Comme dégâts matériels enregistrés au cours de cette attaque, la mission ne déplore que quelques cassures de vitres chez les frères josphites et quelques autres chez les révérendes mères. Quant à la mère Marie-Françoise Lowie, blessée, elle se trouve à la clinique de Kikwit et son état n'est pas inquiétant.

À la suite de cet accident malheureux, le commissaire général extraordinaire estime qu'à l'avenir, la collaboration des missionnaires en ce qui concerne les renseignements à fournir à l'armée assurant leur protection au sujet de tous les travailleurs qui leur sont suspects devra être intensifiée. Ceci parce que plus d'une fois, M. Albert Milton, commissaire général extraordinaire, a été amené à faire comprendre aux responsables religieux de Kikwit-rive droite que le soutien qu'ils semblaient accorder d'habitude aux va-et-vient de leurs travailleurs, pourtant déclarés suspects par eux-mêmes, n'était pas de nature à faciliter la mission des troupes de l'ANC mises à la disposition pour assurer la surveillance de leurs établissements.

Remarquons que malgré les difficultés qu'a rencontrées l'ANC dans cet engagement du fait que les assaillants se sont mêlés avec les élèves à la sortie de l'église, elle a pu, en un temps record, rétablir l'ordre sans pour autant laisser aux mulelistes le temps d'atteindre leur objectif.

2. Bilan des attaques et de l'évacuation

L'évêque d'Idiofa, M^{gr} Toussaint, rentré au Congo à la fin janvier, dresse, après s'être mis en contact avec l'ONUC et l'ANC chargées de protéger et/ou d'évacuer ses missionnaires, un premier bilan de la situation des missions catholiques de son diocèse¹⁷². Toutes les missions ont dû être évacuées, à l'exception de celles situées dans le territoire de Port-Francqui (Brabanta, Mwemba, Banga et Mikope), y compris celles situées en zone dinga-ngolilori, dans la région nord du territoire d'Idiofa : Mateko, Makale, Mutoyi et Mbeo. La mission d'Ipamu a également dû être évacuée.

Dans son rapport sur la situation du diocèse d'Idiofa, relatif aux événements du Kwilu de janvier-février 1964, M^{gr} Toussaint résume de la manière suivante les attaques contre les missions et les opérations d'évacuation de 26 missions :

Dès le lendemain matin – de la nuit du massacre de Kilembe –, on se rend compte que le massacre de Kilembe n'est que le signal de

¹⁷² Dépêche de l'agence DIA, 30 janvier 1964, p. 121.

départ d'une action qui doit bientôt s'étendre à la presque totalité du diocèse d'Idiofa et au sud du diocèse de Kikwit, dans toute la région occupée par les tribus bapende et bambunda.

Les bandes organisées dans toute cette région s'attaquent aux centres administratifs, aux missions catholiques et protestantes et aux centres industriels. On enlève les ponts, on coupe les routes (barrages et fossés), on détache les bacs de manière à empêcher toute évacuation. Des enseignants, des policiers, des fonctionnaires congolais sont tués.

La plupart des missions sont assaillies en pleine nuit et complètement pillées ou partiellement brûlées et souvent les prêtres et les religieuses n'ont pu échapper à la mort que grâce à l'aide de la population qui les protégeait en facilitant leur fuite. Certains d'entre eux ont dû parcourir des distances de plus de 100 km à travers la brousse et la forêt ; d'autres ont pu s'échapper en descendant la rivière Loange en pirogue pendant deux jours. Tous ceux qui, malgré le pillage de la mission et les graves vexations dont ils étaient l'objet, ont voulu rester à leur poste ont été finalement obligés de s'enfuir devant des bandes de plus en plus menaçantes auxquelles la population locale ne pouvait plus résister. Jusqu'au 31 janvier nous avons vécu dans la plus profonde anxiété car ce n'est que ce jour-là que les derniers missionnaires isolés depuis 8 jours et plusieurs fois menacés de mort ont pu être enfin sauvés « in extremis » par un hélicoptère de l'ONU. Les bandes « mulelistes » qui, en deux ou trois jours, avaient investi le sud et le centre du diocèse (doyennés de Kilembe, Idiofa et Mwilambongo) poussaient bientôt leurs incursions dans le nord (doyennés d'Ipamu et Mateko) provoquant en 8 jours la destruction et l'évacuation de toutes les missions situées dans le Kwilu : soit 26 missions du diocèse sur 30¹⁷³.

Selon le témoignage de l'abbé directeur Biletsi, à la mission de Laba l'école dut être fermée. C'est le vendredi 24 janvier en fin d'après-midi que parvint au directeur l'ordre formel de M^{gr} Inzia de quitter immédiatement le séminaire et de se replier vers le nord, Ipamu et Mangai. Seuls pouvaient rester les élèves d'origines mbunda et pende et lui-même. Quand les pères professeurs quittèrent le séminaire, l'abbé Biletsi leur déclara : « *Les gens ne vous attaqueront peut-être pas, mais ils ne vous aideront certainement pas*¹⁷⁴ ».

Un des élèves restés au séminaire raconte la suite des événements :

L'abbé Biletsi, qui avait dû interrompre ses études de théologie morale à Lovanium (Léopoldville), devint directeur du petit séminaire

¹⁷³ Rapport déjà cité de M^{gr} Toussaint.

¹⁷⁴ *Idem*, p. 293.

de Laba en septembre 1963. Lorsque la rébellion éclata en janvier 1964, et après quelques visites de l'école par des bandes de partisans, l'abbé Biletsi décida de renvoyer tous les élèves dans leurs villages d'origine. Lui-même regagna le sien (Banga-Banga) car il ne supportait plus la situation. Les rebelles lui avaient interdit de partir et de faire partir les élèves du petit séminaire, en soulignant que personne ne partirait de là qu'avec leur permission. Mais, à la suite de la confiscation des biens matériels des missionnaires, l'abbé avait estimé la situation insupportable, étant donné qu'on lui avait pris aussi le peu d'argent qu'il possédait pour nous nourrir avant les prochaines vacances. Après trois jours d'ennui, l'abbé et moi avons pu gagner notre village. Arrivé à Banga-Banga, le chef de la bande – qui était aussi originaire du même village que l'abbé et moi – envoie une lettre à l'abbé Biletsi l'invitant à aller le trouver pour qu'il lui remette une partie des biens pillés au séminaire. Pour l'abbé, c'était irraisonnable d'accepter des biens volés. [...] Nous sommes restés quelques temps au village¹⁷⁵ sans connaître aucun ennui avec l'abbé Biletsi avant de nous réfugier en forêt, à la suite des incursions des soldats et des bombardements aériens¹⁷⁶.

La situation dans le diocèse d'Idiofa nous est également décrite par l'abbé Lankwan, dans une lettre écrite à Kikwit le 20 mai 1964¹⁷⁷ :

L'abbé Daniel, malmené et blessé par les jeunesses, s'est réfugié dans la mission de Brabanta. L'abbé Eugène [Biletsi], expulsé du séminaire avec un groupe d'élèves, s'est réfugié dans son village, à Banga-Banga. Depuis, on est sans nouvelles de lui. Hier, j'ai contacté Mr l'abbé aumônier [pour qu'il] envoie un télégramme au commandant de camp à Idiofa au sujet de cet abbé. L'abbé Tshipungu Justin est également rentré après s'être réfugié dans la mission de Djuma avec un groupe de pères oblats. L'abbé Justin avait été battu ainsi que le

¹⁷⁵ L'étudiant affirme qu'à l'arrivée dans leur village, celui-ci n'avait pas encore d'équipe de partisans. Il va intégrer l'équipe lors de sa constitution quelques semaines plus tard.

¹⁷⁶ L'étudiant raconte dans son témoignage comment une femme trouva la mort dans son village : « Deux avions ont survolé notre village vers 4 heures. Nous étions, avec l'abbé, en train d'écouter la radio. Puis l'abbé dit : 'Moi j'ai laissé la famille toute seule, il faut que je la rejoigne'. Avant qu'il ne se fût mis debout, les deux avions étaient revenus et avaient commencé à lancer des grenades. Une femme s'était enfuie. Elle était entrée dans la forêt voisine, puis était revenue en disant à haute voix : 'Pourquoi m'enfuir ? Le sol appartient à Mulele et pas à Kasa-Vubu'. Elle prit de la terre dans sa main et dit : 'C'est le sol de Pierre Mulele'. Une balle l'atteignit alors au front. Après le passage des avions et lorsque tout fut redevenu calme, l'abbé Biletsi et moi, qui sortions de la brousse où nous nous étions cachés, trouvâmes le corps de cette femme étendu devant la porte de sa case. Les paroles qu'elle avait prononcées, nous les tenons de sa compagne, qui l'avait observée. »

¹⁷⁷ Archives Rébellion au Kwilu.

père Baetens qu'il accompagnait dans un village de la région de Mateko. Le père Vincent, réfugié à Léopoldville ainsi que tous les autres missionnaires de Mwilambongo, est rentré dans la mission de Mokala où il assure la direction du cycle d'orientation anciennement installé à Mateko. Les missions de Mateko, Béthanie et Mbeo de Bangoli n'étaient pas encore occupées. Nos petits séminaristes qui ont pu être regroupés (ceux du nord uniquement, dont certains furent, par moi-même, repêchés et ainsi regroupés autour de moi pendant toute l'occupation de la région par la jeunesse), ont été dirigés soit vers le petit séminaire de Bokoro à Inongo ou vers Mbata-Kiela au Mayombe. Ainsi donc tous les séminaristes et autres étudiants Bapende et Bambunda se trouvent dispersés dans les régions troublées.

Le diocèse voisin de Kikwit fut également atteint par les opérations mulelistes et partiellement évacué. Le 28 janvier au soir, les missions suivantes avaient été évacuées : Kandale (au sud de Gungu), Atene¹⁷⁸, Kikombo (à 100 km au sud de Kikwit), Kisandji (entre Gungu et Kahemba), Kahemba, Feshi. La mission de Gungu et l'abbaye trappiste de Kasanza¹⁷⁹ étaient sur le point d'être abandonnées. Le collège de Makungika fut évacué le 22 février, après qu'une attaque eut fait deux tués et quatre blessés parmi le personnel enseignant étranger, en raison de la débandade des policiers chargés de la défense de l'école, que les mulelistes avaient prévenus de l'attaque. Un rapport décrit comme suit les accusations contre dix policiers incriminés, dont certains pour soutien à la milice : « *Abandon d'un poste stratégique ; vol des poules et chèvres des villageois ; abandon d'un camion, qui servira au transport des maquisards ; n'avoir pas prévenu les hautes autorités de Kikwit alors qu'ils étaient au courant de l'attaque qui allait être opérée par la bande muleliste à la mission de Makungika*¹⁸⁰. »

3. Eugène Biletsi et Adolphe Lankwan : deux abbés dans la rébellion

Lorsque les missions furent attaquées puis évacuées, deux abbés d'origine mbunda du diocèse d'Idiofa restèrent à leur poste. Il s'agit d'Eugène Biletsi, à la mission de Laba, et d'Adolphe Lankwan, à la mission d'Ipamu. Ils étaient chargés, chacun, de protéger leur école et les biens qui s'y trouvaient.

¹⁷⁸ La mission d'Atene avait été complètement isolée dès le 16 janvier. Les missionnaires furent protégés par la population et évacués par hélicoptère le 31 janvier.

¹⁷⁹ Les 15 pères trappistes de Kasanza furent évacués par hélicoptère. À part quelques visites de mulelistes venus réclamer de l'argent et des vivres et une longue perquisition, les moines n'eurent pas à souffrir.

¹⁸⁰ Rapport d'Albert Milton, commissaire extraordinaire adjoint, établi à Kikwit le 29 février 1964.

Ribaucourt écrit : « à Ipamu, demeura l'abbé directeur du collège, Adolphe Lankwan, Mumbunda, qui tint tête aux vandales et réussit à protéger le collège et la procure ; cette dernière était particulièrement bien fournie en matériaux de construction : tôles, clous, planches¹⁸¹ ».

Ces deux prêtres étaient demeurés à leur poste parce que, originaires de la région, ils espéraient être en mesure d'exercer leur autorité sur les jeunesses, voire même sur Mulele et ses principaux lieutenants, qu'ils avaient l'impression de bien connaître.

Eugène Biletsi était directeur du petit séminaire de Laba au moment où éclata la rébellion. Il voulait protéger son école contre les mulelistes et les militaires, mais finit par devoir la fermer et rejoignit son village. Il vécut alors dans la clandestinité, pour se soustraire aux attaques de l'ANC et des bandes et fut protégé par les mulelistes. Il vivra 18 mois dans le maquis, bien que n'étant pas partisan du mouvement rebelle, y bénéficiant de la protection des mulelistes.

Lankwan, très lié à la culture mbuun, militait pour la défense de celle-ci¹⁸². Il était également plus engagé politiquement que l'abbé Eugène Biletsi (il était très favorable au Kwilu et au PSA). Sa hiérarchie pensait, en le laissant dans la région troublée, qu'il pourrait contrer la rébellion. Même après avoir été entraîné dans le maquis de Mulele, il restera, jusqu'au bout, fidèle à son église. Il y bénéficiera pourtant d'une certaine forme de protection de la part de Mulele. Ainsi, lorsqu'il fut torturé par les partisans, lors de son arrestation au mois de mai 1964, ceux-ci furent aussitôt punis par leurs chefs. Et plus tard, après avoir intégré la rébellion, si son comportement fut de nature à mécontenter Mulele et son entourage, on lui confia néanmoins la direction générale du service de l'information, malgré la méfiance de son chef hiérarchique, l'ex-frère josphite Florentin Ngolo.

La présence, dans la rébellion, des abbés Lankwan et Biletsi soulève ainsi la question des rapports ayant existé entre l'ethnie, la rébellion, et la religion. Nous consacrons le chapitre 6 au cas d'un autre religieux, l'abbé Placide Tara, d'origine yansi et du diocèse voisin de Kikwit, qui participa également à la rébellion. Son témoignage apporte un autre éclairage sur les relations qu'entretenait le mouvement muleliste avec l'Église catholique.

Si l'on déroule le film des événements, l'on se rend compte que les mulelistes, s'ils l'avaient voulu, auraient pu occasionner aux missionnaires beaucoup plus de dégâts que ceux qu'ils provoquèrent et qu'ils ne réservèrent pas un sort identique à toutes les missions. Les bandes mulelistes avaient encerclé les missions de Belo, Intshwem, Lashim, Ngoso, Matshi dès le 24 janvier. Or ce n'est que le 31 seulement que les missionnaires furent évacués.

¹⁸¹ Ribaucourt J.-M., *op. cit.*, p. 302.

¹⁸² Il était l'auteur d'un tabernacle en forme de panier, servant à la conservation des mets.

À la mission de Totshi, les mulelistes côtoyèrent les prêtres pendant près de trois mois, sans problème. Ce furent les soldats de l'ANC qui pillèrent la mission en avril, sous le prétexte que les abbés étaient de connivence avec la rébellion.

Comment interpréter l'attitude des mulelistes à l'égard des missionnaires ? Des pères, interrogés par nous, mettent en cause les différences de comportement existant entre les missionnaires.

Ainsi, le père jésuite Robert Delhaze¹⁸³, installé au Kwilu depuis 1935, qui connaissait Mulele depuis son enfance et qui vécut la période de la rébellion, estime que l'attitude des missionnaires de Yassa-Lukwa était différente de celle des missionnaires de la région Matende-Iwungu (Atene). Son collègue, le prêtre oblat Albert Paquet, met en cause, quant à lui, le comportement des missionnaires et de ses confrères religieux de Kilembe. Robert Delhaze ajoute : « *Les oblats ont connu une crise parce qu'ils venaient de l'Afrique du Sud*¹⁸⁴. *Ils avaient l'habitude de frapper et de s'enivrer*¹⁸⁵; *plusieurs n'observaient pas le célibat* ».

Le père Gabriel Houyoux¹⁸⁶ était, lui, indigné par la manière dont un projet pourtant prometteur dénommé « développement communautaire », initié par les oblats et conduit par J.-M. Ribaucourt, avait été mené.

Ribaucourt passait son temps à mesurer lui-même les champs ne laissant aux Congolais que peu d'initiatives. C'est un nouveau paternalisme. Et à côté de cette expérience, les autres pères maintenaient les écoles, sources perpétuelles de compromission avec le pouvoir et de conflit avec la population.

Le témoignage d'un petit séminariste de Laba qui vécut dans la forêt aux côtés de l'abbé Biletsi¹⁸⁷ apporte sa pierre à une meilleure compréhension des raisons des différences de traitement infligés par les mulelistes aux missions et aux missionnaires de la région troublée :

Comme c'était tout à fait le début, cela dépendait de la mentalité des gens composant la bande et aussi de la région dans laquelle on se trouvait. Je me souviens qu'à Intshwem, on a dû aider les missionnaires et les religieuses, les ponts étaient détruits au moment où les véhicules et tout le personnel de la mission se trouvaient encore de

¹⁸³ Interviewé par J. Omasombo à Bruxelles en juillet 2002.

¹⁸⁴ Les trois premiers oblats arrivés à Idiofa venaient d'Afrique du Sud.

¹⁸⁵ Il cite notamment le cas de M^{gr} Bossart, premier évêque d'Idiofa qui était un grand buveur d'alcool.

¹⁸⁶ Interviewé à Kikwit en 1966. Il est décédé en décembre 2005 à Ifwazondo.

¹⁸⁷ Il est rare de trouver un témoignage sur la manière dont l'abbé Biletsi est allé en forêt et sur ses relations avec les mulelistes. Le principal témoignage, en dehors de celui de l'abbé Eugène lui-même, provient de cet étudiant qui affirme être du même village et avoir vécu les événements qui ont conduit l'abbé à fermer le petit séminaire de Laba.

l'autre côté. J'ai vu les partisans, les rebelles donc, prendre la voiture sur leurs épaules puis faire traverser les religieuses et les pères. Alors que chez nous à Laba, la bande est venue au séminaire chercher les missionnaires et fouiller partout, pour les massacrer. Cela dépend donc du chef de groupe, de la bande... Cela dépend un peu aussi des missionnaires. Oui [...] c'est un fait, parce qu'à Intshwem les gens aimaient beaucoup le supérieur et les religieuses qui venaient d'arriver. C'est curieux, chaque fois qu'un Européen vient d'arriver au Congo, il a une mentalité plus ou moins affable [...] il est gentil, mais il suffit qu'il passe un an et puis il devient raciste. Par exemple, les gens d'Intshwem aimaient beaucoup un certain Charles Vergote (père provincial). Ils disaient : « Si nous avions trouvé le père Charles, certainement, on l'aiderait jusqu'à l'accompagner à l'aérodrome la nuit... Celui-là, c'est un type qui sait accrocher les gens. » Tandis que pour Laba, les rebelles cherchaient plutôt à tuer les missionnaires. À ce moment-là où nous avons saisi cette lettre [...], les rebelles avaient occupé tout le séminaire et nous autres on tremblait, l'abbé Biletsi n'avait plus d'autorité sur la bande qui fouillait partout, qui cherchait le personnel missionnaire...

[...] Pour les religieuses ? Est-ce que c'était la même attitude vis-à-vis des religieuses européennes ? Le ressentiment était mêlé, [c'était] plus ou moins la même chose. Mais les mulelistes n'ont pas tué les religieuses. Dans certaines régions, elles parvinrent à s'échapper à temps. Dans d'autres, les religieuses étaient moins dures envers les gens que le serait un missionnaire, un homme. Alors les mulelistes ont protégé les religieuses plus ou moins partout.

Et du côté des abbés et religieuses congolais, voici leur attitude en général. À Mangai par exemple, l'abbé Valère Bangabanga était recherché pour être tué. Ceux qui le recherchaient, c'étaient les rebelles, qu'il avait renvoyés de l'école, qui étaient donc ses anciens élèves d'autrefois, ceux qu'il avait renvoyés des missions. Ceux-là gardaient une forte haine...¹⁸⁸ Pour les autres prêtres, il y avait menace

¹⁸⁸ L'abbé Bangabanga passait pour un des abbés les plus zélés, et un proche des missionnaires et de leurs méthodes. Voici ce que dit J.-M. Ribaucourt sur ses activités : « Dans l'église locale d'Ipanu-Idiofa, comment se comporta le petit groupe des abbés diocésains ? Il était fort d'une dizaine de prêtres, un nouveau s'y ajoutant en juillet. Ils acceptèrent de monter aux créneaux. Un des deux aînés, l'abbé Valère Bangabanga, qui terminait son année de recyclage pastoral à Lumen Vitae, à Bruxelles, envoya à M^{gr} Toussaint, un plan d'action apostolique, qui, pour ses aspects principaux, rejoignait les vues de son évêque : donner une plus grande influence aux laïcs, décentraliser les missions en succursales, prioriser les centres extra-coutumiers, et à ce titre, occuper aussi Matshi et Panu, organiser une centrale des œuvres catholiques, avec relais dans les différentes missions, favoriser le recrutement des candidats pour des congrégations de frères et de sœurs. Suite à quoi, monseigneur lui proposa la direction des œuvres diocésaines ; ce que l'abbé Valère accepta. C'est à ce titre

de mort au cas où ils étaient soupçonnés de ceci ou de cela contre la rébellion. Par exemple, pour l'abbé Eugène Biletsi, j'avais souvent entendu dire par bien d'autres compagnons que Mulele s'inquiétait de M. l'abbé. Il voulait savoir s'il était tranquille, s'il s'était enfui comme tout le monde, s'il était dans la forêt, s'il ne donnait pas de sermons, etc. Quand on lui répondait : « Non », il disait : « Eh bien c'est un rebelle comme n'importe qui. Donc, laissez-le en paix ». Mais ceux qui étaient soupçonnés de ceci ou de cela, ceux-là étaient mal vus. C'est le cas de l'assassinat de l'abbé Adolphe [Lankwan].

Rappelons que les premiers attentats commis par les rebelles à partir d'octobre 1963 furent dirigés moins contre l'Église que contre les villageois qui dénonçaient Mulele auprès des soldats et de l'Administration. « *Dès que vous vous mettiez à la disposition des militaires pour rechercher Mulele en forêt, dit l'abbé Biletsi, vous étiez certainement poursuivi* ». Si les entreprises Madail et la mission catholique de Banda furent menacées en janvier 1964, ce le fut au titre de représailles pour leur collaboration avec l'ANC.

Dès le départ, cependant, les mulelistes se méfièrent des missionnaires européens et des prêtres congolais, s'abstenant d'entrer en contact avec ces derniers.

C'est ce qui ressort du témoignage de l'abbé Biletsi¹⁸⁹ :

Lorsque la rébellion était dans sa phase de préparation, je ne fus pas contacté. Cela m'étonne car, j'étais, je faisais l'itinérant. D'abord, dans la région d'Atene, puis dans la région de Totshi. Franchement, aucun émissaire de Mulele n'est venu me contacter, comme tel. Les militaires circulaient dans les villages, ils causaient beaucoup de tort, la population était soumise à plusieurs tortures et divers mauvais traitements de la part des militaires. J'étais témoin de tout cela, dans chaque village où je me rendais [...]. Au village de Kitondola, vers les 21 et 22 décembre 1963, alors que j'y visitais une école, un groupe de mulelistes est passé. Avant cela, du 19 au 20 décembre, ce fut le tour des militaires de malmener la population. Ils ont arrêté le chef du village et deux de ses notables, qu'ils ont amenés au secteur, avant de les acheminer sur Gungu. Dans la nuit du 21 au 22, tout un groupe de mulelistes est passé. Ce groupe a traversé le Kwilu la nuit pour aller à Mulembe. C'est chez mon secrétaire que quelques-uns sont allés frapper pour demander l'heure. Pas chez moi. Mon secrétaire me l'a

qu'une fois rentré au diocèse, il entreprit une tournée des différentes missions pour se rendre compte des réalisations déjà en cours et des possibilités prochaines. L'abbé fut fort soucieux de répandre partout l'UNIFACA, Union des familles catholiques, selon sa circulaire du 20 septembre 1960. En novembre, il viendra s'installer à Idiofa ». J.-M. Ribaucourt, op. cit., pp. 198-199.

¹⁸⁹ Interview de l'abbé Eugène Biletsi, Archives Rébellion au Kwilu.

communiqué quand nous étions déjà de retour, il ne me l'a communiqué qu'à la mission.

Même Louis Kafungu, qui deviendra chef d'état-major militaire des maquis du Kwilu, n'avait pas voulu me communiquer l'information. Pourtant nous étions assez proches. En juillet, Kafungu n'était pas dans l'équipe de Mulele. Il était instituteur et je me souviens de la manière dont il a rejoint les bandes rebelles. Lorsqu'on racontait que Mulele était entré dans la brousse pour former une milice, Kafungu était encore instituteur, dans la direction scolaire. C'est seulement après que j'aie réalisé que Kafungu était déjà au courant de la présence de Mulele à ce moment-là. Pendant les vacances, Kafungu était venu me demander une attestation pour se rendre à Idiofa, au dispensaire [...] afin de faire soigner sa femme qui était malade. Au début, j'avais refusé. Il avait tellement insisté que j'avais cédé. Je lui ai donné cette attestation [...] pour se rendre à Idiofa et revenir une semaine plus tard. Quand il est parti, nous autres sommes allés à Leverville pour notre retraite et je n'ai plus suivi la chose. Arrivé à Leverville pour la retraite, on m'a affecté au poste de Totshi, alors je n'ai plus voulu suivre les affaires de Mulele.

Et lorsque les rebelles auront capturé des religieux et des religieuses, ils resteront méfiants à leur égard. Le témoignage de la sœur Catherine Poso de Kisandji, entraînée dans le maquis, dévoile par ailleurs le traitement assez curieux qui leur était réservé :

Mulele leur (avec deux autres religieuses et les abbés Tara et Lankwan) avait demandé pourquoi eux vivaient et mangeaient avec les Blancs. Mais nuls sévices n'étaient exercés à leur égard. Ils furent envoyés dans un camp où leur sort fut décidé. Il faut, soit les obliger à se marier entre eux, soit les enterrer vivants¹⁹⁰.

Certains témoignages laissent voir qu'à certains moments – et il est important de situer les périodes –, des membres de l'Église catholique ont eu des contacts avec l'ANC pour tenter de démanteler les camps rebelles. Le père Delhaze affirme que quelqu'un comme l'abbé Kwambika, d'origine pende, essaya d'amener les gens de chez lui à s'opposer à la rébellion, mais

¹⁹⁰ La première religieuse à laquelle on avait demandé d'accepter le mariage avec un abbé ayant refusé, déclare C. Poso, celle-ci fut tuée sur place. Celle qui était encore postulante étant tombée malade, elle fut envoyée dans un centre de traitement. Seule la sœur Poso était restée. Elle devra consentir à se marier avec l'abbé Placide Tara, en janvier 1965. La vie ensemble n'était pas facile, dit la sœur. Ils étaient obligés de tout faire en présence des gardes et s'ils priaient, ils étaient battus. Finalement la sœur se retrouva enceinte. L'abbé fut arrêté sur ordre de Mulele puis envoyé ailleurs. Mulele l'emménait dans ses déplacements, non pas pour prier ou rendre culte à Dieu, mais pour montrer aux populations que même les abbés étaient avec lui. Archives Rébellion au Kwilu.

sans grand succès. Cet abbé connaissait les groupes de fidèles de la région sur lesquels on pouvait s'appuyer.

C'est aussi le cas de l'abbé Lankwan, qui continuait à se déplacer à son gré dans la région déjà occupée par la rébellion. Dans une lettre envoyée de Kikwit, le 20 mai 1964 à l'abbé Sheita, il décrit la situation dans la région :

Pour le moment, je suis en route pour Idiofa, la capitale du diocèse abandonné. Vous aurez sans doute appris que je suis toujours resté à Ipamu pendant ces troubles. Pour le moment, la situation est calme dans la région d'Ipamu, Mangai et Dibaya. Les abbés Valère, Victor, Paul Macream et le vicaire général qui avaient pris fuite sont rentrés et ils sont tous restés dans le nord où la situation est calme pour le moment. Des pères oblats, quelques-uns sont aussi rentrés et toujours dans le nord. C'est seulement quand ces missionnaires sont arrivés dans la région du nord que j'ai quitté Ipamu à destination d'Idiofa. Dans nos deux préfectures Idiofa et Gungu, la situation reste encore confuse mais il y a de l'espoir, car malgré tout il y a un sensible progrès dans plusieurs coins de la région. La seule chose est que nos missions restent sans pasteurs. Et nos abbés à l'étranger ne semblent pas se poser la question de réintégrer le diocèse. Évidemment, le moment est difficile ; mais faut-il délaisser la région ? Il y en a qui disent que c'est trop dangereux de retourner au pays dans des circonstances aussi tragiques. Mais, leur présence ne serait-elle pas un élément de pacification ? Je crois que votre maison sera d'autant plus pillée que vous l'aurez abandonnée à l'envahisseur. On peut défendre une situation même par une simple présence, surtout dans une région où l'on a eu de l'influence. C'est là mon avis. Et je pense que j'ai raison en partie. Car de toutes les missions c'est Ipamu qui a été la moins pillée, et cela grâce à ma présence active.

Transporté dans un petit porteur d'Ipamu jusqu'à Kikwit, puis amené à Idiofa, Lankwan intégra la mission de pacification. Parti d'Idiofa, l'abbé Lankwan se mit à la tête d'un groupe comprenant quelques soldats et se dirigea en direction de Punkulu vers le nord. Muni d'un porte-voix, il demandait à la population de sortir de la forêt. L'opération se solda par un échec. Quelques jours plus tard, il se dirigea vers le sud en direction d'Ifwanzondo, demandant cette fois aux soldats de le laisser évoluer seul afin de ne pas gêner sa démarche. L'abbé Lankwan était à la recherche des séminaristes Kimpila Sylvain, Kalom Fulbert et d'autres élèves des écoles qu'il connaissait.

L'abbé Lankwan fut arrêté le 22 mai 1964 par l'équipe des partisans d'Intshwem que l'on dit avoir agi sous l'influence de Musalampasu Évariste, un moniteur de l'école catholique devenu partisan. L'étudiant interviewé cité ci-dessus déclare :

Vers la fin du mois de mai, l'abbé Lankwan Adolphe, venant de Léo arrivait à Idiofa, de là il s'est mis à écrire aux étudiants leur demandant de quitter le maquis et de regagner Idiofa. Lui-même faisait des sorties avec des militaires, dans un rayon de 10 km d'Idiofa. On croyait qu'avec lui les gens devraient fléchir et cesser la lutte. Après avoir remarqué que les gens le fuyaient parce qu'il était accompagné des militaires, il eut l'audace un jour d'aller chez les rebelles seul avec son chauffeur. Il prit sa voiture avec son chauffeur, il alla en aventure jusqu'à Impini-Nsi. Les partisans les ont rencontrés, on l'a appréhendé et on l'a amené au QG. Le chauffeur sur ordre de l'abbé avait réussi à s'enfuir ; la voiture fut brûlée. Au quartier général, on a emprisonné l'abbé Lankwan puis on l'a relâché. Toutefois il devait rester au QG jusqu'à la fin de la (rébellion) révolution. On l'a mis au bureau de l'Information.

Selon Théophile Bula-Bula, l'abbé avait été mis sous surveillance par la Direction générale quelques semaines avant son arrestation, car on avait observé des rencontres avec des lycéens de Ngoso qui disparaissaient par après du maquis. Lankwan fut arrêté par l'équipe d'Ibubu au troisième barrage, après avoir réussi à contourner les deux premiers, dont il connaissait l'emplacement.

C'est ainsi que Lankwan se retrouva parmi les jeunes et fut intégré, malgré lui, dans la rébellion. L'étudiant poursuit :

Au camp, il était bien surveillé, il était là comme tout le monde, il était dispensé des services tels que monter la garde, travailler à la cuisine. Il lui était interdit de confesser les gens. Il avait osé un jour confesser un séminariste, il a été ridiculisé. Mulele lui demanda un jour : Il paraît que vous autres les prêtres, vous savez transformer un morceau de pain en Dieu. Êtes-vous capables d'arrêter la rébellion (révolution) aujourd'hui ?

Même si l'abbé Adolphe Lankwan était apprécié par son église, son intégration dans le maquis va cependant inquiéter l'autorité du Kwilu. Le préfet T. Dayiwele envoie de Dibaya-Lubwe au commissaire général extraordinaire à Kikwit la lettre suivante, le 19 juin 1964 :

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que monsieur l'abbé Lankwan Adolphe, ayant échappé pour déterminer sa responsabilité civile dans l'action néfaste de Mulele, je n'ai pu obtenir de ses supérieurs de la mission d'Ipanu où il exerçait son apostolat que ses deux bloc- notes contenant deux correspondances dont copie en annexe adressées aux mulelistes.

La lecture des deux lettres fait bien remarquer que cet abbé joue en somme le rôle d'aumônier général dans le gouvernement révolutionnaire du député Mulele Pierre.

Dans la première lettre en kikongo l'abbé accuse M. Musongo Odon (ancien planton préfectoral, qui fut pris en même temps que mon prédécesseur M. Bwangala A. dans une embuscade muleliste à Pomongo et organisateur des bandes anti-mulelistes et ensuite dirigeant d'équipe muleliste dans le secteur Kapia) d'être anti-Mulele, anti-mubunda et anti-mukantsha. Et il se déclare opposé au PNP.

Dans la seconde lettre, il reconnaît ses erreurs et celles de ceux qui font partie du gouvernement révolutionnaire et suite à la situation catastrophique qui prenait des proportions inquiétantes, les invita à revenir à la raison.

Je vous laisse tous les soins voulus d'en examiner la gravité et prendre les mesures correctionnelles.

Dans le maquis, Lankwan se remit à encadrer ses anciens étudiants, surtout des séminaristes. Il les faisait fuir, à l'insu de Mulele. L'étudiant interviewé ci-dessus déclare :

L'abbé a travaillé beaucoup, beaucoup de séminaristes ; il faisait partir des étudiants. Les gens de la masse qui voyaient en Mulele un vrai libérateur ne comprenaient pas le geste de l'abbé, ce qui fait qu'il était de temps en temps dénoncé auprès de Mulele.

[À la question de savoir] si l'abbé Lankwan a travaillé dans la rébellion, [la réponse est] oui parce que forcé... Il était là à côté de Mulele et il devait donner des leçons, l'informer. Une fois, il a été au combat en auto dans la région de Bambala. C'est-à-dire, Mulele d'abord était dans la brousse de son village, alors on l'avait chassé de là et il est parti dans la région de Bambala en auto. Alors M. l'abbé a dû participer aussi aux combats comme tout le monde. Il avait aussi ses flèches et son arc.

Mais en fait, c'est en tant qu'envoyé de l'Église que Lankwan était entré dans le maquis, avec l'intention de ruiner la rébellion. L'étudiant dit avoir reçu de l'abbé de nombreux documents qu'il faisait circuler. Il s'agissait de tracts qu'il avait distribués dans son village et répandus dans les villages des alentours pour pouvoir faire échouer la rébellion.

L'étudiant décrit ainsi la stratégie de l'abbé Lankwan :

avant il était à Ipamu, entre les rebelles et les militaires. Quand les rebelles arrivaient, il s'entendait avec les rebelles sans dire que les militaires arrivaient chez lui, et quand les rebelles s'en allaient, les militaires arrivaient à la mission et puis il s'entendait avec les militaires sans qu'ils sachent qu'il était ami des rebelles. Il était comme cela. Alors un moment, il a demandé de pouvoir arriver une fois à Idiofa. [...] À partir de là, il a demandé la permission aux militaires de pouvoir aller dire la messe à Ifwanzondo, une mission des environs. Il est parti, mais il a commis une certaine imprudence en causant avec un

moniteur, paraît-il. Comme le moniteur était « jeunesse » convaincue, il a dû dévoiler le secret aux partisans. L'abbé lui aurait dit que pratiquement les gens commençaient à mourir de maladie, etc., [que] cela n'allait pas, [que] Mulele avait mal commencé, alors [que] cela se terminerait mal et qu'il était venu dans l'intention d'essayer de retourner la mentalité des gens. Alors on l'a accusé, on l'a attaqué. [...] les militaires [...] ont attrapé M. l'abbé, on l'a malmené puis on lui a enlevé sa soutane. Arrivé là-bas, Mulele a dit : « Vous êtes un condamné. Comme je vous connais tout de même un peu, je ne puis pas aller jusqu'à... » [...] ; on lui a fait une maisonnette à côté de celle de Mulele et il est resté là. Et quelque temps après, un autre abbé [Placide Tara] l'a rejoint. [...] avant son arrestation, il avait déjà lancé des tracts du côté de son village dans le même secteur que le mien, rédigés dans ma langue maternelle. Il y était écrit : « On ne peut boire à une source avant d'avoir jeté un coup d'œil aux alentours. Une fois que vous avez bu cette eau-là, et que vous trouvez par ailleurs de la saleté à côté de la source, et bien, vous allez vomir... Donc, avant de boire de l'eau à la source, il faut regarder aux alentours. Puis, deuxièmement, quand vous avez entrepris un voyage, et qu'à une bifurcation, vous butez contre une souche, il faut rebrousser chemin ». Quand j'ai demandé aux vieux ce que cela signifiait, ils m'ont dit que cela pouvait se rapporter à la rébellion, c'est-à-dire que Mulele, avant d'entreprendre son œuvre, ne nous avait pas consultés, il s'était jeté de but en blanc dans l'affaire. Alors voilà maintenant, nous autres nous subissons cela de façon... Enfin [...] nous ne comprenons pas ce qu'il veut faire et où il veut aller. [...] il dit que quand vous êtes en promenade ou quand vous voulez aller voir un ami et qu'à une bifurcation, vous butez contre une souche, il faut rebrousser chemin. Qu'est-ce que cela veut dire ? [...] Comme il veut faire une révolution pour tout le Congo, et que maintenant, il ne parvient pas à prendre Idiofa, cela signifie que cela sent mauvais, alors il est temps pour lui de rebrousser chemin. [...] [L'abbé] a rempli toute une feuille comme cela. C'est par là qu'on est arrivé à voir M. l'abbé Adolphe comme quelqu'un qui fait tout pour faire échouer la rébellion. Alors, vous voyez la fin de sa vie explique cela. [...] M. l'abbé a tenté plus d'une fois, plus de deux fois, une évasion. [...] Une fois il l'a tentée dans un groupe d'étudiants. On l'a arrêté, on l'a ramené. Alors Mulele a dit : « Je lui pardonne ». Une autre fois, il a tenté, on lui a pardonné. La troisième fois, Mulele ne l'a pas entendu ainsi. Il a massacré plus d'un séminariste qui voulait s'enfuir également pour aller à Idiofa.

L'abbé Lankwan avait effectivement tenté de s'enfuir, en juin 1965. Mais ses compagnons de fuite et lui-même furent interceptés par l'équipe de la sous-direction d'Ibubu et ramenés à leur point de départ. Selon Ludo Martens¹⁹¹, à l'issue du tribunal extraordinaire convoqué pour juger les fuyards, Mulele s'exclama dans un accès de colère : « *Que dit le règlement ? Quelle est la punition prévue en cas de trahison ?* ». Et Martens ajoute : « *Fort mal à l'aise, les commandants se dispersèrent. L'exécution eut lieu le même jour* ».

¹⁹¹ Martens L., *Pierre Mulele...*, op. cit., pp. 228-229. Voir aussi Martens L., *Une femme du Congo*, op. cit., pp. 158-160. D'autres témoins proches de Mulele contactés par Augustin Awak Ayom, un ex-prêtre d'Idiofa, ont donné une version différente des faits sur la position de Mulele quant à la condamnation de l'abbé Lankwan. Mulele, bien que très mécontent du comportement de l'abbé, ne voulait pas pour autant le voir exécuté. Face à la fureur de la masse des combattants, il pensait, disent-ils, pouvoir trouver une astuce non compromettante afin de le sauver, comme d'organiser un simulacre de procès. Mais il fut pris de court par la rapidité de Kafungu à commettre l'acte fatal. Mulele aurait affirmé, après la mort de Lankwan : « *Les imbéciles l'ont tué* ».

4. Essai d'interprétation

Des informations et témoignages présentés ici, il y a moyen de dégager certaines conclusions concernant l'attitude générale des rebelles mulelistes à l'égard des missions.

Dès le départ, les mulelistes ainsi que la population de la région troublée se méfient des missions. Si les missionnaires ne sont souvent informés que la veille d'une attaque, ils n'ont pas été assez rapidement mis au courant de l'organisation ou de la situation réelle du maquis Mulele.

Vu l'ampleur du mouvement, on ne peut pas dire que les missionnaires ne purent pas remarquer que la situation ne cessait de se dégrader. S'ils ne quittèrent pas rapidement la région, surtout à partir de janvier 1964, deux hypothèses peuvent être avancées. La première c'est qu'ils minimisaient l'efficacité d'un soulèvement local. L'Église qu'ils représentaient leur paraissait être restée une institution forte, protégée par son statut face à une population qu'elle gérait depuis longtemps. La deuxième hypothèse va dans le sens de la première, qu'elle complète. En juillet 1960, lors des émeutes qui suivirent l'indépendance, les fonctionnaires belges quittèrent le Congo, mais les missionnaires étaient restés. Si donc l'Église n'avait pas fermé au moment de la mutinerie de l'armée et de la faiblesse de l'autorité politique et administrative au niveau central, elle ne devait pas trop s'inquiéter des actions d'un mouvement local, certes nourri à l'idéologie d'une tendance politique qu'elle détestait, mais qui ne cessait de perdre du terrain depuis la mort de son leader Lumumba et de l'emprisonnement de Gizenga. Ainsi, quand en janvier 1964 à l'école des filles de Kilembe, un élève dit à la sœur Lutgarde : « *Ma sœur, vous ne quittez pas la mission ?* », la sœur répondit : « *Mais non, nous avons notre mission dans l'école, au dispensaire, à la maternité* ». Et l'élève s'éloigna en disant : « *Bon courage, ma sœur*¹⁹² ».

Le caractère systématique et intentionnel des attaques ne fait aucun doute. Celles-ci se déroulent quasi simultanément dans une région aussi vaste que la Belgique, selon un processus relativement identique : avertissement les jours précédant l'attaque, suivi d'actes d'intimidation et de menaces, enfin vexations accompagnées parfois de violence et évacuation forcée, destruction des bâtiments et pillage. Elles frappent toutes les missions : catholiques et protestantes, celles des oblats, et celles des jésuites, sans que des considérations de personnes ou des relations de sympathie ou d'hostilité entre les missionnaires et la population – sauf peut-être dans le cas de Kilembe – aient pu modifier fondamentalement l'attitude des attaquants. Il n'y eut pas non plus, dans les derniers jours qui précédèrent les attaques, de réactions

¹⁹² Ribaucourt J.-M., *op. cit.*, p. 294.

substantielles à part quelques gestes de collaboration avec l'ANC et l'Administration du côté des missions qui expliqueraient une brusque colère populaire à leur égard, ni d'interventions extérieures¹⁹³, qui, par contagion raciale, auraient fait des missionnaires les boucs émissaires.

Il semble dès lors peu pensable que les attaques ne soient pas la mise en exécution d'une décision prise par les chefs de la rébellion muleliste¹⁹⁴. On pourrait prendre le cas de la mission de Koshimbanda où le supérieur est informé le dimanche 12 janvier par le directeur des écoles que les commandos n'attaqueront que la nuit et à la date fixée par Mulele lui-même. Le mercredi 22 janvier à 16 h, le père Basile est averti par un de ses anciens élèves : « *C'est cette nuit que vous serez tués par le commando de la région sur ordre du chef Mulele* ». La nuit tombée, le père fut caché en brousse par son « *vieux chasseur d'éléphant* », Muhula Joseph. La mission fut effectivement attaquée à 20 h par les partisans¹⁹⁵.

Le chroniqueur de *La Relève* émet une autre hypothèse lorsqu'il écrit : « *Il n'entrait certainement pas dans les intentions de Pierre Mulele de s'attaquer aux missions. À plusieurs reprises il a envoyé des émissaires vers les missions voisines de son QG pour donner des assurances à ce sujet et promettre sa protection*¹⁹⁶ ».

Notre conclusion diffère également de l'opinion exprimée par l'agence d'information catholique DIA. Celle-ci affichant un optimisme rapidement partagé par une partie de l'opinion catholique, tirait la conclusion suivante :

*Spécifions pour terminer que, quoi qu'il ait pu faire croire à certains le drame de Kilembe, le mouvement terroriste n'est pas dirigé directement contre les missions catholiques ou protestantes, mais est un phénomène de révolte politique auquel les missions n'ont été mêlées que d'une manière accidentelle. Dans plusieurs cas d'ailleurs, les missionnaires ont été aidés et protégés, au cours de leur évacuation, par la population des régions qu'ils traversaient. Il serait donc faux de parler de persécution ou de menées antireligieuses*¹⁹⁷.

En revanche, il semble que l'attaque des missions n'ait pas eu comme objectif d'attenter à la vie des missionnaires, mais seulement de contraindre

¹⁹³ Nous pensons à l'intervention belgo-américaine du 24 novembre à Stanleyville qui fut la cause immédiate des massacres d'Européens les jours suivants.

¹⁹⁴ Martens L., *Pierre Mulele...*, op. cit., pp. 180-184.

¹⁹⁵ Ribaucourt J.-M., op. cit., p. 300.

¹⁹⁶ *La Relève*, 22 février 1964, p. 15.

¹⁹⁷ Dépêche de l'agence DIA, 28 janvier 1964, p. 112. Ce texte infirme la conclusion à laquelle était arrivé l'évêque d'Idiofa à la même date en entendant les récits faits par les missionnaires rescapés : « *De tous les récits que nous entendons, nous pouvons conclure que les missionnaires et les missions sont tout particulièrement menacés* ». Rapport déjà cité de M^{gr} Toussaint, p. 2.

ceux-ci à l'évacuation. Il existait sans doute des griefs particuliers à l'égard de telle ou telle mission ou de tel ou tel missionnaire, mais ce furent des raisons générales qui déterminèrent l'incompatibilité entre la rébellion muleliste et les missions : celles-ci étaient étrangères et occidentales ; elles étaient en outre riches et économiquement puissantes, alors que la population des zones rebelles était appauvrie et frustrée ; enfin, les missions avaient, de gré ou de force, dû entretenir des relations de coopération avec l'Administration et le gouvernement provincial, tandis que le mouvement muleliste s'y opposait radicalement. Dans un rapport du 29 février 1964 adressé de la mission de Pindi aux autorités administratives de Bulungu, l'abbé Stanislas Kimananzimbu affirme :

Nous avons fait ce que nous pouvions faire. [...] Nous avons arrêté le chef de bande il y a quinze jours ; hier 64 jeunesses ont été acheminées vers Kikwit. Tout cela ne fait pas bouger. Nous ne pensons pas que nous avons manqué à notre devoir de citoyens de ce pays ! Nos véhicules font circuler les autorités civiles sans que nous ne demandions un sou pour cela. Ce que nous recevons en retour nous bouleverse et nous étonne. Pour l'instant, nous ne croyons pas que sans les milices nous puissions tenir tête. Il faudrait carrément user de l'aviation avant les troupes et l'infanterie. Je le répète : c'est à Kikongo-Mitshiakila, sur la route de Mitshiakila-Nsamansama, Binkulu, Mosay ! L'on sait que le village de Nsamansama a brûlé cette nuit ! Maintenant, comment distinguer les nôtres de la bande ? Voilà une chose compliquée. Malgré cela, la consigne c'est Haut les cœurs ! Avec nos remerciements de la part de la population de Pindi et des environs¹⁹⁸.

On peut se demander si la rébellion muleliste, ou plus précisément son chef Mulele, avait une position philosophique bien arrêtée en matière religieuse. Certains témoignages tendent à montrer que Mulele avait adopté dans son enseignement et dans ses directives une position résolument antireligieuse et qu'il basait son argumentation sur la nécessité d'une libération philosophique de l'homme. Cette version rejoint les déclarations de Kamitatu selon lesquelles Mulele aurait quitté le petit séminaire de Kinzambi pour des motifs d'opposition religieuse¹⁹⁹.

En revanche, selon le témoignage de l'abbé Placide Tara (cf. chap. 6), qui vécut un an et demi au milieu des rebelles dans le Kwilu, la « *propagande antireligieuse organisée par des mécréants* », n'aurait surtout « *convaincu*

¹⁹⁸ Ce type de rapport émanant des paroisses adressé à l'Administration est fréquent. On peut citer celui du 18 février 1964 de la paroisse Sainte-Trinité décrivant l'arrestation des pillards à la mission de Pindi.

¹⁹⁹ Kamitatu C., *La Vérité sur le maquis Mulele*, texte reproduit en annexe, pp. 275 et suiv.

que la pègre », tandis que Mulele lui-même n'aurait eu « aucune prise de position pour ou contre un culte déterminé ». Interrogé sur le sort des missions après la révolution, il aurait répondu évasivement : « On ne poursuit pas deux oisillons à la fois²⁰⁰ ».

L'idéologie du mulelisme et ses objectifs impliquaient le départ des missionnaires, la destruction de leurs œuvres et de leur influence et la disparition de toute église chrétienne, même africaine, non seulement parce que églises et missions étaient des adversaires probables et, de toute manière, des témoins gênants de la révolution, mais également parce que, dans l'optique muleliste, elles représentaient un handicap pour la société sur la voie de sa libération²⁰¹. C'est la raison pour laquelle le clergé congolais ne fut, en fin de compte, pas mieux traité que les missionnaires étrangers. Si ces derniers furent expulsés de force de la région, les abbés et les frères congolais qui ne purent ou ne voulurent pas s'enfuir, furent contraints soit de rentrer dans leur village et de renoncer à toute activité sacerdotale, soit de participer à la rébellion²⁰². Au moins un abbé, l'abbé Adolphe Lankwan, paya de sa vie (il fut tué le 6 juin 1965) son refus de poursuivre sa collaboration avec Mulele. D'après Léon Makasa, chef du secrétariat de Kafungu à l'état-major général, l'information relative à cette mort fut dissimulée aux partisans.

Les violences exercées contre les missionnaires furent d'une manière générale limitées à quelques cas. Si on les compare au traitement violent réservé à des dizaines de Congolais (fonctionnaires, instituteurs, policiers, chefs locaux) durant la même période, il faut supposer que des consignes expresses furent données par les chefs du mouvement rebelle afin d'éviter que des Européens ne soient massacrés. Dans plusieurs cas des missionnaires furent protégés et convoyés par des bandes mulelistes vers l'extérieur de la zone rebelle ; dans d'autres, c'est un chef local qui s'interposa. Le père Robert Delhaze attribue les assassinats de Kilembé à « l'obstination de ces pères, trop sûr d'eux-mêmes ». Il conclut : « Évidemment, les Bapende, qui n'étaient pas des idiots ont tué ceux-là, mais pas tous. Ils ont respecté ceux qui étaient respectueux. Avec le père Visé, je suis resté le dernier à partir de Makungika sur ordre impératif de mon supérieur qui se trouvait à Kikwit. »

La région étant tombée complètement aux mains des mulelistes dès le 22 janvier au soir, il est certain que peu de missionnaires auraient pu s'échapper

²⁰⁰ « Le mulelisme face au christianisme », dépêche de l'agence DIA, octobre 1965.

²⁰¹ Il faut noter cependant que six mois après le déclenchement des attaques, en octobre 1964, les chefs mulelistes offrirent aux missionnaires de reprendre leur travail à Mateko, à l'extrême nord de la zone rebelle, en région dinga. Ils offrirent de prendre la mission sous leur protection et de restituer aux pères leurs objets à condition que ceux-ci se soumettent à leurs règles et ne fassent pas de politique. Voir à ce sujet le *Bulletin d'information* du diocèse d'Idiofa de novembre 1964.

²⁰² Les informations concernant le clergé congolais sont extraites du *Bulletin d'information* du diocèse d'Idiofa.

si les dirigeants mulelistes avaient voulu les garder en otages ou exercer contre eux des représailles ou des jugements populaires²⁰³.

Si l'on s'interroge sur les raisons de cette relative mansuétude à l'égard de la personne des Européens en général et des missionnaires en particulier, on peut certes y voir la crainte – fondée d'ailleurs – de déclencher une intervention étrangère ou éventuellement celle des forces de l'ONU au Congo²⁰⁴. Mais il est probable également que la population n'était pas encore suffisamment conditionnée par la situation révolutionnaire des maquis pour accepter sans réagir des sévices généralisés à l'égard des étrangers avec lesquels elle entretenait des relations normales.

Il reste à expliquer le massacre de Kilembe et celui de Miss Ferrel à Mangungu. En ce qui concerne Kilembe, plusieurs témoignages dont le chroniqueur de *La Relève* s'est fait l'écho²⁰⁵ mentionnent des circonstances particulières à cette mission qui auraient créé bien avant les événements un climat de tension, sinon de haine, entre les missionnaires et une partie de la population.

Déjà en 1949, des tensions s'étaient manifestées à Kilembe, tensions qui s'étaient cristallisées autour de la personne d'un abbé pende, l'abbé Sheita, et qui avaient entraîné le renvoi des élèves pende du séminaire²⁰⁶. Par la suite, à plusieurs reprises, avant l'indépendance déjà, des incidents se produisirent entre les pères oblats et la population. Lors de la proclamation de l'indépendance, cette mission fut pillée par la population lorsque survinrent des émeutes au mois de juillet. Après l'indépendance, la mission dut être fermée à deux reprises. En 1962, le supérieur de la mission fut remplacé par l'abbé congolais qui avait été mêlé aux difficultés de la mission en 1949. Au début du mois d'avril 1962, l'école pédagogique des filles, l'école d'orientation des garçons et la maternité de la mission furent fermées ; toutes les femmes, mêmes celles qui venaient d'accoucher, furent renvoyées. Au début de l'année 1963, de nouveaux incidents entraînèrent le déplacement de

²⁰³ Plusieurs missions furent prévenues la veille que l'attaque aurait lieu et que l'objectif était de tuer les missionnaires. C'est ainsi que la mission de Mwilambongo fut évacuée le mercredi par les laïcs et le jeudi par les missionnaires avant la nouvelle du massacre de Kilembe.

²⁰⁴ Un communiqué du CNL diffusé à Brazzaville à la fin février rejeta la responsabilité du massacre de Kilembe « sur les militaires mobutistes en débandade » affirmant que « jamais les partisans de Mulele ne se livraient à de pareils actes de banditisme » et que « jamais la lutte révolutionnaire du CNL ne visera les citoyens belges, résidant au Congo ». *La Libre Belgique*, 24 février 1964.

²⁰⁵ « À Kilembe il y a probablement à l'origine du drame des circonstances tout à fait locales antérieures au mulelisme », *La Relève*, 22 février 1964, p. 15.

²⁰⁶ Pour une version des incidents de Kilembe antérieurs à la rébellion, voir le témoignage reproduit en annexe, p. 295, dont l'auteur fut étroitement mêlé aux événements qu'il décrit. Voir aussi, outre l'ouvrage de J.-M. Ribaucourt, un texte inédit de l'abbé B. Sheita (décédé en 2004) intitulé : *Écrasé, mais il vit. L'itinéraire sacerdotal de l'abbé Barthélemy Sheita*, 2002, 39 pages + annexes, avec une préface du professeur Daniel Gambembo Fumu wa Utadi.

l'abbé et, plus tard, une nouvelle fermeture de la mission qui ne fut rouverte qu'à la rentrée scolaire d'octobre 1963, trois mois avant que n'éclate la rébellion. Les trois missionnaires qui y retournèrent le firent à titre volontaire parce que le poste était encore considéré comme particulièrement difficile.

Un des griefs les plus graves à l'égard des missionnaires fut précisément la fermeture de la mission qui avait entraîné aussi celle de l'école artisanale et du dispensaire. La population considéra qu'il s'agissait d'une mesure de représailles dirigée contre elle. Dans une lettre écrite à Kilembe, le 12 novembre 1962, adressée à C. Kamitatu, qui était ministre de l'Intérieur du gouvernement central, l'abbé B. Sheita affirmait :

Cinq enfants, dont deux Bapende et trois Bawongo, sont décédés. Il me semble que le gouvernement ne peut pas permettre à certains ecclésiastiques d'exercer leurs quatre volontés pour se faire sentir nécessaires, puis par après ce même gouvernement accusera toute l'église catholique et tous ses prêtres sans distinction d'avoir été l'opium du peuple. Si le gouvernement se sent gêné de prendre des mesures, qu'il veuille du moins se renseigner objectivement et avertir les instances supérieures ecclésiastiques. Car de tels agissements peuvent facilement produire des mouvements de troubles, non seulement contre l'Église mais aussi contre l'État si la population se sent continuellement opprimée sans raison et sans protection.

Le commissaire de Kilembe, D. Mwak Anzal, dans son rapport du 10 août 1963, mettait le préfet de Gungu en garde contre

les conséquences malheureuses pouvant, si les choses ne s'arrangent à temps, menacer la natalité. Combien de mamans enceintes rencontre-t-on [dans l'obligation de] parcourir pour des jours de consultation des nourrissons une cinquantaine de kilomètres pour atteindre l'hôpital de Mukedi ; alors qu'avant l'évacuation, elles en faisaient six ou moins selon que le village est éloigné ou pas de la mission²⁰⁷.

Il s'était opposé à l'évacuation des missionnaires :

Le 5 août 1963, je partais voir les travaux de réparation du pont Bienge en passant par la mission où j'ai appris que l'évêque avait déjà fait partir les bagages des sœurs et prêtres. À ma question posée à l'évêque aux fins de savoir pourquoi ma décision datant du 4 août 1963 et ayant été portée à sa connaissance n'a pas été respectée, M^{re} R. Toussaint confirme l'évacuation des missionnaires qu'il espère être momentanée exigeant des autorités provinciales « le départ

²⁰⁷ Rapport du commissaire de Kilembe, D. Mwak Anzal, au préfet de Gungu, 10 août 1963.

définitif de l'abbé Sheita qui occupe illégalement le poste de supérieur de Kilembe ». M^{gr} Toussaint a décidé l'exclusion de son prêtre qu'il dit être « sous le coup des peines ecclésiastiques qui le privent du pouvoir d'exercer tout ministère et de célébrer les offices. Mais dans le cas où l'abbé Sheita persisterait à se maintenir à Kilembe à l'encontre de toute autorité, je décline toute responsabilité pour l'avenir²⁰⁸ ».

L'abbé Adolphe Lankwan qui s'interposa dans cette affaire, tirait de cette situation une conclusion fort lucide²⁰⁹ :

L'abbé Georges [Ngal] revenant de Kinzambi a rencontré M. Leta, président provincial. Concernant votre [abbé Sheita] arrestation, M. Leta lui aurait déclaré qu'il subit une véritable pression de la part de M^{gr} Toussaint, et cela depuis quatre semaines. Pour éviter ce déshonneur je demande et vous supplie de quitter la mission Kilembe. Évidemment M^{gr} oublie que cette méthode suivie par le gouvernement belge... a fini par se retourner contre la Belgique pour aboutir à la situation d'aujourd'hui. Je me demande si par leurs agissements certains de nos évêques ne préparent pas la persécution contre l'Église.

L'abbé Sheita quitta la mission de Kilembe à la fin de l'année 1963²¹⁰. Que ce prêtre ait été au centre des incidents qui jalonnèrent l'histoire de la mission de Kilembe avant la rébellion²¹¹ fut la cause d'une explication erronée du massacre de Kilembe, explication qui rendait ce prêtre directement responsable des événements de janvier 1964. Or à ce moment-là, B. Sheita était depuis plus de trois mois en Europe...²¹²

Il est certain que l'attaque de la mission dans la nuit du 22 au 23 janvier rentrait dans le plan général d'intimidation à l'égard des missionnaires et il est probable que c'est un groupe de partisans, éventuellement de la région même, qui lança le cocktail Molotov qui précéda l'attaque. Selon le témoignage d'une religieuse, ce furent les villageois eux-mêmes qui attaquèrent les pères et les massacrèrent, tout en n'inquiétant pas les religieuses. L'étudiant dont le

²⁰⁸ Lettre de M^{gr} Toussaint écrite à Idiofa le 5 août 1963.

²⁰⁹ Lettre de l'abbé Adolphe Lankwan écrite à Mwilambongo le 9 août 1963 à B. Sheita.

²¹⁰ Cf. la lettre du préfet de Gungu, J. Kikolo, adressée le 26 août 1963 à l'abbé supérieur de Totshi et celle du préfet d'Idiofa, François Mangala, du 20 septembre 1963, adressée à M^{gr} Toussaint ayant pour objet « *Délogement de l'abbé Sheita à Kilembe* ».

²¹¹ Dans la région, un autre prêtre catholique, l'abbé Makula Longin, ordonné en 1953, de l'ethnie yaka du Kwango, mena un combat sans merci contre l'évêque de Kisantu, M^{gr} Kimbondo, auquel il avait été rattaché, qu'il accusait de ne pas vouloir du développement de sa région d'origine. Cf. fiche de l'intéressé établie par la sûreté coloniale. Archives Rébellion au Kwilu.

²¹² Cette version fut diffusée par le chroniqueur de *La Métropole*, le 31 janvier 1964. L'abbé Sheita écrivit de Bruxelles le 16 septembre 1965 à Jules Chomé : « *J'ai été injustement impliqué dans le massacre de trois missionnaires oblats ; je ne puis donc pas retourner au Congo sans avoir d'abord éclairci cette situation* ». Archives Rébellion au Kwilu.

témoignage est cité ci-dessus dit avoir appris dans le maquis que les assassinats de Kilembe ne furent pas commandés par Mulele qui, à ce moment, se trouvait à Mulembe, à quelque 150 km du lieu des incidents. Ce fut l'œuvre de Fimbo Antoine, un Mupende originaire de Lukole renvoyé de l'école primaire en 1945 par le supérieur de la mission de Kilembe. Devenu par la suite commerçant, il porta plainte en 1962 contre l'évêque d'Idiofa suite au décès d'un petit neveu survenu après la fermeture du dispensaire et de la maternité de Kilembe. Il joua un rôle important dans la pénétration de la rébellion dans les secteurs de Kilembe et de Gudi et devint chef de la sous-direction de Kitombe en 1964. Il resta fidèle à Mulele après la dissidence de Kandaka.

Quant à l'assassinat de Miss Ferrel à Mungungu, nous ne disposons d'aucune information qui puisse en révéler les raisons particulières. Peut-être faut-il faire intervenir ici un des éléments qui semblent avoir joué dans la plupart des attaques de mission : le pillage²¹³. Une autre explication, proposée par le père Delhaze à propos des assassinats de professeurs belges intervenus vers la fin du mois de février à Makungika pourrait s'appliquer à cet assassinat : « *À ce moment-là, dit-il, tout le monde était devenu fou* ». Ceci nous amène à notre dernière remarque.

Avant même que les occupants en eussent été chassés ou s'en fussent enfui, la plupart des missions avaient été pillées. Pour comprendre ce comportement presque général en zone rebelle, il faut s'imaginer ce que représentait, pour une population réduite à un état de quasi-misère et vivant à l'écart de tout centre urbain important, les réserves de vivres et de biens entreposées dans les missions, seuls foyers de vie moderne et de confort. Il faut ajouter à cela la somme de griefs accumulés inévitablement par la population environnant les missions contre des institutions qui étaient les seules à dispenser des services publics aussi essentiels que l'enseignement²¹⁴.

²¹³ La version de l'« exemple » retenue pour expliquer le massacre de Kilembe pourrait être appliquée à l'assassinat de Miss Ferrel. Dans ce cas, celui-ci aurait été prémédité pour jeter la panique parmi les missionnaires protestants.

²¹⁴ À noter que le maintien des écoles par les missionnaires a été assez longtemps une source perpétuelle de compromission de l'Église avec le pouvoir et de conflit avec la population. On reprocha à maintes reprises aux églises de faire travailler les élèves dans les missions, de retenir les salaires des enseignants que leur versait l'État. Un cas dénoncé par l'abbé Sheita : « *Un instituteur diplômé est présenté dans le rapport du gouvernement qui paie les enseignants comme ayant droit à 5000 F à l'époque. Le rapport parti, M^{sr} Toussaint donne au supérieur de la mission l'ordre suivant : [...] Étant donné qu'il a été renvoyé de l'enseignement pour faute morale grave, j'avais décidé qu'il devait recommencer à la base, les années de service écoulées ne pouvant entrer en ligne de compte. Tu voudras donc veiller à ce qu'il touche pour cette année 1250 F par mois.* » Quelle était exactement la faute morale grave dont parle M^{sr} Toussaint ? L'instituteur avait introduit sa fiancée chez lui, alors que la règle du diocèse interdisait toute rencontre entre fiancés. Voir la copie d'un document non

et les soins médicaux, mais ne pouvaient le faire qu'avec une parcimonie inévitable et selon des critères parfois difficilement acceptables par les non-chrétiens.

Le père Gabriel Houyoux, qui vécut dans la région de 1959 à 1964, raconte comment de nombreux pères, si pas la plupart, vivaient en communauté fermée dans leur maison en dur à la mission, ne se souciant guère des problèmes des Congolais.

Inutile de venir les déranger pendant la sieste ou le soir pendant qu'ils boivent leur bière après leur journée et qu'ils jouent aux cartes, ils ne bougeront pas. Un gosse malade, une femme, un mourant peut être en danger, ils ne bougeront pas. D'autre part, lorsque ces mêmes pères voyagent en camion ou camionnette, ils s'arrangent pour mettre une bâche sur la benne et placent des branches derrière pour faire croire que le camion est plein. Car ils n'aiment pas charger en cours de route les Congolais et leurs baluchons.

La gestion du diocèse d'Idiofa par M^{gr} Toussaint et les missionnaires oblats était fortement contestée par les populations congolaises de la région. Divers prêtres congolais s'étaient brouillés avec l'évêque, et les prêtres blancs s'étaient retrouvés mêlés à la brouille²¹⁵. Plusieurs prêtres congolais du diocèse d'Idiofa quittèrent le sacerdoce, parmi lesquels le vicaire Crispin Inzia, Georges Ngal, Augustin Awak, Justin Tshipungu, Alphonse Gimeya, Vincent Kasay (OMI), Delphin Iko, Paul Macream, Jean-Marie Ongantsang²¹⁶. Le père Renson avait décidé de rentrer à Bruxelles en 1963²¹⁷. Le père belge Paquet avait lui aussi quitté cet ordre : « *Il a fini sa vie après avoir lutté contre ses confrères, déclare le père Delhaze. Il avait mené des démarches en Belgique pour que soient enlevés tous les oblats du Congo. Il a été aussi à Rome, sans avoir été entendu* ». Les difficiles relations dans le

daté intitulé *Première escalade à Idiofa (Kwilu-Congo Kinshasa)*, Archives Rébellion au Kwilu.

²¹⁵ Ribaucourt J.-M., *Évêque d'une transition : René Toussaint, op. cit.*, pp. 231-232.

²¹⁶ Nous disposons de certains documents de l'époque provenant des prêtres comme E. Bilesti, A. Gimeya, G. Ngal, portant sur les problèmes du diocèse. Archives Rébellion au Kwilu.

²¹⁷ Au sujet de ce père, l'abbé Lankwan écrit : « *Eh bien ! le père va rentrer en Belgique pour toujours. Officiellement, on dit qu'il rentre pour raison de santé. Il est vrai que le père est diabétique. Mais cela ne date pas d'aujourd'hui. La vérité est que le père en a assez du diocèse. Il aurait même dit à l'abbé Valère qu'il est prêt à revenir au Congo si les conditions de travail changeaient. En tous cas voici en substance ce que j'ai retenu de mes entretiens avec lui au sujet de la situation dramatisée de Kilembé : '... Quand on fonde un clergé, il est nécessaire, dit le père, de veiller à sa bonne réputation. Or c'est cela qu'on ne comprend pas dans ce diocèse.[...] Aujourd'hui c'est moi qui pars. Demain ce sera un autre ancien. En tous cas, je pars sans remord. J'aurai bien du travail en Europe... les autres anciens en sont conscients'* ». Lettre de l'abbé Adolphe Lankwan adressée à l'abbé B. Sheita écrite à Ipamu le 19 septembre 1963. Archives Rébellion au Kwilu.

diocèse d'Idiofa, qui auraient influencé la rébellion, peuvent être appréciées dans les écrits de l'abbé Lankwan. Il avait adressé une première lettre fort critique à M^{gr} Toussaint, le 27 août 1961 à partir de la mission de Ngoso, dans laquelle il écrivait :

Votre diocèse, celui dont vous avez l'honneur ou l'avantage de porter la responsabilité devant Dieu est un milieu de détractions, médisances et calomnies. Il y a aussi du désordre et de l'anarchie ; sans parler d'un manque généralisé de franchise. Parfois même un manque d'équité et d'impartialité de la part des autorités. Tout cela ne rend pas facile toute forme de collaboration. [...] Un fait frappant : des abbés supérieurs ne savent pas vivre avec les pères et les sœurs. [...] Ne serait-ce pas la réaction sourde d'un complexe de supériorité dépassé ? Vous êtes étonné de voir comment je juge de la situation ! Je suis peiné de voir comment la situation est lamentable. Et cela dure !! Dans cet état des choses toute méthode d'apostolat restera stérile !²¹⁸

Il lui en avait envoyé une autre, encore plus incisive, écrite de la mission de Kilembe, le 19 septembre 1961. Reproduisons cette dernière :

Excellence Révérendissime,

Comme je vous l'avais dit précédemment, après avoir réfléchi et pesé tout, je me suis décidé. Voici comment :

- vu les traitements ignominieux infligés aux moniteurs de la mission dont je portais la responsabilité, avant qu'aucune enquête n'ait été ouverte, lesquels traitements avaient été dictés par vous ; témoins : M. Mumpanga Athanase ; M. l'abbé Awaka, et paroles du père Baetens en ma présence ;

- vu la condamnation sans discernement de dix moniteurs dont la culpabilité individuelle n'a jamais été établie, sinon par des soupçons ;

- vu les peines dictées par vous-même à une administration à votre solde, faible et sans scrupule ; lesquelles peines dépassent toute mesure : 150 F chacun, 30 jours de prison, licenciement sans préavis des uns et le déplacement inconditionnel des autres, fermeture des classes pendant quinze jours au moins, dans la mission de Ngoso ;

- vu la procédure suivie dans le jugement de ces moniteurs : consultation confidentielle de votre excellence, au vu et au su de tous, sur la sentence à porter ;

- vu votre attitude de toujours vous servir de la force armée pour installer votre autorité par la terreur comme en pays rouge, sans

²¹⁸ Archives Rébellion au Kwilu.

chercher une bonne adaptation de vos missionnaires aux réalités africaines : mesures de répression armée à l'école moyenne d'Idiofa, à l'école de bois de Mwilambongo, à la mission de Lakas ; et tout récemment à la mission de Ngoso ;

- considérant qu'étant père de la chrétienté vous auriez dû vous conduire en père et non en conquérant ; en répondant aux lettres qui vous avaient été adressées, soit oralement soit par écrit ;

- considérant que vous avez soupçonné injustement M. l'abbé Awaka d'avoir été à l'origine de la lettre anonyme qui a circulé à Idiofa et dans les alentours : témoin moi-même, M. Mumpanga votre homme de confiance que vous aviez chargé d'enquêter prudemment auprès de M. l'abbé ; témoin encore M. Mukulubundu, votre sage conseiller qui vous a détourné de faire l'enquête, parce qu'il y avait trop de vérité dans cette lettre anonyme ;

- tenant compte des paroles du père Baetens, ce prêtre sans scrupule, mais violent, paroles prononcées devant le tribunal d'Idiofa, et d'après lesquelles le supérieur de Ngoso aurait dû être arrêté et frappé avec ses moniteurs pour avoir ordonné de frapper le père Arthur ; oubliant ainsi toutes les peines que je me suis données depuis deux ans pour défendre vos missionnaires, même ouvertement en faute, tout en sachant que c'est pour la même raison que je viens d'être désigné pour la mission de Kilembe – selon votre pensée ;

- considérant votre attitude raciste dans chaque cas opposant un Blanc à un Noir de votre diocèse ;

- considérant toute ma correspondance avec votre Excellence ;

- considérant que votre personne qui devrait être au centre d'unité et d'union entre les membres du clergé de votre diocèse n'est que cause de dissensions scandaleuses entre nous, et cela afin d'asseoir votre position en vous attachant quelques individus, fussent-ils même laïcs ;

- ayant réfléchi et tout pesé pendant ces dix jours, me suis décidé :

1° de me retirer de votre conseil où l'on a peur de dire la vérité ;

2° de me retirer de votre diocèse ; ceci n'est pas une demande, comme beaucoup l'ont déjà faite avant moi mais une décision ;

3° de me constituer prisonnier avec mes moniteurs de Ngoso. La seule condition pour laquelle je ne passerai pas à l'exécution de cette décision est la mise en liberté immédiate de mes moniteurs et leur retour à eux tous dans la mission de Ngoso. Or cette condition vous ne saurez pas la remplir parce qu'au cours d'un conseil restreint, tenu pendant les journées d'études qui ont eu lieu à Idiofa, vous aviez décidé

des choses très graves, à la suite desquelles vous m'aviez dit vous-même que vous ne reculerez plus, quoi qu'il arrive. Cela étant, d'ici dimanche donc, prévoyez un remplaçant pour votre école de moniteurs à Kilembe ainsi que votre doyenné du sud. De plus, je vous avertis qu'une relation détaillée sera faite à la S.C. de propagande par son délégué, des choses que vous et moi connaissons et cela dans un délai le plus bref possible.

Veuillez agréer, Excellence Révérendissime, l'assurance de mes hommages respectueux en Notre Seigneur.

M^{gr} Toussaint fut contraint par Rome à démissionner de son poste d'évêque en 1970 ; son successeur congolais, Eugène Biletsi, connut le même sort en 1994.

Si l'Église ne semblait pas avoir repensé ses méthodes et sa mentalité après le changement politique et socio-économique intervenu avec l'indépendance, les Congolais, clergé ou pas, avaient, quant à eux, acquis une mentalité contestataire. Ribaucourt affirme que les moniteurs payés directement et entièrement par l'État ne voulaient plus enseigner le catéchisme, que les baptêmes des personnes après l'âge de raison accusaient depuis 1959 une diminution et qu'en contrepartie grandissait l'indifférence.

Même une propagande anticléricale, anticatholique, se fait jour, spécialement dans le milieu des moniteurs, où la moralité est basse. On aboutit ainsi à une déchristianisation du milieu scolaire, et après six mois de baptême, 60 à 80 % des écoliers nouveaux baptisés ne fréquentent plus du tout l'église. [...] le mariage religieux est en diminution de 48,2 % depuis 1959. [...] Les mariages religieux dissous se multiplient. La moralité, en général, diminue [...] La tension entre Blancs et Noirs, entre chrétiens et missionnaires tend à présenter le christianisme comme une religion étrangère²¹⁹.

Après l'indépendance, ces missionnaires européens, les seuls Blancs de la région, représentaient les survivants du régime précédent. La seule différence, c'est qu'eux, ils étaient encore « *au pouvoir* ». Le passage, en véhicule, d'un missionnaire blanc constituait pour les villageois, dépourvus du strict minimum, un signe de puissance.

À Ngoso, en 1961, il y avait quatre mille jeunes sans avenir. Ils n'avaient ni la possibilité de poursuivre leurs études ni la possibilité de trouver du travail. Comme les cantonniers, les instituteurs n'avaient plus été payés

²¹⁹ Ribaucourt J.-M., *op. cit.*, pp. 275-276.

régulièrement depuis 1960. Le gouvernement leur octroyait, en lieu et place de salaires, des « avances » pour tenter de désamorcer les mouvements de grève. Pour leur part, les cantonniers se voyaient presque réquisitionnés pour travailler, sous la surveillance de l'ANC et de la gendarmerie. Des six mille jeunes finalistes des écoles primaires d'Idiofa, en juillet 1963, seuls environ 500 pouvaient trouver place dans d'autres écoles et poursuivre leur formation. Le reste se trouvait sur le carreau. Cette situation servira la cause de la rébellion qui, au moment de son éclatement, s'appuya sur ce triple mécontentement : celui des jeunes sans avenir, celui des parents et celui des instituteurs non ou mal payés.

Le missionnaire était parfois mis en cause et considéré comme responsable de la carence des autorités. Le séminariste de Laba qui vécut dans le maquis aux côtés de l'abbé Biletsi raconte avoir entendu un chef de la bande rebelle affirmer :

Les semeurs de troubles, ce sont eux qui trompent l'État, qui, donc, donnent à l'État l'occasion d'exploiter tout le temps les gens, au lieu de l'aider pour relever les conditions de vie matérielles de nos populations congolaises. [...] Le christianisme, rien de plus qu'un vernis.

Et d'ajouter que les missionnaires étaient accusés par les rebelles de cacher les politiciens, dont C. Kamitatu²²⁰.

C'est sans doute la conjonction de ces ressentiments et de ces frustrations, d'une part, et des phénomènes de pillage, d'autre part, qui a donné aux observateurs étrangers l'impression que la rébellion du Kwilu était une jacquerie.

C'est l'opinion d'un homme d'affaires belge, connaissant bien la région, qui accompagna le général canadien de l'ONU Dextrase dans ses missions de sauvetage au Kwilu. Pour lui, les mulelistes étaient

des bandes de jeunes poussés par la faim et la misère et aussi par la haine contre les « messieurs de Léopoldville ».

*Les attaques contre les missions ne furent pas dirigées contre les missionnaires. Mais dans les missions il y a des vivres et tant d'autres biens dont ils sont privés et qui suscitent leur convoitise. Une fois que ces gens sont déchaînés, ils ne connaissent plus de bornes. Mais il suffit de leur donner à manger et de quoi vivre décemment et c'en est fini de leur révolte*²²¹.

Sans partager l'opinion simpliste de cet observateur sur la nature de la rébellion, on peut admettre que les rebelles ont dû entraîner avec eux un

²²⁰ Voir le récit de l'arrivée de l'abbé Mayala qui présente beaucoup de traits de ressemblance avec Kamitatu. Ribaucourt J.-M., *op. cit.*, p. 292.

²²¹ *Gazet van Antwerpen*, 7-8 mars 1964, traduit du néerlandais.

nombre important de pillleurs occasionnels, dont certains s'organisèrent en bandes. Il était sans doute fort difficile pour un étranger de les distinguer des groupes de partisans mulelistes, d'autant plus que ceux-ci ne semblent pas s'être opposés constamment aux vols et aux pillages, comme le firent plus tard, avec une rigueur impitoyable, les Simba.

Selon les témoignages d'un ancien élève devenu partisan, qui vécut les événements au petit séminaire de Laba, les bandes étaient organisées. Un chef disait à ses hommes ce qu'il fallait faire ; mais ses directives n'étaient pas nécessairement respectées :

le groupe était organisé, mais seulement, [...] il était composé en majeure partie par des bandits, des jeunes gens déscolarisés, qui avaient beaucoup de haine contre le personnel missionnaire du fait de n'avoir pas pu suivre leurs études [...]. Alors ceux-ci ont dû à cette occasion-là trouver le moment de se venger. Voulaien-ils suivre les ordres du chef (de bande) tels qu'il les édictait ? Ils se mettaient à piller. C'était devenu une sorte de pillage qui ne se terminait pas là où le chef de bande le voulait.

À la question de savoir si les pillages étaient sanctionnés par le chef de bande, l'interlocuteur répond :

Apparemment, en notre présence, ils faisaient semblant de les gronder, de les punir. Mais par ailleurs, certains amis nous racontèrent ce qu'on leur apprenait en cachette au maquis.

Dans le sillage de ces bandes organisées de pillleurs et de ces groupes de partisans, s'est parfois précipitée une foule de villageois attirée par le spectacle ou la possibilité de voler ou de détruire.

Le chroniqueur de *La Relève* explique les pillages d'une manière analogue :

à côté des véritables « partisans » se sont constituées des bandes n'obéissant plus aux consignes de Mulele. Celui-ci a joué à l'apprenti sorcier. Il a lancé ses troupes relativement disciplinées dans l'action terroriste. Mais il s'est trouvé bien vite incapable de contrôler le mouvement qu'il avait déclenché : des bandes plus extrémistes que les siennes et des hordes de pillards ont dépassé ses intentions et semé la destruction. C'est ainsi qu'on a pu voir des mulelistes obligés de protéger des Européens ! Les novices congolaises recueillies à Kisandji huit jours après les sœurs italiennes de cette mission, ont raconté qu'un grand chef muleliste était venu à Kisandji et avait été très mécontent de

*voir ce que les bandes y avaient fait. Il a affirmé que le responsable aurait la tête coupée*²²².

Cette diversité de participants explique qu'à plusieurs endroits les attaques se répétèrent au cours d'une même nuit, les bandes se succédant l'une après l'autre, mais avec des comportements différents.

Plusieurs observateurs ont fait une autre distinction entre les différents groupes rebelles, selon que leurs membres étaient originaires de la région ou venus d'ailleurs. Dans le premier cas, ils semblaient préoccupés d'éviter que des violences soient commises à l'égard des missionnaires ou des biens, avertissaient les missionnaires de l'arrivée d'autres bandes plus dangereuses et s'efforçaient même de les protéger ou de les évacuer. Les violences, les pillages et les destructions auraient été commis par des groupes venus d'ailleurs. Cette distinction a été faite dans le rapport déjà cité de M^{gr} Toussaint et du père Vergote, provincial des oblats, à partir des différents témoignages des missionnaires rescapés :

*Il existe deux ailes parmi les groupes de « jeunesse » : d'un côté les extrémistes qui pillent tout, détruisent et tuent, aussi bien les missionnaires que leurs proches collaborateurs, et de l'autre côté les modérés, habituellement des gens de la région qui désirent éviter les massacres et souvent s'opposent aux premiers*²²³.

L'action de bandes composées d'étrangers fut surtout importante dans le nord de la zone rebelle, chez les Dinga et chez les Ngoli, dont les missions furent pillées par des groupes venus du sud de la région.

Un « commissaire », compagnon des débuts de Mulele, expliqua à un de nos informateurs les objectifs de Mulele :

*Avant tout l'arrêt de toute activité, y compris des écoles et des missions, le départ de tous les Blancs, y compris les missionnaires, afin que les Congolais puissent régler leurs palabres sans ingérences ou influences étrangères... Les usines, écoles, etc. devaient donc être fermées et non détruites. Mais comme les mouvements révolutionnaires deviennent vite anarchiques, d'autant plus que les « jeunesses » de la 1^{re} heure se recrutaient parmi les aigris, ces consignes ne furent pas observées partout (il y a en effet des usines, missions, écoles qui ont été bien conservées... le pillage des biens excepté)*²²⁴.

²²² La Relève, 22 février 1964, p. 15.

²²³ Vergote K. et M^{gr} Toussaint, *op. cit.*, p. 2.

²²⁴ Ce récit nous a été fait par une personne qui a vécu en zone rebelle jusque fin 1965. Archives Rébellion au Kwilu.

CHAPITRE IV

TACTIQUES ET STRATÉGIES DE LA RÉBELLION

L'offensive contre les missions, si elle eut un retentissement considérable en Occident, du fait que six des victimes des rebelles étaient blanches et que la presse, même africaine, lui accorda une très large place, ne constitue cependant qu'un épisode de la rébellion muleliste du Kwilu. Pendant la même période, en effet, des dizaines de citoyens congolais furent exécutés délibérément par les partisans. Un pouvoir et une administration révolutionnaires prenaient le contrôle d'une région plus grande que la Belgique, une armée de centaines de partisans engageait des combats avec une armée régulière et lui résistait, des centaines de civils succombaient dans les opérations de répression. Du point de vue de la connaissance interne et de l'interprétation du mouvement muleliste, ces faits-là pèsent davantage que ceux relatifs aux étrangers.

Une première section de ce chapitre est consacrée à la nature des opérations menées par les partisans, en dehors des attaques des missions. Une deuxième section traite du recrutement, de l'entraînement et de l'organisation des partisans. Une troisième étudie la tactique et l'armement des partisans mulelistes. Une quatrième section analyse les dispositions du code des partisans. Une cinquième section fournit quelques indications concernant les règles et les croyances magiques en vigueur parmi les rebelles. Une sixième section reproduit le récit d'un habitant de la région qui vécut dans le maquis muleliste et subit, par ailleurs, les sévices des soldats de l'ANC.

1. Nature des opérations mulelistes : janvier-février 1964

À partir du 21 janvier, l'objectif des dirigeants mulelistes est de s'assurer le contrôle complet d'une vaste zone s'étendant sur les préfectures de Gungu, Idiofa, Kamtsha-Loange et débordant même sur la province du Kwango et de l'Unité Kasaïenne.

Dans cette zone, la rébellion entend installer sa propre administration et gouverner selon ses propres méthodes. Pour réaliser cette révolution, il lui faut au préalable accomplir trois tâches : créer l'unanimité au sein de la population à l'égard du mouvement révolutionnaire ; liquider les ennemis intérieurs de la révolution ; défendre la zone rebelle contre des opérations offensives de l'armée nationale congolaise.

L'adhésion des populations au mulelisme fut facilement acquise au début. Nous avons vu au chapitre I que la rébellion trouva chez les Mbunda et chez les Pende un terrain parfaitement propice, tant sur le plan social que sur le

plan politique, au déclenchement d'un mouvement d'opposition à l'Administration et à tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, collaboraient avec le pouvoir.

Les premiers dirigeants mulelistes n'eurent aucune peine à convaincre la population que leur mouvement luttait contre le régime politique, cause de leurs souffrances, et qu'ils chasseraient tous ceux qui volaient leurs richesses. Ils apportaient, prétendaient-ils, la véritable indépendance. Selon Fox, De Craemer et Ribaucourt :

L'expression « deuxième indépendance » pour désigner le mulelisme était d'usage courant parmi la population du Kwilu longtemps avant que les rebelles aient commencé leurs attaques, comme l'étaient les expressions « les avancés », « les réactionnaires », et « les retardataires ». Le terme « avancés » désignait ceux qui s'étaient entièrement ralliés à la révolution muleliste. Les « réactionnaires » étaient définis comme des individus plus modérés dans leurs vues sociales, désirant voir le Congo et son peuple progresser, mais sans utiliser la force et la violence. Le clergé et les instituteurs étaient des réactionnaires par excellence. Le terme « retardataires » s'appliquait à ceux qui s'opposaient au progrès et à la révolution. Les agents du gouvernement appartenaient à cette classe²²⁵.

La plupart des instituteurs furent arrêtés par les rebelles pour suspicion de sympathie avec le régime de Kikwit. Conduits à Mulembe, fief de Mulele, ils étaient environ 800. Pendant 15 jours, ils furent obligés de suivre des cours d'éducation politique donnés par Mulele lui-même ou par ses collaborateurs. À ce propos, on peut lire dans *Nouvelles du diocèse d'Idiofa* ce qui suit :

Après cette période d'instruction ils devaient participer à l'une ou l'autre opération et, ensuite, recevoir leur destination pour l'une ou l'autre fonction, pour tel ou tel village : chef d'équipe, commissaire politique, secrétaire des instructeurs²²⁶.

Les quelques chefs de groupement ou de village qui refusèrent de collaborer avec le mouvement furent soit fortement malmenés, soit exécutés. D'autres eurent leur maison brûlée.

Le 21 janvier 1964, au moment où la rébellion générale éclate, il est probable que l'ensemble de la population mbunda et une grande partie des Pende sont du côté des rebelles. Il y eut cependant quelques exceptions ; c'est ainsi que des rescapés signalèrent que tous les villages situés au sud du secteur pende de Lozo étaient demeurés opposés au mulelisme et que les

²²⁵ Fox R. C., De Craemer W. et Ribaucourt J.-M., *op. cit.*, pp. 15-16.

²²⁶ *Nouvelles du diocèse d'Idiofa*, Léopoldville, n° 11, 14 décembre 1964, p. 3.

rebelles brûlèrent de nombreuses maisons et tuèrent des personnes en représailles. Plus au nord, près du lac Matshi, toujours en zone pendu, le chef du village de Manzembe fut enterré vivant pour n'avoir pas voulu « *livrer les affaires de la paroisse* » au chef des insurgés, Antoine Fimbo²²⁷. Certains chefs coutumiers furent tués. Tel fut le cas de ceux qui près de Banda s'opposaient au recrutement de partisans dans leurs villages ou avaient entretenu de bonnes relations avec l'Administration précédente. Mais, dans la plupart des cas, les chefs coutumiers suivirent la rébellion et lui apportèrent leur soutien.

Si, avant le 21 janvier 1964, quelques dizaines de personnes furent exécutées par les mulelistes, c'est une centaine de personnes qui le furent entre le 22 et le 28 janvier de cette même année.

À la question de savoir quelles étaient les catégories de personnes menacées par les rebelles, Fox, De Craemer et Ribaucourt affirment que « *tout ceci était déterminé par le système de valeurs du mulelisme et mis en pratique par le 'Central', la 'Direction' et les chefs des différentes 'équipes'* »²²⁸.

Un partisan de Mulele interviewé après la rébellion désigna parmi les personnes menacées les membres du PSA/Kamitatu, de l'Abako, du PNP, les fonctionnaires, les militaires et les policiers ; en bref, toutes celles qui collaboraient avec l'Administration. C'est avant tout la profession de l'individu qui déterminait le sort qui lui serait réservé : fonctionnaires, policiers et gendarmes furent tués, quel qu'ait pu être leur comportement personnel ; d'autres catégories sociales, comme les chefs locaux, les notables, les commerçants, les instituteurs, *a priori* suspects, ne furent pas éliminées pour autant. Les chefs rebelles tinrent compte de leur attitude à l'égard du mouvement rebelle pour leur faire ensuite intégrer leurs rangs, éventuellement après une brève période d'endoctrinement, si cela s'avérait positif. Parfois les rebelles se contentèrent d'infliger des sanctions aux membres des catégories sociales suspectes ou aux récalcitrants : ils brûlaient leur maison ou leur administraient des punitions corporelles.

L'appartenance tribale ne constituait pas en soi une protection suffisante, même si l'on a pu dire que les Mbunda jouissaient de beaucoup d'égards.

Ainsi, les commissaires de l'équipe d'Ifwanzondo avaient écrit dans leur rapport :

Nous sommes fort étonnés que suite à l'arrestation de l'abbé Lankwam [un Mbunda], nos partisans ont été punis à la direction, sans motif ; cela signifie qu'on manque d'une collaboration étroite entre la direction et nous ici. Cette punition a été donnée par le chef du camp, Munzele.

²²⁷ *Idem*, p. 4.

²²⁸ Fox R. C. et alii, *op. cit.*, p. 27.

Dans sa lettre réponse du 2 juin 1964, le commandant militaire de la région centre exhortait les partisans et clôturait l'incident en ces termes :

Cela ne pourra d'aucune manière vous décourager de lutter pour l'intérêt commun plutôt que pour l'intérêt privé. [...] Nous estimons que vous nous avez compris et espérons que vous ferez de votre mieux pour la bonne marche de notre révolution sur toute l'étendue de la République.

Si dès le début de la rébellion, des Pende et quelques Mbunda furent exécutés par les mulelistes, les exécutions de ressortissants d'autres ethnies furent cependant plus nombreuses, ce qui a pu faire croire que les rebelles poursuivaient des objectifs tribaux²²⁹.

Certains estiment actuellement que le nombre de personnes exécutées par les rebelles au Kwilu s'élevait à la fin janvier 1964 à 400, voire 500. Un communiqué émanant d'une délégation du gouvernement provincial à Léopoldville faisait état, le 28 janvier, de 100 morts, mais reconnaissait n'avoir pu « *procéder que par estimation, la région ayant totalement échappé à son contrôle*²³⁰ ». À mesure que se précisait l'aire d'extension exacte de la rébellion et que des rescapés apportaient des nouvelles des zones occupées par les rebelles, le nombre connu de victimes des premiers jours s'accrût. D'après les informations que nous avons pu recueillir, il n'a cependant pas dû dépasser le chiffre de 150, du moins pendant les deux premières semaines.

Parmi les principales personnalités assassinées, il y eut le préfet de Mangai (préfecture de la Kamtsha-Loange), Ambroise Bwangala, qui fut tué dans une embuscade le 23 janvier, alors qu'il se rendait à Kikwit accompagné de son comptable et d'un policier²³¹. Un dirigeant syndicaliste et conseiller à la mairie d'Idiofa, Daniel Yeye, fut martyrisé et battu à mort à Idiofa²³², alors qu'il était emmené à Eyene où siégeait la sous-direction dirigée à l'époque par

²²⁹ Il s'agit là d'une hypothèse discutable. Les étrangers qui se trouvaient dans la zone rebelle à ce moment – une zone essentiellement rurale – avaient de fortes chances soit d'appartenir à l'une des catégories sociales menacées (fonctionnaires...), soit – s'ils étaient d'une autre ethnie de la province – d'être favorables au PSA/Kamitatu, ce qui en faisait des ennemis à abattre.

²³⁰ Voir *Le Monde* du 30 janvier 1964. Dans une lettre datée du 29 janvier, un missionnaire rescapé de la région écrit : « *On parle de 150 morts, mais j'ai de bonnes raisons de croire que le chiffre est beaucoup plus élevé* ». Archives Rébellion au Kwilu.

²³¹ Bwangala François fut tué le 23 janvier sur la route de Kikwit. Il était accompagné de Mayelo Georges son comptable, qui fut tué lui aussi, et de Musongo Odon, son planton, qui réussit à prendre la fuite.

²³² Pourtant Daniel Yeye jouissait de l'estime, non seulement de la population, mais encore des rebelles. Les militaires avaient tenté à deux reprises de l'arrêter pour complicité avec les partisans de Mulele. On ignore les raisons réelles du comportement des partisans qui arrêterent Yeye, mais il est probable que ce fut une vengeance personnelle. Archives Rébellion au Kwilu.

Pierre Ngwenzung²³³. Le chef de la cité d'Idiofa subit le même sort près de Banga-Banga, puis, en février, ce fut au tour du chef du village Idiofa, Minampala, et du chef d'entreprise Xavier Mimpembe.

Lors de l'attaque d'Idiofa le 29 janvier 1964, les partisans s'étaient surtout attaqués aux soldats et à tous ceux qui tiraient un avantage quelconque du gouvernement. À Gungu, leur attitude devint tout autre. Les partisans élargirent leur cible et allèrent jusqu'à s'en prendre aux gens ordinaires. Dans le camp établi à Banza, ceux-ci étaient exécutés sous la conduite d'un certain Alexandre Mbongompasi, surnommé « *Mpasi côté na côté* » par les rescapés. Ce surnom, « *partout on trouve la mort*²³⁴ », signifiait que la mort frappait de toute part : aussi bien du côté de l'armée gouvernementale que du côté des rebelles mulelistes.

Les suspects importants étaient conduits au tribunal suprême de la révolution, installé à cette période à Mulembe. Ce tribunal siégeait toujours là où se trouvait Mulele. Les condamnés devaient creuser leur propre tombe, avant d'être ligotés et d'y être enterrés vivants. Certains suspects étaient relâchés après avoir pu prouver leur innocence ou grâce à l'intervention de Mulele ou de ses officiers supérieurs. Parfois la présentation d'une simple carte du PSA/Gizenga, représentant d'un côté Gizenga et de l'autre Sylvain Kama, suffisait à être relâché.

La troisième tâche de la rébellion fut d'isoler la région en coupant toutes les voies de communication.

Certains endroits, telle la mission d'Atene, furent pratiquement isolés dès le 16 janvier 1964. Des attentats sporadiques s'étaient déjà produits depuis plusieurs semaines contre les voies de communication ; mais c'est le 21 et le 22 janvier que le dispositif général d'embuscades et de destruction de ponts, routes et bacs fut déclenché. En 48 heures, l'ensemble de la région couverte par les Pende et les Mbunda, ainsi qu'une partie de celle des Dinga et des Yanzi, fut isolée du reste du Kwilu. L'aire couverte par la rébellion dans cette première phase s'étendait sur 300 km de long (nord-sud) et 150 km de large (est-ouest). Dans toute cette zone, seuls les îlots de Gungu et Idiofa ne furent pas submergés totalement par les mulelistes. Les destructions furent exécutées avec une telle rapidité à travers toute la zone et avec une telle similitude dans les procédés qu'elles ne pouvaient être que le résultat de l'application d'un plan d'ensemble minutieusement préparé, déclenché à un moment convenu à l'avance dans toute la région. C'est pourquoi on ne peut retenir l'hypothèse selon laquelle la rébellion, déclenchée « par accident », se serait propagée par

²³³ Certaines sources ont affirmé à tort que Daniel Yeye fut tué à Punkulu. L'on a aussi dit que les rebelles l'emmenaient à Eyene, le siège du tribunal suprême de la révolution. Eyene était en fait une sous-direction.

²³⁴ L. Martens donne une autre interprétation de ce sobriquet. *Une femme du Congo, op. cit.*, p. 107.

contagion, les dirigeants rebelles ayant été à un certain moment débordés par leurs propres troupes.

L'occupation de Mukoso et les exactions infligées à la population indiquent combien le mouvement rebelle était déjà cohérent, dès le début 1964. Mukoso se situe dans la province du Kwango. Les Pende et les Sonde minoritaires ont toujours cherché à quitter le territoire de Feshi pour intégrer la province du Kwilu. Avec l'éclatement de la rébellion, Mukoso devenait une proie facile, d'autant que les voies de communication qui le relie à la province du Kwilu sont plus nombreuses ; à partir du Kwango, une seule route, peu fréquentée par ailleurs, conduit jusqu'à Kenge. Des conflits opposaient les Pende de Mukoso au chef Kianza-Luwano de Musonde. Celui-ci était propriétaire des terres de la région et exigeait des redevances annuelles (souvent une cuisse de bête). Les partisans pende reprochaient au chef Kianza son refus de faire partie du PSA et le mauvais accueil qu'il avait réservé à Gizenga lors de la campagne électorale en mai 1960. Le 11 janvier 1964, les rebelles provenant de Kobo, Kabula, Mbondo et Misepa, estimés à 600 hommes, entraient dans la région de Mukoso et incendiaient le chef-lieu du secteur. Les huit fonctionnaires du secteur furent brûlés dans la maison du chef de secteur où ils s'étaient réfugiés ; trois policiers qui défendaient le secteur furent tués, un quatrième put s'échapper. La femme du chef de secteur accepta de mourir à côté de son mari et un garçon se fit fracturer le crâne près de son père, bien qu'il lui eût été demandé de sortir de la maison. Plus effroyable encore est la scène de l'assassinat du chef Kianza, qui fut ligoté et traîné sur le sable. N'ayant pu obtenir la grâce qu'il implorait à genoux, il se mit à insulter les rebelles qui le torturèrent pendant une journée entière, avant de le laisser mourir menotté, à Kikukutu. Quant à Pesa, le frère de Kianza, qui, dans l'espoir de libérer celui-ci contre une rançon, était venu apporter quatre chèvres et quelques milliers des francs aux rebelles, il exigea d'être tué, lorsqu'il découvrit que son frère était mort.

Les rebelles qui avaient conquis Mukoso observaient une discipline assez stricte et une répartition des tâches. Presque tous étaient torse nu. Ils n'avaient pour arme que des machettes et des lances. À pied, ils avançaient en silence, en file indienne. Ils se répartissaient les villages à détruire par pelotons. Le plus grand nombre d'hommes était affecté à l'attaque des objectifs principaux tels que la maison du chef, les boutiques, les bureaux et, surtout, la prison. Au premier signal, consistant en un coup de fusil ou de sifflet, tous rampaient vers le village en lançant des cris stridents : « *Mulele ee ; avancez... Mulele* ».

Le fait que le dispositif d'isolement ait été déclenché simultanément aux attaques des missions et des centres administratifs et commerciaux confirme l'impression que toutes les actions mulelistes, depuis le 20-21 janvier 1964, relevaient d'un plan coordonné dont la date d'exécution avait été préalablement décidée par les dirigeants.

Il n'est pas exclu cependant que les dirigeants mulelistes aient dû hâter la date même du déclenchement sous la pression des partisans entraînés par leurs premiers succès ou de la population, mise à bout par la brutalité de la répression de l'ANC. D'autres facteurs ont pu jouer également dans ce sens : l'arrivée des premiers renforts de l'ANC, le 14 janvier 1964, ainsi que la perspective d'opérations simultanées au Kivu et en province orientale.

L'utilité tactique immédiate du plan de destruction et de contrôle des voies de communication était évidente. Mulele l'avait ordonné en s'inspirant de la tactique de la guérilla. Un tel plan mettait non seulement les partisans à l'abri d'une contre-offensive rapide de l'ANC et leur donnait un délai pour organiser la zone rebelle, mais, en outre, assurait aux mulelistes un contrôle administratif effectif de toute leur zone puisque tout déplacement à l'intérieur et toute communication avec l'extérieur – sauf par air – étaient surveillés par les partisans. Mulele avait donné l'ordre d'enlever les tôles sur certaines maisons parce que celles-ci étaient généralement visées par les avions qui attaquaient les positions rebelles.

On peut cependant s'interroger après coup sur les conséquences stratégiques d'une méthode de guérilla qui consistait, en fait, à construire – sans rencontrer d'oppositions majeures d'ordre militaire – un réduit rebelle dont les limites étaient nécessairement de nature tribale. En coupant les communications avec l'extérieur de la zone mbunda et pende, les dirigeants mulelistes renonçaient à profiter de l'effet de surprise pour conquérir la capitale provinciale et l'ensemble de la province. En revanche, ils avaient l'avantage de la solidarité tribale. À l'intérieur du réduit pende-mbunda, tout le monde était rebelle ; à l'extérieur, à ce moment-là : personne. Cette opposition radicale n'existait pas au départ. Plusieurs ethnies avaient également de bonnes raisons de s'opposer au pouvoir provincial, tels les Yanzi, les Suku et les Dinga. Dans toutes les ethnies, il y avait une couche de la population qui était potentiellement acquise à une révolution sociale. Ces ethnies et ces groupes sociaux ne furent pas réellement sollicités. La rébellion se replia sur elle-même. Son échec relatif est dû probablement au fait qu'elle ne parvint pas à s'implanter dès le début solidement dans les autres ethnies.

S'il apparaît quelque peu contraire à la philosophie politique de Mulele qu'il ait pu fonder la force de son mouvement uniquement sur la cohésion tribale, c'est pourtant ce qui arriva à partir du moment où il choisit de couper les voies de communication avec l'extérieur et de construire la rébellion d'abord dans une seule région.

2. Recrutement, entraînement et organisation : 1963-1966

Recrutement et participation

À part le petit noyau initial constitué de dirigeants mbunda formés à l'étranger, et de quelques anciens membres des jeunesses gizengistes de Stanleyville, Mulele ne recruta pas ses partisans, conformément à la technique habituelle des partis politiques congolais, parmi les intellectuels insatisfaits des centres urbains. Il choisit de s'implanter d'abord en milieu rural et de former par priorité un encadrement révolutionnaire paysan. Une fois arrivé sur place, au début du mois d'août 1963, il procéda de la manière suivante : jouant sur les affinités ethniques et claniques et sur le fait qu'il avait été le bras droit de Gizenga, il réunit plusieurs chefs de clans et de groupements mbunda et obtint d'eux que quelques jeunes gens de chaque village lui soient envoyés pour être formés dans ses camps. Il promettait de leur donner un entraînement qui leur permettrait de réaliser la prospérité matérielle du clan²³⁵. Il aurait même fait croire aux chefs qu'il détenait personnellement le moyen de fabriquer de l'argent et qu'il l'enseignerait aux jeunes afin que tout le clan ou le village puisse en profiter. Pour cela, il était important, spécifiait Mulele, que les jeunes gens qu'on lui confiait possèdent certaines qualités physiques et morales. Il aurait ainsi obtenu les meilleurs éléments de la jeunesse mbunda²³⁶.

Après la phase d'initiation intensive des premiers groupes de « jeunesses », ceux-ci retournaient dans leur village pour dévoiler les véritables buts du mouvement et entraîner l'adhésion de toute la communauté. Cette phase, que l'on situe entre le mois d'octobre et le mois de décembre 1963, revêtait une importance capitale ; il fallait non seulement préparer les habitants au déclenchement de l'action révolutionnaire, mais il était aussi indispensable que les chefs traditionnels et les *lemba* acceptent de partager leur prestige et leur pouvoir avec les jeunes représentants du mouvement révolutionnaire²³⁷. Il y eut, certes, quelques résistances de la part des chefs, mais elles furent rapidement étouffées par des menaces ou par des promesses. Une fois la répression militaire et policière mise en branle, frappant

²³⁵ Cette manière de recruter était absolument identique à celle que pratiquait à la même époque (1963-1964) le mouvement catholique de développement communautaire « Savoir-Vivre » dans la région mbunda ! Voir le rapport sur le mouvement « Savoir-Vivre », Archives Benoît Verhaegen, Section d'Histoire du temps présent, Musée royal de l'Afrique centrale.

²³⁶ Ces renseignements proviennent de témoins qui jouirent, au début, de la confiance des partisans. Archives Rébellion au Kwilu.

²³⁷ Cette affirmation n'est pas partagée par certains témoins de la rébellion. Il s'avère en effet qu'entre les mois d'octobre et de décembre 1963, le mouvement révolutionnaire, qui en était encore à ses débuts, aurait été peu visible en de nombreux endroits.

aveuglément tous les gens des villages mbunda, les chefs n'eurent d'autre alternative que de suivre le mouvement.

En fait, Mulele ne partait pas de zéro. Dès son arrivée au Kwilu, il était entouré d'un petit noyau de dirigeants issus de son ethnie mbunda, avec lequel il était plus ou moins étroitement lié depuis 1960. Ce noyau était composé de deux députés, Louis Mulundu et Thomas Mukwidi ; d'un ancien militaire, Félix Mukulubundu²³⁸ ; d'un ancien étudiant, Léonard Mitudidi et de Théodore Bengila, son chef de cabinet.

À Kikwit et dans sa région, il put utiliser l'organisation des « jeunesses » formée par le conseiller provincial Marc Katshunga, à laquelle étaient venus s'ajouter des anciens policiers et militaires, originaires du Kwilu, révoqués lors de l'affaire de Stanleyville en janvier 1962 ou lors de la mutinerie de la police de Léopoldville en mai 1963. Il put également s'assurer l'appui de quelques instituteurs et d'anciens membres des jeunesses gizengistes qui avaient, en 1961 et 1962, constitué le fer de lance du régime Gizenga à Stanleyville.

Les premiers recrutements se firent en zone mbunda. On peut estimer que vers la fin du mois d'octobre, après le retour des premiers jeunes dans les villages et pas plus de trois mois après les débuts du mouvement, tous les secteurs mbunda étaient ralliés au mouvement. Entre-temps, les Pende avaient été contactés mais le recrutement et les ralliements ne furent pas aussi aisés pour les raisons que nous avons signalées plus haut. C'est, semble-t-il, du côté des chefs de groupement et de village que des réticences se manifestèrent le plus nettement, ce qui provoqua l'élimination de certains. Cependant, c'est par l'intermédiaire des Pende que la rébellion put prendre pied dans la province du Kwango (secteur Mukoso) et dans celle de l'Unité Kasaienne (secteur de Kitangwa)²³⁹.

Une troisième phase de l'expansion du mouvement muleliste débuta en janvier 1964. Elle consistait à implanter l'organisation rebelle dans les ethnies voisines des Pende et des Mbunda. L'importance de cette tentative était fondamentale pour l'avenir de la rébellion : l'enjeu était de sortir le mouvement du cadre tribal et de lui donner une portée nationale.

²³⁸ Ni Mukwidi ni Mulundu ne s'engageront dans le maquis ; Mukulubundu n'y séjournera que quelques mois.

²³⁹ L'entente initiale entre Mbunda et Pende ne se maintint cependant pas. Des incidents eurent lieu qui aboutirent à une cassure profonde dans la rébellion à partir de la fin 1964. À Mukedi, le 9 mars 1965, des combats violents opposèrent des rebelles pende sous la conduite de Kandaka (voir en annexe, la lettre de Kandaka à Mulele, p. 308), chef de la direction rebelle de Mukoso, à la direction de Mulele. Kandaka et ses partisans pende reprochaient entre autres à Mulele d'avoir fait assassiner plusieurs notables pende par des partisans mbunda. La dissidence de Kandaka ne toucha cependant qu'une petite partie des Pende.

Mulele était certes d'origine ethnique mbunda. Mais, administrativement, il relevait d'un territoire situé en pays pende. Ses premières tentatives d'élargissement du mouvement vers les ethnies voisines furent partiellement couronnées de succès.

À la fin du mois de janvier 1964, plusieurs d'entre elles avaient en partie rallié la rébellion.

- Au nord, une fraction des Dinga, ceux dépendant du chef Tshitshiri dans la région d'Olenge, ainsi que les Dinga mbundisés, à la limite entre les Dinga et les Mbunda²⁴⁰. La destruction de Dibaya-Lubwe eut lieu le 29 janvier 1964, les partisans venaient d'Eyene. Un jour après, un autre groupe de partisans venus du secteur de Kalanganda sous le commandement de Léon Makasa et de Robert Makita brûlèrent Mangai et Ipamu. D'autres groupements dinga, traditionnellement opposés aux Mbunda, furent hostiles à la rébellion, tels ceux de la région de Kapia. Les Ngoli, en revanche, localisés en zone dinga, mais subissant l'attraction de la province du lac Léopold II, furent globalement opposés aux rebelles mulelistes. Les Lori étaient divisés. Dans ces parties touchées par le mouvement rebelle, l'occupation ne dura pas longtemps sans être contestée. Le 3 mars 1964, Musongo Odon, le planton de la poste, qui pour se sauver était devenu chef d'une équipe rebelle, s'évada. Seul Laviwa Jean-Marie restait représentant de cette région dans le mouvement de Mulele. C'est chez les Kutu d'Inongo que Joseph Mwanendende réussit à implanter solidement le mouvement rebelle. C'est là que, dans les moments les plus difficiles, Mulele bénéficiera d'un appui précieux en armes et en munitions qui lui permettra de rester caché, longtemps après la défection de toutes les équipes et la reconquête de la région par l'ANC.

- Au nord-ouest, certains clans yanzi de la région de Mutoy, qui avaient fortement subi l'influence des Mbunda, rallièrent la rébellion ainsi que les Yanzi de Nkara, malgré l'opposition des gens de Mayoko-Niadi. Dans le secteur de Due, la rébellion dut se contenter de sympathies orales. Elle fut totalement déçue par le manque de soutien actif chez les Yanzi. Chez les Mbala, la conquête fut lente et très tardive. Seul le secteur de Kipuka épousa la rébellion – et encore, très partiellement – sous l'influence de Situkumbanza. À Poykongila, les délégations rebelles furent anéanties. Plusieurs élèves qui avaient adhéré à la rébellion furent massacrés.

- À l'est, quelques villages lele et wongo, situés sur la rive gauche de la Loange, et sous influence pende, adhérèrent au mouvement. En revanche, les

²⁴⁰ À la suite du déplacement du quartier général de leur région, des délégués dinga protestèrent dans une correspondance adressée à Mulele datée du 6 mai 1964. Ils estimaient que les Dinga et les Kutu n'avaient pas à faire un plus long déplacement pour transmettre leur rapport et ils craignaient que Mulele en vienne à les négliger plus tard, eux qui, pourtant, avaient caché Mukulubundu.

Shilele de la rive droite s'opposèrent avec détermination à toute pénétration muleliste. Les rebelles qui avaient traversé la Loange furent massacrés à Kabombo (un village shilele dans le Kwilu), ceux qui parvinrent à s'échapper se replièrent vers Idiofa.

Sur la propagation de la rébellion du côté de Tshikapa, un autre témoin affirme :

Les premiers factieux mulelistes dans la région de Tshikapa virent le jour à Kitangwa. Ils étaient sous la conduite de Muteba et Mangangu Crispin. Ils visaient d'abord à recruter les partisans. Dans la région de Kitangwa acquise au catholicisme et proche des Bapende du Kwilu, quelques chefs de villages acceptèrent de participer à la rébellion. Par contre ceux de Nianga, région protestante, s'y étaient opposés ».

La rébellion ne connut donc pas de succès. Les quelques positions conquises furent vite réduites. Les partisans capturés, tels Kawuyi, Ngubu Joseph et Mayimbi Bernard, un ex-ministre provincial des Affaires économiques, furent enterrés vivants. Les rescapés retournèrent au Kwilu en traversant la Loange. Pourtant, dans divers rapports, Mangangu et Muteba continueront à écrire « zone de Tshikapa » comme si celle-ci était restée opérationnelle.

- Au sud, les Tshokwe eurent une attitude ambiguë ; leur participation au mouvement rebelle fut partielle et sporadique. Il n'y eut pas de ralliements massifs à l'organisation rebelle elle-même²⁴¹.

- À l'ouest, les Suku de Feshi manifestèrent certaines velléités de collaboration avec le mouvement rebelle, mais celles-ci demeurèrent sans suite à cause, semble-t-il, de la réaction des autorités suku à l'encontre de la pénétration rebelle.

De manière générale, la propagation de la rébellion dans plusieurs régions non mbunda et pendu fut un échec. Il s'ensuivit qu'elle dut se replier et essayer d'organiser la région déjà conquise.

Toutes les ethnies que nous avons mentionnées comme ayant été touchées à quelque titre par le mouvement rebelle possèdent une caractéristique commune : une position politiquement marginale et géographiquement périphérique à l'intérieur de la province à laquelle elles sont rattachées. Cette situation les prédisposait à l'opposition politique. On peut dès lors s'étonner qu'aucune de ces ethnies ne rallia globalement la rébellion et que cette dernière au contraire se soit heurtée parmi elles à des oppositions systématiques et croissantes.

²⁴¹ À la Direction générale, on retrouvera un certain Désiré, chef coutumier tshokwe.

Concernant la participation de la population au mouvement muleliste, il faut noter que toutes les couches de celle-ci y adhèrent, tant les femmes que les hommes, les adultes que les jeunes, les mariés que les célibataires.

La présence de nombreuses femmes dans les camps de partisans mérite d'être révélée. Considérées au début de la rébellion comme éléments de souillure²⁴², elles furent rapidement impliquées dans le maquis. Les jeunes filles y rejoignirent leurs fiancés ou maris pour échapper aux sévices des soldats mais aussi par l'attrait de la promesse de se voir employées à fabriquer les ustensiles. Certaines femmes comptèrent parmi les groupes d'assaut à Idiofa et à Dibaya, tandis que d'autres animaient les danses le soir dans les camps et montaient la garde. L'on remarque même qu'une femme siégea comme juge au tribunal populaire d'Eyene et qu'une autre, nommée Madinga Godelieve, devint l'adjointe du commandant de compagnie à l'état-major général. D'autres encore furent monitrices d'éducation physique pour jeunes. Le séminaire de Laba fut transformé pendant un temps en établissement de formation féminine.

Le rôle des femmes dans la rébellion du Kwilu contraste ainsi avec le mépris affiché par les Simba de l'est et de la Province orientale envers les femmes, qui furent reléguées à des tâches subalternes (délation, surveillance, préparation des repas, etc.).

Comme nous l'avons souligné plus haut, les jeunes fournirent la majeure partie des premiers recrutements. Mais, le vocable « jeunesse » a, par la suite, recouvert indifféremment des adultes, des jeunes gens et des enfants. Les jeunes désœuvrés ou « déscolarisés » furent les premiers à s'engager, mais le recrutement s'étendit par la suite aux étudiants, aux instituteurs et aux travailleurs. L'élargissement de la base sociale de la rébellion s'était produit avant son éclatement le 21 janvier et avant la fermeture des écoles et des entreprises. Les nouvelles recrues accomplirent des missions de renseignement, de surveillance et d'espionnage tout en s'occupant de leurs travaux.

Après l'affichage de l'avis que « *tous ceux qui travaillent avec les Blancs, partiront avec les Blancs* », le 20 janvier 1964, suivi de l'assassinat des pères oblats de Kilembé le 22 janvier, les activités commencèrent à faiblir et cessèrent totalement à partir du 23. La situation toucha durement les écoles et fournit à la rébellion une quantité importante d'adhérents.

Le vicaire diocésain, monseigneur Inzia Crispin, et l'inspecteur Maboges avaient décidé de fermer les écoles. « *C'est sans doute pour une semaine* »,

²⁴² Parmi les interdits des partisans, figuraient : « *Ne jamais regarder quelqu'un nu, surtout pas une femme ; ne jamais violer une femme ; ne jamais serrer la main à une femme avant d'aller au combat* ». Ces interdits, observés pendant les premiers jours du maquis, furent cependant rapidement négligés.

disait le père Joseph Cornet, directeur intérimaire du collège Notre-Dame d'Idiofa. « *Sauvez votre peau pour le moment. Rentrez dans vos villages* ». Tout le monde était optimiste. On pensait rouvrir les écoles une semaine plus tard. Pendant ce temps, les élèves du sud du diocèse de Kikwit étaient toujours en vacances de Noël et la route leur était coupée. La fermeture des écoles dans Idiofa eut lieu deux semaines après celles de Gungu. Un camion fut donné aux élèves du nord du diocèse, région encore pacifique, et l'autorisation de regagner leurs villages. Une permission fut donnée à ceux du centre et du sud de rentrer dans leurs familles. Mais les élèves, à qui les supérieurs avaient fait croire qu'ils rentreraient après une semaine au grand maximum, ne sortiront du maquis qu'à partir de mars 1965. Une bonne partie d'entre eux sera massacrée.

Certes, quelques élèves avaient déjà rejoint les camps rebelles pendant les vacances de Noël, mais en nombre réduit, d'après les divers témoignages recueillis. Avant janvier 1964, les camps rebelles étaient « invisibles » pour ceux qui n'étaient pas partisans. Les rebelles n'avaient pas confiance dans les élèves, qu'ils accusaient d'être nourris par Caritas avec du lait, de l'huile, de la farine de blé et du poulet américains. Les élèves admiraient en effet Adoula et croyaient à la puissance américaine, qu'ils jugeaient supérieure à celle de l'URSS. Mais une fois abandonnés par leurs écoles et par les missionnaires qu'ils croyaient pourtant très puissants, les élèves se retrouvèrent dans le maquis rebelle et y demeurèrent plusieurs mois durant.

Les instituteurs eurent une attitude ambiguë. Leur position sociale relativement élevée, leurs revenus professionnels et leur qualité de fonctionnaires du gouvernement auraient dû leur attirer la méfiance des mulelistes. La majorité d'entre eux put cependant se dissocier des autorités et du régime de Kikwit, soit par le fait qu'ils étaient déjà membres du PSA, soit parce qu'ils démissionnèrent à temps de leurs fonctions. Une partie fut arrêtée et conduite dans un camp d'endoctrinement. Mais dans l'ensemble, la plupart des moniteurs et instituteurs furent très vite intégrés dans l'organisation muleliste à des postes de responsabilité, chaque fois qu'une compétence particulière était requise. Les uns devinrent chef de bande, commissaire politique ou propagandiste²⁴³. D'autres reprirent du service comme instructeurs dans les camps et les écoles mulelistes.

Une fois la zone rebelle conquise, les dirigeants mulelistes firent appel à des employés et à des cadres subalternes (infirmiers, moniteurs, employés) d'origine mbunda ou pende, résidant à Kikwit ou à Léopoldville, afin de combler les vides créés par la liquidation ou le départ de l'ancienne Administration. Plusieurs parmi les personnes sollicitées abandonnèrent leur situation et leurs biens pour rejoindre la zone rebelle.

²⁴³ Voir à ce sujet Fox R. C. *et alii*, *op. cit.*, p. 24.

Les employés subalternes et les ouvriers furent recrutés ou s'engagèrent spontanément dans la rébellion. Mulele confia à un de nos informateurs qu'il avait été déçu par ses premiers adeptes et qu'il aurait dû les recruter parmi la « pègre » ; ce qui explique qu'ils ne comprirent pas ou outrepassèrent ses ordres²⁴⁴.

Entraînement et formation

La première chose qui frappe dans la tactique muleliste et qui tranche avec les autres rébellions congolaises, est le soin rigoureux apporté à la préparation des militants, tant sur le plan idéologique que sur le plan physique et pratique. Cette préparation fut dispensée dans les camps d'entraînement établis depuis août 1963 dans les forêts du Kwilu.

Fox, De Craemer et Ribaucourt ont longuement décrit ces camps. Nous leur empruntons le passage suivant :

Les camps les mieux équipés ne comprenaient rien d'autre que des constructions rudimentaires où se faisaient les exercices physiques. Les camps étaient situés en forêt ou à la lisière d'une forêt. Dès le début de la rébellion, les camps ne constituèrent que des simples terrains de réunion occupés nuitamment par des bandes rebelles mobiles.

La transformation d'un rebelle en partisan convaincu et décidé semble avoir nécessité un entraînement systématique et progressif. Durant l'entraînement, le rebelle allait et venait du camp au village, séjournait alternativement pendant des semaines à chacun de ces endroits, recevant l'instruction doctrinale et physique au camp, allant au village pour y maintenir ses contacts et effectuer certaines missions qui lui étaient assignées, retournant au camp, et ainsi de suite. La préparation prenait au moins plusieurs mois.

Dans le domaine de l'entraînement physique, les rebelles étaient préparés de différentes manières à la guérilla. On leur apprenait à résister à la faim, à la soif, à la fatigue et à la pluie ; à se déplacer rapidement et continuellement sans faire de bruit, sans être vus. On leur enseignait les techniques du corps à corps, les méthodes de combats sans armes, les procédés d'assassinat et la façon de fabriquer et de lancer un cocktail Molotov. On les initiait aux méthodes de sabotages des ponts, des bacs, des routes et aux méthodes d'espionnage dans les villages, dont ils voulaient s'emparer par surprise ; ils devaient se renseigner autant que possible sur les habitants et les événements quotidiens du village et adresser aux villageois des lettres

²⁴⁴ Archives Rébellion au Kwilu.

*de propagande, de prosélytisme, ainsi que des lettres fausses et menaçantes*²⁴⁵.

Avec l'assistance des membres de sa première équipe, Mulele imposa aux jeunes nouvellement recrutés une période d'entraînement intensif et une discipline rigoureuse. On leur enseigna à la fois la doctrine muleliste, quelques rudiments de guérilla et des comportements révolutionnaires de base.

La première tâche du partisan consistait d'abord à combattre et à apprendre le catéchisme politique. Ses trois premiers enseignements consistaient à se battre contre les ennemis ; à préparer et endoctriner les villageois ; à faire et à aimer le travail manuel.

Cette éducation dans le maquis se passait ainsi : de grand matin, vers 6-7 heures, le « desemaine²⁴⁶ » sifflait. Chaque partisan devait se trouver en rang, le sac au dos, l'arme (un arc ou un bâton généralement) à la main, dans sa section (dans le peloton de sa compagnie) devant son chef et selon un numéro d'ordre. Tout le monde se trouvait au lieu du rassemblement pour le salut au drapeau rouge, symbolisant le sang de tous ceux qui étaient tombés, allaient tomber et tomberaient sur les champs de bataille. Parmi les chants entonnés après le salut au drapeau, celui-ci est assez significatif de l'idéologie muleliste :

Tous les partisans du Congo, allons toujours en avant, toujours en avant, en avant.

Allons toujours en avant, toujours en avant, en avant.

Les partisans avancent toujours en avant.

La victoire nous coûtera très cher.

Mettons hors les ennemis.

Enfin nous honorerons les martyrs, libérateurs de la patrie.

Allons toujours en avant.

Après l'exécution des chansons et des danses, commençaient les exercices de gymnastique qui duraient de 8 h à 10 ou 11 h. Les ordres du chef militaire ressemblaient à ceux d'une armée : « *En place-repos ! Hup. Garde-à-vous ! Déposez armes ! En position fixe !* » Les exercices comportaient des courses dans l'eau, en brousse et en forêt, des marches de nuit et des alertes spontanées. Les partisans qui se montraient bons coureurs se voyaient attribuer un fusil moderne servant à répliquer aux attaques des soldats. C'étaient aussi les bons coureurs qui portaient les documents (fiches, listes ou autres pièces liées à l'organisation de la révolution).

²⁴⁵ Fox R. C. *et alii*, *op. cit.*, p. 26.

²⁴⁶ C'est la personne qui s'occupait, notamment, de la nourriture au camp. Voir le point suivant « Organisation du maquis », en page 146.

Une fois la gymnastique terminée, les partisans recevaient une leçon politique donnée par un commissaire d'équipe, ou par Mulele lui-même lorsqu'on se trouvait à la Direction générale. Notons que pendant les premiers mois du mouvement rebelle, Mulele se chargeait de donner les leçons politiques aussi bien aux partisans qu'aux masses populaires. À partir de 1964, du mois d'août en particulier, Mulele s'occupa plus de l'endoctrinement des masses populaires que de celui des partisans. Il accordait beaucoup d'attention aux masses venant des régions lointaines comme Kahemba, Tshikapa, Kandale, Nkara, Bulwem, lac Matshi, Ngudi et Belo.

Les partisans devaient connaître les principes à la base de leur vie de citoyen. Ils apprenaient, par exemple, que le soldat de la révolution sera différent du militaire réactionnaire de Kasa-Vubu ; qu'il ne volera pas, ne pillera pas, ne sera pas cynique. Ils apprenaient aussi les raisons à la base de la révolution, comme le ferait toute recrue dans une armée républicaine.

Les leçons militaires et politiques étaient données tous les jours, sauf le dimanche, par de nombreux orateurs et instructeurs qui se relayaient à la tribune. Généralement, une leçon militaire comprenait les quatre parties suivantes :

1. une approche tactique, visant à apprendre comment choisir un point stratégique et disposer des hommes ;
2. une stratégie de combat, consistant à inculquer la façon de combattre, d'éviter les balles adverses et de viser l'ennemi ;
3. une technique de patrouille dans le camp ou dans les zones occupées par l'ANC ;
4. une pratique de la façon dont il faut monter la garde.

Plusieurs éléments de ces instructions se retrouvent dans le document intitulé « Ordre de mission des partisans », reproduit en annexe en page 298 et analysé au point 4 de ce chapitre, « Le code des partisans ».

Par ces leçons, Mulele cherchait à gagner des partisans. Conscient de la faiblesse des moyens mis à sa disposition, il enjolivait son discours. La leçon préparait les partisans à la discipline non seulement vis-à-vis de la population, mais aussi à l'endroit de la hiérarchie du mouvement. Il faut avoir à l'esprit ces tactiques et ces appréciations pour bien comprendre certaines directives qui, par moment, peuvent paraître contradictoires.

Une séance de formation se terminait par un chant, souvent en hommage à Mulele, comme celui-ci :

*Oh Mulele nous t'aimons beaucoup.
Sans toi le Congo serait malade.*

Refrain :

Oh Congo oh Congo le Congo sur les bonnes voies

*Oh imbécile d'Adoula, tu as vendu notre Congo.
Sans l'arrivée de Mulele nous serions dominés oh Congo.*

*Les Belges sont venus voler nos richesses.
Sans Mulele tout serait épuisé.
Oh imbécile de Kibonga, tu as vendu Mulikalunga.
Sans Mulele nous serions dominés.
Oh Mbimbi nous ne voulons pas de toi
Car sans toi aucun ennemi ne serait chez nous.
Oh Congo oh Congo le Congo sur les bonnes voies*

Après un stage de formation de quelques semaines, les jeunes partisans rentraient dans leur village et dans leur clan pour les organiser à leur tour, les faire adhérer au mulelisme et les préparer à la guérilla. C'est à ce stade que Mulele rencontra ses premières difficultés : les chefs de clan et de village, qui avaient accepté de déléguer certains jeunes contre la promesse d'une prospérité rapide, ne voulurent pas tous accepter de partager leur pouvoir avec les jeunes partisans rentrés des camps d'entraînement. La réaction de Mulele aurait été fort brutale : il aurait fait liquider les chefs récalcitrants.

Les témoignages concordent sur le fait que Mulele parvint dès le début de son mouvement à transformer les bandes de jeunes en groupes de partisans disciplinés et relativement rodés aux opérations de guérilla. La discipline était très rigoureuse entre les partisans ; elle l'était beaucoup moins à l'égard des ennemis qu'on cherchait à rééduquer.

Vers la fin de la phase préparatoire, c'est-à-dire à partir de décembre 1963, Mulele décida d'envoyer des petits groupes de jeunes dans les régions et parmi les ethnies voisines, pour y préparer l'implantation de la guérilla.

Les principaux centres d'instruction étaient les suivants²⁴⁷ :

- Mulembe, dans le secteur du Lukamba en zone mbunda fut, au départ, le siège d'une « direction » du mouvement et du centre de formation principal. C'est là qu'étaient formés et initiés les instructeurs des autres camps par Mulele lui-même et ses adjoints ;
- Kitombe, dans la région de Mukedi en zone pendu, était le siège d'une sous-direction dirigée par A. Fimbo ;
- Mukoso, au sud-est de Kandale, également en zone pendu, était une sous-direction commandée par D. Kandaka, qui devint le rival de Mulele. À Mukoso était également installé un camp de relégués et d'insoumis. Le centre d'instruction proprement dit était localisé à Katongola ;

²⁴⁷ Il est évident que ces renseignements n'ont qu'une valeur indicative, car de nombreux changements et déplacements eurent lieu, surtout à partir de mars 1965. Mulele lui-même fit preuve, durant les premiers mois de 1964, d'une mobilité extrême.

- le séminaire et l'école normale de Laba, en zone mbunda, furent transformés en centres de formation pour jeunes gens et jeunes filles²⁴⁸ ;
- Lukamba, le village de Mulele, et la mission voisine d'Atene, servirent quelque temps de « Central²⁴⁹ » et de centre de formation pour les autres instructeurs ;
- le village de Lukole, près de Kilembe, en zone pendu, servit de centre d'organisation et d'entraînement au mois d'octobre 1964. C'est de là que partaient les attaques rebelles vers les localités situées sur la rive droite de la Loange.

Les instructions étaient données en *ikeleve* (kikongo de l'État), langue véhiculaire du Kwilu.

Organisation du maquis²⁵⁰

L'organisation du maquis comportait trois échelons. À la base, il y avait l'équipe et le village ; au milieu, la sous-direction et la zone militaire et au sommet, le « Central » c'est-à-dire, Mulele lui-même et le quartier général. Outre cette division nettement hiérarchique, il y a lieu de distinguer, par ailleurs, la structure purement militaire de la structure administrative et politique, même si les fonctions militaires à cette période de guerre dominaient, voire intégraient, toutes les activités de la région rebelle.

Le « Central » ou quartier général

Le « Central » était parfois stabilisé à Lukamba ou à Mulembe. Mais le plus souvent il était mobile, de façon à échapper aux poursuites de l'armée nationale congolaise. Il portait le nom de Léopoldville-Kalina ou encore celui de quartier général ouest, pour le distinguer du quartier général de l'est du pays, constitué par les Simba d'Olenga et de Soumialot.

Au quartier général siégeait l'état-major général, qui comprenait les organes suivants : le commandant en chef, le chef d'état-major général, le commandant bataillon, le commandant compagnie d'état-major général.

a. Le commandant en chef : Pierre Mulele. Il était la source de la rébellion, d'où émanaient tous les règlements. Toutes les équipes expédiaient leurs

²⁴⁸ Cinq jeunes gens échappés du centre de Laba en juin 1965, relatèrent qu'il y avait à ce moment environ 400 jeunes gens et 90 jeunes filles dans les deux centres (Dépêche de l'agence Dia, 17 juin 1965, p. 605).

²⁴⁹ Certains informateurs ne partagent pas cette affirmation.

²⁵⁰ Cette description est valable pour la période allant d'avril 1964 à mars 1965. Pour d'autres sources, lire Martens L., *Pierre Mulele...*, op. cit., pp. 208-222 ; *Une femme du Congo*, op. cit., pp. 107-109.

rapports à un seul chef : Mulele. Au début du mouvement, toutes les correspondances étaient envoyées au quartier général car avant janvier 1964 Mulele n'avait pas encore organisé de grand camp ni de quartier général bien structuré. C'est à partir de février 1964 que fonctionna la grande organisation du quartier général.

- b. Le chef d'état-major général : Théodore Bengila (août 1963-mai 1964), puis Louis Kafungu (de mai 1964 à la fin de la rébellion). Il était attaché au commandant en chef, Mulele, dont il recevait les ordres et à qui il devait obéissance et respect. Il commandait toute la Direction générale, tous les bureaux et avait la garde du dépôt d'armes et des autres richesses²⁵¹.

L'état-major général comprenait une seule compagnie divisée en trois pelotons, subdivisés, chacun, en trois sections. La section était dirigée par un chef de section, le peloton par un chef de peloton (un adjudant de l'ANC). À la tête des trois pelotons, il y avait un gradé d'élite (adjudant-chef) ; celui-ci recevait les rapports des pelotons qu'il transmettait au commandant de compagnie de l'état-major général.

- c. Le commandant bataillon : Théotime Ntsol. Il était le chef des militaires et avait la charge de les initier aux exercices militaires et de les conduire aux combats. Il avait le droit de punir les soldats.

Le bataillon était divisé en trois compagnies. La division et la direction des compagnies du bataillon étaient similaires à celle de l'état-major général. Cependant leurs fonctions différaient. Le bataillon, hormis son état-major, se destinait aux combats, tandis que l'état-major général avait pour occupation première les travaux de bureau.

- d. Le commandant compagnie d'état-major général : Pierre Ngwentsung. Il avait pour adjointe Godelieve Madinga, qui s'occupait des leçons politiques. Ce service regroupait l'ensemble du personnel administratif pour un entraînement militaire, quoique la fonction essentielle de celui-ci ne fût pas de combattre. Le commandant de compagnie bénéficiait de la collaboration des commandants de bataillons. Un officier était chargé des renseignements ; plusieurs témoignages rendent celui-ci responsable de nombreuses cruautés et de la mort de beaucoup de gens. L'éducation des filles était assurée, en plus de Godelieve Madinga, par Sidonie Mikaba et Nelly Labutu ; cette dernière devint la compagne de Théodore Bengila.

Il existait à l'état-major général des départements politiques que les partisans appelaient les « bureaux gouvernementaux ». Ils étaient au nombre de sept.

- a. Le bureau du protocole. Dans la pratique, un bureau dit « de masse populaire » ou encore « de l'intérieur » représentait la population des

²⁵¹ Lire Martens L., *Pierre Mulele...*, *op. cit.*, p. 210.

villages à la Direction générale. Son commandant, Louis Mayele, était sur le plan traditionnel aussi bien considéré que le chef d'état-major général. Son adjoint, Mundelengolo Pascal, devint populaire auprès des partisans qui l'avaient surnommé « docteur en leçons politiques ». Un autre bureau, chargé de l'instruction politique et militaire, confié à Théodore Bengila, fut créé après le retour de ce dernier au maquis en novembre 1964. Il y eut aussi un bureau de la communication, dirigé par Makwala Valère assisté de deux ex-soldats de l'ANC, chargé de capturer les messages de l'ANC à l'aide d'un poste émetteur.

- b. Le bureau de l'information et presse, dirigé par Ngolo Florentin secondé par Lankwan Adolphe. Ce bureau comprenait quatre services (recherche de nouvelles, analyse ou étude des nouvelles, rédaction, diffusion). Ces services étaient coordonnés par un secrétariat. Dans son fonctionnement, ce bureau fut souvent confondu avec celui des études et de la documentation. Ngolo était un ex-frère jésuite, originaire de Mangai (Mukulu, territoire d'Idiofa). Son service, dit un étudiant de Laba qui avait intégré la rébellion,

consist[ait] à recueillir les nouvelles de toutes les radios possibles et imaginables [...]. On avait à disposition 4 radios. En plus de ces nouvelles de radio, on devait recueillir des informations qui venaient de différentes zones rebelles. Après s'être informé, on informait à son tour des camarades.

- c. Le bureau de la sécurité et de la justice, créé en juin 1964. Le tribunal des combattants était présidé par Théophile Bula-Bula (qui sera déplacé de la sous-direction de Nkara en juin 1964 pour exercer de nouvelles fonctions). Le tribunal suprême de la révolution siégeait à la Direction générale. Au niveau des zones militaires et des équipes, il existait un tribunal populaire présidé par le commissaire politique. Si l'affaire traitée n'opposait que des partisans, le commissaire militaire présidait seul le tribunal. Dans les autres cas, il était associé – ou non – au commissaire politique. Pour un problème jugé important, l'affaire était transmise à la Direction générale.
- d. Le bureau de la santé publique, dirigé par Jérôme Mutumbulu, mieux connu sous le nom d'Ankawu. Il avait pour adjoint Wavula Daniel. Ce bureau était chargé particulièrement de la distribution des médicaments, du moins tant qu'il y en eut. Il livrait des certificats d'aptitude physique aux partisans qui venaient s'inscrire à la Direction générale. Il avait sous son contrôle des infirmiers régionaux, qui lui donnaient l'état de santé de chaque zone, sous-direction et équipe. Les médicaments dont disposait la rébellion provenaient des pillages des dispensaires et des missions, ce qui provoqua, quelques mois seulement après le déclenchement du mouvement, une importante pénurie de médicaments. Certaines variétés de médicaments, comme ceux utilisés pour soigner les plaies et certaines potions contre la diarrhée, étaient fabriquées artisanalement.

- e. Le bureau de comptabilité, dirigé par Nicaise Manika.
- f. Le bureau d'études et de la documentation, sous la direction de Placide Del Tara, qui deviendra, plus tard, responsable de la sécurité du camp. Ce bureau de la documentation était formellement chargé de la composition des leçons politiques militaires destinées à l'éducation populaire.
- g. Le bureau chargé des dépôts, dirigé par Désiré Nkwan d'abord, puis par Liévin Mitu. Tous les dépôts centraux se trouvaient à Mulembe. Les partisans creusaient de grands trous dans le sol puis les objets, bien emballés, étaient enfouis dans la terre.

Le fonctionnement de la hiérarchie décrite ci-dessus n'était cependant pas aussi limpide qu'il y paraît. Plusieurs services et bureaux voyaient en effet leurs pouvoirs empiétés par d'autres, comme ce fut souvent le cas avec les chefs militaires. Le bureau chargé des dépôts manquait d'autonomie. Il était en effet fortement contrôlé par Mulele lui-même. Assurant la direction de l'organisation civile à la Direction générale, il était le directeur général, le chef suprême. Au départ, il existait pourtant trois subdivisions (ou bureaux) : 1) le bureau de Bengila, ayant dans ses attributions l'instruction politique et militaire ; 2) les bureaux dirigés par Kafungu, chargés de l'administration et du personnel ; 3) enfin les bureaux dirigés par Mulele lui-même. Outre la Direction générale, Mulele était aussi responsable du Parquet, du bureau technique chargé de la fabrication de poudre et de fusils *pupus* et des réparations mécaniques, des dépôts de biens réquisitionnés chez les habitants ou pris dans les missions, des bureaux chargés de la cuisine, de la pharmacie et des télécommunications. Il dirigeait en fait l'essentiel de la vie des maquisards. Cela montre à quel point Mulele s'était identifié au maquis.

En mars 1965, on estimait à 2000 le nombre de partisans affectés à la protection du quartier général. Munzele Valère devint dès 1965 le chef de camp de la Direction générale.

Zones et sous-directions

La région occupée par les rebelles était divisée en zones militaires et en sous-directions, chargées de contrôler les équipes et les villages et de faire la liaison avec le quartier général.

À la tête de chaque zone se trouvait un commandant, secondé par le chef de bureau de zone. Le secrétaire du bureau ne recevait les rapports et ne répondait que sur instruction du commandant. À partir de la fin 1964, au moment où les camps des partisans étaient de plus en plus attaqués par les soldats et où la rébellion commençait à perdre certaines positions conquises, les commandants de différentes zones militaires furent regroupés à l'état-major général où ils disposaient chacun d'un bureau. Le bureau d'une zone

militaire était aussi appelé département des Affaires militaires ou département administratif.

Il y avait six zones militaires. La zone militaire du centre comprenait les secteurs de Mosango (Idiofa), Yassa-Lukwa, Kanga, Kalanganda et une partie de Lukamba. Elle était commandée par Maurice Zanga. La zone militaire de l'est comprenait les secteurs de Bulwem, Sedzo, Mateko et Matadi. Son commandant était Évariste Menaba. La zone militaire du sud comprenait les secteurs de Belo, Kipuku, Gudi, Kilembe, Lozo, Ngatshi, Madimbi, le village Mukulu et une partie du secteur de Lukamba. Son commandant était au départ Louis Kafungu, puis c'est Antoine Fimbo qui lui succéda. La zone militaire du sud-ouest comprenait les secteurs de Gungu, Kakobola et Feshi. Elle était commandée par Eugène Mumvudi. La zone militaire de l'ouest, commandée par André Mukwambansa, comprenait les secteurs Mungindu et Mulikalunga. La zone militaire de Kandale-Kahemba comprenait les secteurs de Kobo-Kondo, Kandale et Kahemba. Elle était placée sous le commandement de Pierre-Damien Kandaka.

La plupart de ces chefs de zone étaient au départ des soldats de l'ANC.

Sous le commandement de Bengila, deux départements exceptionnels fonctionnèrent à l'état-major général. Un département comprenant les secteurs de Due, Nkara, Imbongo, Kipuka et Poyikongila, avec pour commandant Kinkondo Louis ; le second département, chargé de la région de Tshikapa, était représenté par Muteba et Mandangu Crispin.

La sous-direction intégrée dans la zone militaire comprenait trois à quatre compagnies, dirigées par un commandant de compagnie et constituées d'environ 180 hommes. Les compagnies étaient divisées en pelotons dirigés par des chefs d'équipe et comprenaient de 60 à 80 hommes. Enfin les pelotons comprenaient des sections, constituées de 13 à 26 hommes environ.

Au début de la rébellion, la sous-direction était dirigée par un dirigeant, parfois appelé aussi commissaire, ou chef de région. Sa tâche consistait à recevoir les rapports des équipes de sa région. En cas d'attaque, c'était la tâche de la sous-direction de marcher à la tête des équipes de la région attaquée, d'attaquer les soldats, ou de conquérir des positions encore sous le contrôle de l'ANC.

L'organisation des zones et des sous-directions est présentée dans le tableau ci-contre²⁵².

Avant son affectation à la Direction générale, Théophile Bula-Bula était commissaire politique de la sous-direction de Nkara et Théotime Isungu

²⁵² Cette liste a été constituée sur base des informations recueillies à l'époque auprès des acteurs ; elle n'est pas exhaustive. Voir aussi Martens L., *Pierre Mulele...*, *op. cit.*, pp. 220-222.

commissaire militaire. Frédéric Impata portait le titre de commissaire politique de la sous-direction de Kanga.

La plupart des responsables des sous-directions faisaient partie des premiers adhérents au mouvement. Des personnalités comme Kafungu, Ngwentsung, Makenisi, Ebwot(i), Kitembo... n'étaient, au départ, que des commandants de sous-directions.

La vie dans une sous-direction ressemblait fort à celle observée à la Direction générale. Il y avait, au niveau de la sous-direction, un chargé des opérations militaires qui organisait les embuscades et entretenait le service militaire.

En avril 1964, afin d'éviter l'anarchie à laquelle risquait d'aboutir l'existence de plusieurs sous-directions indépendantes les unes des autres, qui ne reconnaissaient, chacune, que son chef, Mulele décida que les activités de la sous-direction seraient assurées par la Direction générale. Il muta certains chefs de sous-directions qui devinrent des chefs de zones militaires. Cela entraîna la dissolution de certaines sous-directions et l'affaiblissement des autres. Désormais, les équipes des villages durent envoyer directement leurs rapports à la Direction générale. Le numéro qu'elles avaient reçu de leur sous-direction respective fut annulé, et elles en reçurent un nouveau, inscrit au registre de la Direction générale.

Zones militaires

Sous-directions

Zone centre

Yassa-Lukwa : Pascal Ebwot(i)
 Bushibwala : Romain Mungala
 Ngoso : Désiré Nkwan
 Impindi : Pierre Musongo
 Budjimbila : Dosithée Kabwata

Zone sud

Mungai : Pierre Kitembo
 Kitombe : Antoine Fimbo Mbulu
 Muzombo : Pakasa
 Kipuku : Ngoma Mvula

Zone sud-ouest

Meya-Mungwa : Maurice Makenisi
 Shakenga : Théotime Mbulu

Zone est

Eyene : Jean-Marie Laviwa
 Laba : Alexandre Mbongompasi

Kandale-Kahemba et Imbongo

Kobo : Mulangi
Katembo : Zacharie Mupenda
Mukoso (Kisandji) : Frédéric Kinzuzi
Kakoy : Joseph Muwana
Imbosi : Louis Kinkondo

L'équipe

L'organisation d'une équipe était bien distincte de celle d'un village acquis à la rébellion. Au départ, l'équipe se localisait dans un camp en forêt. Si tous les villageois n'en faisaient pas partie, il n'y avait cependant pas de village sans équipe. Celle-ci était constituée de personnes de toutes les catégories sociales du village. Les femmes représentaient en moyenne 20 % des effectifs de l'équipe. L'hétérogénéité de l'équipe permettait d'obtenir une intégration totale de la population au mouvement.

Les effectifs de l'équipe variaient selon l'importance du village et de sa fonction stratégique. Composée de 20 à 30 partisans minimum, l'équipe pouvait en compter 100 à 200 dans les camps d'instruction.

Chaque village important possédait une équipe. Les villages moins importants se regroupaient à deux ou trois pour en constituer une. L'équipe se choisissait un nom de guerre. La plupart de ces noms correspondaient au nom d'une ville ou d'une commune congolaise ; d'autres avaient une consonance plus idéologique : « Moscou », « Chine », « Israël », « Addis-Abeba », « Bula-Mbemba ». Chaque équipe était dotée d'un numéro d'ordre choisi souvent au hasard.

Une équipe organisait un camp installé généralement dans une vallée, mais parfois sur une colline ou près d'une rivière, pourvu qu'il fût bien caché. Le choix de l'emplacement répondait à certaines exigences. Un camp établi en forêt assurait aux partisans, grâce à l'alerte donnée par des guetteurs installés dans de grands arbres, d'être avisés de l'arrivée des soldats et de pouvoir alors se cacher au fond de la forêt. Le vallon permettait aux partisans de ne pas se faire démasquer par les avions qui effectuaient des reconnaissances de la région occupée. Quant à la rivière, non seulement elle fournissait son eau aux partisans, mais elle constituait aussi, en cas de poursuite, un obstacle à franchir pour les soldats.

Dans un camp ou dans une équipe, chaque partisan disposait d'un bivouac. Mais à la suite du peuplement des camps, celui-ci finit cependant par être habité par deux ou trois personnes. Les gens mariés avaient droit à un bivouac par couple. À l'état-major, de véritables hangars-dortoirs, en principe divisés d'après les sexes, avaient été construits.

Chaque bivouac comportait deux entrées, l'une à l'arrière, pour l'alerte, l'autre à l'avant, pour le rassemblement. Au début de la rébellion, le partisan creusait un trou de forme rectangulaire dans lequel il construisait son bivouac. Cette façon de faire avait pour but d'assurer la sécurité des partisans. Si, en effet, des soldats envahissaient le camp et tiraient, le partisan ne serait pas atteint car les balles tirées passeraient au-dessus de lui. Cette architecture ne fut toutefois plus respectée à partir du moment où la région fut sous le contrôle des partisans. Chaque matin, le partisan devait laisser ses objets en position d'alerte.

À partir de février 1964, chaque équipe avait à sa tête un commissaire militaire et un commissaire politique. C'est le commissaire militaire – le premier chef – qui était en contact avec Mulele, qui lui avait fourni le numéro de l'équipe. À son retour de la Direction générale, il rassemblait tous les vieux du village acquis à la cause de la rébellion.

Le commissaire politique faisait office de chef d'équipe. Il était, pour ainsi dire, l'égal du commissaire militaire. Il avait pour attributions d'enseigner les leçons politiques, leçons que lui-même avait apprises à la Direction générale, après y avoir passé quelques jours, voire quelques semaines. Souvent, le commissaire politique était soit un ancien instituteur d'école soit un commis, en tout cas, quelqu'un qui savait lire et écrire facilement.

Les deux commissaires avaient la charge, chaque mois, de rédiger un rapport co-signé qu'ils envoyaient à la Direction générale. Ils présidaient par ailleurs les séances de jugement.

Outre les deux commissaires, la hiérarchie comportait également un secrétaire, un chef de camp, un chef de poste, un sergent ou officier d'entraînement militaire, un « desemaine » et des partisans.

Le secrétaire était souvent un étudiant. Il donnait les laissez-passer à ceux qui sortaient du camp et assurait la correspondance entre les équipes ou avec la hiérarchie. Les livres, papiers, etc. utilisés par les rebelles provenaient des administrations locales, des écoles, des magasins et des missions pillés.

Le chef de camp s'occupait de la vie quotidienne du camp, notamment des logements.

Le chef de poste était un ancien militaire ou un policier. Dans certaines sous-directions, il y avait aussi un gradé d'élite. Le chef de poste s'occupait du corps de garde, c'est-à-dire du placement des gardes autour du camp. Un rapport au commandant sur le service de garde devait être fait chaque jour. Il y avait deux types de gardes : le garde en chemin et le garde faisant le piquet.

Le sergent ou officier d'entraînement militaire sonnait le rassemblement du camp. Il enseignait le génie de guerre aux partisans et assurait la gymnastique selon l'horaire établi. Il conduisait les malades au dispensaire pour qu'ils y fussent soignés.

Le « desemaine » s'occupait de la nourriture au camp. Son rôle consistait à recevoir et à nourrir les étrangers, à signer les laissez-passer, à indiquer le chemin à suivre à ceux qui se déplaçaient. Il rassemblait la nourriture et les biens reçus des villageois. Une partie servait au village même, l'autre était envoyée au camp ou à l'équipe du village. Le desemaine et le chef de camp visitaient souvent les bivouacs de nuit et relevaient les présences.

Les partisans : c'était le nom donné à la masse des combattants.

Chaque matin, deux émissaires partaient du camp pour les villages ou les équipes environnantes pour recueillir des nouvelles, surtout celles concernant la position de l'ANC.

À la mi-1964, pour se soustraire aux attaques de plus en plus nombreuses des militaires, les équipes commencèrent à se camoufler dans les anciens sites des villages, avant de s'installer carrément au village sous un palmier, se confondant ainsi aux villageois. Ceux-ci en vinrent ainsi à se demander si c'étaient les équipes qui étaient censées protéger les villages ou l'inverse. De tels propos attisaient les tensions entre partisans et masses populaires et pouvaient se solder par l'arrestation et la torture de villageois.

Cette mésentente ne pouvait, d'après Mulele, qu'être préjudiciable à la rébellion. D'après un chef de groupement qui était allé à Mulem chez Mulele, celui-ci avait « *beaucoup insisté sur la nécessité de la bonne entente entre villageois et partisans. La réussite de la révolution repos(ait) sur cette condition*²⁵³ ».

Le village

La vie quotidienne dans un village qui collaborait avec la rébellion a été décrite par Fox, De Craemer et Ribaucourt, d'après le récit d'un habitant :

Dans ce village, dit-il, les rebelles ont réussi à convaincre le peuple de leur victoire non seulement locale, mais dans de vastes régions du Congo. Ils lui ont dit que tous les étrangers ainsi que les missionnaires avaient quitté le Congo, et que bientôt le salut promis par Mulele viendrait : un gouvernement dirigé par le peuple qui apporterait la paix, le bonheur et la prospérité à tous. En attendant, la vie normale a recommencé au village. Des champs de manioc ont été plantés. Les villageois, dès les premiers moments de la rébellion, ont appris à produire du poivre et du sel, denrées importées jusque maintenant. Ils éprouvent quelque fierté de ces nouvelles réalisations. Deux fois par semaine, les mulelistes organisent des réunions qui commencent le

²⁵³ Rapport de l'équipe de (la région) Nkaya daté du 1^{er} juin 1964 adressé à la Direction générale.

*matin et prennent fin le soir. Tous les habitants du village, femmes et enfants aussi bien que les hommes, sont obligés d'y assister. Au cours de ces réunions d'initiation, on emploie la méthode question-réponse par laquelle les missionnaires catholiques ont enseigné le catéchisme*²⁵⁴.

Le village était constitué en assemblée populaire et possédait un comité, constitué d'un président, qui n'était pas nécessairement le chef du village²⁵⁵, d'un secrétaire, d'un messenger et de plusieurs conseillers. Toutes les affaires en rapport avec les masses populaires devaient être conduites par le président du comité : c'est lui qui – assisté de ses conseillers, choisis parmi les *lemba*, et du secrétaire – tranchait les palabres. En cas de différend opposant partisans et villageois, un conseil se constituait, composé du président du comité (plus ses conseillers) et du (ou des) chef(s) de maquis accompagné(s) de ses (leurs) collaborateurs. Le jugement avait lieu soit au maquis soit au village.

Le président rassemblait les masses populaires une à deux fois par semaine pour qu'elles aillent suivre la leçon politique au maquis et prendre connaissance des directives de la Direction générale. Un système strict de contrôle existait dans chaque village. Les absents ou les irréguliers étaient amenés devant le tribunal populaire, où ils pouvaient être accusés d'être des partisans du PNP. Ils étaient parfois assassinés sauvagement.

Le rôle du comité de village consistait à ravitailler les partisans et à soutenir les équipes installées loin du village. Il avait également pour tâche d'apprendre aux villageois à garder le silence absolu sur les cachettes des partisans, et surtout à ne pas en informer les soldats.

Au début de la rébellion, les assemblées populaires étaient puissantes. Elles réussissaient à s'imposer aux partisans et à arrêter certains de leurs excès telles les saisies des biens des villageois, les arrestations et les brimades. Un chef d'équipe récalcitrant se voyait convoqué au quartier général où le président du comité populaire exposait les griefs à son encontre. Il arrivait que le chef d'équipe incriminé soit remplacé à la tête de l'équipe, torturé et emprisonné. Mais, sous le commandement de Kafungu, devenu chef d'état-major général, les attaques de soldats de l'ANC contre les maquis se multipliant, les assemblées populaires perdirent de leur influence. Elles ne firent plus, la plupart du temps, que recevoir les ordres des équipes sur les plans des opérations et la tactique à suivre lors des combats à engager contre les soldats de l'ANC.

²⁵⁴ Fox R. C. *et alii*, *op. cit.* 30.

²⁵⁵ Certains présidents de village étaient élus par les villageois.

3. Activités, tactiques et armement des partisans

Activités

On connaît actuellement avec assez bien de précisions ce que fut la vie quotidienne dans les camps d'entraînement, grâce à des cahiers qui relataient entre autres l'horaire et la discipline des camps, saisis en 1965²⁵⁶.

La journée d'un partisan se déroulait de la manière suivante :

- lever militaire et salut au drapeau rouge ;
- corvées diverses distribuées par les chefs d'équipe : bois, ravitaillement, eau ;
- missions restreintes : observation, approvisionnement, blocage des routes, destruction des ponts, etc. ;
- vers 11 heures du matin : rassemblement et endoctrinement ;
- sieste ;
- l'après-midi : nouvel endoctrinement et distribution des mots d'ordre, des consignes et éventuellement des missions nocturnes ;
- le soir : salut au drapeau, repas unique de la journée, soirées récréatives (dances, chants, jeux).

Tous les partisans étaient tenus d'écouter les leçons du commissaire politique et de monter la garde. Des milliers de partisans étaient disséminés dans la région. Chaque village était gardé et toutes ses issues surveillées. Au moindre signal, l'alerte était donnée.

Au début du maquis, midi (douze heures) était l'heure prévue du dîner. Lorsqu'il y avait abondance, la ration était une boule de *luku* (une espèce de pain de manioc) de la grosseur d'un ananas pour deux personnes. Lorsqu'il y avait pénurie, cette boule de *luku* servait à plusieurs personnes, parfois à toute une section. Par la suite, lorsque la nourriture vint à manquer, l'heure du repas finit par ne plus être respectée. Elle devint celle pendant laquelle les partisans recherchaient par eux-mêmes de quoi manger. Cette situation entraîna la prolongation du temps dit de repos et/ou de promenade qui, initialement se terminait à 14 heures. La gymnastique reprenait après le repas et se poursuivait jusqu'à 15 ou 16 heures.

Pendant les jours sans combat et sans grande tension due à l'annonce ou à la préparation d'une attaque, partisans et masses populaires se consacraient soit à la pêche ou à la chasse soit à la culture des champs. En dehors des activités communes, chacun avait ses occupations propres. L'un tissait un

²⁵⁶ Archives Rébellion au Kwilu, Interviews. Nous n'avons pas eu accès personnellement à cette documentation, mais les informations que nous reproduisons nous furent rapportées au cours d'interviews avec des personnes qui avaient lu les cahiers.

pagne, au maquis ou au village ; l'autre faisait du travail de vannerie pour pouvoir s'acheter du tabac, du vin ; un troisième fabriquait du sel de manière artisanale.

Avant ou après les leçons politiques, souvent le soir à la tombée de la nuit, les partisans et les masses populaires dansaient et chantaient. À partir de 1964, les danses s'exécutèrent au son d'une chanson dont le thème était Mulele et la révolution, chantée en kipende et/ou en kimbunda.

Voici quelques-uns de ces chants :

1° A suta

En kimbunda

Refrain :

A suta, aï ! mama (bis)
*Bana bat*²⁵⁷ *ayimanu bôl ô (bis)*

A dia ankan, a dia angul

Olel' n'gwa n'da kayibal
Olel' sa ngol, sa ngol, sa ngo, ôôô

Bia awôl epanda
Olel' ya kia mwô evak (ter)

Be wik'esogn esal'embogn

Refrain : (*idem*)

2°

En kimbunda

E e ya kanwen ee maa
E wee ya kanwen
Ya kanwen kanwen
Yi bavuvu etaab ema wa

E e ya kanwen e e
Bis kanwen y'avuvu
Etaab ema wa
 [...]

3°

Olel abbeel katom e e maa (2 fois)
N'amon bamweel botim e e maa

[...]

Les soldats

Traduction

Refrain :

Les soldats, ah ! maman (bis)
Ces gens qui ont décimé nos villages
(bis)

Mangent chèvres, mangent cochons.
(bis)

Mulele est venu apporter la vérité
Mulele, courage, courage, courage,
ôôô

Pour enlever l'indépendance
Mulele viens descendre dans les
bivouacs (ter)

Pour nous montrer le travail qui nous
donnera de l'argent.

Traduction

Eh eh viens, on se bat eh eh mère
Eh wee viens on se bat
Viens on se bat, on se bat
Contre les évolués, les flèches vont
s'épuiser.

Eh eh viens on se bat eh eh
Nous nous battons contre les évolués
Les flèches vont s'épuiser.

Olel disait avant eh eh mère (2 fois)
Si vous voyez les Blancs, fuyez eh eh
mère.

²⁵⁷ *Bana bat'*, signifie littéralement « les enfants des hommes » en kimbunda parlé au sud d'Idiofa.

4° Mourir ou vivre pour la patrie

*Partisans révolutionnaires, luttons corps et âme pour délivrer
notre pays de l'esclavage capitaliste.
Allons toujours en avant. La victoire et le bonheur sont à nous.*

*Si tous les partisans du Congo seront toujours en avant
Ainsi nous ferons du Congo un pays de bonheur.*

*Allons toujours en avant, en avant, allons toujours en avant,
en avant, allons toujours en avant, toujours en avant
Si tous les partisans du Congo seront toujours en avant
Ainsi nous ferons du Congo un pays de richesses.*

5° Nous sommes tous frères et voulons l'égalité

*L'essaim de la mine descend la colline camarades.
L'amour patriotique exige la volonté des martyrs.
Sortons de la paille avec des fusils, des grenades, mitraillettes
Ohé citoyen, pour la paix, liberté de l'Afrique...*

*Pour la mort de Lumumba Patrice Émery nous ne sommes pas d'accord.
Alors mes frères soyons attentifs, écoutons les informations de notre oncle
Ohé vive Congo indépendant.*

6° C'étaient des patriotes qui voulaient faire du bien au pays et au peuple

Slogans :

Porte-voix : *Manque de représentants.*

Réponse de la foule : *Gizenga Antoine emprisonné.*

Porte-voix : *Les coupeurs vendent leur vie en grimpant sur un palmier
mais ne reçoivent pas grand-chose.*

Réponse de la foule : *Notre tribu est négligée.*

Chanson :

*Nous nous rendons esclaves par les emprunts d'autres pays.
Attention compagnons pour la paix, la liberté de l'Afrique
Attention compagnons sinon l'avenir causera à nos enfants la misère.
Il y a des pays où des gens près du lit font des rêves
Réveillez-vous citoyens esclaves...
Ohé ohé ohé ohé ohé... ô Lumumba²⁵⁸
Ohé ohé ohé ohé ohé... ô Mulele*

²⁵⁸ Le nom de Gizenga était quelquefois cité, généralement dans la région pende.

Ohé ohé ohé ohé ohé... ô Mulele

7° Le partisan n'a pas de parents

Paroles (slogans)

Porte-voix : *Nous partisans...*

Réponse de la foule : *Nous voulons l'égalité.*

Porte-voix : *Nous partisans...*

Réponse de la foule : *Nous sommes tous des frères.*

Porte-voix : *Nous devons lutter pour la terre.*

Réponse de la foule : *Jusqu'à mourir pour elle. Vivre ou mourir
pour la patrie.*

Porte-voix : *Les partisans n'ont ni père, ni mère.*

Réponse de la foule : *Notre père unique c'est Mulele.*

Chanson :

Partisan n'a pas de papa

Notre père c'est Mulele.

Partisan n'a pas de mère

Notre mère c'est Gizenga.

Partisan n'a pas de maison

Notre logis c'est la paille.

Partisan n'a pas d'habit

Notre vêtement c'est le lambeau.

Le rythme des chants était variable, tantôt doux, tantôt brutal et saccadé. La danse se déroulait en cercle, au son de la guitare, de la cithare mbunda (*on'kagwatsh*) ou du tam-tam (*kapating*)²⁵⁹. La mélodie suivait le rythme. Assez triste, la mélodie s'adaptait souvent au rythme des *engung*, la mélodie funèbre.

Dans le camp, on se couchait souvent tard. Si, en théorie, le silence devait être observé le soir, il n'en était rien dans la réalité, sauf lorsqu'on annonçait l'arrivée de soldats. En fait, le camp bouillonnait : on dansait, on chantait, on bavardait jusque tard dans la nuit. Le sommeil était souvent interrompu par des fausses alertes ou par des alertes de manœuvres. Un partisan témoigne :

Un jour on nous réveilla nuitamment. Je n'avais pas tout le nécessaire. Mon arc, trop dur d'ailleurs pour moi, manquait de corde. Je le pris avec deux flèches. Ma couverture était déjà sur le dos. Je sortis du bivouac et répondis à l'appel du chef de section qui nous dit :

²⁵⁹ Voir Ibili Akwer, *Les Chants des Ambuun du Kwilu (RDC). Modes de communication*, op. cit.

« Nous sommes opposés à deux compagnies du bataillon. » *Nous reçûmes l'ordre, notre section, d'aller surveiller un pont sur la rivière qui sépare Banda Matende de Banda Budjimbila. Nous ne pouvions pas emprunter de sentier. Nous devions arriver au pont avant 3 heures. Il était à 3 km du camp. Deux coups de mitraillettes nous donneraient le signal de l'attaque. À 3 heures, nous n'étions pas encore à l'objectif. Mais la mitraillette avait déjà tonné. Vers 5 heures, nous arrivâmes. La traversée d'une brousse à hautes herbes et d'un marécage plein de fougères nous avait gênés énormément. À peine venions-nous de prendre la position de défense que j'entendis derrière moi une voix crier : « Pan ! Pan ! Debout. Donne ton arc ». Je sursautai, puis je me retournai et aperçus un gros et grand monsieur barbu, armé d'un Fall moderne, rampant vers moi. Je lui tendis mon arc. Et je fus fait prisonnier. Toute notre section fut faite prisonnière. Elle était passible, après manœuvre, de trois jours de prison, plus commande (mains et jambes liées dans le dos). Une circonstance, une fausse alerte, je crois, empêcha les chefs de peloton de faire rapport à la hiérarchie. Ainsi fûmes nous épargnés. C'était une manœuvre de nuit qui se terminait généralement vers 9 heures.*

La discipline était très sévère dans le camp. Un précepte rebelle résumait les obligations de chacun : « *Le partisan obéit et écoute car il prépare le monde de demain* ». Un partisan arrêté sans laissez-passer et sans armes en dehors du camp se voyait châtié. Des sanctions étaient couramment appliquées, dont la peine de mort²⁶⁰, infligée après des tortures destinées à terrifier la population du camp.

Le partisan arrêté était jugé par le chef militaire, le commissaire politique et le chef du camp assisté d'autres agents de la hiérarchie. Voici comment se déroulait un jugement. Prenons l'exemple d'une personne accusée d'avoir servi de guide aux militaires de l'ANC dans l'intention de leur montrer l'installation d'une équipe de partisans. Les juges faisaient d'abord comprendre au partisan arrêté qu'il s'agissait d'un geste posé contre lui-même, puisque le partisan luttait aussi pour lui. Ils lui posaient ensuite diverses questions : i) Pourquoi nous avez-vous amené des soldats au risque qu'ils nous tuent ? ii) Si les gardes ne vous avaient pas vu, auriez-vous pris le plan de notre équipe pour le montrer aux ennemis ? Savez-vous que si ceux-ci étaient venus à leur tour nous massacrer, nous serions tous morts ? Ils concluaient : cela prouve que pour vous la mort est une bonne chose. Comme c'est une bonne chose, vous aussi, à votre tour, vous allez mourir.

²⁶⁰ Certains témoignages affirment au contraire que la peine de mort était une exception au principe de la rééducation, principe qui n'excluait pas d'autres châtiments.

Équipement et armement

Lorsque Mulele était revenu au Kwilu en juillet 1963 pour lancer son mouvement, il n'avait amené avec lui aucune arme. Il comptait essentiellement sur les partisans et leur engagement à se libérer eux-mêmes du joug de ceux qui les dominaient et les exploitaient. L'adhérent au mouvement apportait son arme, s'il en possédait une²⁶¹. Sinon il était censé soit profiter des combats contre les soldats de l'ANC pour récupérer les armes que ceux-ci abandonnaient dans leur fuite, soit se fabriquer sa propre arme²⁶².

Vingt-cinq partisans interrogés le 1^{er} décembre 1963 par J. Kalwele, commissaire d'arrondissement de Bwalenge, déclarèrent ne pas posséder d'armes mais avoir reçu la promesse d'en recevoir après leur formation. Ils n'en avaient toujours pas reçu au moment où ils furent arrêtés. Ils dirent que « *seuls les chefs en [avaient], souvent un revolver ou un fusil à piston (c'était le cas de Kafungu)* ».

Dans son ensemble, l'armement du mouvement organisé par Mulele était constitué de fusils de chasse, provenant surtout des Pende, de quelques mitraillettes et de grenades prises aux soldats, d'une dizaine de revolvers et d'un nombre plus élevé de Mausers, en grande partie de fabrication artisanale²⁶³. La portée des fusils de fabrication locale et artisanale ne dépassait pas 50 mètres, en dépit de leur forte détonation. Les armes à répétition et à balles, comme les mitraillettes et les revolvers, étaient réservées aux principaux chefs militaires, tels Mulele, Ilo, Bengila, Kafungu, et à quelques commandants de zones militaires. Aucune zone militaire ne détenait plus de deux ou trois armes modernes perfectionnées, affirme Théophile Bula-Bula²⁶⁴.

Par manque de munitions, les partisans chargeaient leurs fusils d'un mélange de sel, de millet et de poudre à canon. Il arriva plus d'une fois que le fusil éclatât dans les mains de son porteur, en le brûlant. Pareil accident était parfois attribué à la mauvaise foi du sorcier, souvent un oncle, un beau-père ou un père, qui était rapidement arrêté et jugé parce que suspecté d'avoir des intentions antirévolutionnaires.

L'arme la plus populaire auprès des combattants mulelistes était l'arc muni de flèches garnies de pointes en bois ou en fer. Celles-ci étaient parfois empoisonnées. La Direction générale en commandait la fabrication aux comités populaires des villages ralliés à la rébellion. Les partisans se servaient

²⁶¹ À leur adhésion, Pascal Mundelengolo et Casimir Malanda amenèrent chacun un fusil de chasse.

²⁶² Sur les principes de fabrication des armes, lire Martens L., *Pierre Mulele...*, op. cit., pp. 253-255.

²⁶³ Il semble que les Pende de Mukedi-Kilembe se révélèrent de bons fabricants de Mausers.

²⁶⁴ Interviewé à Kinshasa au mois de mai 2002.

aussi de bâtons, de machettes ou de lances pour combattre. Pour s'attaquer aux habitations des missionnaires et des personnes « indésirables », ils recouraient aux cocktails Molotov, fabriqués localement en utilisant des bouteilles remplies d'essence ou de mazout pourvues d'une mèche, qu'ils faisaient exploser.

À ses débuts, la rébellion disposait des véhicules confisqués aux missions, aux compagnies ou à des commerçants de la région conquise. Mais l'usage de ces engins fut assez vite abandonné, en raison de l'état des routes, coupées par les maquisards eux-mêmes, mais surtout à cause des bombardements effectués par l'aviation et du manque de carburant. Le déplacement des troupes rebelles, même pour des distances assez grandes, se fit dès lors à pied²⁶⁵.

C'est disposant de cet armement rudimentaire et confrontés à des difficultés matérielles épouvantables que Mulele et ses partisans se lancèrent à l'assaut des troupes de l'ANC. S'ils réussirent à survivre pendant quelques mois, c'est en partie grâce au fait que les soldats de l'ANC étaient peu équipés, peu déterminés et surtout trop dispersés pour se battre. P. Madila, agent de la sûreté, de passage à Kikwit, décrit le comportement de l'armée au Kwilu comme celui d'une

bande des jeunesses déchaînées. Au lieu de remplir la mission qui lui a été confiée, elle se livre aux actes de vandalisme et maltraite la population civile sans ménagement aucun. [...] Cependant, depuis que ceux-ci (les militaires) sont à Kikwit, la vie devient intenable et, plus grave encore, les jeunesses mulelistes réussissent [...] à s'infiltrer en masse dans la ville. Par ailleurs, ces militaires n'obéissent à personne. Ils fument publiquement du chanvre et passent tout leur temps à boire de l'alcool. Le major Joseph Tshatshi (désigné chef des opérations militaires) lui-même travaille avec des bouteilles de bière sur son bureau²⁶⁶. Le commissaire général extraordinaire et le chef des opérations militaires sont accusés d'être inefficaces²⁶⁷.

²⁶⁵ D'après l'abbé Placide Tara, Mulele refusa, dès le début du mouvement, d'utiliser les camions. Mais sa tactique varia cependant selon les régions. Dans la région de Gungu, tout fut détruit très tôt : routes, ponts et bacs, ce qui rendait impossible l'usage des véhicules. Dans la région d'Idiofa, en revanche, les mulelistes avaient détruit quelques bacs mais sans endommager trop les routes et les ponts. Ils se déplaçaient encore en camion lorsqu'ils attaquèrent Idiofa. Dès le 11 janvier, Mulele interdit cependant l'usage des camions car il avait peur des bombardements mais aussi de l'usage que pourraient en faire les soldats contre son mouvement.

²⁶⁶ Cette pratique était courante chez plusieurs officiers de l'ANC, notamment chez le commandant en chef J. Mobutu.

²⁶⁷ Rapport de P. Madila du 18 février 1964, *op. cit.*, p. 2, Archives Rébellion au Kwilu.

Les effectifs de la police du Kwilu comprenaient à ce moment trois catégories d'agents : 389 policiers formés à l'école de police ; 11 hommes qui étaient des ex-militaires ; 308 hommes sans aucune formation.

Nous avons déjà donné dans les chapitres précédents quelques indications sur la situation et l'engagement des troupes de l'ANC au Kwilu. Aux obstacles rencontrés par celles-ci et aux difficultés de progression sur le terrain s'ajoutaient des faiblesses de commandement, de coordination à l'échelon des troupes dans l'ensemble du Kwilu, ainsi que l'absence d'un véritable appui logistique aux unités en opération. Grâce aux récits de partisans arrêtés, l'on sait que ceux-ci parvenaient à faire la leçon aux soldats et aux policiers sur la cause de la lutte.

L'autorité de Léopoldville envoya au Kwilu un escadron de reconnaissance et des soldats d'infanterie de la quatrième brigade de Thysville. Par après, s'y ajoutèrent les commandos du troisième bataillon transportés par avion du Katanga, commandés par le major Joseph Tshatshi. Mais malgré ces renforts, la rébellion muleliste continuait à gagner du terrain.

Les partisans de Mulele durent se battre également contre d'autres forces. À partir de janvier 1964, en effet, les États-Unis – qui s'intéressaient (beaucoup) à la guerre du Kwilu – et la Belgique apportèrent leur appui à l'ANC afin de vaincre la rébellion. Quant aux troupes de l'ONU – qui ne quitteront le pays qu'en juin 1964 –, elles se montrèrent fort actives sur le terrain, intervenant, dans un premier temps pour « *sauver les Occidentaux en danger de mort au Kwilu* », puis « *pour approvisionner les localités isolées et assurer les évacuations des missions menacées*²⁶⁸. »

Dans un article paru dans *Tam Tam Ommegang*, Jean-Pierre Sonck a analysé²⁶⁹ le rôle des Casques bleus, des Cubains et des États-Unis dans la lutte contre la rébellion du Kwilu. Reprenons quelques-unes de leurs interventions citées dans cette étude.

Le 24 janvier 1964, un bimoteur Curtiss C-46 transporta à Tshikapa le lieutenant-colonel Mayer, officier de liaison du QG/ONUC avec l'ANC, une section de Casques bleus nigériens et le matériel nécessaire à la création d'une base de ravitaillement. Deux des hélicoptères Sikorsky H-19 et l'avion DHC-3 Otter basés à Luluabourg étaient confiés au capitaine Stig von Bayer de l'armée suédoise pour cette même mission. Le 25 janvier, le sergent Jeppesen, parti à Kandale pour évacuer des religieux, arrosa les mulelistes de son PM Gustavson. L'après midi, le capitaine Bayer, venu chercher les missionnaires restés sur place, vida six chargeurs de son PM. Au même moment, un autre hélicoptère et le DHC-3 jetaient des grenades tandis qu'une arme automatique

²⁶⁸ Dossier ONUC/Archives capitaine Von Bayer, Section d'Histoire du temps présent.

²⁶⁹ Sonck J.-P., « Bérêts bleus de l'ONU au Kwilu », *Tam Tam Ommegang*, op. cit., pp. 53-64.

tirait par la porte de l'hélicoptère. Les balles tirées firent de nombreuses victimes. Mais elles ne semblaient pas pour autant avoir d'effet sur les partisans vivants qui continuaient à résister.

Le responsable de la station CIA à Léopoldville, Benjamin H. Cushing, qui remplaçait Lawrence Devlin, mit à la disposition de Mobutu huit Cubains anti-castristes au service de l'agence, qui pilotaient les Haward de l'ANC depuis 1962. Armés de roquettes, ces avions T-6 devaient fournir un excellent appui aux gendarmes contre les rebelles. L'attaché militaire de l'ambassade américaine mit son appareil léger à la disposition des Casques bleus pour effectuer des reconnaissances au Kwilu. Le 31 janvier, un avion bombarda les positions rebelles à Idiofa à coups de grenades, tandis qu'à Kikwit les pilotes cubains transportaient des caisses de roquettes.

Parce que la rébellion ne s'arrêtait pas, l'ONUC organisa de la fin janvier jusqu'au 4 février 1964 une nouvelle opération de renforts aériens baptisée « *Jadex One* ». Le commandant en chef de la Force des Nations unies, le brigadier J. A Dextatrase, et le lieutenant colonel Mayer, commandant de l'opération, furent amenés à Tshikapa avec leurs équipements radio et des soldats nigériens ; ils y trouvèrent cinq hélicoptères et deux avions Otter provenant d'Élisabethville et de Luluabourg. Le 30 janvier, un raid fut lancé sur Iwungu et le lendemain un autre sur Ngoso. Trois hélicoptères et le DHC-3 bénéficièrent d'une escorte de l'ANC composée de deux T-6 armés de roquettes. Le 13 février, l'aviation d'appui repoussa à coups de roquettes une attaque muleliste sur Kikwit.

L'ONU accepta de fournir une aide supplémentaire à l'ANC – à l'exclusion toutefois des transports de troupes ou de munitions – et mit sur pied, jusqu'au 7 mars, une nouvelle opération nommée « *Strawberry* ». Deux avions et un hélicoptère furent affectés à l'opération et installés à Kikwit. L'ONU et l'ANC recoururent aux avions de la compagnie Transair pour le transport des troupes et des vivres. Le 20 février, les avions Haward armés s'engagèrent dans les combats pour desserrer l'étau rebelle autour de Gungu, où les troupes du major Tshatshi refusaient de bouger sans l'appui de l'aviation. Le capitaine Bayer reçut d'autres hélicoptères en renfort. Deux pelotons de l'ANC du troisième bataillon commandos furent amenés par avion à Idiofa, le 25 février, tandis que la deuxième compagnie de ce bataillon tentait de rejoindre la même localité par route avec l'appui des avions Haward T-6.

À la fin du mois de février 1964,

grâce à la lecture des rapports journaliers adressés par le capitaine Bayer au DG/ONUC, dont il recevait une copie par le lieutenant-colonel Mayer, le général Mobutu fit le constat que sans l'aide procurée par les appareils de l'ONUC, l'offensive menée par le major Tshatshi se serait trouvée au point mort. [Mobutu] se rendit le 4 mars à Kikwit en inspection avec le DC-3 '9T-JDM' reçu en cadeau du

président Kennedy [...]. Le général Mobutu prit place dans le DHC-3 Otter du lieutenant Glantz pour un survol de la région de Gungu qui fut agrémenté d'un passage à basse altitude au-dessus du fleuve Kwilu²⁷⁰.

Le 6 mars, un avion de l'ONU évacua de Pomongo six soldats de l'ANC blessés au cours de la progression vers Idiofa. À ce moment, l'ONUC mettait en place une nouvelle opération baptisée « Statput » dont le but, plus explicite cette fois-ci, était « d'apporter un soutien logistique à l'armée congolaise ». Cette aide permit au major Tshatshi de redémarrer les opérations de nettoyage du triangle Kikwit-Idiofa-Gungu, objectif qui sera atteint le 9 mars, malgré le mauvais état de l'infrastructure routière. Jusque-là, les mulelistes restés actifs tentèrent encore une attaque-suicide sur Gungu. Ils y laissèrent plusieurs dizaines de morts sur le terrain, suite à l'intervention des Haward T-6. Ces appareils équipés du système d'armes français SAMM 410 et de napalm avaient été préparés pour un essai de bombardement.

Équipés des nacelles de mitrailleuses Mac 7,5 mm bien connues pour leur puissance de feu, les Cubains prouvèrent leur efficacité au cours d'une escorte de l'avion Otter de l'ONU vers Idiofa. Un des pilotes découvrit un camp de maquisards dans la forêt qui fut attaqué et incendié à coups de mitrailleuses et de roquettes²⁷¹.

À la suite de ces nombreuses attaques, la rébellion fut isolée dans le triangle Kikwit-Idiofa-Gungu. Mulele semblait avoir perdu. Le pouvoir de Léopoldville fut informé qu'aucune autre ethnie ne se rangeait du côté de son mouvement. La chance de nouvelles progressions devenait donc nulle. Des reconnaissances aériennes furent effectuées régulièrement au-dessus des zones rebelles par les appareils de l'ONUC et par ceux des FAC²⁷² et des dizaines de milliers de tracts y furent lâchés par DC-3, rédigés dans toutes les langues de la région, invitant les tribus révoltées à se rallier « *faute de quoi, ceux qui refuseraient de rejoindre la légalité seraient impitoyablement pourchassés par l'aviation*²⁷³ ».

Les interventions de troupes étrangères causèrent aux troupes rebelles plus de dégâts directs sur le champ de combat que ceux observés lors des batailles réelles engagées contre l'armée congolaise. Elles permirent au pouvoir de Léopoldville de casser l'offensive du mouvement rebelle. Plusieurs partisans

²⁷⁰ Sonck J.-P., *op. cit.*, pp. 61-62.

²⁷¹ *Ibid.*, p. 63.

²⁷² En janvier 1964, lorsque les mulelistes passèrent à l'offensive en détruisant tous les ponts et en endommageant les routes, la Force aérienne congolaise commandée par le colonel Losso et basée à l'aéroport de Ndolo à Léopoldville ne disposait que de cinq monomoteurs North American Haward T-6 MK IIA, de deux bimoteurs de transport De Havilland Dove, d'un Douglas DC-3 et d'un monomoteur Dornier Do-27 de liaison. Les pilotes et mécaniciens étaient des Cubains anti-castristes au service de l'agence américaine.

²⁷³ Sonck J.-P., *op. cit.*, pp. 63.

convaincus, au départ, de la réussite de l'action de Mulele prirent peur et leur moral fut entamé. La désintégration du mouvement rebelle débuta à partir de ce moment-là. Pourtant cette campagne des Casques bleus ne se soldait pas par un succès, dans la mesure où la rébellion n'avait pas été totalement étouffée. Le major Tshatshi, venu remplacer le major Nzoigba (qui s'était porté malade)²⁷⁴ avait espéré mater la rébellion en quelques semaines. Il se découragea rapidement, au point de quitter son poste sans permission pour rejoindre sa famille, le 11 mai 1964. L'ANC avait cependant réussi, grâce à ces interventions, à juguler la menace au Kwilu, même si la région demeura un foyer d'agitation et si les opérations militaires s'y poursuivirent durant des mois encore, parce que Mulele y demeurait toujours.

Des documents intégrés dans les archives de la rébellion apportent un éclairage intéressant sur les contacts qui existaient entre partisans et militaires.

D'abord une lettre (non signée) du 30 mai 1964, traduite du kikongo, que les soldats de l'ANC avaient adressée aux partisans :

Les soldats rappellent aux rebelles qu'ils ne cherchent que Mulele. Ils ne veulent pas les tuer et les invitent à abandonner le maquis. Ils leur demandent de ne plus abîmer les routes qu'ils réparent. Si les rebelles continuent à s'entêter, les soldats n'hésiteront plus à les tuer, y compris les femmes et les enfants. Même si les soldats mourraient aussi, ils acceptent de mourir jusqu'au dernier.

La deuxième lettre est la réponse, le 28 juillet 1964, de Kandaka²⁷⁵ à la lettre du 24 juillet que lui avait adressée le lieutenant (ANC) Kalondji. Kandaka rejette sa demande de voir les gens sortir de la forêt parce que cet ordre vient de l'armée réactionnaire. Il ajoute :

N'avez-vous pas entendu à la radio ce qu'a dit Gaston Soumialot quand Tshombe est allé le trouver ? Nous ne sommes pas des enfants pour que vous puissiez nous tromper de jour en jour par votre légère politique. Avant de sortir les gens de la forêt, que l'ANC ou l'armée réactionnaire dépose d'abord leurs armes. Aussi longtemps que l'armée réactionnaire a encore les armes en main, nous ne sortirons pas de la forêt et la guerre continuera toujours.

²⁷⁴ Le major Nzoigba ne resta pas plus d'un mois à la tête des opérations. Il aurait été effrayé par l'ampleur de la rébellion ; la mort du lieutenant colonel Ebeya, chef d'état-major, ne fit que renforcer ses craintes.

²⁷⁵ Lettre du commandant du 4^e groupement, Pierre Damien Kandaka, au lieutenant Kalondji, Musumba, 28 juillet 1964. Archives Rébellion au Kwilu. Il est amusant de constater que la lettre commence par ces termes : « Cher ami lieutenant Kalondji de et à Ville Gungu-Kwilu, cher camarade ».

Pour que vos soldats de Gungu et la population s'entendent, vos soldats doivent déposer leurs armes. [...]

Je vous prie de bien vouloir libérer tous les prisonniers de Gungu que vous avez retenus dans l'enclos comme des bêtes [...] alors nous nous rencontrer(ons) à Gungu-Katuta pour que vos soldats puissent nous donner leurs armes.

Les partisans s'adressaient aussi aux soldats de l'ANC auprès de qui ils sollicitaient une collaboration pour le triomphe de leur révolution. Voici le texte d'un tract (traduit du kikongo) :

Note à tous les militaires

Nous avons bien reçu votre lettre, pour laquelle nous vous remercions beaucoup.

Au moment de l'attaque, il ne faut plus tirer sur nous, plutôt il faut collaborer avec nous car nous sommes les enfants d'un même père et d'une même mère.

Cette révolution n'appartient pas à nous seuls, c'est pour tout le monde.

Nous sommes en train d'accomplir un important service qui rendra bonheur à notre beau pays.

Un proverbe dit : qui veut la fin se choisit le moyen ; c'est pourquoi nous vous supplions de collaborer avec nous dès maintenant.

Un militaire est un poisson dans l'eau, il serait sans doute pris par l'homme. Si vous venez vous mêler à nous, vous aurez des grades élevés dès maintenant. Ne soyez pas contre nous parce que nous sommes des frères.

Merci

(Sé) Le chef politique Mulele²⁷⁶.

²⁷⁶ Archives Rébellion au Kwilu.

Tactiques

De toutes les informations exposées ci-dessus se dégage l'impression que même s'il ne disposait pas d'un armement adéquat, le mouvement muleliste possédait une organisation générale cohérente et que les opérations déclenchées en janvier 1964 obéissaient à un plan systématique et à une stratégie d'ensemble.

Dans la pratique, cependant, et surtout lors des attaques de la fin janvier 1964, un flottement et une assez grande divergence dans les comportements et dans la tactique utilisée se manifestèrent. Nous avons formulé, à titre d'hypothèse, une explication fondée sur la diversité initiale des groupes de partisans et sur l'existence d'une participation populaire spontanée difficilement contrôlable. Par après, avec le succès de la rébellion et l'organisation du « réduit » muleliste et de ses bases, la tactique et les comportements s'uniformisèrent.

Les partisans eurent recours essentiellement à trois formes d'opérations offensives : les attaques massives, les coups de main et les embuscades. Les attaques massives furent utilisées lors des opérations de la dernière semaine de janvier 1964 et au courant du mois de février contre tous les postes administratifs de la région. Bien qu'effectuées sans aucune préparation ni précaution, elles réussirent sans coup férir, les policiers n'ayant opposé pratiquement aucune résistance²⁷⁷.

Un témoin raconta l'attaque du poste de Dibaya à la fin du mois de janvier 1964 comme suit :

Les assaillants, au nombre d'une vingtaine, étaient venus en camion de Banga-Banga. Ils paraissaient très jeunes et n'étaient armés que de bâtons et de machettes. Ils étaient dirigés par un instituteur originaire de Dibaya. Ils attaquèrent le poste de policiers en groupe compact sans la moindre manœuvre de protection. Comme ceux-ci s'étaient enfuis la nuit précédente, l'attaque fut couronnée de succès. Immédiatement après, les partisans incitèrent la population au pillage, se contentant eux-mêmes de réclamer de l'argent. L'église et les objets du culte furent profanés par les assaillants qui utilisèrent les ornements liturgiques à des mascarades²⁷⁸.

D'autres attaques massives suivirent et furent plus sanglantes. Idiofa fut attaqué plusieurs fois au courant du mois de février 1964 et durant les mois suivants et, pour la dernière fois, en mai 1965. La garnison, qui se composait au début d'un peloton de quarante hommes, résista aux assauts.

²⁷⁷ On nous a fait remarquer que les grandes attaques rebelles avaient eu lieu par des nuits de pleine lune.

²⁷⁸ Archives Rébellion au Kwilu.

Le commissaire extraordinaire Milton fit à la presse le récit suivant d'une de ces attaques :

L'attaque d'Idiofa était concertée de longue date. Les rebelles venaient de partout, à pied, armés de pupus ou d'arcs. Pendant plusieurs jours, par vagues successives, ils ont fait des incursions dans la localité, mais à aucun moment ils n'ont réussi à occuper vraiment la ville ou à s'emparer de l'aérodrome qui était un de leurs objectifs principaux. La garnison a repoussé toutes ces attaques. Et il fallait assister à ce spectacle pour en comprendre toute l'horreur : des centaines d'hommes à moitié nus, la tête recouverte de plumes de perroquets, criant, gesticulant, se jetant des poignées de terre sur le corps pour se protéger des balles, brandissant des amulettes, lançant des centaines de flèches, pour s'écrouler finalement sous le feu des fusils automatiques. Au début, nous les avons enterrés, en groupe, par douzaines, dans des fosses communes. Puis nous y avons renoncé. Les rebelles venaient d'ailleurs chercher eux-mêmes les cadavres pendant la nuit²⁷⁹.

Cette description fut confirmée par un journaliste étranger qui visita Idiofa à cette date et raconte, avec une certaine exagération, avoir vu des centaines de cadavres de rebelles sur les chemins d'accès à Idiofa. D'après ce témoignage, les attaquants auraient été au préalable drogués au chanvre et (inconscients) se seraient jetés sur les armes automatiques des soldats de l'armée nationale.

À Idiofa lors de la première attaque, un sorcier à moitié nu et gesticulant marchait en tête. Il fut abattu alors qu'il se livrait à des contorsions au pied du mât au drapeau devant les bureaux de la préfecture. Sa mort fut le signal de la débandade des assaillants. Une autre attaque d'Idiofa fut conduite par une femme nue et sans arme, apparemment folle. Mais lors de la principale attaque, menée par une centaine de partisans, on remarqua la présence d'un officier qui, perché sur un arbre, commandait l'assaut à l'aide d'un porte-voix. Les ordres étaient donnés en français. Au commandement « Avancez », les attaquants couraient en criant « Hou ! Hou ! ». Après quelques mètres, un autre ordre les faisait se coucher, puis se relever, etc. Ce qui dénotait un entraînement militaire de type classique²⁸⁰.

Au début du mouvement, les attaques se faisaient par surprise conformément aux prescriptions de l'« ordre de mission des partisans ». Plus tard, elles furent annoncées par message précisant le jour et l'heure de l'assaut, ainsi que le sort réservé aux défenseurs. Ce fut le cas lors des dernières attaques d'Idiofa, en 1965, et également à Makungika, le 22 février

²⁷⁹ *La Libre Belgique*, 5 mars 1964.

²⁸⁰ Archives Rébellion au Kwilu.

1964, où, la veille, un message était arrivé fixant l'heure de l'attaque du lendemain. Ce message eut pour résultat de faire fuir tous les policiers de garde et de livrer sans défense le collège et les professeurs aux partisans. Il est probable que le but de ces avertissements, à première vue contre-indiqués, était de provoquer une panique anticipée. Cette tactique qui fut fréquemment utilisée par les Simba dans les rébellions de l'Est, se révéla extrêmement efficace.

Les formes de combat les plus fréquemment utilisées dès le début furent les coups de main, les embuscades et les attentats, dont la tactique était beaucoup plus élaborée que dans le cas des attaques massives de jour. Une préparation minutieuse, le choix d'une heure adéquate (la nuit ou le petit jour), l'utilisation de moyens techniques (cocktails Molotov), une exécution en différentes phases coordonnées, révélèrent, dès les premiers attentats, une connaissance et une maîtrise de ces formes spécialisées de combat que seul un entraînement sérieux pouvait permettre d'atteindre.

Un rescapé de la région de Mateko raconte l'attaque d'un village :

La nuit, des éclaireurs vont sans bruit ; le camion qui les a amenés est resté à distance du village. Ils repèrent les maisons occupées, etc. Ils se plaquent près des portes ou des fenêtres, font rapport à leur chef, puis au petit jour, les gens à arrêter le sont sans pouvoir opposer de résistance ; le chef est entouré par tous les porteurs de fusil. Une partie de la troupe, armée seulement de bâtons, est restée sur le camion qui entre dans le village une fois l'opération réussie²⁸¹.

Les embuscades se déroulaient habituellement selon le modèle suivant : les partisans creusaient un large fossé sur la route et recouvraient le trou de branchages, de filets et de sable, de telle manière que le piège fût invisible. Sous le poids d'un véhicule, les branchages cédaient et la voiture se retrouvait immobilisée dans le trou. Les partisans sortaient de leur cachette et se précipitaient sur les occupants qu'ils tuaient à coups de flèche ou de machette²⁸². C'est ainsi que fut tué le préfet de Mangai.

L'armement des partisans était fort sommaire : arcs et flèches, bâtons, machettes, fusils de fabrication locale (*pupus*), cocktails Molotov. Les fusils à répétition et à balles étaient très rares et leur nombre n'augmenta que dans la mesure où les partisans purent récupérer les armes de policiers ou de soldats tués²⁸³. Les flèches étaient fréquemment empoisonnées et constituaient alors une arme redoutable. C'est une flèche empoisonnée qui causa la mort du

²⁸¹ Archives Rébellion au Kwilu.

²⁸² Voir à ce sujet *La Libre Belgique*, 27 janvier 1965.

²⁸³ Certaines informations font état d'un approvisionnement en armes modernes en provenance de Brazzaville, acheminées par la rivière Kasaï. Ce fait n'a rien d'impossible, mais il n'y a, à notre connaissance, aucune preuve matérielle permettant de le confirmer.

colonel Ebeya, chef d'état-major de l'armée nationale congolaise, le 5 février 1964. On ne mentionna l'emploi d'armes automatiques par les rebelles que bien après le déclenchement de la rébellion et toujours d'une manière limitée. Le handicap résultant de la pauvreté des moyens offensifs utilisés par les partisans fut cependant en partie compensé par les croyances magiques en l'invulnérabilité de ceux qui les détenaient.

On peut se demander si la combinaison de moyens offensifs pauvres et de croyances magiques, qui se révéla d'une efficacité surprenante dans les rébellions de l'Est, ne fut pas intentionnelle dès le début. L'utilisation victorieuse de bâtons, de couteaux et de flèches contribua à créer l'image d'un soulèvement populaire ouvert à tous, mais particulièrement à ceux qui ne possédaient rien, invincible puisqu'invulnérable et trouvant dans la supériorité morale de sa cause et la conviction de ses partisans la principale raison de son succès.

4. Le code des partisans

Tous les partisans étaient soumis, même après la fin de leur période d'entraînement, à une discipline très rigoureuse et à une série de règles dont la signification n'est pas toujours directement repérable. Les prescriptions d'ordre tactique et les normes générales de comportement exigées des partisans faisaient l'objet d'un règlement intitulé : « ordre de mission des partisans »²⁸⁴.

Ce texte qui fut saisi sur les premiers mulelistes faits prisonniers en septembre 1963, comporte trois parties²⁸⁵. La première est une énumération de 27 prescriptions : sept concernent les informations que les partisans doivent recueillir sur l'ennemi et la nécessité de tromper l'ennemi en lui fournissant des renseignements falsifiés (n° 1 à 7) ; cinq recommandations ont trait à l'attitude à observer par les partisans à l'égard des villageois et aux moyens d'associer ceux-ci à leur action (n° 8-10-20-21-24) et deux à l'importance de maintenir de bonnes relations parmi les partisans (n° 9 et 26) ; la discipline et l'honnêteté font l'objet de trois prescriptions (n° 12-23-25) ; dix règles sont des conseils de tactique offensive et défensive qui mettent l'accent sur la nécessité de capturer les armes de l'ennemi et d'économiser ses propres forces.

La deuxième partie est une liste de « huit ordres que les partisans doivent suivre ». Ceux-ci reprennent les recommandations d'humanité et de correction à l'égard des villageois (n° 2 et 6), des femmes (n° 7), des prisonniers (n° 8) et des autres personnes en général (n° 3-4-5).

La troisième partie, intitulée : « Trois travaux que doivent exécuter les partisans », résume, de manière sommaire, le code moral des partisans : bonne entente entre eux, discipline et simplicité, contacts avec les villageois qu'il faut instruire et conseiller.

L'analyse de ce texte suggère les réflexions suivantes, même si la réalité était plus nuancée :

1° Les aspects militaires de la lutte sont réduits au minimum. L'accent est mis sur la guerre psychologique²⁸⁶, l'ennemi doit être moins combattu par les armes que par la parfaite connaissance qu'on a de lui, de ses intentions, de ses

²⁸⁴ Ce texte est reproduit en pages 290 et suivantes.

²⁸⁵ Un résumé du texte fut publié avec une note élogieuse dans *Bulletin Pékin*, n° 12, 23 mars 1964.

²⁸⁶ La notion de *guerre psychologique* est souvent associée à celle de *guerre moderne* et au nom de Mao Tsé-toung. Il y a en fait toute une histoire de la guerre psychologique et il existe en dehors des œuvres de Mao Tsé-toung de nombreux ouvrages décrivant l'utilité de moyens psychologiques dans la conduite de la guerre. Voir à ce sujet O. Heilbrunn, *La Guerre de partisans*, Paris, Payot, 1964, et particulièrement la bibliographie, pp. 255-260.

faiblesses. Les principaux alliés des partisans sont les villageois qu'il faut respecter et éduquer.

2° Certaines recommandations militaires évoquent les textes du théoricien de la guerre révolutionnaire chinoise : Mao Tsé-toung, notamment celles incitant les partisans à économiser leurs propres forces et à annihiler celles de l'ennemi ; ce qui correspond effectivement à un des principes de base de l'enseignement révolutionnaire de Mao Tsé-toung²⁸⁷. L'importance accordée à l'information et à l'espionnage, à la capture des armes de l'adversaire, à la création d'une symbiose politico-militaire entre villageois et partisans, à la mobilité des contingents, sont autant d'applications de la théorie révolutionnaire chinoise. On se rappellera cependant que les révolutionnaires cubains et algériens ont également utilisé la plupart de ces préceptes dans la conduite de leur action révolutionnaire et dans leurs écrits²⁸⁸ et qu'il s'agit d'ailleurs de notions relativement élémentaires et déjà fort popularisées.

3° En ce qui concerne les deux dernières parties de l'ordre de mission, la comparaison avec un texte célèbre de Mao Tsé-toung est révélatrice. On constate une copie littérale du texte chinois. Il s'agit *des trois grandes règles de discipline* et *des huit recommandations* que Mao Tsé-toung établit à l'intention de l'armée révolutionnaire dès 1928. Rédigés sous leur forme définitive en octobre 1947, ces préceptes visent essentiellement à définir la discipline au sein de l'armée des partisans et leurs relations avec les populations civiles. Le respect de la propriété et des personnes, y compris les femmes, avec lesquelles il ne faut pas « prendre de libertés », et les prisonniers qui ne « peuvent être maltraités », fait l'objet de toutes les règles, à l'exception de la première qui concerne l'obéissance aux ordres.

La correspondance entre le texte de Mao Tsé-toung et celui de l'ordre de mission muleliste est presque littérale et s'étend même à la subdivision en trois et en huit points, et à l'ordre suivi dans l'énumération des huit points.

²⁸⁷ Tous les principes directeurs de la conduite des opérations militaires dérivent d'un seul principe de base : « *Il faut s'efforcer autant que possible de conserver ses propres forces et d'anéantir celles de l'ennemi* ». Mao Tsé-toung, cité par la revue *Assagai*, n° 3, avril 1963, p. 22. Les textes de Mao Tsé-toung concernant la conduite de la guerre révolutionnaire ont été rassemblés dans un ouvrage intitulé : *Écrits militaires de Mao Tsé-toung*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1964, 465 p. Voir en particulier les chapitres IV et V, dont « Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine », pp. 107-170.

²⁸⁸ Voir entre autres Che Guevara E., *La Guerre de guérilla*, Paris, Maspero coll. « Cahiers libres », n° 31, 1962, et Trinquier R., *La Guerre moderne*, Paris, La Table Ronde, 1961.

Tableau de concordance

Texte muleliste	Texte de Mao Tsé-toung
a) Huit ordres que les partisans doivent suivre	a) Huit recommandations
1. Donnez le respect à tous les hommes, même des hommes vilains.	1. Parlez poliment.
2. Achetez les objets des villageois en toute honnêteté et sans vol.	2. Payez honnêtement ce que vous achetez.
3. Remettez les objets empruntés à temps et sans difficultés.	3. Rendez tout ce que vous empruntez.
4. Payez les objets que vous avez détruits et de bon cœur.	4. Payez ou remplacez tout ce que vous endommagez.
5. Ne frappez pas et n'injuriez pas autrui (d'autres personnes).	5. Ne frappez pas et n'injuriez pas les gens.
6. Ne détruisez pas et aussi ne pas piétiner (ne marchez pas sur) les champs des villageois.	6. Ne causez pas de dommages aux récoltes.
7. Respectez les femmes et ne vous amusez pas avec elles comme vous le voulez.	7. Ne prenez pas de libertés avec les femmes.
8. Ne faites pas souffrir ceux que vous arrêtez pendant les combats (ne faites pas souffrir les détenus de guerre). Ne confisquez pas et ne prenez pas leurs biens (objets) personnels, par exemple anneaux, argent, montres et tous les autres objets.	8. Ne maltraitez pas les prisonniers.

En revanche, les « trois travaux que doivent exécuter les partisans » de l'« ordre de mission » ne correspondent pas aux « trois grandes règles de discipline » éditées par Mao Tsé-toung ; mais celles-ci sont incorporées presque littéralement dans les 27 points qui forment la première partie de l'« ordre de mission » (points n° 23, 24 et 25).

Tableau de concordance

Texte muleliste	Texte de Mao Tsé-toung
23. Les partisans doivent obéir à tout ordre que leur chef leur donne.	1. Obéissez aux ordres dans tous vos actes.

- | | |
|---|--|
| 24. Ne confisquez aucun objet des villageois, pas même une aiguille, pas même un fil. | 2. Ne prenez pas aux masses une seule aiguille, un seul bout de fil. |
| 25. Remettez aux chefs tout ce qui a été confisqué aux ennemis pendant les combats. | 3. Remettez tout butin aux autorités. |

4° L'accent est mis sur le caractère rural et paysan de la révolution. Il n'est question que de villageois et à aucun moment n'est évoqué le rôle révolutionnaire des ouvriers et des classes urbaines. Les villes ne semblent pas exister à ce stade de la révolution.

5° Plusieurs préceptes témoignent d'un souci humanitaire poussé très loin, notamment jusqu'au respect des prisonniers et de leurs biens, ainsi que des « hommes vilains ». On insiste également sur le respect dû aux femmes.

6° La forme est naïve et maladroite. Il est question du chef *esquate* qui vise sans doute l'officier S4 de l'armée nationale congolaise ; plusieurs termes sont employés de manière incorrecte (« ne pas se chamailler » est considéré comme un des « trois travaux à exécuter » par les partisans). L'adaptation des textes de Mao Tsé-toung est sommaire.

Il est évident que ces règles déterminaient un comportement idéal auquel il était impossible que les partisans se conforment totalement. Il semble cependant, d'après le témoignage d'observateurs étrangers, notamment de missionnaires, que les partisans s'efforcèrent de respecter le plus possible les consignes à l'égard de la population civile durant les premiers mois du maquis et jusqu'en novembre 1963.

Mais, une fois l'offensive de janvier 1964 déclenchée, la plupart de ces règles furent violées (par exemple celle relative au sort des prisonniers et de leurs biens) et on n'en trouve plus trace dans l'organisation pratique des camps rebelles après la constitution du « réduit » muleliste. Le comportement des partisans semble donc avoir été dicté par des appréciations ponctuelles des équipes au cas par cas, et surtout par l'influence de la personne du chef qui commande.

Un exemple de discipline, qui contraste avec les nombreux cas de destruction constatés chaque fois que les partisans occupaient un lieu, se déroula le 23 janvier 1964 à Kazamba. Les installations des deux frères Matos, occupées pendant quatre jours par les rebelles, parmi lesquels il y avait quatre femmes, ne subirent aucun dégât.

Le rapport qui relate cette occupation note²⁸⁹ :

Le témoignage recueilli auprès des frères Matos restés prisonniers pendant quatre jours atteste que cette bande de mulelistes (3 à 400 personnes) ne disposait pratiquement pas d'armes à feu perfectionnées. L'organisation militaire de ce groupe était manifeste. Tous les accès des installations furent gardés et toutes les routes, pistes et sentiers y menant également surveillés jusqu'à une distance relativement grande, ce qui dérive d'une organisation de sécurité militaire assez développée. Grand nombre des rebelles parlent lingala entre eux, malgré qu'ils soient originaires de la région. Les frères Matos ont dû payer 15 000 F. Mais quand le responsable de la bande l'a appris, il a fait remettre la somme de 15 000 F ainsi que les responsables de cet acte au chef, pour que ce dernier les juge. Cet incident démontre que les directives données par l'ordre de mission des partisans (cf. note de M. Le ministre Kamitatu) sont respectées, au moins par les responsables locaux de la rébellion, qui donnent l'impression d'être endoctrinés. Les rebelles mulelistes portent des pantalons courts, torse nu, peint de rouge en triangle et une bande rouge sur le front. Les autres, rebelles d'occasion, grossissant les rangs ne portent pas de signes peints sur le corps. L'armement est coutumier, les flèches sont munies de pointes en fer. Les frères Matos ont pu s'enfuir après 4 jours de détention dans leur propre maison. À signaler que 5 jours après leur départ, l'usine fonctionnait toujours.

Faut-il voir dans la concordance entre le cadre moral des partisans mulelistes et les instructions de Mao Tsé-toung, l'indice d'une volonté de la part de Mulele de se conformer à la méthode révolutionnaire chinoise, volonté qui se serait estompée avec le temps et avec le déroulement pratique de la rébellion du Kwilu ? S'agit-il d'un simple emprunt de Mulele au vocabulaire révolutionnaire chinois, faute d'une possibilité de formulation personnelle ? Nous ne disposons pas d'éléments d'interprétation permettant de trancher ces questions. Mais le témoignage de Placide Tara au chapitre 6 apporte quelques indications.

²⁸⁹ Archives Rébellion au Kwilu. N. B. : rapport non signé.

5. Règles et croyances magiques²⁹⁰

Les prescriptions contenues dans l'« ordre de mission » que nous avons analysé à la section précédente diffèrent totalement, tant dans leur objet que dans leur nature, de certaines pratiques et de certaines règles vécues par les partisans après le déclenchement de la rébellion. Il ne s'agit plus de normes de comportement d'ordre moral, ayant un sens pratique immédiat, mais de « tabous » ou d'interdits sacrés dont la signification principale ne peut être que magique.

Nous énumérons ici quelques-uns de ces tabous, tels qu'ils furent observés et notés par des témoins ou consignés dans les carnets de notes des partisans :

- les partisans ne peuvent pas manger certains morceaux de viande animale, notamment le foie, le cœur, la tête ;
- les partisans ne peuvent utiliser ni même toucher les objets appartenant aux Européens, sauf circonstances spéciales ;
- les partisans ne peuvent ni se laver, ni se couper les cheveux jusqu'à la victoire finale ;
- les partisans vont au combat torse nu ; en dehors de cela ils portent un singlet²⁹¹ ;
- les partisans ne peuvent se retourner, ni s'arrêter au combat ;
- les partisans ne peuvent prononcer le nom de Mulele.

La transgression de l'une de ces règles était supposée entraîner la diminution – voire la perte complète – de l'immunité magique dont bénéficiait le partisan grâce à Mulele. Mulele aurait en effet, selon certains témoins, dit à ses partisans : « *Toute personne participant au maquis est invulnérable. Si quelqu'un tombe sous les balles, c'est que c'est un traître au régime*²⁹². » Si donc un partisan mourait au combat, il ne fallait y voir que la preuve des infractions qu'il avait commises. Les partisans morts n'étaient, dès lors, ni considérés, ni regrettés, puisqu'ils avaient enfreint le code.

Les croyances magiques des partisans différaient fortement du rituel magique beaucoup plus compliqué observé dans les rébellions de l'est du Congo, rituel dans lequel on a pu discerner des éléments empruntés aux Bembe de Fizi, aux Luba du Nord-Katanga, aux Kusu du Maniema et aux Tetela du Sankuru. Autre différence importante avec les rébellions de l'est,

²⁹⁰ D'autres règles et consignes fort nombreuses ne relèvent ni de la croyance magique ni du code écrit des partisans. Mentionnons à ce propos l'interdiction de dire des prières, de parler en français, de circuler hors du camp sans ses armes, la contrainte pour les jeunes filles et les religieuses congolaises d'accepter des relations sexuelles avec les partisans, etc.

²⁹¹ Le singlet désigne un maillot de corps, en français de Belgique.

²⁹² « Rapport de la délégation de l'Assemblée du Kwilu envoyée à Léopoldville », *Missi*, n° 5, 1964, p. 4.

l'obligation de continence – qui constituera le point capital du code magique des Simba à l'est – ne fut guère respectée en pratique²⁹³ par les partisans. Ce fait est d'autant plus étonnant que la pratique de la continence rituelle était fortement répandue parmi les Pende et qu'elle s'imposait notamment au moment de la chasse pour que celle-ci soit fructueuse²⁹⁴.

Si Mulele ne prônait pas lui-même la magie, la pratique de celle-ci était cependant courante. Le rituel d'immunisation magique était fort simple. Le « docteur » féticheur pratiquait une incision sommaire sur le corps dans laquelle il appliquait un liquide ou une poudre de couleur foncée²⁹⁵. Il distribuait également des amulettes, contre paiement d'une somme assez modique. Le partisan ne devait renouveler son immunisation qu'exceptionnellement.

Au début de la rébellion, un petit paquet contenant de la terre (sensée liquéfier les balles des soldats) était attaché au bout de l'arme du partisan. C'était de Mulele, non du sorcier, que provenait le pouvoir de liquéfier les balles : il avait, en effet, du pouvoir sur la terre, puisqu'il luttait pour sa cause. La foi du partisan dans les pouvoirs de Mulele lui conférait magiquement l'invulnérabilité. Pour cela, le partisan n'avait qu'à respecter les règles et s'engager au combat. Lorsque la rébellion commença à enregistrer des défaites et, surtout lorsque le nombre de morts se multiplia, le recours à la magie des sorciers se généralisa et devint de moins en moins formalisé. Dans une équipe à Lwem, par exemple, un sorcier frottait une poudre noire sur le front des partisans afin de leur donner le pouvoir de devenir invisible aux yeux de l'ennemi en cas de danger. S'il y avait un combat à livrer, les partisans avaient sur eux, qui un morceau de peau de bête ou d'écorce d'arbre, qui une plume d'oiseau... Le responsable du pouvoir magique occupait la dernière place dans la colonne. Peint de couleurs blanche, rouge et/ou noire, il se distinguait par son accoutrement.

Certains chefs d'équipe recouraient aux chefs de clans pour obtenir le pouvoir d'éviter la mort à leurs équipes. Certains avaient la réputation de posséder la foudre, la tornade, les abeilles, l'orage, etc. Mungala, de Bushibwala, possédait l'orage, disait-on, gardé dans un petit paquet noir en raphia roulé dans une peau de renard. Son commissaire politique, Donithé Kabwala, avait, lui, une magie contre toute force maléfique. Dans cette même équipe, un partisan du nom de Ngwentsh détenait une magie redoutable, qu'il détenait de son père, lui permettant d'assurer la sécurité de toute son équipe

²⁹³ En pratique, car en théorie l'obligation de continence existait : elle devait être totale pour les partisans, et partielle pour les villageois, qui ne devaient la respecter que la veille des combats ou des cérémonies d'immunisation générale.

²⁹⁴ À ce sujet voir de Sousberghe L., *op. cit.*, p. 75.

²⁹⁵ Archives Rébellion au Kwilu, Interviews.

pendant les combats. Ce partisan passait pour un héros de son groupe. On disait de lui qu'il avait tué plusieurs soldats.

Le recours à la magie traditionnelle se faisait en partie par opposition à la magie de Mulele. Mais lorsque survenait un malheur, la responsabilité en incombait aux chefs de clans et aux sorciers, que l'on accusait d'avoir de mauvaises intentions. Ils étaient parfois arrêtés, ligotés, battus, voire soumis à des amendes, et devaient promettre de ne plus saboter la révolution en ensorcelant les partisans.

D'après certains témoignages, Mulele aurait promis aux partisans que s'ils mouraient au combat, ils reviendraient sur terre après quatre mois²⁹⁶. Selon des récits de prisonniers, rapportés aux journalistes par le commissaire extraordinaire Milton, les combattants devaient s'enduire de terre et avancer en criant « *mayi, mayi !* » (eau). Mulele leur avait dit que les balles de l'ennemi se changeraient en d'inoffensives flaques de boue²⁹⁷. Le fait que les jeunesses devaient s'enduire de terre rouge avant le combat a également été signalé par les premiers missionnaires rescapés du nord du Kwilu à la fin janvier 1964²⁹⁸. Un autre témoignage confirme que « *les partisans usent d'amulettes faites d'ongles humains et s'enduisent de boue pour être préservés des balles*²⁹⁹ ».

Les partisans étaient convaincus qu'ils possédaient la même invulnérabilité que Mulele. Selon Fox, De Craemer et Ribaucourt :

*Certains rebelles du Kwilu et certains éléments de la population de cette région semblent croire que les pouvoirs magiques de Mulele sont tels que le fait de ne pas l'appuyer ou de ne pas le suivre, les empêchera d'avoir des enfants ou rendra leurs enfants plus vulnérables à la maladie et à la mort. L'on trouve aussi cette croyance légendaire dans l'existence de quatre carnets remplis de signes incompréhensibles que des instituteurs, qui ont adhéré au mouvement rebelle, sont chargés par Mulele d'aller recopier à Eyene. Un jour, raconte-t-on, il viendra et donnera aux instituteurs l'intelligence qui leur permettra de comprendre ce qu'ils auront retranscrit*³⁰⁰.

Le principal détenteur du pouvoir magique était cependant Mulele lui-même. Les sorciers ne faisaient que distribuer le pouvoir magique qu'ils détenaient de lui. Il se présentait à ses partisans comme possédant un pouvoir supérieur à celui de tous ses ennemis. Il paraissait invulnérable aux balles et n'hésitait pas à en faire la démonstration, en se faisant fusiller par des

²⁹⁶ *Gazet van Antwerpen*, 6 mars 1964.

²⁹⁷ *La Libre Belgique*, 5 mars 1964.

²⁹⁸ *De Standaard*, 28 janvier 1964.

²⁹⁹ *La Dernière Heure*, 7 mai 1964.

³⁰⁰ Fox R. C. et alii, *op. cit.*, p. 21.

cartouches à blanc. Il était omniprésent et pouvait – croyait-on – se transformer en animal, en serpent par exemple. Ainsi, lorsque ses partisans rencontraient un serpent en forêt, ils le saluaient d'un « Bonjour, camarade ! » en pensant : « Il vient nous surveiller³⁰¹. » Le nom de Mulele n'était jamais prononcé par ses partisans qui le désignaient par « Il », « Lui », ce qui renforçait encore l'impression de mystère et de magie qui l'entourait.

Mulele avait la réputation de pouvoir se rendre invisible, de pouvoir voler sur de longues distances comme un oiseau ou un esprit ou d'être insensible aux intempéries.

Le père Ricaille témoigne :

Mulele est, pour la population, invulnérable. On ne peut le tuer. Si l'on tirait sur lui, il arrêterait les balles au vol avec ses mains... Les 'nkisi' (breuvages de sorciers) le rendent invulnérable³⁰².

Selon Robison Kakesa³⁰³, chez qui Mulele et Mitudidi avaient passé une nuit (du 11 au 12 août 1964),

Monsieur Mulele se présente invisible à toute personne qui a l'envie de l'arrêter. Parfois il se présente sous la forme d'un gamin de rien du tout.

Il ajoute même avoir discuté, aux abords de la prison, avec « un gamin de rien du tout » – gamin qui était Mulele – au nez et à la barbe des policiers qui y montaient la garde et le croyaient en conversation avec un jeune garçon, alors que Mulele « rigolait d'eux ». Il poursuit :

Nos militaires ne peuvent pas le surprendre parce qu'il a des appareils qui le rendent invisible et chaque fois, en consultant ces appareils, il sait au préalable du côté d'où vient le danger et il change ensuite de direction.

La consigne du secret absolu semble avoir été l'une des plus importantes et des mieux respectées dans le maquis du Kwilu. C'est la raison pour laquelle Mulele ne fut jamais sérieusement inquiété par le fait de trahisons³⁰⁴. La population était persuadée que « *quiconque trah[rai]t aux autorités civiles et religieuses la présence de Mulele et de ses partisans mourra[it] avec elles et sera[it] anéanti avec leurs œuvres³⁰⁵* ».

³⁰¹ Archives Rébellion au Kwilu.

³⁰² *L'Avenir du Luxembourg*, 30 janvier 1964.

³⁰³ Rapport du sous-commissaire de police, Kinkoufi Séraphin Étienne, sur l'entretien qu'il eut le 29 octobre 1963 à Bulungu avec Robinson Kakesa.

³⁰⁴ Il faut reconnaître que Mulele avait appris à soigner son mythe auprès des partisans, mais surtout qu'il était malin et prudent. Ainsi, il n'effectuait pas de promenade de plus de 300 mètres en dehors du camp.

³⁰⁵ *Pour Servir*, revue des séminaristes de Mayidi, n° 3.

6. Témoignage d'un habitant

À cause de sa singularité, nous reproduisons, ci-dessous, le long récit (recueilli en 1966³⁰⁶) d'un habitant du Kwilu qui vécut la rébellion du dedans et du dehors, passant d'un statut à l'autre. À aucun moment il ne tombe dans le fanatisme ou ne perd sa lucidité dans l'appréciation des événements. En cela, ce récit constitue une synthèse pertinente de la situation au Kwilu.

J'étais au village Bitshambele, mon village d'origine. Les gens venaient me raconter qu'ils avaient rencontré Pierre Mulele en pagne, les autres l'avaient vu transportant un tas de fils, les autres l'avaient vu à la rivière et les autres encore au dispensaire, et tout cela à la même heure. Cela mettait le village dans l'étonnement le plus complet et dans l'intrigue totale. [...] Un seul homme se trouver à des places différentes au même moment, un homme se métamorphoser me demandais-je ? Je trouvais en cela quelque chose d'incompréhensible et je voulais moi-même voir cet homme-là.

Je m'apprêtais pour aller à Kikwit. J'étais sur la route dans l'attente d'un camion lorsque je vis Nkang en conversation avec le chef de groupement des villages Lungu, Iseme, Ntomoti, Bitshambele, Bwalenge... nommé Panalime. Je fis semblant de ne pas suivre leur conversation, pourtant cela m'intéressait. Le chef de groupement Panalime introduisit la conversation par cette phrase « Mbey Nkang ebun nda be ya ? » c'est-à-dire « Nkang, comment va la situation (avec Mulele) ? » ou « Comment vont les affaires ? » Notez que Nkang a été parmi les tout premiers à adhérer au mouvement de Mulele. Nkang répondit en ces termes : « Mbey Panalime, Olel atswal nda etin etin, esal etin etin » (Panalime, Mulele a amené toutes sortes d'affaires, toutes sortes de travaux. Nous fabriquons là-bas toutes sortes de choses : vélos, fusils, montres-bracelets...).

[...] Tout ce qu'on fait là-bas, continue Nkang a pour objet d'éviter l'homme blanc dans n'importe quelle fabrication. Tout sera fait dorénavant par le Congolais lui-même.

[...] Une auto venait de stationner, je m'embarquai pour Kikwit où je passai une bonne dizaine de jours sans toutefois oublier la conversation de Nkang et de Panalime. Je me disais à Kikwit que je devrais, à mon retour au village, me rendre compte de tout ce que Mulele fait. Comme je n'avais pas du travail, je trouvais cela intéressant.

³⁰⁶ Ce récit a été recueilli par des étudiants originaires du Kwilu faits enquêteurs par B. Verhaegen. Ils venaient eux-mêmes de quitter le maquis.

De retour au village, je demandai aux copains où était Mulele. On me répondit qu'il était passé par ici pour aller à Ntomoti. Je me mis sur ses traces parce qu'on m'avait affirmé qu'il était parti recruter des travailleurs à Ntomoti.

À Ntomoti, j'appris que Mulele était déjà rentré. Je m'informai sur les conditions d'adhésion au mouvement. On me dit qu'il fallait que je suive Mulele à Mulem. Mes informateurs villageois ajoutèrent que [...] je trouverais entre Yassa Lukwa et Mulem une jeep qui me conduirait dans la forêt où se trouvait Mulele. Mais je rentrai à mon village.

À Bitshambele, je rencontrai deux garçons, Angung et Minamina Floribert, qui me dirent qu'ils partaient chez Mulele. Je leur demandai s'ils étaient déjà membres du mouvement de Mulele ; ils me répondirent affirmativement, disant se trouver pour le moment à Busongo avec Mulele.

Donatien Etim, Placide Mutimanza, Adèle Mutimanza, Fulgence Milolo, Fulgence Ngabulu et moi nous nous décidâmes de partir avec ces deux partisans voir Pierre Mulele là où il se trouvait, à Busongo. Vers 8 heures du soir, on se mit en route.

Quelque part en route, on vit de la fumée à l'horizon. Nos deux conducteurs, Angung et Minamina, nous annoncèrent que c'était là que Mulele habitait. Je n'acceptai pas cela et je me mis à poser trop de questions, ce qui les énerva. Ils me dirent que je n'avais pas la foi en la révolution.

Avant d'arriver à Busongo [...] je proposai qu'on dorme dans un village, mais les deux éclaireurs me dirent que les révolutionnaires ne dormaient pas au village mais en brousse. Ce qui fut fait. Le lendemain matin, on reprit la route et nous arrivâmes à Busongo où nos deux partisans nous demandèrent de les attendre car ils devaient d'abord aller voir si les mulelistes étaient toujours au camp. À leur retour, ils dirent que Mulele et ses gens n'étaient plus là et qu'on devrait les suivre ailleurs. [...] On se lança dans la forêt à la recherche de notre futur employeur ; on traversa la rivière Luse, on entra dans une autre forêt. Tout d'un coup, on entendit une voix qui nous dit : « Halte ! » Sortit une personne habillée en tenue coutumière armée d'un arc et de flèches. C'était une garde. Elle nous demanda d'où nous venions et où nous allions. Nous lui répondîmes que nous étions à la recherche de Mulele pour le travail car nous entendions dans les villages qu'il cherchait des travailleurs pour sa mission combien importante, celle de sauveur. La garde nous prit et nous amena chez le chef de poste qui nous conduisit à son tour chez Mukulubundu au village Laba. Mukulubundu nous demanda le but de notre visite. Nous lui répondîmes être venus voir Mulele Pierre. Il poursuivit : « Êtes-vous des envoyés des militaires ? » Nous répondîmes non. Il fit sortir de sa poche un calepin (bloc-note) où il inscrivit nos noms et ceux de nos parents (père

et mère). Celui qui fuira, dit-il, on tuera son père et sa mère. Il nous donna une place où nous devions construire notre bivouac. Nous nous mîmes à l'œuvre et nous l'achevâmes le jour même.

Mukulubundu nous demanda ensuite si nous avions amené des couverts, c'est-à-dire des assiettes, des fourchettes et des gobelets. À notre réponse affirmative, il dit que c'était bien.

Le lendemain : leçon politique. On nous expliqua ce qu'était la révolution, le motif du pourquoi nous étions ici. Après la leçon politique, je fus désigné par les autorités chef de poste avec quatre gardes. Cette nomination m'étonna beaucoup car je ne savais même pas en quoi consistait ce travail. On me dit que notre mission consistait à surveiller les ennemis (les soldats) et qu'il faudrait crier dès que nous les apercevions !

Je me mis à mon poste avec mes quatre gardes. Je donnai à deux gardes le numéro 1 et le numéro 2, tandis que les deux autres partirent avec moi. Sur la route, nous mîmes des pièges pour être alertés dès que l'ennemi approcherait.

À 6 h 30 du soir, on vit trois personnes que nous arrêtâmes et interrogeâmes. Au juste on ne fit que répéter les mêmes questions que celles que Mukulubundu nous avait posées. Nous les obligeâmes à dormir au corps de garde. [...].

Le lendemain, une femme arriva avec de la nourriture. J'ordonnai aux gardes de la conduire chez le chef de camp. On amena aussi les trois personnes. [...] Au camp, on revint encore à la leçon politique qui consistait à nous endoctriner. L'orateur disait : « Ce sont rarement les feuilles vertes qui tombent des arbres, mais plutôt les feuilles sèches. Quand on voit une feuille verte par terre, il faut faire attention à l'ennemi. »

Le lendemain, on partit avec l'équipe de combat en tête, suivie des équipes de réserve, de transport... On installa un camp en brousse où on passa la nuit. Je m'informai auprès des garçons qui avaient adhéré les premiers au mouvement sur les activités réelles des partisans, car jusque-là, je n'avais encore rien vu sur leurs diverses fabrications. Ceux-ci prétendirent avoir laissé tout ce qu'ils avaient fabriqué à Mulem. J'ai vu qu'ils mentaient, que cela n'était pas vrai et j'ai compris que c'était une perte de temps de rester au maquis.

Après une semaine de séjour dans le maquis, je profitai d'une promenade pour retourner chez moi au village. Et puis je quittai mon village pour aller à Iseme où je rencontrai Rémy Mwanambe venu chercher des poules pour les militaires. Il me prévint que les militaires cherchaient tous ceux qui étaient en forêt comme moi. Mais je me dis que si je retournais chez Mulele, on allait me tuer.

Plus de choix. Je me décidai à rester dans mon village. Mais Rémy Mwanambe me convainquit de passer par la forêt pour échapper aux

soldats. J'arrivai à Luse via Ntomoti [...] je repris ma route et tombai sur un groupe d'élèves qui partaient de leurs villages pour approcher le lieu de leur école. Je pris le bâton d'un élève pour l'aider à porter. Il commençait à faire nuit lorsqu'un camion de militaires nous rejoignit. Nous fûmes tous soumis à un interrogatoire. Tous les autres étaient visiblement des élèves, tous apparaissaient moins âgés que moi. Je n'étais pas élève, avais-je répondu à leur question. « Êtes-vous maître ? », continuaient-ils. Ma réponse fut négative. « De quel village es-tu ? » De Bitshambele. Laissant tous les autres, les militaires me demandèrent de prendre place dans leur auto pour m'amener chez le chef de notre groupement pour savoir si celui-ci me reconnaissait. Chose faite, les militaires doutaient de la sincérité des déclarations du chef de groupement. Ils exigèrent de voir mon livret d'identité resté à la maison. L'émissaire Kinziki envoyé le retrouva assez rapidement ainsi que mon permis de séjour de 90 jours obtenu lors de mon passage à Kikwit. Cette dernière information, le chef de groupement en contesta la validité. Dès cet instant, je reçus des coups des militaires qui allèrent jusqu'à me piétiner. Je passai la nuit à la belle étoile aux côtés des militaires, bras ligotés. Il y avait du bois à la véranda. Je me faufilai en sous-bois, je commençai à crier pour faire croire aux militaires que je souffrais terriblement. [...] Ils accoururent pour me changer de place, et me mirent à côté d'un certain Mathias Okwa. Tôt le matin, les militaires partirent. D'autres prisonniers et moi-même, ils nous laissèrent sous la garde d'un commissaire de police.

[...] Après le départ des militaires, les policiers qui prenaient notre garde nous firent danser. Après la danse, ils nous firent asseoir sous un arbre. Sept jours durant, je subis une peine d'emprisonnement dans mon village !

Ma peine expirée, le commissaire dirigeant devant partir, un policier de la tribu suku (Suku) dit au commissaire que je ne pourrais pas les accompagner du fait que je n'avais pas été arrêté par eux mais par les militaires. C'est ainsi que le commissaire me libéra [...].

Un mois après, arrivèrent deux personnes répondant aux noms de Mangungu et Lasenganpatse. Ces personnes, des agents secrets, étaient à la solde des militaires ; elles les accompagnaient.

Quand Mangungu et son copain arrivèrent chez nous au village, ils m'accusèrent auprès des militaires d'être suspect. Ceux-ci m'arrêtèrent pour une deuxième fois avec un ami, Munzoya. Ils nous mirent des commandes³⁰⁷ en nous disant que nous étions des rebelles de Mulele. [...]

³⁰⁷ La punition des « commandes » est une punition dans laquelle la victime a les pieds et les mains liés derrière le dos.

Munzoya, à cause de la souffrance causée par les commandes, s'exclama : « Militaires ! Laissez-moi, je vous dirai quelque chose. » Les militaires à la recherche de leur proie (Mulele) ne traînèrent pas à lui enlever les menottes (commandes) pour qu'il leur dévoile la vérité, le secret tant attendu qui est de savoir où se trouve Mulele.

Munzoya déclara avoir acheté une carte du PSA et qu'il n'était pas du PNP (Parti national du progrès). Les militaires me demandèrent si j'étais possesseur d'une carte du PSA ou du PNP [...] Ils continuèrent en ces termes : « Pourquoi n'avez-vous pas acheté de carte ? » Je répondis : « Parce que je n'avais pas d'argent. » Ils commencèrent à me battre en disant qu'ils n'avaient besoin ni de la carte du PSA ni de celle du PNP.

Muntunzambi Nestor, Mbuun, agent de la sûreté, déclara que nous devions aller en prison à Kikwit. Ils nous amenèrent jusqu'à Mungomonene. Les militaires qui étaient là, par plaisir, commencèrent à nous battre. Après nous avoir rossés, ils nous mirent dans le camion où ils nous entassèrent. Il y avait beaucoup de personnes dans le camion.

Vers 23 heures, 50 personnes devaient sortir pour aller à Yassa-Lukwa. Je dis à mon ami Munzoya qu'il ne fallait en aucun cas sortir pendant la nuit. Il fallait faire semblant à l'appel des militaires sinon on serait tués car toutes les personnes qui seraient dépêchées la nuit seraient tuées sans aucune autre forme de procès. Nous, on partirait la journée ; il y aurait beaucoup plus de sécurité.

À 7 heures du matin, ils vinrent nous chercher pour aller à Yassa-Lukwa. Quand nous arrivâmes chez nous à Bitshambele, nous criâmes que nous étions en partance pour la prison de Yassa-Lukwa.

Les militaires, pour éviter que nous n'alarmions tous les habitants des villages qui longeaient la route Idiofa-Yassa-Lukwa, posèrent une bâche sur la carrosserie du camion. [...] À Yassa-Lukwa, ils nous jetèrent en prison (cachot). Pendant la journée, vers 8 heures du matin, je demandai la permission, pour aller me soulager, de sortir un peu dehors. [...] Ils me donnèrent comme condition pour sortir : recevoir 20 coups de matraque. L'essentiel pour moi était de sortir de là pour un peu respirer du bon air et me soulager. Je sortis donc et je reçus les 20 coups. Les autres dans le cachot, froussards qu'ils étaient, se blottissaient dans leur petit coin et ne voulaient sortir de peur d'être frappés. [...] Un surveillant policier m'accompagnait où j'allais pisser et m'asseoir.

À 30 m de distance, je voulus donner quelques coups au policier mais je réfléchis que cela ne ferait qu'aggraver ma situation. Quelque temps après, on nous envoya avec un petit fût (40 litres) à la rivière puiser de l'eau ; j'eus envie de fuir mais j'avais peur parce que j'avais laissé mes habits. Comment allais-je partir, à demi nu ? Au retour, un

appel fut lancé à tous les prisonniers de prendre place dans l'auto en partance pour Kikwit.

On nous embarqua à 50. Avant d'arriver à Impata Eku, j'eus envie de sauter et de m'enfuir. Mais une fois encore, j'eus peur de mourir. Nous arrivâmes enfin à Kikwit. Nous fûmes à nouveau jetés au cachot. Le lendemain matin, ils commencèrent à nous faire travailler au jardin. Je profitai de cette occasion qui était unique en son genre pour manger des patates douces crues afin de me refaire un peu de force car je n'avais pas mangé depuis longtemps. Je profitai aussi de cette occasion pour amener quelque chose à mes copains Prosper Munzulu et Placide Mutimanza. Le jour après, je fus envoyé à la cuisine pour y travailler. Les militaires avaient acheté des feuilles de manioc avec des os de bœuf pour que nous puissions manger.

Durant tout ce temps au camp, nous subissions toutes sortes de souffrances, soit se coucher par terre et regarder le soleil pendant des heures, soit tourner en rotation... Enfin on nous envoya chez le lieutenant pour le jugement.

Dans le jugement, plusieurs critères intervenaient, dont l'endroit où on avait été arrêté. Des témoins devaient être là nécessairement. Ce fut mon tour, je dis au lieutenant que j'avais été arrêté au dispensaire où je me rendais pour me faire soigner. Le lieutenant me demanda qui était au dispensaire avec moi ; je répondis qu'il y avait plusieurs femmes. Les autres furent jugés à leur tour.

Après, je fus rappelé pour répondre à une autre question qui était de savoir si je savais écrire ou non. La réponse fut négative évidemment. Enfin, on m'appela pour apposer mes empreintes digitales sur ma déclaration.

Vint à ce moment la femme de mon grand frère venue m'apporter à manger. Elle se mit à sangloter en voyant mon état de santé. Moi de mon côté je me mis à pleurer. Les militaires du corps de garde durent nous calmer ; la femme de mon frère partit enfin et moi je restai.

Le lendemain, nous fûmes amenés au Parquet du district, à Kikwit toujours. Là, je répétai tout ce que j'avais raconté au lieutenant. Nous étions 100 personnes à comparaître devant la justice, 15 seulement furent libérées, dont moi. Le Parquet nous délivra des feuilles de route pour regagner nos villages respectifs. Je me mis en route vers chez moi. Je dus passer la nuit à Pomongo après une longue marche.

Le lendemain, je continuai mon voyage jusqu'à Manzonzi où les gens crièrent de joie : « Awie », ils sont arrivés.

J'arrivai enfin chez moi à Bitshambele. Les gens de mon village étaient fous de joie de me retrouver. Une petite réception fut organisée pour la circonstance. Dans ma famille, il y eut des poules tuées, de la boisson en quantité ; tout cela pour fêter mon retour.

Une semaine après, un pont ayant sauté, je fus dépêché pour vérifier la chose. Le chef de groupement donna ordre de réparer le pont, ce qui fut fait dans un bref délai par les gens du village. Cinq jours après, les mulelistes détruisaient à nouveau le pont. Nous allâmes creuser un trou près du village Luse sur la route. Nous, villageois conseillâmes, à notre tour, aux mulelistes d'aller détruire le pont situé à Lungu. Mais ils refusèrent.

Quand monsieur Jacques Musumari, le commissaire principal de la police nationale à Kikwit, vint et vit le trou creusé sur la route, il se fâcha et donna ordre à ses policiers de tirer sur les hommes de Luse. Les policiers tuèrent 20 personnes dans ce village.

Nous, on se demandait maintenant pourquoi Mulele Pierre ne venait pas chez nous, mais que par contre, les agents de l'ordre venaient pour tuer nos frères. Après les policiers, arrivèrent les militaires, revenant de Kikwit. Ils brûlèrent nos maisons.

Nous villageois de Bitshambele, après l'incendie de nos maisons, sommes partis nous réfugier dans un autre village environnant, Kimpata Lukwa. Les gens de ce village ne voulaient pas du tout de nous. Nous, on leur répondait qu'on était en transit pour aller chez Mulele Pierre, dans son village natal. Malgré ces promesses et nos explications, les gens de ce village ne voulaient pas de nous. Ils exigèrent que nous rentrions chez nous. Ce que nous finîrions par faire. Dès lors, il y eut cotisation de tout le monde pour soutenir Pierre Mulele. La cotisation recueillie donna 3000 F, une chèvre, 6 poules et 30 œufs.

On choisit quelques adultes devant constituer la délégation pour aller chez Mulele : des adultes (Mutusanga Itatshimi, Munganga, Mongwala, Ngoto Antoine et Nkoy Gabriel) et quelques jeunes, dont moi et un ami, Nkanga. Le motif de notre voyage chez Mulele était d'obtenir la permission de former des équipes rebelles devant protéger le village contre les attaques de l'ANC.

Je transportais des œufs. Avant d'arriver à Bwalenge, j'en pris un et le mangeai afin de tester la légendaire puissance magique de Mulele, censé savoir que j'avais pris un œuf en cours de route.

À Bwalenge, je demandai à tous les vieux de la délégation qu'ils chassent Nkanga du groupe parce qu'il était pessimiste et peureux. On dut passer une nuit à Bwalenge. La nuit, on dut continuer la route sans Nkanga. En route vers chez Mulele, on rencontra d'autres vieux venant d'autres villages qui s'y rendaient aussi.

Nous arrivâmes au village Mbela-Mbomo où nous nous informâmes auprès des partisans (il y existait déjà une équipe de partisans). Ceux-ci nous remirent un livre dont les mots étaient écrits en gros caractères portant et/ou ayant pour titre : Leçons politiques. Ils commencèrent à nous enseigner des leçons politiques. Après les leçons, nous leur

demandâmes d'être conduits chez Mulele, ce qu'ils refusèrent en nous disant que chez eux c'était la même chose que chez Mulele. Il était inutile de vouloir aller chez Mulele car on y était déjà. J'insistai encore une fois que nous devions aller chez Mulele. Ils ne changèrent pas leur point de vue. Dommage que ceux avec qui j'effectuais ce voyage se soient rapidement mis contre moi. Ils avaient été endoctrinés par ces gens de Mbela-Mbomo. Naïfs qu'ils étaient, ils renoncèrent à aller voir Mulele. Ils acceptèrent de rebrousser chemin au lieu d'aller jusqu'au bout. Encore que ces gens nous demandèrent de laisser tout ce que nous avions amené à Mulele pour qu'ils se chargent de faire parvenir tous ces biens à destination ! Les vieux, ces naïfs, me prièrent de remettre tout ce qu'on avait amené à ces partisans de Mbela-Mbomo. Ne sachant que faire encore, je finis par obtempérer. Les vieux voulaient tout laisser mais absolument tout laisser. J'intervins encore pour qu'on ne puisse laisser que les choses et non l'argent mais ils ne voulurent pas. Ils leur laissèrent une chèvre, 3 poules, 20 œufs et une somme de 200 F. De retour au village, je pris une poule et je leur dis que j'étais Mulele.

Quelques heures après notre arrivée, je reçus le camarade Nkanga qui me dit : « Mon cher, tu as mal fait, où es-tu parti ? On avait besoin de toi ici. À Bwalenge, tout jeune homme et toute jeune fille ont été invités à suivre des leçons politiques, parce que la condition sine qua non pour une adhésion complète est qu'on suive pendant un certain temps les leçons politiques. Notre bivouac étant déjà fait, on y a déjà passé quelques jours. Notre repas principal était de la viande. Chaque matin nous devions faire de la gymnastique, après venaient les leçons politiques. Nous avons déjà fait 5 jours en forêt et notre équipe a déjà été constituée. »

Voilà, je me fis partisan.

Quelques jours après nous reçûmes un envoyé de Mulele, Iyala Patrice, venu nous dire que notre équipe était reconnue par Mulele sous l'appellation Binza n° 37.

Nous constituâmes un dépôt. Nous avions du riz qu'on avait volé au magasin CEKA (Compagnie de l'Équateur et du Kasai – une huilerie).

Les militaires avaient dû aussi voler dans ce même magasin.

Tous les gens de notre groupement qui englobait quatre villages, nous décidèrent d'aller attaquer les militaires en route. On se cacha en brousse pour ne pas se faire voir. La tactique que nous utilisâmes consistait à laisser passer les premiers camions militaires et à attaquer seulement le dernier.

Ce fut l'heure tant attendue, l'heure de l'arrivée des militaires. On suivit le mot d'ordre, on laissa passer les premiers camions et on attaqua le dernier comme convenu. Les militaires à bord du dernier

camion ripostèrent terriblement. Il y eut une pluie de balles. Nous dûmes fuir.

Dans notre fuite, nous arrivâmes à Tomoti où nous nous rassemblâmes pour nous rendre compte des pertes subies ; aucun des nôtres n'avait été touché par les balles de l'ANC.

Un détail tout de même important à relever : le camarade Patrice Iyala, le bonhomme qui s'était présenté comme l'envoyé de Mulele pour la reconnaissance de notre équipe, avait tellement peur lorsque les militaires tiraient, qu'il avait abandonné son fusil et même sa culotte !

Il allait falloir attaquer, dans un proche avenir, les militaires stationnés à Idiofa. Le secrétariat de l'équipe devrait dresser une liste des personnes jugées capables de combattre. Iyala Patrice figurait sur la liste. Il se mit à pleurer et déchira la liste. Il pria au retour tout le monde au combat. Le jour de l'attaque d'Idiofa arriva. On se mit en route et nous rencontrâmes les gens d'Iseme, Lungu et Izimi. Dès que nous arrivâmes à la rivière Musanga proche d'Idiofa, un homme du village environnant cria à tue-tête que les gens de Mulele étaient arrivés. Les militaires prirent alarme. Nous dûmes rentrer. Le plan avait déjà avorté.

De retour au village, notre équipe fut divisée en deux parties : Binza n° 37 et Binza n° 125. Les deux parties furent dirigées respectivement par Iyala Patrice et Antoine Salankanga.

Le chef de l'équipe Binza n° 37 se comportait mal lorsqu'il y avait de la viande pour l'équipe. Il mangeait seul avec ses femmes. Mulele fut avisé de tout cela, ce qui lui fit prendre la décision de le démettre de ses fonctions. À partir de ce moment cette équipe resta sans chef.

Moi à ce moment j'étais dans l'équipe Binza n° 125. Je demandai rapidement mon transfert dans l'équipe Binza n° 37 pour m'engager aussi dans la course à la tête de l'équipe. On passa au vote. Nous étions trois candidats : Mutiki Corneille, Musila et moi. Je fus élu à la tête de l'équipe avec 37 voix, Mutiki recueillit 36 voix et Musila 28.

J'étais devenu chef d'équipe. Iyala procéda à la remise-reprise ; il me remit un cahier de leçons politiques, une machine à écrire ; il m'expliqua la tactique de la guerre et me donna des directives révolutionnaires.

Le lendemain on nous amena un moteur que nous devions acheminer jusque chez Mulele. On ne savait pas la provenance de ce moteur et son utilité. Après quelques temps, nous reçûmes une lettre émanant du quartier général qui demandait 20 personnes de chaque équipe pour constituer l'équipe devant attaquer Kikwit.

Avant d'aller à Kikwit, nous avons reçu l'ordre d'aller attaquer tout d'abord les militaires qui se trouvaient à Kimpata Eku. [...] Nous y engageâmes une lutte sans merci. Les militaires tiraient, nous aussi

nous tirions ; les militaires employaient des grenades, nous aussi nous leur renvoyions quelques grenades ramassées et celles que nous avions. Durant cette bataille, nos troupes criaient « Avancez ! Avancez ! Mulele ». Malgré tout cela, les militaires furent beaucoup plus puissants et nous dûmes nous enfuir. Les militaires nous pourchassaient. Nous partîmes pour nous réunir à la Direction générale, chez Mulele. Lui, le commandant en chef, prit la parole et dit : « Tokata mondenge – lititi na maboko », ce qui veut dire : « Parions, une feuille en main ». Mulele continua : « Partez à Kikwit, attaquez les militaires. D'ailleurs j'apprends que Tshombe est à Kikwit, faites votre possible pour l'arrêter et amenez-le ici ».

Nous arrivâmes à la rivière Kwilu. Personnellement j'avais fort peur. Je me disais : « Si je traverse cette rivière, au cas où les militaires nous attaquent, comment ferais-je pour regagner l'autre rive ? ». Pour cela, j'ai dû rester et ne pas intégrer cette équipe.

Les amis me conseillèrent d'intégrer l'équipe de transport, c'est-à-dire celle des partisans qui venaient chercher à manger pour les combattants qui eux-mêmes s'informaient auprès de nous pour savoir comment attaquer Kikwit. Plusieurs partisans conseillèrent à l'équipe de ne pas traverser la rivière Kwilu car toute tentative de pénétration dans la ville était inutile, car les militaires surveillaient bien les entrées. Au lieu d'être dirigé sur Kikwit, moi je me fis intégrer dans l'équipe que commandait un certain Mampasi. Nous avons comme mission d'attaquer le village Mayoko-Nyadi qui ne voulait pas du tout collaborer avec les mulelistes. Nous devons brûler ce village pour obliger ses habitants à soutenir le mouvement rebelle.

Dans notre équipe nous étions 80 personnes. En cours de route nous avons fait un rassemblement dans un village. Mêlés avec les gens de ce village, le nombre de partisans était maintenant porté à 120 personnes. Nous continuâmes notre chemin pour l'attaque de Mayoko. On envoya des émissaires pour la reconnaissance. Ceux-ci revinrent dire que la pénétration était impossible du fait que le village n'avait qu'une seule entrée, surveillée par les villageois.

Nous décidâmes : « Advienne que pourra, on continue le chemin ». Dès que les villageois de Mayoko nous virent, ils crièrent : « Attention les mulelistes sont près, prenez vos armes et combattez-les. Hommes prenez les machettes, les arcs et les flèches ; femmes les houes et les bâtons, ne fuyez pas et gardez votre sang-froid, battez-vous très fort pour sauver votre village menacé. »

Après les directives données par le chef de ce village à ses concitoyens, nous dûmes rebrousser chemin et fuir jusqu'à la direction, et beaucoup rentrèrent dans leurs villages.

Dans notre village les gens restés dans des bivouacs furent tous massacrés³⁰⁸ par les militaires. Notez que l'ex-chef d'équipe de Binza n° 37 fut tué³⁰⁹ et les autres personnes atteintes durent s'enfuir. Le reste de notre équipe s'installa à ce moment à Ngoso (mission catholique), mais après cette défaite, le nombre de partisans étant devenu fortement faible, il fut décidé de supprimer l'équipe. À la place fut créée une compagnie à partir de la fusion de plusieurs équipes.

Mon camarade Musila ne voulut pas qu'on reste à Ngoso. [...] Nous nous rendîmes en forêt du côté d'Iseme. Là encore, les militaires nous chassèrent et nous voilà rentrés à Ngoso, dans la forêt d'Isengi. Lorsque les militaires arrivèrent à Isengi, nos veilleurs furent par deux fois trop lents dans la transmission de l'information et des militaires que nous aurions pu attaquer en espérant remporter la victoire au moins une fois passèrent sans bataille.

Le commandant de la zone, un certain Muzungulu Delphin, était venu donner des grades aux chefs d'équipes. Je devins sous-officier. Ngongo Basile devint commissaire militaire, Laboto Edmond commissaire politique. Le commandant de la sous-direction vint après le commandant de zone. Tout le monde dut s'aligner pour les honneurs. Je refusai d'aller le saluer. Le commandant ordonna aux policiers militaires (P.M.) de m'arrêter et de me mettre en commandes pendant 30 minutes. Lui, il rentra aussitôt.

Arriva enfin Mbwanungu, le commandant d'une des sous-directions. Il demanda de donner trois personnes de chaque peloton. Je me mis à la machine pour écrire les trois noms que je désignais. Mais je me dis ne pas savoir encore ce que feraient les personnes désignées. Je posai la question à Mbwanungu qui répondit que je n'avais pas le droit de lui demander cela. C'était plutôt lui qui voulait savoir si les trois personnes que je désignais étaient mes frères. Fâché contre moi, il ordonna que je sois mis en commandes pendant une heure ! Après son départ, je réunis mon groupe à qui je dis qu'il y avait un peu d'argent dans notre caisse et que quiconque voudrait l'emprunter y était autorisé. Certains acceptèrent, d'autres non.

Je conseillai à mon ami Mubila Trudon de se fiancer et que moi aussi je prendrais la mienne pour fuir à Idiofa ; mon ami refusa.

Le lendemain, on nous envoya à Ngoso. Nous étions partis Bertin, Mutumbu et moi. Dès que nous arrivâmes à Ngoso, on décida de

³⁰⁸ Information pas tout à fait vérifiée du fait que les gens (presque tous) étaient entrés en forêt avant l'arrivée des militaires. Il se peut que les partisans capturés, les vieillards et les malades graves furent massacrés.

³⁰⁹ Information vérifiée.

rentrer mais Mutumbu ne voulait plus du tout ; il reculait continuellement la date du retour.

Bertin et moi quittâmes Ngoso I pour Ngoso II. Pendant la nuit les militaires arrivèrent à Ngoso I. Le lendemain le commissaire (rebelle) Nka Singa Barthélemy nous pria d'aller alerter la sous-direction de l'arrivée des militaires. Quand nous arrivâmes, les gardes (rebelles) nous arrêtâmes pour nous demander des explications et chercher à savoir si nous étions du bataillon de l'état-major. Au retour à Ngoso, on nous apprit que Mutumbu avait été tué par les militaires.

Je demandai au copain Bertin que nous rentrions dans notre compagnie, mais il résista. J'avais laissé ma fiancée et toutes mes choses. Parce que Bertin n'était pas d'accord, me voilà seul à rentrer. Je traversai trois rivières, je vis une petite chèvre que je me mis à chasser. Je lançai une flèche qui ne l'atteignit pas. Tout d'un coup je vis trois personnes qui prétendirent que la petite chèvre leur appartenait. Je protestai énergiquement arguant que l'animal avait été laissé par des militaires. Ensemble, nous pourchassâmes la chèvre, que nous capturâmes et dépeçâmes pour enfin se partager la viande.

Je continuai ma route. Je me demandai pourquoi je ne voyais aucune trace. Pourtant les militaires n'étaient partis du lieu que la veille. Je ne savais que faire d'autre, quoiqu'on me tue, ce n'est pas grave. J'arrivai enfin au village Nkieni. Je pris un sentier pour aller rejoindre mon groupe. De loin j'aperçus un homme qui ressemblait à un militaire. Je doutai un moment. Effectivement c'était un militaire armé. Je cachai mes flèches. J'arrivai là où se trouvaient les militaires qui me demandèrent d'où je venais et pourquoi je les suivais. Je répondis que je voulais sortir grâce à leur présence. Ils me demandèrent si j'étais muleliste. Ma réponse fut évidemment négative. Le sergent chef qui conduisait cette équipe de l'ANC dit que qui que je sois je partirais avec eux. On me posa la question de connaître mon village. Bitshambele. Les militaires demandèrent si je voulais aller à Bitshambele ou bien aller avec eux à Idiofa. Je répondis que je voulais les accompagner à Idiofa. Ils voulurent savoir ce qui m'avait poussé à sortir de la forêt. Mes parents sont tous morts, dis-je, je souffre terriblement pour le moment. « Où sont les jeunesses mulelistes ? », demandèrent-ils. « J'entends parler de ces jeunesses mais je ne sais pas là où on peut les trouver », répondis-je. Il y avait un garçon arrêté avant moi à qui je posai la question de savoir si les militaires allaient nous tuer, il me dit non.

On arriva à la bifurcation de Kalanganda. Il y avait une rivière, je voulus m'y jeter et prendre fuite mais j'eus peur d'être tué. Je continuai la route avec les militaires. Arrivés à Lungu, les gardes militaires nous présentèrent à manger, du luku, des légumes et du poisson séché. J'hésitai à manger, car en forêt il était connu que dès qu'on mangeait

du poisson séché on mourait. Je n'avais pas le choix. On prit un camion pour Idiofa. Arrivés à Idiofa, un militaire me choisit pour aller travailler chez lui, ce que je refusai. Je dus passer ma nuit au corps de garde et le lendemain on me permit d'aller à la cité. Je m'étonnai de voir beaucoup de gens car dans le maquis on racontait qu'à Idiofa il n'y avait pas une seule personne.

À Idiofa, je vis quelqu'un de chez moi qui me demanda de rentrer au village. Là tout allait bien. Au village, je ne restai qu'une semaine et je voulus rentrer à Idiofa pour avoir un laissez-passer m'autorisant à aller à Kikwit.

Refaire ce voyage à pied présentait beaucoup de dangers. Je dus recourir aux révérends pères pour avoir une place dans une auto pour Kikwit. J'eus une réponse satisfaisante. Mais à Bitshambele, le contrôle des pièces d'identité fut sévère. Pour moi, les militaires refusaient que je parte. Les militaires jugeant que je revenais de la forêt, décidèrent de me tuer. Ce qui retarda l'exécution de la décision, c'est l'absence du sergent chef du groupe. Les militaires me mirent en commandes puis commencèrent à tirer à blanc sur moi.

Le sergent revint, je lui expliquai mon cas. Il me permit de voyager et autorisa que je reprenne mon (ancien) laissez-passer confisqué par ses soldats. J'allai chez le caporal, celui-ci refusa. J'allai trouver le secrétaire qui exigea un pourboire. Je lui donnai un peu de poisson et il me rendit mon papier. J'embarquai enfin pour Kikwit.

Ce récit apporte aux analyses et aux observations déjà faites une plus grande finesse. Son auteur évoque d'abord ce qui se dit sur les événements du Kwilu, avant d'avoir côtoyé lui-même les rebelles. Puis il intègre le mouvement, y vit et va jusqu'à rencontrer Mukulumbundu et, surtout, son leader Mulele. Il y dirige une équipe de partisans de son village et participe à des combats contre l'ANC. Arrêté à plusieurs reprises par les soldats, il est maltraité par eux, fait de la prison puis est conduit à Kikwit, le chef-lieu de la province, avant d'être relâché. Il en arrive à ne plus craindre sa propre mort tant l'impasse dans laquelle il se retrouve est grande. Dans chacun de ces épisodes clairement décrits, parfois teintés de fatalisme, ce récit nous livre un faisceau d'informations sur la rébellion, l'Administration, le comportement des soldats de l'ANC, la situation du Kwilu pendant cette période troublée. Bien que transcrites de manière naïve, ces informations permettent de confirmer ou, au contraire, d'infirmer diverses appréciations émises sur les événements du Kwilu.

CHAPITRE V

DÉSINTÉGRATION ET ÉCHEC DU MOUVEMENT REBELLE

La popularité du mouvement de Mulele parmi la population des zones rebelles a connu différentes phases. Une personne qui fut un témoin direct et « privilégié³¹⁰ » du phénomène rebelle déclare :

Au début, la masse, brutalisée et maltraitée par les forces de l'ordre, redoutant les rebelles invisibles et passant pour invulnérables, adhéra bon gré mal gré à la rébellion qui apparut comme un grand mouvement de libération nationale. Après, la masse s'est distancée des rebelles et ne les soutenait plus qu'extérieurement de peur d'être liquidée. Ceci s'explique par trois faits : 1) la mort des rebelles au combat signifiant la perte de leur invulnérabilité ; 2) la conduite des rebelles qui ne respectaient plus leur règlement ; 3) les exécutions qui dégoûtèrent la masse. Ce que les rebelles avaient promis à la population au début était : 1) la protection contre les militaires qui tuaient les villageois ; 2) l'expulsion des traîtres ; 3) la libération du pays du joug impérialiste ; 4) l'installation d'un gouvernement au service du peuple congolais. Le devoir des rebelles était : « La patrie ou la mort ! Notre tête ou celle des valets des impérialistes. »

Ce témoin direct de la rébellion terminait sa réponse écrite à nos questions par ce jugement global :

Bien qu'ayant souffert et perdu des parents, malgré les crimes des rebelles, mon opinion est la suivante : ils étaient des patriotes et voulaient faire du bien au pays et au peuple. Qu'il y eût des intéressés parmi eux n'est pas impossible, mais je crois au patriotisme des rebelles.

Ce jugement est aussi celui de Théophile Bula-Bula, un des chefs rebelles qui entourèrent Mulele :

Mulele peut paraître d'un comportement téméraire mais il était réellement un révolutionnaire. Les conditions de vie dans le maquis, la faiblesse d'armement mais aussi la participation d'un certain nombre d'acteurs populaires mais opportunistes comme Kandaka, Kingombe ou Fimbo qui ont trouvé dans la rébellion un paravent pour se rendre rapidement justice affaiblirent rapidement le mouvement.

³¹⁰ Archives Rébellion au Kwilu, Interview.

Le père Robert Delhaze, qui avait eu des contacts avec Mulele depuis son enfance le présente comme ayant toujours été un chef de bande profondément intelligent et d'une grande douceur. Mais selon lui, à un moment de sa vie, Mulele ne sut plus écouter car il se fiait trop à lui-même³¹¹.

Une des principales difficultés de l'analyse consiste à saisir le phénomène de la rébellion muleliste dans son évolution et à repérer les différentes phases de son développement interne depuis le mois de janvier 1964. Les travaux de Ludo Martens décrivent les événements à travers diverses séquences, ce qui donne une vue de l'ensemble du mouvement. De cette vue d'ensemble, recoupée avec les informations recueillies des autres sources, il se dégage l'impression que la rébellion a traversé plusieurs étapes, présentant des caractéristiques tout à fait différentes et, parfois, contradictoires³¹². Il est cependant difficile d'interpréter la succession de ces étapes et de faire la part de l'influence des facteurs extérieurs à la rébellion (résistance des ethnies environnantes, victoire de l'armée nationale à Idiofa, déclenchement des autres rébellions, interventions de l'aviation étrangère) et celle des forces internes. Il est également impossible de savoir jusqu'à quel point Mulele et ses adjoints purent conserver le contrôle du mouvement et le dirigèrent selon un plan préétabli, ou, au contraire, furent contraints de le suivre, d'en épouser les fluctuations et d'adapter leurs tactiques et même leur stratégie au gré des forces qu'ils avaient déclenchées.

En dépit de ces difficultés, la documentation rassemblée permet de dire qu'entre janvier 1964, au moment où la rébellion s'affiche au grand jour et l'abandon définitif du maquis en septembre 1968 par Mulele, qui s'exile à Brazzaville, la rébellion du Kwilu semble être passée par cinq grandes étapes.

La première étape, allant de janvier à février 1964, fut celle des coups d'éclats et des premiers succès de la rébellion. Elle a été analysée au quatrième chapitre. Donnons les grands traits des quatre autres étapes :

1. De mars à octobre 1964, la rébellion piétine, l'organisation du mouvement commence à échapper à Mulele, de nombreux échecs sont enregistrés, mais les partisans espèrent encore réussir.
2. D'octobre 1964 à janvier 1965, Mulele tente de restructurer le mouvement rebelle.
3. De janvier 1965 à février 1966, avec la mission de pacification du gouvernement et le conflit Kandaka-Mulele, la rébellion perd de nombreux partisans.

³¹¹ Plusieurs éléments de l'interview qu'il nous a accordée sont repris dans la biographie de Pierre Mulele, en annexe. Mais l'attitude du père Delhaze vis-à-vis de la rébellion de Mulele est controversée. Cf. Martens L., *Une femme du Congo*, op. cit., p. 105 ; Pierre Mulele ou la seconde vie..., op. cit., p. 300.

³¹² Le contraste, par exemple, est total entre l'organisation des camps d'entraînement avant le déclenchement de la rébellion et celle des bases de partisans à partir du mois d'avril 1964.

4. De février 1966 jusqu'à septembre 1968, Mulele est isolé progressivement et le mouvement rebelle s'éteint.

Ce chapitre reprend les grands traits et les aspects significatifs du mouvement déclenché par Pierre Mulele au Kwilu ; il n'est nullement question, ici, de refaire l'inventaire des actes et déplacements de Mulele³¹³.

1. De mars à octobre 1964

Le mouvement rebelle connaît une multiplication rapide des équipes de partisans à partir de février-mars 1964. L'ANC éprouve des difficultés à mener des offensives et craint les rebelles, dont la légende se propage dans toute la région. On apprend, à Léopoldville, le 12 mars, que les soldats du 20^e bataillon de l'ANC vont remplacer tous les policiers de la province du Kwilu. À ce moment, les rebelles occupent entièrement déjà la région entre Mukoko et Ngenkon. En faisant allusion à cette extension de la rébellion, un témoin note :

Pendant les patrouilles, les autorités militaires ont pu saisir de la correspondance des rebelles. Il résulte de la lecture de ces documents, que la mentalité de la population n'a pas changé. Toujours convaincus de servir la bonne cause, les auteurs des lettres parlent de la révolution qui les rendra finalement indépendants et qui chassera les profiteurs enrichis. Depuis quatre ans, c'est toujours la même catégorie de personnes qui ont pu profiter de l'indépendance, soit les ministres et les hautes autorités en place³¹⁴.

C'est aussi au cours de ces mois de février et mars 1964 que les bombardements des avions pilotés par les Cubains et des avions de l'ONU deviennent de plus en plus intensifs. Mais l'opinion croit alors encore à la puissance des moyens dont disposerait Mulele. Ainsi, un ancien élève de 3^e gréco-latine originaire du village de Masele-Esala écrit, dans une lettre de demande d'emploi qu'il adresse à Mulele le 13 avril 1964 :

Ne pourriez-vous pas remettre à chaque village quotidiennement survolé par des avions un fusil assez perfectionné pour que nous puissions tirer et endommager sans la moindre difficulté ces aigles guettants ?

Après deux mois d'occupation, cependant, les stocks de biens et de médicaments, au départ déjà faibles, ne suffisent plus à couvrir les besoins de

³¹³ Voir à ce sujet les travaux de L. Martens, *op. cit.* N.B. : Certaines divergences peuvent apparaître dans les dates des événements que nous évoquons et celles que L. Martens présente.

³¹⁴ Note pour monsieur le Secrétaire général, établie à Léopoldville le 14 mars 1964.

l'ensemble des partisans. Les demandes d'aide des équipes à la Direction générale et à Mulele étant rarement rencontrées, les équipes de partisans multiplient les initiatives pour tenter de résoudre le problème de pénurie. Les biens saisis par un groupe sont dissimulés et partagés entre les partisans, sans attendre l'ordre en provenance de la hiérarchie, comme l'exige pourtant le code de la révolution. Cette situation crée non seulement des jalousies entre les équipes et les individus, qui se concurrencent, mais installe aussi l'anarchie, voire décourage les actions communes lors des combats. La Direction générale est accusée de confisquer les biens et les armes saisis au cours des combats que leur envoient les équipes, uniquement au profit des proches de Mulele. Cette accusation prendra par après une coloration ethnique, voire clanique. Il se dit que Mulele ne sert que les siens ou ses proches.

À mesure que le mouvement donne des signes d'essoufflement, la question de l'armement devient une pomme de discorde entre Mulele et de nombreux partisans. Le premier reproche en effet aux seconds de manquer de combativité. Les partisans, quant à eux, reprochent aux organisateurs de la rébellion de ne pas leur avoir fourni d'armes. Mulele réplique que ce ne sont pas les armes qui conduisent à la victoire, mais la détermination. Les partisans, eux, estiment avoir consenti beaucoup d'efforts et dénoncent le principe, inculqué par Mulele, consistant à compter fondamentalement sur les armes prises à l'ennemi, qu'ils jugent inadapté au contexte des événements du Kwilu.

La tactique de l'embuscade utilisée par les partisans semble, par ailleurs, devenir inopérante. Une équipe note, le 23 juin 1964, dans son rapport à la Direction générale :

On creuse des trous pour barrer la route à l'ANC. Mais chaque fois celle-ci les (re)couvre. Que faire et comment ?

Quant au chef militaire de l'équipe de Lungu, il informe le commandant Mundelengolo que

L'ANC ne se fatigue pas à reconstruire le pont mainte fois démoli par des partisans. [...] En outre, l'ANC commence à envoyer ses hommes par groupe de dix et ils marchent à pied. Le problème devient compliqué.

Une autre équipe informe Mulele du danger provenant des

attaques perpétuelles que mènent [...] les villageois qui ne sont plus dans les bois, c'est-à-dire ceux qui sont favorables à l'ANC. Ces villageois accompagnent les soldats [dans leurs attaques]. Ils mettent le feu à la brousse, ce qui rend tout camouflage impraticable.

Par ailleurs, plus le temps passe, plus la population a du mal à supporter les charges que les partisans font peser sur elle. Un témoin nous raconte une palabre ayant opposé des villageois à une équipe :

Les partisans venaient de tuer un cochon. Raison ? Nous ne mangeons pas bien, disaient-ils. Le propriétaire du cochon était là devant le président. Tous les villageois l'entouraient. Le président du comité demanda au chef d'équipe de restituer le cochon ou de payer une somme d'argent. Le chef d'équipe refusa. Le président le menaçait de le priver de manger. À quoi il riposta qu'il allait l'arrêter et lui attacher une commande. Le chef de comité regarda les villageois et dit : « Masses populaires, vous entendez ce qu'on vient de me dire ? ».

Une voix lui répondit dans la foule : « Portez plainte chez le Camarade ». Le lendemain matin, le comité se réunissait de nouveau pour envoyer une délégation à la Direction générale. L'arrivée des militaires à Lwembe empêcha la délégation d'avancer. Une semaine après le chef d'équipe acceptait de restituer le cochon, ce qu'il fit devant l'assemblée populaire. Mais la tension ne sera pas apaisée, le chef d'équipe menaçant de sévir prochainement contre le village.

Les partisans ligotent en effet les villageois qui ne respectent pas leurs exigences. Ce comportement aura pour résultat que les villages d'Ifwanzondo, Intshwem et Idiofa, pour ne citer qu'eux, se rallieront rapidement aux soldats de l'ANC. À Sembo, les chefs des deux équipes de partisans, Baudouin et Mayala, font construire les bivouacs par les villageois, qui doivent en outre monter la garde et offrir de la viande³¹⁵ au maquis. Les villageois qui refusent d'obtempérer sont ligotés, battus et menacés d'être « envoyés en mission à la Direction générale », c'est-à-dire, en fait, d'être tués. Personne n'est épargné par les exactions. Les villageois payent des amendes, en argent ou en nature, pour y échapper. C'est le cas des *lemba* Kabamki et Kasansi. Lorsque les villageois refusent de céder leur bétail, les partisans leur rétorquent : « *Qu'avez-vous fait de ce que les militaires vous ont ravi ?* »

Beaucoup de partisans avaient adhéré à la rébellion, espérant en une victoire rapide du mouvement. Son enlèvement entraîne un désintérêt pour les leçons politiques, bien acceptées au départ. Seuls les personnes âgées et les enfants répètent encore les chants appris. En raison des abus observés dans le chef des partisans, les villageois en viennent à être dégoûtés de leurs actions, même si, il faut le reconnaître, l'image de Mulele – qu'ils ont peu vu et peu côtoyé – demeure positive.

La création en juin 1964 d'un bureau de la justice à la Direction générale est liée à la multiplication des conflits signalés dans presque toutes les équipes

³¹⁵ Au début du maquis de Mulele, les partisans ne pouvaient manger de viande que sur autorisation, afin de garder leur invulnérabilité.

opposant soit les partisans entre eux, soit ces derniers aux villages. C'est de partout que Mulele reçoit des plaintes et tout le monde veut le voir pour résoudre ces conflits. Mais les responsables de la justice s'avèreront, impuissants à résoudre de nombreuses plaintes enregistrées à la Direction générale.

Alors que la charge de l'organisation devient de plus en plus importante, la rébellion est acculée par les attaques de l'ANC et la nouvelle tactique de l'Administration qui tente de se concilier les villageois.

Au cours du mois de mai 1964, marqué par la fréquence de combats généralement à l'avantage de l'ANC, le désordre gagne les structures du mouvement rebelle, ce qui va accélérer sa perte. Exemple parmi d'autres, l'équipe de Malela décrit, dans son rapport daté du 31 mai 1964, adressé à la Direction générale, un accrochage entre partisans de deux équipes voisines :

Une nuit, les partisans avaient entendu du bruit dans le village. Neuf jeunesses furent envoyées pour savoir de quoi il retournait. À l'approche de celles-ci, les assaillants se sauvèrent, sauf deux, qui furent capturés. Ceux-ci sont des partisans d'une équipe voisine, venus encercler en pleine nuit la case d'un délégué du village. L'interrogatoire des partisans arrêtés permit d'apprendre que l'ordre leur en avait été donné par leur chef militaire parce que le délégué du village donnait de la nourriture à l'autre équipe, mais pas à la sienne. Le but du chef militaire était de tuer ce délégué. Furieux, ce chef militaire se permit même d'organiser une attaque contre son collègue de l'équipe nourrie par le village, afin de l'intimider. Mais la bataille put être évitée. Un jour seulement après ce malheureux incident, vers 5 h 30 du matin, on entendit des coups de feu. Les partisans crurent que c'était encore ce chef d'équipe qui se manifestait. Pourtant, il s'agissait cette fois des soldats de l'ANC qui attaquaient l'équipe. Heureusement, tout le monde put se sauver.

En fait, c'est dès le début du second semestre de 1964 que Mulele aurait dû comprendre que le mouvement qu'il dirigeait connaissait une évolution dangereuse et qu'un changement de politique s'imposait rapidement. Le jugement que fait Martens, même s'il porte sur une période postérieure, est sur ce point pertinent :

Les cadres supérieurs ne tenaient plus le gouvernail du mouvement, ne décidaient plus de la politique à suivre et des mesures à prendre ; ils ne prévoyaient plus les dangers et les erreurs qu'il fallait éviter. Mais dans une situation où la direction n'indique pas une orientation claire et ferme, il ne peut exister de discipline révolutionnaire.

2. D'octobre 1964 à janvier 1965

Le remplacement de Bengila par Kafungu à la tête de l'état-major général, intervenu au mois de mai 1964, va entraîner des modifications dans le mode de contact interne et le commandement du mouvement rebelle.

Initialement, toutes les activités au quartier général étaient coordonnées par l'état-major général et Mulele. Sous le commandement de Bengila, Mulele apparaissait fréquemment – déguisé ou pas – pour s'entretenir avec les partisans. Il assistait aux rassemblements et s'adressait aux étudiants. On le voyait passer au bataillon où il expliquait le catéchisme militaire. Bengila, le chef d'état-major, faisait, quant à lui, le tour des services, passait d'un bureau à l'autre pour observer le déroulement des activités et expliquer comment faire pour que chacun tienne son rôle. Bengila était un homme calme aux côtés de Mulele. Ce ne sera plus le cas avec Kafungu, plus bouillant et moins discipliné. On dit dans le maquis que « Mulele n'est plus dans Mulele³¹⁶ ».

L'arrivée de Kafungu entraîne un changement dans la communication entre la hiérarchie du mouvement et le reste des partisans. Kafungu, en effet, agit seul. Il ne consulte personne pour désigner ou dégrader un dirigeant, affirme L. Makasa³¹⁷. Ses décisions entraînent des modifications dans l'organigramme du maquis. Assez rapidement des tensions s'installent entre l'état-major et le bataillon. L'état-major semble mépriser le bataillon ; celui-ci, quant à lui, reproche à l'état-major de s'arroger tous les pouvoirs.

La concentration de filles à l'état-major ne fera qu'accentuer les tensions, au point d'en arriver à ce qu'aucun partisan n'ose passer dans le camp où loge le bataillon, de peur d'être battu et ligoté. Le limogeage de Bengila, accusé d'avoir rendu enceinte une jeune fille, a marqué tous les esprits. Kafungu dramatise encore davantage les choses en décrétant que tout garçon qui engrossera une fille effectuera avec celle-ci « une mission », c'est-à-dire qu'ils seront tués tous les deux. Les jeunes non mariés, et surtout les partisans étudiants, prennent peur et sont tentés de s'évader pour retourner à la vie d'autrefois³¹⁸.

Kafungu décida par ailleurs que les combattants qui prenaient la fuite seraient exécutés, contrevenant par là au règlement qui ne prévoyait la condamnation à mort que pour les traîtres. Cela engendra une controverse sur l'attitude de Kafungu dont Ludo Martens pense qu'elle

³¹⁶ Cette expression signifie : Mulele a perdu toute autorité au profit de Kafungu ; il n'est plus le vrai maître du mouvement.

³¹⁷ Makasa L., Rapport adressé au directeur provincial de la Sûreté à Kikwit, 21 novembre 1965. Archives Rébellion au Kwilu.

³¹⁸ Lire Martens L., *Une femme du Congo*, op. cit., pp. 121-122.

recouvrait probablement des conceptions politiques divergentes. Pour certains, Kafungu méprisait les intellectuels et dédaignait l'éducation politique. Il se peut bien qu'il ait commis des erreurs de ce genre, répondent d'autres, mais Kafungu tenait une vérité plus fondamentale. Il craignait que la stagnation n'étouffe le mouvement. Il se méfiait de l'esprit de passivité de certains qui faisaient semblant de se consacrer vertueusement à la politique. Il se plaignait du manque de poigne et d'initiative au combat. Un commandant qui avait des désaccords politiques avec Kafungu, devait bien constater que la majorité des combattants l'admiraient et le considéraient comme leur héros³¹⁹.

Kafungu décida également que tous les partisans, même ceux de la Direction générale, devaient aller au combat³²⁰. Pour échapper à cette obligation, des stratagèmes se mirent alors en place. Lors d'attaques décidées par l'état-major général ou lorsque villageois et partisans avaient fui, 24 heures avant l'arrivée des soldats, le chef d'équipe et le président de comité s'entendaient pour établir un faux rapport. Ensemble en forêt, ils imaginaient un plan d'attaque, le nombre de soldats tués (souvent 2 ou 3, des soldats auprès desquels il avait été impossible de récupérer des armes !), fabriquaient le héros de la journée, qui était envoyé en personne pour déposer le rapport. Tous échappaient de la sorte aux menaces de Kafungu.

Nous livrons, ci-dessous, quelques témoignages qui éclairent cette stratégie.

Une compagnie de l'ANC était de passage dans les villages Banda, Sembo et Mudjimbila. Les soldats se trouvaient à Mubinzim (dans Yassa-Lukwa). Ils venaient du côté de Gungu. Une semaine avant leur arrivée dans ces villages, tout le monde avait gagné la forêt. Les hommes disait-on, devaient passer la nuit au village et les partisans dans le maquis. Mais il n'y avait personne ni dans le maquis ni dans le village. Tout le monde racontait que les partisans et les villageois étaient en brousse en embuscade. Ils étaient en réalité « embusqués » en forêt aux côtés de leurs familles. C'est alors que j'appris qu'un garçon qui durant l'occupation de la région par l'ANC était resté caché près des siens devenait le héros des opérations pour avoir tué 6

³¹⁹ Martens L., *Pierre Mulele...*, op. cit., p. 197.

³²⁰ Ce sera le cas en septembre 1964 pour l'attaque de Kikwit Sacré-Cœur, le 30 novembre 1964 à Kimpata, du 26 au 29 décembre 1964 à l'INEAC Kiyaka, du 12 au 20 janvier 1965 à Pomongo (embuscade). Douze élèves se révoltèrent et retournèrent à la Direction générale où ils connurent une peine de deux semaines de prison avec « commande par avion ». En mars 1965, lors de la bataille Kandaka-Mulele, les premières victimes seront les gens de l'état-major général envoyés en reconnaissance chez Kandaka ; sept d'entre eux seront tués et deux seront gravement blessés.

soldats ! Il sera dépêché à la Direction générale en passant par la sous-direction. Et il fut surnommé « Latel la tshite », ce qui signifie acier³²¹.

Un autre témoin raconte une situation vécue à Yassa-Lukwa où une équipe de soldats repartait pour Idiofa. Trois régions militaires étaient sur pied de guerre : Madimbi, Musanga et Yassa-Lukwa mais aussi Kalanganda.

C'est la première fois de voir les partisans marcher pour le combat. Visage peint de noir, arc à l'épaule ou fusil de chasse, en petite culotte collante, beaucoup torse nu, mine grave, en rang portant un petit baquet au cou ou à l'un des bouts de l'arc. Chaque partisan marchait silencieux dans son équipe. Les partisans de la sous-direction de Mungala passaient les premiers, suivis de ceux de Pierre Kitembo. Tout à la fin de la colonne, isolé, un partisan panache à la tête et aux coudes, corps badigeonné de kaolin, suivait, seul, les autres. C'est le magicien, ou plutôt le sorcier, de l'équipe. Il avait, en plus des autres attirails, une longue corne qu'il tendait de temps en temps dans la direction d'où retentissaient les coups de fusils. J'entendis une femme chuchoter près de moi : « C'est le célèbre sorcier de la sous-direction Kitembo. Il détient des abeilles, il laisse tomber la corne d'où s'échappent des essaims d'abeilles pour piquer les soldats. Ceux-ci laissant tomber leurs fusils, deviennent les cibles des partisans. Tous les 'sokangai' (c'est-à-dire les soldats), ajoutait-elle, on les amènera vivants chez Mulele. »

Je voulus lui demander si c'était vrai ce qu'elle racontait. Mais je me tus. Un orage fit que la troupe de Kitembo regagna notre village. Je vis notre sorcier entrer chez les voisins. Je m'y rendis. Je me présentai au sorcier comme cousin de la famille. Il me fit asseoir. Je commençai à bavarder avec des copains de la famille. Je constatai que le sorcier était intéressé à la conversation et voulait courtiser la fille de la maison. Je lui facilitai le contact afin de pouvoir bien l'observer et poser des questions.

Question (beau-frère) : Qu'y a-t-il dans cette corne ?

Réponse (sorcier) : C'est la puissance qui balaiera ceux qui veulent mourir pour l'argent.

Question : Qui sont-ils, beau-frère ?

Réponse : Les soldats de Kasa-Vubu.

La fille me fit signe et je cessai de poser des questions. Le lendemain, le sorcier partit pour Intshwem où on devait serrer l'étau. Le jour suivant, les partisans revinrent du combat. La nouvelle répandue était que tous les soldats avaient été décimés et transportés

³²¹ Littéralement cela signifie « branche de tshiète », un arbrisseau résistant.

par avion. Tous les prisonniers également. Quand je sortis de la forêt, je cherchai d'abord mon cousin, qui alors avait été fait prisonnier à Yassa-Lukwa et faisait route avec les soldats. Je le retrouvai sain et sauf, vivant en liberté. Il m'avoua qu'aucun soldat qui les escortait n'avait été tué ou blessé. Les soldats gardaient le bord de la route et les femmes, les prisonniers et les agents du secteur étaient au milieu du chemin poussant une jeep sans essence. Seul un prisonnier avait été blessé par une flèche au bras. La blessure n'était pas grave. Ces propos de mon cousin furent confirmés par d'autres prisonniers du même convoi rencontrés. Pourtant, le rapport des partisans que je viendrai trouver plus tard à la Direction générale parlait de l'anéantissement des soldats.

Un troisième récit met en lumière le fait que les partisans avaient de moins en moins de motivation à combattre³²² :

Un jour, Kafungu nous envoya amener un message au commandant Ntsol qui était en opération à Impata-Iku. Nous n'étions que des étudiants : six personnes. Il était question de demander à Ntsol où il en était avec les soldats.

Notre chef portait un fusil Mauser chargé de deux balles. Moi, j'avais trois flèches et un arc sans corde. Je n'aimais pas l'arc car je ne savais pas tirer. Le chef ne me demanda même pas si j'avais une arme.

Ntsol se trouvait à 6 km du camp. Au lieu de prendre la ligne droite, nous prîmes un détour de 14 km environ. Dès 7 heures du matin, les armes s'étaient tues. Je n'avais pas peur. Mais quand nous arrivâmes sur la route, les ornières de pneus de véhicules apparurent. Le chef nous dit que les soldats pouvaient nous attaquer d'un moment à l'autre. L'idée lui vint que nous fassions demi-tour. Puis il avança et dit que les soldats ne pouvaient se trouver aux environs parce qu'ils ne pouvaient tout de même pas abandonner la surveillance du pont et se hasarder en brousse sans être vus par Ntsol qui se trouvait sur la colline dominant le pont.

En chemin, près d'un ruisseau, nous croisâmes un homme âgé qui nous indiqua où se trouvaient Ntsol et ses hommes. Plus loin nous aperçûmes un groupe de gens. On s'arrêta pour savoir ce qui se passait. C'étaient des partisans. Ils nous dirent qu'il n'y avait pas moyen d'attaquer les soldats, qui avaient brûlé toute la brousse autour

³²² Ce récit est celui d'un élève finaliste des humanités greco-latines, resté dans le maquis à la Direction générale de février 1964 jusqu'au 10 mai 1965. Resté, pendant les premiers mois, dans les équipes du village, il était parti, après le mois de juillet, à la Direction générale où il connut Mulele et ses collaborateurs.

d'eux. Le moindre mouvement des partisans serait remarqué par leurs guetteurs.

Depuis une semaine, les partisans n'avaient rien mangé. Ceux-là mêmes qui nous parlaient, portaient chercher de quoi manger.

Enfin, nous voici arrivés chez le commandant Ntsol. Il était dans une palmeraie, les partisans dormaient à l'ombre des palmiers. Sur un arbre assez élevé, un guetteur était assis face au pont. Je regardai vers le pont, une fumée y montait en colonne.

La réponse du commandant Ntsol fut : « Dites-leur que nous avons déjà attaqué une fois la nuit, nous avons brûlé les bivouacs des soldats et avons acculé les militaires à la rivière. »

Nous faisons demi-tour quand une voix murmura et nous lança des injures : « Vous êtes des imbéciles, vous et celui qui vous envoie. Vous restez au camp, mangez bien et dormez avec des femmes et vous voulez savoir ce qui se passe ici. Vous pourrez attendre longtemps pour le savoir. »

Je me retournai et vis un groupe de jeunes gens qui riaient et nous fixaient. Notre chef ne leur avait pas répondu. Le lendemain, Ntsol regagnait le camp avec ses hommes.

De même, dans son rapport à la Direction générale, l'équipe de Ngoso écrit :

Le 27 mai 1964 [...], l'ANC a eu une panne de véhicule. [...] Les partisans de Ngoso ont entendu des coups de feu vers Musenge-Munene, Nko, Kalanganda, Pangu et vers Mwefu, où il y avait une équipe en pleine brousse. Le chef de l'équipe de Ngoso est allé en personne en reconnaissance sur le lieu d'où venaient les coups de feu. Effectivement, l'ANC avait passé la nuit à cet endroit. Mais une chose l'étonna : comment l'ANC avait-elle pu dormir là, alors qu'il existe sur place une équipe ? L'ANC est partie à Idiofa ; elle a laissé sur place deux têtes de vache et un câble qui avait servi à tirer le véhicule en panne.

Alors que les partisans commençaient à se décourager, le gouvernement provincial encouragea les villages à disposer de milices privées, appelées « corps de volontaires » pour lutter contre les attaques des bandes mulelistes. Le 8 septembre 1964, le chef Kanada de Kipuka déclarait disposer de 82 éléments. Ces milices leur apportèrent une meilleure connaissance des installations du maquis de Mulele, ce qui permit de mieux les combattre. C'est ainsi que, pour la première fois, la Direction générale, qui se trouvait à quelque 30 kilomètres de Kikwit, fut attaquée à l'improviste par les soldats de l'ANC, le 20 septembre 1964 vers 16 heures. À ce moment, la Direction était installée dans la forêt aux alentours de Kwanga, un village mbunda du secteur d'Imbongo. Au moment de l'attaque, la Direction générale n'opposa aucune résistance. Les rebelles se dispersèrent dans les villages de la région. Mulele

avait pourtant surnommé le camp de Kwanga, « Léopoldville Sukisa³²³ », ce qui pouvait faire croire que la révolution qu'il prônait aboutirait à Kwanga. Après la défaite du 20 septembre, la déception fut énorme chez les partisans.

Mulele reconstitua, vers le 15 octobre 1964, un nouveau quartier général à Ndanda, dans le secteur d'Imbongo, près du lac Matshi, appelé « Léo grand place Lumumba » ou « Léo lac ». C'est là que fut décidée la réforme de l'organisation des zones militaires – qui jusqu'alors avaient été dirigées, chacune, par un commandant originaire de la zone –, à la suite de l'exécution du commandant Barnabé Kingombe³²⁴. Celui-ci, qui avait tué un homme fuyant, lors de l'attaque de la Direction générale, en direction de son village, avait été condamné à mort par Kafungu et exécuté de manière expéditive. Cette exécution mécontenta les partisans du camp, et particulièrement ceux d'origine pende comme Kingombe. Sous cape, on traitait Mulele de lâche et on se mettait à penser qu'il s'était fait tromper par Kafungu. On commençait en effet à avoir l'impression dans le maquis que Mulele sentait quelque chose d'anormal dans son mouvement de rébellion/révolution et regrettait de l'avoir déclenché. Craignant la réaction des Pende de Kobo, de Kondo, de Lozo et de Kandale (des secteurs attachés à Kingombe), Kafungu résolut de permuter les commandants des zones militaires. La zone du sud serait désormais dirigée par Antoine Fimbo, un Pende fidèle au chef d'état-major Kafungu. Kandaka était nommé à la zone du centre située en région mbunda. Un nouveau commandant, Édouard Kabamba, devait surveiller les activités dans la zone Kandale-Kahemba.

Notons que si les Pende critiquaient la manière d'agir des Mbunda (Kafungu était mbunda), les Mbunda d'Idiofa eux se plaignaient des gens de Gungu (Kafungu et Mulele, tous deux mbunda, étaient originaires du territoire de Gungu). En fait, le pouvoir sur les Pende et sur les autres Mbunda était monopolisé par des originaires de Lukamba, un secteur mbunda de la préfecture de Gungu. Le commandant Kingombe, un Pende, avait été tué ; Bengila, un Mbunda de Kikwit, avait été démis de ses fonctions et remplacé par Kafungu ; le commandant Maurice Zanga, un Mbunda d'Idiofa, avait été remplacé à son poste par Damien Kandaka ; Kandaka lui-même sera par deux fois arrêté puis relâché au cours du mois de novembre 1964, parce qu'il ne faisait pas preuve d'assez de soumission envers les ordres de la Direction générale – donc de Mulele et surtout de Kafungu –, mais surtout parce qu'il s'opposait à Romain Mungala, le chef de la sous-direction de Bushibwala

³²³ Le quartier général était toujours surnommé Léopoldville (ou Léo) parce que Mulele disait qu'il était la « capitale de la révolution ».

³²⁴ Kingombe, ex-soldat de l'ANC (il y avait le grade de lieutenant, disait-on), était jeune. Du temps où le quartier général se trouvait à Kwanga, il avait fait preuve de bravoure. Mulele et les partisans l'admiraient beaucoup. Mais c'était aussi un homme brutal, qui avait, notamment, enterré vivant l'amant de sa femme.

dans la zone centre, réputé être un proche du nouveau chef d'état-major Kafungu³²⁵.

En novembre 1964, la Direction générale se scinda en deux groupes, *Léo-Yita* et *Léo-Landa*, sous la pression de l'action des soldats de l'ANC, qui entravait les déplacements des chefs rebelles et donc les contacts avec les différentes équipes. Cette scission était due également au mécontentement des intellectuels, frustrés par les rivalités au sein de la direction et les échecs sur le terrain, et au retour de Bengila³²⁶.

3. De janvier 1965 à février 1966

Durant cette période, le conflit Kandaka-Mulele et la mission de pacification entamée par le gouvernement se traduisent par une intensification des défections de partisans.

Kandaka, qui avait pris ses fonctions de commandant de la zone centre, n'y resta pas longtemps. Son opposition à Romain Mungala, le chef de la sous-direction de Bushibwala dans la zone centre, se réanima en janvier 1965. Il prit la fuite, en février 1965, vers le secteur de Kobo, sa région d'origine car, disait-on, Kafungu voulait l'arrêter à nouveau. Une fois dans la région de Kahemba-Kandale, l'ancienne zone militaire qu'il avait commandée, dans laquelle il était populaire, Kandaka incita la population à s'insurger contre Mulele. La guerre interne parmi les rebelles débutait ouvertement.

Accompagné de Kafungu, et de plusieurs milliers de partisans, Mulele dirigea une attaque contre Kandaka le 22 mars 1965. Celle-ci dura plus d'un mois. Les mulelistes, qui, depuis janvier 1964, avaient, dans leurs attaques, visé surtout la destruction des infrastructures, s'en prirent cette fois aux habitations et à l'hôpital de Mukedi.

Au mois de juin 1965, la guerre entre rebelles prit fin, sans victoire décisive d'un clan sur l'autre, en raison d'une attaque des militaires de l'ANC auxquels les Pende avaient fait appel, parce qu'ils éprouvaient de la frustration à être commandés uniquement par des Mbunda. Notons que Kandaka, bien que Pende et malgré son opposition à Mulele et à Kafungu, n'aurait jamais accepté de commettre une telle trahison.

La rébellion s'éteignait progressivement. L'équipe de Kingulu écrivait déjà à la Direction générale, dans son rapport du premier janvier 1965 :

³²⁵ Lire d'autres commentaires sur l'affaire Kandaka in Martens L., *Pierre Mulele...*, op. cit., pp. 202-204.

³²⁶ Martens L., *Une femme du Congo*, op. cit., p. 133.

La population et le maquis sont dispersés par l'ANC. Raison : ils n'ont pu combattre faute de poudre à feu. Tout le monde est maintenant du côté des Bapende et l'ANC poursuit les fuyards.

Les partisans étaient désormais gagnés par la peur, à cause, non seulement des nombreuses victimes causées par les attaques des soldats, mais aussi en raison des exécutions de partisans accusés d'infractions, si minimes fussent-elles. La première règle du partisan était, bien sûr, la discipline et l'obéissance totale aux ordres donnés (« *Fais ce qu'on t'ordonne de faire* », disait un chef, « *on n'a pas besoin de ton avis* »). Mais des dérives s'étaient installées, à un point tel que la simple discussion d'un ordre devenait aussi punissable qu'un acte d'espionnage. Kafungu était même allé jusqu'à menacer les étudiants en ces termes :

Le garçon qui dira encore comment, pourquoi... devra passer en commande pendant 2 heures de temps et à la limite être tué vivant pour servir d'exemple à ses camarades.

Aussi beaucoup de jeunes n'aspiraient-elles qu'à se rallier au gouvernement, afin de pouvoir regagner le village, plutôt que de continuer à vivre en forêt. Personne ne le disait à haute voix, de peur des représailles, mais on entendait les gens chuchoter : « *Yo, nki makambu ? Bantu inene mona na kufwa beto ike mona nzila na yo ve* » (Qui est pour cette affaire ? Personne n'y voit clair et tout le monde va finir par mourir !).

La population mbunda, qui subissait de plein fouet les effets directs de la guerre (tueries, maladies, famine)³²⁷, fut réduite, selon la sûreté de l'État, du tiers ou du quart. Elle traduisit son mécontentement et décrivit le désastre causé par la rébellion dans des chants. En voici quelques-uns³²⁸ :

Chant n° 1

En kimbunda

Kasa, kasa, kasa Ongung abekoome

Ta ntsim ongung

[...]

Me ngyebaal te m'ongung afe

*K'eta nkam ye bantsabKaye b'obil
ongung*

Traduction

Dépêche-toi, ne laisse pas tomber
ton histoire.

Raconte comment tu t'y es pris.

Moi, je vous dis que mon chant
vient de ce côté-là

Du pays de ceux qui possèdent le
chant de mort.

³²⁷ La population mbunda était estimée, avant le déclenchement de la rébellion, à 120 000 habitants.

³²⁸ Ces chants sont tirés de la thèse d'Évariste Ibili Akwer, *Les Chants des Ambuun du Kwilu...*, op. cit., pp. 316, 302 et 226.

[...]

*Ndze m'eyemon k'ebes engung**Saame ntoon awel ndze ongung**Ongung a kan ayebol apa**Se mpu atema ngwom akwang**Ndze nkye aketabaal*

[...]

*Ke mbis abaal nda ngol mwa
maan**M'emebwa mbwa alung !*

[...]

*Sen b'ekwa mbang sen b'ekwa mbang
Me ndze mis mon k'ebes engung !**Engung emen kween, ndee mya amon
Kween ?**Katol atol ankye kanyame anyame ?***Chant n° 2**En kimbunda*Me likal likal likal**Maan m'osur labwak labasodzu**Maan asas ayasodzu**Maan labwak layasosim**Maan kayi osaam lakal mwan a**mpeng**Maan kayi osaan enkos mwan opfing***Chant n° 3**En kimbunda*Ntsim allan okwyel e e maa**Bis ambuun awi yi kapfa*

[...]

Moi, je viens de te rencontrer à
l'occasion d'*engung*.

Dis-moi pourquoi tu es devenu
mbok.

On t'a vu chanter ici.

C'est le moment de nous dire
pourquoi.

Que veux-tu raconter ?

Frère, je n'ai plus rien à dire.

Je suis devenu un chien qui attend
sa mort !

Pourquoi divagues-tu ?

Moi, je viens de te rencontrer ici à
l'occasion d'*engung* !

Où as-tu appris les chants de mort,
où les as-tu vus ?

Les as-tu ramassés dans la rue ?

Traduction

Moi, je suis resté longtemps.

Ma mère dans la forêt n'est pas
morte d'anémie.

Ma mère a été tuée par des balles.

Ma mère est morte d'anémie.

Ma mère m'a dit de faire attention
au neveu.

Ma mère m'a demandé de
m'entendre avec Enkos fils
d'Opfing.

Traduction

Le chat sauvage traîne la queue eh
eh mère.

Nous les Ambuun, fûmes décimés.

Ce furent les étudiants d'Idiofa enrôlés dans le maquis qui donnèrent le signal de l'évasion. Les villageois approuvaient tacitement le geste. C'est en 1965 et 1966 que le mouvement d'évasion, favorisé par la guerre entre Kandaka et Mulele, se généralisa. Plusieurs partisans réussirent à s'échapper. Mais ceux qui furent repris furent assassinés, comme ce fut le cas de l'abbé Adolphe Lankwan et de quelques-uns de ses élèves. Les parents de ceux qui parvenaient à rejoindre Kikwit, connurent un sort dramatique, lorsqu'ils étaient identifiés. Malgré cela, de nombreux partisans et de nombreux villages abandonnèrent la rébellion et se mirent à la combattre, pour se défendre.

4. De février 1966 à la fin 1968

Le 8 mars 1964, le commissaire extraordinaire Milton avait décidé de nommer de nouveaux préfets dans les préfectures d'Idiofa, Gungu et Kamtsha-Loange, originaires de ces régions. Peu après, il avait initié l'opération appelée « mission de pacification », qui combinait les opérations militaires (ratissage des forêts et villages) et des interventions de services administratifs chargés de persuader la population de quitter le maquis pour reprendre une vie normale dans les villages. Au cours du second semestre de 1964, l'armée et le service territorial s'étaient installés dans de nombreuses localités d'Idiofa et de Gungu. Des centres d'accueil pour ceux qui sortaient du maquis s'étaient organisés. À la fin de l'année 1964, plusieurs villages avaient repris leurs activités quotidiennes, malgré le désarroi encore visible en raison de la misère qui les accablait tous. Début avril 1965, il ne restait dans le diocèse d'Idiofa que quatre missions en zone insurgée, sur un total de 26 qui avaient été submergées par le mouvement muleliste en février 1964. La résistance rebelle se maintenait dans les secteurs de Lukamba et de Yassa-Lukwa. C'est en 1965, durant la période électorale, que la population de Lukamba s'engagea à la combattre de manière plus assidue. On signala l'engagement plus ferme des prêtres catholiques, dont le père H. Ebwa, dans cette campagne.

La faillite du mythe de l'invulnérabilité des partisans explique aussi le désintéressement croissant des villageois à l'égard du mulelisme. Dans la région conquise, on commençait à se remémorer les nombreuses personnes mortes lors de la bataille d'Impata-Eku, lors des attaques de Gungu et d'Idiofa et dans les plantations du Sacré-Coeur à Kikwit. La foi dans les pouvoirs du sorcier, qui prétendait avoir l'invulnérabilité, faiblissait, et on arrachait le petit paquet de terre que les partisans plaçaient au bout de leur arc ou portaient à la ceinture. Par ailleurs, lorsque les villageois et les partisans s'étaient tous réfugiés en forêt et avaient vécu ensemble, les villageois avaient pu observer que les partisans fuyaient comme eux les militaires et avaient aussi peur qu'eux de la mort. Dans les conversations, ou lors de disputes opposant villageois et partisans, on commençait à entendre des boutades de ce genre :

« Les partisans sont venus pour manger les chèvres et coucher avec les filles et non pour combattre ».

Le succès de la mission de pacification, qui permit le ralliement de plusieurs villages et la pénétration de l'ANC et de l'administration provinciale dans la région rebelle, obligea les dirigeants rebelles à adopter une Direction générale plus mobile et plus réduite.

En février 1966, Menaba, le commandant de la section est, informait un ami partisan, Théophile Bula-Bula, que les mulelistes avaient perdu le secteur Nkara, les partisans s'étant eux aussi rendus aux militaires de l'ANC. Presque tous les villages du secteur de Kilembe étaient sortis de la forêt. Dans la région, seuls les secteurs de Bulwem et Sedzo acceptaient encore de poursuivre la rébellion. À la mi-mars, on signalait à l'ANC la présence de Mulele à Malele, entre le secteur de Lukamba et Yassa-Lukwa sur la rivière Lubwe. Kinkondo qui se rallia à la mission de pacification raconta aux soldats qu'il avait reçu l'ordre de Mulele de concentrer les équipes, avec mission de tendre des embuscades par groupes de 80 partisans contre les villages Pomongo, Iwungu, Kanga, Makubukwesi et Imbongo qui avaient abandonné le maquis. Le point de concentration des activités de Mulele se serait situé pendant cette période entre les villages d'Intswemi à environ 16 km du chef-lieu de secteur et d'Isalangundu à 26 km environ.

Les habitants de la région troublée semblent dégoûtés de la politique et, surtout, des anciens leaders PSA. Et marqués par l'endoctrinement idéologique reçu au maquis, ils sont très méfiants, même envers les membres de leur propre famille. À Kandale, un père fuit son enfant en le taxant de PNP. Le major M. Nzuzi de l'ANC, qui a eu des contacts avec les populations de divers villages, conclut dans son rapport à la nécessité pour le gouvernement d'organiser « un nettoyage psychologique de cerveau³²⁹ ».

Le 19 mars 1966, une nouvelle attaque de l'ANC dispersa la Direction générale de Kifusa et entraîna l'arrestation de partisans. Kafungu, qui s'était échappé en direction de Kilembe, allait dorénavant opérer dans cette région. Bengila, Ngwentsung, Ntsol, Bula-Bula, Mbakanga... restèrent avec Mulele. Ngwentsung devint commandant militaire. Kafungu garda Mudelengolo et Madinga. Le 29 avril 1966, Mulele écrivait une lettre à Kafungu lui indiquant qu'il était préférable de rester dispersés. « *Regroupe tes hommes et continue le travail comme d'habitude dans la région de Kilembe. On se retrouvera quand l'activité de l'ANC sera moins intense*³³⁰. » Mulele et Kafungu ne devaient jamais se revoir.

³²⁹ Nzuzi M., *Rapport*. Objet : renseignements sur la rébellion muleliste au Kwilu, Léopoldville, 19 avril 1965. Archives Rébellion au Kwilu.

³³⁰ Martens L., *Pierre Mulele...*, op. cit., p. 283.

L'état d'urgence fut levé le 1^{er} avril 1966 au Kwilu et dans la Cuvette centrale, quelques jours avant que la province du Kwilu ne soit supprimée parce qu'intégrée dans la province de Bandundu plus vaste. Au mois de mai, les chefs de villages du secteur Bulwem rencontrèrent le préfet et le commissaire d'arrondissement de Pio-Pio. Sept groupements du secteur, hormis un seul, frontalier au secteur Kapia, avaient abandonné le maquis. Ceux restés encore proches de Mulele subirent des sévices atroces. Sept chefs de village, arrêtés par les soldats de l'ANC, et accusés de tenir des réunions en forêt avec Mulele, furent tués à Bakumuna en août.

C'est dans les forêts aux alentours d'Iseme, d'Eyene et de Mayili que Mulele se réfugia entre mars 1966 et novembre 1967. De la fin décembre 1966 à septembre 1967, il vécut dans la forêt ndinga du village Ntsim-Ansie, près de Mayili. Il ne dirigea plus d'activités, à part quelques escarmouches afin de signaler sa présence et faire tant soit peu peur aux soldats et aux villages ralliés à l'autorité gouvernementale. Plus aucun bureau muleliste n'était encore réellement opérationnel. Mulele vivait sous la menace continue d'être traqué par les soldats de l'ANC et les villageois. L'activité du groupe se résumait à assurer sa sécurité : il y avait en effet parfois des gardes et des espions à la recherche d'informations. Le ravitaillement venait en second lieu.

Au début de l'année 1967, les partisans mulelistes commettent encore des actes sanglants. Un moniteur est tué à Bulwem, trois femmes qui ont refusé de céder la récolte de leurs champs ont eu les mains coupées (l'une d'elles est décédée ensuite), et le village Ivang proche d'Ipamu a été brûlé. Mais le maquis Mulele n'existe plus. La vie administrative a été instaurée dans la plupart des régions troublées entre 1963 et 1965. Le nouveau mouvement politique créé par Mobutu, le Corps des volontaires de la république (CVR), enrôle de plus en plus d'anciennes jeunesses mulelistes. Au niveau de la population se dégage une impression de profonde désillusion et de grand scepticisme à l'égard de tout ce qui vient de l'extérieur. Beaucoup de villageois n'ont quitté la forêt que fort récemment, après y avoir vécu misérablement. Ils ont rebâti leurs maisons détruites et ont repris la vie normale, apparemment avec plus de résignation que d'espoir. La population de certains centres est réduite de moitié, parfois des deux tiers.

Selon Théophile Bula-Bula, Mulele et son groupe sont « *attaqués et dispersés de ce lieu, trahis par Alexandre Kahanga, qui déserte le maquis le 12 mai 1967*³³¹ ».

Cette dispersion signifie, pour Mulele, la fin du grand groupe de partisans qu'il avait rassemblés autour de lui, au moment des grands camps de 1963 et

³³¹ Sur Kahanga et son rôle dans la rébellion, voir Martens L., *Une femme du Congo, op. cit.*, pp. 205-206.

de 1964. Beaucoup de gens se mettent à avoir peur de rester à ses côtés, craignant, soit de se faire attaquer par les soldats de l'ANC, soit d'être suspectés de trahison et de courir ainsi le risque de se faire tuer.

Désespéré, Mulele aurait recommandé, surtout vers la fin 1967, aux partisans qui lui restaient encore fidèles de regagner leurs villages, leur disant qu'après tout ils savaient maintenant ce qu'était une révolution. Selon Bula-Bula, Mulele espérait pourtant encore réorganiser le maquis, une fois que les partisans sortis seraient à nouveau revenus en forêt, après avoir subi les sévices que leur auraient infligé les soldats à leur retour au village. Ce calcul ne se révéla cependant pas exact. En réalité, beaucoup d'anciens partisans s'éloignèrent définitivement de la région rebelle et allèrent s'établir à Kikwit ou à Kinshasa, voire dans d'autres provinces du pays.

Mulele vit en forêt entre les rivières Piopio et Kamtsha, affluents du Kasai. Il change continuellement d'emplacement et il perd de plus en plus régulièrement ses principaux commandants du début du mouvement. Ceux-ci soit sont arrêtés ou tués, soit ils se rallient à l'ANC. Il subsisterait quatre poches rebelles où évolueraient encore des bandes fort réduites. Plutôt que de se cantonner dans le Kwilu, les mulelistes cherchent de plus en plus à gagner le territoire d'Oshwe, recherchant un contact avec Brazzaville, espérant y recevoir du ravitaillement. Mais la chose est difficile, non seulement à cause de l'armée installée partout et qui assure un véritable régime de terreur, mais aussi à cause des rivalités ethniques des populations habitant la rive gauche du Kasai, dont les Ngoli.

Si l'armée le voulait réellement, les poches du mulelisme disparaîtraient rapidement dans la région. Mais la population est convaincue que les militaires se gardent bien d'entreprendre quoi que ce soit de concret pour liquider définitivement la rébellion, parce que cela mettrait fin à la bonne vie qu'ils s'offrent.

C'est le 5 novembre 1967 qu'une attaque de l'ANC met définitivement fin au camp de Mulele. Ludo Martens la décrit ainsi³³² :

Le 5 novembre (1967), les militaires parviennent à encercler le camp de Mulele et traquent les partisans de façon ininterrompue pendant 6 jours. Au cours de cette opération, le noyau dirigeant de la révolution muleliste est détruit. Le 5 novembre, l'ANC, aidée par les Bangoli, passe à l'offensive dans la forêt de Ndungu Bangoli. Un partisan nommé Emma est arrêté. Les combattants sont contraints de se diviser en deux groupes. Le premier, dans lequel se trouvent Ngwentsung et Menaba, est dirigé par Bengila, le deuxième par Mulele. C'est la séparation définitive entre Mulele et Bengila. Les deux amis ne se reverront qu'une année plus tard, le 3 octobre 1968,

³³² Martens L., *Pierre Mulele...*, op. cit., pp. 296-297.

quelques heures avant d'être assassinés au camp Kokolo. Après que son groupe eut été dispersé, Bengila se rendit dans son village Lubonsi-Lamba. Il avait demandé à ses amis de faire des recherches pour retrouver Mulele. Un parent de Bengila, l'abbé Rémy Okitsi³³³, jouant le rôle de Judas Iscariote, se hâta d'avertir Nestor Mutunzambi de la présence de Bengila. Celui-ci fut embarqué dans la voiture officielle du gouverneur François Lwakabwanga. Arrêté à Kikwit, il fut conduit avec tous les honneurs dus à une personnalité éminente, vers l'avion à destination de Kinshasa. Cette comédie prit fin en prison.

Mulele passa la nuit du 5 novembre dans la forêt entre Itere-Bifari et Itere-Ntamiam.

Le 6 novembre à 7 h, des Bangoli arrêtent deux partisans qui sont partis chercher des feuilles de manioc. Un Mungoli arrive chez Mulele et, croyant qu'il se trouve en face d'un gros bonnet de l'ANC, il annonce fièrement qu'il vient d'arrêter deux mulelistes. Au même moment, les soldats ouvrent le feu. Les partisans tuent l'espion et décrochent. C'est au cours de la fuite que Léon Ntuku trouvera la mort ; ce partisan transportait la seule radio que l'équipe possédait.

Le 7 novembre à 6 h, Mulele quitte Itere-Bifari où il avait passé la nuit.

Le 8 novembre, au petit matin, Mulele descend en direction de la rivière Kamtsha, poursuivi par des militaires. Omer Mbakanga tombe sous leurs balles et les militaires s'emparent de son fusil FAL.

Mulele et ses hommes se trouvent dans une région qui leur est totalement inconnue. Ils rencontrent quelques villageois à qui ils demandent le chemin pour la rivière Kamtsha. Une fois sur place, les partisans constatent qu'il n'y a pas de pirogue et ils commencent à construire un pont. Entre-temps, les villageois rencontrent les militaires à qui ils indiquent l'endroit où se trouvent les mulelistes.

Attaquant par surprise vers 8 h, l'ANC tue 7 partisans : Richard Isita, officier d'ordonnance de Mulele ; Célestin Makaku, secrétaire de Bengila ; Justin Malutsi, secrétaire du bureau du protocole ; Marcelline Mulobo, chef de section à l'état-major général ; Eugénie Lalumbongo, secrétaire de la troisième ; Nzomba, un partisan ; Alphonsine Mumpende, l'épouse du commandant Ntsol(o). Valère Munzele, commandant de zone et Stéphane Intshwi, deux combattants qui ne savent pas nager, se noient dans la rivière. Pierre Mulele, Léonie Abo et d'autres partisans, échappent aux militaires en restant toute la journée dans l'eau. Le soir, vers 20 h, ils traversent la rivière

³³³ Dans *Une femme du Congo*, Ludo Martens revient sur cette information et précise : « Théo, dénoncé par son parent, l'abbé Rémy Mukitshi, a été arrêté par Nestor Mutunzambi au village Lubonsi-Lamba » (p. 218).

en s'accrochant à des bois flottants. Une quarantaine de partisans réussissent à traverser la Kamtsha. Un premier groupe est dirigé par Dieudonné Ndabala, commandant de bataillon de l'état-major, depuis la mort de Ntsol(o). Blessé, il est arrêté par l'ANC. L'autre groupe composé de Mulele et de 30 partisans, se dirige vers Mukulu-Mutoy, dans le secteur de Nkara.

11 novembre. Nouvelle attaque de l'ANC. Nouvelle dispersion. 14 partisans restent autour de Mulele. Les Bayansi du village Kimbimbi les aident à se cacher dans un îlot au milieu de la Kamtsha. Mulele envoie 7 hommes à la recherche du groupe Bengila. Après leur départ, il apprend l'arrestation du chef de zone Menaba. Mulele et ses sept compagnons entreprennent ensuite une longue marche par Ibubu, par Mpangu Ekang jusqu'à Muefu.

14 décembre. Deux villageois aperçoivent le petit groupe de partisans au moment où il prend la route vers Ibusu. Le chef d'Ibusu et ses hommes poursuivent les mulelistes. Arrivés dans la forêt de Busongo, ils reconnaissent Pierre Mulele. Confus, le chef d'Ibusu présente ses excuses à Mulele en lui disant qu'il avait cru avoir affaire à des partisans ! Mulele lui répond : « Je suis moi aussi un partisan ». Le chef pour qui le monde devient tout à coup trop compliqué, fait apporter du vin afin de dissiper le malentendu...

Mulele était de plus en plus isolé. Quelques petites bandes de partisans seulement continuaient à le protéger. Le nouveau gouverneur de province de Bandundu, François Lwakabwanga lui écrivit, déclare Bula-Bula, pour lui demander l'arrêt de la rébellion puisque, disait-il, le régime Kasa-Vubu auquel Mulele s'était opposé avait été renversé. L'abbé Alphonse Gemeya, inspecteur diocésain, rapportait au mois d'avril 1968 la proposition – toujours mal accueillie – de Mulele d'abandonner le maquis sous la protection d'abord de la mission d'Idiofa, puis d'Atene, dont il était originaire. Le père Robert Delhaze confirme cette information et dit avoir reçu à Atene où il était curé un émissaire de Mulele venu lui transmettre le message suivant : « *C'est fini, je suis perdu* ». Par écrit, le missionnaire qui dit avoir toujours gardé confiance en son ancien élève conseilla à Mulele de « filer » en Russie et de ne pas se rendre à Kinshasa. Le père dit que cela correspondait bien au souhait de son église, qui cherchait à ce que la « révolution » s'estompe. Il reçut la femme et un enfant de Mulele à qui il conseilla de se réfugier en Angola. Beaucoup de gens de la région en effet s'y réfugiaient. Avec trois élèves, un Mbunda et deux Pende, le père quitta Atene et se rendit à un village mbunda proche de la cachette de Mulele, espérant trouver ce dernier afin de le sortir de la région. Mais il ne le vit pas et lui laissa le message suivant : « *Pierre, cesse. Il faut que tu te sauves vite* ». À ce moment-là, déclare le père, Mulele était tout à

fait fini³³⁴. D'après Ludo Martens, Mulele prit la décision de quitter le maquis après s'être fait la réflexion suivante :

La population a donné tout ce qu'elle pouvait pour que la lutte recommence. J'ai écrit trois lettres à Brazza pour appeler d'urgence les cadres au maquis. Toujours pas la moindre réponse. Qu'est-ce que je peux faire maintenant ? Je pourrais commencer la lutte, mais comme il n'y a pas d'encadrement, nous buterons sur les mêmes problèmes³³⁵.

Mulele, qui cherchait une issue pour sortir du maquis, arriva à Brazzaville le 13 septembre 1968³³⁶. Peu après, il sera remis aux autorités de Kinshasa et tué avec Bengila, le 3 octobre³³⁷. Bula-Bula, qui dit avoir rencontré Mulele le 1^{er} octobre à la résidence de Bomboko, déclare avoir recueilli de lui son intention d'aller se reposer dans un pays ami à l'étranger. Arrivé à Brazzaville, Mulele aurait dit : « *Je suis devenu prisonnier* ». Et il aurait ajouté, à propos de son mouvement : « *J'ai semé et je crois avoir semé dans la bonne terre* ».

Kafungu (alias « colonel Kokolo » pour les partisans) se cacha, quant à lui, dans la région de Gungu à la frontière des Pende de Tshikapa et du Kwilu, dans le secteur Kondo. Il raconta que Mulele avait échoué, mais que lui continuerait la lutte. Il parvint encore à tuer deux soldats de l'ANC au mois de mai 1968. Kafungu sera retrouvé en 1970 par une patrouille militaire dans une cachette de la région de Kahemba. Il succombera à Kikwit, le 22 juin, à la suite des durs sévices qu'il avait subis.

³³⁴ Dans son ouvrage *Une femme du Congo* (p. 217), Ludo Martens rapporte cette information : les chefs de villages Kimbanda et Kimpundu rapportent au mois de mars 1968 à Mulele que le père Delhaze est parmi ceux qui ont joué un rôle négatif contre son mouvement. Il écrit : « *Le père Robert Delhaze d'Iwungu, le Blanc qui, en 1964, a fait mitrailler la mission parce qu'il la croyait occupée par les partisans, a appris ta (Mulele) présence. Il est parti pour Kikwit, t'offrir en cadeau à l'armée. Valère Mukubu, le chef de secteur de Lukamba, ne sait plus sur quel pied danser. Il craint les soldats* ».

³³⁵ Martens L., *Une femme du Congo*, op. cit., p. 225.

³³⁶ La pirogue qui permit à Mulele de voyager sur 75 km, du 2 au 13 septembre 1968, est conservée à Brazzaville où les touristes peuvent la visiter.

³³⁷ Martens L., *Pierre Mulele...*, op. cit., pp. 325-335 ; *Une femme du Congo*, op. cit., pp. 227-246.

CHAPITRE VI

PLACIDE TARA : TÉMOIN ET ACTEUR DE LA RÉBELLION AU KWILU

Ce chapitre est ainsi intitulé en souvenir de l'abbé Tara qui fut l'un des témoins principaux de la rébellion de Mulele au Kwilu. Il y participa, mais de manière limitée, et quitta le maquis quand il fut persuadé de l'incompatibilité entre les engagements de la révolution initiale et ses convictions morales et religieuses. Il resta cependant proche de Mulele dont il admirait le courage et le caractère radical des convictions.

Nous avons eu l'occasion à plusieurs reprises de rencontrer l'abbé Tara, au début sur le conseil de nos étudiants qui estimaient à juste titre que nous ne pouvions avoir un meilleur informateur sur la rébellion au Kwilu dont nous avions entrepris l'étude systématique. Nos étudiants furent notre meilleure introduction auprès de ce personnage qui était heureux de communiquer ses souvenirs à quelqu'un dont il espérait à la fois... la sympathie et le souci d'écrire correctement l'histoire de ce qu'il avait vu et vécu.

L'abbé Tara était parfaitement au courant de l'étude historique que nous avions entreprise sur les événements dont il fut le témoin et partiellement l'acteur. Nos rencontres furent nombreuses et organisées pour en recueillir le maximum de témoignages directs sur ce que l'abbé avait vécu et entendu, sur ses opinions à l'égard de la révolution et de son chef Mulele à l'égard duquel il ne cachait ni sa sympathie ni une certaine complicité. De nombreuses interviews et des questionnaires approfondiront la connaissance de notre interlocuteur et de l'histoire qu'il avait vécue. Le texte du chapitre VI qui lui est consacré reflète l'intensité des contacts que nous avons eus et sans doute, nous le reconnaissons, l'admiration et l'amitié que nous avons eues pour son auteur.

On pourra reprocher à ce chapitre de mêler les témoignages et les réactions de l'abbé Tara avec le récit plus général de la rébellion. À chacun d'en faire la critique. Nous ne pouvons que garantir l'authenticité du récit que nous avons pu confronter à d'autres et faire lire et compléter par certains d'entre eux.

*

* *

Trois prêtres congolais des diocèses d'Idiofa et de Kikwit ont vécu dans le maquis de la rébellion du Kwilu. Deux appartiennent à l'ethnie mbunda et au diocèse d'Idiofa : Eugène Biletsi et Adolphe Lankwan. Le troisième, Placide Tara, du diocèse de Kikwit, est yansi. Ces trois prêtres sont restés fidèles à

leur engagement à l'Église catholique même si dans la relation avec le mouvement rebelle, leurs appréciations diffèrent.

Les abbés Biletsi et Lankwan, dont les cas ont été abordés au chapitre III de cet ouvrage, ne sont pas, au départ, favorables à la rébellion. S'ils se retrouvent en forêt ou vivent dans le maquis, c'est à la fois pour leur protection et – surtout dans le cas de l'abbé Lankwan – pour chercher à sauver la vie de leurs élèves entraînés dans le mouvement muleliste.

Lankwan fut arrêté en mai 1964 par la bande à Ifwanzondo alors qu'il faisait campagne contre l'action de Mulele. Il côtoya Mulele dans le maquis. Le 6 juin 1965, arrêté par les vigiles lors d'une tentative d'évasion, il fut condamné par la justice rebelle et tué le jour même. L'abbé Biletsi, en revanche, ne collabora pas directement avec Mulele. Il vécut dans le maquis. Mulele, qui était au courant de sa présence en forêt, accepta de le protéger. Mais Biletsi resta un prêtre, proche des rites catholiques. Il ne se mêla pas aux activités de la rébellion. Pourtant, les partisans le respectaient³³⁸.

La trajectoire de l'abbé Tara est quelque peu différente et fait l'objet de controverse. Tara rejoint le maquis de son propre gré, cherchant à sauver lui aussi la vie de cinq membres de sa famille entraînés dans la rébellion. Mais son engagement se fait contre l'avis de son supérieur, l'abbé Emmanuel Kwambika.

Tara est un homme obstiné dans toutes les actions, affirme le père Robert Delhaze. Ce dernier semble bien le connaître. C'est lui qui l'a, en effet, remplacé comme curé à la mission d'Atene, lorsque Tara fut muté à Totshi. « *Tara est zélé, un peu orgueilleux, s'enthousiasme pour telle ou telle chose, n'est pas fait pour le service mais plus pour commander* », dit le père Delhaze. Pour les mulelistes, « *Tara était un révolutionnaire convaincu*³³⁹ ».

Vivant dans la région, l'abbé Tara s'est fait un jugement global des événements. Il déplore tout autant les actes de l'ANC et de l'Administration que ceux des bandes rebelles, voire l'attitude de l'Église catholique. Face aux deux principaux protagonistes (l'ANC et les bandes rebelles), il exhorte son église à rester « neutre » dans le conflit et va jusqu'à désapprouver l'engagement de ses confrères prêtres, parmi lesquels son supérieur, l'abbé Kwambika, qui s'alignent du côté de l'armée.

1. Rencontre avec Placide Tara

Le 26 février 1966 dans la soirée, nous recevons, pour la première fois, la visite de l'abbé Placide Tara. Nous habitons, à ce moment, le quartier des

³³⁸ L. Martens, *Une femme du Congo*, op. cit., p. 165.

³³⁹ *Idem*, p. 179.

professeurs de l'université Lovanium, devenu en 1971 le campus de Kinshasa de l'Université nationale du Zaïre. L'abbé était conduit par un de nos étudiants qui avait estimé que le témoignage de l'abbé Tara dans la rédaction de l'histoire de la rébellion au Kwilu serait d'un apport précieux.

Placide Tara venait de quitter les maquis du Kwilu quelques jours plus tôt, avant d'être placé en résidence surveillée à la procure des missions catholiques à Kinshasa.

Lors de sa première visite il était accompagné de deux jeunes filles, ses sœurs (ses cousines), qui avaient participé à une partie de son odyssée dans les maquis. Il sera question, à plusieurs reprises au cours de l'entretien, de ces jeunes filles dont Placide Tara s'était senti responsable dès les premiers jours de la rébellion et qu'il avait finalement pu faire sortir du maquis saines et sauvées. En les emmenant le premier soir avec lui, il entendait, sans doute, faire comprendre à son hôte le sens profondément humain de son engagement parmi les mulelistes, ainsi que le succès final de son action.

Tara était de stature imposante. Il se dégageait de lui une impression de tolérance et même de sérénité malgré les conditions dans lesquelles il avait vécu les deux dernières années. Nous nous revîmes souvent et ma sympathie initiale se transforma en amitié. Jamais, même après que Placide Tara fut devenu aumônier militaire, ne se démentit mon impression de me trouver en face de quelqu'un d'une force morale et d'une indépendance d'esprit, d'une très grande bonté et d'un réel courage physique.

À travers le récit qui va suivre se superposent trois histoires qui ont toutes leur intérêt et contribuent à donner de Placide Tara une image cohérente et fascinante. Il s'agit d'abord de l'aventure humaine des jeunes gens et des jeunes filles, parents ou amis de Tara, tombés de gré ou de force aux mains des partisans de Mulele et dont il s'est senti responsable dès le début de l'insurrection. On l'a dit, s'il a rejoint volontairement la zone occupée par les partisans de Mulele en juillet 1964, c'est en grande partie pour retrouver et protéger ses parents. Lorsque deux ans plus tard, il décide de quitter le maquis, c'est encore pour assurer leur survie au moment où la victoire des militaires gouvernementaux ne faisait plus de doute. Qu'il ait réussi malgré tous les risques et toutes les épreuves personnelles dans cette entreprise, donne la mesure de sa persévérance, de son autorité et de son courage.

Il s'agit ensuite de l'odyssée d'une population dont Tara en tant que curé et intellectuel avait la charge. Avec la conscience du prêtre et le sens aigu de ses responsabilités sociales, Tara épousa la cause des villageois des environs de la mission. Ceux-ci se trouvaient dans la zone contrôlée par Mulele et Tara jugea – comme l'abbé Adolphe Lankwan l'avait fait également – que c'était au milieu d'eux qu'il devait exercer son ministère. Étant yansi, originaire d'une région assez éloignée du centre de la révolte, on ne pouvait soupçonner un motif tribal dans son choix. Il devait craindre de subir tant la dureté des conditions de vie dans le maquis que la brutalité de la répression militaire. Il

devait également craindre la sévérité de Mulele et de ses adjoints à l'égard d'un prêtre de l'Église catholique. C'est sans illusions et avec un total désintéressement qu'il choisit de « passer la ligne ».

Mais sa position était encore beaucoup plus délicate qu'il n'y paraît. D'une part, sans que son avis ait été sollicité au préalable, son nom s'était retrouvé sur la liste des conseillers spirituels du Parti du regroupement africain (PRA), créé à Léopoldville et dirigé par Vincent Mwankiem³⁴⁰. Il ne rejeta cependant pas cette nomination car dans la région où les rebelles se répandaient, cela ne comportait guère de risques pour lui. Ce qui aurait été potentiellement plus dangereux est l'appartenance à l'une des ailes adverses du PSA. Par ailleurs, son père, Georges Tara, député provincial du Kwilu de la tendance PSA/Kamitatu, avait voté pour la démission de L. Shiffele et B. Diaka comme membres du gouvernement provincial.

Enfin, la troisième histoire est la révolution de Mulele dont la signification dépasse l'intérêt des personnes et même des populations locales. Il est indéniable que Tara a adhéré également à ce mouvement historique plus vaste et qu'il a approuvé pendant un temps les objectifs révolutionnaires de Mulele, même si cette adhésion ne fut pas l'élément déterminant de son engagement. D'un patriotisme régional et d'une conscience sociale spontanée, Tara est passé, au contact de Mulele et des partisans, à une conscience politique révolutionnaire. Même s'il n'a pas assumé des fonctions dirigeantes – cela en dépit des postes de chef du bureau de la documentation ou de chargé de la sécurité du camp – et certainement pas militaires, qu'il jugeait incompatibles avec son état de prêtre, auquel il est demeuré inébranlablement fidèle³⁴¹, il a fait partie de l'entourage de Mulele. Il a cru, comme les autres partisans, aux idéaux et à la doctrine de Mulele. Toutefois, la pratique de la lutte et le comportement des partisans ont profondément choqué et déçu Tara et l'ont entraîné à revenir sur son adhésion initiale. À partir de ce moment, il est resté dans le maquis pour protéger les jeunes dont il estimait avoir la charge, attendant une occasion favorable pour rejoindre, avec eux, le camp gouvernemental.

Les trois histoires dans lesquelles Placide Tara fut plongé ont toutes leur importance et donnent à sa vie et à son témoignage une portée et une résonance qui dépassent sa biographie individuelle. Tara fut à la fois acteur et témoin d'événements considérables, à une époque particulièrement mouvementée de l'histoire du Congo. À un moment où trop peu d'individus gardaient le courage et la conscience de leur conviction face au groupe ou au parti, Tara se mit hors-la-loi. Il quitta ses amis, ses occupations (son église),

³⁴⁰ Lettre de l'abbé Tara du 18 avril 1964.

³⁴¹ Notons que dans le maquis, Tara aurait été contraint, en janvier 1965, à consentir un mariage avec Catherine Poso, une religieuse de la mission de Kisandji capturée par les partisans et entraînée dans le maquis, celle-ci s'étant retrouvée enceinte.

sa sécurité et s'engagea seul dans un chemin difficile. Au terme de son aventure, il avait conservé toute son indépendance d'esprit en même temps que sa passion pour les hommes et la justice.

Ce chapitre constitue plus qu'un témoignage. Il reprend et complète à la fois des données des chapitres précédents. Nous avons préféré préserver l'unité des opinions de l'abbé Tara, ce qui peut amener le lecteur à voir se répéter certaines choses déjà présentées. Mais ces redites sont généralement courtes et elles conduisent à expliciter des avis de l'abbé Tara sur Mulele et la rébellion.

Les sources principales utilisées dans le texte qui suit émanent de l'abbé Tara lui-même. Il s'agit, en ordre principal, des interviews assez systématiques que nous avons eues avec lui, depuis sa première visite de la fin février 1966 jusqu'au mois de juin de la même année. À la fin de cette série d'interviews, nous avons suggéré à Tara de rédiger lui-même un récit sur ce matériel³⁴², même si la publication en était différée. Tara ne disposait pas d'assez de temps et choisit de dicter un récit chronologique couvrant la période de juillet 1963 à février 1966. Nous lui remîmes un petit magnétophone Philips qu'il comptait utiliser le soir chez lui. Nous lui indiquâmes quelques thèmes et questions importantes à aborder et lui remîmes, à sa demande, le questionnaire d'une dizaine de pages que nous utilisions habituellement au cours de nos interviews relatives à la rébellion au Kwilu. En réalité, Tara ne s'inspira que très peu de ces directives et suivit son inspiration. Il en résulta un récit fort décousu mais très vivant et spontané. Ce texte n'était cependant pas publiable comme tel à cause de nombreuses redites, digressions et parfois obscurités. De plus, l'enregistrement était très défectueux et une moitié environ est devenue inaudible ou incompréhensible. Sur 30 pages dactylographiées résultant de l'enregistrement, seules les 18 premières pages étaient utilisables. Placide Tara a eu l'occasion de corriger les 10 premières pages. C'est ce texte remanié que nous avons utilisé.

En ce qui concerne l'utilisation de l'enregistrement et la publication de certains extraits, nous citerons les premières phrases dictées par Tara au début :

À monsieur Benoît Verhaegen, professeur à l'université Lovanium, je vais vous envoyer sur bande le récit de quelques événements du Kwilu tels que je les ai vécus pendant les trente mois. Il est convenu entre nous de ne pas publier quoi que ce soit maintenant de tout ce que je vous enverrai. Plus tard, il sera possible de faire paraître quelque

³⁴² Lors d'une visite qu'il nous fit, Placide Tara était accompagné de l'abbé Eugène Biletsi ; deux autres fois nous avons vu l'abbé Placide seul. Nous lui avons remis le manuscrit des épreuves du texte *Rébellion du Kwilu* et c'est sur ces textes, entre autres, que l'abbé Tara a réagi.

chose quand cela ne pourra plus nuire aux personnes qui vivent encore et sont en danger. Nous verrons cela ensemble.

Tara définit ensuite ses intentions et fait le bilan de ses relations avec les mulelistes et les gouvernementaux.

Le but que je me propose est de relater les événements du Kwilu depuis juillet 1963 jusqu'en février 1966. Les mêmes événements sont appelés « rébellion » par le gouvernement et par les gens de la région ils sont appelés « révolution ». Pendant ces trente et un mois, j'ai successivement été protégé et par l'armée nationale congolaise et par l'Armée populaire dirigée par Mulele. Pendant ces mois, j'ai aussi été victime de ces deux maîtres ; mais le fait est que tous ont protégé ma vie, puisque je suis vivant.

Nous avons utilisé également un troisième récit émanant de l'abbé Tara. Il s'agit du procès-verbal de son interrogatoire par le directeur provincial de la Sûreté, L. Kiniari, fait le 23 mars 1966 à Kikwit. Ce texte de cinq pages est intitulé « Interview accordée par monsieur l'abbé Tara Placide sorti du joug rebelle en date du 17 février 1966 ». Ce document contient certaines informations intéressantes dont la valeur n'est pas compromise par les conditions dans lesquelles se déroula l'interview. Tara ne craint pas de tracer un visage élogieux de la doctrine et de l'action de Mulele devant un fonctionnaire de la Sûreté, à un moment où la tête de Mulele est encore mise à prix à Kikwit.

Tara, en revanche, se montre fort réservé dans ses réponses aux questions concernant l'organisation du maquis, l'équipement, le nombre et les activités des partisans, etc. Il minimise sans doute son propre rôle et son degré de participation au maquis pour ne pas donner l'impression qu'il cachait quelques informations à son interlocuteur.

Nous avons pu utiliser également deux lettres de l'abbé Tara écrites en avril 1964 à des amis de Kinshasa. Tara y raconte les exactions de l'armée nationale congolaise et se plaint d'avoir été totalement dépouillé par les militaires. Ces lettres fournissent des indications intéressantes sur les raisons qui ont incité Tara à rejoindre le maquis.

Ces informations émanant de l'abbé Tara ont été complétées sur certains points par des documents ou des témoignages. Nous sommes conscients des risques que le genre biographique comporte. Il est impossible de sonder les reins et les cœurs. Mais tel n'est pas le but de ce récit. La vie de Tara parmi les partisans de Mulele ne prend son sens que parce qu'elle s'insère – mais de manière exceptionnelle et magistrale – dans l'aventure collective d'un groupe d'hommes luttant pour leur liberté et leur émancipation.

2. L'abbé Tara informé de la préparation de la révolte³⁴³

Placide Tara est affecté en juillet 1962 au poste de directeur des écoles rurales à la mission d'Atene. En août 1963, il est muté à la mission de Totshi pour y exercer les mêmes fonctions. Son rôle consiste à circuler dans tous les villages comme missionnaire itinérant et à diriger l'école. Il est ainsi en contact étroit avec la population rurale.

Dès août 1963, alors qu'il est encore en poste à la mission d'Atene, Tara entend parler de l'action de Mulele. Les villageois lui racontent :

Pierre Mulele est en brousse. Son but est de recruter des jeunes gens et des jeunes filles ; il enverra les meilleurs à Moscou avec lequel il est en contact quotidien. Un avion survole chaque jour les positions de Mulele et communique avec lui par des signaux lumineux. Parfois, il atterrit et emmène des jeunes gens à Moscou. Le but de Mulele est de renverser le gouvernement actuel par la force. C'est la révolution qu'il compte introduire dans tout le pays, mais en commençant par sa région natale (R. 2, p. 3).

Tara constate la disparition de certains villageois. À la mission d'Atene, un infirmier qui était menacé d'emprisonnement aurait trouvé refuge chez Mulele. Deux jeunes filles disparaissent dans un village voisin et les parents ne s'en inquiètent pas. Mais Tara hésite à croire les rumeurs concernant les préparatifs révolutionnaires de Mulele. À un ami qui lui demande son opinion sur cette question, il répond :

Ces rumeurs sont très fantaisistes. Pierre (Mulele) est assez renseigné sur la puissance de l'armée nationale. Il y a des précédents : la sécession katangaise dirigée par Tshombe et le gouvernement de Gizenga à Stanleyville ont été ralliés par la force à l'armée nationale. Comment après cela, Pierre peut-il oser recommencer le même coup dans la région sans armes, sans moyens, sans armes de défense, sinon la brousse.

³⁴³ Afin d'alléger la publication, nous avons éliminé les références de bas de page. Chaque fois qu'un récit, une interview, une lettre ou un document est cité littéralement, nous avons utilisé l'italique et indiqué la référence immédiatement après, selon le code suivant :

1. Interviews de l'abbé Tara par B. Verhaegen : récit 1 (R. 1) ;
2. Récit dicté par l'abbé Tara sur magnétophone : récit 2 (R. 2) ;
3. Interrogatoire de l'abbé Tara par la sûreté provinciale : récit 3 (R. 3) ;
4. Lettre de l'abbé Tara à un ami de Léopoldville : lettre 1 (L. 1) ;
5. Lettre de l'abbé Tara à Vincent Mwakiem du 18 avril 1964 : lettre 2 (L. 2).

Les autres documents et sources font l'objet d'une référence complète sauf *Congo 1964* (C. 64) et *Congo 1965* (C. 65).

Les noms propres d'usage à l'époque sont ici maintenus afin d'éviter toute confusion.

Et Tara conclut avec clairvoyance :

Si c'est ainsi, alors c'est le malheur de toute la région. Les gens vont mourir, les villages seront incendiés et c'est la misère qui nous attend (R. 2, pp. 3-4).

On comprend le scepticisme et l'inquiétude de Tara si on se rappelle qu'en juillet 1963 le gouvernement central dirigé par Cyrille Adoula contrôlait tout le pays, réunifié pour la première fois depuis le début de l'année ; les institutions parlementaires fonctionnaient, l'armée se réorganisait sous un commandement unique, les Nations unies n'avaient pas encore commencé leur décrochage du Congo. Ce qui pouvait paraître possible en 1964 après les premiers troubles et la brutalité des premières répressions et après la sécession de l'opposition à Brazzaville, n'apparaissait en août 1963 qu'un défi sans espoir. Rarement dans l'histoire, action révolutionnaire fut déclenchée de manière aussi délibérée et systématique avec des moyens aussi faibles au départ. La brutalité de la répression allait fournir à Mulele son meilleur allié.

Le 24 août 1963, Tara quitte la mission d'Atene pour la mission de Totshi. Il peut constater les premières interventions des forces de l'ordre. Les militaires patrouillent sur la route qui relie Kikwit à Idiofa et ratissent village après village pour contrôler la présence des jeunes. Tara décrit longuement leur intervention :

ils arrivent très tôt le matin dans un village ; ils convoquent sur le champ le chef du village qui doit rassembler tous les habitants clan par clan. Si un enfant, fille ou garçon, manque dans un clan, c'est le chef de clan qui paie pour l'absence d'un membre. Il est soumis à la torture, ainsi que les parents de l'enfant. Dans certains villages, tous les chefs de clan sont frappés parce qu'il manque partout des enfants. Les militaires infligent de fortes amendes et s'emparent de tout ce qu'ils peuvent emporter y compris les vêtements et les biens de première nécessité des chefs de clan et des parents. Parfois on assiste à des scènes horribles à voir : lorsque les policiers et les militaires arrivent, ils séparent les villageois : les femmes d'un côté, les hommes de l'autre. Tous les hommes sont obligés de se coucher à plat ventre dans la poussière face contre terre. Les militaires et les policiers marchent sur leur dos et les rouent de coups de bâton comme on le ferait d'un chien ou d'un cochon. Le sang coule. Après leur départ, les mamans n'ont plus rien à manger. Après avoir terminé un village, les militaires passent à un autre village et là où ils arrivent, tous les villageois présents paient l'absence de leurs compagnons. Parfois c'étaient des jeunes enfants qui étaient en fait en forêt parce que le village ignorait que le recensement devait avoir lieu ce jour-là.

Il arrivait aussi que les militaires parviennent à mettre la main sur un adepte réel de Mulele. Soumis à la torture, il était forcé de dire où il

avait passé la nuit. Les militaires l'obligeaient à les accompagner en forêt et à leur indiquer l'endroit de campement. Les militaires encerclaient le camp et commençaient à tirer pendant 15 à 30 minutes. Ensuite ils procédaient à l'inspection des lieux. Parfois ils trouvaient des traces d'un groupe qui avait pu s'échapper ; parfois ils ne trouvaient rien et battaient à mort les villageois suspects. Certaines personnes disparaissaient ainsi du village et on retrouvait quelques jours plus tard leurs cadavres dans la forêt (R. 2, pp. 4-6).

À partir du mois de septembre, la répression et les tortures frappent aveuglément tous les villages situés en zone mbunda dans le triangle compris entre les localités de Lukamba, village natal de Mulele en territoire de Gungu, de Yassa-Lukwa en territoire d'Idiofa et d'Imbongo en territoire de Kikwit. Mulele étant d'origine mbunda, tous les villages mbunda sont suspects de collaboration avec Mulele. À ce moment, il n'y a encore eu aucun acte de terrorisme ou de violence de la part de Mulele et de ses partisans ni à l'encontre de civils ni, *a fortiori*, à l'égard de policiers ou de militaires.

Le 3 septembre 1963, le conseil des ministres provincial décide d'organiser des expéditions militaires vers les régions troublées, la mise en état d'alerte de la compagnie de gendarmes du Kwilu, la campagne d'information par Leta dans les régions soulevées. Sur le terrain, toutes ces opérations lancées pour capturer Mulele échouent. Elles permettent de démontrer l'efficacité de l'organisation muleliste et l'ampleur du soutien populaire dont il bénéficie. Le 15 septembre les militaires anéantissent Lukamba, village natal de Mulele et massacrent une partie des habitants.

L'Assemblée provinciale prend une résolution mettant à prix la tête de Mulele. Cette assemblée adopte à l'unanimité, le 25 octobre 1963, une résolution accordant 500 000 francs de prime pour la capture de Mulele.

Ce n'est qu'à la fin du mois d'octobre 1963 que quelques coups de mains mulelistes à portée limitée commencent à répondre par la violence à la répression qui sévit depuis deux mois. On est loin de la flambée de violences et de terrorisme qui marqua le début des grandes insurrections algérienne ou angolaise. Mais l'effet obtenu fut le même : une répression brutale et aveugle qui créa les conditions d'une adhésion populaire massive au noyau révolutionnaire initial.

C'est seulement le 6 décembre 1963 que les mulelistes commettent leur premier attentat sanglant. Ils tuent un chef de groupement à Bakwange dans la préfecture d'Idiofa. Fin décembre les attentats mulelistes deviennent plus fréquents et plus spectaculaires. Des policiers sont tués, ainsi qu'un directeur d'école. Des missions et des techniciens étrangers sont attaqués, mais sans qu'il y ait de victimes.

Pendant ce temps, la légende de Mulele se forge. On lui prête le don d'ubiquité. Tara retrace la naissance de ce mythe.

Pierre est puissant, malin, invulnérable, il est partout. En une seule heure, on peut le pourchasser à trois ou quatre endroits différents. Personne ne peut le saisir. Il est de petite taille, 1 mètre à peine, mais rapide comme une antilope. Un jour, les militaires encerclent son campement. Ils sont puissamment armés. Trois fois ils posent la question : « Pouvons-nous tirer ? » La réponse est chaque fois : « Tirez ». L'ordre est donné, le feu est ouvert. Mulele est la cible de tous les militaires. Mais il demeure debout et les soldats s'enfuient en débâdant une fois leurs munitions épuisées... (R. 2, p 8).

Ce récit sous forme imaginaire reflète sans doute une réalité dont nous reparlerons : partisans et militaires semblent s'être entendus tacitement dès le début des hostilités pour s'affronter le moins possible. Si un camp est encerclé, les militaires tirent de loin et en l'air pour prévenir. Lorsque les partisans dressent une embuscade à un véhicule militaire, ils laissent la vie sauve aux soldats. Cette étrange tolérance réciproque ne s'étendait, faut-il le dire, ni aux civils, ni aux policiers.

Tara dit avoir effectué en décembre 1963 un voyage de près de 70 km à pied dans la région sans être inquiété et sans avoir rencontré de bandes rebelles, sauf dans un village où un élève du collège de Kiniati vint le trouver pour l'informer que le camp de Mulele était proche du lieu et qu'il devait être prudent. À ce moment, Tara n'a encore eu aucun contact avec les mulelistes. Lorsqu'intervient la mort du directeur Albert Munsansi, que les villageois attribuent déjà à Mulele, Tara, lui, pense aux rivalités entre les clans.

Le 2 janvier 1964, Tara quitte Kikwit pour la mission d'Atene où il trouve quatre policiers logés dans la maison des missionnaires. Mais le 3 janvier au matin, ces policiers avaient disparu et le soir du jour même Tara apprenait que 2 avaient été tués par les mulelistes près de Lukamba. Le 4 janvier, les soldats partis récupérer les corps vont brûler le village d'origine de Mulele. Le dimanche 5 janvier, Tara qui se rend à Lukamba, visite les bivouacs de soldats logés à 6 ou 7 par pièce. Il décrit sa désolation de trouver chaque soldat avec une fille et surtout d'entendre le récit suivant :

chez le chef de secteur [...] des militaires racontent l'événement : l'assassinat des policiers par le groupe muleliste. Les soldats disent : « On a tué des policiers, nous devons tuer 500 civils. Un policier vaut 500 civils. Si c'était un militaire qui avait été tué, alors nous allions massacrer le village entier. Vous allez voir, dès que l'on aura le commandement, vous allez voir ce que nous pouvons faire³⁴⁴. »

Après le retour de Tara à Atene, un camion de soldats partis de Yassa-Lukwa vers Lukamba tombe dans une embuscade et plusieurs soldats sont

³⁴⁴ Enregistrement sur bande, Archives Rébellion au Kwilu.

blessés. Tara est accusé par les soldats de Lukamba d'avoir amené le mauvais sort et surtout d'être un proche de Mulele. Le lundi 6 janvier, Tara se rend à Banga C.K. où il rencontre, au niveau du bac, un groupe de jeunes déjà intégrés dans la rébellion. Le 7, le bac sera coulé par les mulelistes. Le premier contact officiel de Tara avec les émissaires de Mulele date du 13 janvier 1964. Des élèves du collège Saint-Ignace à Banda le mettent en garde de ne rien dire et de ne rien faire contre Mulele. Tara n'a pas besoin de cet avertissement, affirme-t-il. *« À ce moment-là on assistait aux exactions et à la violence des militaires et des policiers dans la région, et il était un peu difficile d'aller raconter quelque chose en défaveur de Pierre Mulele »* (R. 2, p. 18). Tara se rend compte que tous les jeunes et une bonne partie des adultes se sont rangés du côté de Mulele, même s'ils ne manifestent pas ouvertement leur adhésion. Les villageois commencent à se réfugier en forêt et à reconstruire leur village loin des routes³⁴⁵. Des sévices subis par la population et de nombreux cas de massacres sont relatés par Tara³⁴⁶.

Lorsque les rebelles arrivent à la mission, en janvier 1964, Tara et les autres abbés de la mission restent sur place. Ces circonstances sont relatées dans une lettre de Placide Tara envoyée à un ami de Léopoldville en avril 1964³⁴⁷. Les premiers jours de l'occupation rebelle, après le 22 janvier, furent fort pénibles, raconte l'abbé. Les rebelles tentèrent de s'imposer aux abbés et ceux-ci durent affirmer leur autorité et surtout durent protéger leurs biens, les rebelles voulant confisquer les biens, non seulement de la mission, mais également ceux des abbés. Après quelques jours, les abbés, et surtout l'abbé Tara, purent s'imposer aux rebelles et un *modus vivendi* put être établi. Les rebelles respectèrent les abbés. Cela dura de fin janvier à avril 1964.

3. La mission de Totshi pillée par les soldats (avril 1964)

La présence des abbés à Totshi est une garantie relative pour les villageois qui viennent se réfugier à la mission. Mais Tara et les autres abbés sont souvent gênés parce qu'ils sont rangés malgré eux du côté des forces de l'ordre et de l'Administration. Ils doivent parfois assister impuissants aux exactions, aux brutalités, aux viols ; mais ils refusent toujours de partager le butin que les militaires ont capturé et deviennent ainsi suspects à leurs yeux. La mission sera finalement surveillée et fouillée par les policiers sous la direction du commissaire d'arrondissement. Le commissaire extraordinaire Albert Milton tient une réunion à Kikwit le 20 avril 1964 avec M^{gr} Lefèvre au

³⁴⁵ D'après Placide Tara, Mulele avait averti le 4 janvier 1964 les gens de Lukamba de ne plus utiliser les routes car il pourrait y avoir de sales coups.

³⁴⁶ On pourra se référer aux extraits de témoignages repris par L. Martens, *Pierre Mulele...*, op. cit., pp. 179-180.

³⁴⁷ Cette lettre est reproduite en annexe en pages 298 et suivantes.

sujet de la mission de Totshi accusée par les militaires d'héberger les jeunes mulelistes³⁴⁸. L'évacuation forcée des abbés est décidée, une situation traumatisante qui fait dire à Tara qu'il était devenu prisonnier à Kikwit³⁴⁹. Cette action est déterminante. Prétendument, l'ANC était venue délivrer la mission, mais en fait le but était de s'emparer des biens qui restaient à la mission et d'emmener les abbés de force à Kikwit. Après ce départ des prêtres, la mission de Totshi est attaquée aussitôt par la bande rebelle. Cinq membres de la famille de l'abbé Tara qui ont fui l'arrivée des soldats sont arrêtés et entraînés dans le maquis. Cet événement va amener Tara à décider volontairement de rejoindre le maquis.

4. Entrée et vie dans le maquis

Des parents de Placide Tara vivaient à côté de lui à la mission de Totshi. Après le départ des abbés et des soldats, les rebelles vinrent à leur tour et prirent tout ce qui restait. Les personnes qui y vivaient furent dispersées. En apprenant la nouvelle, l'abbé adressa de Kikwit, le 19 avril 1964, un avis de recherche aux militaires de l'ANC opérant dans la région de Totshi.

Spécialement les villages de :

Rive droite : Ganda, Totshi village, Bondo, Gangu, Indole et Kwilu Lufuku, Lufushi.

Rive gauche : Kalumbu, Totshi mission, Pembe, Kitondolo, Mindele Kilamba.

Dans cette région, il y a des non-originaires qui ont fui la mission le 9/4/1964, lors de l'entrée des militaires de Gungu à la mission de Totshi.

Voici leurs noms :

	Noms et prénoms	Préfecture	Secteur
a) Élèves			
Filles	1. Sophie Tara	Bulungu	Kilunda
	2. Muye Aldegonde	Bulungu	Kilunda
Garçons	1. Jean Luboya	Bulungu	Kilunda
	2. Toussaint [Kazanga]	Bulungu	Kilunda
	3. Stanislas Mafolo	Bulungu	Mikwi
b) Travailleurs	1. Adolphe Kimwanga	Bulungu	Mosango
	2. Remy Kompani	Bulungu	Kwange

³⁴⁸ Réunion du 20 mars 1964 avec S.E. M^{gr} Lefèvre, archevêque de Kikwit sur la mission de Totshi, texte dactylographié, 6 pages, rapport établi par J. O. Kitoko (rapporteur) et A. Milton (commissaire extraordinaire) à Kikwit le 21 mars 1964, approuvé par l'abbé Guya.

³⁴⁹ Lettre de l'abbé Placide Tara à un ami de Léopoldville, *op. cit.*

3. *La famille de M. Constantin, jadis moniteur agricole à la C. I. de Kilamba, réfugiée à la mission. Cette famille est originaire de la C. I. de Bindungi, province du Kwilu, mission Kimbau.*

Si l'un d'eux est retrouvé, prière de le guider à la mission de Totshi pour y attendre l'arrivée des abbés.

Merci

L'abbé effectue cette démarche, pressé par son père, Georges Tara, qui veut retrouver au plus vite les membres de sa famille³⁵⁰. De Gampuru, Georges Tara écrit le 13 mai 1964 à son fils Placide³⁵¹ :

Cher monsieur l'abbé Placide Tara,

Nous avons reçu votre lettre du 13 avril 1964. Est-ce que jusqu'à présent vous n'êtes pas encore arrivé à Totshi pour prendre Sophie et compagnie ? C'est regrettable si vous n'êtes pas encore arrivé chez eux car leur situation est déplorable, à cause de la faim, des soucis, du manque de logement, des rebelles... Informez-nous vite si vous êtes en possession de leurs nouvelles.

Si votre situation est bonne, je ne veux pas que vous rentriez cette année dans cette région-là. Qu'est-ce que je vous ai dit le 10 janvier 1964, si vous étiez venu d'urgence à Kikwit quand M^{gr} vous a appelé ? N'oubliez pas que ceux-là sont de cette région-là, mais pas vous. Ce n'est rien, car, je comprends que cela ne dépend que de votre travail...

Les camions de Kikwit vont-ils à Totshi ou à Gungu ? Répondez-nous vite ! Nous sommes bloqués ici au village, nous ne pouvons nous déplacer qu'avec l'autorisation du président.

Est-ce que M^{gr} ne peut pas s'arranger avec le chef militaire (commandant) pour que tu ailles chercher les enfants à Totshi ?

Au revoir

Le temps passant, Tara décide de se rendre lui-même à Totshi afin de retrouver les siens. Il doit, pour ce faire, obtenir l'autorisation de son curé,

³⁵⁰ Sophie Tara est la petite sœur de Placide Tara. Sa disparition angoisse fortement sa mère et son père ; Aldegonde, originaire de Mboma, hameau proche, est du même clan.

³⁵¹ Dans sa version originale, cette lettre est écrite en kikongo de la région ; elle fut traduite en français à notre demande.

l'abbé Kwambika, et de son évêque, M^{gr} Lefebvre. Mais ni le curé, ni l'évêque n'acceptent que Tara se rende dans la région troublée. Le 4 juin 1964, Tara adresse de Kikwit à M^{gr} Lefebvre la lettre ci-dessous, avec copie pour information au commissaire général extraordinaire du Kwilu et au chef des opérations militaires de la province.

Excellence,

Si pour des raisons d'apostolat, vous jugez qu'il n'est pas encore temps de renvoyer les abbés dans la région de Totshi-Gungu, pour des raisons strictement personnelles, je vous supplie, Excellence, de bien vouloir supporter que je me rende à Totshi, cela dans l'immédiat. Je veux retrouver cinq élèves de notre famille : Tara Sophie, Aldegonde, Jean Luboya, Toussaint Kazanga, Stanislas Mafolo.

Les raisons qui urgent ma présence à Totshi sont les suivantes :

- ces enfants souffrent moralement, parce que loin de leurs parents, dont moi qui me suis séparé d'eux dans des circonstances tristes et malheureuses ;

- personne dans la région ne peut les abriter, puisque les villages vers lesquels ils se sont sauvés sont tous incendiés ;

- dans une pareille situation, un quidam peut les exploiter dans n'importe quel sens, danger moral plus accentué ;

- menaces de maladies pouvant provoquer des infirmités ou la mort : malaria, fièvre, mbwaki, pulupulu ; manque de nourriture ;

- leur vie est encore menacée surtout si le ratissage doit avoir lieu dans cette région ;

- leur refus de se faire partisans peut aussi menacer leur existence.

Puisqu'il est question de vie ou de mort pour ces enfants, mon engagement définitif, à soutenir à travers tout obstacle, est le suivant :

Moi, Placide Del Tara, avec l'appui de mon père, Georges Tara, député provincial, dont la lettre en annexe, ME DÉCIDE DE ME RENDRE À TOTSHI POUR DONNER LA DERNIÈRE CHANCE DE VIE À CES ENFANTS. SI J'Y MEURS, C'EST POUR LA VIE DES MIENS, et c'est un honneur pour moi et pour ceux que je veux sauver.

Je suis persuadé d'arriver vivant à Totshi et d'y rester et de revenir, je suis persuadé que les bons sentiments et les efforts des villageois qui ont sauvé les vies humaines et protégé les biens de tous à Totshi persistent encore pour que je puisse espérer en la réussite de mon engagement.

Voici ce que je vous demande pratiquement :

- mettre à ma disposition un véhicule. Je partirai avec le premier véhicule dans la direction de Mundindu-Gungu. S'il n'y a personne d'autre pour s'offrir comme moi, je piloterai moi-même le véhicule ;

- moi-même et les parents, nous payerons le kilométrage.

Avec espoir que vous supporterez l'exécution de ce programme, je vous prie, Excellence, de bien vouloir agréer l'expression de mon entier dévouement.

Placide Tara se rend donc, de sa propre initiative, à Totshi où il intègre la bande rebelle. Laurent Luyoyo, préfet a.i. de Gungu note dans son rapport du mois de juillet 1964 :

M. l'abbé Tara est toujours entre les mains des rebelles mulelistes.

M. l'abbé est parti de Gungu sans l'autorisation de son supérieur ; il était allé à la recherche de sa petite sœur qui se trouve dans la bande. Arrivé à Kalumbu, à ± 20 km de Gungu, il fut arrêté par des mulelistes depuis le 16/7/1964.

Le commandant des opérations s'est rendu en personne à Kalumbu à la recherche de l'abbé. Il l'a trouvé au milieu des mulelistes. Le commandant demanda à l'abbé de revenir mais celui-ci ne voulait pas. Nous apprenons qu'il est toujours avec les mulelistes³⁵².

L'étudiant cité précédemment décrit les circonstances de son arrestation :

Pendant qu'il [Tara] était à Gungu, ses deux sœurs furent attrapées par les partisans. Ces filles étaient parties à la rivière. Là elles furent arrêtées par les partisans qui les amenèrent au camp. L'abbé Tara demanda au chef du camp que ces filles soient relâchées. En récompense il aurait du sel, du savon, des habits, etc. Le chef du camp répondit affirmativement, tout en le priant d'avoir un entretien avec lui. Il lui donna rendez-vous tout près d'une rivière vers Totshi, où ils seraient seuls et pourraient négocier. Il lui demanda de ne pas amener de militaires. Lui n'amènerait pas de partisans. La condition sine qua non donnée à M. l'abbé Tara pour préserver la vie de ses sœurs était de se rencontrer à la rivière.

L'abbé se rendit à la rivière. Le chef du camp fut malhonnête et amena des partisans avec lui. Ces derniers arrêtaient l'abbé Tara. On l'amena au camp où il fut emprisonné, comme il est de coutume. On l'interrogea d'une façon sérieuse. Il fut « commandé ». Après, on le relâcha. Il fut obligé de rester dans le camp.

Bien que son adhésion à la bande ne se soit certes pas faite de manière désintéressée, Tara n'apprécia cependant pas l'engagement de ses collègues prêtres du Kwilu auprès de l'ANC. En route vers le maquis, il avait écrit de Gungu le 16 juillet vers 8 heures du soir à trois de ses confrères pour désapprouver leur action menée contre la rébellion.

³⁵² Rapport administratif sur la situation dans la préfecture de Gungu. Mois de juillet 1964, établi à Gungu le 31 juillet 1964.

Chers confrères : Kwambika, Mwata et Mukimba,

La décision prise communément avec l'armée de vous rendre la nuit surprendre le camp de Maurice (Zanga)³⁵³, chef militaire des partisans, dans la région de Totshi, compromet notre apostolat ecclésiastique.

Cette décision s'écarte de notre ligne d'apostolat devant l'évêque et ici à Gungu le 23 soir du mois passé.

D'après moi, la meilleure ligne est celle de votre avis expédié ce soir vers Kakobola et Kilamba [sic]. Vos sources d'information reflètent-elles l'opinion des chefs de la région, ceux-ci sont-ils d'accord de l'exécution de ce programme ces jours-ci ?

Au niveau des principes, je me rallie à vous autres, mais considération faite des interprétations des chefs effectifs de partisans qui ont une influence réelle sur la population de chez nous, interprétation de ce que nous faisons avec les militaires depuis notre arrivée, l'exécution de ce programme nous ouvre des portes à des nouvelles aventures sans issue, voire plus sanglantes. Que deviendra notre prestige ? Les bandes semblent avoir perdu la tête à des raisonnements abstraits, surtout contre leurs idées, pourquoi vouloir y insister ?

Changeons de méthode et nous réussirons : travailler à Totshi. C'est mieux de remettre l'exécution de ce programme à plus tard. C'est le résumé de ce que je vous ai dit vers 3 h 30.

Merci

On ne peut affirmer cependant que Tara soit totalement acquis à la cause de la rébellion. Car il semble se dégager de son attitude une certaine stratégie. Mais dans ce contexte de crise aiguë, toute position qui ne cadre pas avec la ligne dure passe pour de la trahison. Tara ira jusqu'à intégrer la bande ; ses premières impressions du maquis sont plutôt positives. Sa première lettre écrite au maquis, Tara l'adresse à l'un des enfants qu'il était parti chercher, Jean Luboya³⁵⁴.

³⁵³ Il s'agit du commandant rebelle Maurice Zanga. Voir notices biographiques.

³⁵⁴ Cette lettre est écrite en ikélèvè, le kikongo parlé dans la région.

Lieu et date : camp Hardy Thysville³⁵⁵, le 18 juillet 1964 [il s'agit là, pour le lieu, du surnom d'un camp rebelle]

Cher petit Luboya Jean³⁵⁶,

Bonjour à tout le monde, nous nous portons tous très bien. Ici il n'y a pas de mauvaises nouvelles.

Jean, ici la vie est agréable, et comment vous portez-vous là-bas ?

Jean, quand est-ce que vous êtes parti à Gungu ? Est-ce que vous vous souciez de nous ?

Voici la lettre écrite par Aldegonde Koso vous adressée, elle a été abandonnée lorsqu'ils ont appris la présence des militaires. Sophie n'est pas encore informée.

La deuxième lettre, Tara l'adresse à un curé non autrement identifié.

Lieu et date : Gungu, Hardy-Thysville, ce 18 juillet 1964.

Monsieur le curé,

Le voyage d'hier a été très bien – dès Kimwesi, 6 partisans m'y attendaient. Par plusieurs sentiers nous sommes arrivés chez Midi – celui-ci m'a exposé toute la vie psychologique dans le groupement Shimuna sans forme d'objection [sic] – Lui-même a donné la ligne de réponse – C'est ainsi que j'ai conclu que Midi est encore bien intentionné à notre égard.

Je vais continuer les sondages et je vous exposerai la situation en long et en large – D'après Midi, c'est eux-mêmes qui le feront.

Vous connaissez le cas de M. Daniel que j'ai vu avec toute sa famille, sauf les grandes filles qui sont dans l'équipe ; il n'a plus de médicaments.

Vous pouvez m'en envoyer.

Tara semble bien apprécier la vie du maquis. Cela exaspère les autorités administratives. Ne voyant pas Tara sortir et, surtout, après avoir pris connaissance des deux lettres ci-dessus, le préfet B. H. Kambembo adresse le 26 août 1964 la lettre ci-après au commissaire général extraordinaire de la province du Kwilu.

³⁵⁵ Ce lieu correspond à la direction d'Ebubu, baptisée « camp Hardy ».

³⁵⁶ Notons que l'adresse de l'intéressé n'est pas indiquée.

Monsieur le commissaire général,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le cas de monsieur l'abbé Tara est devenu très ridicule et incompréhensible.

En effet, l'on ne parvient plus à saisir le vrai mobile qui retient monsieur l'abbé Tara dans la brousse, car son but était de retrouver les enfants qui étaient retenus par la bande. Or actuellement il a retrouvé tout ce monde. Pourquoi reste-t-il en brousse ? Il devrait normalement rentrer à Gungu, pour dire qu'il les a retrouvés ou pas ; mais l'abbé reste sans nouvelles.

L'entrée du prêtre dans la forêt a contrecarré en partie la mission de pacification et cela a engendré une chute de confiance des militaires vis-à-vis des abbés.

Comme vous pourrez le constater dans notre P. V. d'interrogatoire, monsieur l'abbé Tara prend une part d'action et favorise en quelque sorte cette mauvaise action.

Qu'il me soit permis de confirmer que c'est prémédité car cet esprit fait état dans ses écrits.

Pour ne parler que de ceux de Kikwit, veuillez lire la lettre du 18/7/1964 écrite au camp Hardy-Thysville.

Si monsieur l'abbé ne s'est pas mis en rapport avec les partisans, comment se fait-il que six de ceux-ci soient venus l'attendre à Kitembo ?

D'autre part, monsieur l'abbé appuie les termes de la lettre du 18/7/1964 écrite par sa petite sœur en y insérant les phrases suivantes : « Nkanda yai, Aldegonde keze sonika sambu na beno ntangu ya bau kuwa nde militaires ikele, be yonso imene kutina. Sophie imene kuma ntete ve³⁵⁷ ».

Cela démontre qu'il approuve les termes de cette lettre. Selon les informations de sources fondées, nous venons d'apprendre qu'il a un fusil et voyage en tipoy. Ce sont les informations qui nous sont parvenues par le canal d'un fermier, le nommé Pakay Raymond de Kalumbu, village où est situé le fameux camp Hardy-Thysville.

Cela étant et les abbés revenus de Kikwit en vue de faciliter la mission de pacification, je ne puis concevoir pourquoi devait-il [Tara] s'opposer au programme dressé en collège en vue d'arrêter Maurice, élément qui empêche la population de sortir de forêt. Voir sa lettre du 16/7/1964.

Veuillez trouver en annexe quelques copies de ses lettres, ainsi qu'un petit rapport à cette situation malheureuse.

³⁵⁷ Ce qui signifie : « Cette lettre, Aldegonde vous l'écrit pour vous prévenir de fuir dès que les militaires arrivent. Sophie n'est pas encore arrivée. »

Dans son ouvrage *Évêque d'une transition : René Toussaint*, le père missionnaire Jean-Marie Ribaucourt ne parle à aucun moment de Placide Tara, ni comme prêtre catholique, ni encore comme personnage ayant joué un quelconque rôle dans les événements du Kwilu³⁵⁸. Tara appartient certes à un autre diocèse, géré par les jésuites, mais sa présence aux côtés de Mulele avait dérangé « son » église. C'est dans les lettres manuscrites d'un autre abbé, d'origine yanzi comme Tara, Robens Loso, que l'on trouve des éléments d'explication. Trois lettres de ce prêtre écrites au moment où la « disparition » de Tara se confirme et adressées au président du PRA, Vincent Mbwanikem, à Léopoldville, contiennent des indications sur la situation politique du Kwilu, la participation de l'Église catholique et des commentaires sur l'« abbé maquisard ».

Lettre du 27 août 1964 :

C'est avec grand plaisir que je vous écris ce petit mot. Je vous dis d'abord bonjour. Vous n'êtes pas sans savoir que M. l'abbé Tara Placide a disparu de la circulation et vit avec les bandes Bapende en forêt. C'est ennuyeux pour le clergé et pour les milis [sic]. À Gungu les Bapende de forêt exigeaient le retour des abbés pour quitter le maquis. Satisfaction leur fut faite. Ainsi grâce à l'action combinée des milis [sic] et des abbés à Gungu les populations pendes reviennent à Gungu. Mais on ne sait pour quelles raisons Tara, qui était du nombre, a quitté furtivement Gungu et a rejoint les bandes en forêt. Il semble que les partisans le transportent en tipoy d'équipe en équipe. C'est bouleversant, n'est-ce pas ? Quant à nous, nous continuons à soutenir moralement et spirituellement la mission militaire et les populations du nord pour en finir avec ces hors-la-loi. Mon secteur et une partie du secteur Nkara tiennent tête jusqu'ici aux bandes mulelistes. Cette résistance a fait que tout le nord entre le Kasai et le Kwilu est en paix. La production agricole dans le nord a dépassé toutes les espérances pour cette année. On a de l'argent parmi les commerçants comme parmi les villageois. Je vous demanderais d'insister auprès de nos autorités centrales pour nous fournir de la poudre par l'organe de M. Milton Albert. Car nos secteurs qui luttent loyalement pour le pouvoir central et la légalité ont besoin d'être secourus comme les chefs coutumiers du Kivu. Je suppose que le Front commun n'est que transitoire et que chaque parti garde sa politique et son programme. Vous n'ignorez pas que nous sommes opposés à l'extrémisme et la violence. Revoyez Kibongo et qu'il soit réintégré au sein du parti.

³⁵⁸ Pourtant J.-M. Ribaucourt parle de l'abbé Lankwan.

Inutile pour lui de suivre les démagogues Midu-Ntonda et Kimpiombi. Pas de compromis avec ceux qui sont responsables de la situation actuelle au Kwilu. Le PRA doit rester un parti modèle, souple, énergique pour sauver le Kwilu. Voyez monsieur Kishwe³⁵⁹ à propos des devises que monseigneur Lefebvre lui demande pour m'acheter une voiturette VW chez Difco. Ne négligez pas cette démarche, car je n'ai plus de véhicule pour mes déplacements. Les temps sont tellement mauvais que je ne puis longtemps (rester) sans véhicule. [...]

Je vous rappelle la question de l'emprunt à faire pour nous tirer des difficultés financières. Ce n'est pas du tout à négliger. Procédez comme nous nous sommes entendus. Je vous laisse et vous bénis. Compliments à madame.

Wa nge mpangi³⁶⁰.

Dans la lettre du 28 août 1964, l'abbé Loso s'explique un peu plus sur la situation politique au Kwilu, il revient sur la rébellion et les relations de son église avec les pouvoirs publics.

Bien cher monsieur le président,

Un petit mot pour vous dire bonjour et grand merci pour tout le service fraternel que vous m'avez rendu lors de mon séjour à Léo. Ne pensez pas que je vous ai oublié. Vous êtes toujours présent à mon esprit. Le voyage du retour s'est bien effectué, sauf à N'djili où l'agent de Sûreté m'a prié d'ouvrir ma valise pour voir si je n'emportais pas de documents politiques destinés à Kikwit. Je n'ai pas ouvert la valise pour la bonne raison que je n'y avais rien de compromettant ; je lui ai montré toutefois les papiers manifestes me remis par Mbwanikiem. Il en a pris quatre pour le besoin de son service. J'ai failli rater l'avion qui s'apprêtait déjà à décoller, suite au retard mis à la Sûreté. Je savais que l'ordre venait du grand homme de Kikwit qui habitait Kalina en ce temps-là. À Kikwit même mon retour improvisé a découragé mes collègues désarmés. Néanmoins trois jours après j'ai regagné Tango. L'insécurité nous enveloppe tout le temps, puisque les hors-la-loi ne désarment pas encore et qu'ils continuent leur action destructive au secteur Nkara ainsi qu'au secteur Kipuka. Les villageois préfèrent d'abord combattre seuls sans la participation des milis. Mais la tâche

³⁵⁹ Kishwe était le ministre des Mines, Terres, énergie du gouvernement Tshombe à Léopoldville.

³⁶⁰ *Wa nge mpangi* signifie « sincèrement vôtre » en kikongo « ya l'État ».

est extrêmement pénible, contrairement à ce que prétend la clique des assoiffés du pouvoir. Vous comprenez bien que les partisans ont commencé à reprendre leurs activités à partir des déclarations mensongères de Midu sur la situation au Kwilu. Midu est responsable de la reprise des attaques de la part des jeunesses. En tout cas les forces de l'ordre sont décidées à châtier avec la dernière énergie tous ceux qui essaient de troubler l'ordre et encouragent la rébellion de quelque manière que ce soit, parce que nous en avons marre de la politiccaille.

Vous voudrez bien, si cela vous permet, de m'acheter une montre-bracelet. Celle que j'ai est détraquée et donc inutilisable.

Dites au ministre Kishwe de m'aider le plus tôt possible en obtenant de son collègue de l'économie des devises nécessaires pour payer une voiturette VW à Difco. Ma voiture est hors d'usage et monseigneur m'a autorisé d'en payer une nouvelle. D'ailleurs monseigneur lui a écrit dans ce sens, il y a deux semaines. Mais de grâce qu'il se dépêche car les temps actuels sont tellement mauvais que je ne peux rester sans un moyen de locomotion. M. l'abbé François Ngara est pour le moment à la mission de Beno ; il demande à monseigneur de le laisser rentrer à Banningville. L'évêque n'a encore rien décidé jusqu'ici. Quant à l'abbé Tara Placide, il a quitté Gungu, est en forêt avec les rebelles bapende. C'est malheureux comme tout.

Compliments sincères à madame. Je vous bénis de tout cœur.

Wa nge mpangi.

Lettre du 17 septembre 1964 :

Bien cher monsieur le président,

[...] Ma voiture est complètement hors d'usage ; voici quatre mois que je ne bouge plus d'ici, faute de véhicule. Vous n'êtes pas sans savoir que je vis dans une zone dangereuse ; il me faut un moyen rapide pour parer à toute éventualité. [...]

Pour ce qui concerne le Front commun national, auquel a adhéré votre parti, il faut savoir que nous sommes opposés à toute idée de fusion. Nous ne cessons de vous le répéter. Ici la population munyanzi vous soutient et vous appuie entièrement. Mais ce soutien est conditionné à votre position finale à adopter dans une fusion éventuelle des partis membres du Front commun national. J'attire sérieusement votre attention sur ce point : le PRA ne peut et ne pourra jamais trahir son idéologie pour devenir un parti communisant ou communiste. Nous ne tolérons pas l'infiltration marxiste dans le PRA. Votre attitude sur

ce problème doit être aussi nette et claire que possible. Notre peuple condamne ces méthodes de violence et de brutalité pour arriver au pouvoir. C'est pour cela que le secteur Due et une partie du secteur Niadi opposent une résistance farouche aux partisans de Mulele. Je vous bénis et vous souhaite bon courage.

Au-delà de la situation politique, le ralliement des prêtres aux pouvoirs publics s'explique non seulement par des raisons idéologiques mais également par les aides reçues du pouvoir. La position de Tara semble donc assez singulière.

C'est presque exclusivement dans l'entourage de Mulele et donc au quartier général de la rébellion que Tara vécut. Il ne fit que quelques brefs séjours dans de petites équipes, dans des maquis de moindre importance. Dans l'ensemble, son séjour dans ces maquis fut relativement tolérable pour lui. Au plan religieux, Mulele l'aurait autorisé à dire la messe si celui-ci avait pu disposer de l'équipement nécessaire. L'abbé aurait même écrit une lettre à Léopoldville, avec l'accord de Mulele, pour demander une malle-chapelle. On ne répondit pas à cette demande. Divers témoignages soulignent toutefois le fait que Tara fut amené par Mulele à dire la messe devant les partisans qui trouvaient ainsi l'occasion de comparer la pratique religieuse aux fétiches du sorcier et de s'en moquer.

Ce passage pose à la fois le problème de l'attitude de Mulele face à la religion et celui de l'engagement volontaire de Tara dans la cause de la rébellion. Nous reviendrons sur le premier problème. En ce qui concerne le second, notons que l'abbé ne paraît pas avoir été littéralement « prisonnier » dans le maquis. S'il ne pouvait pas circuler librement, il disposait, à l'intérieur du camp, d'une certaine marge de manœuvre. Il s'était vu confier des tâches administratives. Vers la fin de son séjour au maquis, bien que surveillé, il devint même responsable des formalités et de la bureaucratie du camp.

Lors de nos rencontres, l'abbé Tara nous fit une remarque importante touchant à l'aspect religieux du maquis. Sa thèse était que les rebelles étaient hostiles aux missions – parce que celles-ci étaient en partie liées au gouvernement – ainsi qu'à une partie des abbés, mais qu'il n'y avait pas d'hostilité de principe à la religion. Du moins cette hostilité n'était-elle pas déclarée. La thèse de Mulele, qu'il a longuement explicitée, était que Mulele s'occupait en priorité des problèmes économiques et sociaux, et des problèmes politiques et qu'il n'avait pas à s'occuper des problèmes religieux. Il y avait donc indifférence, si pas tolérance, à l'égard de la religion. Ceci rejoint la phrase de Mulele, rapportée par l'abbé Eugène Biletsi, qui passa également un an et demi en brousse : « *On ne poursuit pas deux oiseaux à la fois* ». L'abbé Eugène interprétait celle-ci dans un sens tactique. Selon lui, Mulele aurait été hostile à la religion, mais il ne le déclarait pas pour ne pas se créer trop d'adversaires à la fois. L'abbé Placide pensait, quant à lui, que Mulele lui-même faisait preuve de neutralité sur ce point. Le père Delhaze,

qui avait connu Mulele enfant, et dit avoir gardé confiance en lui jusqu'à la fin, affirme que Mulele n'a jamais été un antireligieux.

Tara développait, à l'occasion d'une interview, les thèses politiques que Mulele enseignait à ses partisans et qu'il aborda sans doute également au cours de conversations avec l'abbé, qui semble avoir été l'un de ses proches dans le maquis. Le père Delhaze estime que Mulele, dans la lutte qu'il mena d'abord pour son indépendance, vis-à-vis de son statut coutumier³⁶¹ puis dans son évolution ultérieure, s'il a pu avoir des idées communisantes, ne fut jamais un communiste. Dans une interview au *Soir illustré*, le père dit de Mulele qu'il fut « *un garçon [...] supérieurement intelligent, très ambitieux, se révoltant de temps en temps* ». Il raconte qu'en 1959,

il [Mulele] est revenu chez moi alors qu'il était révolutionnaire anti-belge, anti-blanc. Je ne l'avais pas reconnu sous ses lunettes noires, au contraire de certains de ses compagnons. « Enlève tes lunettes noires, et je saurai quels sont tes yeux », ai-je dit. Il a souri, je l'ai reconnu et je lui ai dit : « Pierre... » Alors il m'a sauté au cou et m'a dit : « Vous, vous pouvez rester avec nous, vous pouvez faire tout ce que vous voulez, parce que vous avez toujours été droit et juste ». C'est ce qui m'a permis, plus tard, de passer à travers la révolution de Pierre Mulele³⁶².

L'attitude de Mulele à l'égard des modèles russe et chinois témoigne à la fois d'une connaissance de leurs différences idéologiques en même temps que d'une position personnelle intéressante. Selon Mulele, le communisme et le système soviétique avaient réussi, mais n'étaient valables que dans le contexte soviétique. Les Chinois, quant à eux, ne pouvaient se vanter de la même réussite, n'ayant pas encore abouti, mais leur modèle contenait également des éléments intéressants. Dans le cas du Congo et de l'Afrique, Mulele estimait qu'il fallait certes s'inspirer des systèmes soviétique et chinois, mais sans les copier servilement. Il adoptait ainsi une attitude d'observation et de prudence à la fois à l'égard de ces deux systèmes, considérés comme modèles par de nombreux révolutionnaires des pays du Tiers Monde et à l'égard du conflit idéologique sino-soviétique. Cette attitude d'expectative prudente est similaire à celle qu'il avait à l'égard de la religion. Il reconnaissait qu'il y avait un problème, mais considérait que dans l'état actuel de la lutte révolutionnaire et de son maquis, il ne fallait pas le poser. Dans ce sens, l'abbé Eugène Biletsi

³⁶¹ À sa naissance, dit le père Delhaze, Mulele avait acquis à l'égard de son père le statut de fils, mais également celui d'esclave, selon la coutume de son clan. C'est sa mère qui lui apprit l'existence de ce double statut lorsqu'il se trouvait à Leverville. Mulele, bouleversé, alla trouver le père Robert Delhaze, cherchant les moyens de changer cette situation. Ce point est détaillé dans les conclusions, en page 259.

³⁶² Interview accordée au *Soir illustré*, dans l'article « Baudouin, le dernier roi du Congo », novembre 1993.

avait raison de dire qu'il s'agissait, dans le chef de Mulele, d'une attitude tactique et non d'une tolérance, d'un neutralisme fondamental qui auraient contrasté avec sa maturité et sa clairvoyance dans d'autres domaines.

En ce qui concerne la vie quotidienne et les relations avec les femmes dans la rébellion, Tara explique que les femmes eurent un rôle à jouer, contrairement aux autres rébellions de l'Est. Dès le début, les femmes furent admises dans les équipes du maquis. Les filles qui avaient reçu une instruction militaire faisaient des missions et même combattaient. Ce fut le cas lors de l'attaque de Gungu par les partisans. En revanche, les filles ne participaient pas aux embuscades.

Concernant les relations hommes-femmes, il y eut, de septembre 1963 à janvier 1964, interdiction complète d'avoir des relations sexuelles. Les femmes participaient à la vie des maquis, mais ne pouvaient pas avoir de relations avec les hommes. En février 1964 se répandit le bruit que Mulele et Kafungu avaient chacun une femme dans le maquis. En mars 1964, les partisans obtinrent officiellement la permission d'amener leurs épouses dans les camps de partisans. Ensuite, peu à peu cette tolérance s'étendit aux garçons partisans, qui purent se trouver des fiancées parmi les filles des équipes. Les fiançailles et les mariages entre partisans étaient réglés de manière relativement stricte par Mulele qui en avait défini les formalités. Il fallait, d'une part, l'accord des parents de la jeune fille et, d'autre part, une dot. Ces formalités ressemblaient à celles exigées lors d'un mariage coutumier. Les mariés l'étaient pour toujours. Il était extrêmement difficile de divorcer. En revanche, la polygamie était autorisée. Un partisan pouvait prendre plusieurs femmes, mais il ne pouvait renvoyer la première. Ainsi, le commandant Mayele, qui voulait prendre une autre femme, fut obligé de garder la première et devint ainsi polygame. La vie de famille était possible. Mulele eut trois compagnes et deux enfants dans le maquis. Une naissance hors mariage était punie. Une femme qui se retrouvait enceinte sans être mariée était obligée de dénoncer le coupable. Elle était emprisonnée, torturée et mise en commandes afin de l'amener à désigner le coupable. Ensuite, tous deux étaient punis de 15 jours à un mois de prison.

Ces informations contredisent les affirmations selon lesquelles une grande liberté sexuelle était autorisée. En fait des quartiers étaient réservés aux femmes. Les partisans mariés avaient leurs femmes avec eux. Sans doute y eut-il également des pratiques fort libres, mais elles n'étaient pas autorisées. Ce qui explique les sanctions prises à l'égard des femmes qui se retrouvaient enceintes sans avoir de mari officiel. Une religieuse catholique devenue enceinte ne fut pas punie, mais elle dut épouser le partisan auteur de sa grossesse.

Au sujet des exécutions, Tara confirme qu'elles furent nombreuses et parfois cruelles. Au début de la rébellion, jusqu'au moment où il rejoignit le maquis, les exécutions étaient confiées à des femmes ou à des jeunes filles.

Elles assommaient les condamnés à coups de bâton et les enterraient, parfois vivants. Après juillet 1964, les exécutions pratiquées par les femmes cessèrent. D'une manière générale, la rébellion s'assagit à mesure qu'elle semblait s'organiser. Sans doute, à ses débuts, le mouvement avait-il largement échappé au contrôle de Mulele et de ses cadres. Ce n'est que peu à peu que ceux-ci avaient repris le contrôle du mouvement. Les exécutions se poursuivront, cependant, pendant toute la durée du maquis.

Selon l'abbé Tara, « on » était beaucoup plus dur et « on » exécutait beaucoup plus vite les « intellectuels » que les simples maquisards de la masse, à qui l'on pardonnait plus facilement les défaillances. Le code des partisans prévoyait la peine de mort pour la fuite lors de combats ou pour une défaillance au cours d'une garde. Mais, d'après l'abbé, ces sentences n'étaient jamais exécutées.

En matière de mutilations, il semble que ce soit l'ANC qui ait commencé à mutiler les villageois suspectés de sympathie avec le maquis. Ce n'est que par la suite que les maquisards se mirent à mutiler les villageois suspects de sympathie avec l'ANC.

Nous avons vu que le maquis avait été confronté très tôt au manque de nourriture, ce qui amena les partisans à consacrer une grande partie de leur temps à la recherche de vivres.

Le soir, le temps était libre et bien souvent la soirée était occupée par des chants, des danses, des activités de société qui se faisaient autour du feu avec une très grande liberté. Même à 20 km d'une station de l'ANC, les partisans se sentaient parfaitement chez eux.

Placide Tara considère que les relations entre l'ANC et le maquis de Mulele semblent avoir été assez curieuses, surtout à partir de l'année 1965. Les détachements de l'ANC, qui couvraient tout le Kwilu, étaient, en fait, extrêmement pauvres en effectifs : ils comportaient 5, 6 ou 7 soldats dans un village ou dans une mission, alors que le camp des partisans n'était, parfois, qu'à 5 ou 10 km de là. Les camps des partisans qui comprenaient, comme celui de Mulele, 600 maquisards ne songeaient pas plus à attaquer les contingents de l'ANC. Tara ne croit pas qu'il y ait eu de véritables attaques de sections de l'ANC, du moins pas d'attaques réussies. Lorsque l'abbé s'évada du camp, la section de l'ANC qui le recueillit envoya un contingent de 6 soldats quelques heures plus tard pour perquisitionner le camp des partisans. Ces 6 soldats, arrivés au camp, se mirent à tirer des coups de feu en l'air, mais entre-temps le camp avait été levé et tous les maquisards l'avaient quitté. Les partisans préféraient fuir que d'opposer la moindre résistance à l'ANC. Il semblerait que la règle des partisans était d'éviter tout contact avec l'ANC. Nous pensons que du côté de l'ANC régnait tacitement la même règle.

L'avantage que retirait l'ANC en n'attaquant pas les maquis, dit l'abbé Tara, était de pouvoir continuer à vivre en petits contingents et à faire des

affaires. Chaque section de l'ANC était, en effet, chargée du commerce de la région. Les soldats de l'ANC tenaient de petites échoppes dans les villages, qu'ils approvisionnaient en vivres achetés à Kikwit et en produits réquisitionnés, qu'ils revendaient pour leur compte. Cela leur rapportait quelques bénéfices. Il y eut, probablement, un *modus vivendi* entre l'ANC et les maquisards qui empêchait tout heurt. Il est certain que si l'ANC avait voulu attaquer les camps, elle aurait pu le faire et elle aurait détruit les partisans. De même, si ceux-ci avaient voulu attaquer les sections isolées de l'ANC, ils y seraient parvenus avec quelques succès.

Tara évoqua par ailleurs les conflits qui opposèrent, d'une part, Kafungu à Bengila et, d'autre part, Mulele à Kandaka. Concernant le premier conflit, celui qui éclata entre Kafungu et Bengila en mars 1965, nous renvoyons le lecteur au chapitre IV.

Quant au second conflit, celui qui opposa Kandaka à Mulele, Tara précise qu'il entraîna une longue lutte armée qui se termina sans victoire décisive de l'un des deux camps. C'est en mars et avril 1965 que se situa cette lutte. Kandaka, soutenu par tout le groupement des Pende, s'était soulevé contre Mulele parce que des chefs pende avaient été exécutés par Kafungu. Pour lutter contre cette insurrection, Mulele dut faire appel à toutes les forces rebelles. Accompagné d'abord de Kafungu et de Mayele, avec tous les contingents disponibles, constitués de plusieurs milliers de partisans, Mulele attaqua le groupement Katundu de Kandaka. La lutte dura plus d'un mois. Bengila rejoignit Mulele en avril. Il fut chargé d'attaquer le village de Kandaka. Mais après qu'il eut épuisé ses munitions, Kandaka lança ses partisans dans une contre-attaque. Bengila dut s'enfuir. Il faillit être capturé. Il semble que ni Bengila, ni Mayele, ni Kafungu ne furent blessés au cours de cette guerre entre rebelles. Celle-ci prit fin, en juin 1965, par l'attaque du camp de Mulele par une section de l'ANC. Les partisans furent dispersés.

Ce témoignage fait réfléchir sur l'efficacité militaire des partisans de Mulele. Tous les camps de Mulele durent se réunir pour attaquer Kandaka. Après un mois de combats, il ne semblait y avoir que peu de morts et de blessés. Mais une seule section de l'ANC, arrivée sur les lieux, réussit sans peine à disperser le quartier général de Mulele, mettant ainsi fin à l'attaque.

Kandaka ne collabora cependant jamais avec l'ANC. Selon Tara, au moment où il quitta le maquis, Kandaka se battait encore contre l'ANC et contre Mulele. La raison de l'opposition de Kandaka à Mulele était d'origine tribale (voir la « lettre de Kandaka à Mulele commandant en chef », reproduite en pages 316 et suivantes). Il est probable que la sanction prise par Mulele à l'égard de Bengila ait été un élément l'incitant à se séparer de Mulele.

Dans l'analyse de la rébellion, il convient de distinguer ce qui doit être attribué à Mulele lui-même, au Central et à la Direction générale, de ce qui incombe aux équipes de l'intérieur et à la population. Il faut donc identifier les

initiatives locales. En ce qui concerne le départ des missionnaires, Tara dit que Mulele souhaitait leur départ mais qu'il aurait cependant désiré garder la mission d'Atene où il avait des amis, dont le père Robert Delhaze. Il semble que ce fut contre la volonté de Mulele que cette mission fut attaquée et contrainte à l'évacuation.

L'abbé Tara approuva l'explication que nous lui soumîmes, selon laquelle le mouvement déclenché en janvier 1964 aurait probablement très rapidement dépassé l'organisation muleliste elle-même. Ce mouvement spontané entraîna les mulelistes pendant un certain temps, jusqu'à ce que, progressivement, l'organisation parvint à reprendre le dessus. Dès ce moment, il est fort difficile de distinguer ce qu'il faut attribuer à Mulele et aux mulelistes dans leur organisation de ce qui est imputable au mouvement muleliste spontané entraîné, à partir de janvier, dans cette insurrection générale.

En raison des faiblesses constatées dans l'organisation et dans l'armement, il fut interdit de créer de nouvelles équipes. Les nouveaux partisans durent intégrer les équipes existantes. Tara affirme qu'il n'y eut – sauf l'exception de Kafungu qui se créa une sorte de sous-direction générale – que deux niveaux effectifs de pouvoir : la Direction générale, conduite par Mulele lui-même, et les équipes. Les autres structures, quoique réelles, avaient moins de consistance.

Selon Tara, les intellectuels (Mukwidi, Mitudidi et même Mukulubundu) quittèrent tous le maquis, de leur propre chef, par peur, avant le déclenchement de la rébellion. Ils refusèrent de suivre Mulele jusqu'au bout dans une action violente à laquelle ils ne voulaient pas se rallier totalement³⁶³. Le cas de Mukulubundu est illustratif. Mulele aurait voulu le garder mais, en décembre, peu avant l'éclatement de la rébellion, il quitta le Kwilu par Banningville pour Brazzaville³⁶⁴. Mulele qui, initialement, avait voulu retenir ses intellectuels, se félicita par la suite de n'avoir autour de lui, comme auxiliaires, que des gens de la masse³⁶⁵.

L'abbé Tara affirme par ailleurs que Mulele était opposé au succès de la rébellion des Simba à l'est du Congo. Il ne se réjouissait pas, contrairement à certains de ses partisans, des conquêtes de cette rébellion. Il se tut lors de la

³⁶³ « Avant que je vienne au maquis, dira Mulele, les intellectuels m'avaient dit à Kinshasa : Que celui qui a le courage commence d'abord, nous suivrons. Mais voilà. Personne ne m'a suivi. Les intellectuels comprennent bien qu'il faut faire la révolution, mais ils ne veulent pas souffrir avec la population. Nous avons manqué de dirigeants capables d'encadrer la masse et de la discipline. Vous voyez maintenant, comment peut-on faire la révolution dans l'anarchie ? » Martens L., *Une femme du Congo*, op. cit., p. 216.

³⁶⁴ Les témoignages recueillis par L. Martens ne concordent pas avec la version des faits de l'abbé Tara. Voir Martens L., *Pierre Mulele...*, op. cit., pp. 305-324.

³⁶⁵ Sur la participation des intellectuels à la rébellion, lire aussi Martens L., *Pierre Mulele...*, pp. 188-190 ; *Une femme du Congo*, op. cit., p. 223.

prise de Stanleyville en août 1964. Plus tard, il critiqua la prise des grandes villes, alors que ses partisans s'en réjouissaient. Pourtant, Mulele (à moins que ce ne soient ses partisans³⁶⁶) chercha plusieurs fois, mais sans succès, à conquérir Gungu, Idiofa et Kikwit. Faut-il dès lors interpréter l'attitude de Mulele à l'égard des rébellions de l'Est comme un signe de jalousie ? Ou comme le signe d'une pré conscience de ce qui allait arriver et dès lors comme une volonté délibérée de sa part de ne pas prendre les grandes villes trop rapidement, afin de pouvoir former et constituer un véritable appareil rebelle/partisans dans le maquis ? C'est ce qui expliquerait pourquoi Mulele n'aurait eu aucune sympathie à l'égard des rébellions de l'Est, ni aucune relation directe avec Brazzaville, qui servait de siège au CNL³⁶⁷.

5. Sortie du maquis et intégration dans l'armée nationale

Qu'il ait été forcé ou non de vivre dans le maquis, l'engagement de Placide Tara aux côtés de Mulele a donné lieu à divers jugements. Pour Constant N'Dom³⁶⁸, Tara fut l'espion du gouvernement³⁶⁹. Ce jugement n'est pas partagé par Léonie Abo, la compagne de Mulele. Elle se montre, au contraire, pleine d'admiration pour Tara³⁷⁰, ce qui n'est pas le cas pour Lankwan³⁷¹. Son attitude apparaît comme totalement inverse de celle affichée par l'Église catholique du Kwilu à l'égard de ces abbés.

Tara quitte le maquis au mois de février 1966, à un moment où il ne se sent plus en relation de confiance avec Mulele. Il nous confia, ainsi qu'à son cousin, l'abbé Stanislas Kimananzimbu, sa crainte d'être tué, soit lors d'une attaque des soldats, soit par Mulele. Celui-ci lui avait dit un jour : « *Lankwan est tué, personne n'en parle. Si c'était toi [originaire d'une autre ethnie que celle de Mulele], nous serions bombardés par l'Occident* ». Il est probable

³⁶⁶ D'après certaines sources, les attaques massives d'Idiofa et de Gungu durant le premier trimestre 1964 furent le fait d'initiatives spontanées, contre les ordres de Mulele. Mais divers témoignages recueillis attestent que Mulele lui-même avait poussé ses partisans à conquérir Kikwit. Même pour un homme réputé intelligent et malin, il est parfois difficile de trancher entre une prise de position et le résultat négatif d'une action menée. Cette question de la conquête ou non des villes par Mulele mériterait d'être approfondie.

³⁶⁷ La première relation s'établira au mois de mai 1968, lorsque Dieudonné Ndabala sera envoyé à la rencontre de Mulele dans le maquis par le Parti communiste congolais, créé par les lumumbistes à Brazzaville. Voir Martens L., *Une femme du Congo*, op. cit., pp. 222-223.

³⁶⁸ Sur l'opinion de Kafungu à l'égard de C. N'Dom et des intellectuels, lire le passage suivant : « *Vous ne faites que dormir. Vous vous croyez toujours à l'époque coloniale. Vous écrivez. Vous n'arrêtez pas d'écrire, mais à la première alerte, vous paniquez au point de perdre tous vos papiers et vos notes ! Toi, Constant N'Dom, tu iras mourir à Kikwit.* » Martens L., *Une femme du Congo*, op. cit., p. 121.

³⁶⁹ N'Dom C., op. cit., pp. 51-53.

³⁷⁰ Martens L., *Une femme du Congo*, op. cit., pp. 142-144 et pp. 149-151.

³⁷¹ *Idem*, pp. 158-160.

également que les conditions de sécurité et de vie dans le maquis s'étaient fortement détériorées. Ce qui entraîna, à partir des mois de septembre-octobre 1965, surtout, la désertion de plusieurs villages et de partisans, et fit peser sur le maquis une menace d'extinction de plus en plus forte. Ces divers éléments entraînèrent à la fois la méfiance, les reproches individuels, une espèce de démoralisation du maquis et, sans doute, dans le chef de l'abbé, la décision de fuir.

Tara s'évada dans la nuit du 17 février 1966, en compagnie de trois femmes, également détenues avec lui dans le camp de Mulele. Au moment de sa fuite, le camp comptait environ 66 partisans. Il était localisé dans les environs de la mission d'Atene. Les jours précédant sa fuite, l'abbé avait observé les chemins du camp. Il avait constaté que les patrouilles partisans circulaient dans toutes les directions, sauf dans celle qui menait vers Gungu et qu'il y avait là un chemin non surveillé. Dans tous les autres chemins, il y avait des patrouilles et même des embuscades de partisans qui, non seulement, barraient l'accès aux patrouilles de l'ANC, mais empêchaient également les partisans de quitter le camp. À 8 heures du soir, il prévint les trois personnes qu'ils partiraient la nuit même. Il leur donna rendez-vous à l'extérieur du camp où ils se rejoignirent à minuit, après que l'abbé eut pris ses affaires, dont une machette. Ils quitteront le camp, à l'insu des gardiens. S'étant perdus dans les méandres des sentiers, ils se retrouvèrent en plein camp ! Mais profitant du sommeil des gardiens, ils repartirent à nouveau, sans être inquiétés. Ils marchèrent toute la nuit, avant de rejoindre un poste de l'ANC, à 5 heures du matin. Ils furent bien accueillis par les soldats de l'ANC, composés d'une section de 5 à 6 hommes, à environ une quarantaine de kilomètres du camp de Mulele. Ces hommes connaissaient l'abbé Tara. Il s'agissait, en effet, du même contingent que celui posté à Gungu, en 1964, au moment où l'abbé avait décidé de rejoindre le maquis.

Les soldats de l'ANC vont convoyer Placide Tara et les trois femmes jusqu'à la mission de Totshi où l'abbé retrouve un de ses anciens condisciples, l'abbé Stanis, qui l'accompagne jusqu'à Gungu, puis à Kikwit. Toujours sous la surveillance de l'ANC, il sera relativement maltraité, en tout cas, mal logé et nourri. L'abbé Tara sera interrogé le 23 février 1966 par L. Kiniari, le responsable de la sûreté à Kikwit. Tara jouit à ce moment déjà d'une mauvaise réputation. Kiniari note dans son rapport à la hiérarchie : « *Il y a cependant lieu de noter que M. l'abbé Tara figure sur notre liste : 'Nommé suspect' chef de protocole de Mulele* ». L'interrogatoire, reproduit ci-dessous, décrit le rôle de l'abbé dans la rébellion et précise son opinion sur l'action de Mulele. Un des traits de l'abbé qui frappe le lecteur du texte est sa fidélité à ses engagements.

Question : Monsieur l'abbé, voulez-vous nous expliquer comment vous avez été pris par les rebelles ?

Réponse : J'ai été d'abord dans cette région de Totshi occupée par les partisans mulelistes. La résolution de M. l'abbé supérieur, Emmanuel Kwambika, était moralement de trouver une solution pour cette région occupée déjà par les partisans de Mulele. C'était de passer par des moyens pacifiques. À tel point que le 9 avril 1964, l'armée nationale avait envoyé ses agents qui s'étaient décidés à nous prendre. Le jour même où les agents du maintien de l'ordre étaient là, tout le monde, hommes, femmes et enfants étaient en fuite. La mission n'étant pas encore dévastée, à l'arrivée des autorités qui dirigeaient les opérations militaires à cette époque, entre autres le lieutenant Kalondji et consorts, nous étions obligés de nous rendre de Totshi à Gungu pour Kikwit afin d'expliquer notre cause aux autorités de la province. Mais devant cette situation dévastée de la mission au moment où nous voulions y tenir efficacement, nous avons été traités de collaborateurs des mulelistes.

Le 9/4/64, nous sommes partis de Totshi pour Gungu et le 11/4/64 nous sommes arrivés à Kikwit où nous avons fait le compte rendu de la situation dans notre mission à monsieur Albert Milton, alors commissaire extraordinaire pour la province du Kwilu.

Par nos propres insistances, dans l'esprit de regagner Gungu, puisque j'avais trois garçons et deux filles sur lesquels j'étais tenu à donner des explications... voulant expressément regagner Totshi, sous cette insistance, nous avons eu les autorisations des autorités provinciales de Kikwit pour nous rendre dans la région précitée. Au cours de la mission de pacification, chose heureuse pour moi, les 3 garçons sont sortis en compagnie de la famille de monsieur l'abbé Emmanuel. Mais toutefois, les deux filles sont restées introuvables, au moment où elles demeuraient avec les partisans. Ceci du fait que les conditions de vie des filles différaient (avec les partisans) de celles de garçons. Et le 16/6/64, j'ai quitté Gungu pour atteindre l'équipe où se trouvaient mes deux sœurs. En partant, au moment où l'équipe des partisans était en patrouille, après rencontre, ces partisans m'ont assuré que mes deux sœurs étaient parmi eux. Le matin un peloton de militaires m'a suivi là où j'étais pour me rendre exactement compte de la situation. Alors que j'étais préoccupé de la présence de mes sœurs, quelque peu de temps avant, j'avais eu des entretiens avec les partisans mulelistes à Kimwezi. J'ai laissé entendre aux dirigeants militaires que mon but n'étant pas encore atteint, je me trouvais dans l'impossibilité de retourner et que j'allais le suivre le jour après. Tout juste au moment où nous causions avec les partisans, leurs dirigeants avaient déjà préparé un rapport dare-dare envoyé à la Direction générale des rebelles à Nkata-Nkata où la réponse a été de me diriger sur l'office du camarade en chef sans tarder. En ce temps-là le problème était devenu plus compliqué.

Question : Monsieur l'abbé, de quelle Direction générale vous parlez ?

Réponse : De la Direction générale des partisans. Il s'agit d'un lieu où un commandement unique est donné pour tous les travaux à exécuter. À mon arrivée à Nkata-Nkata, d'abord, on ne voulait pas me voir. D'où la prison faite à ma charge avant de me passer sous commande pour que je puisse débobiner tout ce que j'avais à dire. Le but de ce mauvais traitement était que je dise si j'étais l'espion du gouvernement central auprès de Mulele. Dès le début, je leur dis que j'étais à la recherche de mes deux sœurs, mais vu que la situation présente m'a fait comprendre que vouloir continuer dans une telle position c'est autant raccourcir ma vie, je leur ai fait entendre que j'étais à leur disposition pour tout renseignement utile, là du moins, je suis resté avec eux pendant 17 mois. Les filles furent emprisonnées du fait que nous avions eu un petit entretien avec elles, lequel entretien, soupçonnait-on, était un des moyens pour moi de fuir. Le camarade Kafungu Louis, chef de l'état-major, ne m'arrêta que pour 33 heures de temps.

Le 17 février 1966, nous avons quitté le quartier général, après une entente avec ces trois filles en vue de rejoindre Mukulu-Basamba, à 8 heures du soir et nous nous sommes présentés devant les militaires à 1 heure du matin. L'accueil réservé par ce peloton de l'armée nationale a été chaleureux.

Question : Que cherche ce peloton de militaires ?

Réponse : Les 50 militaires de l'ANC sont à la recherche de Mulele.

Comme nous étions déjà aux mains des militaires qui nous avaient demandé de passer la nuit au corps de garde, je suis arrivé à l'arrondissement du Haut-Kwilu demander une attestation de sortie attestant que j'étais sorti de moi-même de la forêt, chose qui me fut accordée.

Question : Quel était votre titre quand vous étiez à la Direction générale de Mulele ?

Réponse : Les titres varient. Tout d'abord, dès l'arrivée au Quartier général tout le monde devient d'office militaire. Personnellement, après la prison, j'ai été chômeur pendant un mois. On reçoit les instructions et on doit les appliquer. Par après, je me suis occupé des Études et documentation, malheureusement je n'ai pas pu exercer ces fonctions du fait que dans cette région à Kwanga, les militaires de l'armée nationale congolaise venaient nous déranger continuellement. Je me suis occupé alors des Études et documentation, Information et académie militaire. Donc j'étais chef de ces services. Finalement j'ai été chargé de veiller au service de garde.

Question : Voulez-vous nous dire, monsieur l'abbé, si vous étiez payé de tous ces travaux exécutés ?

Réponse : Le service était gratuit. Quand je suis parti de Gungu je n'avais avec moi qu'un seul pantalon et dès mon arrivée au quartier général à Nkata-Nkata, le camarade Mulele m'a remis un pantalon et une

couverture afin de répondre aux exigences de la température des fois hostile. D'une façon analogue notre salaire comme tel était la ration alimentaire de chaque jour que la masse populaire faisait pour nous.

Question : Quelle a été votre intention lors de votre entrée aux maquis ?

Réponse : Eh bien, mon entrée au maquis était chose accomplie. Je devais continuer le ministère qui m'avait été confié. Et d'ailleurs, comme je le disais plus haut, notre départ nous fut accordé par les autorités de Kikwit. Toutes les pièces faisant état de ce retour dans la région troublée étaient signées par les dirigeants de la province en ce moment en fonction. D'autre part, mon but était que j'avais besoin de donner des renseignements sur les deux filles qui demeuraient introuvables parmi les rebelles. C'était une imprudence de ma part peut-être, mais cela est arrivé.

Question : Quel a été votre contact avec Mulele, et, de l'autre côté, avec tous les dirigeants des équipes ?

Réponse : Le premier contact a été avec le camarade Makenisi à la sous-direction. Ils étaient d'ailleurs tous contents de me voir parmi eux. À ce moment, je n'avais pas encore vu Mulele lui-même et on m'avait mis en prison pour un mois. Le deuxième était celui que j'avais eu avec le chef de l'état-major lors de la distribution des charges.

Question : Qui est le commandant de l'état-major ?

Réponse : Kafungu Louis.

Question : Comment aviez-vous eu contact avec les partisans de Gungu alors qu'en ce moment l'on ne pouvait se rencontrer avec eux et quel était votre point de vue et surtout votre réaction, en un mot que pensiez-vous au juste ?

Réponse : D'abord, mon but n'était pas encore atteint. C'est-à-dire que je n'avais pas encore eu les deux filles que nous recherchions. Le jour où je quittai Kimwezi, le 17 juin 1964, j'avais l'intention de savoir et de demander aux équipiers si les deux filles se trouvaient dans leurs équipes ; la réponse fut affirmative, j'ai alors pris la direction de Kalumbu. De l'autre côté, les partisans étaient en patrouille. Sans que je le sache, ils m'ont suivi et pris.

Question : Monsieur l'abbé, il me semble que quand vous étiez en forêt, vous étiez en contact avec le monde extérieur, c'est-à-dire avec certains hommes qui vous donnaient des vivres, du savon, etc. Comment pouvez-vous nous expliquer cela ?

Réponse : J'étais d'ailleurs déçu. Les autorités du maquis m'avaient autorisé d'écrire aux dirigeants de la province et surtout à Léopoldville, mais à condition d'avoir une réponse après, chose qui a été fort difficile pour moi. J'avais écrit des lettres à monsieur l'abbé Kwambika et voire même à la nonciature apostolique, mais toujours est-il que je n'eus aucune suite. Je suis prêt à vous donner copie de ces lettres et vous pouvez en faire ce que vous voulez.

Question : Connaissez-vous Kafungu ?

Réponse : Oui je le connais, c'est le chef de l'état-major.

Question : Monsieur l'abbé, voulez-vous me dire ce que veut Mulele en définitive ?

Réponse : Mulele veut mener une révolution au niveau, ni provincial ni régional, mais national. La révolution de Mulele est orientée de la manière suivante : depuis l'accession du Congo à l'indépendance, l'on remarque que l'économie du Congo est en possession des étrangers (comme par le passé). Ce que veut Mulele est que cette économie soit gérée par les Congolais eux-mêmes et non par les étrangers comme par le passé. D'autre part encore, Mulele déclare que la révolution durera longtemps et [...] s'il mourait, elle continuerait jusqu'à son résultat définitif.

Question : Monsieur l'abbé, il me semble que pour le moment Mulele se rend quand même compte que les partisans le quittent continuellement, vu qu'il y a des sorties très massives ces derniers temps, mais comment pourra-t-il compter sur le prolongement de sa révolution s'il n'a plus tout le monde ?

Réponse : Sa décision est ferme. Tout le monde peut l'abandonner mais la révolution continuera, dit-il.

Question : Recevez-vous des correspondances, messages des étrangers ou d'autres communications ? Veuillez nous dire aussi si vous vous mettiez souvent en communication avec Léopoldville ?

Réponse : Le quartier général est journellement à l'écoute des nouvelles de Léopoldville et de tous les pays étrangers.

Question : Y a-t-il un groupe « émetteur » et si vous captiez des messages ?

Réponse : Oui il y a là un groupe émetteur.

Question : Émettiez-vous de vos nouvelles ?

Réponse : On recevait et on émettait, mais pour le moment on ne fait que recevoir, tout est orienté dans une seule direction à tel point que l'opérateur ne sait plus émettre.

Question : Avez-vous un groupe électrogène ?

Réponse : Oui, quand on est tranquille il y a de la lumière chez le camarade Mulele.

Question : D'où est venu l'appareil « émetteur » que Mulele possède ?

Réponse : L'appareil fut saisi lors des événements. C'est un appareil qui se trouvait ici au Congo depuis longtemps, et qu'on avait amené au quartier des mulelistes.

Question : Qui est l'opérateur ?

Réponse : L'opérateur est un ancien militaire actuellement en civil, mais dont j'ignore le nom.

Question : Que croit Mulele, c'est-à-dire que pense-t-il au juste ?

Réponse : Comme je viens de vous répondre tout à l'heure, la décision de la révolution reste de continuation.

Question : Monsieur l'abbé, dites-nous un peu si vous avez assisté aux différents assassinats qui se commettaient dans vos rayons et comment pouvez-vous les identifier au juste ?

Réponse : Il y eut des exécutions ; d'accord. Personnellement j'ai demandé à maintes reprises de me rendre à des condamnations et observer, mais on ne me l'a jamais permis. Ce qui m'a fait plus de joie est que j'ai, pendant cette période, administré le sacrement de confession. J'avais demandé à Mulele d'ouvrir un secrétariat des affaires religieuses mais la réponse de Mulele a toujours été négative. Mulele, lui, avait demandé qu'on ouvre un conseil pour la correction des mœurs, mais personnellement je n'ai pas voulu y répondre du fait que les propositions que nous avions demandées de faire sur le secrétariat des affaires religieuses n'ont jamais été mises à exécution.

Question : Combien de militaires pouvez-vous compter dans le groupe muleliste ?

Réponse : Il a encore toute une compagnie pour faire face à toute opération de guerre.

Question : Quel genre d'armements possèdent les gens de Mulele ?

Réponse : Ils sont armés de Mausers (Fall), de pupus et d'arcs.

Question : Que pense Mulele des institutions nationales ?

Réponse : On s'est demandé si les Congolais eux-mêmes parviendraient cette fois-ci à réaliser leur économie et à en tirer les profits.

Question : Sait-il qu'il est entouré Mulele ?

Réponse : Le plan de 1964 était de savoir ce qu'il ferait au cas où les militaires occuperaient tous les centres, mais à cela Mulele avait ajouté que notre action ne serait jamais entravée.

Question : Je voudrais savoir si Mulele a un appui quelque part sur lequel il compte ?

Réponse : Oh ! ... oui, il a un appui moral. Il n'y a aucun appui dans la façon dont il réalise son action.

Question : D'où viennent les moyens d'action qu'emploie Mulele ?

Réponse : Cela est un secret qui revient au commandant en chef et au commandant de l'état-major. Du point de vue alimentation, ils s'en vont dans les champs de la masse populaire. Les révolutionnaires se déplacent à pied avec tout équipement, même sous la pluie, pendant la nuit, en forêt, etc.

Question : Pourquoi n'aviez-vous pas pu rejoindre les militaires lors des attaques ; ne croyez-vous pas que vous êtes vous-même complice dans l'affaire Mulele ?

Réponse : L'arrivée des militaires n'était pas toujours bien connue avant. Il est difficile de profiter d'une attaque militaire pour sortir. Personnellement j'étais toujours accompagné d'un groupe de gens.

Question : *Qu'est-ce que vous avez fait au gouvernement qui vous reçoit lors de votre sortie de la forêt, pour faciliter les possibilités d'avoir Mulele ?*

Réponse : *Comme c'est à Mukulu-Basamba que nous avons rencontré les militaires, les autorités de l'armée sur place savent où est le quartier général de Mulele.*

Question : *Pouvons-nous avoir confiance en tous ceux qui sont sortis, vu que Mulele continue encore son action avec eux ?*

Réponse : *Les masses sortantes ont des raisons qu'il est difficile de démontrer : soit, elles sortent pour désavouer Mulele, soit par suite des difficultés. Dans un sens aussi bien que dans l'autre, il est juste qu'elles sortent. Mais la masse qui sort par suite des difficultés, voyez-vous, demeure endoctrinée. Au gouvernement de prendre les dispositions qui s'imposent pour que ces gens rejettent catégoriquement les agissements de Mulele.*

Question : *Que pensez-vous de la façon dont Mulele se déplace – c'est-à-dire de ses moyens de déplacement ?*

Réponse : *Je ne vous donne aucun engagement personnel. Mais là où les gens autres peuvent passer, le groupe de Mulele peut aussi passer. Je ne peux pas vous mettre dans l'erreur.*

Question : *Tous ceux qui sont sortis de la forêt sont donc des gens qui ont aidé Mulele ?*

Réponse : *Oui, d'une certaine manière.*

Question : *Que voulez-vous, pacifier ou bien ne pas sortir les gens de la forêt ?*

Réponse : *Il s'agit de gagner la confiance de tous ces sortants de la forêt. Les instruire pour éviter et écarter cette doctrine de Mulele en vue d'une paix future.*

L'agent de sûreté Kiniari ne se montre pas très opposé à l'abbé Tara ; il semble même lui apporter un soutien tacite car il craint pour sa vie. Le colonel Munjiba, chef militaire de la région troublée, est lui, en revanche, convaincu que Placide Tara, « fervent partisan de Mulele », mérite d'être condamné à mort. Il fait soumettre Tara à un interrogatoire public, devant ses militaires, à Kikwit. Ceux-ci, de même que leur chef, supportent mal que Tara refuse de porter des accusations sur Mulele, qu'il continue d'appeler « *commandant en chef* », et surtout qu'il affirme, devant eux : « *Si Mulele avait fait de grandes études, il serait très grand* ». À ces mots, l'officier s'exclame : « *À quoi bon chercher encore des témoignages. Il [Tara] est pour Mulele, il l'a servi* ». Munjiba dira, peu après, sa joie d'avoir capturé l'un des « sept principaux chefs rebelles », tout en exprimant son souhait de le voir bientôt exécuté. « *C'est un ennemi du pays, il est rebelle* », dira-t-il de Tara, qui se trouve en résidence surveillée au mess militaire de Kikwit.

Tara se voyant condamné, il demande à son cousin, l'abbé Kimananzimbu, de se rendre à Léopoldville afin d'obtenir l'appui des autorités militaires supérieures. L'abbé se fait recevoir par les officiers Louis Bobozo et Léonard Mulamba. Mais ceux-ci se montrent réticents à sauver Tara, Bobozo affirmant qu'il ne peut comprendre comment un prêtre a pu devenir membre des jeunesses. C'est du président Mobutu, contacté par l'abbé Kimananzimbu par l'entremise de son instructeur belge, Powis³⁷² que viendra le salut de Tara. Le nouveau chef de l'État congolais et chef de l'armée décide que Tara doit être retiré de Kikwit où il risque gros. Un avion en partance pour Mbuji-Mayi via Kikwit l'emmène à Léopoldville avec d'autres personnes (quatre femmes – deux anciennes religieuses et deux femmes sorties du maquis avec lui – et deux laïcs).

Tara ne pourra cependant pas regagner son diocèse. Ses collègues prêtres du Kwilu, le jugeant fort compromis dans la rébellion, le rejeteront. Lors d'une entrevue à Kikwit, M^{gr} Lefèvre lui conseille de se faire engager en dehors de son diocèse, affirme le père Robert Delhaze. L'évêque Hoenen de Kenge l'accepte comme prêtre dans son diocèse, à la demande de son vicaire général, Ernest Biton, avec qui Tara avait travaillé auparavant à la paroisse d'Atene.

Tara arrive au mois d'avril 1966 à Kenge. Assez vite, les militaires chez qui il dit la messe l'apprécient, non seulement parce qu'il parle le lingala, mais aussi parce que sa jeunesse le rend apte à s'adonner à des exercices physiques en leur compagnie. En juin 1966, Tara est transféré à Léopoldville sur proposition de M^{gr} Jacques du lac Léopold II, l'aumônier militaire en chef de l'ANC. Tara devient ainsi aumônier au centre d'instruction des parachutistes (CIP) à Léopoldville, puis est muté, en novembre, à la garnison de Boma, où il retrouve le colonel Munjiba. Cette fois, l'officier apprécie le prêtre ex-rebelle, qui s'avère un bon militaire. Le colonel Munjiba envoie Tara suivre une formation de parachutiste à Kotakoli. Une fois diplômé, il est nommé lieutenant et reçoit son affectation comme aumônier du camp Tshatshi à Léopoldville, position qui lui permet de côtoyer plusieurs officiers supérieurs, dont son « protecteur » Mobutu.

En janvier 1971, après une visite à Georges Ngal qui habite le camp des enseignants de l'université Lovanium, Tara est victime d'un grave accident de voiture. Il succombe à ses blessures, quelques heures après, dans la salle d'opération. Le nouvel évêque de Kikwit, M^{gr} Nzundu, veut que Tara soit enterré à la mission de Kinzambi, ce que sa famille refuse, lui préférant son village de Gampur. Un compromis est trouvé entre la famille et l'Église. Celle-ci se fait représenter par le vicaire général, M^{gr} Kulungu, qui accompagne la dépouille mortelle jusqu'à son ultime demeure. Placide Tara,

³⁷² Le commandant Powis connaissait l'abbé Kimananzimbu.

resté prêtre catholique jusqu'à la fin de sa vie, est enterré à la mission de Djuma, à proximité de son village d'origine, sur les terres de son clan.

6. Synthèse et appréciation de la rébellion du Kwilu par Placide Tara

Selon l'abbé Tara, Mulele semble avoir observé une ligne politique très ferme, axée sur la lutte armée mais soutenue par une idéologie assez souple. Son refus d'adopter, sans réserve, l'idéologie soviétique est révélateur de cette souplesse. Les questions idéologiques étaient librement discutées avec l'ensemble des partisans ou, tout au moins, des chefs rebelles. Tara soutient que Mulele parvenait à diriger les débats de manière à faire triompher son point de vue, librement et sans dogmatisme.

Sur le plan économique, Mulele se réclamait, certes, du socialisme. Mais il s'attachait à donner un caractère pratique à cette économie socialiste. Tout en souhaitant construire une société complètement socialiste, il reconnaissait qu'il y avait des secteurs qui ne s'y prêtaient pas et, par conséquent, il réservait un rôle aux Occidentaux dans la construction de cette société socialiste, en attendant que l'Afrique ait trouvé des solutions originales. Comme on peut le remarquer, il s'agit, en fait, moins d'une tolérance idéologique que d'une stratégie de développement économique.

La même tolérance – ou la même prudence – se remarquait sur le plan religieux. Mulele ne s'occupait, ni ne tranchait, des questions religieuses, préférant les renvoyer à plus tard. Il se montrait prioritairement intéressé par les problèmes politiques, économiques et sociaux. À cet égard, Mulele témoignait d'une maturité et d'un talent politiques remarquables. L'enseignement qu'il contrôlait pratiquement et exclusivement lui-même, le prouve à suffisance. Cet enseignement était dispensé soit au cours des rassemblements de masses, soit au cours des réunions des chefs et des instructeurs. L'enseignement destiné à ces derniers allait au fond et dans les détails des choses, parce qu'ils étaient chargés de le reproduire auprès des autres partisans. L'orthodoxie de l'enseignement était rigoureusement contrôlée. C'est pour cette raison que l'abbé Tara était extrêmement prudent et n'osait enseigner que sur base de textes longuement répétés, pour mieux s'assurer de ne point dévier. Toute déviation était en effet rigoureusement punie, excepté au stade de la formation doctrinale et idéologique des enseignants, pendant laquelle Mulele faisait preuve d'une grande tolérance. Mais, une fois la doctrine définie et mise en forme de leçon politique, il fallait s'y tenir strictement.

Une deuxième caractéristique de la rébellion muleliste était l'organisation stricte et minutieusement conçue des camps, comme de l'ensemble des maquis. Même si elle s'inspirait de certains modèles, particulièrement de

quelques appellations de l'ANC, l'organisation du maquis se structurait de façon originale. Elle constituait un contenu nouveau dans des formes partiellement anciennes. Ceci contrastait avec la rébellion de l'Est, où les formes et le contenu étaient une reproduction de modèles extérieurs. Une assez grande discipline s'imposa progressivement à l'ensemble du maquis de Mulele, contrairement à la caractéristique qui était la sienne avant l'entrée de Tara dans le mouvement, faite d'initiatives spontanées et d'exécutions sommaires. Avec le temps, Mulele prit les choses en main. Aucune exécution ne put désormais s'opérer sans que le suspect ne lui fût présenté au préalable, pour qu'il examinât le cas par lui-même ou par le biais de ses bureaux.

Sa troisième caractéristique était son inefficacité militaire, due à la faiblesse de son armement mais, sans doute aussi, à l'absence d'une réelle volonté offensive, du moins à partir de juillet 1964. Plusieurs indices montrent, en effet, que si la rébellion l'avait voulu, elle aurait pu réussir quantité de coups d'éclat. Pourtant, rien ne fut fait. Cette inertie s'expliquerait-elle par la crainte des bombardements aériens ou était-elle plutôt secrétée par des nouvelles faisant état de l'arrivée de commandos en remplacement des policiers et gendarmes ? Ou faut-il croire que l'inertie des partisans témoignait de ce que Mulele prenait, enfin, conscience de son échec inéluctable ?

Dernière caractéristique, la foi dans des pratiques magiques, qui fut extrêmement répandue et se généralisa même après les premiers échecs. L'extension de ces pratiques semble avoir bénéficié de l'appui et de la tolérance, aussi bien de Mulele que des autres dirigeants rebelles. S'agissait-il d'une tactique de combat ou d'une réelle croyance ? L'abbé Tara ne tranche pas cette question. Toujours est-il que les pratiques magiques furent très présentes dans la rébellion. Lorsque des partisans étaient tués ou blessés, leur perte d'invulnérabilité était justifiée par le fait qu'ils avaient dû enfreindre une consigne ou transgressé un interdit du code magique. Cela permettait de maintenir intacte la croyance en la puissance de la magie.

CONCLUSIONS

La mort de Mulele

Les travaux consacrés à Mulele abordent généralement trois aspects : l'homme et son engagement idéologique, son action sur le terrain au Kwilu, sa fin tragique. C'est à décrire cette action que s'est attaché le présent volume.

Concernant son engagement idéologique, peu de personnages ont suscité autant de controverses et d'avis divergents que Mulele. Pour les uns, il fut le plus extrémiste des dirigeants rebelles, principalement parce qu'il agissait sous des influences communistes et même chinoises. Pour d'autres, il fut le plus radical, le plus cohérent et aussi le plus mystérieux des chefs révolutionnaires. La plupart des auteurs, faut-il le souligner, se sont contentés de recopier des informations de seconde main, sans avoir recours à des sources originales et à la méthode de l'histoire immédiate.

Nous avons utilisé, pour tenter de situer la personne de Pierre Mulele, outre des documents collectifs, trois sources principales. Il s'agit de trois publications, déjà précédemment citées. Les deux premières publications sont celles de l'historien journaliste Ludo Martens *Une femme du Congo*, qui reproduit le témoignage de Léonie Abo, la compagne de Mulele et *Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba*. La troisième publication est celle de Constant N'Dom, ami et collaborateur de Mulele, *P. Mulele assassiné, La révolution congolaise étranglée*. Ces ouvrages constituent une introduction irremplaçable à la connaissance de la vie et de la mort de Mulele.

Quant à la mort de Pierre Mulele, assassiné sur ordre de Mobutu avec la complicité active de Bomboko, elle a fait, elle aussi, l'objet de nombreuses publications. Aux trois publications précitées, il faut ajouter les documents provenant de la *British High Commission* (Lagos), de la *British Embassy* (Kinshasa), de la *British Embassy* (Bruxelles), et du *Foreign Office* regroupés aux Archives britanniques, entre autres ceux enregistrés sous le n° 72 en 1968. Dans ces documents, parmi lesquels il est fait allusion à des télégrammes secrets d'origine américaine, il est question des conditions du retour de Mulele à Kinshasa et des responsabilités des dirigeants congolais, principalement Mobutu et Bomboko, dans l'assassinat de Mulele. Ces documents décrivent la ligne politique du pouvoir congolais dirigé par Mobutu qui offre un armistice et un sauf-conduit à Mulele, réfugié à Brazzaville. Mobutu charge Bomboko de le mettre en confiance et de l'escorter jusqu'à Kinshasa. Cette offre, qui fut acceptée par Mulele, n'était en réalité qu'un simulacre, car l'intention était de le fusiller dès son retour au Congo. Mulele, après bien des hésitations se laisse convaincre et tombe dans le piège. Il est assassiné très brutalement quatre jours après son arrivée à Kinshasa.

Nous empruntons à Ludo Martens les dernières paroles que Mulele a prononcées avant sa mort. Elles illustrent brièvement le courage et les convictions de Mulele.

Voici, résumés, les derniers moments de Mulele, tels que décrits par Ludo Martens³⁷³.

Mulele et sa compagne Abo sont arrivés à Léopoldville de Brazzaville le 29 septembre 1968. Bomboko a invité Mulele chez lui et le loge très confortablement. Abo, qui accompagne Mulele, est informée de la situation et des risques encourus par Mulele. Un vieux Mubunda, ami de la famille de Mulele, Germain Mwefi, prend Abo en aparté, pour lui dire que le bruit court qu'on va tuer Mulele. Mais Mulele entend la conversation et intervient :

*Je sais que je vais mourir, mais je mourrai seul. Maintenant je suis entre les dents du lion. Comment pourrais-je m'enfuir ? Si je fuis, ils tueront beaucoup de monde. Qui alors, va continuer la révolution ?*³⁷⁴

Le 2 octobre, Germain Mwefi annonce à Mulele le retour de Mobutu et lui dit qu'il s'inquiète pour lui. Mulele lui répond :

*Il y a trois choses, la naissance, la vie et la mort. J'ai vécu, j'ai semé des graines partout, elles ne sont pas tombées sur les pierres mais sur la bonne terre, elles vont pousser. Si je meurs, vous continuerez. J'attends maintenant mon dernier jour*³⁷⁵.

Des agents secrets de Mobutu envoient une voiture pour chercher Mulele et le conduire au stade Tata Raphaël sous le prétexte d'une réception en son honneur. Mulele ne se méfie pas. En chemin, se rendant compte que la voiture prend le chemin du camp militaire Kokolo et non celui du stade, Mulele comprend. « *Sa main serre le bras d'Abo. Ses ongles s'y enfoncent. Ça fait terriblement mal.* »³⁷⁶

Au camp Kokolo, Mulele est dirigé vers le fond de la cour. « *Quelques minutes plus tard, un militaire remet à Léonie Abo la montre, la ceinture et les chaussures de Pierre* »³⁷⁷. C'étaient les signes précurseurs de sa mort.

La manière cruelle avec laquelle Mulele et Bengila (que Mulele retrouva dans une salle du camp Kokolo), furent mis à mort dans la nuit du 2 octobre a été décrite par Ludo Martens dans son deuxième ouvrage consacré à Mulele. Nous citons intégralement le texte consacré à cette double exécution :

À 19 heures, Mulele était séparé de sa femme, de sa mère, de ses amis, et enfermé, ensemble avec Bengila dans une cellule. La nuit, les

³⁷³ Martens L., *Une femme du Congo*, op. cit., pp. 239-241.

³⁷⁴ *Idem*, p. 239.

³⁷⁵ *Idem*, p. 240.

³⁷⁶ *Idem*, p. 241.

³⁷⁷ *Idem*, p. 241.

militaires commencèrent à les torturer. Bomboko lui-même a raconté peu de temps après à un haut fonctionnaire, devenu plus tard un adversaire de Mobutu, comment Mulele a été achevé. Un autre témoin, chargé alors de hautes responsabilités gouvernementales, confirma cette version en précisant qu'il la tenait de Bobozo en personne. Mulele a été tué avec une telle cruauté bestiale, qu'elle couvrira à jamais de honte le régime qui a ordonné cette sauvagerie. Vivant, on lui a arraché les oreilles, coupé le nez, tiré les yeux des orbites pour les jeter par terre. On lui a arraché les organes génitaux. Toujours vivant, on lui a amputé les bras puis les jambes. Les restes humains ont été noués dans un sac et immergés dans le fleuve. Théodore Bengila a été assassiné avec la même barbarie³⁷⁸.

Il y a peu de doutes que le récit de Martens ne soit pas exact, même si les témoignages sur le récit de ces événements n'ont jamais fait l'objet d'études contradictoires.

Plus tard, devant les réactions horrifiées de la presse et de l'opinion internationale, Mobutu niera sa participation.

Les documents d'archives britanniques³⁷⁹ cités plus haut confirment cependant le rôle de Mobutu et de Bomboko dans l'assassinat de Mulele. Ce sont eux qui ont convaincu Mulele de retourner volontairement à Léopoldville, en lui ayant assuré qu'il aurait la vie sauve. Ces documents méritent d'être cités parce que leur provenance – un dossier des Archives britanniques – authentifie la version accablante des faits concernant la responsabilité de Mobutu et de Bomboko dans cet assassinat prémédité et organisé par eux.

³⁷⁸ Martens L., *Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba*, op. cit., p. 332.

³⁷⁹ Le dossier Archives britanniques comprend les documents suivants :

- a. Lettre adressée par la *British High Commission* de Lagos au *Central African Department*, 3 décembre 1968, 1 p.
 - b. Lettre de G. D. Anderson, 19 octobre 1968, 1 p.
 - c. Réponse de T. H. Gee à E. V. Nelson (*Central African Department, Foreign and Commonwealth Office*, London), 20 novembre 1968, 1 p.
 - d. Lettre de J. R. Cotton (*British Embassy*, Kinshasa) à W. Wilson (*West and Central African Department, Foreign Office*, London), 16 octobre 1968, intitulée *The Execution of Pierre Mulele*, 3 p.
 - e. Lettre d'E. V. Nelson à M. Peters (*West African Department*, 24 octobre 1968), intitulée *The Mulele Affair*, 1 p.
 - f. Lettre de J. R. Cotton au *Foreign Office*, 14 octobre 1968, 2 p.
 - g. Lettre de J. Cotton à W. Peters, 17 octobre 1968, intitulée *The Mulele Affair*, 2 p.
- Deux de ces documents (d et g) sont reproduits en annexe en pages 313 et suivantes.

Nous reproduisons ci-dessous la traduction d'un extrait d'un document manuscrit rédigé en anglais issu de ces Archives britanniques n° 72, d'octobre-novembre 1968 :

Des télégrammes U.S. dont nous avons fait mention, il apparaît que la « ligne » politique des Congolais était d'offrir une amnistie et sauf-conduit à Mulele. L'envoi de Bomboko à Brazzaville pour l'escorter à son retour au Congo n'était qu'une ruse et qu'ils avaient depuis toujours l'intention de le fusiller. Il apparaît qu'il n'y a pas de différence notoire entre les intentions de Bomboko et celles de Mobutu.

Code 18-75

Signature illisible

Épilogue. Mulele, l'impérialisme et la révolution

Pourquoi un tel acharnement sur un adversaire vaincu et, qui plus est, venait de se rendre³⁸⁰ ?

L'assassinat de Mulele ne peut se comprendre si on se limite aux seuls événements du Kwilu. Il s'inscrit dans le contexte persistant de la Guerre froide. Mulele, rappelons-le, avait été membre du gouvernement dirigé par Patrice Lumumba dont l'assassinat – pour qu'il puisse avoir lieu – avait impliqué divers pouvoirs, tant congolais qu'internationaux. La contestation armée du Kwilu, suivie peu après de la rébellion de l'est du Congo, a été vécue comme une répétition des événements de 1960. Et ce, d'autant que Mulele mettait clairement l'accent sur l'organisation populaire de sa révolte, et qu'il se prévalait de l'idéologie communiste.

Mulele a beaucoup écrit : lettres, ordres de missions, rapports, mais il n'a pas eu le temps d'écrire son journal ou ses mémoires ce qui aurait permis de mieux comprendre sa pensée et de faciliter sa diffusion. Il fut assassiné avant d'avoir pu y songer. C'est la tâche des historiens du Congo et de la révolution muleliste de combler cette lacune.

Citons en exergue les paroles prononcées par Mulele lorsqu'il était dans le maquis :

L'impérialisme qui nous opprime depuis cinq siècles est un monstre sans pitié et les traîtres noirs qui, tout au long de ces cinq siècles, se sont mis à son service, ont les mains toutes rouges du sang de leurs frères.

Le 9 juin 1963 Mulele et Bengila avaient, nous l'avons dit, publié à Brazzaville au nom du Parti solidaire africain un manifeste intitulé *Message*

³⁸⁰ Mulele eut une attitude totalement différente de celle de Lumumba et de Guevara, placés dans la même situation : ceux-ci ne s'avouèrent jamais vaincus, même après avoir été capturés.

du Parti solidaire africain au peuple congolais d'allure nettement révolutionnaire :

Le pays est tombé entre les mains d'une caste qui ne cherche qu'à s'enrichir d'une manière scandaleuse, rapide, révoltante, impitoyable au détriment des intérêts réels du peuple qui continue à mourir de faim et à être privé de ses droits essentiels. Il va de soi que nos frères réformistes et traîtres, qui servent d'intermédiaires aux compagnies et sociétés capitalistes et qui constituent directement ou indirectement le support d'une politique étrangère incompatible avec les intérêts nationaux, doivent subir les rigueurs de notre lutte d'affranchissement total, sous la direction d'un pouvoir populaire et démocratique. L'indépendance, si on la veut entière et totale, entraîne une lutte héroïque et implacable du colonisé parce que son acquisition implique un changement radical. La lutte sera dure et de longue haleine. C'est un leurre de croire que la décolonisation totale et réelle puisse se réaliser sans casse. L'histoire de l'humanité nous le prouve avec éloquence. Notre détermination dans la lutte nous donnera la victoire et celle-ci est inéluctable.

Ils y dénonçaient non seulement l'impérialisme et le capitalisme, mais également la corruption de la classe dirigeante congolaise et sa collusion avec les étrangers.

Nous avons employé tantôt le mot « rébellion », tantôt celui de « révolution » pour désigner le mouvement déclenché par Mulele. Il est évident que les objectifs de Mulele étaient révolutionnaires et qu'il a adopté dès le début dans la mesure de ses possibilités une stratégie et des moyens révolutionnaires. Il est également évident que Mulele a échoué et que son échec est en partie dû à son incapacité à transformer une insurrection populaire quasi spontanée en mouvement révolutionnaire organisé. C'est en tenant compte de cette distinction que nous avons eu recours à l'un et l'autre terme.

Remarques finales

Ces « remarques finales » ne constituent pas un dernier chapitre des conclusions qui en serait un résumé. Elles sont pour ainsi dire le contraire.

Elles ont été rédigées au cours des événements, des rencontres et des échanges qui ont jalonné la période qui fait l'objet de tout cet ouvrage, c'est-à-dire la période de la rébellion active. Elles en sont le « journal de bord » avec ce que cela comporte de réflexions sur le vécu quotidien et l'essai de la comprendre et de la situer dans le contexte plus vaste de l'histoire. C'est ce qui en fait l'intérêt et les limites.

Pour l'auteur, le « journal de bord » est à la fois une tentative de comprendre l'histoire qu'il vit et d'en transmettre aux autres les leçons. Cela en souligne l'intérêt, mais aussi ses limites.

Caractéristiques particulières de la rébellion au Kwilu

1° Le rôle de Mulele dans la rébellion se rapproche de l'image d'un leader charismatique. Il est non seulement le chef suprême incontesté, revêtu de toutes les qualités et de tous les pouvoirs, mais il détient également la source d'une puissance magique qu'il peut transférer à ses disciples. Il incarne le salut de la communauté. Celui qui se détache de lui ou refuse de lui obéir, trahit toute la communauté et doit périr. Ni Olenga, ni Soumialot, ni Gbenye qui dirigèrent à la même période les rébellions de l'Est ne purent jamais se prévaloir du même cumul de pouvoirs.

2° La rébellion du Kwilu fut, si on la compare à celles de l'Est, étonnamment silencieuse : ni proclamation, ni programme, ni presse, ni indiscretion même, ne vinrent en préciser les contours idéologiques et les intentions ; seules quelques notes, trouvées accidentellement dans les camps des partisans, ont permis d'esquisser une interprétation. Cette discipline du silence, à laquelle se sont finalement astreints les autres maquis rebelles du Congo, pourrait être l'indice d'une stratégie révolutionnaire beaucoup plus consciente, plus préparée, et sans doute plus radicale dans le chef de Mulele.

3° La rébellion du Kwilu conserva, volontairement ou non, le caractère rural qu'elle avait au début. Aucune ville importante ne fut conquise. L'organisation du maquis demeura parallèle à celle des villages, dont les habitants furent étroitement associés au mouvement rebelle. Les bases des partisans demeurèrent dispersées dans les forêts. Le style et le langage de la rébellion furent toujours ceux d'une révolution de paysans.

4° Dès 1964, la rébellion muleliste ne cacha pas son intention de faire partir tous les Européens, missionnaires et civils, du pays. Cette attitude affirmée, qui tranche sur les déclarations opportunistes des chefs rebelles de l'Est, ne paraissait pas fondée sur une incompatibilité raciale, mais plutôt sur la volonté d'instaurer un régime complètement nouveau, distinct de tout ce que l'Occident aurait pu réaliser.

5° Mulele ne semble jamais avoir manifesté l'intention de faire appel aux autres dirigeants du PSA/Gizenga demeurés à Brazzaville. Jamais non plus il ne tenta de former un gouvernement provisoire avec d'autres militants de l'opposition. Aucun des documents rebelles trouvés au Kwilu en 1964 ne mentionne le CNL.

6° La différence fondamentale entre la rébellion du Kwilu et celles de l'est du pays réside dans son radicalisme révolutionnaire. Toutes les caractéristiques mentionnées plus haut tendent à souligner le fait que les

dirigeants mulelistes du Kwilu entendaient détruire les bases mêmes de l'organisation sociale, économique et politique existante et reconstruire une société nouvelle. C'est sans doute le seul cas au Congo où le terme *révolution* aurait pu être correctement utilisé à la place de *rébellion*.

7° Outre qu'elle procédait d'une idéologie révolutionnaire radicale, l'action de Mulele apparaît également comme une révolte contre des coutumes mbunda qu'il n'acceptait pas. Mulele, adolescent, avait appris de sa mère, au milieu des années 1940, qu'il était l'« esclave » de son père, comme le veut la tradition mbunda. Dans certains clans mbunda, en effet, chaque enfant mâle se voit désigner à la naissance un maître temporel qui possède sur lui tous les pouvoirs, y compris celui de décider de sa mort³⁸¹. Choqué par cette révélation, Mulele était allé trouver le père belge catholique Robert Delhaze pour lui demander s'il ne devait pas « faire la révolution » pour échapper à cette situation qui faisait de son père également son maître. Plutôt que la révolution, le père Delhaze lui avait proposé de s'appuyer sur les Blancs afin d'acquérir « la civilisation » qui lui permettrait de se distancier des Noirs et d'échapper à leurs « coutumes ». « *Donne le temps au temps* », lui avait-il conseillé. Mulele lui avait répondu qu'il « *allait voir* ». « *À mon grand déplaisir*, dit le père, *Pierre a fait par après la révolution* ». Il découvrit en effet assez vite que la voie que lui proposait le missionnaire, celle de son assimilation au modèle colonial, était avilissante. La révolution initiée par Mulele au Kwilu apparaît ainsi au Congo comme un nouveau mode de contestation politique. Si d'une part, elle se revendique d'une idéologie révolutionnaire radicale, elle trouve aussi son origine dans une réaction à des contradictions locales. D'autre part, l'action de Mulele apparaît également comme une opposition à un pouvoir local qui s'est rangé du côté de l'ordre démocratique moderne pour contrer le soutien populaire dont bénéficiait son mouvement au départ.

Ainsi l'action de Mulele, si elle est bien le produit de son temps (une époque marquée par la Guerre froide), ne peut être réduite uniquement à une guerre coloniale dont l'objectif aurait été la conquête de l'indépendance. Par ailleurs, elle n'est pas la propriété de son initiateur, bien que celui-ci en reste le leader incontesté. Certains analystes pourraient être tentés de comparer Mulele aux seigneurs des nouvelles guerres africaines. Mais Mulele n'a à aucun moment recherché un enrichissement personnel. De plus, il a payé de sa vie. La signification de son action dépasse les personnes et les populations du Kwilu. Inscrit dans un contexte local qu'il va dépasser, ce mouvement ne peut être circonscrit à un seul des modèles de conflits armés que connaissent le

³⁸¹ Awak Ayom confirme l'existence, encore aujourd'hui, de liens d'esclavage entre personnes chez les Mbunda. « *La société mbuun est plein d'esclaves* », déclare-t-il. « *Mais ici, l'esclave peut devenir chef de clan !* »

Congo/Zaïre postcolonial et l'Afrique subsaharienne. Il comporte différents traits qui le relie à plusieurs types de conflits à la fois.

8° D'autres traits particuliers à la rébellion du Kwilu peuvent encore être soulevés : la place importante que les femmes occupèrent dans la rébellion, la disparition du parti politique en tant qu'organisation distincte de celle des partisans, la formation militaire axée immédiatement sur la guerre de guérilla, la simplicité du rituel magique, la création des commissaires politiques pour surveiller les partisans, etc.

Caractéristiques communes avec les rébellions de l'Est

1° Le noyau de l'armée rebelle est formé par la jeunesse. Au Kwilu, toutefois, les enfants ne participent pas aux opérations militaires et ne sont pas enrôlés dans les unités de partisans combattants.

2° L'armement des partisans est fort rudimentaire. Les armes traditionnelles en constituent l'essentiel. Ce n'est qu'après les premières victoires militaires et les conquêtes des armes de l'ennemi que les armes à feu perfectionnées seront utilisées.

3° Tous les partisans ont recours à l'immunité magique. Ils se livrent, pendant les premières semaines, sous l'influence des croyances magiques et du chanvre, à des assauts-suicides.

4° Il est fait un usage systématique de la terreur. La peine de mort est appliquée fréquemment et avec une cruauté destinée à prévenir toute velléité d'opposition et à maintenir la cohésion de toute la population.

5° L'adhésion des populations à la rébellion se fait par l'intermédiaire de la solidarité ethnique et clanique. Les frontières de la zone rebelle tendent à coïncider avec celles des deux principales ethnies concernées : les Mbunda et les Pende.

Sans être tribaliste dans ses objectifs, la rébellion semble avoir été finalement contrainte de se replier après les conflits entre Pende et Mbunda sur des bases tribales de plus en plus restreintes. C'est effectivement dans les secteurs de Lukamba et de Yassa-Lukwa que la résistance muleliste persista le plus longtemps. Notons cependant qu'à partir de la période électorale de 1965, la population de ces secteurs collabora assidûment à la réduction de cette résistance. Et à la fin du maquis, c'est chez les Ngoli que Mulele sera contraint de trouver refuge pendant plusieurs mois, parce qu'il craignait, entre autres, la trahison des Mbunda et des habitants de Mulembe, son village d'origine, d'où pourtant était partie son action.

6° Les conditions de vie trop précaires des partisans n'encourageaient pas une action trop longue. La rébellion s'effrita de l'intérieur suite aux

contradictions de ses principes mais surtout à cause des dures réalités du terrain. Même Mulele finit par décrocher et Kafungu fut pris dans sa cachette, sans combattre.

En conclusion, il est exagéré d'attribuer à toute la population du Kwilu la plupart des caractéristiques de la « rébellion muléliste », son radicalisme totalitaire, sa violence contre ses adversaires, l'homogénéité de la participation initiale. Sans doute y a-t-il eu au début un mélange étonnant d'une insurrection populaire et d'une révolution de la société, tant culturelle que militaire et sociale. Cela expliquerait à la fois les étonnants succès du début de la révolution et la défaite finale totale.

Il y eut une évolution des comportements et de la participation populaire dont les causes ont été analysées dans les derniers chapitres. La révolution a été vaincue à la fois par la détérioration de la situation tant militaire que sociale face à un ennemi de plus en plus organisé, par les divisions internes des partisans et par les erreurs de ses chefs.

CHRONOLOGIE DE LA RÉBELLION AU KWILU³⁸²

1962

- Janvier Gizenga est démis de ses fonctions et arrêté à Stanleyville avec Mukulubundu et huit autres officiers lumumbistes. Gizenga est déporté à l'île de Bula Bemba.
- Février Mulele est déchu de son mandat de député. À Kikwit, des politiciens gizengistes sont arrêtés.
- Mars Mulele (qui a quitté le Congo en août 1961) et Bengila quittent Le Caire pour la Chine.
- 14 août Création de la province du Kwilu.
- 5 septembre Formation du gouvernement provincial présidé par N. Leta.
- 30 septembre Installation officielle des institutions provinciales. Arrestation à Kikwit des chefs coutumiers et des chefs de secteur du territoire d'Idiofa.
- 1^{er} décembre Les notables d'Idiofa publient une lettre dans laquelle ils se plaignent du sort réservé aux Mbunda. « *La mèche brûle au Kwilu... le bouc émissaire est évidemment le paisible Mumbunda, tribu très importante du Kwilu* » (*Présence congolaise*, 1^{er} décembre 1962).
- 14 décembre La Chambre approuve le rétablissement de Mulele dans son mandat de député.

1963

- Début janvier Grève des coupeurs de fruits palmistes des plantations Lever et arrestation des grévistes.
- 20 janvier Élections communales à Kikwit et victoire de la tendance Kamitatu.
- 15 février Déclaration alarmiste de Leta concernant la situation explosive à Kikwit.
- 27 février Le bureau de l'Assemblée provinciale confirme la mise en résidence surveillée du vice-président du PSA, M. Katshunga.
- Mars Ouverture d'un bureau du PSA/Gizenga à Kikwit par Katshunga et création par lui de « jeunesses politiques ».
- 16 mars Le ministre de la Défense nationale, J. Anany et Leta se rendent à Gungu.

³⁸² Cette chronologie a été réalisée à partir de la chronologie publiée dans *Rébellions*, tome I, et de celle réalisée par B. Verhaegen dans l'ouvrage de C. Coquery-Vidrovitch, A. Forest et H. Weiss, *Rébellion-révolution au Zaïre. 1963-1965*, tome I, L'Harmattan, 1987, pp. 120-134.

Fin mars	Bengila quitte la Chine et rentre à Léopoldville, précédant Mulele de quatre mois.
1 ^{er} avril	Reconduction du bureau de l'Assemblée provinciale par acclamation, ce qui confirme la prééminence du PSA/Kamitatu.
2 avril	À Léopoldville, le PSA/Gizenga adopte un programme nationaliste réformiste.
5 avril	Édit sur l'organisation des préfectures et de leurs subdivisions marquant une étape dans la réorganisation territoriale de la province en faveur du PSA/Kamitatu.
12 avril	Tensions au sein de l'Assemblée provinciale à propos du renouvellement du bureau.
22 avril	Adoption à l'unanimité par l'Assemblée provinciale réunie en séance extraordinaire d'une résolution priant le Premier ministre Adoula de libérer A. Gizenga.
26 avril	L'Assemblée provinciale vote sa constitution. La Chambre intervient auprès d'Adoula en faveur de la libération de Gizenga.
30 avril	Le premier vice-président de l'Assemblée provinciale du Kwilu, Kakulu, arrive à Léopoldville pour demander la libération de Gizenga.
3 mai	Mutinerie de 2000 policiers à Léopoldville. Les policiers du Kwilu seront refoulés dans leur région d'origine où ils rejoindront les rangs gizengistes.
9 mai	Menace de grève des enseignants de Kikwit par solidarité avec les autres provinces.
13 mai	Le secrétaire d'État à l'Intérieur, Lunyansi, rentre à Léopoldville, venant du Kwango où il a pris des mesures en vue de la pacification de la région de Kobo, Pelende et Kolokoso. L'Assemblée provinciale approuve la création de la préfecture de la Kamtsha-Loange, mesure qui sera interprétée par les Mbunda comme la volonté de les diviser et de les affaiblir.
26 mai au 3 juin	À Kikwit, congrès de l'Abazi (alliance des Bayanzi), qui devient le PRA, afin de s'ouvrir à tous les ressortissants du Kwilu. Le PSA/Gizenga y voit une menace de division de sa clientèle électorale. Évasion de centaines de détenus de la prison de Kikwit. Couvre-feu en ville.
3 au 8 juin	Congrès provincial du PSA à Kikwit présidé par Kamitatu. Gungu, Idiofa et Banningville n'y participent pas, ayant répondu au <i>boycott</i> demandé par Katshunga, en l'absence de Gizenga. Kamitatu est réélu président provincial du PSA et Gizenga reconnu comme président général.

4 juin	Signature de l'édit créant la préfecture de Kamtsha-Loange et les communes de Gungu, Idiofa et Mangai.
9 juin	À Léopoldville, Bengila, Yumbu et Mukwidi publient le premier manifeste révolutionnaire sous la forme d'un message du PSA.
3 juillet	Retour clandestin à Léopoldville de Mulele.
21 juillet	Mulele réapparaît officiellement à Léopoldville.
25 juillet	Le gouvernement du Kwilu suspend les activités des partis politiques, supprime toutes les associations ethniques et proclame une trêve politique de trois mois au Kwilu.
Mois d'août	Arrivée de Mulele au Kwilu. Tournées d'inspection de Leta et du ministre de l'Intérieur Lukoky.
Début septembre	Mulele organise un maquis aux environs de Lukamba.
3 septembre	Conseil des ministres du Kwilu pour envisager les mesures contre Mulele.
4 septembre	Le bourgmestre de Kikwit instaure le couvre-feu de 18 h à 6 h.
7 septembre	Arrestation de 32 partisans mulelistes détenteurs d'un « ordre de mission des partisans ».
20 septembre	Dans un communiqué, Kamitatu annonce qu'une opération de police au Kwilu a permis de découvrir 2 camps d'entraînement, mais dont les membres se sont dispersés avant l'arrivée de la police. Arrestation de Katshunga sur ordre de Leta.
23 septembre	Mungul Diaka révoque Mulele du PSA, condamne le CNL et alerte l'opinion sur le danger au Kwilu.
27 septembre	À Léopoldville 2000 manifestants contre le gouvernement. 300 arrestations ont lieu.
29 septembre	Le Parlement national est mis en congé. Les députés Yumbu, Massena et Bocheley sont incarcérés.
30 septembre au 3 octobre	L'assemblée extraordinaire des partis nationalistes (dont le PSA/Gizenga et le MNC/L) crée le CNL (conseil national de libération) à Léopoldville.
12 octobre	Grève des enseignants au Kwilu.
19 octobre	État d'exception à Léopoldville.
22 octobre	À Léopoldville, arrêté suspendant les activités des partis composant le CNL, dont le PSA/Gizenga et leurs « jeunesses ». Grève des fonctionnaires.
25 octobre	L'Assemblée provinciale du Kwilu vote une prime de 500 000 F à celui qui arrêtera Mulele.

- 30 octobre Motion de censure de l'Assemblée provinciale contre les 2 ministres gizengistes Mungul Diaka et Shiffele. Deuxième attaque de l'ANC contre le camp de la Direction générale de Mulele. 3 partisans sont tués.
- 3 novembre Mungul Diaka et Shiffele sont démis de leurs fonctions ministérielles.
- 2 décembre Le conseil extraordinaire des ministres du Kwilu étudie les mesures à prendre contre « les milices privées » de Mulele.
- 7 décembre Un chef de groupement est tué par les mulelistes, des immeubles sont incendiés, des ponts détruits dans la préfecture d'Idiofa.
- 8 au 18 décembre Leta se rend en tournée à Gungu afin d'exhorter la population pende à ne pas suivre les mulelistes d'Idiofa.
- 19 décembre Le général Mobutu se rend à Kikwit avec le colonel Bosango et les colonels belges Marlière et Noël afin d'examiner la situation militaire.
- 29 décembre 2 cocktails Molotov au séminaire de Laba. Il n'y a pas de dégâts.

1964

- 1^{er} janvier Attentat au cocktail Molotov à l'école technique agricole de l'INEAC à Kiyaka. Les 5 professeurs européens sont évacués avec leurs familles vers Kikwit. Un policier est tué. C'est Kafungu qui mène l'attaque.
- 3 janvier Assassinat de deux policiers envoyés en mission d'information à Kiyaka. Deux autres policiers sont tués dans la région de Kilembe, en secteur Lukamba (territoire de Gungu), village d'origine de Mulele.
- 5 janvier Un planteur de la station INEAC de Kiyaka est assassiné.
- 6 janvier Attaque du secteur de Mungindu : trois bâtiments sont incendiés. Leta retourne à Gungu et destitue le préfet et le sous-préfet et libère tous les prisonniers.
- 7 janvier Cocktails Molotov à la mission de Laba chez le directeur congolais.
- 8 janvier Pillage de l'huilerie portugaise de Lutshima/Madail et incendie de 9 véhicules et de bâtiments administratifs.
- 10 janvier Kamitatu regagne Léopoldville après une tournée de dix jours au Kwilu. Assassinat des parents du secrétaire général de l'Assemblée provinciale, Mulengamungu, et des parents de Mungulu.
- 11 janvier Le gouvernement du Kwilu prend un arrêté accordant une somme de 250 000 F à 4 policiers et un inconnu du village

- Iwungo-Matendi pour les récompenser d'avoir fourni des renseignements sur Mulele.
- 12 janvier Les premiers renforts militaires et Anany, le ministre de la Défense, arrivent à Kikwit.
- 15 janvier Des villages de la région de Mukoso en zone pende du Kwango sont envahis par les mulelistes.
- 18 janvier Kasa-Vubu décrète l'état d'exception au Kwilu et nomme le commissaire extraordinaire Milton et son adjoint Ekamba. Leta impose le couvre-feu dans les préfectures de Gungu et d'Idiofa.
- 19 janvier Évacuation préventive vers Idiofa de la mission de Banda où 3 jours auparavant la police avait réquisitionné le véhicule pour une expédition punitive contre les « jeunesses ». Incendie du secteur de Mukoso près de la mission de Kisandji ; exécution du chef de secteur et de plusieurs fonctionnaires.
- 20 janvier L'ANC occupe les points stratégiques entre la province de l'Unité Kasaienne et le Kwilu. Mot d'ordre de grève générale au Kwilu lancé par les mulelistes. Avis placardé : « Tous ceux qui travaillent avec les Blancs partiront avec les Blancs ».
- 21 janvier L'état d'urgence au Kwilu. Incendie et attaque de plusieurs secteurs en région pende. Les agents de l'Administration quittent le poste de Kilembe emmenant 4 mulelistes arrêtés.
- 22 janvier Assassinat du préfet de Mangai, Ambroise Bwanga, d'un comptable et de 2 policiers sur la route de Kikwit à Idiofa.
- 22-23 janvier Attaque de la mission de Kilembe : trois missionnaires sont massacrés ; la mission est incendiée.
- 23 janvier Destruction de bacs et de ponts. Incendie d'usines et de bâtiments administratifs. Occupation de plusieurs missions par les « jeunesses ». Les usines, élevages et plantations des préfectures de Gungu et Idiofa sont détruits ou évacués, sauf quelques exceptions. La mission protestante de Kandale est incendiée. La plupart des centres administratifs de la préfecture de Gungu sont détruits et les policiers tués ou en fuite.
- 24 janvier Les hélicoptères de l'ONU interviennent pour évacuer les 7 missionnaires américains protestants de Kandale et Mukedi et des avions de l'ONU évacuent les Européens. Leta ordonne l'évacuation des missions de l'intérieur. À Mangungu, Irène Ferell, une missionnaire américaine, est assassinée. Les missions de Belo, Intshwem, Lashim, Ngoso, Matshi sont encerclées et inaccessibles d'Idiofa. Ponts et bacs sont détruits dans toute la préfecture d'Idiofa. À Idiofa, des mesures sont prises pour l'évacuation de la population européenne par avion vers Kikwit.

- 25-26 janvier Attaques répétées d'Idiofa. Premier grave échec des mulelistes qui subissent de lourdes pertes. Toutes les routes d'Idiofa sont coupées ou couvertes de barrages. Les bacs sont coulés, les ponts détruits ou aux mains des mulelistes. Les territoires de Gungu et Idiofa sont coupés du reste du Kwilu. Les bâtiments de la préfecture d'Idiofa et une partie de la ville sont aux mains des « jeunesses ». L'ANC tient l'aérodrome.
- 26 janvier Le préfet et le commissaire de police quittent Idiofa. Les mulelistes entrent en action au Kwango et au Kasai en direction de Kahemba et Tshikapa. 2 missionnaires et assistants laïcs arrivent à Bruxelles venant du Kwilu.
- 27 janvier Les derniers missionnaires évacuent Idiofa. Au Kwango, la situation est critique pour les missions de Kisandji et Kahemba, situées en zone pendue.
- 30 janvier Idiofa est attaquée une nouvelle fois sans succès par les partisans dans la nuit du 30 au 31/1. Deux avions Harvard de l'ANC, pilotés par des Cubains anti-castristes, interviennent et jettent des grenades sur les assaillants. Toutes les missions du diocèse d'Idiofa sont évacuées, à l'exception de celles situées dans le territoire de Port-Francqui et de celle du nord du territoire d'Idiofa.
- 31 janvier À Gungu, l'ANC repousse une nouvelle fois une attaque des mulelistes qui perdent beaucoup d'hommes. L'ONU continue ses opérations d'évacuation de missionnaires et civils européens. Évacuation des missions de Lachim, de Ngoso, de Kisandji et de Kahemba ainsi que de l'abbaye trappiste de Kasanza.
- 1^{er} février Le gouvernement Adoula obtient l'appui des forces de l'ONU dans la lutte contre les mulelistes sur deux points : assistance logistique et reconnaissance aérienne. 300 para-commandos ont quitté Élisabethville pour renforcer l'ANC au Kwilu. L'ONU continue à évacuer les Européens. L'ANC repousse une 4^e attaque muleliste à Idiofa. Attaque d'un village à 35 km de Kikwit.
- 2 février La garnison de Gungu est assiégée par les partisans de Mulele qui attaquent en masse, mais sans succès.
- 3 février Un groupe de mulelistes tente d'entrer dans la province de l'Unité Kasaienne et d'autres sont signalés à Yuki sur la rive droite du Kasai et en direction d'Oshwe.
- 4 février À Leveville, une partie des Européens évacue la plantation de la compagnie Unilever, au nord-est de Kikwit.

-
- 5 février Le colonel Ebeya et le sergent Kamingabi sont tués dans une embuscade près de Gungu. Les partisans de Mulele ont détruit les balises sur le fleuve Kasai sur une longueur de 40 km entre Dibaya et Brabanta.
- 7 février Attaque massive des mulelistes contre l'ANC à Gungu qui échoue avec des pertes importantes. Le bilan total des pertes de l'ANC s'élève à cette date à 8 tués. Du côté rebelle, plus de mille mulelistes auraient été tués lors des attaques d'Idiofa et Gungu. Des avions pilotés par des Cubains attaquent systématiquement les concentrations mulelistes.
- 16 février La famine commence à menacer les habitants du Kwilu, principalement ceux des environs de Kikwit. Des villages des environs de Gungu se mettraient sous la protection de l'ANC pour être hébergés et nourris. Publication du rapport du PSA/Kamitatu sur le mulelisme.
- 20 février Les mulelistes étendent leur action en direction du Kasai, dans la province de l'Unité Kasaienne, vers le lac Léopold II et vers le Kwango.
- 21 février Attaque massive des mulelistes sur Gungu. Pertes très lourdes du côté des assaillants. Aucune perte du côté de l'ANC.
- 24 février Attaque du collège de Makungika. Deux professeurs européens tués après la débandade des policiers chargés de la défense de l'école.
- Fin février L'ANC reprend l'offensive et pratique la politique de la terre brûlée. Les villages de la zone contrôlée par les mulelistes sont incendiés, les récoltes sont détruites et les adultes sont tués ou emprisonnés.
- Début mars Les villageois commencent à abandonner les villages et à se réfugier en forêt, sous la protection des mulelistes.
Début de la pacification entreprise par le commissaire général extraordinaire Milton.
- 7 mars Attaque par les mulelistes de la mission du Sacré-Cœur de Kikwit. Deux religieuses sont blessées et 7 assaillants tués.
- 8 mars Réunion à Kikwit sous la présidence d'Albert Milton, commissaire général extraordinaire pour le Kwilu. Il est décidé de nommer de nouveaux préfets dans les préfectures d'Idiofa, Gungu et de Kamtsha-Loange, originaires de ces régions.
- 12 mars Des soldats du 20^e bataillon de l'ANC vont remplacer tous les policiers de la province du Kwilu.
- 26 avril Depuis le 20 avril, six mulelistes ont été arrêtés par la gendarmerie de la province de la Cuvette Centrale.

Mai	Bengila, le chef d'état-major général, est condamné à se retirer dans son village pendant 6 mois pour avoir mis enceinte une jeune fille. Il est remplacé par Kafungu.
17 mai	Deux compagnies de l'ANC sont encerclées au Kwilu (au sud de Gungu). Idiofa a été de nouveau attaquée et une centaine de maisons incendiées. Trois ponts reliant Idiofa à Kikwit ont été détruits pour la deuxième fois.
23 mai	Milton, commissaire extraordinaire, procède à l'installation de la cour martiale à Kikwit, présidée par le colonel Tshiniamba.
Juillet	Plusieurs chefs de groupement de la région rebelle écrivent aux partisans demeurés dans le maquis pour leur demander de rejoindre le camp gouvernemental.
15 juillet	Un avion se rend à Moanda pour ramener Gizenga à Léopoldville. Il est libéré.
20 juillet	Arrêté du commissaire extraordinaire modifiant le couvre-feu à Kikwit, instauré de 22 h à 5 h.
31 juillet	À Kikwit, une attaque est repoussée par l'ANC.
20 septembre	Attaque par les soldats de l'ANC du camp de Kwanga, « Léopoldville Sukisa », abritant la Direction générale, installée à une trentaine de km de Kikwit.
15 octobre	Un nouveau camp, « Léo grand place Lumumba » est reconstitué près du lac Matshi.
Novembre	Scission de la Direction générale en deux groupes : « Léo-Yita » et « Léo-Landa ». Retour de Bengila.
1965	
Janvier	Début du conflit Kandaka-Mulele. Kandaka se réfugie dans sa région.
22 mars	La Direction générale attaque Kandaka.
Juin	Le camp de Mulele est attaqué par l'ANC. Les partisans se dispersent.
1966	
19 mars	Une nouvelle attaque de l'ANC disperse la Direction générale de Kifusa. Kafungu s'échappe en direction de Kilembe d'où il opérera désormais.
1 ^{er} avril	L'état d'urgence est levé au Kwilu et dans la Cuvette Centrale. Quelques jours plus tard la province du Kwilu est intégrée à celle du Bandundu.
Mars à décembre	Mulele se réfugie aux alentours d'Iseme, Eyene et Mayili.

1967

- Janvier à septembre Mulele vit dans les environs de Mayili en zone ndinga.
- 5 novembre Une attaque met définitivement fin au camp de Mulele.

1968

- 13 septembre Mulele arrive à Brazzaville au terme d'un voyage en pirogue entamé le 2 septembre. Il est aussitôt placé en résidence surveillée au camp de la milice, tout en ayant des contacts avec les autorités de ce pays qui le poussent à rentrer à Kinshasa.
- 27 septembre Mulele rencontre certains partisans. Il se serait laissé convaincre de demander l'asile politique à l'ambassade de Cuba le 29 septembre, mais le chargé d'affaires cubain estime qu'il peut regagner sans danger Kinshasa.
- 29 septembre Escorté par Justin Bomboko, Mulele regagne Kinshasa.
- 2 octobre Mulele est emmené au camp Kokolo où il est emprisonné. Il y retrouve Th. Bengila.
- 3 octobre Mulele et Bengila sont exécutés à Kinshasa.

DOCUMENTS

Les documents reproduits en annexe proviennent de trois sources différentes :

- les documents 1, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 sont les documents qui figuraient en annexe de l'ouvrage de Benoît Verhaegen, *Rébellions au Congo*, tome I (pp. 144-172), publié par le CRISP en 1966 ;
- les documents 2, 3 et 12 proviennent des Archives de la rébellion du Kwilu conservées à la Section d'Histoire du temps présent du Musée royal de l'Afrique centrale ;
- les documents 13a et 13b proviennent des Archives nationales britanniques. Ils sont reproduits avec leur autorisation.

1. Cléophas Kamitatu, ministre du Plan et du Développement industriel, *La Vérité sur le maquis Mulele*, Léopoldville, 29 janvier 1964 ;
2. Rapport de mission et P.V. de constat sur la présence des milices privées dans le groupement Nkata en secteur Imbongo - préfecture de Bulungu rédigé par Ignace Lukoky, ministre provincial de l'Intérieur, 7 septembre 1963 ;
3. Rapport de mission et P.V. de constat sur la présence des milices privées dans la C.I./Lukamba - préfecture de Gungu, rédigé par Joseph Kikolo, préfet de Gungu, septembre 1963 ;
4. Ordre de mission des partisans (traduction) ;
5. Décision de M. Diaka portant suspension de M. Mulele comme membre du PSA, 23 septembre 1963 ;
6. Ordonnance n° 8 du 18 janvier 1964 instituant l'état d'exception dans la province du Kwilu ;
7. Témoignage sur la mission de Kilembe, septembre 1965 ;
8. Lettre de l'abbé Placide Tara à un ami de Léopoldville, avril 1964 ;
9. Instructions du haut commandement de l'armée populaire de libération de Chine à l'occasion d'une nouvelle proclamation des trois grandes règles de discipline et des huit recommandations, 10 octobre 1947. Extrait des *Écrits militaires de Mao Tsé-toung*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1964, pp. 389-390 ;
10. Leçons politiques ;
11. Lettres et tracts du maquis muleliste (en abrégé), mars-avril 1965 ;
12. Lettre de Kandaka à Mulele, commandant en chef ;

13. Archives britanniques :

- a. Lettre de J. R. Cotton (ambassade britannique à Kinshasa) à W. Peters (*Central African Department, Foreign & Commonwealth Office*, London), 17 octobre 1968 intitulée *The Mulele Affair* ;
- b. Lettre de J. R. Cotton (ambassade britannique à Kinshasa) à W. Wilson (*West and Central African Department, Foreign Office*, London), 10 octobre 1968, intitulée *The Execution of Pierre Mulele*.

1. La vérité sur le maquis Mulele

(Cl. Kamitatu, ministre du Plan et du Développement industriel, Léopoldville, 29 janvier 1964.)

Depuis le mois de septembre 1963, la province du Kwilu connaît l'existence d'un maquis organisé par le sieur Mulele Pierre, député national, ex-secrétaire général du Parti solidaire africain.

Le maquis qui connaît aujourd'hui la phase la plus sanguinaire depuis ses débuts, s'étend sur l'ensemble des territoires d'Idiofa et de Gungu. Il a affecté, dans ses débuts, le secteur Imbongo en territoire de Kikwit.

Dans le présent document, nous voulons faire une analyse rapide sur les objectifs du maquis, son champ d'extension, sa nature, ses moyens d'action, ses rapports avec les forces étrangères.

Dans une dernière partie, nous indiquerons les efforts réalisés par les pouvoirs locaux pour mater cette activité de Mulele ainsi que les recours introduits auprès des instances nationales depuis le mois de septembre 1963 en vue d'apporter un renfort pour mater dans ses débuts l'organisation sanguinaire de Mulele.

Avant de procéder à cette analyse, il y aurait lieu de décrire quelque peu l'auteur de ce maquis.

Mulele Pierre, député national, ex-secrétaire général du Parti solidaire africain, est connu depuis sa jeunesse pour son extrémisme et son athéisme. Déjà en 4^e moderne à Kinzambi, alors qu'il n'avait que 15 ans, Mulele voulut convaincre ses condisciples que le mystère d'une vierge qui donne naissance à un homme-Dieu était de la blague et qu'il fallait ne pas y croire. Il affirma avec une telle conviction que mis devant le dilemme d'y croire ou de s'en aller, il préféra s'en aller de l'établissement où il se trouvait et où il était entré dans l'intention de se faire frère enseignant.

Dans la suite, après ses études moyennes, il entre à l'armée où il étudie comment on pouvait organiser une mutinerie. Ayant eu vent de ses intentions, on décide de l'arrêter. Il apprend la nouvelle et déserte l'armée.

Après une longue aventure, il atteint Léopoldville où il réussit à se faire engager comme commis au gouvernement général de l'époque.

Dès 1956, Mulele entretient d'excellentes relations avec le consul tchèque à Léopoldville, monsieur Virius, qui le forme à une certaine discipline communiste.

À la formation du Parti solidaire africain, Mulele, qui cherche à faire adopter la doctrine communiste par le Parti, se voit heurté à l'opposition des dirigeants PSA de Kikwit, qui se refusent à verser le Parti dans un corps communiste. D'où, dès le début, certaines tendances contradictoires au sein du Parti solidaire africain.

Homme décidé, il ne se décourage pas et réussit à gagner à sa cause Gizenga, qui, ne s'étant jamais ouvert aux réalités politiques, le couvre de son autorité de président général.

Mulele dissimulera encore sa propension communiste aussi longtemps que la situation politique au Congo ne lui permettra pas d'agir.

En novembre 1959, Mulele effectue un voyage en Guinée, en compagnie de messieurs Kingotolo et Kinkie. Il y rencontre la maudite madame Blouin, agent du

communisme international, à l'école de laquelle il se place malgré l'opposition formelle de ses deux collègues.

Ils se compénètrent tellement bien qu'il décide de la faire venir au Congo avec le seul accord de Gizenga, qui lui-même, ayant effectué un voyage en Union Soviétique, rentre au pays, décidé à y instaurer le régime dès le 30 juin 1960.

On connaît l'action de madame Blouin sur Mulele et Gizenga.

Navré par cette action, nous engageons des démarches auprès des autorités de l'époque et nous réussissons à la faire expulser. On se souviendra aussi que dès la proclamation de l'indépendance, Gizenga et Mulele, alors respectivement vice-Premier ministre et ministre de l'Éducation, font revenir aussitôt madame Blouin et la placent au cabinet de feu Lumumba.

Lors du voyage de monsieur Lumumba à New York, monsieur Mulele considère que Lumumba tient trop compte de l'opinion des Belges et autres Occidentaux et qu'il y a lieu de prendre le pouvoir. Il incite Gizenga à réaliser un coup de force et à se proclamer Premier ministre avec l'appui des communistes pour introduire le régime communiste au Congo. Cette tentative échoue.

À la révocation du gouvernement de feu Lumumba, Mulele réussit à rejoindre Stanleyville d'où il se dirige vers la RAU et ensuite vers les pays de l'Est et enfin il s'installe pour de longs mois en Chine communiste.

On ne peut plus s'interroger sur ses activités dans ces pays lorsque l'on considère les résultats que son action a atteints en ce moment.

Deux ans de séjour dans des pays qui ont acquis une longue expérience du maquis, deux ans de formation assidue lui permettent maintenant de mener beau jeu dans les savanes boisées de Gungu et d'Idiofa.

Extrémiste de nature, formé à l'école de dictature communiste, Mulele n'a débuté son action que dans le but certain de prendre le pouvoir, non pas au Kwilu, mais à Léopoldville en vue d'imposer le régime communiste au Congo.

Voilà le petit homme svelte, décidé à conquérir le pouvoir et qui, acquis aux enseignements communistes chinois, n'a pas hésité à organiser un maquis dans les régions d'où il est originaire pour créer la panique, le vide, la désorganisation et fort d'un appui populaire forcé, s'étendre dans les autres régions du Congo.

Après avoir décrit l'homme, analysons à présent son action.

Nature du maquis

Lorsqu'au mois de septembre, on rapporta les premiers bruits sur une organisation secrète de Mulele, il s'agissait des camps d'entraînement. Tous les milieux congolais se sont étonnés d'apprendre qu'un homme, qui avait quitté le Congo depuis 2 ans, ait pu regagner le pays inaperçu et ait réussi à se rendre dans sa région d'origine pour y commencer un mouvement de subversion. Il est bon de faire savoir que Mulele est rentré dans le pays jouissant de complicités certaines : des Affaires étrangères, du président de la Chambre des représentants qui lui délivra une attestation le 23 juillet 1963 pour circuler librement dans le pays. Nous ignorons quelle a été, hélas ! l'action des agents de la Sûreté et de la police chargés de l'immigration.

Dès qu'il s'aperçut que ses premiers camps d'entraînement étaient découverts, Mulele changea de tactique. Il décida de ne plus grouper les jeunes gens sous des tentes ou des bivouacs, mais plutôt de les entraîner au fond des vallons, au bord des rivières.

Son action, qui, au début, visait apparemment à organiser des milices entraînées à se battre, se porta aussitôt sur l'apprentissage des méthodes plus ignominieuses : tuer, détruire. C'est surtout par ces deux moyens qu'il exerce sa violence sur tout ce qui est organisé.

Pour qu'une telle action réussisse, il faut s'assurer de l'appui des populations. C'est ce qui a déterminé Mulele à n'entreprendre au début son action que dans des régions qui lui étaient favorables.

Ceci nous amène à parler du champ d'action de Mulele.

Dans les premiers jours de septembre, l'activité subversive de Mulele se porta sur 3 régions : Lukamba en territoire de Gungu, Yassa-Lukwa en territoire d'Idiofa et Imbongo en territoire de Kikwit. Ces régions qui forment un triangle se prêtent étonnamment bien à une telle opération, car elles appartiennent toutes les trois à l'ethnie bambunda, ethnie de Mulele. Pour ceux qui l'ignorent, il est bon de signaler que généralement le Mumbunda est un homme fermé et très méfiant à tout ce qui n'est pas de son ethnie.

Mulele avait donc le champ libre pour exercer son action dans une région où il a une influence certaine et qui, en plus, s'est toujours refermée sur elle-même.

Il fut secondé dans cette action par des chefs de secteur, des chefs et des capitais de villages qui, tous Bambunda, retrouvaient le messie qui était revenu après 3 ans d'absence. En peu de temps, de septembre à novembre, le mouvement gagna tous les secteurs bambunda. Dès lors, il devint une force, car il jouissait d'un appui populaire. Mulele avait ainsi atteint le premier stade : convaincre les Bambunda que toute collaboration avec le gouvernement provincial ou avec le gouvernement central était une trahison, parce que leurs dirigeants étaient des impérialistes, que le vrai gouvernement ne viendrait qu'après la révolution à laquelle chaque Mumbunda devait prendre une part active. La révolution réussie, les camarades communistes apporteront tout pour l'édification d'un Congo nouveau.

En homme intelligent, Mulele comprit que seuls, les Bambunda ne pouvaient pas réussir une révolution qui a des prétentions à l'échelon national. Il décida d'associer, comme premiers partenaires, les Bapende, ethnie de Gizenga.

Il réussit à convaincre facilement les Bapende que sa révolution tendait à instaurer un régime dont Gizenga serait le grand patron et que s'opposer à sa révolution équivalait à la condamnation de Gizenga. Il déclencha ainsi l'adhésion totale des Bapende, qui se rappelant leur révolte de 1931-32, saisirent l'occasion de recommencer.

Ainsi, dès le début, l'action de Mulele connut un champ d'action assez défini : les populations bambunda et bapende.

Mais si les Bambunda ne se rencontrent que dans le Kwilu, les Bapende, en revanche, sont répandus sur 3 provinces : le Kwilu, le Kwango en secteur Mukoso et l'Unité Kasafenne en secteur Kitangwa. Mulele a mené son action dans ces trois régions profitant toujours de la faveur de l'ethnie.

Ainsi, au moment où sortira ce document, l'action de Mulele portera sur Idiofa, Gungu, Tshikapa et Feshi, toutes des régions où existent des ethnies bambunda ou bapende.

Méthodes et moyens

Comme nous l'avons annoncé, Mulele poursuit un but certain : prendre le pouvoir par une révolution populaire.

À cet effet, prévoyant sans doute l'échec des méthodes d'entraînement, il a opté pour la politique de la terre brûlée.

Dans chaque village, on assassine tous ceux qui, chefs ou simples citoyens, se refusent à obtempérer au mot d'ordre de la révolution. Les autres habitants du village sont soumis à un recrutement. Les hommes les plus vaillants rejoignent les rangs du maquis, les autres reçoivent la consigne formelle de ne jamais dénoncer, sous peine de mort, les activités des hordes de Mulele.

Les villageois et surtout les villageoises reçoivent l'ordre de nourrir la troupe et de lui fournir tout renseignement.

Tout centre organisé doit être brûlé ou détruit.

En effet, dans son souci de s'assurer ce contrôle total de la population, Mulele a donné la consigne de détruire toute organisation pouvant avoir une quelconque influence politique, morale ou autre. Tout corps organisé, l'ayant été sur la base d'un régime colonialiste doit disparaître.

Nous donnerons quelques chiffres pour illustrer notre affirmation

Dans le territoire de Gungu, 8 des 10 secteurs qu'il contient, ont été complètement incendiés, des centres industriels saccagés, des ponts ont été détruits reliant Gungu à Idiofa, à Kikwit ou à Feshi. Des missions ont été attaquées.

Dans Idiofa, des missions attaquées, des secteurs administratifs brûlés, des ponts détruits, des bacs lâchés à la dérive ou coulés, des centres industriels saccagés.

Le vide que Mulele entend créer ne porte pas uniquement sur la destruction des biens et des corps organisés, mais également sur les personnes.

L'opinion publique et surtout l'opinion extérieure s'est enflammée lorsqu'on a annoncé l'assassinat des trois missionnaires de Kilembe.

Nous voulons établir un parallèle entre les actes du maquis de Mulele et la révolution chinoise d'après la guerre.

Comme on le fit en Chine, Mulele s'attaque à toute personne étrangère qui risque de mettre son influence et ses moyens du côté du pouvoir établi.

Les premières de ces personnes qu'il vise sont les missionnaires tant catholiques que protestants.

Nous avons démontré au début de ce document que pour un esprit athée comme celui de Mulele, l'attaque des missionnaires cadre dans ses plans.

C'est là un acte révélateur pour ceux qui seraient tentés de douter.

Il s'en prend ensuite aux industriels, aux professeurs, aux commerçants, car il trouve en eux des éléments pouvant favoriser l'action du gouvernement.

On serait cependant dans l'erreur si l'on croyait que les « jeunesses » de Mulele ne s'attaquent qu'aux étrangers. Elles s'attaquent à toute personne jouissant d'une quelconque parcelle de pouvoir émanant du gouvernement.

Nous avons eu à déplorer l'assassinat de nombreux chefs de secteur – des fonctionnaires tant de C.I. que de l'Administration. Nous avons déploré l'assassinat de directeurs d'école, des parents de nos fonctionnaires se trouvant dans les régions sous occupation de la jeunesse, en un mot, Mulele élimine toute personne influente pour créer ce vide complet des organes et des hommes.

C'est de nouveau un trait caractéristique des enseignements qu'il a reçus à Pékin.

Les collaborateurs de Mulele dans le maquis

S'il est vrai que dans l'organisation de ce maquis, Mulele a pris une part prépondérante étant donné sa formation appropriée dans les pays communistes ou dans des pays africains ayant pratiqué le maquis pour se débarrasser d'une domination étrangère, il n'est pas vrai de croire que Mulele, seul, constitue l'état-major de l'opération.

L'opération dans sa phase actuelle a 4 foyers :

1°) Quartier général de Mulele, qui est un quartier mobile, se trouvant tantôt dans les régions actuellement troublées, tantôt dans la région de Tshikapa, tantôt dans les forêts d'Oshwe ou le bled de Banningville vers Mpo.

2°) État-major de Brazzaville d'où les Mukwidi, Yumbu, Lubaya et consorts assurent l'envoi des armes et des fonds vers le Kwilu et les autres régions du Congo qui seront bientôt également la proie de leurs attaques.

3°) État-major de Léopoldville dont les vrais responsables sont Diaka Bernardin, camarade de Mulele à Pékin, dont nous allons dire un mot, Lubuma Valentin, l'homme qui fut le bras droit de Gizenga à Stanleyville et qui conserve les documents, Kwari Bernard, Shiffele Longin, ex-ministre provincial du Kwilu, Akariko Raphaël, Katasa Antoine, Nday Désiré.

Le comité de Léopoldville maintient des rapports étroits avec Brazzaville où Peti-Peti et Mungwa François sont chargés d'assurer l'expédition d'armes à Léopoldville.

Bien que n'en portant pas le titre, monsieur Diaka Bernardin est le chef de l'état-major de Léopoldville. Compagnon de Mulele à Pékin, il s'est formé à la même école. Des témoignages les plus sûrs nous ont déclaré que le sieur Diaka a conféré avec Mulele au courant du mois d'août à Bulungu pour arrêter le plan des opérations. Fin renard, Diaka s'est empressé de faire une déclaration désavouant Mulele, alors qu'il est un des grands artisans du maquis de Mulele.

À plusieurs reprises, le sieur Diaka a répété ces jours-ci que bientôt serait incendiée la mission protestante de Vanga, située dans son secteur d'origine.

4°) Enfin, il y a un quartier opérationnel situé près de Brabanta, non loin des Plantations Lever. Ce quartier est dirigé par Mulundu Louis, député national, dont l'épouse, originaire de Port-Francqui, a aidé au recrutement des assassins qui ont trempé dans les crimes du Kasaï en 1960 et qui se sont joints aux bandes mulelistes déjà dans le territoire d'Idiofa.

Au cours d'une réunion tenue à Léopoldville au courant de ce mois de janvier, Lubuma Valentin a déclaré que l'action de Mulele n'était pas isolée, mais que bientôt d'autres régions du Congo et spécialement le Bas-Congo, le Kivu, Stanleyville et le

Nord-Katanga le rejoindraient. Ceci laisse supposer que Mulele n'a pas seul reçu la formation au maquis, que d'autres préparent la même opération dans d'autres régions du Congo.

Les moyens employés

Les premiers jeunes gens qui furent arrêtés par la gendarmerie locale au mois de septembre 1963, sur les ordres du gouvernement provincial du Kwilu – ils étaient 32 – avaient déclaré qu'ils venaient de commencer un entraînement et qu'ils n'avaient pas d'armes.

Cependant, au cours d'une des expéditions menées par le ministre de l'Intérieur du Kwilu, monsieur Lukoky Ignace, des armes automatiques furent saisies. C'est d'ailleurs ces armes qui permirent aux rebelles de tirer les premiers coups de feu sur la gendarmerie.

Dans la suite, les bandes se sont servies surtout des fusils à piston, des flèches empoisonnées, des machettes, des haches et des lances. Leur force est constituée par le fait qu'elles attaquent des personnes non armées et qu'elles opèrent par groupes de 30 à 200 à la fois, dans le but manifeste de créer la panique.

Le règlement de la révolution qui fut saisi au mois de septembre donne des consignes formelles d'endurance et de persévérance.

La révolte est entourée d'une large propagande de mythes ou de contes de fée sur Mulele, l'invulnérable, l'invisible aux ennemis, capable d'être en même temps partout.

Un des jeunes gens arrêtés raconte que pour être sûr de tenir toujours haut le moral de ses hommes, Mulele fait tirer sur lui par des cartouches blanches qui sont évidemment inoffensives. Tous ses militants l'imitent et ils finissent par établir la conclusion qu'ils sont invulnérables aux balles des ennemis.

Les bandes opèrent généralement la nuit et disposent d'une organisation certaine, sans doute pas bien exceptionnelle, mais toujours capable de contrôler certains mouvements.

La journée, les jeunes gens se portent cantonniers libres sur les routes, se flanquent sur des branches d'arbres pour mieux voir et renseigner aussitôt les maquisards. Souvent ils obstruent les routes pour surprendre ceux qui arrivent dans des embuscades.

Mulele, lui-même, change de tenue le plus souvent qu'il peut : tantôt en chef coutumier, en coupeur, en cantonnier, en infirmier, tantôt en tenue de policier, de para-commando ou de militaire et quelquefois en costume de ferme. C'est ce qu'il faut bien connaître avant de le capturer.

C'est précisément ces précautions qui lui donnent cette réputation d'être mystérieux.

Ses rapports avec l'extérieur

Nous l'avons suffisamment démontré dans nos premières lignes, le maquis est « *made in China* ». L'homme, comme d'ailleurs Diaka, a séjourné et appris en Chine toutes les méthodes qu'il met à présent en exécution. Il ne manque pas de jouir d'une

assistance financière et en armes de la Chine communiste dont le port de transit est Brazzaville.

Il jouit également de l'appui de certains pays africains dont les intentions sur le Congo n'ont jamais été très voilées et qui estiment que le seul régime congolais qu'ils peuvent soutenir est celui qui leur réserve tous les avantages des richesses du Congo.

Nous avons démontré comment le maquis de Mulele s'est développé. À l'heure où nous écrivons ces lignes, il a atteint des proportions inquiétantes. Les Bapende ont emboîté le pas aux Bambunda et se font remarquer par la brutalité de leurs actes. Ils incendient, tuent, détruisent. En six mois, ils ont créé le vide souhaité par Mulele, détruisant toute la vie économique et sociale dans la région. Plus une école, plus une mission, plus un secteur, plus un centre industriel ne fonctionne. Les mêmes conclusions dans Idiofa.

Ces actes ont semé la panique la plus généralisée non seulement dans les régions sous occupation, mais dans toute la province.

En effet, s'il est certain que les populations des autres régions de la province, qui sont la grosse majorité, peuvent dénoncer les actes de banditisme, il n'est pas certain qu'elles soient en mesure de résister aux actes des hordes dont nous avons démontré l'intransigeance et la détermination à la destruction.

C'est pourquoi il y a lieu de constituer un cordon autour des deux territoires où se passe le maquis en vue d'épargner le reste de la province.

Nous signalons en passant que les territoires de Gungu et d'Idiofa comptent une population de $\pm$ 490 000 habitants sur une population totale qui dépasse 1 500 000 habitants.

Quelle a été l'action du gouvernement depuis le déclenchement des activités de Mulele ?

Certaines personnes malintentionnées ont accusé le gouvernement provincial de n'avoir rien fait pour arrêter le mouvement. D'autres l'accusent de n'avoir pas pris à temps les dispositions en vue de solliciter le renfort du gouvernement central.

Ces deux accusations sont gratuites.

En effet, informé aussitôt sur l'éventuelle présence de Mulele dans la région, le conseil des ministres se réunit le 3 septembre pour arrêter les mesures à prendre.

Ces mesures furent aussitôt communiquées au commandant de la gendarmerie qui prit le problème très au sérieux et organisa des expéditions vers les régions suspectes. Il y a lieu de savoir que l'unique compagnie de la gendarmerie stationnée au Kwilu vit en état d'alerte depuis le mois de septembre.

Depuis lors, aussi souvent que de besoin, les informations ont été fournies régulièrement aux autorités responsables.

Constatant qu'une compagnie ne suffisait pas pour enrayer le mal, le président du gouvernement se rendit lui-même à Léopoldville dans la première quinzaine d'octobre. Il y rencontra tous les responsables et même un plan de travail fut arrêté qui prévoyait une action menée sous plusieurs formes.

Le président du gouvernement entreprit au cours du mois de décembre, une tournée à travers les régions touchées. Il parla à la population, aux chefs et à tous les responsables déclarant que si la population pouvait apporter sa totale collaboration, il

n'était plus nécessaire d'y prendre des mesures de sauvegarde par les services d'ordre. Promesse lui fut faite partout de collaborer.

Il y eut un moment d'accalmie. On aurait pu penser que cette collaboration s'établirait. Bien au contraire, on a profité des déclarations faites pour mieux se préparer dans les brousses et déclencher l'attaque-fleuve qui a débuté le 3 janvier avec l'assassinat de 2 policiers en mission commandée.

Le gouvernement a fait tout ce qui était en son pouvoir. Il a même exposé la vie de ses fonctionnaires et de ses policiers qui sont restés dans la région sans armes et parfois sans escorte.

L'Assemblée provinciale, de son côté, a pris une résolution en promettant de fortes récompenses à qui rapporterait Mulele vivant ou mort. Cette résolution a été transmise au gouvernement central.

Il a fallu cependant, le 11 janvier, pour que le premier renfort se dirige vers Kikwit.

Nous aurons cependant constaté qu'un poste comme Idiofa est déjà tout à fait isolé, les ponts le reliant à d'autres centres ayant été détruits. Il faudra de nombreux mois pour qu'Idiofa soit atteint étant donné qu'il faudrait d'abord reconstruire les ponts.

On a critiqué l'action des militaires. Il est certain que des soldats laissés sans renforts depuis septembre pour combattre un maquis, doivent se sentir débordés et excités. Il faudrait donc absolument que le gouvernement central réagisse énergiquement pour assurer la relève des militaires qui sont en place depuis septembre, coupés du reste de la province, et d'autre part, il y a nécessité d'assurer la protection des personnes et des biens dans ces régions avant d'établir un plan d'occupation d'Idiofa et Gungu.

Telle est la situation du mouvement révolutionnaire provoqué par Mulele, disciple de Gizenga, dont les partisans partagent la responsabilité des crimes et des assassinats.

Fait à Léopoldville, le 29 janvier 1964.

Le ministre du Plan et du Développement
industriel,

Cl. Kamitatu

2. Rapport de mission et P.V. de constat sur la présence des milices privées dans le groupement Nkata en secteur Imbongo, préfecture de Bulungu, rédigé par Ignace Lukoky, ministre provincial de l'Intérieur, le 7 septembre 1963³⁸³

L'an mil neuf cent soixante-trois le cinquième jour du mois de septembre revenant de l'inspection des préfectures Idiofa et Kamtsha-Loange, nous Lukoky Ignace, ministre de l'Intérieur de la province du Kwilu dûment mandaté par le président du gouvernement pour diriger l'opération militaire décrétée dans la région englobée dans les secteurs Kanga et Imbongo, suivant réquisition de la gendarmerie du 5 septembre 1963 à 21 heures nous nous sommes mis en route pour Nkata via Pomongo que nous atteignons à 24 heures accompagné des troupes réquisitionnées en date du 5 septembre 1963.

À Pomongo où nous avons interrogé monsieur Cardoso Léon, il nous a été signalé que le bruit court que monsieur Mulele Pierre se trouverait dans la région, mais il ne se fait pas voir.

À Pomongo également il fut signalé que la voiture Chevrolet grise de M. Mulele est passée à Pomongo 3 fois et chaque fois bien chargée de personnes et se dirigeait vers Nkata. [...]

À 3 heures du matin du 6 septembre nous avons atteint le village Nkata et avons été renseignés par des personnes que nous avons pu atteindre sur le but de la mission.

Avec l'aide des populations de la région où nous nous sommes installés, les forces de l'ordre et nous-mêmes sommes parvenus à découvrir deux emplacements situés au bord de la rivière Lueme qui baigne le groupement Nkata.

Nous étant rendus en date du 6 septembre 1963 sur les lieux renseignés avons constaté ce qui suit :

À la source du ruisseau Lueme se trouvent 3 bosquets, lieux renseignés par le chef de groupement Nkata, monsieur Muhunzi Stanislas, qui nous a conduits jusque sur les lieux situés à plus ou moins une vingtaine de kilomètres de la route carrossable et avons parcouru cette distance à pied et sur un sentier qui mène de la route Pomongo-Nkata vers le secteur Lukamba, et traversant la grande brousse qui fait limite des secteurs Imbongo, Kanga et Lukamba et qui avait été brûlée il y a quelques semaines, ce qui permet de voir de tout côté et au-delà de la forêt renseignée. Nous avons constaté une piste fort fréquentée qui s'est frayée en pleine brousse. Monsieur Muhunzi nous y a conduits.

Arrivés à 1 km de la forêt plusieurs autres pistes ont été constatées et après le bouclage du premier bosquet, nous avons traversé le ruisseau Lueme sur sa rive droite et avons constaté ce qui suit : 1) 5 cases couvertes de paille et dont une sans toit ; 2) un foyer où l'on faisait le feu ; 3) des divers documents, papier, calendrier PSA et carbone [...]; 4) cet emplacement a été évacué 2 ou 3 jours avant notre arrivée du fait que certains documents manuscrits sont encore lisibles malgré la pluie de mercredi 4 septembre 1963.

³⁸³ Archives Rébellion au Kwilu.

Le chef de groupement qui nous a conduits dans ces lieux nous a signalé que la bande s'était déplacée parce que le bruit avait couru qu'elle était recherchée par les militaires et qu'il ne connaissait pas le nouvel emplacement et qu'il croyait que la bande se serait dirigée vers le secteur Lukamba dans la préfecture de Gungu.

M. Muhunzi Stanislas chef de groupement Nkata a signalé qu'il n'est jamais arrivé dans ces lieux où nous étions et qu'un certain Mbumbu Raphaël lui a demandé de dire à la population de ne plus faire les champs du côté de la source Lueme parce qu'un village destiné aux entraînements des exercices était construit là-bas et que toute cette partie devait rester libre. [...]

Il fut dans le village Nkata-Nzila-Makinga déclaré que la bande qui s'est installée dans la région est entraînée par deux personnes dont l'une mince et l'autre très grosse qui sont armées de revolvers.

Un jeune homme de ce village fait partie de la bande. [...] Il a également été signalé dans ce village que chaque village de la région Bambunda d'Imbongo avait été invité à fournir un contingent de 20 à 30 hommes pour suivre les entraînements dans les camps des milices.

Nous avons essayé de connaître le dirigeant de cette milice, il nous a été répondu que deux personnes dont une mince et une grosse seraient à la tête et qu'une de ces personnes est un ancien militaire.

Un conseiller du secteur Imbongo de Nkata-Nzila-Makinga, la première personne contactée, a déclaré qu'un garçon de son village faisait partie de la bande et à la question de savoir si c'était bien M. Mulele Pierre qui se trouverait à la tête de ce mouvement, il nous a répondu par l'affirmative, en ajoutant que lui personnellement ne l'a pas vu mais toute la région est parfaitement au courant de cette histoire et personne ne peut dire non. [...]

Pendant que je me suis rendu à Lueme, l'adjudant Mboliko s'est mis à la recherche d'un autre emplacement où on avait signalé la présence de la bande.

Cet emplacement se trouve sur le prolongement de la source de Lueme et en amont de celle-ci dans la forêt de Nkata ; après une distance de 15 à 20 km sur un sentier en pleine forêt, ils sont arrivés sur les lieux renseignés et ont constaté : 13 cases servant de logement ; 6 WC ; divers documents abandonnés dont un livret d'identité de M. Ekwono Mwata du village Kimbanda C.I. Bambunda (Gungu) ; 1 carnet de baptême de M. Muhunzi Stanislas ; 1 carnet de baptême de M^{me} Pulata Louise épouse de M. Muhunzi Stanislas ; les instructions en kikongo portant comme titre « *Nsiku ya révolution* » ; 1 aiguille pour injection ; plusieurs autres documents portant les inscriptions PSA Gizenga section Imbongo.

[...] Les personnes ayant renseigné cet emplacement ont déclaré que ces installations ont été évacuées le mercredi 4 septembre 1963 et que leurs habitants se sont dirigés en direction du secteur Lukamba. Il a été également signalé que le fils de M. Muhunzi Stanislas chef de groupement Nkata est enrôlé dans la milice privée.

En effet, pendant que je rédigeais le présent rapport et en dénombrant les différents documents ramassés dans les camps découverts en forêt de Nkata, j'ai pu remarquer que les livrets de baptême renseignés plus haut appartiennent à M. Muhunzi Stanislas et madame Pulala Louise, respectivement époux de madame Pulala et épouse de M. Muhunzi Stanislas, qui n'est autre que le chef de groupement qui m'a conduit au camp dont j'ai parlé plus haut.

Ceci confirme donc que M. Muhunzi est parfaitement au courant de cette action de la milice privée et que lui-même a dû participer – si pas lui, un membre de sa famille – suite à la découverte de ces documents officiels.

Plus haut j'ai signalé que M. Muhunzi a déclaré avoir vu une voiture à bord de laquelle se trouvaient des personnes qu'il connaît très bien et qui sont citées plus haut dans le présent rapport, notamment M. Ntika Valère, qui est connu par le chef de secteur Imbongo.

[...]

Donc M. Ntika est très bien connu par son ami qui lui envoie la convocation et par les autorités de la C.I. d'Imbongo qui doivent connaître son village et les membres de sa famille.

L'arrestation de cette personne doit être opérée immédiatement, ou les membres de sa famille, au cas où il n'est pas retrouvé, pour connaître la nouvelle adresse de M. Ntika.

Le chef de secteur Imbongo doit être arrêté et interrogé d'une manière très serrée et toute personne, quel que soit son rang social, député ou autre, dont la complicité serait connue dans ce cas doit être arrêtée. Les faits étant très graves il importe de briser le mouvement.

Je demande que les forces de l'ordre soient renforcées et qu'un avion militaire de reconnaissance soit réquisitionné pour repérer la bande dans la région soumise à l'opération de police et dans la partie de la préfecture de Gungu et dans les forêts des secteurs Kipuku et Madimbi en préfecture d'Idiofa. La même opération est à faire dans la région de Mangai où il est signalé que Mangai servirait de port de liaison et de débarquement pour le mouvement qui serait dirigé par monsieur Mulele.

Telle est la situation. Nous avons dû laisser la gendarmerie dans la région, le préfet de Bulungu la rejoindra pour continuer l'enquête, une nouvelle réquisition doit être établie englobant les secteurs Lukamba et Yassa-Lukwa.

Les préfets de Gungu et d'Idiofa sont alertés et les instructions sont données pour mener la même opération dans les régions reprises sur la réquisition. [...]

3. Rapport de mission et P.V. de constat sur la présence des milices privées dans la C.I./Lukamba – préfecture de Gungu, rédigé par Joseph Kikolo, préfet de Gungu, septembre 1963³⁸⁴

Samedi 7/9/1963 : Suite aux instructions phoniques reçues ce jour à 14 h 30 de son excellence monsieur le ministre provincial de l'Intérieur du gouvernement du Kwilu nous intimant l'ordre formel d'aller nous installer au chef-lieu de la C.I. Lukamba afin de mener une opération militaire en vue d'arrêter une bande des milices privées infiltrées dans ladite C.I. en provenance du secteur Imbongo, préfecture de Bulungu.

Nous avons directement pris contact avec la population locale. Il nous a été signalé que monsieur Mulele Pierre était de passage à Gungu vers la fin du mois d'août dernier où il a logé. Il s'était dirigé en direction du secteur Lukamba. Nous étions également informé du départ de Gungu pour une destination inconnue de monsieur Mukama Louis. L'intéressé aurait, par écrit, recommandé à son épouse, la nommée Adèle, de rejoindre le village natal Mukulu puisqu'il ne regagnerait le village qu'après 3 ans seulement. Ce qui fut fait par l'intéressée. Il n'était pas possible de se renseigner auprès d'Adèle, cette dernière ayant déjà regagné son village.

Dimanche 8/9/1963 : Nous nous sommes mis en route à 6 heures du matin pour Lukamba [...] [Arrivés] à 12 h 30 [...] nous avons été saisi d'une note manuscrite datée du 8/9/63 émanant du préfet de Bulungu nous invitant de le rejoindre d'urgence à Pomongo où il se trouvait avec le collègue d'Idiofa ainsi (que) le commandant de compagnie plus ses militaires afin de s'entendre sur la mise en application de la mission d'opération militaire. [...]

Lundi 9/9/1963 : Le matin vers 6 h 30, en compagnie de notre collègue de Bulungu et du sous-lieutenant Makunga François et de l'adjudant Mboliko ainsi que leurs troupes et les nôtres, départ de Pomongo pour Gomena [...]. Nous avons été informés [...] que cette bande se serait dirigée en direction du secteur de Lukamba où la nommée Matumbu Malvina, épouse du policier Nonzi Célestin résidant à la C.I. Lukamba, aurait donné à manger à cette bande du fait qu'un garçon de son clan serait enrôlé dans la milice privée. De là, nous sommes arrivés successivement à Kimbinga, Kimpaka-Iko, Inkasambo où nous (nous sommes entretenus avec) les populations intéressées mais sans toutefois obtenir les renseignements sûrs relatifs à ce mouvement. [...] arrivés à Lukamba vers 15 h 30 [...] nous avons interrogé directement la nommée Matumbu Malvina. Il nous a été signalé qu'un groupe de jeunes gens était venu exécuter la nuit ses jeux au chef-lieu du secteur. Ils étaient dirigés par deux personnes dont elle ignore les noms. Qu'il est réel qu'elle a donné à manger à ces jeunes gens à deux reprises en déclarant que les autres femmes du secteur dont elle ignore les noms auraient donné aussi à manger [...]. Selon les informations reçues, il s'agit des scoutistes (venus attendre) saluer l'arrivée du président provincial du Kwilu en date du 5 septembre 1963, voyage [...] qui n'a pas été réalisé.

Mardi 10/9/1963 : À Lukamba, ayant constaté que la population [...] s'intimidait suite à la présence des militaires dans la région, que personne n'osait circuler sur les voies

³⁸⁴ Archives Rébellion au Kwilu.

publiques, que personne n'osait se rendre à la forêt ni aux champs, nous avons convoqué la réunion du conseil de secteur durant laquelle la population fut invitée à la libre circulation et au calme évidemment après avoir expliqué que la présence des troupes (militaires) dans la région était indiquée seulement pour les contrôles CPM et diverses taxes, vu la fin d'année proche et étant donné que l'impôt dans ce secteur ne rentre pas.

[...]

Jeudi 19/9/63 : À 6 h 30 du matin, nous trouvant devant la prison du secteur Lukamba pour assister à l'appel du matin, nous avons été saisi des doléances du détenu Luwungu Gilbert, du village Kimbenbele, âgé d'environ 17 ans, tendant à savoir pourquoi faisait-il la prison alors que la somme de 10 000 F qu'il avait volée à la mission catholique d'Atene était restituée. Il nous laisse entendre qu'il était orphelin et sans tuteur et nous demandait sa libération. Après l'avoir pris à l'écart avec nous, question lui a été posée de savoir les circonstances dans lesquelles il avait commis ce vol et à quoi serait destinée la somme volée. Il nous répond par question désirant savoir s'il serait arrêté au cas où il nous tiendrait au courant d'une nouvelle très importante pour nous. Notre réponse était négative. C'est alors qu'il nous relata ce qui suit :

J'adhérais à ce mouvement. Vu les difficultés financières que nous éprouvions j'ai eu l'idée d'aller voler à la mission d'Atene mais je fus malheureusement arrêté et me voici maintenant en prison.

Question : À quel emplacement se trouvait la bande au moment de votre arrestation ?
Et où se trouve-t-elle actuellement ?

Réponse : Il y a une semaine seulement qu'ils viennent d'évacuer le village Bukundu-Lukamba suite aux rumeurs selon lesquelles les militaires s'étaient installés à Lukamba à la recherche de ladite bande.

Question : Puisque vous parlez du village Bukundu-Lukamba, sauriez-vous nous dire chez qui logeraient-ils ?

Réponse : Chez Kambanzi Albert, travailleur de l'usine C/° Oliveira à Kimbanda. C'est là aussi où le recrutement se faisait.

Question : Pourriez-vous me dire comment se fait le recrutement ?

Réponse : Je précise d'abord que le recrutement se fait la nuit. Ils ont des papiers long format sur lesquels ils identifient chaque candidat. À Bukundu-Lukamba, le recrutement se faisait chez Kambanzi Albert.

Question : Comment les jeunes gens sont-ils invités d'aller se faire inscrire ?

Réponse : Tous les chefs de groupement et de village le savent très bien puisqu'ils ont été invités à fournir les candidats. Ce qu'ils ont fait et font d'ailleurs actuellement.

Question : Le chef de groupement Mungay (Lukamba) connaît-il cette affaire ?

Réponse : Tout le monde le sait du chef de village au chef de secteur Lukamba. Il y a deux semaines environ le chef de secteur était soi-disant en tournée vers Mukulu ou Atene, il était expressément pour aller visiter la bande de ce mouvement.

Question : Quelles sont les conditions de recrutement ?

Réponse : C'est simple, chaque candidat est prié de se munir de deux assiettes, d'une cuillère, d'une fourchette, d'un verre à boire et d'une couverture et c'est

tout. Après ça, on vous dicte la date à laquelle vous devez rejoindre le groupe. Actuellement le recrutement se fait à l'endroit où ils se trouvent.

Question : Sauriez-vous nous indiquer l'emplacement actuel ?

Réponse : Oui, cette bande doit se trouver dans la forêt longeant la rivière Luano et précisément à la source de cette rivière à la hauteur des villages (entre les villages) Imoto et Mulembe.

Question : Comment est-elle nourrie cette bande ?

Réponse : Elle est nourrie par les villageois environnants qui amènent à manger chaque jour à la tombée du jour. D'autres vont même vers 3 heures du matin et rentrent dans leurs villages avant 6 heures du matin. Toute la population est au courant de ceci. On apporte aussi des boucs, chèvres, moutons, poules, coqs... et c'est gratuitement.

Question : Quel est le but poursuivi par cette bande ? C'est-à-dire le sens et l'objectif dont elle vise ?

Réponse : La bande est d'abord composée de jeunes gens mélangés et les femmes y sont aussi adhérentes dans ce mouvement. Ces femmes après leur formation obtiennent un pouvoir de commandement, c'est ainsi qu'on leur inculque l'idée de croire le jour où les militaires attaqueront la bande, il suffira tout simplement à ces femmes de recommander aux ennemis : « *Remettez-nous vos armes* » pour que les militaires cèdent en se faisant donc prisonniers. Après, lorsque la milice privée, en s'emparant des armes ainsi déposées par les militaires, aura disposé d'un bon nombre de fusils confisqués, elle pourra alors s'attaquer aux militaires de Kikwit.

Question : Que nous diriez-vous quant à leur formation physique ?

Réponse : Cette milice privée fait toutes les gymnastiques, elle fait les entraînements dans la matinée de 8 h à 9 h.

Question : Quelles sont alors ses occupations pour le reste de la journée ?

Réponse : Les adhérents ont repos durant le reste de la journée.

Question : Que font-ils alors la nuit ?

Réponse : La nuit, ils se promènent, dans la brousse et se mettent souvent en contact avec la population. Ils ne peuvent pas faire ainsi la journée de peur d'être observés par les ennemis.

Question : Qui sont les ennemis ?

Réponse : Tous les agents de l'Administration avec en tête les politiciens adhérent à l'actuel gouvernement.

Question : Les participants de cette milice privée sont-ils armés ?

Réponse : Non, ils n'ont absolument rien sauf leurs dirigeants qui, eux, ont chacun un revolver.

Question : Qui dirige la bande ? C'est-à-dire, quelles sont les personnes qui ont le pouvoir de commandement ?

Réponse : Elles sont deux, c'est précisément Mulele Pierre, reconnu sous l'appellation de « *Mbuta-Mutu* » et Katshunga Marc, connu sous le nom de « *Imiangamvula* ».

Question : Pourquoi ces nouvelles appellations ?

Réponse : En utilisant ces nouvelles appellations, on évite que les gens sachent qu'on parle d'eux.

Question : Ont-ils d'autres instruments ?

Réponse : C'est-à-dire, monsieur Katshunga c'est la pluie et s'il veut pleuvoir, il pleut partout. Bref, il détient un pouvoir spécial.

Question : Donnez-nous le nombre de personnes enrôlées dans la milice ?

Réponse : Il y a environ 400 jeunes gens et 300 femmes.

Question : Quel est le chiffre de jeunes gens de chaque village qui font partie du mouvement ?

Réponse : Je ne saurais pas dresser la liste complète, ne connaissant pas tous ces jeunes gens. Voici donc la liste par village du moins de ceux que je connais. [...]

Actuellement plusieurs de ces jeunes gens sont revenus dans les villages puisqu'ils ont peur des gendarmes.

Question : Et le nombre des femmes ?

Réponse : Je ne le connais pas mais leur nombre atteint facilement 300.

Question : Citez-nous les noms de jeunes gens de chez vous (Mambembele) ayant regagné le village ?

Réponse : Tous sauf Mulundu Richard et Mupulu Gérard.

Question : Êtes-vous d'accord de nous conduire à l'emplacement où s'est installée la milice actuellement ?

Réponse : D'accord, mais à condition que je sois libéré aujourd'hui.

Question : Je suis pleinement d'accord avec mais votre libération n'aura lieu qu'après avoir visité le nid de la milice privée. Ça va ?

Réponse : Oui.

Question : À quelle heure, d'après vous, faudra-t-il aller les arrêter ?

Réponse : Allez toujours la journée et pas la nuit. Comme je l'ai dit plus haut, ils ont repos la journée et se promènent la nuit.

Dont acte, (Sé) le préfet de la préfecture, Kikolo Joseph

4. Ordre de mission des partisans (traduction)

But de leur travail

- 1°) Surveiller toute région où ils restent, connaître tout ce qui se passe dans les villages. Vous devez connaître tout ce que les adversaires possèdent avec eux.
 - a) Leur nombre, chaque groupe qui voyage.
 - b) Connaître quel est le but de leur mission de voyage, s'ils nous cherchent, nous les partisans. S'ils nous cherchent dans la forêt ou dans la brousse ou dans le village ou sur la route.
 - c) Quels sont les objets qu'ils ont en main, quels sont leurs noms.
 - d) Ne pas donner les fausses informations (nouvelles) si vous n'avez rien vu de vrai.
- 2°) Vous devez connaître si la paix règne entre eux, chez les villageois, si les villageois sont contents des soldats réactionnaires ou pas ; si les villageois causent avec eux très souvent ou pas. Est-ce que les soldats réactionnaires sont en contact avec les chefs de village et des secteurs aussi et les administrateurs de territoire ?
- 3°) Vous devez connaître à quelle heure ils voyagent, ce qu'ils ont en main, est-ce qu'ils le tiennent en main, leur nombre, deux ou trois ?

Les endroits où ils voyagent le plus souvent ; sont-ils accompagnés de beaucoup de femmes ou pas ? Est-ce qu'ils se promènent beaucoup pour aller boire du vin de palme, à quels endroits (bar ou dans la maison de quelqu'un) ?
- 4°) Vous devez connaître le nom de leur chef qui est avec eux, quel est son village. Ses défauts et de tous ses soldats. Essayez de connaître le nom du bataillon ou de la C^{ie} ou de leur peloton.
- 5°) Pour avoir toutes ces nouvelles-là, il est préférable que vous vous entendiez parfaitement avec tous les villageois de leur région, leur dire tous les méfaits des réactionnaires ; avant de vous entretenir avec un homme ou des hommes, vous devez d'abord connaître leur caractère, ne pas causer avec tous les gens ; tous vos entretiens avec les villageois doivent toujours se porter sur des affaires qui ont trait à la politique du pays.
- 6°) Vous devez tromper l'ennemi par tous les moyens, en premier lieu envoyer les sentinelles des ennemis, les belles filles pour les tenter, aux endroits où se trouvent les soldats réactionnaires ; avant de faire cela, vous devez d'abord connaître les caractères de leurs officiers, des plus âgés aux plus jeunes, parce que leurs caractères ne sont pas les mêmes. Détruire tous leurs objets ou des véhicules, trompez-les en leur écrivant des lettres erronées, leur montrer les endroits où vous ne vous trouvez pas.
- 7°) Dresser tous les plans sur les positions des ennemis, c'est le travail du chef d'Esquate, révéler tout sur les adversaires, c'est le travail de tout partisan (chef d'Esquate).
- 8°) Les partisans ne peuvent pas demander beaucoup de nourriture aux villageois, parce que si toute la nourriture finissait, les jours qui viennent nous manquerons de quoi manger.

- 9°) Les partisans doivent mener une vie en commun pour tout (travail et toutes les autres affaires).
- 10°) Toute la force des partisans est entre les mains des villageois.
- 11°) Les partisans doivent faire le cantonnement loin des routes carrossables ou de toutes grandes routes.
- 12°) Les partisans ne doivent pas exécuter le travail qu'on ne leur a pas demandé.
- 13°) Par tous les moyens les partisans doivent essayer de confisquer toutes les armes dont disposent les adversaires.
- 14°) Les partisans doivent être des hommes qui se déplacent très vite, des hommes courageux pendant la journée, sous la pluie, sous le froid, malades, la nuit, affamés ou qu'ils aient toute souffrance corporelle. Tout déplacement doit se faire secrètement par sentiers et pas à travers des villages. En chemin, ils ne peuvent pas faire de bruit, ils ne peuvent pas fumer en route s'ils voyagent la nuit.
- 15°) Pendant la patrouille les partisans ne peuvent pas marcher tous ensemble ; s'ils se divisent, ils doivent se fixer un endroit pour se rencontrer ; en route, ils doivent avoir un éclaireur (émissaire) s'il y a des ennemis, ils doivent marcher à l'écart s'il y a moyen et derrière aussi pour voir si les ennemis suivent. Ils doivent signaler vite à leurs chefs s'ils voient les ennemis venir.
- 16°) Les partisans ne peuvent pas attendre les ennemis. Ils doivent chercher tous les endroits où ils se trouvent en vue de leur confisquer toutes les armes ou également en vue de les tuer ou les arrêter.
- 17°) Les partisans doivent se disperser si les ennemis se rassemblent en vue de les disperser. Ils doivent se rassembler si les adversaires sont divisés (dispersés) en vue de combattre les moins forts.
- 18°) Les partisans doivent ennuyer les ennemis en vue de les fatiguer et ensuite les combattre sans difficultés.
- 19°) Les partisans doivent combattre les ennemis s'ils savent très bien qu'ils peuvent les vaincre. Se battre avec eux doit toujours se faire à l'improviste. Après ce combat, ils doivent quitter cet endroit pour aller s'installer loin (aller loin).
- 20°) Les partisans doivent faire la propagande du parti, montrer dans tous les villages les raisons (but) en vue d'entrer dans le parti (s'affilier au parti). Ils doivent faire ce travail même parmi les adversaires du parti.
- 21°) Les partisans doivent aider les villageois pour tout ce dont ils souffrent.
- 22°) Tout partisan doit tout faire en vue de confisquer les fusils chez tout ennemi qui serait isolé, chez les gardes ennemis qui seraient en fuite et ceux qui s'amuse beaucoup avec des filles.
- 23°) Les partisans doivent obéir à tout ordre que leur chef leur donne.
- 24°) Ne confisque aucun objet des villageois, pas même une aiguille pas même du fil.
- 25°) Remettre aux chefs tout ce qui a été confisqué des ennemis pendant les combats.
- 26°) Les partisans ne peuvent pas laisser leur frère aux mains des ennemis s'il est blessé pendant les combats ou lorsqu'ils sont poursuivis.
- 27°) Si les partisans arrêtent un ennemi, ils doivent garder le secret le plus absolu.

Huit ordres que les partisans doivent suivre

1. Donnez le respect à tous les hommes, même des hommes vilains.
2. Achetez les objets des villageois en toute honnêteté et sans vol.
3. Remettez les objets empruntés à temps et sans difficultés.
4. Payez les objets que vous avez détruits, et de bon cœur.
5. Ne frappez pas et n'injuriez pas autrui (d'autres personnes).
6. Ne détruisez pas et aussi ne pas piétiner (ne marchez pas sur) les champs des villageois.
7. Respectez les femmes et ne vous amusez pas avec elles comme vous le voulez.
8. Ne faites pas souffrir ceux que vous arrêtez pendant les combats (ne faites pas souffrir les détenus de guerre). Ne confisquez pas et ne prenez pas leurs biens (objets) personnels par exemple anneaux, argent, montre et tous les autres objets.

Trois travaux que doivent exécuter les partisans

1. Ne pas se battre (se chamailler).
2. Faire volontairement tout travail manuel.
3. Enseigner et conseiller tous les villageois.

5. Décision de M. Diaka portant suspension de M. Mulele comme membre du PSA, 23 septembre 1963

Attendu que M. Mulele Pierre sans avis préalable du conseil du parti, a décidé de son propre chef d'organiser une bande de jeunes pour mener une opération de police dans la province du Kwilu ;

Attendu que cette décision constitue une rébellion aux statuts et aux dirigeants du parti ;

Attendu par ailleurs que pendant 3 ans, M. Mulele a vécu en rébellion et a refusé d'obtempérer à toute instruction lui donnée par le parti ;

Attendu que le Parti solidaire africain par ses statuts et par son règlement d'ordre intérieur a décidé de mener une politique de neutralité positive, et que M. Mulele a mené pendant les 3 années qu'il a vécues à l'extérieur une politique alignée sur un bloc ;

Vu la décision du comité central désavouant M. Mulele dans son action personnelle dans la province du Kwilu, décision me communiquée par un rapport circonstancié de M. Mukwidi Thomas, secrétaire administratif du comité central du parti le 15-9-1963 après mon retour d'une mission officielle ;

Attendu que le comité provincial par son communiqué du samedi 21-9-1963 s'est également désolidarisé de l'action personnelle de M. Mulele dans la province du Kwilu ;

Attendu que l'action de l'intéressé risque de compromettre le bon fonctionnement du parti et trouble gravement la paix de la population, et a déjà causé des pertes humaines ;

Attendu que le parti a opté pour la défense de la légalité et pour une politique de non-violence ;

Attendu qu'il y a lieu de lever toute équivoque ;

Vu l'urgence et les avis tant des comités central que provinciaux ;

Décide

- Parti solidaire africain se désolidarise de M. Mulele Pierre dans son action.
- À dater de ce jour, M. Mulele est suspendu comme membre du Parti solidaire africain ainsi que de toutes ses fonctions au sein du parti.
- Ces décisions ne pourront être reconsidérées que par un congrès national du parti.
- M. Pombo Ambroise, secrétaire général adjoint, assume à partir de ce jour le secrétariat général du parti.

6. Ordonnance n° 8 du 18 janvier 1964 instituant l'état d'exception dans la province du Kwilu

(Moniteur congolais, n° 5, 1^{er} mars 1964)

Le président de la République,

Vu la loi fondamentale du 19 mai 1960 sur les structures du Congo, spécialement en ses articles 17, 187 et 219 ;

Vu la loi fondamentale du 17 juin 1960 relative aux libertés publiques, spécialement en son article 18 ;

Vu le décret du 20 octobre 1959 sur l'état d'exception remis en vigueur par le décret-loi du 7 juillet 1961 ;

Vu l'ordonnance n° 11/530 du 10 décembre 1959 portant mesures d'exécution ;

Sur proposition du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur ;

Ordonne :

Article 1^{er}

L'état d'exception est décrété sur toute l'étendue de la province du Kwilu, le régime de cet état d'exception est déterminé par le décret du 20 octobre 1959 remis en vigueur par le décret-loi du 7 juillet 1961.

Article 2

Est désigné commissaire général extraordinaire pour la province du Kwilu, monsieur Yamvua Dieudonné, capitaine Cdt de l'armée nationale congolaise. Il sera assisté de messieurs Ekamba Louis et Milton Albert.

Article 3

Dans la région déterminée à l'article 1, la direction des services et fonctions de police et de sécurité sont confiées au commissaire général extraordinaire substitué, à cet égard, aux autorités ordinaires dont elles relevaient.

Article 4

Le commissaire général extraordinaire est délégué pour exercer dans la zone visée les droits prévus aux articles 2 et 4 du décret du 20 octobre 1959 sur l'état d'exception. Le droit prévu à l'article 5 de ce décret lui est réservé.

Article 5

Le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Léopoldville, le 18 janvier 1964.

Par le président de la République : J. KASA-VUBU

Le Premier ministre, C. ADOULA.

Le ministre de l'Intérieur, J. MABOT'I.

7. Témoignage sur la mission de Kilembe³⁸⁵ (septembre 1965)

Je ne suis pas lecteur de votre journal. Mais un ami parmi vos lecteurs m'avait averti des graves et injustes accusations que vous avez formulées contre un abbé congolais dans votre article du 31 janvier 1964. Avec la grande vague d'horreur et de haine soulevée par les événements de Stanleyville, les esprits belges étaient trop enflammés, trop irrités.

On peut espérer cependant qu'actuellement l'opinion publique belge est revenue à plus de sérénité et cherche objectivement les causes des débordements de la rébellion. La thèse de la bonne conscience collective n'est plus universellement admise. La solution simpliste du bouc émissaire que l'on charge de tous les crimes pour innocenter les grands et les vrais coupables déplaît dans un monde démocratique où l'on déteste le despotisme et où la liberté de presse rend de plus en plus odieux les règlements de comptes dans le secret et les condamnations arbitraires des faibles. Petit à petit donc la vérité se fait jour après la tempête. C'est pourquoi j'élève la voix maintenant.

L'abbé que vous accusiez dans votre article d'avoir provoqué la révolte au Kwilu, puis de s'être réfugié dans un monastère belge, n'est autre que le supérieur destitué de la mission de Kilembe où furent massacrés trois missionnaires le 22 janvier 1964.

Déjà en 1949, à la suite d'un mécontentement bien légitime provoqué chez la population de Kilembe par une injustice qu'aucun de vos lecteurs n'admettrait, il fut accusé d'avoir provoqué la révolte. Mais à ce moment il était au grand séminaire de Mayidi et il y demeura jusqu'en 1950. D'autre part cette accusation fut démentie énergiquement et publiquement par le R. P. Théodore Hupert, une réelle autorité du diocèse d'Idiofa, devant tout le corps professoral de Velaines en Belgique.

On prit cependant de 1949 à 1952 des mesures contre les Bapende : on renvoya tous leurs enfants du séminaire oblat et l'on n'en accepta plus aucun. On prêcha dans des églises et dans des chapelles rurales qu'on ne voulait plus de Bapende au séminaire parce que le premier prêtre était difficile et orgueilleux. Ce prêtre fut choisi comme bouc émissaire. Le Blanc qui régnait alors dans une puissance absolue ignorait que les Noirs avaient des yeux pour voir, des oreilles pour entendre et une intelligence pour conclure. Certains missionnaires ont voulu longtemps ignorer que les Noirs les observaient et qu'ils étaient capables de tirer des conclusions et que ces conclusions n'étaient pas toujours favorables. Les pères du diocèse d'Idiofa savaient que leur parole et leur façon d'agir non seulement n'étaient pas conformes à l'Évangile, mais peu conciliables avec ce que pouvait supporter un être humain, fût-il même noir et peu évolué. « *Pourvu qu'il ne vienne pas de prêtre noir ici, parce qu'alors on ne pourra plus dire ni faire ce qu'on veut* » disait à ses trois confrères européens un supérieur de mission au Kwilu.

Le R. P. Mosmans, secrétaire de l'épiscopat congolais à Léopoldville, regrette dans son livre *L'Église à l'heure de l'Afrique* (page 44) que dans certaines régions du

³⁸⁵ Cette lettre fut écrite en septembre 1965 par un témoin direct des faits relatés, un prêtre congolais ancien supérieur de la mission de Kilembe, en réponse aux allégations d'un journaliste du *Pourquoi pas ?*, auteur d'un article publié le 31 janvier 1964. Archives Rébellion au Kwilu.

Congo soit passé en dicton la petite phrase significative : « *Tu es aussi méchant qu'un père* ».

Un missionnaire d'Idiofa, très estimé de ses supérieurs à en juger par les fonctions délicates qu'ils lui confiaient, écrivait déjà en 1951 à ses parents : « *Papa, moi je prévois dans le peuple chrétien noir une révolte contre le clergé, semblable à celle qu'on a observée chez les ouvriers et le peuple en Belgique, parce que ce clergé, dans trop de cas, les regarde trop en esclaves et manque à la charité et même trop souvent à la justice... dans quelques années ceux qui vivront verront. Là où le clergé prétend dompter le peuple, le jour viendra où ce peuple lui échappera et lui rira au nez...* ».

En 1952, le TRP général des oblats, encore en fonctions, disait lors de sa visite au Congo que « *ses missionnaires avaient des crimes à se reprocher* ».

En octobre 1960, S. Exc. M^{gr} Perelli, délégué apostolique à Léopoldville, envoyait expressément un missionnaire européen du diocèse à Rome pour répéter à la congrégation de la propagande ses propres paroles à lui : « *Il faut absolument faire quelque chose tout de suite dans ce diocèse car il y a trop d'affaires et cela dure depuis trop longtemps* ». Le Père alla aussi trouver le supérieur général des oblats et lui dit courageusement que s'il n'intervenait pour changer les méthodes des pères à Idiofa, leurs agissements conduiraient fatalement à la révolte et à des massacres, et que sa responsabilité était engagée. Mais il y a des sphères où l'on n'accepte que les compliments, où la vérité désagréable est éconduite. On applique ce qui est dénoncé par S. Exc. M^{gr} Roberts : « *La tendance de l'Église est d'empêcher que le scandale soit connu* »... et l'on règle tout par la méthode du bouc émissaire.

En 1961, au mois d'octobre, l'autorité ecclésiastique du diocèse imposait par la force de l'armée à la mission de Ngeso un changement de supérieur. Neuf instituteurs furent battus en public, emprisonnés et condamnés à une forte amende, sans aucune action juridique. Le rapport fait par les enquêteurs envoyés de Léopoldville est révélateur.

Par deux fois, en 1962 et août 1963, l'évêque d'Idiofa fit pression sur l'Administration de Kikwit pour obtenir l'emprisonnement de l'abbé, supérieur de Kilembe. Chaque fois, l'Administration – toute disposée à lui faire plaisir – ne put se résoudre à une pareille extrémité.

Après l'enquête faite sur place, il lui était impossible de découvrir les troubles dont l'évêque prétendait que l'abbé était la cause. Pour montrer son mécontentement pour le peu de soumission de l'Administration à ses desiderata, pour faire pression sur elle et aussi sur toute la population de Kilembe, l'autorité ecclésiastique, par mesure de contrainte et de représailles, fit fermer deux fois la mission.

La fermeture du dispensaire et de la maternité sans préavis entraîna la mort : la première fois de cinq enfants, la deuxième fois d'une jeune fille de 15 ans.

« *Nous espérons que la population réagira sainement, disaient les missionnaires européens.* »

Jusqu'en 1963, des pères frappaient encore en public, non seulement des enfants, des jeunes gens, mais des hommes respectables, des hommes mariés, des instituteurs. Jusqu'en 1963, un instituteur pouvait encore se faire licencier, non seulement sans préavis, mais avec 3 ou 4 mois de suppression de salaire sans avoir aucun recours et pour des motifs qui stupéfieraient l'opinion publique.

L'indépendance n'a amené dans la région d'Idiofa que surcroît de mépris et de railleries de la part des pères vis-à-vis des Noirs et de leurs leaders les plus aimés et les plus pondérés. En août 1963, un député de la province du Kwilu déclarait à Idiofa, après un entretien avec M^{gr} Toussaint : « *Actuellement des missionnaires se permettent des choses qu'ils n'auraient pas faites il y a dix ans.* » Et l'administration civile congolaise laissa faire parce que mettre les erreurs et les fautes d'un évêque en évidence, cela n'aurait-il pas donné l'odeur suspecte de communisme ? Nous, témoins, nous ne pouvons même pas avertir l'autorité ecclésiastique sinon nous sommes des « *révoltés contre l'autorité* ». Au Congo, les missionnaires sont les plus puissants et certains régissent selon la loi du plus fort. Le petit a peur et obéit par peur, mais tout en haïssant cette Église forte, écrasante et triomphante [...].

8. Lettre de l'abbé Placide Tara à un ami de Léopoldville (avril 1964)

Vous me permettrez de vous faire un mot pour vous dire que je vivrai encore quelques jours. Ne pensez pas que je suis un réfugié à Kikwit. Non, *manu militari* l'ANC nous a pris à Totshi le 9-4 et le 11 nous étions à Kikwit : monsieur le curé, monsieur l'abbé Albert et moi, de Totshi à Gungu en camion et de Gungu à Kikwit en hélicoptère.

Quand on est venu évacuer les sœurs, nous sommes restés, puisque la grosse tempête était déjà passée : de la part de la jeunesse. De fait, en janvier, il nous était très difficile de vivre à Totshi : soupçons de la part de la jeunesse, trop grand nombre de réfugiés à la mission, d'où la faim était le premier problème à résoudre. Heureusement, monsieur le curé a vite gagné la sympathie de la population ; en ces jours troublés les soupçons de la jeunesse sur nous ne se manifestaient plus, ainsi nous avons pu mener l'existence.

Pendant ce temps, les militaires de Gungu exécutent des sorties dans la région. Bref, ce que vous entendez faire par les mulelistes, l'ANC le fait aussi. Non seulement leur attaque est contre les bandes mulelistes, mais contre tout homme, enfant, femme, adulte, chèvre, cochon, poule, maison... Dans notre région, plus aucune maison qui reste debout au passage des militaires. Quand ils sont allés brûler le village de Mukulu-Nzambi, notre catéchiste, sa femme, leurs trois enfants ont trouvé la mort. Le catéchiste ne savait pas s'enfuir, parce que malade. Une femme « *na nzo tiya* », était victime des balles militaires, son bébé éventré... Nos gros villages sont « déserts » maintenant. La population, bon gré mal gré, est dans la forêt. Les maladies et les épidémies menacent tout le monde. Si cette crise doit encore continuer, qui survivra encore ?

Grâce à Dieu, la mission de Totshi était là pour secourir les malheureux. Mais qu'est devenue cette population depuis notre départ ?

Les villageois sont restés comme ci-après : déjà vers 6 h-6,30 h, tout le monde en forêt ou en brousse, pour fuir les militaires. Ceux dont les villages sont déjà incendiés, restent en forêt, inutile de revenir au village puisque les cases sont brûlées.

De leur côté, les militaires passent de village en village. Ils incendient les cases, tuent tout être humain qu'ils y voient, attrapent des chèvres, poules ; le gros bétail sur leur passage attrape aussi des balles.

À Mukulu-Nzambi, par ex., un certain Théophile, catéchiste, infirme, était victime des balles militaires, lui, sa femme et 3 enfants de sa famille. Une femme qui venait d'avoir un bébé subissait le même sort, le bébé tombait éventré. À Ngyamba-Mbete, des militaires viennent et demandent d'acheter du manioc. Leur camion bien chargé et avant de partir, ils ouvrent le feu, 7 personnes tombent dont une femme brûlée enfermée dans sa case avec son enfant. De son côté, l'aviation sème la panique aussi. Deux unités de chasse circulent librement dans la région. Ces avions jettent des grenades et mitraillent des attroupements (action des forces de l'ordre dans la région de Gungu).

La fameuse jeunesse détruit quasi tout : secteur, arrondissements, hélas plusieurs écoles aussi. Lors des attaques de Gungu, il faut compter dans les 250 tués ! Cette jeunesse arrive devant le soldat, armée de flèches ou de fusils indigènes ! Le soldat

l'accueille à coups de fusil automatique. Carnage. Malheureusement ou heureusement, la jeunesse n'a pas le 40° de la force de l'ANC. Vous l'auriez déjà sentie.

La population de Gungu est maintenant dans une situation lamentable.

Si l'armée respecte la vie humaine, et la jeunesse même, la population réfugiée en forêt et brousse aura le courage de regagner le village et de reconstruire. Sinon, elle reste victime des maladies et épidémies qui ont déjà commencé. Ainsi périra notre belle population : par la flèche, la balle et la maladie, si la providence nous épargne de la haine, autre arme qui nous attend.

Ces événements ont leur développement dans Gungu et Idiofa, une partie de Kahemba, Feshi et Bulungu. Aux limites, la jeunesse fait effort pour pénétrer, mais la résistance est énorme. D'où cette jeunesse attaque la résistance pour élargir le champ de recrutement et de développement. À ces limites il y a combat entre villageois et militaires, s'ils sont là, contre la jeunesse.

Depuis ces événements, les trois abbés de Totshi sont restés à leur poste. Les activités ont continué pendant tout janvier et tout février ; presque tout était arrêté à cause de la panique que venait semer l'aviation. Ainsi vers fin février, l'école secondaire fermait aussi ses portes. Quelques élèves seulement sont restés à la mission. Monsieur le curé avait certains membres de sa famille. La classe ouvrière était fortement réduite aussi. Les réfugiés qui avaient vingtplié la population à la mission en janvier et février, ne se résumaient qu'en quelques 15 personnes. Quand les militaires ont pillé Totshi le 9-4, il n'y avait plus cours. Les maîtres et élèves étaient chacun chez soi.

Quand les militaires s'annonçaient, personne n'était enchanté de leur arrivée. Tous les villageois de Shimuna, Kalumbu, Mbete... en forêt. Quatre retardataires attrapent des balles, trois femmes échappées à ces balles, sont faites prisonnières.

Les véhicules militaires s'arrêtent à Shimuna pour l'incendie des cases et maisons de toutes dimensions. Avant de repartir, deux coups en l'air et le cortège s'approche de la mission. Arrivés au makwela, pillage des maisons des maîtres et ouvriers. Les carreaux tombent en morceaux. Trois militaires continuent tout droit vers l'habitation des abbés, je les aperçois déjà à ± 300 m. Vite je communique leur arrivée à monsieur le curé, tous deux nous sortons pour les recevoir à la véranda. Je rentre vite à la maison pour appeler monsieur l'abbé Albert. Tous trois prêts à les recevoir, voire à recevoir leurs balles, *sic*. Les trois qui précédaient nous saluent de loin, puis nous nous donnons la main, parmi eux, un adjudant. Le deuxième groupe entoure vite notre maison. Le photographe opère. Tous trois inquiets, nous écoutons ceux qui prononcent notre sentence à mort. L'adjudant fort optimiste nous tient un langage fraternel. Quelques excités, fusils braqués sur nous, criaient encore quand leur lieutenant-chef intervint très énergiquement pour couper court à cette indiscipline. Il a du succès. Mais la bande déchaînée des militaires passe immédiatement au pillage de la mission, notre maison est la première à être pillée.

Le lieutenant Kalondji parle longtemps avec nous pour accepter de quitter la mission.

Le lieutenant-chef procède par des tonalités impératives : « *Ils doivent quitter le lieu.* »

Tout est pris, chacun fait son paquet, nous contemplons la sauvagerie de notre armée « *venue de Gungu à Totshi pour nous chercher* », d'après le langage de l'état-major des forces armées à Kikwit.

Le pillage commençait dès leur arrivée à 11 h ; à 3 h nous voici en route. Les abbés n'avaient en main que leur bréviaire. À 10 h 15 nous voici à Gungu. Le lendemain nous contactons le commissaire extraordinaire, homme très simple et très humain. Il a dû malheureusement compter les trois membres humains que les militaires avaient exposés devant la maison du lieutenant-chef.

Nous sommes maintenant à Kikwit. Les entretiens avec l'armée et le commissaire général extraordinaire ne sont pas encore terminés. Nous trois nous sommes décidés de regagner notre poste d'où nous avons été arrachés trop brutalement.

Nous sommes dépouillés de tout : soutanes, malles chapelle, mais grâce à la générosité des bonnes gens, nous aurons le strict nécessaire pour reprendre la vie à Totshi.

Priez pour notre moral, priez pour la santé physique et morale de toute notre population pour qu'elle puisse reprendre la vie ordinaire avec enthousiasme.

Avec la grâce de Dieu, nous recorrigerons le mal et rechanterons la paix dans quelques mois.

Bien à vous, Del Tara

9. Instructions du haut commandement de l'armée populaire de libération de Chine à l'occasion d'une nouvelle proclamation des trois grandes règles de discipline et des huit recommandations

(10 octobre 1947)

(Extrait de *Écrits militaires de Mao Tsé-toung*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1964, pp. 389-390.)

1. Notre armée a pratiqué durant de nombreuses années les « trois grandes règles de discipline » et les « huit recommandations³⁸⁶ », mais leur contenu variait légèrement selon les unités des différentes régions. Elles sont maintenant unifiées dans cette nouvelle proclamation. Vous êtes tenus de prendre cette version comme norme pour une éducation consciencieuse et de l'appliquer strictement. Si l'attention doit être attirée sur d'autres questions, le commandement des forces armées dans les différentes régions pourra, suivant les circonstances concrètes, arrêter des points additionnels et ordonner de les appliquer.

2. Les trois grandes règles de discipline sont les suivantes :

- 1) Obéissez aux ordres dans tous vos actes ;
- 2) Ne prenez pas aux masses une seule aiguille, un seul bout de fil ;
- 3) Remettez tout butin aux autorités.

³⁸⁶ Il s'agit des règles de discipline établies par le camarade Mao Tsé-toung pour l'Armée rouge des ouvriers et des paysans de Chine, pendant la deuxième guerre civile révolutionnaire. Leur application a constitué une part importante du travail politique de l'Armée rouge. Leur rôle a été considérable dans l'édification de l'armée populaire, la solution correcte du problème des relations internes de l'armée, la réalisation de l'union avec les masses populaires et la détermination d'une politique juste à l'égard des prisonniers de guerre. Dès les premiers jours de l'Armée rouge, le camarade Mao-Tsé-toung exigea que les soldats parlent poliment aux masses, payent honnêtement ce qu'ils achètent, ne réquisitionnent jamais de gens pour des corvées et ne frappent ni n'injurient personne. Au printemps 1928, quand l'Armée rouge des ouvriers et des paysans était dans les monts Tsingking, le camarade Mao-tsé-toung fixa trois règles de discipline : 1) Obéissez aux ordres dans tous vos actes ; 2) Ne prenez rien aux ouvriers et aux paysans ; et 3) Remettez aux autorités tous les biens enlevés aux despotes locaux. En été 1928, il formula six recommandations : 1) Remettez en place les portes que vous avez démontées pour en faire des châlits ; 2) Remettez en place la paille que vous avez utilisée comme couche ; 3) Parlez poliment ; 4) Payez honnêtement ce que vous achetez ; 5) Rendez tout ce que vous empruntez ; et 6) Payez ou remplacez tout ce que vous endommagez. Après 1929, le camarade Mao Tsé-toung y apporta quelques changements. La règle 2 prit cette forme : « Ne prenez pas aux masses une seule aiguille, un seul bout de fil », et la règle 3 fut d'abord modifiée ainsi : « Remettez tout butin aux autorités » ; aux six recommandations, il en ajouta deux autres : « Ne vous baignez pas à portée de la vue des femmes » et « Ne fouillez pas les poches des prisonniers ». Telle est l'origine des trois grandes règles de discipline et des huit recommandations.

3. Les huit recommandations sont les suivantes :

- 1) Parlez poliment ;
- 2) Payez honnêtement ce que vous achetez ;
- 3) Rendez tout ce que vous empruntez ;
- 4) Payez ou remplacez tout ce que vous endommagez ;
- 5) Ne frappez pas et n'injuriez pas les gens ;
- 6) Ne causez pas de dommages aux récoltes ;
- 7) Ne prenez pas de libertés avec les femmes ;
- 8) Ne maltraitez pas des prisonniers.

10. Leçons politiques³⁸⁷

Instructions politiques. Les buts de la révolution

Avant d'expliquer ce qu'est la *révolution*, nous devons savoir premièrement ce qu'est le pays.

1. Le pays est une partie de la terre où les possesseurs de celle-ci vivent ensemble et obéissent aux lois que leur gouvernement a proclamées.

2. Toutes les lois sont pour les hommes de ce gouvernement choisi par les gens du pays. Elles sont proclamées au nom de tous les hommes en vue de protéger les biens de tous.

3. Ce pays a un gouvernement mauvais : toutes les richesses du pays sont aux mains d'une partie des gens, les gouvernants, et tous leurs ordres sont proclamés au nom de tous ; ce qui revient à protéger seulement les biens de la partie des gens qui gouvernent le pays.

Dans un pays de cette espèce, tous les gens de ce pays sont divisés en 2 classes :

– Les riches ont toute la richesse du pays dans leurs mains : ce sont les *capitalistes* ; ils profitent de tous les travaux de tous les gens qui travaillent, de la même façon que le moustique suce le sang des gens.

– Les *paysans*, les *travailleurs* ou les *ouvriers* éprouvent beaucoup de peines dans les travaux lourds, mais tout le profit, ce sont les riches qui le prennent, autrement dit, tout leur argent, les riches ou les capitalistes le prennent.

Toute la richesse du pays est ainsi aux mains des étrangers, et on peut donc classer les gens dans trois catégories :

1. Les étrangers ou les *impérialistes* : ceux-ci volent toute la richesse du pays « l'abus » ;

2. Les gens du mauvais gouvernement qui aident les étrangers ou les impérialistes à voler la richesse du pays ; ceux-ci sont les *réactionnaires*. Ils vivent grâce à l'aide des étrangers, sans se soucier que l'ensemble de leurs frères meurent de misère ;

3. L'ensemble de tous les autres gens vivent dans la misère des *pauvres*, les *paysans*, les *ouvriers*. Ils sont comme les chiens qui attrapent le gibier, mais qui ne mangent que les os.

Est-ce que dans un pays de cette espèce, les catégories de gens forment un bloc uni ? Non ! en effet, la classe des gens riches du pays ou les *capitalistes*, les étrangers ou les *impérialistes*, les gens du gouvernement asservis aux étrangers ou les *réactionnaires* veulent seulement que toutes les richesses du pays leur reviennent toujours. Tous les autres gens qui doivent vivre dans la pauvreté, dans l'esclavage devront travailler au service de ceux-là pour toujours.

Toutes ces classes sont toujours en lutte entre elles : les pauvres cherchent tous les moyens pour échapper à la pauvreté et à l'esclavage. Toutes les façons qu'ils peuvent employer pour sortir de la pauvreté, de l'esclavage, on les appelle la lutte ou la guerre.

³⁸⁷ Il s'agit d'un texte authentique mais reprenant de manière tronquée et imparfaite les leçons enseignées par Mulele.

Il y a deux espèces de lutte :

1. Lutte pour diminuer les souffrances ou *luttés réformistes* ;
2. Lutte pour retourner ou arranger le pays ou *luttés révolutionnaires*.

1. Lutte pour diminuer les souffrances ou *luttés réformistes*

Qui a mené ce combat ? Les gens malins : les *intellectuels* et les *travailleurs*. De quelle façon ont-ils mené ce combat ?

- a. Au *parlement*, les bons *députés* demandent au mauvais *bulamatari* de changer ces lois qui causent trop de peines, et ainsi leurs peines diminuent au milieu de la masse, ils instaurent les *syndicats* : les chefs de ces groupements ordonnent d'envoyer de l'argent aux travailleurs, et ainsi leurs peines diminuent ;
- b. Les critiques des *journaux*, de façon que les *bulamatari* changent les lois et ainsi les peines diminuent ;
- c. Les protestations de la masse des gens qui défilent dans les rues, ou qui manifestent devant la maison du chef et du *bulamatari*, pour leur demander de changer les lois, et ainsi les peines diminuent.

Dans cette lutte, les gens des villages n'interviennent pas ; en effet, cette lutte très souvent n'aboutit pas à un succès, à la *victoire*. Les gens qui entreprennent cette lutte ne sont pas assez malins, car ils savent bien ceci : ces étrangers-là ou les *impérialistes*, les riches ou les *capitalistes*, les chefs du mauvais gouvernement ou les *réactionnaires*, ces gens-là volent la richesse du pays ; ils accablent les gens de souffrances de toute espèce par la violence des soldats et des policiers et voici leur volonté : que tous les gens les servent comme des esclaves jusqu'à la fin du monde.

Eh bien ! Eux aussi travaillaient fort d'abord, et étaient avec les soldats et les policiers : ils espéraient que s'ils persistaient à demander, et à critiquer le mauvais gouvernement, celui-ci leur donnerait des bienfaits.

Mais voilà quatre ans aujourd'hui qu'on demande avec insistance, et avons-nous acquis des bienfaits ? Pas le moindre, nous sommes encore dans des misères plus grandes ! Que devons-nous donc faire aujourd'hui pour enlever ces misères ?

2. Lutte pour retourner ou organiser le pays : *luttés révolutionnaires*

Le combat pour retourner ou organiser le pays, ce combat, qui concerne-t-il ?

C'est un combat de tous les gens du pays, autrement dit des *masses populaires*.

Pourquoi cela concerne-t-il les *masses populaires* ? Voici : si un homme est atteint d'une souffrance, qui lui enlèvera cette souffrance ? – Lui-même.

Si les *masses populaires* souffrent, qui leur enlèvera leurs souffrances ? Les masses elles-mêmes !

Il faut bien savoir quelle est l'origine de tous les hommes. Les gens des villages. Tous les gens qui travaillent comme *policiers* ou qui travaillent comme *civils* ou dans les *compagnies*, où est leur origine ? – Au village. Les gens des villages sont comme l'eau et tous les autres sont comme les poissons au milieu de l'eau.

Voici la manière de vivre : les gens des villages se sont soulevés et ils combattent les gouvernants ; le jour où ils auront vaincu les gouvernants, ils prendront la loi qui suit : tous les hommes doivent avoir un travail ; si quelqu'un ne travaille pas, il ne

mange pas non plus. Les étrangers ne peuvent venir prendre ou voler la richesse de notre pays, et aussi, nous ne pouvons pas prendre, voler la richesse des autres gens.

Cette façon de vivre se rencontre dans les pays qu'on appelle *communistes* ; maintenant, quelle façon de vivre voulons-nous ? La quatrième manière, parce que nous voulons que tous les hommes soient heureux.

Est-ce que les poissons peuvent combattre avec l'eau ? Non, car les poissons s'ils sortent de l'eau meurent ; de même, l'homme qui sort du parti du peuple, que fera-t-il ? Il va mourir de la même façon.

Pour engager ce combat d'organisation et de révolution du pays, autrement dit les *lutttes révolutionnaires*, nous devons aider les peuples pour réaliser ce combat. Ce combat, qu'est-il exactement ? Combat ? C'est un combat pour faire la guerre aux ennemis.

Pour mener la guerre contre les ennemis, nous devons savoir d'abord de quel mauvais gouvernement nous subissons des souffrances.

1. De la part des hommes ;
2. De la part de l'argent ;
3. De la part *du matériel*.

Quels sont ces hommes-là ?

1. Les *cadres* ;
2. Les *soldats* ;
3. Les *policiers*.

Nous aussi, nous devons avoir des *cadres*, des *soldats*, des *policiers*.

Nous devons avoir aussi de l'argent y compris le *matériel* pour former les cadres.

De la même façon, nous devons enseigner aux gens le métier de *soldat* et de *policier*.

De quelle façon devons-nous faire ?

Ce combat contre les ennemis, dépasse-t-il nos forces ?

Instructions de guerre que les *partisans* nous enseigneront.

11. Lettres et tracts du maquis muleliste (en résumé) (mars-avril 1965)

A. *Éléments de propagande envers l'ANC*

1. Tract du 10 avril 1965 destiné à l'ANC police et Lt Comd. ANC de Dibaya-Mangai et signé par le CNL

a) Pour ANC :

- Invitation à soutenir la politique PSA ou MNC/L.
- Les rebelles ont 6000 bataillons.
- M. Soumialot va amener de SPK : Mor 81, 85, *bombe atomique et FAL*.
- Les rebelles ont entouré Dibaya-Mangai et attendent les *bombardements... M. Soumialot pour attaquer*.
- Invitation à déposer les armes.

b) Pour police :

- La loi fondamentale vous destine au maintien de l'ordre et non au combat.
- Ne vous battez pas contre nous.

c) Pour le Lt Comd. ANC :

- Nous savons que vous avez 48 mil. à Dibaya.
- Où sont vos autres mil. ? Ils ont été tués.

2. Lettre du 12 mars 1964 destinée au Major ... de garde, émanant du PSA/Kamitatu, section... et signée JPSA, le commandant

- Laissez le PSA tranquille sinon vous mourrez comme le colonel à Gungu (note : col. Ebeya).
- Nous sommes 74 000 jeunesses à Masi-Manimba et 14 040 jeunesses en secteur ... et...
- Il ne faut pas jouer avec les gens de Gungu.

3. Réponse à un tract ANC du 30 janvier 1965 émanant du CNL

- Si vous appelez un chien avec un bâton en main, viendra-t-il ? Nous ne rentrerons pas dans nos villages.
- Si vous essayez d'ouvrir la route de... (... d'Idiofa) vous serez tués.
- Entre le 15 et le 25 fév., tous les Européens doivent retourner chez eux, ainsi que les enfants qu'ils auraient eus au Congo.

(signé) Mulongo..., enfant de la forêt

4. Tract de décembre 1964 destiné à l'ANC et émanant du CNL, sous-direction Kapia

- Venez avec vos fusils chez nous, sinon vous allez tous mourir.
- Quand vous tirez, vos balles passent sans rien vous faire.
- Les partisans sont beaucoup plus forts que vous.
- Nous ne parlons pas d'argent ; nous nous battons pour sauver notre pays.

- Habitants de Kapia, Mbila, Mangai..., rentrez dans la forêt.
- Que les malins viennent nous demander pardon.

B. Directives

1. Lettre du 10 avril 1965 émanant du CNL, adressée à tous les camarades de la forêt

- Recommandation aux partisans de s'écarter des chemins de brousse car ils sont piégés.
- Forces rebelles : 6000 bataillons.
- M. Soumialot va venir bombarder Dibaya-Mangai.
- Les chefs viennent à Léopoldville pour acheter les vêtements pour les partisans.

2. Lettre du 18 mars 1965 émanant du CNL comdt des Forces armées populaires, département des Affaires Mil., en camp Inongo, secteur Hebron (Kapia) S/D Kapia, signée par Yumbu Gabriel et adressée au camarade dirigeant mil. de et à Dibaya-Lubue

- Ordre de relâcher les prisonniers de Brabanta le 31 mars 65.
- Ordre de changer l'emplacement du bivouac.
- Les partisans sont prêts à s'emparer de la nouvelle cité de Dibaya-Lubue.

12. Lettre de Kandaka à Mulele commandant en chef

(Archives Rébellion au Kwilu)

Bien que le style du document reproduit ci-dessous laisse à désirer, nous le reproduisons parce qu'il traduit mieux, à notre sens, les idées originales de Kandaka que d'autres tracts, parus à la même époque, qui lui ont été attribués. Ce document de 22 points, souvent répétitifs, paraît plus riche que le contenu de l'annexe 10 parue dans *Rébellions au Congo*, tome I, pp. 172-173 que Ludo Martens analyse dans l'ouvrage *Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba*, *op. cit.*, pp. 202-204.

Au commandant en chef Mulele, Pierre,

1. Je tiens à vous faire savoir que chaque fois quand un peuple souffre sous le joug de quiconque, il y a toujours un homme qui se consacre pour sortir le peuple de l'impasse. Homme dans l'exemple de Gizenga, Mulele, Lumumba qui sont sujets de l'indépendance.
2. Vous êtes venu ici prêcher la bonne voie de la révolution, et en vérité nous étions tous contents de suivre cette doctrine pour que la paix revienne dans notre pays, que tout le monde puisse vivre en paix comme tous les autres pays qui vivent en liberté ; nous aussi, nous voulons l'ordre, nous voulons que toute la masse populaire vive en paix.
3. N'est-ce pas que vous êtes venus ensemble avec le camarade Bengila Théodore, vous nous avez dit que la première chose à faire est de supprimer les ennemis, les réactionnaires. Nous aussi nous avons commencé à travailler dans ce sens pour ramener la paix chez nous, nous avons combattu les soldats selon les principes que vous nous avez dictés.
4. Savez-vous pourquoi nous n'avons plus la force de continuer la lutte ? Parce que vous avez désavoué votre bras droit avec qui vous êtes venu, l'homme qui a souffert à l'étranger, vous l'avez désavoué pour motif d'avoir engrossé une fille. Est-ce que dans les pays révolutionnaires les gens ne font pas d'enfants ? D'abord je voudrais savoir si la révolution se fait pour les hommes ou bien pour les bêtes ? Maintenant vous faites arrêter inutilement vos frères à cause de l'inconscience de Kafungu Louis, chef d'état-major général.
5. Au moment où Kafungu vous a trompé, vous lui aviez donné la place du commandant Bengila Théodore. Ainsi je vais vous dire le mal que vous avez fait : vous préférez le camarade Kafungu qui a fait tuer 90 hommes dans la région de Mukulu, vous ne lui avez rien fait. Vous lui donnez, en plus de la préférence, la place de Bengila qui était paisible dirigeant, et sans tenir compte que Kafungu veut exterminer la population en la persécutant. Il vient de faire tuer 775 individus qu'il a pris pour ennemis. Je regrette beaucoup ; et nous ne savions pas d'abord que le principe de la révolution est que si vous l'acceptez vous mourrez, si vous la refusez on vous tue. Car, si nous le savions nous n'oserions pas entrer dans la brousse aucune fois. Aussi vous faites textuellement comme faisaient les Belges, vous payez une partie des Bapende pour s'opposer à Gizenga ou même l'arrêter. Vous avez déjà

financé Mupenda Zacharie de Kitembo secteur Kondo, Fimbo Antoine de Lukole secteur Gudi, Pete Évariste de Luvungi secteur Loso. Vous leur donnez l'argent pour les corrompre et pour tromper la population mupende, est-ce bien ce que vous faites ?

Suivant la correspondance de Kafungu Louis à ses camarades dont les noms suivent, je constate que vous êtes contre les hommes de la population mupende, par exemple :

- Kufua-Kenda Pierre-Damien
- chef Nzamba de Mukedi
- Pakasa-Kandaka de Muzombo
- Yongo David
- Kisangi Athanase
- Mayele A.
- etc.

Tous ces gens qu'ont-ils fait dans la révolution ? N'en étaient-ils pas contre ? N'ont-ils pas accepté les soldats dans leurs villages ?

6. Camarade, je vous l'ai déjà dit que nous n'étions pas au courant des principes révolutionnaires que si vous faites des efforts on vous tue, vous acceptez de la servir on vous tuera quand même. Si je le savais je ne pourrais jamais accepter la révolution.

7. Voyez même le cas du camarade Bengila Théodore qui a tant souffert à l'étranger et qui devient votre ennemi juré ; Kafungu Louis qui était 100 % PNP devient pour vous le meilleur camarade. Où est votre sagesse ? Vous croyez que ce que vous faites est sensé ? C'est cela le bon exemple que vous montrez à la population et aux partisans ?

8. Au début de la révolution vous disiez que vous n'aviez pas besoin d'argent, même pas besoin de quoi que ce soit. On peut détruire les ponts, les routes, vous n'avez besoin que de la terre. Aujourd'hui vous oubliez tout ce que vous avez dit, vous commencez à arrêter et tuer arbitrairement les hommes. Vous faites de fausses enquêtes pour vous emparer des biens des villageois, vous brûlez leurs maisons, vous attaquez quiconque met sa belle chemise ou son beau pantalon, où sont les lois que vous nous avez dictées ? Vous comptez vous enrichir sur les quote-parts des partisans, pour qu'après la révolution vous vous construisiez des bars et des magasins, vous vous achetez des voitures pour votre plaisir, mais vous ne voulez pas lutter pour ramener la paix dans le pays. Alors ce que vous nous avez amené c'est du mensonge.

9. Aujourd'hui vous voulez vous enrichir ailleurs, quand est-ce que vous allez utiliser les 14 dépôts qui se trouvent à Mukulu aux mains de Kafungu Louis ? Dans ces dépôts il y a 4 000 000 F. J'ai connu ce chiffre le jour où Zanga Maurice se chamaillait avec Kafungu, et Mulele ne veut pas prendre cet argent des mains de Kafungu cela parce qu'il veut d'abord prendre les contenus des dépôts éloignés.

Il y a deux directions générales, l'une pour Kafungu, l'autre pour Mulele. Des armes que vous avez récupérées lors des combats vous les répartissez en deux parties. Où est notre partie nous qui avons lutté et qui avons saisi toutes ces armes ? Pourquoi nous marchons mains vides ? Vous donnez les armes et les munitions aux Bambunda. Pourquoi vous avez décrété qu'aucun Mupende ne peut posséder une arme ? Les Bapende ont saisi les armes des mains des militaires et ce sont les autres qui les portent.

10. Je vois que vous êtes dominé par Kafungu, même par des fétiches, sinon vous lui avez montré quelque chose de secret, c'est pour cela que vous éprouvez des

difficultés à l'enlever de cette place. Si vous ne pouvez pas écarter Kafungu à cette place, la révolution ne marchera jamais. Je vous en fais preuve dans la découverte de votre lettre dans laquelle vous avez autorisé à vos gens de tuer, piller et brûler des maisons, choses que même les militaires n'ont pas faites ; maintenant pour vous c'est pire encore.

11. Ainsi, ne vous étonnez pas si nous formons la 3^e Direction générale d'union communautaire, comme on dit : « *Kingudi giakhonde nu luezia lua khonde apende akhala nu mongo nu apanjetu ako* ».

Pour protéger le corps de la masse populaire et celui des partisans en les faisant sortir de la bouche du lion Kafungu Louis. Si nous avons chassé les Flamands, c'est parce que nous ne voulons pas les fouets et les prisons. Même quand les Belges étaient ici, c'était encore mieux que maintenant ; nous souffrons beaucoup plus qu'en enfer. Tuer, arrêter, mettre en menottes, à la commande sans raison. Les pauvres sont devenus les riches et vice versa.

12. À mon arrivée dans les régions de Kandale et Kahemba, j'ai reçu la lettre du camarade Kafungu Louis qui me disait de laisser ces régions telles que je les ai trouvées. Vous avez d'ailleurs dit que tout ce que dit Kafungu c'est vous qui le dites. Je vous ai renvoyé la lettre de Kafungu dans les mains de Kabamba Édouard.

13. J'ai laissé ces régions libres comme il m'était indiqué dans cette lettre. J'étais fidèle à vos ordres. Maintenant que les militaires ont entouré toute la région, où est Kafungu, Mudiasupu et Mungala R. ? Qu'ils aillent chasser les militaires et remettre la paix entre masse populaire, parce que vous avez dit qu'ils étaient plus vaillants que moi ; où sont-ils maintenant ?

14. Depuis que je suis arrivé dans ma région, je pense que vous avez déjà entendu ce qui se passe entre les militaires et mes partisans. Lors des combats du village Bangi, au port le 13 février 1965, il y avait 26 militaires tués sans compter les civils ; mais aucun partisan n'était mort. En date du 9 mars 1965 les militaires sont venus à Kandale, mes partisans ont fait des efforts, et 10 de ces soldats ont été abattus, tous les partisans étaient sains et saufs. Alors, quand est-ce que nous aurons votre message ? Ne constatez-vous pas la différence entre Kandaka et votre bras droit Kafungu ?

15. Je vous préviens que si vous n'écarterez pas Kafungu au poste de chef d'état-major général, personne ne peut plus vous donner son rapport, pas un partisan ni même pas un membre de la masse populaire. Celui qui n'obéira pas à mes ordres sera vu ; d'ailleurs j'ai bloqué tous les chemins pour que personne ne vienne vous renseigner. La place de Kafungu Louis doit être occupée par un homme franc, un homme serviable, mais elle ne doit pas être gérée par un PNP comme Kafungu Louis qui considère les révolutionnaires comme de la poussière des semelles de ses souliers ou comme sa femme. Il veut s'enrichir et appauvrir les partisans, et il considère ces derniers comme rien ; il travaille dans ce qu'on appelle « le gouvernement de mon frère ». Chaque place est occupée par un Mumbunda. Nous autres nous travaillons pour les Bambunda, où est votre sagesse messieurs Mulele et Kafungu ?

Ici je vais vous montrer comment vous ne travaillez que pour la fraternité :

1. Commandant en chef : Mumbunda.
2. Chef d'état-major général : *idem*.
3. Commandant de zone d'institutions spécialisées : Mumbunda.
4. Commandant de bataillon : Mumbunda.
5. Commandant de compagnie : Mumbunda.

6. Officier d'ordonnance : Mumbunda.
7. Chef du dépôt central : Mumbunda.
8. Président de l'Assemblée : Mumbunda.
9. Chef d'information : Mumbunda.
10. Contrôleur du dépôt central : Mumbunda.
11. Chef du bureau administratif : Mumbunda.
12. Médecin en chef : Mumbunda.
13. Chef du service technique : Mumbunda.

16. Je vais également vous montrer que parmi toutes les langues laquelle est aussi usitée dans cette révolution que le kimbunda ? Les Bapende ont remis les armes saisies, pourquoi les Bambunda n'ont pas remis les leurs. Le port d'armes est interdit pour les Bapende, pourquoi cela ? Mais ce sont les Bapende qui remettent les armes à Mulele Pierre ; maintenant les mêmes Bapende se voient privés du droit de port d'armes perfectionnées comme les Bambunda, pourquoi tout ça ? Maintenant que vous avez réparti les armes saisies en deux parties, où est la part des Bapende ? Pourtant ce sont eux les ayants droit.

17. Quand Gizenga a formé le PSA il a pris deux hommes :

1. Mulele Pierre : secrétaire général du parti,
2. Yumbu Gabriel : vice-président général du parti.

Pour les affaires (des) Bambala : Kamitatu. Pour les affaires Bapende, il y avait beaucoup de diplômés mais il n'en avait pris aucun ; il prêchait qu'il était nationaliste et qu'il n'a tué aucun Mumbunda. Maintenant Mulele Pierre extermine les Bapende qu'il prend (pour) les ennemis, pourquoi cela ?

18. Je vous fais savoir que nous Bapende, Batshoko et les autres, nous ne sommes pas contre vous ni contre la révolution congolaise ; n'écoutez pas ceux qui vous diront que nous sommes contre la révolution, si nous pensons à ce que les Flamands nous fouettaient et nous payaient un maigre salaire ; encore nous logions dans des maisons comparables aux poulaillers ; les étrangers étaient riches et nous, les pauvres ; ils donnaient les prix sur nos marchandises, nous étions des véritables esclaves, c'est pour cela que nous avons tous salué l'arrivée de Mulele, nous avons accepté tous vos principes. Nous n'étions pas convoqués ni par Mulele, ni par Kafungu pour faire partie des révolutionnaires, nous sommes venus à notre propre guise, pour mettre fin à des persécutions quotidiennes.

19. Nous voulons une fois encore nous unir, nous Bapende et Bambunda pour combattre là où le besoin s'en fait sentir. Nous combattons et vous aurez des résultats que par lettre, sinon vous n'aurez rien de ce que nous saisirons, du fait que vous travaillez pour le compte de Bambunda.

20. Je peux déjà vous mettre au courant de ce que nous avons déjà formé la 3^e Direction générale union communautaire pour protéger la population mupende et pour la consolider. Si vous trouvez la réalité de ma lettre, vous arrêtez immédiatement les combats des partisans et de la masse populaire. Il y a un proverbe qui dit : « Si deux chiens poursuivant une bête se battent, la bête a le temps de s'enfuir tellement qu'on ne pourra la rattraper ».

21. J'ai vu vos hommes que vous envoyez pour faire la guerre contre les régions de Kondo, Kandale et Lozo ; ils ont tué 59 révolutionnaires dans le secteur Kondo jusqu'à Lozo. Je ne sais pas pourquoi vous les avez envoyés.

22° Vous venez encore d'envoyer 2500 partisans pour faire des désastres aux secteurs Lozo et Kondo. Ils viennent de tuer 170 hommes et brûler des villages entiers dans ces deux secteurs, détruire les champs de manioc. Ils ont poursuivi les femmes dans la forêt pour les tuer, sans même réserver les enfants. De telles agressions, je jure de les porter à la connaissance de l'OUA.

Commandant en chef de la 3^e Direction générale
Kandaka Pierre Damien
Révolutionnaire 100 %
S/é Kandaka Pierre Damien.

13. Archives britanniques

Les deux documents ci-dessous sont reproduits avec l'autorisation des Archives nationales britanniques (TNA file reference FCO 29/258). Parce qu'ils sont disponibles publiquement aux Archives nationales, ils ne sont plus soumis au copyright.

a. Lettre de J. R. Cotton (ambassade britannique à Kinshasa) à W. Wilson (West and Central African Department, Foreign Office, London)
10 octobre 1968

W. Wilson, Esq.
West and Central African Department
Foreign Office
London, S.W.1.

British Embassy
Kinshasa

10 October, 1968.

My Dear Bill,

The Execution of Pierre Mulele

In continuation of my letter 1/1/50 of 3 October, in which I reported the return in highly questionable circumstances of Mulele from Brazzaville to Kinshasa, I now have to report that, according to official announcements, Mulele was tried by a Congolese military court for armed rebellion during the night of 7 October, when he was sentenced to death. Mobutu rejected his appeal for mercy, and as a result Mulele was executed by a firing squad at dawn yesterday, 9 October.

2. In fact, there are good grounds for believing that Mulele was killed in the military camp at least five days before his alleged execution and that the above story of his trial and subsequent execution is false from beginning to end. It is significant in this connection that no one at all was admitted to the alleged trial, not even witnesses and certainly not the press.

3. This deplorable episode is however by no means at an end with the death of Mulele, however it may have occurred. The Brazzaville authorities who handed Mulele over to Bomboko in good faith, having been given by him Mobutu's word of honour that on arrival in Kinshasa he was to be pardoned and released, are justifiably furious, and announced last night that they had broken off diplomatic relations with Congo (Kinshasa).

4. On this side of the river too there is a great deal of hostile feeling against the régime for the treacherous manner in which the episode has been handled. While there is no sympathy at all for Mulele, who was universally execrated as a murderer and a rebel, there seems to be no doubt at all that it was the Army who insisted to Mobutu on his return that they could not in any circumstances tolerate the release of Mulele. At one time many people believed that Mobutu would make a scapegoat of Bomboko for his part in this affair. For my part I am very doubtful whether there is

any likelihood of this; first and foremost, because Bomboko is Mobutu's right hand man and essential to the régime; secondly, because it seems clear that he had received *carte blanche* from the president to secure the removal of Mulele to Kinshasa; and lastly, because, whatever may have transpired behind the scenes, Bomboko shows no outward signs whatever of being in disgrace. I have seen him twice in the last two days and he has never been in better form. On the first occasion he explained to me that, after Mulele returned to Kinshasa it was discovered that he had been fomenting from Brazzaville a conspiracy against the régime. Bomboko added that the President had had good evidence for this conspiracy and that 30 or 40 supporters of Mulele had already been arrested in Kinshasa. According to him all this fully justified Mobutu's decision to bring Mulele to trial for high treason and his subsequent rejection of Mulele's appeal for clemency once he had been condemned to death.

5. The day previously Government sources here announced that their Embassy in Brazzaville had been sacked by the mob. Nevertheless, we have learnt on good authority that all that occurred was a small demonstration in front of the Embassy and that the only damage it sustained was one window broken by stone throwing. However, the same sources claim that, although they were under extreme provocation from Brazzaville, they were not taking the situation too seriously and that for their part they had no quarrel with the Brazzaville authorities. Yesterday there was a meeting of Congolese Ministers and the political Bureau of the MPR under the chairmanship of Mobutu, which lasted all day. This morning a statement has been issued saying that the meeting had deliberated on the Mulele affair and that Mobutu had informed it that numerous requests had been received from N'Guabi in Brazzaville as well as from Raoul, the Prime Minister, for clemency for Mulele. Two Brazzaville delegations had visited Kinshasa, of which the first was the one led by Mondjo to which I referred in my telegram 405 of 5 October. In addition, N'Guabi had twice telephoned to Mobutu repeating his request for clemency. For various reasons these requests had all been rejected; firstly, Mulele was a war criminal, and secondly, he had been sheltered by the Cuban Embassy at Brazzaville for several months, during which he had been organizing a commando force to operate this side of the river to continue his rebellion. This commando had been arrested the moment it disembarked at Kinshasa and Mulele's supporters on this side of the river had been "dismantled" on 30 September, the day after Mulele had reached Kinshasa. All these facts had been brought to the notice of the Brazzaville authorities. The Mulele affair was a purely internal one and the decision to subject him to the full rigour of the law did not in any way constitute a contradiction of the previously proclaimed amnesty, which was not in any case applicable to rebels, assassins and important criminals. For all these reasons, the Chief of State had rejected Mulele's appeal, with the result that the latter had been executed the same morning. The communiqué concluded by congratulating the Congolese on the discipline they had shown in not exacting reprisals against the Brazzaville Embassy in Kinshasa.

6. To the best of our knowledge, many of the allegations made in this statement are fabrications; so far as we know, Mulele only arrived in Brazzaville on 13 September and was not given asylum by the Cuban Embassy; nor are there any grounds for thinking that he was organizing armed bands for action in this Congo; moreover, such approaches as have been made by the Brazzaville authorities to Mobutu were less appeals for clemency than protests against the treacherous way in which Mobutu had gone back on Bomboko's word that no harm would befall Mulele. In addition to the

communiqué mentioned above, there has been today a second official statement about the breaking off by Brazzaville of diplomatic reactions. This is exceedingly moderate in tone, and claims more in sorrow than in anger that the Brazzavillois have been acting throughout under the influence of the Chinese and Cubans. It continues that the whole world knows that Congo (Kinshasa) has at all times sought to live on friendly terms with all its neighbours, always provided that these neighbours "ne tentent pas de nous imposer des chinoiseries et des cubaineries". Note has also been taken of the decision of the Brazzaville authorities to bring the Mulele affair to the notice of the OAU. The very moderate and conciliatory tone of this communiqué indicates quite clearly that the last thing the Congolese want is the continuance of the rupture of the relations or the ventilation in public of the grievances of the Brazzavillois.

7. This last decision will undoubtedly put Mobutu in a spot, for the Brazzaville authorities will almost certainly take full use of the tape recordings in their possession of the conversations between Bomboko and N'Guabi and of the subsequent television confrontation between Bomboko and Mulele. In the past it has been Mobutu's practice to ride roughshod over the less important African leaders who have ventured to criticize or defy him; now however the boot is on the other leg, and he will be hard put to it to explain his actions away to his fellows African leaders, whom he has so often scorned. Moreover, although Mobutu was himself responsible for the earlier rupture of relations with Portugal and Angola, as well as with Rwanda, this is the first time that a neighbouring country has inflicted his own medicine on him. Internally too he has done himself a good deal of harm. Whatever events will follow Mulele's execution, his inept handling of the affair has put him more than ever under the influence of the Army, and this, as I suggested at the conclusion of my dispatch JB ½ of 6 August, could eventually prove to be his undoing.

8. I am sending copies of this letter to the Chanceries in Washington, Brussels, Paris and Yaoundé, to the Consulate at Lubumbashi, and to Malcolm MacDonald at Nairobi.

Yours truly,

John Cotton

b. Lettre de J. R. Cotton (ambassade britannique à Kinshasa) à W. Peters (Central African Department, Foreign & Commonwealth Office, London), 17 octobre 1968

W. Peters, Esq., M.V.O., M.B.E.
Central African Department
Foreign & Commonwealth Office
London, S.W.1.

BRITISH EMBASSY
KINSHASA

17 October, 1968

My dear Bill,

The Mulele Affair

1. Please refer to my telegram 421 of 14 October which summarises Bomboko's version of the affair as he explained it to the Western Ambassadors. The day after this meeting he left unexpectedly by air for Yaounde and Abidjan and it may be that he has also gone further afield. Presumably his purpose in all this has been to get his say in first and before the Brazzaville authorities who had threatened to expose to other African Chiefs of State how they had been tricked by Mobutu when they handed over Mulele. Moreover, Houphouet-Boigny is the current President of OCAM, whose annual meeting of Chiefs of State is shortly due to be held, possibly in Kinshasa.

2. The 15 October being Mobutu's birthday is normally marked by a very grand reception to which he invites, amongst others, the diplomatic corps. This year the Western Ambassadors were excluded from the function for reasons which are not clear, but all our African colleagues attended. On the same day, Mobutu summoned the press and gave them his version of the affair, which, strangely enough, differed substantially from that which Bomboko had produced to us and again separately to the African Heads of Mission. Unlike Bomboko, Mobutu made no intention at all of the grand conspiracy against the regime which Mulele was alleged to have been fomenting from Brazzaville. (Nevertheless, the press were well aware of the conspiracy story since Bomboko's meeting with us had been fully reported in the official bulletin.) Mobutu merely told the press that, when he returned to Kinshasa from Morocco, he discovered for the first time that his word of honour had been pledged by Bomboko for the safe conduct and release of Mulele. Mobutu maintained that no one but he personally could tender his word of honour to anyone, and accordingly he was at perfect liberty to disavow the pledge that Bomboko had given, both to N'Guabi and Mulele. Mulele was a traitor and a criminal and did not come within the purview of his amnesty to political prisoners. In certain circles it had been suggested the he should have dismissed Bomboko for exceeding his powers; on the contrary, he had full confidence in Bomboko who had acted in good faith. He explained, rather inconsequentially that since the Congo was governed by a presidential regime, only the President was responsible to the people, while the Ministers took their orders from him. Mobutu continued that so long as Mulele was in Brazzaville, his presence there was an affair of that state; once he came back to the Congo he was in another jurisdiction. While Brazzaville was entitled to protest, it had no right to insult the Chief of State of the Congo, nor to cast aspersions on his word as an officer. Nevertheless, he did not exclude the possibility of an eventual return to

good relations with Brazzaville if that was the wish of the two peoples. Because Mulele had been recruited for the Force Publique in 1950, he was still a corporal on the reserve and therefore it had been correct to hand him over for the trial by a military court martial. He concluded by mentioning the declarations made by the Foreign Minister of Madagascar that the forthcoming Conference of OCAM would not be held in Kinshasa; as to this, diplomatic approaches had been made to certain Heads of State of this organisation so as to clear up this affair. Hence the visit of Bomboko to Abidjan.

3. So there we have it. On the one hand the version by Bomboko alleging a large scale conspiracy again the régime which justified the arrest and execution of Mulele and the detention of a number of his sympathizers in Kinshasa, and on the other Mobutu's anodyne story making no mention at all of the conspiracy and merely saying that he had ensured that Mulele met his just desert once he returned to Kinshasa. Personally, neither I nor the majority of my colleagues believe Bomboko's story of the grand conspiracy despite the fact that he made much play in front of us of intercepted documents and letters. His story was clearly grossly exaggerated and planted for our benefit, and possibly that of the Americans, with its emphasis on the support that Mulele had received from the Communist Chinese and the Cubans in Brazzaville. It looks, therefore, as if Bomboko has once again embarrassed his President by his revelations and that it was necessary in consequence for Mobutu to try to put the record straight. At the same time it is doubtful whether Mobutu's explanation to the press has convinced anyone at all inasmuch as has carefully skated over all the questionable elements in this affair.

4. Personally, I believe that the truth is as I suggested it in my letter of 3 October, that when during his visit to Morocco, Mobutu first learned that Mulele had reached Brazzaville, he authorized Bomboko to telephone to extract him from there at all costs and by whatever means. Other expedients having failed, Bomboko resorted to trickery by proffering Mulele a full pardon. When Mobutu finally returned to Kinshasa after a series of false starts, he found to his consternation that Bomboko's Machiavellian tactics had outraged the Army. Since at all costs he must placate the military, he was compelled to hand Mulele over to their tender mercies. If this reasoning is correct, Mobutu is now more than ever under the thumb of his Army, who will not be slow to exploit the advantage which he has so gratuitously presented to it.

5. However, wherever the truth lies, everyone is agreed that it has been a murky episode, and that it has certainly not added in any way to Mobutu's prestige vis-à-vis his fellow Heads of State in Black Africa. But so far as the Congolese people are concerned, all they really care about is the disappearance of Mulele. I have no doubt, therefore, that in a short time they will have forgotten, if they ever knew, just how the affair was arranged and how badly their President has come out of it.

6. I am sending copies of this letter to the Chanceries in Washington, Brussels, Paris, Yaounde and Kampala, to the Consulate at Lubumbashi and to Malcolm MacDonald at Nairobi.

Yours,

John Cotton

NOTICES BIOGRAPHIQUES DES ACTEURS

Cette biographie a été établie par Jean Omasombo sur base des témoignages recueillis auprès des partisans encore en vie et des données trouvées dans divers documents d'archives relatives à la rébellion de Mulele conservées à la Section d'Histoire du temps présent du Musée royal de l'Afrique centrale à Tervueren. Elle est en partie issue de documents officiels rédigés par les services de renseignements du gouvernement de Léopoldville. Elle ne prétend être ni exhaustive, ni exacte. Elle peut être utile pour connaître des dates, des lieux, des relations entre les partisans.

Abo Léonie

Née à Malungu en 1945. Ethnie mbunda.

Infirmière de formation, elle travailla à l'hôpital de Kikwit Sacré-Cœur et à l'hôpital de Gungu. Elle fut la première femme à rejoindre le maquis en août 1963. Elle s'y occupa de la pharmacie et du service des femmes et des enfants au dispensaire de la Direction générale. Selon Léon Makasa, Léonie Abo aurait aussi été chef de peloton³⁸⁸. Elle devint la compagne de Mulele³⁸⁹.

Ahumari Sidonie

Ethnie mbunda.

Religieuse, institutrice à la mission de Laba, elle intégra la rébellion dans l'équipe d'Iseme. Elle y donnait des leçons politiques. Elle rejoignit le quartier général et fut affectée au secrétariat du bureau de l'information et de la presse. Elle est morte à Kinshasa au cours des années 1990.

Alongh Alexis

Né à Bundjimbila en 1942, secteur Yassa-Lukwa.

Il intégra la rébellion en 1964, alors qu'il était en 5^e année d'humanités scientifiques à Idiofa. Il travailla comme second responsable du secrétariat de l'état-major général, sous le commandement de Kafungu. Après la rébellion, il reprit ses études à Kinshasa. En 1992, il intégra la parti d'A. Gizenga puis l'Union des patriotes nationalistes congolais (UPNAC) dirigé par Léonie Abo. En 2004, il vivait à Kinshasa.

Awak Damien

Ethnie mbunda. Originaire du territoire d'Idiofa, village Bembele, secteur Kalanganda.

³⁸⁸ Voir Makasa Léon, *Rapport au directeur provincial de la Sûreté*, Kikwit, 21 novembre 1965. Archives Rébellion au Kwilu.

³⁸⁹ Sur elle, lire l'ouvrage de L. Martens, *Une femme du Congo*, op. cit.

Après des humanités modernes à Idiofa, puis à Kikwit Sacré-Cœur, il devint étudiant à l'université Lovanium en pédagogie. Il ne termina pas ses études. Il fut l'un des secrétaires de Mulele pendant le maquis qu'il quitta en 1965. Il est décédé en 1972.

Badibanga Casimir

Ethnie dinga de Kamtsha.

Avec Léon Makasa, il dirigea l'attaque et l'occupation de Mangai début février 1964.

Bengila Théodore

Ethnie mbunda, originaire du village Lubonsi Lamba à Imbongo, territoire de Bulungu au Kwilu.

Il obtint un diplôme d'assistant agricole (1950-1954) à l'école d'agriculture de Yaeseke. Il fut le condisciple de classe de Pierre Mulele. Après avoir été candidat frère jésuite, il devint secrétaire du PSA à Léopoldville puis chef de cabinet de Mulele, le ministre de l'Éducation nationale et des Arts dans le gouvernement Lumumba en 1960. De 1960 à 1961, il fut chargé d'affaires au Caire de la République populaire du Congo, le gouvernement dissident de Gizenga. En 1962, il accompagna Mulele en Chine. Il retourna à Léopoldville en mars/avril 1963 et organisa dès son arrivée avec Mukulubundu, Mitudidi et quelques autres (mais sans Yumbu et Mukwidi qui n'intégreront le petit noyau qu'à la veille de l'arrivée de Mulele) des réunions de consultation des groupes de la JMNC/L. Ils y envisageaient l'hypothèse d'une guerre révolutionnaire et songeaient, avant l'arrivée de Mulele, à créer un camp d'entraînement dans le Mayumbe au Bas-Congo. Mais il y eut trop d'opposition de la part des originaires Bakongo. L'hypothèse qui fut retenue fut celle de l'organisation d'un maquis au Kwilu. Bengila fit partie du groupe qui accompagna Mulele le 27 juillet 1963 au Kwilu et assista le 2 août 1963 à la première réunion qui lança la rébellion sur le terrain. Il devint le responsable politico-militaire à la Direction générale. En mai 1964, il fut condamné à regagner son village pendant six mois pour avoir mis enceinte une fille mineure dans le maquis.

Tard dans la nuit, Mulele et Bengila sont assis devant le bivouac. Abo leur apporte une calebasse de vin de palme et elle entend Mulele dire : « Tu vois tout ce monde-là sur notre tête ? Mukulubundu a disparu. Toi, tu iras au village et moi, je resterai seul avec tout ce monde-là sur le dos. Nous avons dit aux partisans de ne pas faire cela. Je ne peux pas prendre une autre décision. Tu iras au village avec elle, et après l'accouchement, tu reviendras. Mais quand même, une petite fille comme Nelly...³⁹⁰ »

Il revint à la Direction générale en novembre 1964 et s'y occupa de la direction du bureau de l'instruction politique et militaire. Il aimait chanter et le maquis de Mulele lui doit plusieurs chansons. Il participa en mars 1965 à l'opération contre Kandaka. Le 30 novembre 1966, alors qu'il était toujours dans le maquis, il fut fait membre du CSR après épuration. Arrêté dans son village en 1968, il fut emprisonné à Kinshasa. Le 2 octobre 1968 dans la nuit, il fut torturé et tué au camp militaire Kokolo en même temps que Mulele.

³⁹⁰ Martens L., *Une femme du Congo*, op. cit., p. 117.

Biletsi Eugène

Né à Banga-Banga le 8 août 1934, il est Mbuun, originaire du territoire d'Idiofa. Il fut ordonné prêtre du diocèse d'Idiofa en 1959. Il était directeur du petit séminaire de Laba au moment où éclata la rébellion en 1963. Il tenta de protéger son école contre les mulelistes et les militaires mais finit par la fermer, rejoignit son village d'origine et vécut caché dans la forêt pour se soustraire aux attaques de l'ANC et des bandes, protégé par les mulelistes, bien que n'étant pas réellement partisan du mouvement rebelle. Il se montra plus attaché aux Mbunda qu'aux ressortissants d'autres ethnies de la région. Il entreprit des études à Lovanium après sa sortie du maquis. Il devint évêque de son diocèse en 1970 en remplacement de M^{gr} René Toussaint, contraint à la démission par Rome. Mais Rome lui reprochera également sa gestion du diocèse, et il démissionnera, après 24 ans de règne. Il mourut quelque temps après.

Bula-Bula Théophile

Né à Mbiengi, dans l'extrême sud-est du secteur Nyadi-Nkara, en 1929. Ethnie yansi. Son frère fut un catéchiste fort apprécié à Pindi. Après des études primaires à la mission, il poursuivit des études secondaires à Leverville PLC, où il rencontra Mulele, qui était une classe en dessous de lui³⁹¹, puis à Yaeseke-Alberta dans le territoire de Bumba en Équateur. Il devint assistant agricole. Engagé aux plantations Lever à Mokalia vers Basoko dans la Province orientale, puis à Lusanga dans le Kwilu, il démissionna en 1960. Il devint ensuite agronome du territoire de Kikwit et se fit membre du PSA comme plusieurs originaires de Nkara (contrairement aux autres Yansi des secteurs Due et Kimbata-Kwilu, Mikwi, Bagata et Kidzwem). Au moment où éclata la rébellion en 1963, il se trouvait à Bulungu comme agronome. C'est après l'attaque de Kiyaka début 1964 qu'il décida, en mars, de rejoindre Mulele à Mulembe, pour « *recevoir une formation militaire et idéologique* ». Après quelques semaines de formation, Mulele le chargea d'aller organiser l'installation du maquis chez les Yanzi, dans sa collectivité d'origine nkara. Il reçut le titre de commissaire politique au niveau d'une sous-direction. Au mois de juin 1964, il fut rappelé à la Direction générale pour s'occuper du tribunal de la masse. En 1966, il se chargea aussi du bureau de la documentation et des études. Bula-Bula resta caché longtemps après le départ de Mulele du maquis. En 2002, il vivait à Kinshasa.

Fimbo Antoine

Né vers 1932, originaire de Lukole, près de la mission de Kilembe, en secteur Ngudi. Ethnie pende.

Il fut renvoyé de l'école primaire en 1945 par le supérieur de la mission de Kilembe. Il devint commerçant. En 1962, il porta plainte contre l'évêque d'Idiofa, à la suite du décès d'un petit neveu survenu après la fermeture du dispensaire et de la maternité de Kilembe. Il joua un rôle important dans la pénétration de la rébellion dans les secteurs

³⁹¹ Déjà à Leverville, dit Bula-Bula, « *Mulele était plus éveillé que nous sur les questions politiques. Il nous intéressait à aller suivre les informations chez les missionnaires, puis il faisait par la suite des commentaires. Il aimait discuter* ».

de Kilembe et de Gudi. Il devint chef rebelle en région pende au début de 1964. Il était très dynamique et d'un tempérament turbulent, mais indiscipliné, allant jusqu'à s'emparer des biens et femmes d'autrui. Il dirigea la sous-direction rebelle de Kitombe, dans la région de Mukedi. Il resta fidèle à Mulele après la dissidence de Kandaka. En 1997, il habitait Gungu, où il était chef du Parti lumumbiste unifié d'Antoine Gizenga pour ce territoire.

Gizenga Antoine

Né à Mushilo-Gongo dans le Kwango le 5 octobre 1925. Ethnie pende.

Il fit des études au petit séminaire de Kinzambi, puis pendant trois ans au grand séminaire de Mayidi. On le disait intelligent. Il devint moniteur, puis directeur, à l'école Saint-Charles à Léopoldville. Le 1^{er} novembre 1959, il fut mis en disponibilité de sa fonction à l'école. Il succéda à Sylvain Kama en qualité de président du comité central provisoire du Parti solidaire africain (PSA), puis en devint le président général. Le 7 juillet 1959, il sollicita par écrit, l'intervention du gouverneur général afin que soient libérés les onze leaders sectionnaires du PSA arrêtés à Masi-Manimba. Au cours des premières réunions qu'il présida, il se montra partisan de l'unité du Congo et réclama une place équitable pour les ressortissants du Kwango-Kwilu au sein du gouvernement congolais. Il se déclara opposé à l'Abako, terminant d'ailleurs l'une de ses allocutions en déclarant : « *Nous formerons un bloc d'opposition contre les ambitieux de l'Abako* ». En juillet 1959, lors de la création à Léopoldville par Kasa-Vubu d'un secrétariat permanent pour la mise en application du projet de création d'une République du Congo central, il s'opposa à toute déviation de la déclaration de principe du PSA, mais se montra partisan de l'envoi des membres de son parti comme délégués auprès de ce secrétariat. Le 30 juillet 1959, il assista à la réunion de contact entre le PSA et l'Abako au cours de laquelle les deux partis établirent un plan d'action commune. Le 5 août, au cours d'une réunion du PSA, il déclara que son parti ne se laisserait nullement prendre en remorque par l'Abako, mais travaillerait en parallèle dans le même but, pour l'indépendance dans l'unité de la nation. À la même époque, des propagandistes de l'Abako distribuèrent des tracts dans le Bas-Congo dans lesquels étaient cités ensemble pour la première fois Gizenga et le Kiamfu des Yaka avec les leaders Abako. Il fut l'un des promoteurs de la collaboration étroite qui se réalisa en août 1959 entre le PSA et la fédération Kwango-Kwiloise. Le 20 août 1959, il signa conjointement avec Kasa-Vubu, Kanza et Kingotolo un télégramme et une lettre de protestation contre les arrestations de plusieurs politiciens, dont Kalonji Albert, ainsi que contre la mauvaise foi du gouvernement belge qui « brandissait » des menaces de répression. Le 7 septembre, il signa avec Mulele, Kanza et Kingotolo un télégramme adressé au ministre du Congo dans lequel ils faisaient part de leur étonnement d'entendre parler de la déclaration gouvernementale « périmée », affirmant que les Kongo et Kwango-Kwilois maintenaient fermement leur décision d'obtenir l'indépendance totale en janvier 1960. À la même époque il eut une entrevue avec Alphonse Nguvulu et les leaders du Parti du peuple dans le but d'ouvrir une discussion sur les possibilités du fédéralisme vu sous l'angle de la province de Léopoldville. Le 3 octobre, il adressa une lettre au nom du PSA au président provincial du parti à Kenge dans laquelle il écrivait notamment que l'indépendance ne se donnait pas mais se conquerrait et que lorsque l'Administration constatait que le PSA était bien décidé d'appliquer son programme, elle avait peur et s'efforçait de tout étouffer. Au cours d'un entretien tenu le 16

octobre entre Kasa-Vubu et Gizenga, les positions du PSA-Abako furent, une nouvelle fois, coordonnées et le refus du vote maintenu. Le 3 novembre, il adressa avec Kasa-Vubu une lettre aux consuls généraux des pays signataires du traité de Saint-Germain-en-Laye protestant contre le fait que, contrairement aux engagements internationaux souscrits, une réunion de la convention n'avait pas eu lieu 10 ans après la signature, comme prévu. Si cette conférence ne pouvait se réunir, les intéressés demanderaient une nouvelle conférence de Berlin groupant les puissances signataires de celle du 24 février 1885. Ils précisèrent également que la Belgique voulait ériger une indépendance truquée permettant d'établir sous d'autres formes le régime colonial au Congo. En novembre, il signa avec Kasa-Vubu et Kalonji un télégramme adressé au ministre du Congo exigeant l'organisation d'une table ronde présidée par le ministre, en présence de membres du Parlement et qui devrait se tenir de préférence à Bruxelles. Les divisions au sein du PSA connurent un regain d'activités. Kamitatu, président de la section de Kikwit, déclara qu'il était partisan de la participation aux élections, alors que Gizenga maintenait son attitude de refus. À la même époque, des contacts furent signalés entre Kasa-Vubu, Albert Kalonji et Gizenga aux fins de mettre au point une attitude uniforme pour l'avenir immédiat. Le 22 novembre, Gizenga, les dirigeants de l'Abako et du MNC/K envoyèrent un mémorandum au ministre du Congo qui venait d'arriver à Léopoldville. Ils réclamaient l'indépendance immédiate et proposaient un planning politique pour atteindre ce but. Le 25 novembre, les mêmes personnes adressèrent une lettre au ministre De Schrijver pour lui demander s'il était exact qu'il était mandaté par le parlement belge. Le 26, après de multiples tergiversations, les représentants de l'Abako, du MNC/K et du PSA, dont Gizenga, se rendirent auprès du ministre avec qui ils eurent un long entretien. Notons le mécontentement – exprimé à plusieurs reprises – du bureau du PSA qui se plaignait de l'attitude dictatoriale du comité central. Lorsqu'il fut déchargé de ses fonctions à l'école, Gizenga tint des réunions presque tous les jours à son domicile et à la permanence, à Kalamu. Le 2 décembre, Gizenga quitta Léopoldville pour Bruxelles à l'invitation du ministre. Il eut notamment des contacts avec Jean Lacouture, mulâtre bien connu, ainsi qu'avec des membres du parti communiste belge. Il se rendit ensuite à Berlin-est et en URSS. En janvier 1960, le PSA mit sur pied un plan d'ensemble prévoyant que certains de ses membres effectueraient des séjours à l'étranger afin d'étudier les diverses constitutions des pays africains, et de demander l'aide de ces pays, en vue d'organiser éventuellement un gouvernement si les pourparlers avec la Belgique n'apportaient point de solutions satisfaisantes. Gizenga fut désigné pour faire partie de l'équipe qui s'installerait au Caire et qui constituerait le poste clé de cette organisation. Le 2 mars 1960, il rentra à Léopoldville venant de Dakar. Il déclara vouloir organiser le nouvel État congolais selon le système des républiques populaires marxistes. Il estimait que les contacts avec l'Abako devaient être rompus et que les efforts devaient être dirigés vers une entente avec la Luka, l'Abazi et l'Unilac. Élu député national PSA avec 52 442 voix de préférence dans le district du Kwilu en mai 1960, il devint vice-Premier ministre du gouvernement Lumumba. Il fut révoqué en même temps que Lumumba le 5 septembre. Il constitua un gouvernement central à Stanleyville à la mi-octobre 1960. En février 1961, ce gouvernement fut reconnu par 21 pays afro-asiatiques et d'Europe orientale. Le 31 mars, il publia un arrêté contresigné par ses ministres « *mettant Kasa-Vubu dans l'impossibilité d'assumer ses fonctions* ». Il négocia, à partir d'avril 1961, avec Kamitatu qui était à Léopoldville. Nommé vice-Premier ministre du gouvernement Adoula en août 1961, il ne prit

cependant pas ses fonctions et fut destitué le 16 janvier 1962. Arrêté, il fut emprisonné à Binza et déporté à l'île de Bula-Mbemba début février 1962. Le 7 mai 1962, son immunité parlementaire fut levée. Début juin 1963, il fut reconnu comme président général du PSA au 3^e congrès provincial du PSA à Kikwit. Le 28 mai 1963 il avait été réhabilité comme député mais restait incarcéré. Il sera libéré le 15 juillet 1964 par Moïse Tshombe. Le 16 juillet, il rentra à Léopoldville où il fonda, en août, le Parti lumumbiste unifié. Placé en résidence surveillée à Léopoldville par le gouvernement Tshombe le 1^{er} octobre 1964, il fut libéré le 25 novembre 1965. Mobutu devenu président de la République ce même jour, le reçut le lendemain, 26 novembre. Bien que coopté sénateur en décembre 1965, il s'exila en février 1966, se sentant menacé. Il passa par Brazzaville – refusant de prendre contact avec les révolutionnaires qui s'y trouvaient, séjourna à Bamako au Mali, puis à Belgrade en Yougoslavie, à Moscou (où se trouvaient ses enfants), à Prague. Il arriva au Caire début avril 1966. Y bénéficiant du soutien du gouvernement égyptien, favorable, comme l'Union Soviétique, à un rapprochement avec Gbenye et à un isolement de Gaston Soumialot qui dirigeait le Conseil suprême de la révolution, il formula un « plan Gizenga » prévoyant l'unification des mouvements révolutionnaires sous son égide. Séjournant au Caire jusqu'à début juin (novembre ?) 1966, il y rencontra Bocheley, Yumbu, Kabila... Il retourna ensuite en Union Soviétique. En 1974, il se rallia pendant quelques mois au PRP de L. D. Kabila. En 1977, il quitta l'Union Soviétique pour l'Angola, à l'invitation du président Neto où il rencontra Nathanaël Mbumba, chef du Front national de libération du Congo. Cette rencontre fut sans résultats sur le plan politique. Il gagna ensuite Brazzaville, où suite aux pressions de Mobutu, il fut emprisonné. Il fut libéré à la suite d'une campagne d'Amnesty International, en 1983. Il relança alors le PALU qui organisa, en juillet 1987, une manifestation de femmes à Kinshasa sous la responsabilité de Thérèse Pakasa, suivie d'une autre manifestation féminine le 19 avril 1988, manifestations toutes deux durement réprimées. Après la proclamation du multipartisme par Mobutu, le 24 avril 1990, il resta en exil à Brazzaville, pour des raisons de sécurité. Le PALU intégra l'« union sacrée » des partis d'opposition fin 1991 et lui-même rentra finalement à Kinshasa le 7 février 1992. Candidat aux élections présidentielles du 30 juillet 2006, il occupe la troisième position, qui fait de lui l'arbitre afin de départager les deux candidats retenus pour le second tour.

Ilo Monique

Elle fut attachée au bureau de l'information et presse. Elle devint la deuxième compagne de Mulele. Ils eurent un enfant, né à Matende, en plein maquis, en 1965.

Impata Frédéric

Ethnie mbunda.

Après des études à Kinzambi (7^e préparatoire), puis au collège de Kiniati, il termina l'école normale à Kikwit. Il devint enseignant à Kikwit Sacré-Cœur. Il avait été chef scout routier, et avait travaillé à Madail. Avant la rébellion, il était chef du secteur de Kanga. Il apporta son appui à Mulele dès août 1963 et devint commandant militaire de la sous-direction de Kanga. Il fut très populaire dans la rébellion. Il est décédé à Kikwit en 2001.

Isungu Théotime

Originaire de Mosila, ethnie yanzi.

Facteur à Kikwit, il compte parmi les premiers adhérents influents de la rébellion en août 1963. Il fut chargé d'assurer la pénétration de la rébellion dans la région de Nkara. Il fut tué en avril 1964 à Mayoko Niadi par les villageois lorsque l'ANC attaqua le village Nzulumbanga.

Kafungu Louis³⁹²

De son vrai nom Louis Opel. Le nom de Kafungu (ou Gangufu), d'origine pende, est celui de son père Léon, dont le nom réel mbunda était Kwats Mwakakyaka.

Né à Mukulu-Inyange vers 1927, de père mbunda et de mère pende. Il est originaire de Mukulu.

Après des études chez les missionnaires de Leverville, il devint moniteur. Envoyé régulièrement en brousse (aux environs de Lufuku, de Kiyaka, de Mukulu...) pour fonder de nouvelles classes, il acquit une bonne connaissance de la région. Son père, Léon Kafungu, était le chef coutumier de Mukulu (regroupant 12 villages). Il vit cependant son pouvoir attribué par l'administration coloniale à Gambunda (père de Yumbu Gabriel), qui habitait le chef-lieu de secteur. Celui-ci, un Pende, devint ainsi chef de groupement de Mukulu chez des Mbunda. C'est le chef Gambunda qui initia Louis Kafungu encore enfant à la palabre, en sa qualité de fils de chef. Au moment où il rejoignit le maquis, Kafungu était enseignant à Mulem. Il joua un rôle important dans la pénétration de la rébellion dans la région de Lukamba. Il devint d'abord commandant de la zone sud, comprenant les secteurs Kilembe, Luzo, une partie de Lukamba et Gudi. Il était fort écouté par Mulele. Il fut chargé de la direction de l'administration générale et du personnel du maquis de 1963 à 1966 et commanda l'état-major de Mulele à partir de la mi-mai 1964, remplaçant Bengila à ce poste. Il dirigea les opérations contre Kandaka en mars 1965. On prétendit qu'il avait été assassiné ou blessé lors des combats à Mukedi. Il se montra souvent sans pitié contre les ennemis arrêtés, mais aussi contre les partisans. Sa cruauté s'explique, semble-t-il, par le sort que l'ANC avait infligé à son père. Celui-ci, Léon Kafungu, sa sœur Monique et l'époux de celle-ci, Athanase Mboma, avaient été arrêtés par l'ANC le 6 décembre 1963 et Léon Kafungu avait été emprisonné à Idiofa où on exigeait de lui qu'il ramène son fils. Il fut torturé et exécuté. Louis Kafungu développa alors une cruauté féroce à l'égard des soldats faits prisonniers mais aussi des suspects, fussent-ils partisans ou villageois. C'est ainsi que les quatre parents de Mulengamungu, secrétaire de l'Assemblée provinciale, furent assassinés le 13 janvier 1964. C'est ainsi aussi que des dizaines de partisans qui fuyaient Gungu furent enterrés vifs. Constant N'Dom fera plus tard le témoignage suivant : « *Kafungu nourrissait une haine obsessionnelle à l'égard des intellectuels. Saisi de démence, à Kimpata Eku, il tirait sur ceux qui hésitaient d'avancer. Kafungu a fait fusiller des centaines de personnes innocentes*³⁹³ ». La tentative de Mulele qui envoya des « para commandos » pour

³⁹² Une partie des informations de cette notice furent recueillies à Kinshasa le 15 mai 2002 par Jean Omasombo auprès de Simon Kafungu, frère cadet de Louis Kafungu, né à Totshi le 5 janvier 1940. Celui-ci est enseignant à l'ISP/Gombe à Kinshasa. Il dit avoir connu les abbés Pierre Kayembe et Augustin Kalamba avec lesquels il vécut entre 1959 et 1962.

³⁹³ Martens L., *Une femme du Congo*, op. cit., p. 122.

arrêter Kafungu échoua. Ceux-ci furent capturés et tués par Kafungu. Le comportement brutal de Kafungu entraîna la fuite de nombreux partisans. Plusieurs d'entre eux lui imputent en partie l'échec du mouvement. Kafungu fut aperçu à Kilembe en mars 1968 où il poursuivait la lutte. Fin 1968, il aurait toujours été à la tête d'un groupe de maquisards dans la région de Kilembe. Il fut arrêté dans les environs de Kahemba, lors d'une patrouille militaire, et torturé avant d'être emmené à Kikwit dans un état pitoyable. Il décéda le 22 juin 1970 à l'hôpital de Kikwit des suites de ses blessures (fracture du crâne). Il eut les membres coupés et un de ses bras fut montré en public. Il a laissé un enfant, devenu soldat dans l'armée de Mobutu, puis dans celle de Kabila.

Kakwala Paul

Né le 7 août 1929 à Banza-Tango, fils de Kitambala Paul et de Mayinga Elisabeth, originaire de Banza-Tango en secteur Kwilu, territoire de Kikwit.

Il fut clerc comptable à la Cégéac à Kikwit. Début 1959, il devint président du Parti du progrès national congolais, mais rejoignit le PSA en mai, grâce à la persuasion de C. Kamitatu et en devint le 2^e vice-président du comité provincial. Il fut élu député provincial sur la liste PSA dans la préfecture de Bulungu puis devint président de l'Assemblée de la province de Léopoldville de 1960 à 1961. En septembre 1962, il devint président de l'Assemblée provinciale du Kwilu et fut réélu en avril et octobre 1963 premier vice-président du comité provincial du PSA (aile Kamitatu) à Kikwit. Il devint aussi administrateur de la Société congolaise d'électricité et de la Quincaillerie du Kwilu à cette date. Il fut nommé en octobre 1964 par Kasa-Vubu membre du comité d'urgence au Kwilu. Il fut ensuite élu conseiller provincial Udeco à Kikwit et coopté sénateur non-coutumier au Kwilu, territoire de Bulungu, sur la liste Conaco.

Kama Sylvain

Né le 3 octobre 1922 à Kamba, territoire de Kikwit. Ethnie mbala.

Après des études primaires et moyennes à Leverville, il devint commis aux services urbains de Léopoldville. Il fut président de la section de Bandalungwa de la fédération Kwango-Kwiloise. Il fut membre fondateur du PSA et président de son comité central jusqu'en juin 1959. Il assista au congrès du cartel Abako de Kisantu, et participa à la conférence de la Table ronde politique de Bruxelles (janvier-février 1960). Il fut membre de la commission politique auprès du ministre du Congo (mars-juin 1960). Il fut élu député national PSA du district de Kwilu avec 8342 voix de préférence et proposé par Lumumba au poste de commissaire du gouvernement central de la province de Léopoldville. En septembre 1960, lors du conflit Lumumba-Kasa-Vubu, il déposa une proposition de loi faisant du Premier ministre le président de la République. Il participa à la conférence de Coquilhatville en mai 1961, à la conférence Eurafrique de Strasbourg en juin 1961, et à celle de Londres au Foreign Office le 27 juin 1961. Il fut ministre des Transports et Communications du gouvernement Adoula d'août 1961 à juillet 1962. Il devint membre du PSA/Gizenga après la scission du parti. Il fit partie de la délégation congolaise à la conférence de Lagos en janvier 1962, et fit un voyage en Allemagne en mars 1962. Il fut arrêté par les autorités du Kwilu au cours du mois de février 1963. Il devint membre de la Cour des comptes en août 1963. Entre novembre 1963 et février 1964, il fut secrétaire général chargé des affaires extérieures du CNL à Brazzaville. Il fit partie du

CNL/Gbenye. En 1964, il effectua un voyage en Europe pour rencontrer Tshombe et signa le 23 février 1964 à Madrid avec ce dernier un accord au nom du CNL. Il fut nommé ministre des Finances dans le gouvernement de Stanleyville le 8 septembre 1964. Il fut tué le 24 novembre à Stanleyville devant la résidence de Gbenye au moment du parachutage des troupes belges.

Kamitatu Masamba Cléophas

Né à Kilombo-Masi le 10 juin 1931. Ngongo (ethnie englobée par les Mbala), originaire du territoire de Masi-Manimba au Kwilu dans la province de Bandundu. Fils de Raymond Moweli et de Germaine Mayala.

Il fit ses études primaires à Muniang-Kinzambi, ses humanités latines chez les jésuites à Kinzambi, et deux années de noviciat chez les PP. jésuites, noviciat qu'il interrompit en 3^e Philosophie. En 1953, il fut engagé comme employé à la Banque du Congo belge, puis devint commis dans l'administration territoriale. Il accomplit ensuite un stage au journal *Le Courrier d'Afrique*. En 1956, il devint président de l'Association des anciens élèves des pères jésuites (Assap) à Kikwit. Militant UTC à Kikwit en 1958, il devint, en 1959, président provincial (Kwilu et Kwango) du PSA, et son représentant aux deux Tables rondes en 1960. En mai 1960, il fut élu député national (60 511 voix de préférence) sur la liste PSA Kwilu et député provincial de Léopoldville (il se désista de son mandat de député national). Le 19 juin 1960, il devint président du gouvernement provincial de Léopoldville. Il fut pressenti comme ministre de l'Éducation nationale dans le projet de gouvernement Lumumba du 17 juin 1960 et comme ministre des Affaires foncières dans le projet de gouvernement Kasa-Vubu du 18 juin. Il devint président de la province de Léopoldville. Il assista à la conférence de Tananarive (6-12 mars 1961). Il devint administrateur de l'Institut politique congolais (puis de l'Inep en 1964) et de la Sabena-Congo. L'année suivante, en janvier, il fut nommé secrétaire général du comité central du Parti solidaire africain (PSA), aile Kimvay. En mars, il participa aux entretiens Adoula-Tshombe. De 1962 à 1963, il occupa, dans le gouvernement national (Adoula), le poste de ministre de l'Intérieur (12 février 1962-13 avril 1963) et fut membre du Bureau politique du Conseil des ministres. Dès octobre 1962, il assura l'intérim à l'Éducation nationale après le départ de Ngalula à Bakwanga et devint ministre du Plan et du Développement industriel, le 14 avril 1963. Le 8 janvier de la même année, il devint associé du Comptoir congolais d'exportation et d'importation et actionnaire de la Socir. En juin 1963, il fut réélu à la présidence du comité provincial du PSA par le congrès provincial du parti à Kikwit et il participa, en août, à la conférence de Khartoum réunissant les pays africains en vue de la création d'une Banque africaine de développement. En février 1964, il conduisit la délégation congolaise à la 6^e session de la commission économique des Nations unies pour l'Afrique à Addis Abeba et en fut élu vice-président. En juin de la même année, il signa pour le PSA/K l'accord créant le Comité démocratique africain (CDA). En décembre 1964, surveillé par le gouvernement Tshombe, il fut arrêté au Kwilu et mis en résidence surveillée le 7 janvier 1965. Le 24 janvier, il devint président national du comité national du PSA et fut élu, le 31 janvier, à Limete aux élections communales de Léopoldville (Intérêts communaux). Le 11 mars 1965, il fut signataire d'une lettre ouverte à Kasa-Vubu à propos des élections au Kwilu. En avril 1965, il fut élu député national PSA/K du Kwilu et en août 1965, député national PSA du Kwilu. Le 1^{er} octobre 1965, à la constitution du Front démocratique congolais (FDC), il devint le porte-parole du

nouveau comité provisoire de 15 membres. Il devint ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Kimba, le 18 octobre 1965. Le 16 avril 1966, il rencontra Tshombe à Bruxelles. Le 1^{er} juin, il fut arrêté dans le cadre du « complot de la Pentecôte ». Le 13, il semblerait qu'il ait entamé une grève de la faim pour être remis en liberté et le 18 juin, il fut condamné par le tribunal militaire d'exception de Kinshasa à 5 ans de servitude pénale principale pour complicité au coup d'État éventé de la Pentecôte. Il fut transféré à Kitona d'abord (le 30 août 1966), puis sur l'île de Bula-Bemba (en 1967). Il fut grâcié en novembre 1967 par le général Mobutu, à l'occasion du 2^e anniversaire de la prise du pouvoir par ce dernier, et bénéficia d'une libération conditionnelle. Libéré, il s'exila en France. En 1969, il devint administrateur gérant de l'Imprimerie moderne de Kinshasa et participa, en octobre, à la campagne du MPR au Kwilu. Condamné le 2 février 1970 en première instance à 5 ans de servitude pénale pour émission de chèque sans provision au détriment de la SCCMI et de la société Matermaco, il fut arrêté le 25 février. Il gagna la France où il entreprit des études à la Sorbonne (Paris). En mai 1971, il publia aux éditions Maspero *La Grande Mystification du Congo-Kinshasa. Les crimes de Mobutu*. Son livre fut interdit le 30 juin 1971 par le gouvernement français. Il fut diplômé de l'Institut politique de Paris (section Relations internationales) la même année. En novembre 1974, il fut invité par le président Mobutu à rentrer à Kinshasa pour y bénéficier de la loi d'amnistie. Il séjournera une semaine au Zaïre en janvier 1975, puis regagnera Paris où il obtiendra, en 1976, un doctorat en sciences politiques et une maîtrise en relations internationales. Il publia *Le Pouvoir à la portée du peuple* en 1977. Amnistié la même année, il rentra au pays et fut engagé comme chercheur à l'Institut de recherche scientifique. À partir de 1980, il exerça plusieurs fonctions politiques : il fut successivement commissaire d'État [= ministre] à l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme (18 janvier 1980-17 février 1981), commissaire d'État à l'Agriculture et au Développement rural (18 février 1981-1^{er} novembre 1983), ambassadeur au Japon et en Corée du Sud (en 1984), commissaire d'État délégué au Budget et Finances (29 juillet 1987-6 mars 1988), commissaire d'État aux Finances (7 mars 1988-11 octobre 1988) et commissaire d'État au Plan (12 octobre 1988-25 novembre 1988). En 1990 il fut parmi les cofondateurs du PDSC et en devint le vice-président. Il participa à la CNS (en tant qu'invité). En 1993, il fonda le PDSC national et devint vice-Premier ministre et ministre de l'Agriculture et du Développement rural dans le gouvernement Birindwa. En 1997, accusé de devoir de l'argent et des biens à la République, il fut arrêté par L. D. Kabila. En 1999-2000, il fut parmi les cofondateurs des Pionniers de l'indépendance (opposition). Il participa, en 2002, à la Table ronde de l'opposition politique et de la Société civile à Bruxelles et au Dialogue intercongolais en Afrique du Sud. En juillet 2003, il fut désigné sénateur sur la liste de l'opposition politique non armée (quota : Pionniers de l'indépendance). Il fut nommé administrateur de la Société nationale congolaise des chemins de fer (SNCC) le 3 août 2005.

Kandaka Pierre Damien

Ethnie pende, originaire du village de Katundu en secteur Kondo au sud de Kilembe. En 1944, après une année préparatoire à l'école normale de Mwilambongo, il fut renvoyé par les missionnaires. Il devint garde-chasse. Il joua un rôle important dans la pénétration de la rébellion dans la région de Kandale-Kahemba dont il devint commandant de zone militaire. En mars 1965, il s'insurgea contre Mulele et Kafungu,

après l'exécution de Kingombe et prit la tête des insurgés pendu de la région de Mukoso. De mars à avril 1965, il engagea des combats contre Mulele avec les Pende du groupement de Katundu. En février 1966, il dirigeait toujours son maquis et combattait à la fois Mulele et l'ANC. Léonie Abo raconta que Kandaka avait été tué en 1965 par les partisans de Mulele³⁹⁴. En fait, il fut tué par Kafungu, sur lequel il tomba, alors qu'il fuyait l'ANC.

Katshunga Marc

Ethnie mbunda. Fils de Thomas Katshunga, originaire de Bulungu, et de Gabrielle Mbwini, de Lukamba, secteur Bambunda en territoire de Gungu.

Il eut une scolarité exemplaire, toujours premier de sa classe. Il termina l'école normale à Kikwit et devint moniteur à l'école professionnelle de Kikwit. Le 29 mai 1959, il fut élu premier vice-président du comité provincial du PSA à Kikwit. En mai 1960, il fut élu député provincial PSA dans le territoire de Gungu et devint président de l'Assemblée provinciale de Léopoldville d'octobre 1961 à septembre 1962. En septembre 1962, il devint conseiller provincial du Kwilu puis fut premier vice-président du comité provincial du PSA/Gizenga jusqu'en juin 1963. Il fut arrêté au Kwilu en février 1963 par les autorités provinciales puis libéré début avril 1963. En juillet 1963, il devint président provincial du PSA/Gizenga à Kikwit. Il fut arrêté au Kwilu le 23 septembre 1963, après la levée de son immunité parlementaire par l'Assemblée le 21 septembre 1963. Il fut mis en résidence surveillée à Léopoldville en janvier 1964 puis arrêté fin février 1964. Libéré par le gouvernement Tshombe en juillet 1964, il fut arrêté à nouveau par la suite. En 1965, il devint président provincial du PSA/Gizenga, appelé aussi PSA/Katshunga. Il fut libéré le 28 juin 1965. D'avril 1990 à mai 1997, il fut président provincial du PALU, le nouveau parti de Gizenga, dans le Bambundu, avec résidence à Kikwit. En mai 1997, il fut élu gouverneur de Bandundu, après la prise de pouvoir par Kabila. Il se dissocia de Gizenga, resta dans l'opposition au nouveau pouvoir. Il perdit son poste de gouverneur en avril 2001.

Kayembe Pierre

Né à Mukulu. Ethnie mbunda.

Il fit ses études primaires à Kikwit, puis des études secondaires, d'abord au petit séminaire de Wombali, puis à Lemfu. En 1938, il entama des études de philosophie à Mayidi. De 1940 à 1941, il effectua une régence à Kikwit Sacré-Cœur. De 1941 à 1946, il fit des études de théologie et la prêtrise. Ordonné prêtre en 1946, il fut affecté à Yassa, puis, à partir de 1951, à Djuma et, en 1955, à Bangi, comme directeur des écoles. Il fut ensuite affecté à la paroisse Saint-Théophile de Léopoldville et devint, en 1959, aumônier militaire du camp Léopold II. Il adhéra au PSA, où il exerça les fonctions de caissier du parti. Après la proclamation de l'indépendance en 1960, il fut arrêté par l'officier Nsinga pour ses opinions pro-lumumbistes. Incarcéré dans une résidence surveillée au quartier Matonge, il ne sera relâché que trente jours plus tard. De petite taille et de corpulence mince, son physique présentait des traits de ressemblance avec celui de Pierre Mulele, dont il était assez proche, depuis plusieurs années. En juillet 1963, il accompagna jusqu'à la rivière N'djili la délégation de

³⁹⁴ Martens L. L., *Pierre Mulele...*, op. cit., p. 206.

Mulele, le jour où celle-ci quitta Léopoldville pour le Kwilu. C'est sa soutane sacerdotale que porta Félix Mukulubundu pour se déguiser.

Kimbadi Bernadette

Secrétaire particulière de Mulele à la Direction générale jusqu'en 1965, elle devint sa troisième compagne.

Kingombe Barnabé

Ethnie pende. Originaire de Muzombo.

Ancien soldat de l'ANC, il joua un rôle important dans la pénétration de la rébellion dans le secteur de Lozo. Commandant de compagnie à la Direction générale, il s'occupa de la formation militaire de la région de Kilembe. Il devint très populaire auprès des partisans. Accusé de détournement de biens, de sévices, viols et tueries, il fut condamné à mort à la fin de l'année 1964 par la Direction générale.

Kinkondo Louis

Ethnie mbunda.

Après avoir terminé l'école normale à Kikwit, il devint enseignant. Il fut, après l'indépendance, chef du secteur d'Imbongo. Il joua un rôle important dans l'implantation du mouvement rebelle dans la région d'Imbongo et de Kipuka. D'abord commandant de la sous-direction de Lubonsi, il devint peu après commandant de la zone militaire d'Imbongo. Il quitta le maquis début 1966, et fut placé à l'auditorat militaire de Bandundu par le ministre provincial de l'Intérieur Molanghy au mois de décembre 1966. Il vit à Kinshasa.

Kitembo Pierre

Il est mbunda, bien que certains témoins le considèrent comme un Pende. Originaire de Mungai.

Il joua un rôle important dans la pénétration de la rébellion dans le secteur de Madimbi. Il fut commandant de la sous-direction de Mungai.

Labutu Nelly

Elle fut chargée de l'éducation des filles à la Direction générale. Elle devint la compagne de Théophile Bengila.

Lankwan Adolphe

Né en 1925, originaire du village Impanga Bele, secteur Banga, mission catholique Mwilambongo, ethnie mbunda.

Prêtre du diocèse d'Idiofa, il avait été délégué en 1959 par l'évêque d'Idiofa auprès du PSA pour inciter le parti à refuser l'indépendance. Il avait été supérieur de la mission de Ngoso. Il était directeur du collège à la mission d'Ipamu au moment où éclata la rébellion. Il réussit d'abord à protéger son établissement et la procure contre les menaces des partisans. Il disparut vers le 15 mai 1964 sur la route menant d'Idiofa à Ifwanzondo, alors qu'il tentait de convaincre la population de repousser la rébellion. Arrêté, il fut emmené à Mulembe par les partisans et intégré dans le maquis, où il fut affecté au bureau information et presse. Il fut arrêté par une patrouille rebelle le 6 juin

1965, alors qu'il voulait s'évader du maquis en compagnie de ses élèves Idiabolo, Wendo et Kiang. Jugé par Kafungu, il fut mis au « poteau », et assassiné le jour même par le peloton des filles dirigé par Mwadi et Mwata qui avaient participé à son interrogatoire.

Laviwa Jean-Marie

Ethnie ndinga. Originaire du village de Mukojo.

Enseignant à Ngoso, il joua un rôle important dans la pénétration de la rébellion dans le secteur Kapia. Il devint commandant de la sous-direction d'Eyene.

Leta Norbert

Né à Lukula, territoire de Gungu en 1934. Ethnie pende.

Diplômé de l'école technique des sciences administratives de Kisantu, il fut agent comptable de territoire jusqu'en 1960. Il fut membre de la commission politique auprès du ministre du Congo et effectua un stage en Belgique de mai à juin 1960. Il fut élu député provincial en mai 1960 sur la liste PSA, territoire de Gungu. De juin 1960 à avril 1962, il fut ministre des Finances du gouvernement provincial de Léopoldville. Il fut aussi membre du bureau politique provincial du PSA/Kikwit. En février 1962, il fut nommé 1^{er} secrétaire général adjoint du comité central PSA/aile Kimvay et devint, en avril 1962, vice-président du gouvernement provincial de Léopoldville. En septembre 1962, il fut nommé président du 1^{er} gouvernement provincial du Kwilu. En juin 1963, il devint directeur du bureau politique provincial du PSA/Kikwit (PSA/Kamitatu). En novembre 1963, il fut nommé président du gouvernement chargé de la Force publique. Le 8 février 1964, il fut neutralisé par le commissaire extraordinaire au Kwilu. En juin 1964, il fut mis en résidence surveillée à Kikwit, et dut comparaître devant la cour martiale, à la suite d'un conflit avec le commissaire extraordinaire au Kwilu. Le 22 septembre 1964, il retrouva sa liberté. Il fut nommé secrétaire du comité Radeco en octobre 1964 et participa, au mois de décembre, au congrès de l'Udeco. Il devint directeur du bureau politique de l'Udeco en janvier 1965 et fut élu député national du même parti au Kwilu en avril 1965. Fin août de la même année, il fut réélu député national à la suite de la reprise des opérations électorales dans certaines circonscriptions troublées. Il fut proclamé député à la Chambre le 24 septembre 1965. Par arrêté ministériel du 22 mai 1967, il fut nommé commissaire du gouvernement auprès de l'INPP. Il devint également directeur commercial de l'Économat du peuple en janvier 1968. Il participa à la campagne du MPR au Kwilu en octobre 1968.

Lukoky Ignace

Né en 1932 à Kina-Nakako, en territoire de Masi-Manimba. Ethnie mungongo.

Après des études primaires à la mission catholique de Yassa et des humanités latines au collège Saint-Ignace à Kiniati, il accomplit une année d'études pré-universitaires à Lovanium. Il fut membre de l'Association des anciens élèves des pères jésuites à Kikwit en 1958. En 1959, il devint commis au secrétariat du district du Kwilu et secrétaire de l'Union des originaires du territoire de Masi-Manimba à Kikwit. Il fut aussi secrétaire provincial du bureau politique du PSA à Kikwit en 1959, militant du mouvement familial. En 1960, il fut agent territorial pour la région de Pay-Kongila (Masi-Manimba). Après l'indépendance, et jusqu'à août 1961, il fut administrateur du

territoire de Masi-Manimba, puis il fut muté à Kikwit au même poste. Le 5 septembre 1962, il devint ministre des Affaires intérieures du 1^{er} gouvernement provincial du Kwilu, et en juin 1963 président de la commission des affaires coutumières et membre du bureau politique provincial du PSA/Kamitatu à Kikwit. Le 13 février, il fut arrêté par Ekamba, le commissaire extraordinaire au Kwilu, pour une affaire d'achat d'armes. Il devint ministre des Travaux publics début octobre 1964 dans le gouvernement remanié, secrétaire provincial du PSA/Kwilu le 7 janvier 1965 et fut élu député national en avril 1964 sur la liste du PSA/Kamitatu. Réélu en août de la même année député national, il fut proclamé à la Chambre le 24 septembre. En mars 1971, il fut secrétaire permanent de la brigade disciplinaire de la sous-région de la ville de Bandundu, dont il démissionna en octobre, lorsqu'il se trouvait en poste au lac Léopold II.

Madinga Godelieve

Elle était kwese, mais certains témoins prétendent qu'elle était pende.

Elle termina l'école normale à Kisanji. Dans le maquis, elle fit preuve de beaucoup d'aptitudes pour le commandement militaire et l'organisation, ce qui émerveillait Mulele qui la nomma commandant adjoint de la compagnie à l'état-major général. Sa sœur cadette, nommée Madinga Martine, fut intégrée au quartier général. Les deux sœurs furent assassinées en 1966 à Kilembe par l'ANC, lors de leur sortie du maquis.

Makaku Célestin

Il fut le secrétaire particulier de Bengila lorsque celui-ci était chef d'état-major à la Direction générale. Il fut tué lors d'une attaque de la colonne de Mulele par l'ANC en novembre 1967.

Makasa Léon

Ethnie mbunda. Originaire de Malele, secteur de Yassa-Lukwa.

Il était gérant de la Compagnie africaine Cooreman (CAC) à Mangai avant la rébellion. Forcé, par les partisans de l'équipe de Mangondo d'abandonner son poste le 24 mars 1964, il rejoignit par après volontairement la rébellion. Il y devint chef du secrétariat de Kafungu à l'état-major général, responsable de la correspondance et de la comptabilité. Il est l'auteur d'un rapport détaillé sur la rébellion adressé au directeur provincial de la Sûreté, rédigé à Kikwit le 21 novembre 1965. Il déserta la rébellion en septembre 1965. Il est décédé à Kinshasa.

Makinisi Maurice

Ethnie kwese. Certains témoins le font cependant passer pour un Pende.

Dynamique et discipliné, il joua un rôle important dans la pénétration de la rébellion dans le secteur de Gungu. D'abord officier d'ordonnance de Mulele, il devint peu près commandant de la zone militaire de Mudikalungu.

Makwala Valère

Opérateur au service du téléphone à Gungu, il dirigea le bureau des télécommunications à la Direction générale.

Malanda Casimir

Ethnie mbunda. Apparenté à Théodore Bengila. Originaire de Matende Mulembe.

Fermier au Kwilu, il fut l'un des premiers partisans à rejoindre le maquis en août 1963, venant de Mulembe. Il amena avec lui un fusil de chasse. C'est lui qui cacha dans sa ferme la voiture à bord de laquelle Mulele s'était rendu de Léopoldville au Kwilu. Il fut arrêté par les soldats en novembre 1963.

Manika Nicaise

Ethnie mbunda.

C'est très jeune qu'il intégra le maquis. Il fut nommé responsable du bureau de la comptabilité à la Direction générale. Il vit à Kinshasa.

Mayele Louis

Ethnie mbunda.

Chef rebelle qui participa de mars à avril 1965 à l'attaque de Mukedi contre Kandaka. Il était plus âgé que la plupart des partisans. Il devint chef du bureau du protocole, dit aussi « bureau de la masse populaire » à la Direction générale. Il fut arrêté par les soldats de l'ANC en avril 1966.

Mbakanga Omer

Il fut commandant de la compagnie bataillon à la Direction générale. Dynamique et courageux, il effectua plusieurs missions délicates. Il fut tué le 8 novembre 1967 par les soldats de l'ANC, lors d'une attaque de la colonne rebelle.

Mbongompasi Alexandre

Originaire de Mukulu. Ethnie mbunda.

Il s'improvisa chef du camp de Banza après la première attaque rebelle de Gungu en janvier 1964, où il se chargea d'exécuter tous ceux qui étaient censés favorables au pouvoir de Kikwit. Cela conduisit à la mort de nombreux villageois. On le surnomma « *Mpasi côté na côté* ». D'abord chef d'équipe à Banga-Banga, il devint commandant rebelle de la sous-direction de Laba. Il devint officier d'ordonnance de Mulele. Il était bagarreur, fumeur et voleur, et peu enclin à obéir à la hiérarchie, si ce n'est aux principaux chefs comme Mulele et Kafungu. Il déserta le maquis avant son extinction.

Menaba Évariste

Ethnie nding (de Kamtsha).

Il était agent territorial avant la rébellion. Il devint commandant de la zone de Bulwem. Il procéda à l'exécution de plusieurs partisans fuyards. Il fut capturé par les soldats de l'ANC en novembre 1967.

Mikaba Sidonie

Elle était chargée de l'éducation des filles à la Direction générale.

Mitudidi Léonard

Ethnie munianga de Luozi au Bas-Congo, né à Mindouli au Congo Brazzaville en 1935.

Alors étudiant en science politique à la Sorbonne, il interrompit ses études fin 1960 pour se mettre au service du gouvernement Gizenga à Stanleyville. Il milita au sein de la Jeunesse du MNC/L à Stanleyville avec Valentin Lubuma, Laurent Kabila et Boyoko. Emprisonné après la fin du gouvernement Gizenga, il entra comme traducteur au cabinet du ministre des Affaires étrangères, Auguste Mabika Kalanda. Il se lia d'amitié avec André Ilunga et Abdoulaye Yerodia. Il participa avec Mulele à la réunion du 2 août 1963 organisant le maquis au Kwilu. Aussitôt arrivé au Kwilu, il fut chargé par Mulele de retourner à Léopoldville puis de se rendre en Afrique. Il partit avec Thomas Mukwidi, en novembre 1963 pour le Ghana, la Guinée, l'Algérie puis la Chine, d'où ils revinrent tous deux fin février 1964. Fin mars-début avril 1964, il entra au comité militaire restreint du CNL qui avait été créé à Brazzaville et rédigea avec Mukwidi le programme du CNL, daté du 15 avril 1964. Il se rendit en juin 1964 au Kivu où il se présenta comme l'adjoint de L. D. Kabila dans le maquis de la région d'Uvira-Bukavu. Début 1965, il fut nommé chef d'état-major général et commissaire politique du front de l'est. Du 7 au 21 avril 1965, il participa à la conférence au sommet des Forces révolutionnaires réunies au Caire, qui le nomma membre du Conseil suprême de la révolution. Mais le 7 juin 1965, il trouva la mort sur le lac Tanganyika, près de la rive congolaise, sa vedette ayant été renversée par les vagues ; certaines sources affirment qu'il a en fait été assassiné, son ascendant portant ombrage à d'autres dirigeants du maquis.

Mukubu Valère

En 1963, il était chef du secteur de Lukamba. Il accueillit Mulele à son arrivée et se chargea de fournir à la rébellion ses premiers partisans. Il est décédé à Kinshasa.

Mukulubundu Félix-Joseph³⁹⁵

Né le 1^{er} juillet 1936 en territoire d'Idiofa. Originaire de Laba-Komikwisi, secteur Banga au Kwilu. Ethnie mbunda,

Il fit des études primaires chez les pères blancs à Idiofa, puis à la mission catholique de Koshimanda. Il quitta le Kwilu le 20 mai 1954 pour suivre une rapide formation militaire (Force publique) à Stanleyville. Il fut affecté en 1955 comme employé de bureau à la compagnie de la police militaire. Il participa en 1958 à l'exposition de Bruxelles dans la délégation de la Force publique et se prit d'intérêt pour la politique. À son retour au Congo, il fut affecté à Opala, puis ramené à Stanleyville au moment des émeutes de Léopoldville en janvier 1959. Il fit plus d'une fois de la prison pour propagande politique auprès des soldats congolais. Il affirme n'avoir jamais été membre ni du MNC/L ou du Cerea ni du PSA, jusqu'à son engagement en 1963 dans la rébellion aux côtés de Mulele. Il participa en juillet 1960 au soulèvement des soldats noirs à Stanleyville. Lors du passage de Lumumba à Stanleyville, il fut fait

³⁹⁵ Cette biographie contient des éléments provenant de l'interview accordée par F. Mukulubundu les 17 et 18 décembre 1984 à Paris à B. Verhaegen et H. Weiss. Archives Rébellion au Kwilu.

sous-officier, chef de peloton de la gendarmerie au camp de détention à Osio. Il y exécuta cinq officiers, dont Lukusa et Mpongo, et 11 autres détenus politiques (dont Songolo) en février 1961. Fin 1960-début 1961, il fut désigné par Gizenga attaché militaire à l'ambassade du Congo à Accra, avec Mungul Diaka, puis dès début mars 1961, à Pékin. Il fut nommé capitaine par Gizenga le 1^{er} mars 1961. Sur proposition de Gizenga, il suivit un entraînement militaire au sein de la 129^e division de l'Armée populaire de libération chinoise basée à une centaine de km de la capitale. Rappelé par Gizenga en septembre 1961, il retourna à Stanleyville en passant par Moscou, Tirana, en Albanie, Le Caire, Karthoum, Djouba et Isiro (Paulis). Lors de son séjour de près de deux semaines au Caire, il rencontra Mulele qui lui dit : « *Si vous me voyez ici, je ne suis plus en mesure de rentrer, c'est une capitulation. Il n'y a rien de bon. Les impérialistes ont réussi leur plan. Moi, Mulele, personnellement, je ne peux plus faire quoi que ce soit* ». Mukulubundu dit avoir répondu à Mulele : « *Pendant mon séjour en Chine, j'ai été convaincu que sans une armée révolutionnaire dans notre pays, nous ne pouvons rien faire de bien. C'est ce qui a poussé le gouvernement de Stanleyville à capituler devant l'ennemi [...]. Si nous voulons faire quelque chose, il faut revoir le problème de l'armée* ». Mulele lui répliqua : « *Mais qu'est-ce qu'il y a revoir ?* ». Mukulubundu lui répondit : [...] « *à Stanleyville, quand les militaires ne sont pas payés, il y a toujours de l'agitation. [...] Or ce que j'ai vu en Chine, l'armée de libération tout d'abord, c'est une armée qui est au service du peuple et qui arrive à produire. Pendant un certain temps, il y a des unités qui sont destinées à produire et il y en a d'autres qui sont destinées aux instructions militaires. Chez nous, ce n'est pas le cas. Nous devons avoir ce genre d'armée* ». Et alors, dit Mulele : « *par quel miracle ? Moi (Mukulubundu), je dis, par quel miracle, tout est déjà mis au point, Léopoldville contrôle la situation, nous ne pouvons rien faire. Alors, j'ai posé à Mulele la question : « Mais pourquoi Gizenga m'a appelé ? »*. Il dit : « *c'est lui qui vous a fait appeler, vous partez, mais moi, Mulele, je n'ai plus confiance avec les institutions de Léopoldville. Je leur avais demandé (de retourner) au Caire parce que j'étais responsable, j'avais laissé ma famille là-bas, mes biens, je pars pour chercher ça. Elles m'ont donné la possibilité. Pour moi, c'est une occasion de sortir et je ne peux plus rentrer là-bas* ». Après Mulele aurait dit à Mukulubundu : « *Je voulais savoir exactement si ce que vous dites là provient du fond de votre cœur. J'essayais de vous tester pour savoir exactement si [...] vous avez complètement changé et que vous avez [...] une conception politique pour faire quelque chose dans l'intérêt du pays* »³⁹⁶. Pendant son séjour au Caire, Mukulubundu dit n'avoir eu aucun contact avec un officiel égyptien. De retour à Stanleyville, en l'absence de Gizenga, il fut arrêté le 13 janvier 1962 avec d'autres officiers sur ordre du général Victor Lundula, et resta en prison jusqu'au 31 décembre. Il fut libéré provisoirement après que le PSA eut payé une caution de 20 000 F. Le 27 juillet 1963, il quitta Léopoldville avec Mulele pour organiser le maquis du Kwilu. Il participa à la première réunion. Il dirigea tout d'abord l'entraînement physique et militaire des recrues. Lorsqu'il fut décidé de répartir les partisans – dont le nombre ne cessait de croître – en trois groupes, le 10 octobre 1963, il co-dirigea l'un d'entre eux, puis commanda la « troisième direction » installée au camp d'Eyene, qui comptait 500 partisans. Le 1^{er} janvier 1964, il prit l'initiative de quitter le maquis pour contacter les révolutionnaires

³⁹⁶ Interview de Mukulubundu, le 17 décembre 1984 à Paris. Archives Rébellion au Kwilu.

établis à Brazzaville, où il arriva le 13 janvier. Le 6 février, il partit avec 24 partisans à Mbanza-Mbembe, à 85 km de Brazzaville, où il dirigea un stage militaire jusqu'à fin mars. Il entra alors au comité militaire restreint qui s'était créé à Brazzaville au sein du CNL. À la mi-avril 1964, il devint commandant du camp de formation politique et militaire des « Trois Glorieuses » installé près de Gamboma, à 300 km de Brazzaville. Il participa à l'action du groupe de combattants qui s'empara de Bolobo du 26 au 31 juillet 1964, puis regagna le camp de Gamboma. Quelques documents et témoignages montrent qu'il entretenait à la même période des contacts avec les services secrets du Congo-Kinshasa. Fin mars 1965, il fut expulsé du Congo-Brazzaville vers Accra, d'où il se rendit au Caire pour participer à la conférence au sommet des Forces révolutionnaires (7-21 avril). Le 27 septembre 1968, à Brazzaville, il fut l'un des trois partisans du Congo-Kinshasa qui les premiers, eurent, chez le président Ngouabi et en présence du Premier ministre Raoul, un contact avec Pierre Mulele, qui venait de quitter le maquis. Il s'exila en France où il mourut à la fin des années 1980.

Mukwidi Thomas

Né en 1932. Ethnie mbunda.

Après des études secondaires au collège de Kiniati (Kikwit), il devint secrétaire administratif du PSA. Il fut élu député national sur la liste PSA du district du Kwilu (Léopoldville) avec 24 251 voix de préférence. Fin octobre 1960, il fut l'un des cinq membres de la commission de sécurité et des problèmes militaires constituée par Lumumba. Le 9 février, sans avoir été consulté, il fut désigné, secrétaire d'État aux Communications dans le gouvernement provisoire Iléo. Il semble qu'il ait occupé ses fonctions après quelques jours de négociations et après avoir menacé de démissionner. En janvier 1962, il assista à la réunion d'exclusion de Kamitatu, membre du PSA/Gizenga. Le 11 juin 1963, il devint secrétaire général a.i. du PSA/Gizenga. Le 2 août 1963, il participa avec Mulele à la réunion visant à organiser le maquis au Kwilu. Chargé par Mulele de contacter les éléments nationalistes d'autres régions du pays, il quitta le maquis. Il signa, le 3 octobre 1963, la prise de position des partis nationalistes lumumbistes constituant le CNL, au nom du PSA. En octobre, il passa à Brazzaville, se rendit en Algérie, à Pékin, fin 1963, puis rentra à Brazzaville en février 1964. Fin mars-début avril, il entra au comité militaire restreint créé au sein du CNL et rédigea avec Mitudidi le programme du CNL daté du 15 avril 1964. Il devint secrétaire administratif du CNL/Bocheley. En juillet 1964, il partit de Brazzaville à la tête d'une petite équipe de partisans pour créer un maquis dans la région du lac Léopold II. En avril 1965, il revint au Congo-Brazzaville pour convaincre les 150 combattants qui s'entraînaient au camp de Gamboma de venir les rejoindre. Le 21 avril 1965, il devint membre du Conseil suprême de la révolution (CSR). Le 9 mai, le tiers des hommes de Gamboma quitta avec lui le Congo-Brazzaville, et rejoignit, le 17 mai, la base de Bolobo. Ces hommes décidèrent rapidement de créer un groupe autonome, qui se fit très vite décimer. Le groupe de Mukwidi subit lui aussi plusieurs défaites et passa de 55 combattants à 20, de sorte qu'il décida de rentrer à Brazzaville en décembre 1965. Il y déposa alors des papiers d'identité au nom de Martin Broboy. Du 3 au 15 janvier 1966, il fut délégué du CSR/Congo-Léo à La Havane. En avril 1966, il fut invité en Chine par le comité central du PC chinois. Ces deux missions débouchèrent sur des accords autorisant les cadres de ses partisans à Brazzaville à aller se former en Chine et les militants de base

à aller se former à Cuba. Il envoya cinq missions au Kwilu pour reprendre contact avec Mulele, mais seule la cinquième parvint à le rencontrer les 3 et 8 août 1966. Il est alors commissaire politique du Front de l'Ouest (zone II), dirigé par Mulele et tente d'organiser sans succès un relais entre Mulele et l'extérieur. Le 30 novembre 1966, il fut maintenu au sein du CSR, qui avait connu une épuration. Du 30 janvier au 7 février 1967, il tint à Tirana une réunion avec Kibwe et Kabasu-Babo qui aboutit, le 7 février, à la signature d'un protocole d'accord sur la création d'un parti d'avant-garde ayant pour base le marxisme-léninisme, dont l'appellation serait « déterminée ultérieurement ». De retour de Tirana, début février 1967, il eut un entretien à l'aéroport de Rome avec Jacques Grippa, secrétaire du comité central du PC de Belgique (pro-chinois), le secrétaire du Comité de solidarité avec la résistance congolaise et Théo Tango de l'UJRC. Début juin 1967, il fonda à Brazzaville, avec Kibwe, le Parti communiste du Congo-Kinshasa. Il faisait alors partie de son organe dirigeant dénommé « noyau du parti », et d'un détachement régional de partisans baptisé « Détachement Lumumba », dont il fut premier secrétaire-adjoint chargé de l'éducation politico-idéologique. Entre le 20 et le 29 juin 1967, il fut à la tête du bataillon « Patrice Lumumba » composé d'une vingtaine de partisans, armés par les Cubains, chargé d'entrer en contact avec Pierre Mulele. Ayant été attaqués par l'ANC deux jours après le passage de la frontière, la majorité des combattants décidèrent de retourner au Congo-Brazzaville. Seuls quatre partisans décidèrent de poursuivre avec lui, Balongi et Munzedinga. Après quatre mois, deux d'entre eux furent envoyés à Brazzaville pour tenter de convaincre les militants de les rejoindre. Mais ils n'y parvinrent pas. Il trouva la mort dans des circonstances inconnues. D'après certains témoignages, il se serait noyé en 1967 dans le lac Léopold II, sans avoir pu opérer la jonction avec Mulele.

Mulele Pierre

Né à Kulu (Isulu) Matende le 11 juillet – d'autres sources parlent d'août³⁹⁷ – 1929. Ethnie mbunda. Secteur de Lukamba en territoire de Gungu. Fils de Benoît Mulele (qui était infirmier) et d'Agnès Luam.

Il vécut avec ses parents à Banga-Banga et à Mikungu. Après des études primaires à Atene, il accomplit trois années d'humanités latines au séminaire de Kinzambi, de 1943 à 1946, puis poursuivit ses études à l'école moyenne de Leverville. C'est à Leverville qu'il apprit, de sa mère, que selon la tradition mbunda, il était l'esclave de son père³⁹⁸. En 1950, il s'inscrivit à l'école d'agriculture de Yaeseke. En 1951, il intégra la Force publique, au camp militaire de Coquilhatville où il fut caporal. Il fut ensuite muté à Thysville. Il quitta l'armée et devint commis adjoint principal aux Bâtiments civils du gouvernement général. Il résidait à Léopoldville à la cité Pierre Wigny. S'intéressant à la danse, il initia les associations La Mode et Bana ya la joie. Fin 1956, il fut élu vice-président de l'Unamil (groupement des anciens élèves de Leverville à Léopoldville). Il suscita la fondation en janvier 1959 du Parti solidaire africain (PSA), en devint vice-président, puis, le 10 juin 1959, secrétaire général. Le 20 août, il signa avec Kasa-Vubu, Kingotolo et Kanza un télégramme et une lettre de

³⁹⁷ D'après la fiche biographique de Pierre Mulele établie par la sûreté coloniale. Archives Rébellion au Kwilu.

³⁹⁸ Voir en page 259 l'impact que cette nouvelle aura sur lui.

protestation contre l'arrestation d'Albert Kalonji. Le 7 septembre, il signa avec Gizenga, Kanza et Kingotolo un télégramme adressé au ministre du Congo affirmant que les Kongo et les Kwango-Kwilois maintenaient fermement leur décision d'obtenir l'indépendance totale en janvier 1960. À la mi-septembre, il effectua une tournée de propagande dans le Kwango-Kwilu. Le 3 octobre, il signait avec Gizenga une lettre adressée au nom du PSA au président du parti à Kenge dans laquelle ils écrivaient, notamment, que l'indépendance ne se donnait pas mais qu'elle se conquerrait et que lorsque l'Administration contestait que le PSA était bien décidé à appliquer son programme, c'est qu'elle avait peur et s'efforçait de tout étouffer. Il eut des rapports fréquents avec Donatien Mumengi, clerc du consul de Tchécoslovaquie à Léopoldville. Accompagné d'Antoine Kingotolo et de Raphaël Kinkie, il quitta Léopoldville le 27 novembre, via Brazzaville puis Douala à destination de Dakar. Il était en possession de documents d'identité en provenance de la République du Congo (Brazzaville). Début janvier 1960, dans un message télégraphique adressé à l'agence Belga de Conakry où il se trouvait à l'époque, il lança, avec Kingotolo et Kinkie, un appel à tous les présidents des partis politiques congolais, à la population congolaise et aux délégations congolaises à la Table ronde leur demandant d'oublier les discordances qui allaient à l'encontre de l'idéal du peuple. À Conakry, il entra en contact avec A. Blouin, qui deviendra la conseillère de Gizenga. Il participa, à Bruxelles, à la conférence de la Table ronde économique d'avril à mai 1960. Élu député national avec 5520 voix de préférence dans le district du Kwilu, il fut nommé ministre de l'Éducation et des Beaux-arts dans le gouvernement Lumumba. Il sera révoqué le 5 septembre 1960 par Kasa-Vubu. Il fut ensuite inclus, sans son accord, dans la première version du gouvernement Iléo (5-12 septembre 1960). Il fut l'un des cinq membres de la commission de sécurité et des problèmes militaires constituée par Lumumba à la fin octobre. Fin novembre, il quittait Léopoldville en voiture avec d'autres fugitifs. Son groupe opéra la jonction avec Patrice Lumumba, le 30 novembre, à Mangai. Il échappa à l'arrestation lorsque Lumumba fut capturé, le 1^{er} décembre 1960, et rejoignit Stanleyville vers le 10 décembre 1960. Il reprocha à Gizenga son inertie à entretenir la masse. Deux mois plus tard, celui-ci le désigna comme représentant de son gouvernement au Caire. Il reprit ensuite ses fonctions de ministre à Stanleyville. Il participa à la réunion des Chambres à Lovanium en juillet et août 1961, mais rentra au Caire dès le mois d'octobre. Expulsé du Caire à la fin janvier-début février 1962, il se rendit alors à Beyrouth, à Zurich, à Prague, voire à Moscou, pour revenir à Beyrouth. En avril 1962, il partit en Chine où il suivit une formation idéologique et militaire. Déchu de son mandat de député par la Chambre le 17 mai 1962, il fut réhabilité le 27 décembre 1962. Il rentra à Léopoldville en juillet. En septembre 1963, il fut suspendu de toutes ses fonctions au sein du PSA par une décision de Mungul Diaka. Au moment où Mulele regagna le Kwilu pour commencer son mouvement, son père était déjà mort. Quant à sa mère, en septembre-octobre, elle était encore à Mulembe. Mais elle dut fuir, le 4 janvier 1964, et rejoignit le maquis, lorsque le village fut brûlé par les soldats de l'ANC. Mulele organisa et dirigea la rébellion du Kwilu d'août 1963 à la fin août 1968. En septembre 1964, bien que sans contact avec le maquis du Kwilu, Christophe Gbenye nomma Mulele vice-président de la République populaire du Congo ayant Stanleyville pour capitale. Après la perte de Stanleyville et la révocation de Gbenye, il le désigna formellement vice-président du Conseil suprême de la révolution dirigé par Gaston Soumialot, dès sa création, le 21 avril 1965, chargé de diriger la zone I (front de l'ouest). Il fut premier vice-

président, à partir du 30 novembre 1966. Pendant son séjour dans le maquis, Mulele eut trois compagnes, dont Léonie Abo. Il eut deux enfants de ses deux autres compagnes. Le 24 août 1968, il décida de se rendre à Brazzaville. Le 2 septembre, il partit, en compagnie de Léonie Abo et d'un combattant, en pirogue, descendit la rivière Kwilu puis le Kasai et accosta au Congo-Brazzaville en face de Kwamouth le 13 septembre 1968. Le jour même, il arrivait à Brazzaville, conduit en voiture par des gendarmes qui l'avaient arrêté. Il fut aussitôt placé en résidence surveillée au camp de la milice, tout en ayant des contacts avec les autorités de ce pays qui le poussaient à rentrer à Kinshasa. Il rencontra certains partisans le 27 septembre. Il se serait laissé convaincre de demander l'asile politique à l'ambassade de Cuba le 29 septembre, mais le chargé d'affaires cubain estima qu'il pouvait se rendre sans danger à Kinshasa. Le jour même, il traversa le fleuve, escorté par Justin Bomboko. Il fut emmené au camp Kokolo le 2 octobre, y fut torturé dans la nuit et tué, en compagnie de Bengila.

Mulengamungu Éloi Dieudonné (devenu Mulengamungu Mbam Fu en 1972)

Né à Kikwit le 11 novembre 1918. Ethnie mbunda.

Après des humanités anciennes à Kikwit, il entra dans l'administration coloniale et effectua un stage au parlement belge. En 1959, il devint commis principal de l'Administration. Entre 1959 et 1960, il se fit membre du PSA, devint attaché au commissariat du district du Kwilu, puis secrétaire général de la province de Léopoldville. À partir de septembre 1962, il devint secrétaire général de l'Assemblée provinciale du Kwilu. Le 4 février 1963, il fut nommé gérant de la Société africaine de relance économique et culturelle au Congo (Sarec-Congo). En juin 1963, il fut désigné vice-président de la commission de la révision des statuts au 3^e congrès provincial du PSA à Kikwit. Il devint ordonnateur trésorier du PSA/Kamitatu. D'août à septembre 1963, il voyagea avec Kakwala en Europe occidentale et aux États-Unis. En mars 1966, il devint secrétaire général de l'Assemblée du Kwilu, en septembre 1967, directeur provincial des affaires intérieures au Kasai-oriental. Le 7 novembre 1970, il fut nommé secrétaire provincial du Kasai-oriental et, à la mi-mars 1971, secrétaire provincial du Katanga. Rappelé à d'autres fonctions aux ministères de l'Intérieur en avril 1972, il fut à nouveau secrétaire provincial du Kasai-oriental en juillet 1972. Il est décédé depuis.

Mulundu Louis

Né en 1918. Ethnie mbunda.

Il a été prêtre, mais a défroqué par la suite. En 1960, il fut élu député national et provincial, sur la liste du PSA dans le territoire de Kikwit. Il se désista de son mandat de député provincial et fut élu premier vice-président de la Chambre des représentants. Il participa à la conférence eurafricaine de Strasbourg en juin 1961. En juillet, il devint deuxième vice-président de la Chambre des représentants. En 1962, il adhéra à l'aile PSA/Gizenga. Au début de 1964, on dit qu'il aurait préparé la rébellion muleliste dans la région de Brabanta. En 1964, il devint secrétaire général a.i. à l'Information et à la Presse du CNL puis membre du comité d'arbitrage du CNL/Bocheley en 1964. Il est décédé.

Mumvudi Eugène

Ethnie kwese.

Après avoir été soldat dans l'ANC, il fut, dès septembre 1963, l'un des premiers chefs mulelistes. Il joua un rôle important dans la pénétration de la rébellion dans le secteur de Kilembe. Il commanda, avec Kafungu, l'un des trois camps rebelles, en septembre 1963 aux environs de Yassa-Lukwa. Il devint responsable de la sécurité du camp à la Direction générale puis, en 1964, commandant de la région militaire du Sud-Ouest, secteur de Mungindu.

Mundelengolo Pascal

Ethnie mbunda. Originaire de Matende Mulembe.

Instituteur à Mulembe, il rejoignit Mulele dès le mois d'août 1963. Il fut animateur principal d'éducation politique et idéologique au quartier général. Il présida le tribunal chargé de statuer sur l'affaire Bengila en mai 1964. Capturé par les soldats aux environs de Kipuku au milieu de l'année 1966, il fut acheminé vers le camp militaire de Kikwit où il fut tué.

Mungala Romain

Ethnie mbunda.

Commandant rebelle de la sous-direction de Bushibwala, il fut l'un des premiers à entrer en conflit avec Kandaka.

Munzamba Valère

Ethnie mbunda.

Il dirigea avec Félix Mukulubundu, au mois de septembre, un des trois camps de partisans, entre Kalanganda et Bulwem. Chargé de donner les leçons politiques, il était formateur des commissaires politiques.

Munzele Valère

Ethnie mbunda. Originaire du village de Masela, mission de Ngoso, secteur de Kalanganda.

Au moment où éclata la rébellion, il était menuisier à la cité d'Idiofa. Il devint chef de camp et commandant compagnie à la Direction générale. On lui impute plusieurs assassinats. Il mourut noyé dans la rivière Kamtscha en novembre 1967.

Musongo Pierre

Ethnie mbunda. Né à Ingundu en 1933.

Ex-soldat de l'ANC, il devint chef d'équipe d'Ingundu. Il joua un rôle important dans la pénétration de la rébellion dans le secteur d'Idiofa. Il devint commandant de la sous-direction d'Impindi et commandant bataillon adjoint chargé de la patrouille et du contrôle. Il fut tué à Idiofa en 1966.

Mutumbulu Jérôme (Ankawu)

Ethnie mbunda.

Mieux connu sous le nom d'Ankawu, il était infirmier au service de chirurgie de l'hôpital d'Idiofa, lorsqu'il rejoignit la rébellion dans laquelle il devint responsable du

bureau de la santé à la Direction générale. Il effectua plusieurs opérations sur des partisans.

Mwefi Germain

Ethnie mbunda. Originaire de Mikungu, secteur Kalanganda.

Ami d'enfance de Mulele à Mikungu, il fonda, en 1952, l'Assambuun (association des Mbunda). Il fut magasinier dans une société de commerce. En 1959, il devint trésorier du comité national du PSA à Léopoldville. Il fut élu conseiller provincial sur la liste PSA dans le territoire d'Idiofa en 1960. En octobre 1963, il fut inculpé de participation à la rébellion de Mulele au Kwilu et arrêté, après la levée de son immunité parlementaire par l'Assemblée du Kwilu, le 9 octobre. Il fut libéré le 28 juin 1965.

Muzungulu Delphin

Ethnie ndinga. Fils du chef de groupement ndinga (Bifar), réputé être un grand sorcier.

Commissaire de police à Mangai avant la rébellion, il devint commandant de la zone militaire de Bulwem. En 2004, il était chef de quartier à la commune Kisenso à Kinshasa.

Ndabala Dieudonné

Originaire d'Ibudu.

Il commanda le front d'Ibudu contre l'ANC. Il devint commandant bataillon de l'état-major après la mort de Ntsol. Capturé par l'ANC en novembre 1967, il réussit à s'évader de prison et à rejoindre Brazzaville. Il retourna ensuite au Kwilu comme émissaire du Parti communiste congolais. Il fut l'un des derniers partisans de Mulele et fut actif jusqu'aux derniers mois de la rébellion en 1968.

N'Dom (nda Ombel) Constant

Né à Kimpata-Iku le 22 janvier 1946. Mbuun, originaire de Yassa-Lukwa dans le territoire d'Idiofa (district du Kwilu, province de Bandundu).

Il accomplit ses études primaires à la mission catholique de Lashim (Idiofa) et ses études secondaires au collège Notre-Dame d'Idiofa, de 1961 à 1963. Il participa activement à la rébellion aux côtés de Pierre Mulele. Il sera tour à tour secrétaire particulier du commandant de la zone Centre, secrétaire à l'Information et Presse, secrétaire chargé de la sécurité intérieure. Mais il se sépara de Mulele avant le déclenchement des grandes offensives rebelles. De 1966 à 1970, il reprit des études à l'institut Saint-François-Xavier de Kikwit puis à l'institut Saint-Robert-Bellamin de Pindi. Après une année préparatoire à l'université de Kisangani (1970-1971), il quitta le Congo en 1971 pour la Belgique où il poursuivit des études de droit aux facultés universitaires Notre-Dame de Namur et obtint une candidature en droit en 1973. Il s'inscrivit alors en licence à l'université catholique de Louvain puis à la faculté des sciences juridiques et politiques de l'université de Strasbourg-II en France. Il est licencié en droit international privé. Depuis 1983, il est chercheur au Centre national de coopération au développement (CNCD) à Bruxelles et devint, plus tard, chercheur attaché à l'université américaine de Columbia aux États-Unis. Il évolua dans l'opposition au régime de Mobutu. Mais il rejoignit néanmoins ce dernier dès le début

de la Transition pour faire partie du MPR/Fait privé. En 1990, à son retour au pays, à la faveur de la démocratisation, il fut nommé vice-ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel puis de l'Enseignement supérieur, universitaire et recherche scientifique. Il devint ensuite vice-ministre à l'Administration du territoire et Décentralisation dans le gouvernement de Lunda Bululu du 29 novembre 1990, puis dans celui de Mulumba Lukoji du 30 mars 1991. En 1994, au terme des concertations politiques du Palais du peuple, il fut successivement conseiller de la république au HCR-PT, vice-président de la commission juridique et, plus tard, président de la commission politique et administrative. En 1996, il fut coopté par le président Mobutu comme membre du MPR et membre du comité directeur de ce même parti. Au terme de l'Accord global et inclusif, à l'élaboration duquel il participa activement, il fut désigné député à l'Assemblée nationale, poste qu'il refusa en même temps qu'il démissionna du MPR/Fait privé. Depuis lors, C. N'Dom a adhéré au MLC où il assume les fonctions de secrétaire exécutif national adjoint chargé des stratégies et du développement. Il devint membre du cabinet du vice-président de la république chargé de l'Économie et des Finances et assumait les fonctions de conseiller principal chargé du Collège de politique intérieure. Il fut nommé ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel pour le compte du MLC le 21 janvier 2004 (en remplacement d'Elysée Munembwe) puis ministre de l'Agriculture le 18 novembre 2005, poste qu'il garda jusqu'à la fin de la transition politique en 2006. Lors des élections du 31 juillet 2006, il est élu député national sur la liste du MLC du territoire d'Idiofa.

Ngala Vincent

Né à Inendongo en 1941.

Enseignant à Musenge-Mputu, il rejoignit les rebelles et devint commissaire politique chargé de la masse de l'équipe de Musenge-Mputu. Après la rébellion, il fut muté à Inendongo où il enseignait encore en 2003.

Ngolo Florentin (Laurentin)

Ethnie mbunda. Originaire de Mungai Mukulu, territoire d'Idiofa.

Au départ frère jésuite (église catholique romaine), il quitta le couvent et devint très anti-clérical. Selon Léonie Abo, pour lui, « *les Écritures saintes semblaient destinées à endormir les nègres. Elles assuraient le repos terrestre aux maîtres esclavagistes qui, en prime, s'accordaient une vie éternelle au paradis*³⁹⁹ ». Il avait des idées proches de celles de Mulele et Bengila. Toujours selon Léonie Abo, « *Il (s'était constitué) une bibliothèque remplie d'ouvrages marxistes. Dans sa maison, beaucoup de nationalistes ont fait leur première rencontre avec Marx et Lénine*⁴⁰⁰ ». Il devint militant PSA à Léopoldville en juin 1963 et rejoignit Mulele dans le maquis dès le début de la rébellion. Il y épousa une fille de Bozombo, Joséphine Mintsamba, une amie de Léonie Abo. Chargé par Mulele à partir de septembre 1963 de la formation des partisans, il n'eut cependant guère d'importance au point de vue idéologique dans le mouvement muleliste. Il avait le titre de chef du bureau de l'information. Mulele,

³⁹⁹ Martens L., *Une femme du Congo*, op. cit., pp. 91.

⁴⁰⁰ *Idem*, p. 91.

Bengila et lui constituaient le bureau d'analyse ou d'étude des nouvelles recueillies. Il supporta mal la présence de l'abbé Lankwan dans le maquis et entra en conflit avec lui.

Léonie Abo décrit son attitude dans le maquis :

Lorsque, en juillet 1963, Mulele et Bengila faisaient un appel aux intellectuels du Kwilu, il fut le seul à quitter Kinshasa pour le maquis. [...]. Dès le début du maquis, il souffrit de l'acite, maladie pénible qui gonfle le ventre à cause d'une sécrétion au niveau des parois. Abo le voit couper des planches à la machette. Avec ces lattes, il fabrique une sorte de table. Abo sait qu'il souffre, mais ni elle, ni les autres infirmiers ne peuvent le soigner. Jamais Laurentin ne se plaint. Malgré la fatigue qu'on lit sur son visage, toujours souriant et aimable, jamais il ne s'accorde de repos. Les partisans admirent son courage. Dans son bureau flambant neuf, du matin au soir, Laurentin Ngolo et sa femme traduisent en kikongo les leçons politiques que Mulele et Bengila ont rédigées en Chine. Sous leur surveillance, un groupe d'une dizaine de filles, sorties de l'école secondaire ou normale, copient les cahiers. Laurentin (Florentin) Ngolo a quitté son ordre religieux⁴⁰¹.

Il est décédé dans le maquis en 1966 des suites d'une maladie.

Ngondo Louis

Ethnie mbunda.

Il était commerçant à Yassa-Lukwa. Il rejoignit assez tôt les rebelles et devint, en octobre-novembre 1963, chef du groupement de Banda. Il se distingua en capturant deux espions envoyés à sa recherche pour le compte de l'ANC par le chef de groupement Ruffin Mandangu. L'un d'eux fut exécuté et l'autre intégré dans le maquis. Sa bande exécutera le chef de groupement le 28 novembre 1963.

Ngwentsung Pierre

Ethnie mbunda. Originaire du village de Lungu dans le secteur de Kalanganda.

Il fut le tout premier commandant de l'état-major général. Le 13 janvier 1964, il fut nommé par Mulele à la tête du 3^e camp d'Eyene en remplacement de Mukulubundu, parti à Brazzaville. En juin 1964, il fut nommé chef du bureau de la compagnie d'état-major à la Direction générale. Il était populaire auprès des partisans. On lui attribue cependant plusieurs exécutions de partisans et de villageois. Il remplaça Godelieve Madinga lors de la scission du quartier général en deux groupes, à la suite des attaques de l'ANC en 1966. Il eut les oreilles coupées par les soldats de Mobutu lors des événements de 1970 au Kwilu (affaire Kasongo). Dans les années 1980, il vivait à Idiofa.

Nima Fernand

Proche ami de Pierre Mulele au collège de Leverville (1946-1950), il fonda à Léopoldville à la fin 1952 l'Union des anciens élèves de la mission de Leverville (UNAMIL). En 1955, il en devint le président, et Mulele le vice-président. En janvier

⁴⁰¹ *Idem.*, pp. 91-92.

1959, il devint membre du premier comité directeur du PSA et son secrétaire général, mais à la mi-1959, il ne faisait plus partie de la nouvelle direction, présidée par Gizenga. Après la création du CNL en octobre 1963, il s'opposa à Gbenye et se rangea du côté de Bocheley lorsque la scission du CNL eut lieu en février 1964. Fin mars 1965, expulsé du Congo-Brazzaville, il se rendit au Caire où il participa à la conférence au sommet des Forces révolutionnaires (7-21 avril). Début 1967, il fut nommé secrétaire chargé de l'organisation du « noyau du PC du Congo-Kinshasa (PCC-K) ». Dirigeant le « détachement Lumumba » de l'Armée populaire de libération, il pénétra fin juin 1967 au Congo-Kinshasa, tentant de rejoindre Mulele. Lorsque, deux jours plus tard, le détachement fut dispersé par l'ANC, il retourna au Congo-Brazzaville avec la majorité des combattants. Le 26 avril 1968, avec Zénon Mibamba, il chargea deux partisans du PCC-K de contacter Mulele. Ils réussirent à le faire mais ne suivront pas les recommandations de ce dernier de lui envoyer sans tarder des combattants. En exil à Brazzaville, il fut mêlé, en 1971, à l'affaire Kudiakubanza et Mungul Diaka.

Nkwan Désiré

Ethnie mbunda. Originaire du secteur de Kanga.

Il était chef du secteur de Kanga avant la rébellion. Il rejoignit celle-ci et participa au combat d'Idiofa. Il devint commissaire militaire de l'équipe avec Martin Mangana comme commissaire politique. Il fut promu responsable des dépôts puis commandant de la sous-direction de Ngoso.

Okwono Joseph

Il dirigea l'équipe d'Iseme. Il devint responsable du bureau technique rattaché à celui des dépôts. Ayant amené une petite forge dans le maquis, il se consacra à la fabrication des fusils *pupus*. Il fut tué à Ivanga le 16 janvier 1967 par des Ngoli, furieux de se voir ravir leurs chèvres par des partisans.

Pakasa Vital

Originaire de Kilembe au Kwilu. Ethnie pende.

Alors qu'il était soldat de la Force publique, il faillit tirer sur Mobutu au camp Hardy (Kokol) protégé par les soldats marocains, après le coup d'État du 14 septembre 1960 et la création du Collège des commissaires généraux. Il fut révoqué de l'armée et emprisonné, mais il réussit à s'évader. Il quitta Léopoldville pour Kikwit, en passant par Kilembe, arriva à Port-Francqui et atteignit Stanleyville où Victor Lundula le nomma commandant du 3^e groupement de la gendarmerie. Il fut désigné pour commander l'opération militaire au Nord-Katanga. De retour à Stanleyville en avril 1962, il fut arrêté à sa descente d'avion avec le colonel Malongi et gardé à la prison centrale puis transféré à Léopoldville à la prison de Ndolo. Mobutu refusa sa libération en même temps que celle de Mukulubundu. Il réussit à gagner Brazzaville et devint, en 1964, commandant en chef des Forces armées populaires de libération nationale dépendant du CNL/aile Bocheley, basé à Brazzaville. Il commanda le camp d'entraînement d'Impfondo à 800 km de Brazzaville sur le fleuve Oubangi. Il défendit alors la création d'une armée régulière révolutionnaire à l'étranger. Il se rendit en Chine. Le 28 juillet 1964, il arriva à Bolobo, prise par les partisans l'avant-veille, et en prit le commandement. Le 31 juillet, il en fut chassé par l'ANC et regagna le

Congo-Brazzaville. À partir d'avril 1965, il résida au Caire. Il devint membre du CSR dès la fondation de celui-ci le 21 avril 1965. Dès la fin avril, cependant, il se rapprocha du général Nicolas Olenga, se retira du CSR, et se rallia finalement à Gbenye. Le 1^{er} septembre 1965, il fut poursuivi pour avoir blessé au couteau Martin Kasongo à la suite d'une dispute et assassiné le lendemain au Caire par Ali Jumaini, garde du corps de Gaston Soumialot.

Tara Del Placide

Né en 1931 à Gampur. Ethnie yansi du secteur Kilunda, territoire de Bulungu. Fils de Georges Tara, député provincial, tendance PSA/Kamitatu qui avait voté, le 30 octobre 1963, pour la démission des ministres provinciaux Shifele et Mungul Diaka. Placide Tara était le cousin de Vincent Mbwankien, auquel il était lié par sa mère, Louise Mangugudi.

Après des études primaires à Kimponzi, de 1940 à 1946, il poursuivit des humanités latines à Kinzambi, de 1946 à 1953, et des études de philosophie au grand séminaire de Mayidi, de 1953 à 1956. Il fit une année de régence (un stage), de 1956 à 1957 puis des études de théologie au grand séminaire de Mayidi, puis à Kisantu-Inkisi au Bas-Congo, de 1957 à 1961. Ordonné prêtre en 1961, il fut affecté à la mission d'Atene comme vicaire et devint, à partir de juillet 1962, directeur des écoles des villages. Il fut muté à la mission de Totshi en août 1963. Il intégra le maquis muleliste au mois de juin 1964, alors qu'il était à la recherche de parents enlevés par les rebelles. Il vécut 19 mois dans le maquis, qu'il quitta en février 1966. Rejeté par son diocèse et son milieu au Kwilu, il fut affecté au diocèse de Kenge. Il devint ensuite aumônier militaire au camp Tshatshi à Léopoldville après avoir suivi un stage de formation comme para commando. Il mourut à Kinshasa à la suite d'un accident de la circulation en janvier 1971. Il fut enterré à la mission de Djuma.

Yumbu Gabriel

Né en mai 1931 à Mukulu (Kikwit). Ethnie mbunda.

Après des études primaires et moyennes à Leverville, il effectua une année de comptabilité commerciale. Il fut commis (mécánographie-comptabilité) pendant trois ans à la Banque du Congo belge. Il devint le deuxième vice-président du PSA en 1959 et ouvrit, le 1^{er} novembre, la séance inaugurale du local de ce parti à Léopoldville. Partisan de contacts avec l'Abako, il signa la lettre Abako-PSA. Dès l'apparition des tensions au sein du PSA, il prit parti pour l'aile Gizenga-Mulele contre l'aile Kamitatu. Il quitta Léopoldville le 25 novembre 1959 pour Kikwit-Feshi-Kahemba, puis s'installa à Brazzaville à partir du 16 décembre 1959 dans le cadre des activités du groupe d'action clandestin. Il représenta le PSA à la conférence de la Table ronde économique en 1960. Il devint député national, en remplacement de Kamitatu qui s'était désisté en 1960. Il fit partie de la commission de la sécurité et des problèmes militaires constituée par Lumumba à la fin octobre 1960. Ministre des Finances dans le gouvernement Gizenga à Stanleyville en 1961, il fut envoyé au Caire pour faire partie de la délégation diplomatique dirigée par Mulele. En juillet 1963, il fit partie du petit groupe de compagnons de Mulele qui décidèrent d'entamer la lutte, mais il resta à Léopoldville et tenta de former un front politique démocratique des partis nationalistes. Il fut arrêté à Léopoldville le 25 septembre pour avoir manifesté en faveur de la libération de Gizenga. Détenu à la prison de Makala à partir du 29

septembre 1963, il s'en évada le 9 octobre et rejoignit Brazzaville. Il devint membre du Conseil national de libération en novembre 1963 et fut désigné secrétaire général chargé des relations extérieures du CNL (CNL-Bocheley) en 1964. Il se rendit au Caire en juillet 1964, à Addis-Abeba en septembre 1964 pour la conférence de l'OUA et à Nairobi pendant les travaux de la commission de l'OUA (en septembre) où il rencontra J. Kenyatta. Il fut révoqué le 16 février 1965. Fin mars, il fut expulsé du Congo-Brazzaville vers Accra d'où il se rendit au Caire. Il participa à la conférence des dirigeants de l'insurrection tenue au Caire du 7 au 21 avril 1965. Il devint secrétaire général du Conseil suprême de la révolution. Il se rendit à Cuba où il dirigea, du 3 au 15 janvier 1966, la délégation congolaise à la conférence des trois continents à La Havane. Il devint membre du comité de soutien au Vietnam. Il s'opposa à Gaston Soumialot et quitta le CSR au cours du second semestre 1966. Son père, Gambunda, fut tué le 19 mars au quartier général de Mulele, lors de l'attaque des soldats de l'ANC. Yumbu fut un des cofondateurs du PRP avec L. D. Kabila, un mouvement d'inspiration marxiste-léniniste, et en fut membre dirigeant du parti. Il fut chargé des relations extérieures dans le gouvernement démocratique de coalition nationale créé à l'est du Congo en 1971 et devint chef de la logistique des rebelles établis dans la région de Ngandja-Lulenge. En mission à Dar ès Salam sous un faux nom et muni d'un passeport du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), il fut arrêté par la police tanzanienne sur le train allant de Dar ès Salam à Kigoma le 7 mai 1973. Emprisonné, il fut transporté par hélicoptère d'abord à Dar ès Salam, puis à Kigoma et de là à Kalemie. De Kalemie, il aurait probablement été transféré au camp Tshatshi à Kinshasa où il fut tué. Selon un autre témoignage, il aurait été jeté dans le lac Tanganyika depuis l'hélicoptère.

Zanga Maurice

Ethnie mbunda. Originaire de Pangu, secteur de Kalanganda.

Avant les événements du Kwilu, il était fonctionnaire à la poste. Il devint officier d'ordonnance de Mulele en remplacement de Makenisi. En 1964, il fut nommé chef de bureau et commandant de la région militaire du centre, responsable de la sécurité interne. On lui impute plusieurs tueries de partisans et de villageois pendant la rébellion. Arrêté par une équipe de l'ANC à la fin 1965/début 1966, il fut sauvé grâce à l'intervention de l'A. T. Ngoopos. Depuis 1997, il est chef de la prison de Kikwit et dirige la chorale catholique Manarata.

INDEX

- Abo Léonie, 61, 212, 242, 253, 254, 319,
 320, 329, 338, 342, 343
 Adoula Cyrille, 36, 53, 64, 141, 144, 222,
 323, 326
 Ahumari Sidonie, 94, 319
 Akariko Raphaël, 64, 279
 Alongh Alexis, 319
 Awak Damien, 20, 26, 27, 113, 122, 319
 Badibanga Casimir, 320
 Bengila Théodore, 12, 36, 43, 44, 52, 53,
 54, 61, 68, 80, 83, 137, 146, 147, 149,
 150, 161, 198, 199, 204, 209, 211, 212,
 213, 240, 254, 256, 271, 308, 309, 320,
 325, 333, 342, 343
 Biletsi Eugène (abbé), 9, 57, 102, 103,
 104, 105, 106, 107, 108, 125, 126, 215,
 216, 219, 236, 237, 321
 Bomboko Justin-Marie, 213, 253, 254,
 255, 271, 339
 Bula-Bula Théophile, 12, 13, 110, 148,
 150, 161, 193, 208, 209, 210, 213, 321
 Ebwot(i) Pascal, 150, 151
 Ekamba Louis, 294, 332
 Fimbo Antoine, 87, 91, 121, 131, 145,
 149, 151, 193, 204, 309, 321
 Gizenga Antoine, 13, 24, 34, 35, 36, 39,
 40, 41, 42, 43, 44, 45, 51, 52, 54, 55,
 56, 58, 63, 64, 69, 80, 82, 85, 96, 114,
 133, 134, 136, 137, 158, 159, 221, 258,
 275, 276, 277, 279, 282, 284, 308, 311,
 319, 320, 322, 323, 326, 329, 334, 335,
 336, 337, 339, 343, 345
 Ilo Monique, 161, 324
 Impata Frédéric, 66, 150, 184, 202, 208,
 324
 Isungu Théotime, 150, 325
 Kabwata Dosithée, 151
 Kafungu Léon, 325
 Kafungu Louis, 12, 27, 32, 54, 68, 108,
 113, 146, 149, 150, 155, 161, 198, 199,
 200, 202, 204, 205, 209, 214, 238, 240,
 241, 245, 246, 260, 308, 309, 310, 311,
 319, 325, 326, 329, 330, 333
 Kafungu Monique, 325
 Kafungu Simon, 325
 Kakwala Paul, 40, 41, 42, 43, 52, 326, 339
 Kalamba Augustin, 325
 Kama Sylvain, 18, 34, 35, 39, 43, 133,
 322, 326
 Kamitatu Cléophas, 21, 34, 35, 36, 37, 38,
 41, 43, 45, 55, 56, 58, 71, 79, 85, 116,
 119, 126, 132, 175, 264, 265, 273, 282,
 311, 323, 326, 327, 336, 345
 Kandaka Pierre Damien, 121, 137, 145,
 150, 166, 193, 194, 200, 204, 205, 207,
 240, 270, 273, 308, 309, 310, 312, 320,
 322, 325, 328, 329, 333
 Kasa-Vubu Joseph, 7, 35, 82, 103, 144,
 201, 213, 322, 323, 326, 337
 Kasongo Martin, 345
 Katasa Antoine, 279
 Katshunga Marc, 37, 39, 40, 41, 42, 44,
 45, 51, 52, 54, 63, 137, 288, 289, 329
 Kayembe Pierre, 325, 329
 Kikolo Joseph, 58, 59, 62, 120, 273, 286,
 289
 Kimbadi Bernadette, 330
 Kingombe Barnabé, 193, 204, 328, 330
 Kinkondo Louis, 150, 151, 208, 330
 Kinzuzi Frédéric, 151
 Kisangani Athanase, 309
 Kitembo Pierre, 150, 151, 201, 330
 Kufua-Kenda Pierre-Damien, 309
 Kwari Bernard, 279
 Labutu Nelly, 147, 330
 Lankwan Adolphe (abbé), 103, 104, 105,
 107, 109, 110, 111, 112, 113, 117, 120,
 122, 148, 207, 215, 216, 217, 233, 242,
 330, 342
 Laviwa Jean-Marie, 138, 151, 331
 Leta Norbert, 13, 37, 38, 39, 40, 41, 43,
 45, 56, 57, 63, 64, 74, 75, 79, 80, 98,
 120, 223, 331
 Lubaya, 279
 Lubuma Valentin, 279, 334
 Lukoky Ignace, 38, 42, 56, 58, 64, 74, 75,
 79, 273, 280, 283, 331
 Lumumba Patrice, 7, 9, 35, 36, 51, 53, 69,
 82, 91, 96, 114, 158, 253, 255, 276,
 308, 320, 323, 326, 334, 336, 338, 345
 Madinga Godelieve, 140, 147, 209, 332,
 343
 Makaku Célestin, 212, 332
 Makasa Léon, 138, 320, 332
 Makenisi Maurice, 150, 151, 246, 332
 Makwala Valère, 147, 332
 Malanda Casimir, 54, 57, 64, 65, 68, 161,
 333
 Manika Nicaise, 148, 333

- Mayele A., 309
 Mayele Louis, 147, 238, 240, 333
 Mbakanga Omer, 209, 212, 333
 Mbongompasi Alexandre, 133, 151, 333
 Mbulu Théotime, 151
 Menaba Évariste, 149, 208, 211, 212, 333
 Mikaba Sidonie, 147, 333
 Milton Albert, 100, 104, 168, 177, 207, 225, 226, 233, 244, 294, 354, 355
 Mitudidi Léonard, 52, 53, 54, 137, 179, 241, 320, 334, 336
 Mobutu Joseph-Désiré, 53, 75, 162, 163, 164, 210, 249, 250, 253, 255, 313, 314, 315, 316, 317, 324, 326, 328, 344
 Mosmans R. P., 295
 Mukubu Valère, 54, 56, 213, 334
 Mukulubundu Félix-Joseph, 36, 52, 53, 54, 65, 68, 80, 137, 138, 181, 182, 241, 320, 329, 334, 335, 340, 344
 Mukwidi Thomas, 35, 39, 43, 52, 53, 54, 137, 241, 279, 293, 320, 334, 336
 Mulangi, 151
 Mulele Pierre, 7, 9, 10, 11, 12, 13, 17, 24, 27, 34, 35, 36, 41, 42, 43, 44, 45, 47, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 74, 76, 79, 80, 81, 82, 83, 85, 87, 90, 91, 93, 95, 98, 99, 103, 104, 105, 107, 108, 109, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 120, 127, 128, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 149, 150, 151, 153, 154, 156, 157, 158, 159, 161, 162, 163, 165, 166, 167, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 186, 187, 188, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 233, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 260, 271, 273, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 288, 293, 303, 308, 309, 310, 311, 319, 320, 321, 322, 324, 325, 329, 330, 332, 333, 334, 336, 337, 338, 341, 342, 343, 345, 346, 354
 Mulengamungu Éloi Dieudonné, 42, 325, 339
 Mulundu Louis, 35, 137, 279, 289, 339
 Mumvudi Eugène, 150, 339
 Mundelengolo Pascal, 54, 147, 161, 340
 Mungala Romain, 151, 177, 201, 204, 205, 310, 340
 Mungul Diaka Bernardin, 37, 38, 43, 45, 56, 63, 64, 218, 273, 279, 280, 293, 335, 338, 344, 345
 Mungwa François, 279
 Munzamba Valère, 68, 340
 Munzele Valère, 68, 131, 149, 212, 340
 Musalampasu Évariste, 110
 Musongo Pierre, 151, 340
 Mutumbulu Jérôme, 148, 340
 Muwana Joseph, 151
 Muzungulu Delphin, 190, 341
 Mwefi Germain, 37, 42, 63, 65, 254, 341
 N'Dom Constant, 242, 325, 341
 Ndabala Dieudonné, 94, 212, 341
 Nday Désiré, 279
 Ngala Vincent, 342
 Ngolo Florentin (Laurentin), 105, 148, 342, 343
 Ngoma Mvula, 151
 Ngondo Louis, 65, 75, 343
 Ngwentsung Pierre, 209, 211, 343
 Ngyun Isidore, 68
 Nima Fernand, 343
 Nkwan Désiré, 148, 151, 344
 Ntsol Théotime, 147, 202, 203, 209, 212, 341
 Nzamba, 309
 Okwono Joseph, 93, 94, 344
 Pakasa Vital, 151, 309, 324, 344
 Perelle (Mgr), 296
 Peti-Peti, 279
 Pombo Ambroise, 37, 64, 293
 Roberts (Mgr), 296
 Shiffele Longin, 37, 38, 56, 64, 279
 Situkumbanza, 138
 Soumialot Gaston, 345
 Tara Del Placide (abbé), 8, 9, 105, 109, 112, 116, 148, 162, 175, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 235, 236, 237, 238, 239, 241, 242, 243, 249, 250, 251, 252, 273, 298, 345, 356
 Toussaint (Mgr), 9, 85, 94, 95, 96, 101, 102, 107, 115, 119, 120, 121, 122, 125, 128, 226, 228, 233, 297, 321, 356
 Wavula Daniel, 148
 Yamvua Dieudonné, 294
 Yongo David, 309
 Yumbu Gabriel, 42, 43, 63, 279, 307, 311, 320, 324, 325, 345
 Zanga Maurice, 9, 149, 204, 230, 309, 346

BIBLIOGRAPHIE

Publications du CRISP

Le Courrier africain, CRISP, 1960 à 1964 et plus particulièrement les n° 30, 31, 32, 33 de l'année 1964.

La série des « Congo » : *Congo 1960 à Congo 1966*.

Verhaegen B., *Rébellions au Congo*, tome I, Bruxelles-Léopoldville, CRISP-IRES-INEP, 1966.

Weiss H. et Verhaegen B., *Parti solidaire africain (P.S.A.). Documents 1959-1960*, Bruxelles, CRISP, 1963.

Ouvrages et articles

Beys J., Gendebien P.-H. et Verhaegen B., *Congo 1963*, Bruxelles-Léopoldville, CRISP-INEP, Les Dossiers du CRISP, 1964.

Che Guevara E., *La Guerre de guérilla*, Paris, Maspero, coll. « Cahiers libres », n° 31, 1962.

Coquery-Vidrovitch C., Forest A. et Weiss H., *Rébellion-révolution au Zaïre. 1963-1965*, tome I, Paris, L'Harmattan, 1987.

De Beaucorps J., *Les Basongo de la Luniungu et de la Gobari*, Bruxelles, IRCB, 1948.

de Decker J.-M., *Les Clans Ambuun (Bambunda) d'après leur littérature orale*, Bruxelles, IRCB, 1950.

de Saint Moulin L., *Atlas des collectivités du Zaïre*, Kinshasa, PUZ, 1976.

de Sousberghe L., « Les Pende – Aspects des structures sociales et politiques », in *Miscellanea ethnographica, Annales*, n° 46, Tervueren, Musée royal de l'Afrique centrale, 1963, pp. 3-78.

Déclaration publiée par le ministère de l'Information et des Affaires culturelles du Kwilu (Service des nouvelles), n° 901, 15 février 1963, reproduite dans *Courrier africain du CRISP*, n° 32, 13 mars 1964, pp. 13-14.

Delhaze R. (s. j.), « Au Kwilu : huit jours entre l'ANC et les mulelistes. Extraits du journal du P. Delhaze (septembre 1964) », *Missi*, n° 284, novembre 1964, pp. 4 et suiv.

Delhaze R. (interview de), « Baudouin le dernier roi du Congo », *Le Soir illustré*, novembre 1993.

Douglas M., « The Lele of Kasai », in *African Worlds, Studies in the Cosmological Ideas and Social Values of African Peoples*, London, International African Institute, 1954, pp. 1-26.

- Écrits militaires de Mao Tsé-toung*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1964.
- Fox R. C., De Craemer W. et Ribaucourt J.-M., « La deuxième indépendance. Étude d'un cas : la rébellion au Kwilu », *Études congolaises*, Léopoldville-Bruxelles, INEP-CRISP, vol. 8, n° 1, 1965, pp. 1-35.
- Gérard-Libois J. (dir.), *Congo 1966*, Bruxelles-Kinshasa, CRISP-INEP, 1967.
- Gérard-Libois J. et Verhaegen B., *Congo 1960*, 2 tomes, Bruxelles, CRISP, 1961.
- Gérard-Libois J. et Verhaegen B. (dir.), *Congo 1962*, Bruxelles, CRISP, 1963.
- Gérard-Libois J. et Van Lierde J. (dir.), *Congo 1964*, Bruxelles-Léopoldville, CRISP-INEP, 1965.
- Gérard-Libois J. et Van Lierde J. (dir.), *Congo 1965*, Bruxelles-Kinshasa, CRISP-INEP, 1966.
- Heilbrunn O., *La Guerre de partisans*, Paris, Payot, 1964.
- Ilunga A. R. et Kalonji B., « Les événements du Kwilu », *Études congolaises*, INEP-CRISP, vol. VI, n° 3, mars 1964, pp. 1-21.
- Kakwala P., « Rapport politique établi le 14 février 1964 par M. Paul Kakwala, président de l'Assemblée provinciale du Kwilu, à l'intention de M. le commissaire général extraordinaire pour la province du Kwilu », *Courrier africain* du CRISP, n° 32, 13 mars 1964, p. 18-21.
- Kafungu S., « Sorcellerie et réaction chez les Ambuun de la Kamtsha-Loange », *Voix Muntu*, vol. II, cahiers 1 et 2, 1965.
- Kanza-Dolomingu A. et Malu A., « L'Ugéc et les événements du Kwilu », *Remarques congolaises et africaines*, Bruxelles, n° 8, 18 avril 1964.
- Kharkevitch C., *Journal d'une rébellion, les mulelistes*, Bruxelles, Clepsydre, 1998.
- Lamal Fr., *Essai d'étude démographique d'une population du Kwango. Les Basuku du territoire de Feshi*, Bruxelles, IRCB, 1949.
- Lamal Fr., « Basuku et Bayaka des districts du Kwango et Kwilu du Congo », Tervueren, Musée royal de l'Afrique centrale, *Annales*, n° 56, 1965.
- Lanternari V., *Les Mouvements religieux des peuples opprimés*, Paris, Maspero, 1962.
- « Le Kwilu : de la lutte pour l'indépendance à la rébellion muleliste (1959-1964), I », *Courrier africain* du CRISP, n° 30, 20 février 1964, pp. 2-22.
- « Le Kwilu : de la lutte pour l'indépendance à la rébellion muleliste (1959-1964), II », *Courrier africain* du CRISP, n° 31, 29 février 1964, pp. 2-20.
- « Le Kwilu : de la lutte pour l'indépendance à la rébellion muleliste (1959-1964), III », *Courrier africain* du CRISP, n° 32, 13 mars 1964, pp. 1-21.
- « Le Kwilu : de la lutte pour l'indépendance à la rébellion muleliste (1959-1964), IV », *Courrier africain* du CRISP, n° 33, 13 avril 1964, pp. 2-22.
- Lussu J., « Les débuts de l'insurrection congolaise », *Monde Nuovo* ; une traduction néerlandaise est parue dans *Links*, n° 41, 12 septembre 1964.
- Martens L., *Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba*, Berchem, EPO, Dossier International, 1985.
- Martens L., *Une femme du Congo*, Bruxelles, EPO, 1991.
- Mertens J., *Les Badzing de la Kamtsha*, Bruxelles, IRCB, 1935.

- N'Dom C., *P. Mulele assassiné. La révolution congolaise étranglée*, Hamme-Mille, Éditions CEP, 1984.
- Nicolaï H., *Le Kwilu. Étude géographique d'une région congolaise*, Bruxelles, Cemubac, 1963.
- Pauwels J., *La Répartition de la population dans le territoire de Gungu*, Bruxelles, Cemubac, 1962.
- Plantations Lever au Congo, *District de Leverville*, Plantations Lever au Congo (PLC), 1963.
- « Rapport de la délégation de l'Assemblée du Kwilu envoyée à Léopoldville », *Missi*, n° 5, 1964.
- Renier M., « Pour un essai de paysannat indigène chez les Bapende et les Basuku sur la base de plantations de bambous », *Zaire*, VI, 4, 1952, pp. 363-378.
- Ribaucourt J.-M., *René Toussaint, évêque d'une transition*, Kinshasa, Baobab, 1997.
- Sheita B., *Écrasé, mais il vit. L'itinéraire sacerdotal de l'abbé Barthélemy Sheita*, 2002, avec une préface du professeur Daniel Gambembo Fumu wa Utadi, inédit.
- Sonck J.-P., « Bérêts bleus de l'ONU au Kwilu », *Tam Tam Ommegang*, n° 114, premier trimestre 2002, pp. 53-64.
- Touraine A., « Mobilité sociale, rapports de classes et nationalisme en Amérique Latine », *Sociologie du travail*, vol. VII, n° 1, janvier-mars 1965, pp. 71-82.
- Trinquier R., *La Guerre moderne*, Paris, La Table Ronde, 1961.
- Vansina J., *Introduction à l'ethnographie du Congo*, Léopoldville, IRES, université Lovanium, 1966.
- Van Bulck G., *Manuel de linguistique bantoue*, Bruxelles, IRCB, 1949.
- Van Inthout L., « La révolte des Pende. 1931 », *Bulletin du Cercle royal des anciens officiers des campagnes d'Afrique*, n° 2, juin 1993.
- Verhaegen B., *Congo 1961*, Bruxelles, CRISP, Dossiers du CRISP, 1962.
- Verhaegen B., *Rébellions au Congo*, tome I, Bruxelles-Léopoldville, CRISP-IRES-INEP, 1966.
- Verhaegen B., « La rébellion muléliste au Kwilu ; chronologie des événements et essai d'interprétation (janvier 1962-juillet 1964) », in C. Coquery-Vidrovitch, A. Forest et H. Weiss, *Rébellion-révolution au Zaïre. 1963-1965*, tome I, L'Harmattan, 1987, pp. 120-146.
- Weiss H., *Political Protest in the Congo. The Parti Solidaire Africain during the Independance Struggle*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press, 1967.
- Weiss H., *Radicalisme rural et lutte pour l'indépendance au Congo-Zaïre. Le Parti solidaire africain (1959-1960)*. Préface de I. Wallerstein, Paris, L'Harmattan, 1994.
- Weiss H. et Verhaegen B., *Parti solidaire africain (PSA)-Documents 1959-1960*, Bruxelles, CRISP, 1963.
- Willame J.-C. et Verhaegen B. (dir.), « Les provinces du Congo. Structure et fonctionnement. I. Kwilu – Luluabourg – Nord Katanga – Ubangi », *Cahiers*

économiques et sociaux, Collection d'études politiques, Léopoldville, IRES, n° 1, 1964.

Willame J.-C. et Verhaegen B. (dir.), « Les provinces du Congo. Structure et fonctionnement. III. Nord-Kivu – lac Léopold II », *Cahiers économiques et sociaux*, Collection d'études politiques, Léopoldville, IRES, n° 3, 1964.

Mémoires et thèses

Awak Ayom Bis Entsum, *Histoire de l'évolution de la société Mbuun de l'entre-Kwilu-Lubwe (RDC)*, Paris, université de Paris-I, Panthéon-Sorbonne, 1975.

Ibili Akwer E., *Les Chants des Ambuun du Kwilu (RDC). Modes de communication*, thèse de doctorat en langues et littératures africaines, Lubumbashi, université de Lubumbashi, 1998.

Ibili Akwer E., *Les « Lwim l'endib » dans la littérature orale mbuun : approche stylistico-sémantique*, mémoire de licence en langues et littératures africaines, Lubumbashi, université de Lubumbashi, 1982.

Kizobo O'Bweng-Okwess, *Histoire ancienne des Ambuun du Kwilu d'après leurs plantes alimentaires : des origines à 1892*, mémoire de licence en histoire, Lubumbashi, Unaza, campus de Lubumbashi, 1977.

Mazinga Mashin, *Engong et Langong. Étude comparative de deux formes de dramaturgie populaire chez les Ambuun du Zaïre*, thèse de doctorat en information et arts de diffusion, Liège, université de Liège (sans date).

Mbwasi Mpib-Etul, *Esquisse panoramique de la littérature orale mbuun : genres et essai d'analyse*, mémoire de licence en langues et littératures africaines, Lubumbashi, Unaza, campus de Lubumbashi, 1980.

Mundeke Otom's, *Esquisse grammaticale de la langue mbuun*, mémoire de licence en langues et littératures africaines, Lubumbashi, Unaza, campus de Lubumbashi, 1979.

Sikitele Gize a Sumbula, *Histoire de la révolte pende de 1931*, thèse de doctorat en histoire, Lubumbashi, université de Lubumbashi, 1986.

Périodiques

Assagai, Londres, n° 3, avril 1963.

Études congolaises, vol. V, n° 7, 1963, pp. 80-99; vol. VI, n° 3, mars 1964, p. 19 et janvier-février 1965.

Présence congolaise, 1^{er} décembre 1962.

Quotidiens

Les principaux bulletins et journaux consultés sont les suivants :

Au Congo :

Bulletins d'information du diocèse d'Idiofa : novembre 1964 et 1965.

Dépêches de l'agence de presse DIA : 7 décembre 1963 ; 28 janvier 1964 ; 17 juin 1965 ; octobre 1965.

Le Courrier d'Afrique : 9 juin 1963 ; 22 septembre 196 ; 2 janvier 1964 ; 30 janvier 1964 ; 11 février 1964 ; 14 février 1964.

L'Essor du Katanga : 29 janvier 1964.

L'Étoile du Congo : 10 décembre 1963 ; 15-16 février 1964.

Le Progrès : 14-15 décembre 1963.

Le Réveil : n° 1, 10 novembre 1962.

La Voix du Kwilu : n° 5, 20 avril 1963 ; n° 15, 6 juillet 1963 ; n° 17, 20 juillet 1963 ; n° 18, 27 juillet 1963 ; n° 19, 3 août 1963 ; n° 25, 28 septembre 1963.

À l'étranger :

L'Avenir du Luxembourg : 30 janvier 1964.

La Cité : 27 janvier 1964 ; 3 mars 1964.

La Dernière Heure : 29 janvier 1964 ; 8-9 mars 1964 ; 7 mai 1964.

Gazet van Antwerpen : 6 mars 1964.

La Libre Belgique : 11 décembre 1963 ; 25-26, 27, 28, 31 janvier 1964 ; 1-2 février 1964 ; 24 février 1964 ; 5 mars 1964.

La Métropole : 31 janvier 1964.

Le Monde : 30 janvier 1964.

De Nieuwe Gids : 27 février 1964.

Oblaten : n° 2, mars-avril 1964.

Pékin information : n° 12, 23 mars 1964.

La Relève : 1^{er} février 1964 ; 8 février 1964 ; 22 février 1964.

De Standaard : 28 janvier 1964.

Archives

Les archives mentionnées tout au long du présent ouvrage font partie du fonds d'archives sur la rébellion au Kwilu et d'autres fonds d'archives de la Section d'Histoire du temps présent du Musée royal de l'Afrique centrale. Voici la liste des documents auxquels il a été fait référence.

de Beaune R. J., *Introduction à l'étude de l'organisation de la province du Kwilu d'après les textes législatifs*, 37 p. Document stencilé, publication autorisée par Paul Kakwala, président de l'Assemblée provinciale du Kwilu.

District de Leverville, rapport édité par les Plantations Lever au Congo.

- Dossier ONUC, Archives du capitaine Von Bayer.
- Kamitatu C., *La vérité sur le maquis Mulele*, octobre 1965 (ce document est reproduit en pp. 283 et suiv.).
- Kikolo J. (préfet de Gungu), *Rapport de mission sur la présence des milices privées dans la C. I./Lukamba-Préfecture de Gungu*, septembre 1963 (reproduit en pp. 294 et suiv.).
- Kimananzimbu S. (abbé), *Rapport adressé de la mission de Pindi aux autorités administratives de Bulungu*, Pindi, 29 février 1964.
- Kiniari L. (directeur provincial de la Sûreté), *Interview accordée par monsieur l'abbé Tara Placide sorti du joug rebelle en date du 17 février 1966*, Kikwit, 23 mars 1966.
- Kinkoufi S. E. (sous-commissaire de police), *Rapport sur l'entretien qu'il eut le 29 octobre 1963 à Bulungu avec Robinson Kakesa*, Bulungu, 29 octobre 1963.
- Kitoko J. O. (rapporteur) et A. Milton (commissaire extraordinaire), *Réunion du 20 mars 1964 avec S.E. M^{sr} Lefèvre, archevêque de Kikwit sur la mission de Totshi, approuvé par l'abbé Guya*, Kikwit, 21 mars 1964, texte dactylographié.
- Lukoki I. (ministre provincial de l'Intérieur), *Rapport de mission et P. V. de constat sur la présence de milices privées dans le groupement Nkata en secteur Imbongo, préfecture de Bulungu*, 7 septembre 1963 (reproduit en pp. 291 et suiv.).
- Luyoyo L. (préfet de Gungu), *Rapport administratif sur la situation dans la préfecture de Gungu. Mois de juillet 1964*, Gungu, 31 juillet 1964.
- Madila P. (agent de la Sûreté), *Rapport*, 18 février 1964.
- Makasa L., *Rapport au directeur provincial de la Sûreté*, Kikwit, 21 novembre 1965.
- Mangala F., *Rapport administratif sur l'arrestation des adeptes de Mulele Pierre chef de la milice privée*, Idiofa, 4 octobre 1963.
- Milton A. (commissaire extraordinaire adjoint), *Rapport*, Kikwit, 29 février 1964.
- Mwak Anzala D. (commissaire de Kilembe), *Rapport*, Kilembe, 10 août 1963.
- Mutunzambi N. (commissaire), *Rapport sur l'affaire Mulele (C. I. Kanga)*, Musenge-Munene, 7 novembre 1963.
- Mutunzambi N., *Rapport sur l'affaire Mulele. Région Kalanganda*, Musenge-Munene, 17 novembre 1963.
- Note pour monsieur le Secrétaire général*, Léopoldville, 14 mars 1964.
- Rapport sur l'administration du Congo belge*, Chambre des représentants, Bruxelles, 1933 à 1958.
- Nkieri L., *Rapport administratif sur 87 personnes trouvées mortes dans la prison du secteur Mungindu en date du 11 janvier 1964*.
- Nzuzi M. (major), *Rapport*. Objet : renseignements sur la rébellion muleliste au Kwilu, Léopoldville, 19 avril 1965.
- Pengi Pl., Communiqué de presse n° 013 du cabinet du commissaire général extraordinaire pour la province du Kwilu établi à Kikwit, 7 mars 1964,

rédigé par l'attaché de presse Pl. Pengi, approuvé par le commissaire général extraordinaire pour la province du Kwilu, A. Milton, document ronéotypé.

Poso C., *Récit de la sœur Catherine Poso enceinte dans les camps des rebelles mulelistes*.

Première escalade à Idiofa (Kwilu-Congo Kinshasa), non daté.

Rapport de la commission parlementaire, compte-rendu analytique, Chambre des représentants, Léopoldville, 25 juillet 1962.

Rôle joué par l'élite mbunda au cours de la première législature, rapport rédigé par un ressortissant mbunda.

Toussaint (M^{gr}), *Rapport sur la situation du diocèse d'Idiofa : événements du Kwilu, janvier-février 1964*, document ronéotypé.

Vergote K. (provincial des oblats) et M^{gr} Toussaint (évêque d'Idiofa), *Récit des événements du Kwilu*, Léopoldville, 10 février 1964, rapport ronéotypé, traduit du néerlandais.

Vleeschouwers M., *Rapport de prospection*, 22 mai 1944.

Correspondance

Dayiwele T. (préfet), Lettre au commissaire général extraordinaire à Kikwit, Dibaya-Lubwe, 19 juin 1964. Cette lettre est reproduite en page 115.

Kandaka, Lettre au lieutenant Kalonji, 28 juillet 1964, partiellement reproduite en p. 173.

Kandaka, Lettre à Mulele, commandant en chef, reproduite en pp. 308 et suiv.

Kalwele J. (commissaire d'arrondissement de Bwalenge), Lettre au lieutenant de la compagnie de gendarmerie à Kikwit, Yassa-Lukwa, 19 novembre 1963, reproduite en p. 71.

Kawele I. (sous-préfet de Gungu), Lettre adressée au préfet d'Idiofa et au ministre de l'Intérieur du Kwilu, Musenge-Munene, 2 novembre 1963, reproduite en p. 68.

Kikolo J., Lettre du préfet de Gungu à l'abbé supérieur de Totshi, 26 août 1963.

Lankwan A., Lettre à M^{gr} Toussaint, Ngoso, 27 août 1961. Cette lettre est partiellement reproduite en p. 128.

Lankwan A., Lettre à M^{gr} Toussaint, Kilembe, 19 septembre 1961. Cette lettre est reproduite en pp. 128 et suiv.

Lankwan A., Lettre à l'abbé B. Sheita, Mwilambongo, 9 août 1963, reproduite partiellement en p. 125.

Lankwan A., Lettre à l'abbé B. Sheita, Ipamu, 19 septembre 1963, reproduite partiellement en note 72 de la p. 127.

Lankwan A., Lettre, Kikwit, 20 mai 1964, reproduite en p. 107.

Loso R., Trois lettres à Vincent Mbwankiem, président du PRA, 27 août, 28 août et 17 septembre 1964, reproduites en pp. 241 et suiv.

Mangala F. (préfet d'Idiofa), Lettre à M^{gr} Toussaint, *Première escalade à Idiofa (Kwilu-Congo Kinshasa)*, 20 septembre 1963.

Tara, Lettre à un ami de Léopoldville, avril 1964, reproduite en pp. 306 et suiv.

Toussaint (M^{gr}), Lettre à D. Mwak Anza, commissaire de Kilembe, Idiofa, 5 août 1963.

LISTE DES SIGLES

ABAZI	Alliance des Bayanzi
ACP	Agence congolaise de presse
ANC	Armée nationale congolaise
ASAP	Association d'anciens élèves des pères jésuites
ASSAMBUUN	Association des Mbunda
BIMI	Baptist Mid-Mission
BMM	Baptist International Mission
CIM	Congo Island Mission
CNCD	Centre national de coopération au développement
CNL	Conseil national de libération
CONACO	Convention nationale congolaise
CRISP	Centre de recherche et d'information socio-politiques
CSR	Conseil suprême de la révolution
HCR-PT	Haut conseil de la République-Parlement de transition
INEP	Institut national d'études politiques
INPP	Institut national de préparation professionnelle
IRES	Institut de recherches économiques et sociales
JMNC/L	Jeunesse du Mouvement national congolais/Lumumba
MLC	Mouvement de libération du Congo
MNC	Mouvement national congolais
MNC/L	Mouvement national congolais/Lumumba
MPR	Mouvement populaire de la révolution
PCC-K	Parti communiste du Congo-Kinshasa
PDC	Parti démocrate congolais
PLC	Plantations Lever au Congo
PALU	Parti lumumbiste unifié
PRA	Parti de regroupement africain
PSA	Parti solidaire africain
RADECO	Rassemblement des démocrates congolais
RECO	Regroupement congolais
RPL	Rassemblement du peuple luba
UDECO	Union démocratique congolaise
UJRC	Union des jeunesses révolutionnaires congolaises
UGEC	Union générale des étudiants congolais
UNAMIL	Union des anciens élèves de Leverville à Léopoldville
UPNAC	Union des patriotes nationalistes congolais

LISTE DES CARTES

Carte du Kwilu	14
Carte ethnique du Kwilu	22
Carte des missions catholiques et protestantes au Kwilu	84

LES CAHIERS AFRICAINS AFRIKA STUDIES

2005

de LAME, Danielle et DIBWE DIA MWEMBU, Donatien, *Tout passe. Aspects des cultures populaires à Lubumbashi*, n° 71, 2005, 330 p., 29 €.

OMASOMBO, Jean et VERHAEGEN, Benoît, *Patrice Lumumba, acteur politique. De la prison aux portes du pouvoir (juillet 1956-février 1960)*, n° 68-70, 2005, 405 p., 37 €.

2004

MABILA MANTUBA-NGOMA, Pamphile (sous la direction de), *La Nouvelle Histoire du Congo. Mélanges eurafricains offerts à Frans Bontinck, c.i.c.m.*, n° 65-66-67, série 2003, 472 p., 39 €.

BOUVIER, Paule, en collaboration avec Francesca Bomboko, *Le Dialogue intercongolais. Anatomie d'une négociation à la lisière du chaos. Contribution à la théorie de la négociation*, n° 63-64, série 2003, 326 p., 29,50 €.

TREFON, Theodore (sous la direction de), *Ordre et désordre à Kinshasa. Réponses populaires à la faillite de l'État*, n° 61-62, série 2003, 252 p., 23 €.

2003

N'SANDA BULELI, Léonard, *La Bataille de Kindu ou le récit d'une défaite*, n° 60, série 2002, 181 p., 18 €.

KENNES, Erik, en collaboration avec MUNKANA N'GE, *Essai biographique sur Laurent Désiré Kabila*, n° 57-58-59, série 2002, 431 p., 35 €.

RUBBERS, Benjamin, *Devenir médecin en République démocratique du Congo. La trajectoire socioprofessionnelle des diplômés en médecine de l'université de Lubumbashi*, n° 56, série 2002, 132 p., 14 €.

VERHAEGEN, Benoît, avec la collaboration de Charles Tshimanga, *L'ABAKO et l'indépendance du Congo belge. Dix ans de nationalisme kongo (1950-1960)*, n° 53-54-55, série 2001-2002, 460 p./blz, 35 €.

2002

de VILLERS, Gauthier, JEWSIEWICKI, Bogumil et MONNIER, Laurent (sous la direction de), *Manières de vivre. L'économie de la débrouille au Congo/Kinshasa*, n° 49-50, série 2001, 205 p., 17, 50 €.

WILLAME, Jean-Claude, *L'accord de Lusaka. Chronique d'une négociation internationale*, n° 51-52, série 2001, 220 p., 18 €.

2000

VELLUT, Jean-Luc (sous la direction de), *Itinéraires croisés de la modernité. Congo belge (1920-1950)*, n° 43-44, 2000, 295 p., 20 €.

MONNIER, Laurent, JEWSIEWICKI, Bogumil et DE VILLERS, Gauthier (sous la direction de), *Chasse au diamant au Congo/Zaïre*, n° 45-46, 2000, 240 p., 19 €.

DE VILLERS, Gauthier, OMASOMBO, Jean et KENNES, Erik, *République démocratique du Congo, Guerre et politique. Les trente derniers mois de L. D. Kabila (août 1998-janvier 2001)*, n° 47-48, 342 p., 24 €.

1999

MUTAMBA LUKUSA, Gaston, *La Faillite d'un pays. Déséquilibre macro-économique et ajustements au Congo/Zaire (1988-1999)*, n° 37-38, 1999, 190 p., 17,50 €.

MATHIEU, Paul et WILLAME, Jean-Claude (dir.), *Conflits et guerres au Kivu et dans la région des Grands Lacs*, n° 39-40, 1999, 218 p., 17,50 €.

KABUYA KALALA, François et MATATA PONYO MAPON, *L'Espace monétaire kasaïen. Crise de légitimité et de souveraineté monétaire en période d'hyperinflation au Congo (1993-1997)*, n° 41, 1999, 148 p., 15 €.

YOKA Lye, *Kinshasa, signes de vie*, n° 42, 1999, 168 p., 15 €.

1998

GROOTAERS, Jan-Lodewijk (sous la direction de), *Mort et maladie au Zaïre*, n° 31-32, 1998, 172 p., 16,50 €.

OMASOMBO, Jean et VERHAEGEN, Benoît, *Patrice Lumumba. Jeunesse et apprentissage politique (1925-1956)*, n° 33-34, 1998, 265 p., 20 €.

DE VILLERS, Gauthier, WILLAME, Jean-Claude et OMASOMBO, Jean, *République démocratique du Congo. Chronique politique d'un entre-deux-guerres (1996-1998)*, n° 35-36, 1998, 371 p., 22,50 €.

1997

WILLAME, Jean-Claude, *Banyarwanda et Banyamulenge. Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu*, n° 25, 1997, 156 p., 15 €.

WILUNGULA B. Cosma, *Fizi 1967-1986. Le maquis Kabila*, n° 26, 1997, 136 p. (en co-édition avec le Centre d'Histoire de l'Afrique [Louvain-la-Neuve], en tant que n° 15 de la revue *Enquêtes et documents d'histoire africaine*), 15 €.

DE VILLERS, Gauthier et OMASOMBO TSHONDA, Jean, *Zaïre. La transition manquée : 1990-1997*, n° 27-28-29, 1997, 302 p., 20 €.

MWANZA WA MWANZA, Hugo, *Le Transport urbain à Kinshasa. Un nœud gordien*, n° 30, 1997, 149 p., 14 €.

1996

DE VILLERS, Gauthier (dir.), *Phénomènes informels et dynamiques culturelles en Afrique. Actes des journées d'étude des 16 et 17 décembre 1994*, n° 19-20, 1996, 286 p., 24 €.

DE HERDT, Tom et MARYSSE, Stefaan, *L'Économie informelle au Zaïre*, n° 21-22, 1996, 194 p., 17,50 €.

MATHIEU, Paul, LAURENT, Pierre-J. et WILLAME, Jean-Claude (dir.), *Démocratie, enjeux fonciers et pratiques locales en Afrique. Actes du séminaire tenu à Louvain-la-Neuve du 2 au 12 mai 1995*, n° 23-24, 1996, 250 p., 20 €.

1995

SIMONS, Edwine, BOGHOSSIAN, Reupen et VERHAEGEN, Benoît, *Stanleyville 1959. Le procès de Patrice Lumumba et les émeutes d'octobre*, n° 17-18, 1995, 212 p., 17,50 €.

REYNTJENS, Filip, *Rwanda. Trois jours qui ont fait basculer l'histoire*, n° 16, 1995, 150 p., 15 €.

YOKA LYE, *Lettres d'un Kinois à l'oncle du village*, n° 15, 1995, 160 p., 15 €.

WILLAME, Jean-Claude, *Aux sources de l'hécatombe rwandaise*, n° 14, 1995, 175 p., 17,50 €.

MAYOYO BITUMBA TIPO TIPO, *Migration Sud/Nord. Levier ou obstacle ? Les Zaïrois en Belgique*, n° 13, 1995, 167 p. (Zaïre, années 90, vol. IV), 15 €.

1994

MARYSSE, Stefaan, DE HERDT, Tom et NDAYAMBAJE, E., *Rwanda. Appauvrissement et ajustement structurel*, n° 12, 1994, 87 p., 12 €.

DE VILLERS, Gauthier (sous la direction de), *Belgique/Zaire. Une histoire en quête d'avenir. Actes des rencontres de Bruxelles organisées par l'Institut africain, le NCOS, le CNCD, Broederlijk Delen, l'Association belge des africanistes / Belgische Vereniging van Afrikanisten*, n° 9-10-11, 1994, 347 p., 17,50 €.

WILLAME, Jean-Claude, *Gouvernance et pouvoir. Essai sur trois trajectoires africaines. Madagascar, Somalie, Zaïre*, n° 7-8, 1994, 206 p., 18,50 €.

1993

NDAYWEL È NZIEM, Isidore, *La Société zairoise dans le miroir de son discours religieux (1990-1993)*, n° 6, 1993, 102 p. (Zaïre, années 90, vol. III), 12 €.

WYMEERSCH, Patrick (sous la direction de), *Liber Amicorum Marcel d'Hertefelt. Essais anthropologiques*, n° 4-5, 1993, 380 p., 12 €.

MUTAMBA MAKOMBO, J. M., *Patrice Lumumba correspondant de presse (1948-1956)*, n° 3, 1993, 84 p. (épuisé).

SIMONS, Edwine, *Inventaire des études africaines en Belgique - Inventaris van de Afrika Studies in België*, n° 1-2, 1993, 341 p., 12 €.

1992

DE VILLERS, Gauthier, *Le pauvre, le hors-la-loi, le métis. La question de l'économie informelle en Afrique*, n° 6, 1992, 80 p., (photocopie), 12 €.

WILLAME, Jean-Claude, *Les Manipulations du développement. Ajustement, cogestion et démocratisation au Burundi*, n° 5, 1992, 166 p., 12 €.

DE VILLERS, Gauthier (dir.), *Économie populaire et phénomènes informels au Zaïre et en Afrique*, n° 3-4, 1992, 277 p., 30 €.

DE VILLERS, Gauthier, *Zaïre 1990-1991 : Faits et dits de la société d'après le regard de la presse*, n° 1-2, 1992, 235 p. (Zaïre, années 90, vol. II), 12 €.

1991

WILLAME, Jean-Claude, *De la démocratie « octroyée » à la démocratie enrayée (24 avril 1990 - 22 septembre 1991)*, n° 5-6, 1991, 318 p. (Zaïre, années 90, vol I), (photocopie), 32 €.

OLELA ENGOMBE ASUI, *L'Administration coloniale et la question de la succession de Ngongo Leteta au Sankuru (1893-1956)*, n° 4, 1991, 119 p., 12 €.

ABBINK, J., *Mytho-légendes et histoire : l'énigme de l'ethnogenèse des Beta Esra'el*, n° 3, 1991, 92 p., 12 €.

WILLAME, Jean-Claude, *La décennie 80 : l'aide en question. Esquisse comparative des politiques de développement dans quatre pays européens*, n° 2, 1991, 123 p./blz, 12 €.

BERWOUTS, K., *Le Sein de la mère. Introduction à la littérature classique et moderne en swahili*, n° 1, 1991, 140 p., 12 €.

1990

FIERLAFYN, Luc, *Le Discours nationaliste au Congo belge durant la période 1955-1960*, n° 6, 1990, 208 p., 12 €.

LOSSO GAZI, *L'Enseignement du français au Zaïre revisité (1948-1980)*, n° 5, 1990, 158 p., 12 €.

LUBANA NGIYENE AMENA, *L'Organisation de la société paysanne et la situation du mouvement coopératif dans le Bas-Zaïre. L'interface entre les associations rurales à fonctions multiples et*

les associations urbaines de consommation comme moyen de lutte contre la misère, n° 3-4, 1990, 200 p., 12 €.

DE VILLERS, Gauthier et WILLAME, Jean-Claude, *Belgique-Zaïre : le grand affrontement*, n° 1-2, 1990, 171 p. (photocopie), 16 €.

1989

KABUYA LUMUNA SANDO, *Zaïre 1960-1964. La tourmente katangaise*, n° 6, 1989, 117 p., 12 €.

REYNTJENS, F., *Burundi 1972-1988. Continuité et changement*, n° 5, 1989, 98 p., (épuisé).

FETTWEIS, N., *Lecture sémiotique de l'Anté-peuple de Sony Labou Tansi*, n° 4, 1989, 101 p., 12 €.

GASIBIREGE RUGEMA, S., *Approche du processus d'inadaptation-adaptation de l'enseignement primaire à travers les réformes scolaires au Zaïre (1880/1980)*, n° 2-3, 1989, 244 p., 12 €.

TREFON, Th., *French Policy toward Zaïre during the Giscard d'Estaing Presidency*, n° 1, 1989, 135 p., 12 €.

1988

WILLAME, J.-C., *Éléments pour une lecture du contentieux belgo-zaïrois*, n° 6, 12/1988, 173 p. (photocopie), 20,50 €.

SCOTT, G. J., *La Pomme de terre en Afrique centrale. Une étude sur le Burundi, le Rwanda et le Zaïre*, n° 4-5, 9/1988, 235 p., (épuisé).

TSHUND'OLELA EPANYA SHAMOLOLO, *Entreprises minières et développement de l'économie capitaliste au Zaïre. La politique des zones de protection minière et son impact sur l'occupation commerciale au Kasai (1915-1959)*, n° 3, 6/1988, 109 p., 12 €.

BRION, E., *Aux origines du diocèse de Kole Zaïre - 1880-1935*, n° 1-2, 3/1988, 259 p., (épuisé).

1987

WILLAME, J.-C., *Chronique d'une opposition politique : l'UDPS (1978-1987)*, n° 7-8, 12/1987, 118 p., (photocopie), 16 €.

MARYSSE, S., *La Question agraire dans l'économie politique du Zimbabwe*, n° 6, 9/1987, 66 p., 12 €.

BOGERS, K. et WYMEERSCH, P., *De Kongo in de Vlaamse fiktie- en reisverhalen*, n° 4-5, 1987, 165 p., 12 €.

MONNIER, L. (sous la dir. de), *Figures du pouvoir dans le roman africain et latino-américain. Actes du colloque de Lausanne (10-13 mars 1986)*, n° 1-2-3, 1987, 385 p. (épuisé).

1986

WEISS, H. et VERHAEGEN, B. (sous la dir. de), *Les Rébellions dans l'est du Zaïre (1964-1967)*, n° 7-8, 1986, 187 p., (épuisé).

DE LANNOY, D., MABIALA SEDA DIANGWALA et BONGELI YEIKELO YA ATO (sous la dir. de), *Tango ya ba noko. « Le temps des oncles ». Recueil de témoignages zaïrois*, n° 5-6, 10/1986, 239 p., (épuisé).

VAN BINSBERGEN, W., REYNTJENS, F. et HESSELING, G. (ed.), *State and Local Community in Africa. État et communauté locale en Afrique*, n° 2-3-4, 1986, 400 p. (épuisé).

MATACZYNSKI, D. A., *A Reexamination of the Jamaa: "Thick Description"*, n° 1, 3/1986, 102 p., 12 €.

1985

SIMONS, E. et THijs, M., *Inventaire des études africaines en Belgique. Inventaris van de Afrika studies in België*, n° 7-8, 1985, 303 p., (épuisé).

VERHEUST, Th., *Portraits de femmes : les intellectuelles zaïroises*, n° 6, 10/1985, 150 p., (photocopie), 13 €.

WILLAME, J.-C., *La Politique africaine de la Belgique à l'épreuve : les relations belgo-zaïroises (1978-1984)*, n° 5, 1985, 112 p. + annexes, 12 €.

RAULIER, A., *Stratégies de développement économique en Tunisie*, n° 3-4, 1985, 172 p., 12 €.

KANKONDE MUKADI, *Approches d'analyse économique des projets agricoles de développement rural dans les pays en voie de développement : le cas du Zaïre*, n° 1-2, 1985, 236 p. (épuisé).

1984

LOSSO GAZI, *Culture, littérature et enseignement au Zaïre: essai de bilan*, n° 8, 1984, 116 p., 12 €.

TSHUND'OLELA EPANYA SHAMOLOLO, *Le Kasai à la périphérie du Haut-Katanga industriel*, n° 6-7, 1984, 213 p., 12 €.

ILUNKAMBA ILUNGA, *Propriété publique et conventions de gestion dans l'industrie du cuivre au Zaïre*, n° 4-5, 1984, 148 p., (épuisé).

WILLAME, J.-C., *Actualisation des contraintes sur l'industrie minière au Zaïre (Postface)*, n° 4-5, 1984, pp. 149-173, (épuisé).

LAPIKA DIMOMFU, *L'Art de guérir chez les Kongo du Zaïre, discours magique ou science médicale ?*, n° 3, 1984, 71 p. (épuisé).

KANYINDA LUSANGA, *La Décentralisation territoriale zaïroise à l'épreuve de la théorie et des faits*, n° 2, 1984, 100 p., (épuisé).

MUBAKE MUMEME et SIMBI MUSEMA WA NGOY, *La politique industrielle au Zaïre et la zone franche d'Inga : vers une nouvelle stratégie d'industrialisation ?*, n° 1, 1984, 117 p. (épuisé).

1983

BILBY, K. M. et FU-KIAU KIA BUNSEKI, *Kumina: a Kongo-based Tradition in the New World*, n° 8, 1983, 114 p., 12 €.

KAZADI-TSHAMALA, *La Formation du capital dans l'agriculture du Zaïre post-colonial : situation et perspectives*, n° 6-7, 1983, 140 p., 12 €.

JEWSIEWICKI, B., *Modernisation ou destruction du village africain : l'économie politique de la « modernisation agricole » au Congo belge*, n° 5, 1983, 86 p. (épuisé).

Zaïre : réflexions et débats sur des stratégies possibles de développement, n° 4, 1983, 82 p., (épuisé).

LUKUSA DIA BONDO, *Les Conventions de développement : clé de la relance économique du Zaïre*, n° 3, 1983, 121 p. (épuisé).

VERHAEGEN, B., *L'Association des évolués de Stanleyville et les débuts politiques de Patrice Lumumba (1944-1958)*, n° 2, 1983, 121 p. (épuisé).

Instruments, politique et effets du commerce extérieur. Les relations belgo-africaines. Middelen, beleid en gevolgen van de buitenlandse handel. De Belgisch-Afrikaanse relaties, n° 1, 1983, 117 p., 12 €.

1982

CEDAF - ASDOC - Central Africa Project, *Les Relations Etats-Unis/Zaïre : documents d'histoire diplomatique (1960-1967)*, Bruxelles (Belgique), New York (États-Unis), n° 7-8, 1982, 159 p., 12 €.

MAISON AFRICAINE, AFRIKA-HUIS, *Étudiants africains en Belgique*, n° 6, 1982, 73 p., 12 €.

REYNTJENS, F., *Bibliographie juridique du Rwanda*, n° 5, 1982, 51 p., 12 €.

VANDERLINDEN, J., *La Constitution du Nigeria - du 21 septembre 1978 - acte de foi ou d'inconscience ?*, n° 3-4, 1982, 94 p., 12 €.

ASCH, S., *Étude socio-démographique de l'implantation et la composition actuelles de la congrégation kimbanguiste (Zaire)*, n° 1-2, 1982, 92 p., 12 €.

1981

VERHAEGEN, B., *Le Centre extra-coutumier de Stanleyville (1940-1945)*, n° 8, 1981, 68 p., 12 €.

VELLUT, J.-L., *Les Bassins miniers de l'ancien Congo belge. Essai d'histoire économique et sociale (1900-1960)*, n° 7, 1981, 70 p., 12 €.

La Dépendance et le transfert de technologie. 3^e journée d'Études du CEDAF, 20 janvier 1981, n° 5-6, 1981, 131 p., 12 €.

VERHEUST, Th. (présenté par), *Enquête démographique par sondage 1955-1957 - Province orientale - District de l'Ituri - District du Bas-Uele*, n° 4, 1981, 70 p., 12 €.

WALLE SOMBO BOLENE, *L'Histoire politique des Topoke à Kisangani (Haut-Zaire) des origines à 1964*, n° 3, 1981, 59 p., 12 €.

KATWALA GHIFEM, *Blockage Mechanisms, Disincentives, and Economic Crisis in Zaire: the Role of the West*, n° 2, 1981, 66 p., 12 €.

MUDIMBE VUMBI YOKA, *Visage de la philosophie et de la théologie contemporaines au Zaire*, n° 1, 1981, 44 p., 12 €.

1980

BIFUKO BAHARANYI, *Post independence Rural Development: The Kigoma District in Western Tanzania*, n° 8, 1980, 67 p., 12 €.

NYUNDA YA RUBANGO, *Les Principales Tendances du discours politique zaïrois (1960-1965)*, n° 7, 1980, 72 p., 12 €.

Contribution à l'étude des mouvements d'opposition au Zaire : le FLNC, n° 6, 1980, 41 p., 12 €.

LEFEVRE, P. et PEEMANS, F., *Les Sociétés coloniales belges : Archives et données bibliographiques (1855-1960)*, n° 4-5, 1980, 95 p., 12 €.

GREENLAND, J., *Western Education in Burundi 1916-1973: The Consequence of Instrumentalism*, n° 2-3, 1980, 126 p., 12 €.

WILLAME, J.-C., *Le Secteur multinational au Zaire*, n° 1, 1980, 66 p., (photocopie), 12 €.

1979

BISHIKWABO CHUBAKA, *Notes sur l'origine de l'institution du Bwami et fondements du pouvoir politique au Kivu oriental*, n° 8, 1979, 37 p. (épuisé).

D'HONDT, W., MAGABE, M. et WEHRMULLER, G., *La Perception du rôle du père par les adolescents de la ville de Bukavu*, n° 6-7, 1979, 37 p., 12 €.

ABEMBA BULAIMU, *Le Mode de production lignager face à la traite arabe et à la colonisation. Le cas des collectivités locales du Maniema*, n° 6-7, 1979, 56 p., 12 €.

NEWBURY, D., *Kamo and Lulambo: Dual Genesis Traditions on Ijwi Island (Zaire)*, n° 5, 1979, 47 p., 12 €.

KALALA NKUDI, *Le lilwakoy des Mbole du Lomami : essai d'analyse de son symbolisme*, n° 4, 1979, 33 p., 12 €.

WILS, W., CARAEL, M. et T TONDEUR, G., *Le Kivu montagneux, surpopulation, sous-nutrition, érosion du sol*, n° 2-3, 1979, 73 p., 12 €.

MULIER, F., *La Coopération technique belge dans l'enseignement zaïrois*, n° 1, 1979, 69 p., 12 €.

1978

NGOKWEY NDOLAMB, *Le Désenchantement enchanteur ou d'un mouvement religieux à l'autre*, n° 8, 1978, 41 p., 12 €.

LLOYD, T., *Introduction à l'histoire économique des Azande-Avongara de la région Nil-Zaïre d'Afrique centrale*, n° 7, 1978, 35 p., 12 €.

GOULD, D., *From Development Administration to Underdevelopment Administration. A Study of Zairian Administration in the Light of Current Crisis*, n° 6, 1978, 34 p., 12 €.

JEWSIEWICKI, B., *Histoire économique d'une ville coloniale. Kisangani 1887-1960*, n° 5, 1978, 44 p., 12 €.

VERHEUST, Th. (présenté par), *Enquête démographique par sondage 1955-1957 - Province orientale - District de Stanleyville et district du Haut-Uele*, n° 4, 1978, 107 p., 12 €.

VAN DER STEEN, D., *Élections et réformes politiques au Zaïre en 1977 - Analyse de la composition des organes politiques*, n° 2-3, 1978, 97 p., 12 €.

MULYUMBA WA MAMBA, *Aperçu sur la structure politique des Balega-Basile*, n° 1, 1978, 62 p., 12 €.

1977

KASONGO NGOYI MAKITA MAKITA, PUATI ABILOSENDE M'PETI, VERHAEGEN, B. et VERHEUST, Th., *Les Étudiants et les élèves de Kisangani (1974-1975) : aspirations, opinions et conditions de vie*, n° 7-8, 1977, 128 p., 12 €.

POPELIER, G. H., *Nature et évolution de l'agriculture zaïroise (1958-1975)*, n° 6, 1977, 49 p. (épuisé).

VAN DER STEEN, D., *Échanges économiques extérieurs du Zaïre : dépendance et développement*, n° 4-5, 1977, 122 p. (épuisé).

TOWNSEND, Ph., *Les Jeux de Mankala au Zaïre, au Rwanda et au Burundi*, n° 3, 1977, 76 p., 12 €.

KANKUENDA M'BAYA, *Les Industries du pôle de Kinshasa - Réflexion sur la stratégie des pôles de croissance en pays africains*, n° 1-2, 1977, 164 p., 12 €.

1976

STEEL, K., *Considérations critiques sur la convention de Lomé*, n° 7-8, 1976, 42 p., 12 €.

ROSSIE, J.-P., *Bibliographie commentée de la communauté musulmane au Zaïre des origines à 1975*, n° 6, 1976, 38 p., 12 €.

DE LANNOY, D., GATARAHA MAJINYA et KANGAFU GUDUMBAGANA, *Aspects de la réforme administrative au Zaïre. L'administration publique et la politique de 1965 à 1976*, n° 4-5, 1976, 125 p., (épuisé).

SMITH, R. E., *L'Administration coloniale et les villageois. Les Yansi du nord de Bulungu 1920-1940 (Zaïre)*, n° 3, 1976, 113 p., 12 €.

HULL, G., *Université et État : l'UNAZA-Kisangani*, n° 1-2, 1976, 113 p., 12 €.

1975

NKIERE BOKUNA MPA, *L'Organisation politique traditionnelle des Basakata en république du Zaïre*, n° 7-8, 1975, 45 p., 12 €.

LOVENS, M., *L'Effort militaire de guerre du Congo belge (1940-1944)*, n° 6, 1975, 34 p., (photocopie), 12 €.

YOGOLELO TAMBWE, *Introduction à l'histoire des Léga. Problèmes et méthodes*, n° 5, 1975, 27 p., 12 €.

HUBBARD, M., *À la recherche des Mangbetu (Haut-Zaïre)*, n° 4, 1975, 37 p., 12 €.

ELOKO NONGO OTSH, *Les Structures inconscientes de la « Voix du Congolais » (1959)*, n° 2-3, 1975, 81 p., 12 €.

KANYINDA LUSANGA, M. T. M., *Le Phénomène de la colonisation et l'émancipation des institutions sociopolitiques traditionnelles au Zaïre*, n° 1, 1975, 53 p., 12 €.

1974

LEROY, F. J. *Répertoire des périodiques en cours de publication au Zaïre en 1974*, n° 8, 1974, 40 p., 12 €.

MULAMBU MVULUYA, *Cultures obligatoires et colonisation dans l'ex-Congo belge*, n° 6-7, 1974, 99 p., 12 €.

TURNER, Th. et WEMBOLUA KASONGO, *Le Vandisme (Sankuru-Zaïre) et sa signification politique*, n° 5, 1974, 39 p., 12 €.

LOVENS, M., *La Révolte de Masisi-Lubutu (Congo belge, janvier-mai 1944)*, n° 3-4, 1974, 154 p., (épuisé).

DE ROP, A., *La Littérature orale mongo. Synthèse et bibliographie*, n° 2, 1974, 36 p., 12 €.

VERHEUST Th., *L'Enseignement en république du Zaïre*, n° 1, 1974, 47 p. (épuisé).

1973

MULUMBA LUKOJI, *Le Service de la dette publique de l'ex-Congo belge : le cas des dettes financières*, n° 9-10, 1973, 68 p., 12 €.

MULYUMBA WA MAMBA, *Les Proverbes, un langage didactique dans les sociétés africaines traditionnelles. Le cas des Balega-Basile*, n° 8, 1973, 50 p., 12 €.

GEUNS, A., *Bibliographie commentée du prophétisme kongo*, n° 7, 1973, 81 p., 12 €.

FETTER, B., *L'UMHK 1920-1940 : la naissance d'une sous-culture totalitaire*, n° 6, 1973, 40 p. (épuisé).

MUTWALE-MUYIMBE, *Les Sources publiques de financement de l'EIC (1885-1907)*, n° 5, 1973, 67 p., 12 €.

SHERILL, M., *Unilever et l'Afrique*, n° 4, 1973, 48 p. (épuisé).

CART H. PH., *Étudiants et construction nationale au Burundi (1962-1969)*, n° 2-3, 1973, 93 p., 12 €.

TURNER, Th., *La Politique indigène du Congo belge. Le cas du Sankuru*, n° 1, 1973, 62 p. (épuisé).

1972

FECCI, D., *Vie cachée et vie publique de S. Kimbangu selon la littérature coloniale et missionnaire belge*, n° 9-10, 1972, 84 p., 12 €.

LOKOMBA BARUTI, *Structure et fonctionnement des institutions politiques traditionnelles chez les Lokele*, n° 8, 1972, 37 p., 12 €.

DEPRAETERE, M., *Le Conflit entre la rép. du Soudan et ses provinces méridionales*, n° 7, 1972, 70 p., 12 €.

ABEMBA BULAIMU, *La Collectivité locale des Wasongola*, n° 6, 1972, 40 p., 12 €.

ROMBAUT, M., *La Nouvelle Poésie négro-africaine d'expression française*, n° 5, 1972, 80 p. (épuisé).

CRINE, B., *La Structure sociale des Foma (Haut-Zaïre)*, n° 4, 1972, 41 p., 12 €.

LACROIX, B., *Pouvoirs et structures de l'université Lovanium*, n° 2-3, 1972, 207 p., 12 €.

CIPARISSE, G., *Le Chant traditionnel. Une source de documentation orale. Chants des Bampungu (Zaïre)*, n° 1, 1972, 31 p. (épuisé).

1971

VERHAEGEN, B., *Les Premiers Manifestes politiques à Léopoldville (1950-1956)*, n° 10, 1971, 40 p., 12 €.

MILINGO, V., *Les Rites matrimoniaux des Bahemba*, n° 9, 1971, 42 p., 12 €.

WALLERSTEIN, L. *Conflit social en Afrique noire indépendante : réexamen des concepts de race et de « statusgroup »*, n° 8, 1971, 19 p., 12 €.

LEYS, C., *Le Développement de la société paysanne au Kenya*, n° 7, 1971, 38 p., 12 €.

MWENE BATENDE, G., *Le Phénomène de dissidence des sectes religieuses d'inspiration kimbanguiste*, n° 6, 1971, 37 p., (épuisé).

NZONGOLA, G., *Essai sur le Dahomey*, n° 5, 1971, 37 p., 12 €.

BUSTIN, E., *Congo-Kinshasa : guide bibliographique. II*, n° 4, 1971, 72 p., 12 €.

BUSTIN, E., *Congo-Kinshasa : guide bibliographique. I*, n° 3, 1971, 60 p., 12 €.

ABEMBA BULAIMU, *Pouvoir politique traditionnel et islam au Congo oriental*, n° 2, 1971, 43 p. (épuisé).

MULAMBU MVULUYA, *Contribution à l'étude de la révolte des Bapende (mai-septembre 1931)*, n° 1, 1971, 52 p. (épuisé).

CAHIERS AFRICAINS
(anciennement Cahiers du CEDAF)

AFRIKA STUDIES
(voorheen ASDOC-Studies)

ISSN 1021-9994

<http://www.africamuseum.be/publications>

Comment se procurer les *Cahiers africains* ?

ORDRE PERMANENT

Si vous souhaitez recevoir nos publications dès leur parution, nous vous invitons à nous retourner le formulaire au verso.

Par l'acceptation de la formule de l'ordre permanent, vous recevrez à chaque nouvelle parution une facture qui dès qu'elle aura été honorée, sera suivie de l'envoi du *Cahier*.

Comment le système de l'ordre permanent fonctionne-t-il ?

À la sortie de tout nouveau *Cahier africain*, une facture vous sera envoyée. Dès réception de votre paiement, le *Cahier* vous sera expédié.

Pour plus de facilités, vous pouvez payer par carte de crédit : vous recevez une facture du Service des Publications du Musée royal de l'Afrique centrale par e-mail ou par fax, sur laquelle vous pouvez noter les données de votre carte (numéro, date d'expiration, nom du titulaire) ainsi que votre signature pour accord. Vous avez alors la possibilité de renvoyer ce document en toute sécurité par fax (+32 2 769 55 11) et le *Cahier* vous sera expédié dans les 24 heures.

Pour toute question administrative ou commande, vous pouvez contacter le Service des Publications, e-mail : publications@africamuseum.be
Tél : +32 2 769 5208.

À retourner au Service des Publications du Musée royal de l'Afrique centrale
13, Leuvensesteenweg, 3080 Tervuren, Belgique

Les Cahiers africains – Afrika Studies

Ordre permanent

Nom, Prénom :

Adresse :

.....

Fax :

E-mail :

Souhaite recevoir les *Cahiers africains* dès leur parution et souscrit un
ordre permanent ☐

Souhaite payer systématiquement par carte de crédit (ordre
permanent)..... ☐

Souhaite recevoir une facture pro forma pour effectuer un transfert par
la banque (ordre permanent)..... ☐

Souhaite que les *Cahiers* lui soient envoyés

- par courrier ordinaire ☐

- par courrier prioritaire..... ☐

- par courrier express (DHL, ABX, etc..) ☐

Signature

Date